



La parenthèse urbaine : trajectoires migratoires des zones rurales deltaïques et côtières du Vietnam vers Ho Chi Minh Ville en contexte d'incertitude

Clara Jullien

► To cite this version:

Clara Jullien. La parenthèse urbaine : trajectoires migratoires des zones rurales deltaïques et côtières du Vietnam vers Ho Chi Minh Ville en contexte d'incertitude. Géographie. Université Panthéon-Sorbonne - Paris I, 2025. Français. ⟨NNT : 2025PA01H103⟩. ⟨tel-05603929⟩

HAL Id: tel-05603929

<https://theses.hal.science/tel-05603929v1>

Submitted on 27 Apr 2026

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Ecole Doctorale de Géographie de Paris (ED434)

Thèse de Doctorat

Pour l'obtention du grade de docteur de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Discipline : Géographie

La parenthèse urbaine

Trajectoires migratoires

des zones rurales deltaïques et côtières du Vietnam

vers Ho Chi Minh Ville en contexte d'incertitude

Clara Jullien

Sous la direction de **Natacha Aveline & Gwenn Pulliat**

Présentée et soutenue publiquement le 18 décembre 2025

Composition du Jury :

Geneviève Cortes	Professeure des Universités en géographie, Université de Montpellier Paul-Valéry, UMR 5281 ART-Dev	Rapporteure
Frédéric Landy	Professeur des Universités en géographie, Université Paris Nanterre, UMR 7218 LAVUE	Rapporteur
Sylvie Fanchette	Directrice de recherche IRD en géographie, UMR 245 CESSMA	Présidente du jury
Olivier Tessier	Maître de conférences en anthropologie, École française d'Extrême-Orient	Examineur
Ngô Thị Thu Trang	Maîtresse de conférences en géographie, Université de Sciences Sociales et Humaines de Ho Chi Minh Ville – Université Nationale du Vietnam	Examinatrice
Natacha Aveline	Directrice de recherche CNRS en géographie, UMR 8504 Géographie-cités	Directrice
Gwenn Pulliat	Chargée de recherche CNRS en géographie, UMR 5281 ART-Dev	Directrice

Ecole Doctorale de Géographie de Paris (ED434)

Thèse de Doctorat

Pour l'obtention du grade de docteur de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Discipline : Géographie

La parenthèse urbaine

Trajectoires migratoires

des zones rurales deltaïques et côtières du Vietnam

vers Ho Chi Minh Ville en contexte d'incertitude

Clara Jullien

Sous la direction de **Natacha Aveline & Gwenn Pulliat**

Présentée et soutenue publiquement le 18 décembre 2025

Composition du Jury :

Geneviève Cortes	Professeure des Universités en géographie, Université de Montpellier Paul-Valéry, UMR 5281 ART-Dev	Rapporteure
Frédéric Landy	Professeur des Universités en géographie, Université Paris Nanterre, UMR 7218 LAVUE	Rapporteur
Sylvie Fanchette	Directrice de recherche IRD en géographie, UMR 245 CESSMA	Présidente du jury
Olivier Tessier	Maître de conférences en anthropologie, École française d'Extrême-Orient	Examineur
Ngô Thị Thu Trang	Maîtresse de conférences en géographie, Université de Sciences Sociales et Humaines de Ho Chi Minh Ville – Université Nationale du Vietnam	Examinatrice
Natacha Aveline	Directrice de recherche CNRS en géographie, UMR 8504 Géographie-cités	Directrice
Gwenn Pulliat	Chargée de recherche CNRS en géographie, UMR 5281 ART-Dev	Directrice

« Devant chez Clarisse il n'y a pas d'arbres.

C'est une grande plaine.

Clarisse se demande si le vent va déraciner la maison.

Mais elle ne sait pas exactement ce qu'elle préfère,
que la maison s'envole ou qu'elle reste à sa place. »

Seyvos, F. & Ponti, C. 2025, *La Tempête*, p.8-9

Remerciements

Ces quelques pages écrites bien trop tardivement sont dédiées à l'exercice délicat de cueillir la gratitude germée sur le chemin de la thèse, pour l'offrir à ceux qui en ont planté les graines.

Mes remerciements s'adressent tout d'abord à Geneviève Cortes et Frédéric Landy pour avoir accepté de consacrer de leur temps à la lecture, à l'évaluation et au rapport de cette thèse, et me faire l'honneur d'en discuter.

Je remercie sincèrement Sylvie Fanchette de son accompagnement dans la construction des orientations thématiques de la recherche, son accueil au CESSMA et la richesse et la variété de nos échanges autour du terrain vietnamien et des réflexions théoriques.

Je remercie chaleureusement Ngô Thị Thu Trang d'avoir accepté de suivre mon travail à l'Université de Sciences Sociales et Humaines de Ho Chi Minh Ville – Université Nationale du Vietnam. Merci de son aide scientifique et technique dans le montage institutionnel des enquêtes de terrain. Je remercie également l'Université de Sciences Sociales et Humaines de Ho Chi Minh Ville de son accueil, en particulier le département de langue vietnamienne, et le département de géographie, Hòa Lê Thanh, et l'ensemble de la section francophone du département de géographie.

Enfin, j'exprime toute ma gratitude à Olivier Tessier pour son hospitalité à l'Ecole française d'Extrême-Orient au cours des trois années passées à Ho Chi Minh Ville au Vietnam. Je tiens à le remercier tout particulièrement pour la qualité et l'honnêteté de nos échanges, pour les enquêtes de terrain partagées, ainsi que pour la générosité toute en retenue dont il fait preuve dans sa gestion de cet espace-refuge intellectuel.

Mes sincères remerciements vont à mes directrices de thèse. Je remercie, d'une part, Natacha Aveline qui suit mon travail depuis mes premiers moments de recherche au Japon il y a dix ans, de sa confiance, ses encouragements et sa rigueur. Je remercie, d'autre part, Gwenn Pulliat, elle aussi de la confiance qu'elle m'a accordée en embarquant avec nous dans cette aventure de thèse, de son investissement et sa précision. Je sais leur patience lorsque je n'arrivais plus à m'arrêter, et lorsque je ne trouvais plus comment reprendre. Merci d'avoir su

construire un encadrement solide, malgré l'éloignement géographique prolongé, pour permettre nos échanges. Merci surtout à toutes les deux, d'avoir su combiner empathie et exigence.

Je remercie Gilles Pison et Jean-Marc Besse pour leur accompagnement tout au long de ces années de thèse au cours des comités de suivi annuels, qui ont garanti la conduite de ce travail.

Je remercie les équipes de mes laboratoires de rattachement. Le laboratoire Géographie-cités qui, d'une part, de rue du Four à Condorcet, aura été un lieu d'apprentissage et de dialogue, l'équipe CRIA en particulier dont les membres se sont toujours montrés à l'écoute et disponibles. Le laboratoire ART-Dev qui, d'autre part, à distance, aura été un lieu d'inspiration et d'échange, et, sur place, un lieu d'accueil chaleureux.

Je remercie également l'Institut Convergences Migrations de la qualité des discussions, en particulier le dynamisme des doctorants et jeunes chercheurs. Merci tout particulièrement aux membres du projet CLIMIG avec qui j'ai eu la chance de travailler : Fabrice Langrognet sans qui le projet n'aurait pas existé, Katrin Millock de sa pertinence et de sa simplicité, et mes camarades doctorants Florian Bonnefoi, Lio Ando-Bourguet et Cécile Damas-Artigaud avec qui j'ai pu partager mon enthousiasme pour le travail de terrain qualitatif, le sujet des migrations liées aux enjeux environnementaux et mon intérêt pour la photographie.

Mes pensées vont également à mes camarades doctorants et jeunes chercheurs du *Saigon Social Sciences Hub* qui a vu le jour à Ho Chi Minh Ville dans les bureaux de l'Ecole française d'Extrême-Orient, de notre besoin de créer un espace d'apprentissage en commun, pour mettre en regard nos travaux réunis par le terrain vietnamien, par-delà les disciplines.

Mes remerciements s'adressent également à Marie Gibert pour son éclairage toujours pertinent, pour son sens du partage et sa passion communicative autour de la culture vietnamienne. Merci à elle de m'avoir épaulée dans ce travail au fil des cours et des séminaires.

Merci aussi à Marie Mellac qui a accepté de partager avec moi quelques jours d'exploration de terrain dans le delta du Mékong, et, de me faire bénéficier de sa compréhension approfondie des enjeux du Vietnam contemporain.

Je remercie dans son ensemble le corps enseignant des études sud-est asiatiques de l'Institut des Langues et Civilisations Orientales, et en particulier la section d'Etudes Vietnamiennes pour son accueil, son dynamisme et son aide cruciale dans la phase initiale de cette recherche.

Cette thèse n'aurait pu se faire sans le soutien financier de plusieurs institutions. Je remercie donc pour leur confiance et leur contribution l'Académie Française, l'Ecole française d'Extrême-Orient, l'Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine et la Fondation Palladio.

Je remercie également sincèrement le projet GEMMES Viet Nam, mené par Etienne Espagne et Marie-Noëlle Woillez à l'Agence Française de Développement, qui ont vu l'intérêt d'intégrer la dimension migratoire dans le projet et qui ont de fait accepté de financer une partie des recherches de terrain qui ont nourri cette thèse. Mes remerciements vont aussi tout particulièrement à Emmanuel Pannier, qui, depuis l'Institut de Recherche pour le Développement à Hanoï, a supervisé ces enquêtes, puis m'a soutenue dans la valorisation des résultats. Merci à lui pour nos échanges motivants autour de la pratique de l'enquête de terrain, et pour le partage de sa connaissance fine du Vietnam.

Enfin, j'adresse des remerciements spéciaux à tous les interprètes et toutes les transcriptrices qui ont contribué de manière essentielle à la production de ce travail : Trân, Bảo Trân, Nhung, Hoa, Kha, Trang, Nhi, Viê, et Nga. Je remercie tout particulièrement mon amie Trân qui a démarré et terminé ce travail de terrain à mes côtés, et dont le soutien continue de m'être précieux au-delà des enquêtes.

J'exprime ma gratitude à toutes les personnes qui ont accepté d'échanger avec moi au cours du long travail de terrain qui a nourri cette thèse. A toutes les personnes qui m'ont accordé leur confiance et m'ont ouvert une fenêtre sur leur vie. A toutes celles qui m'ont partagé leur expertise professionnelle ou scientifique. A toutes celles qui par leur accompagnement technique ont rendu cette enquête possible.

Merci à tous les conducteurs de mototaxis, et à nouveau à mes interprètes qui se sont faits chauffeurs et chauffeuses, sans qui je n'aurais pas pu arpenter les ruelles et les routes vietnamiennes.

Par ailleurs, l'écriture de cette thèse ne serait pas complète sans la mention de toutes celles et tous ceux qui se cachent plus ou moins discrètement entre ses lignes, et qui par leurs apports et leur présence y ont contribué.

Merci à mes amis et camarades de thèse au laboratoire Géographie-cités, à l'Institut Convergences Migrations et à l'Ecole Française d'Extrême-Orient de leur camaraderie et leur bonne humeur communicative. Je remercie tout particulièrement les habitués du deuxième étage de Condorcet qui m'ont accueillie à bras ouverts à chacune de mes réapparitions, ainsi

que toutes les âmes charitables qui ont accepté de relire cette thèse, pour l'affiner de leur œil critique ou la polir de leur précision syntaxique et orthographique.

Toute ma gratitude s'adresse en premier lieu, pour leur soutien sans faille, à Thomas R. et Grégoire L., qui, par leur curiosité inépuisable, me projettent vers d'autres horizons géographiques. Ma sincère gratitude également à Alexandre P, dont l'amitié nouvelle a su égayer quotidiennement la finalisation de cette thèse, et dont la prévenance enjouée m'a maintenue à flot. Je remercie aussi mes amies Annaelle P., Aline D., Camille D., Inès D. et Cinzia L. de leur solidarité et leur disponibilité, tout particulièrement dans cette dernière ligne droite d'écriture.

Mes pensées vont aussi à mes sœurs danseuses dont les pas ont su rythmer les miens. A Stéphanie pour ta guidance réconfortante, l'élégance de tes mains et de tes mots. A Louna pour m'avoir transmis ta passion des mélanges et m'avoir montré une affirmation de soi dans la douceur. *To Olga, for sharing with me the rigor and beauty of Russian ballet behind the barre. To Thuy, for proving me, from Bogota to Hanoi, that multiple lives can be lived in one.*

J'adresse mes sincères remerciements à Bruno Dubreuil, de m'avoir fait découvrir un nouveau moyen d'expression à travers l'objectif photographique, afin d'assouvir mes velléités artistiques et de cadrer mon regard géographique, quand ma vue s'était embrumée.

J'exprime ma gratitude également à Gilles Duchemin, dont l'écoute et le suivi m'ont considérablement aidée à avancer et me retrouver au cours des deux dernières années.

Je remercie mes amis et amies, de France, du Vietnam et d'ailleurs qui m'ont épaulée tout au long de ce travail de recherche. Eva pour ta sororité et ton espièglerie que tu sais si bien transmettre à tes filles, Alice et Raphaëlle pour votre sincérité, Morgane et Marianne pour votre loyauté, Aurel pour ton auto-dérision, Minh Anh pour ton soutien discret mais infailible quand tu étais la seule à voir l'envers du décor, *Adelle for your care to all living beings, An for reminding me to put my bare feet in the soil.*

Ma gratitude entière va à ma famille dont le soutien inébranlable est le socle de ce travail. A mon père, bien sûr, qui a su me transmettre sa curiosité et son exigence, à ma mère pour sa flamboyance, à ma belle-mère pour sa tendresse, à mon frère et ma sœur pour tout ce qu'ils m'apprennent en grandissant, à ma tante pour sa créativité communicative. A mes grands-parents paternels surtout, dont la fibre voyageuse a traversé les générations.

Enfin, je remercie les arbres, de la forêt de Brocéliande au parc des Buttes Chaumont, qui ont su me recueillir sous leur canopée à mon retour du Vietnam, lorsque la compagnie des humains m'était devenue trop lourde. Je pense à leur ancrage rassurant, à leur élévation sereine, et surtout à l'évidence de leur enveloppement.

Sommaire

Remerciements	1
Sommaire	5
Table des acronymes	7
Avant-propos	9
Introduction	13
Chapitre I. Cadre théorique	41
Chapitre II. Méthode	81
Chapitre III. Les « <i>nhà trọ</i> », parc de logements accessibles aux migrants ruraux.....	151
Chapitre IV. Le temporaire de longue durée, degrés d'urbanité différenciés entre migrants ruraux et résidents urbains.....	195
Chapitre V. Décision migratoire et perspectives de retour : entre choix contraint et aspiration	255
Chapitre VI. L'adaptation sur site, stratégie alternative à la migration	319
Discussion conclusive	391
Bibliographie	413
Annexes	437
Table des matières	493
Liste des figures	501
Résumé	509
Abstract	511

Table des acronymes

AFD : Agence Française de Développement

AMC : *Asian Migrant Center*

BAD : Banque Asiatique de Développement

MECLEP : *Projet Migration, Environment and Climate Change: Evidence for Policy*

EACH-FOR : *Projet Environmental Change and Forced Migration*

GEMMES : *General Monetary and Multisectoral Macrodynamics for the Ecological Shift*

GIEC : Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat

IPCC : *Intergovernmental Panel on Climate Change*

GSO : *General Statistics Office of Vietnam* – Bureau Général des Statistiques du Vietnam

HCMV : Ho Chi Minh Ville

HCMC : *Ho Chi Minh City*

IRD : Institut de Recherche pour le Développement

JICA : Agence japonaise de coopération internationale

MMN : *Mekong Migration Network*

MONRE : Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement du Vietnam

OIM : Organisation Internationale pour les Migrations

ONU : Organisation des Nations Unies

SLR : *Sea level rise*

ULI : *Urban Land Institute*

UNDP : Programme des Nations unies pour le développement

UNHCR (HCR) : Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés

UNISDR : Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophes

USSH - VNUHCM : Université des Sciences Humaines et Sociales de Ho Chi Minh Ville –
Université Nationale du Vietnam

VND : Dong vietnamien

WISDOM : *Water-related Information System for the sustainable Development of the Mekong
Delta*

Avant-propos

Accueil institutionnel

Cette thèse a été réalisée au laboratoire Géographie-cités (UMR8504) en co-direction avec le laboratoire ART-Dev (UMR5281).

J'ai eu la chance d'être accueillie pendant toute la durée de mon séjour au Vietnam, de 2019 à 2022, dans les locaux de l'Ecole française d'Extrême-Orient à Ho Chi Minh Ville.

Au Vietnam, le travail d'enquête de terrain a été mené grâce au soutien et à la tutelle de l'Université des Sciences Sociales et Humaines de Ho Chi Minh Ville – Université Nationale du Vietnam (USSH – VNUHCM)

Projet de recherche

Cette recherche doctorale s'inscrit en partie dans la phase 1 du projet GEMMES Viet Nam sur l'adaptation au changement climatique au Vietnam, financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et porté par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) (phase 1 : 2019 - 2023, phase 2 : 2023 - 2026).

Financements

Cette recherche doctorale a bénéficié du soutien financier de plusieurs institutions.

- La bourse Jean Walter Zellidja de l'Académie Française (septembre 2019)
- L'allocation de terrain de l'École Française d'Extrême-Orient (janv 2019)
- La bourse 2020 de l'Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine « Environnement et développement durable » (juillet 2020)
- La bourse de recherche doctorale de la Fondation Palladio (novembre 2020 renouvelée en novembre 2021)
- Les enquêtes de terrain réalisées dans les provinces rurales de Quảng Ngãi, Bến Tre et Sóc Trăng ont été financées par le projet GEMMES Viet Nam (AFD – IRD).
- Le soutien matériel et financier du laboratoire Géographie-cités.

Publications

La rédaction de ce travail de thèse s'appuie notamment sur plusieurs publications qui sont parues entre 2020 et 2023. Les écrits de ces publications sont mobilisés de manière transversale dans l'ensemble des chapitres de la thèse.

- Jullien C., (2023). « Partir et laisser partir. Migrations et incertitudes depuis les côtes et deltas du Vietnam ». *De facto*, n°36, décembre 2023, Lenoël, A. & Valette, J. (dir.) Wöhrel, N. (coord.), « Migrations et climat : la fonte des certitudes ». Rubrique *En Images*, p.36-39. URL

- Jullien, C. (2023). « Các chiến lược thích ứng di động và tại chỗ trong bối cảnh bất ổn toàn cầu: nghiên cứu tại tỉnh Quảng Ngãi » (Stratégies d'adaptation mobiles et immobiles dans un contexte d'incertitude globale. Une étude de cas dans la province de Quảng Ngãi). In Nguyen Cong Thao & Pannier, E. (eds.). *Ứng phó với thiên tai từ cấp độ địa phương* (Réponses locales aux catastrophes naturelles au Vietnam). Numéro spécial. *Tạp chí dân tộc học* (Journal vietnamien d'Anthropologie), Vol. 2, n°236. URL

- Jullien, C. « Focus 7 Migration as adaptation ». In Woillez, M.-N. & Espagne, E. (eds.). *The Mekong Delta Emergency, Climate and Environmental Adaptation Strategies to 2050. Final Report GEMMES Viet Nam project*, Agence Française de Développement. p.181-205. URL

- Jullien, C., Ngo Thi Thu Trang, & Pulliat, G. (2022) « Rural-urban migrations in a context of environmental changes: vulnerability nexus from the Vietnamese Mekong Delta to Ho Chi Minh City ». In Drogoul, A., Espagne, E., Huynh Thi Phuong Linh, Lagrée, S. *Inequalities and environmental changes in the Mekong River Basin*, Editions de l'AFD. p.201-230. URL
ISBN : 978-2-37902-015-5

- Jullien, C. (2021). « Nhà Trọ, Rental Rooms for Fragments of Life. Temporary Footprint of Rural Migrants in Ho Chi Minh City ». *The Russian Journal of Vietnamese Studies*, Vol. 5, No. 1S, p.52-65. DOI URL

- Jullien, C. & Pulliat, G., (2020). « La gestion des risques dans les villes vietnamiennes : une lecture critique des politiques environnementales ». *Urbanités*, « Urbanités Sud-Est asiatiques », septembre 2020. URL

Remarques formelles

Les mots et noms vietnamiens sont transcrits dans l'écriture vietnamienne officielle « *chữ quốc ngữ* », alphabet latin augmenté de signes diacritiques. Les noms des auteurs vietnamiens apparaissent en alphabet romain dans les références bibliographiques en français ou en anglais.

Les conversions des valeurs monétaires mentionnées ont été actualisées à la date considérée (date de l'entretien ou de la publication), ou au premier jour du mois considéré.

La ville de Ho Chi Minh Ville était nommée Saïgon avant d'être renommée en 1976. Le nom de Saïgon est encore utilisé au quotidien par les usagers de la ville, il apparaît donc dans certains entretiens. De plus, les résidents de Ho Chi Minh Ville s'appellent des Saïgonnais.

Les noms des informants de l'enquête ont été modifiés pour assurer leur anonymat.

Les informants migrants, ainsi que les propriétaires bailleurs, rencontrés à Ho Chi Minh Ville, ont fait l'objet d'une classification. Chaque informant cité est référencé dans la liste correspondante en annexe (Liste des informants migrants et Liste des informants propriétaires-bailleurs). En revanche, les informants rencontrés dans les provinces rurales n'ont pas fait l'objet d'une classification systématique. Ils ne sont donc pas référencés en annexe.

Introduction

Int.1.	Migrations et changements environnementaux : objet géographique	19
Int.2.	Jalons terminologiques	23
Int.2.1.	Environnement et migration	23
Int.2.2.	Risque, vulnérabilité et adaptation	28
Int.2.3.	Habitabilité	30
Int.2.4.	Incertitude	32
Int.2.5.	Empreinte spatiale de la migration	33
Int.3.	Problématisation	36
Int.4.	Pourquoi étudier ce sujet au Vietnam ?	37

En 2016, la Cité de l'architecture de Paris organisait une exposition intitulée « Habiter le campement ». Elle abordait la question de la migration sous l'angle de la confrontation entre la notion d'habiter qui implique l'appropriation et l'ancrage, et celle de campement qui s'inscrit dans le temporaire. En 2025, le Musée de l'Histoire de l'Immigration au Palais de la Porte Dorée, monte une exposition intitulée « Migrations et Climat. Comment habiter notre monde ? » Cette thèse traite du passage d'une focale à une autre : de la migration dans sa matérialité comme une pratique mobile de l'espace qui interroge par ses temporalités la production des lieux et des trajectoires, individuelles comme collectives, à la migration dans son intention et sa faisabilité, mais aussi sa multiplicité, comme une adaptation à un contexte changeant. A travers cette formulation, « comment habiter notre monde ? » associée au thème du climat, entendu dans sa variabilité, on lit l'incertitude : l'incertitude dans la saisie de ce monde dont les variables, y compris climatiques mais pas uniquement, nous échappent, et l'incertitude quant à l'accessibilité d'une part, et l'effectivité pratique d'autre part, des réponses possibles dont font partie les migrations. Pour étudier ce sujet, cette recherche s'intéresse aux migrations internes du rural vers l'urbain dans un contexte de changements environnementaux rapides sur la base d'une étude de cas au Vietnam.

L'enjeu climatique, et plus largement l'enjeu environnemental, n'est pas une dimension nouvelle de la question migratoire. En revanche, il revêt progressivement au cours des trente dernières années une nouvelle visibilité dans les sphères scientifique, politique et médiatique, en particulier tout récemment depuis la fin des années 2010. Ce n'est pas un sujet nouveau donc, mais c'est un sujet qui attire l'attention à l'aune d'une prise de conscience autour de dérèglements climatiques qui affectent l'ensemble des territoires à l'échelle mondiale et d'une crispation grandissante autour des notions de frontières et de circulation des personnes. La signature des accords de Paris en 2015 marque un engagement des Etats à un effort collectif pour limiter les perturbations du climat et acte la réalisation du caractère englobant et primordial de l'enjeu climatique. Le dernier rapport du GIEC de 2023 confirme la hausse des températures de 1,1°C entre 1850-1900 et 2011-2020, et l'attribution de la responsabilité aux activités humaines, en particulier émettrice de gaz à effet de serre, à travers l'usage des énergies et des sols. Le niveau de la mer a monté en moyenne de 20cm entre 1901 et 2018, et suivant un rythme qui s'est considérablement accéléré depuis les années 2000. Les événements extrêmes comme les vagues de chaleur, les fortes précipitations, les sécheresses et les cyclones tropicaux se multiplient. Or, les communautés qui y ont historiquement le moins contribué se retrouvent les plus affectées (IPCC, 2023, p.4-5). En outre, ces tendances vont en s'aggravant : les projections

anticipent une hausse des températures d'ici 2100 pouvant aller jusqu'à 4,4°C selon les scénarios les plus alarmants en termes d'émission de gaz à effet de serre (*ibid.*, p.12).

Les « crises » environnementales qui occasionnent des déplacements de populations d'envergure se multiplient, que ce soit la sécheresse au Sahel, les typhons qui frappent à répétition l'Asie-Pacifique, ou le très médiatisé ouragan Katrina aux Etats-Unis en 2005. Ces déplacements découlent non seulement de l'intensification des aléas, mais aussi de la plus forte exposition des populations aux risques environnementaux du fait de l'installation en zone à risque et de perte dans certains cas d'une « culture du risque » permettant d'y faire face. Ces événements environnementaux s'ajoutent à des conflits et crises politiques à l'origine de déplacements violents qui contribuent à faire des déplacements de populations une préoccupation majeure à l'échelle mondiale. Dans son dernier rapport annuel, le Centre de Suivi des Migrations Internes (IDMC) comptabilise 7,7 millions de personnes vivant en situation de déplacement à l'intérieur d'un pays, en raison de catastrophes naturelles à la fin de l'année 2023¹. L'IDMC dénombre au même moment 68,3 millions de déplacés internes du fait de conflits et de violence dans le monde. En termes de flux sur l'année, le ratio est différent : les 26,4 millions de déplacements internes dus à des catastrophes naturelles représentent 56% des déplacements internes au cours de l'année 2023, contre 20,5 millions (44%) pour les déplacements internes dus à des conflits et des violences (IDMC, 2024). Ce nombre de déplacements internes annuels dus à des catastrophes naturelles est le 3^{ème} plus élevé de la dernière décennie et poursuit une tendance globale à la hausse (voir figure n°1). La région Asie de l'Est et Pacifique compte pour la majorité des personnes déplacées pour cause de catastrophes naturelles à la fin de l'année 2023, et se place deuxième – derrière l'Afrique subsaharienne – dans le classement des régions qui dénombrent le plus de déplacements dus à des catastrophes naturelles au cours de l'année.

¹ Les termes de catastrophe et de déplacé sont définis entre autres termes dans la suite de l'introduction.

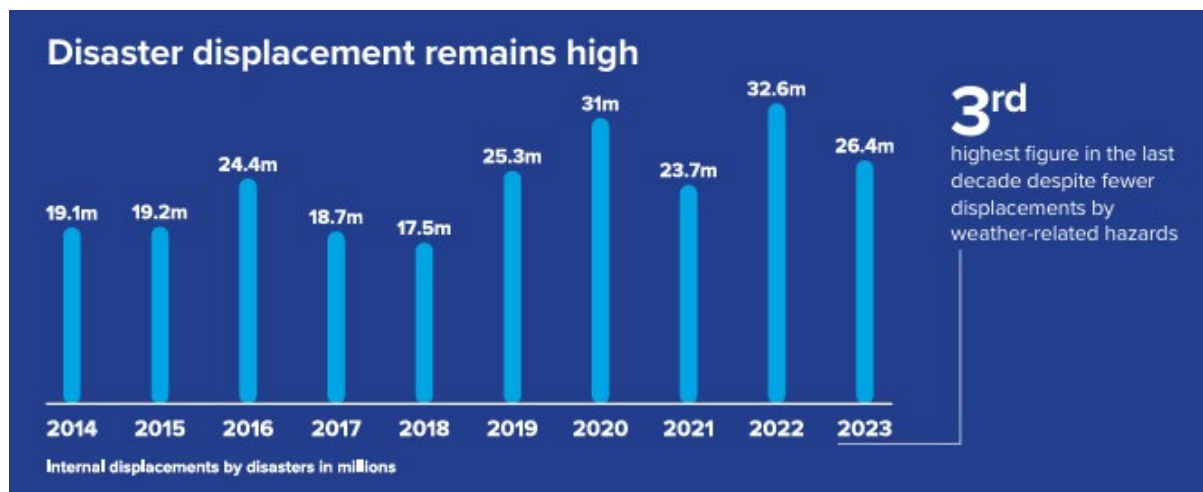


Figure n°1 : Déplacements internes dus à des catastrophes naturelles exprimés en millions de déplacements. Source : IDMC, 2024.

Ces situations alertent sur la nécessité de penser une réponse concertée et humaniste à ces déplacements. La migration apparaît de fait dans le cadre d'action Sendai des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030². Ce document dont l'objet est de donner des directives globales en matière de réduction et de prévention des risques, mentionne à plusieurs reprises la nécessité de prendre en compte les déplacements³ de personnes suite à des catastrophes, qu'elles résultent de risques environnementaux, biologiques ou technologiques. Le cadre d'action de Sendai recommande explicitement le développement de politiques publiques spécifiques à ces déplacements (UNISDR, 2015, p.20). Les migrations liées aux enjeux environnementaux sont également l'objet de la Plateforme multipartite née de l'initiative Nansen lancée en 2012 visant à penser une protection des déplacés internationaux en contexte de changements environnementaux (The Nansen Initiative, 2015), du Pacte mondial sur les migrations sûres, ordonnées et régulières de l'ONU signé en 2018 (ONU, 2019)⁴ ou encore du groupe de travail sur le climat et les migrations mis en place en 2021 par C40 Cities et le Conseil des maires pour la migration⁵.

Toutefois, le sujet de cette recherche doctorale ne se limite pas au croisement entre migrations internationales, permanentes et soudaines, et changement climatique. Il renvoie à une problématique plus large, qui nécessite de prendre en compte les migrations à toutes les

² <https://www.undrr.org/publication/sendai-framework-disaster-risk-reduction-2015-2030>

³ Je développe la nuance entre déplacement et migration dans la suite de l'introduction.

⁴ <https://www.ohchr.org/fr/migration/global-compact-safe-orderly-and-regular-migration-gcm>

⁵ <https://www.c40.org/fr/what-we-do/raising-climate-ambition/inclusive-thriving-cities/c40-mmcc-partnership-on-cities-climate-migration/>

échelles spatiales et temporelles, ainsi que la diversité des changements environnementaux. Il s'agit de regarder ce croisement sous l'angle d'un continuum mobilité-immobilité. D'une part, cela inclue le fait de rester sur place ou de migrer, comme le fait de migrer de manière interne à un pays ou internationale, de manière circulaire, temporaire ou permanente. D'autre part, cela prend en compte les changements de l'environnement tant de nature climatique globale qu'anthropique localisée (bien que les deux se rejoignent dans la responsabilité humaine sous-jacente).

J'étudie les trajectoires migratoires de populations originaires du delta du Mékong dans le sud du Vietnam et de la côte centrale du pays venues à Ho Chi Minh Ville, la plus grande agglomération vietnamienne. La direction générale des flux migratoires qui émanent du delta du Mékong et de la côte centrale du pays vers Ho Chi Minh Ville est représentée sur la carte en figure n°2. A l'heure du changement climatique, et dans un contexte du sud du Vietnam où ses effets sont largement visibles tant en zone rurale qu'en zone urbaine, l'enjeu environnemental ne peut plus être mis de côté dans l'analyse des déplacements de population. Les deltas et côtes vietnamiens sont soumis à des pressions environnementales importantes et grandissantes qui prennent la forme de sécheresses, d'inondations, de tempêtes, d'érosion et de submersion. Territoires agricoles fortement peuplés, leurs populations se retrouvent affectées, parfois directement dans leur intégrité physique, souvent dans leurs activités agricoles et aquacoles. J'envisage l'interaction entre ces dynamiques environnementales et migratoires comme une possible clef de compréhension des trajectoires individuelles des migrants et des recompositions territoriales à l'œuvre.

Plaçant l'analyse au croisement des recherches sur les migrations, l'aménagement urbain et l'environnement, j'étudie ici la migration du rural vers l'urbain au prisme des notions de vulnérabilité et de capacité d'adaptation. Mes enquêtes portent sur des récits de parcours migratoires d'individus ayant fait le choix de quitter leur terre natale pour s'aventurer dans l'ailleurs ; non pas nécessairement l'ailleurs lointain, mais l'ailleurs proche, et parfois même en partie familier. Cette approche invite à s'arrêter sur les réalités vécues de déplacements souvent banalisés, de ceux qui ne se heurtent pas à la barrière juridique et politique des frontières internationales, mais qui malgré tout, plus discrètement, franchissent des frontières invisibles et composent avec des contraintes multiples. Pour cerner les stratégies mises en œuvre, je propose de mettre en regard les expériences de la mobilité et en creux de l'immobilité.

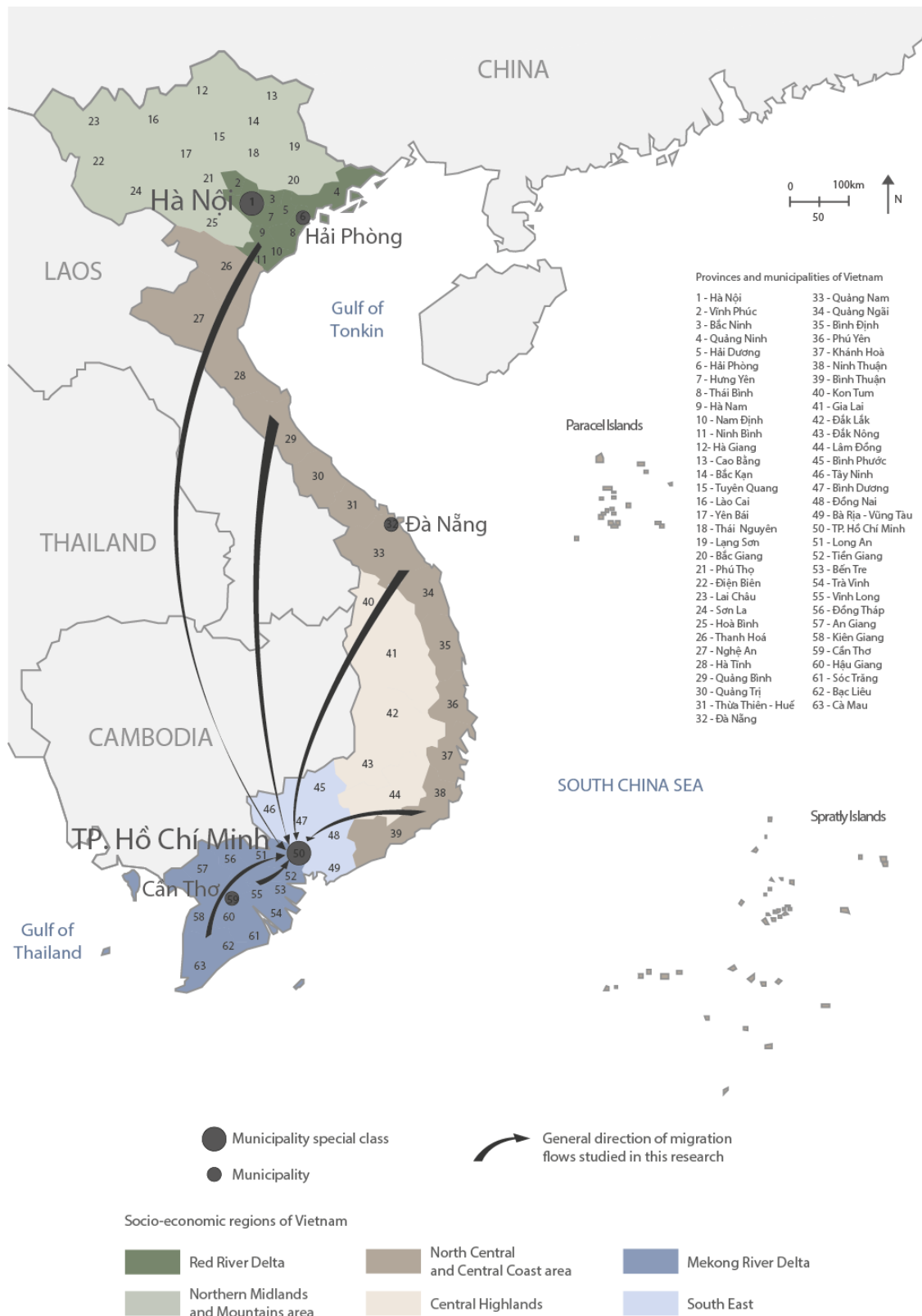


Figure n°2 : Direction Générale des flux migratoires étudiés dans cette recherche des zones deltaïques et côtières du Vietnam vers Ho Chi Minh Ville. Source : auteure, 2021, réalisation sous Adobe Illustrator.

Int.1. Migrations et changements environnementaux : objet géographique

S'intéresser au croisement entre migrations et climat revient à placer l'environnement dans la balance de la décision migratoire, sans présumer que, de l'être social ou de l'environnement, pèse le plus. Ainsi, on comprend que l'émergence d'un champ de recherche à l'intersection des migrations et de l'environnement s'inscrive dans un moment où les préoccupations autour du changement climatique alimentent les débats autour de la distinction entre nature et culture.

L'apparition dans le champ académique de travaux spécifiquement dédiés à ce point de rencontre entre migration et climat, par ailleurs déjà présent de manière secondaire dans bon nombre de travaux en études migratoires ou en études des risques dits naturels, révèle la place croissante que ce sujet occupe aujourd'hui dans la recherche sur les phénomènes sociaux et sur les phénomènes biophysiques, si tant est que cette distinction puisse se faire. La distinction entre sciences humaines et sciences de la matière et de la vie⁶ tend à s'estomper à mesure que des champs hybrides de recherche naissent à leur croisement, comme c'est le cas des travaux associant migration et environnement. De tels objets transdisciplinaires sont de plus en plus placés au cœur des préoccupations politiques, médiatiques et civiques à l'heure du changement climatique, sont amenés à devenir des enjeux incontournables dans la pensée d'un vivre ensemble raisonné et pérenne. L'entreprise de regarder les migrations à l'aune des perturbations de l'environnement implique de replacer l'individu humain, en l'occurrence l'individu humain migrant, sur le spectre du vivant, sans supposer une supériorité innée de celui-ci sur ce qui l'entoure, avec quoi il interagit constamment, et qui de fait influence son parcours migratoire. Le changement de focale qui amène à replacer l'environnement au cœur de la réflexion sur les migrations, à part égale avec l'humain, est une invitation à repenser plus largement l'insertion de l'humain dans le vivant, et notre attitude vis-à-vis de l'équilibre à trouver, ou à retrouver, dans nos projections vers demain.

L'étude géographique consiste à rendre compte de la spécificité de chaque terrain tout en nourrissant la réflexion collective autour des éléments transversaux qui relient ces cas particuliers. Ce travail s'insère de fait dans la série des études de cas formant un panorama

⁶ J'emprunte cette terminologie à Bernard Lahire, consciente des enjeux épistémologiques que pose la définition de cette distinction, de manière notamment à ne pas recourir au terme galvaudé de « sciences naturelles » (Lahire, 2025).

mondial des expériences migratoires dans une optique de cumulativité scientifique. Ainsi, il me paraît fructueux de puiser dans les notions théoriques de plusieurs champs et sous-champs disciplinaires, par-delà les distinctions qui ont permis à plusieurs courants de pensée de théoriser les déplacements dans l'espace. Cette posture théorique au croisement de plusieurs champs de recherche de la géographie se nourrit de la géographie humaine comme physique, de l'aménagement, des études migratoires et des sciences de la terre.

Dans son récent livre *Vers une science sociale du vivant* (2025), Bernard Lahire plaide en faveur d'un abandon de la séparation entre sciences de la matière et de la vie d'une part et sciences humaines et sociales, d'autre part. Il argumente sur la base du fait que le critère principal de distinction serait la nature expérimentale des sciences de la matière et de la vie, ce qui ne s'applique pas à un certain nombre de disciplines (la climatologie ou la géologie notamment) qui sont des sciences de l'observation. De plus, l'idée selon laquelle les objets d'étude des premières seraient stables et ceux des secondes seraient changeants est également erronée au vu des principes de thermodynamique et de biologie évolutive (Lahire, 2025, p.41). L'ambition d'une science sociale du vivant soutient l'idée que les objets et méthodes des disciplines de recherche communément distinguées en deux camps exclusifs puissent s'avérer complémentaires et compatibles dans une démarche de production de savoir. Les objets d'étude transdisciplinaires complexes, au croisement entre sciences de la matière et de la vie et sciences humaines et sociales, requièrent de plus en plus des postures de recherche elles-mêmes transdisciplinaires. Ces objets d'étude, tels que migrations en contexte de changements environnementaux, donnent lieu à des projets de recherche collectifs avec des équipes de recherches interdisciplinaires. C'est le cas notamment du projet de recherche GEMMES Viet Nam sur l'adaptation au changement climatique au Vietnam, financé par l'Agence Française de Développement (AFD) et porté par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) (phase 1 : 2019 - 2023, phase 2 : 2023 - 2026), auquel j'ai contribué et qui a pris en charge une partie de mon travail d'enquête de terrain.

Ce travail de thèse en géographie entend apporter un éclairage singulier sur ce phénomène au croisement des champs d'étude. Une telle démarche contribue à un objectif d'opérationnalisation de la recherche visant à servir de base à l'élaboration de politiques publiques adaptées. Le positionnement de la recherche peut être représentée par le schéma suivant (figure n°3) :

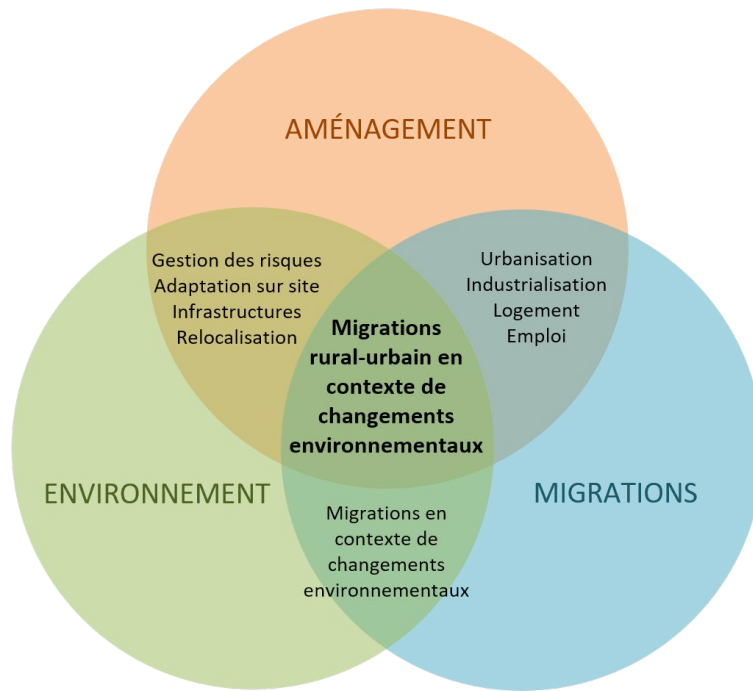


Figure n°3 : Les migrations rural-urbain en contexte de changements environnementaux au croisement des recherches sur l'aménagement, l'environnement et les migrations.
Source : auteure, 2025.

La géographie, s'intéressant aux rapports des humains à leurs milieux, en vient à se pencher sur les sillons qu'ils tracent au sol. En croisant la migration, l'environnement, et la ville, le sujet des migrations urbain-rural en contexte de changements environnementaux superpose trois objets clefs de la géographie. Mais si le croisement migration-environnement est éminemment géographique, il n'est pas étudié uniquement en géographie, mais aussi par d'autres disciplines comme l'économie, la sociologie, l'anthropologie ou encore l'histoire. Cette thèse propose ainsi d'apporter un regard géographique sur cet objet.

« Geo » - « graphie », écrire le monde, décrire le monde. L'apport de ce travail est de fournir une lecture par l'espace d'expériences migratoires qui relient et séparent, qui remplissent et qui vident, qui construisent et projettent, à différentes échelles, spatiales et temporelles. Tout l'enjeu est de trouver pour chacune de ces actions la bonne échelle d'analyse. De l'individu à la sphère globale, en passant par le ménage, la communauté locale, et l'échelon national. De la pièce de 12m² aux distances interrégionales, voire interétatiques. Du temps d'une journée, à celui de la succession des générations.

La migration vue sous l'angle de l'environnement pose des questions fondamentales à la géographie. Elle parle du rapport des humains aux réalités biophysiques qui les entourent et dont ils font partie.

Elle parle de l'interaction et des liens de codépendance au sein de la notion d'environnement entre les réalités biophysiques et les phénomènes sociaux.

Elle parle de la perception et de la compréhension que les humains, individuellement et collectivement, ont de l'idée de risque, et donc de vulnérabilité face à des forces extérieures et surplombantes, climatiques ou autres.

Elle parle de ce qu'englobe le terme d'adaptation à l'heure où la moindre action peut se lire comme telle, tant les logiques réactives ont tendance à prendre le pas sur les logiques proactives.

Elle parle de l'idée d'incertitude, centrale dans les situations à risque, et incontournable dans des contextes économiques, géographiques, politiques et sociaux où aucune ressource ne peut être tenue pour acquise.

Elle parle du rôle que jouent l'ancrage spatiale et l'appropriation de l'espace par le déplacement dans la construction d'une trajectoire personnelle, mais aussi dans l'élaboration d'un imaginaire collectif autour de cet espace, et dans l'écriture politique d'un récit national.

Elle parle des types de liens que des pratiques vernaculaires peuvent tisser entre des espaces, de leur pérennité, de l'importance qui leur est accordée, et de leur dimension stratégique à l'échelle nationale tant sur le plan politique qu'économique.

Elle parle de la notion de frontières, nationales et internes, visibles et invisibles, de leur déplacement, et de leur franchissement.

Elle parle de la notion de seuil, seuil temporel dans un parcours de vie ou dans une trajectoire nationale, seuil d'acceptabilité face à un risque, une pression, un inconfort, seuil d'habitabilité pour des espaces en mutation.

Elle parle de la notion d'équilibre dans un écosystème, tout à la fois climatique, environnemental, économique, social et politique, équilibre qui se joue entre les territoires et au sein-même d'un territoire.

Je prends le temps de cette introduction pour poser les jalons de définitions de base qui sous-tendent le propos de cette thèse. La liste est longue tant l'objet est complexe. Je me penche spécifiquement sur certains termes qui me semblent structurants dans cette réflexion : environnement et migration bien sûr, risque, vulnérabilité et adaptation par ailleurs, habitabilité, incertitude, puis translocalité et temporaire.

Int.2. Jalons terminologiques

Int.2.1. Environnement et migration

Selon le Dictionnaire de la Géographie et de l'Espace des Sociétés (Lévy & Lussault, 2003), la conception moderne de l'environnement influencée par l'écologie a une connotation d'inclusion et non d'extériorité. Employé pour la première fois en France par Vidal de la Blache en 1912, le terme d'environnement tel qu'usité en anglais désigne ce qui inclut plus que ce qui entoure : « tous les fils insoupçonnés dont est tissée la trame qui nous enlace » et dont aucun organisme vivant ne pourrait se soustraire (Vidal de la Blache, 1995, cité dans Lévy & Lussault, 2003, p.317). Depuis la Première Conférence des Nations Unies sur l'Environnement en 1972, il renvoie à l'impact négatif des activités humaines sur les réalités biophysiques. L'écologie, d'abord scientifique puis politique, a fait évoluer à deux reprises le sens de ce terme pour lui donner l'acception qu'il porte aujourd'hui. Le concept d'environnement n'est pas limité par des frontières ou une échelle, ce qui contribue au flou qui l'entoure. Pour réduire l'imprécision du terme, il est fréquent de lui accoler des qualificatifs, dont plusieurs seront mentionnés dans ce travail : environnement physique, environnement social, environnement rural, environnement urbain. Je tâcherai d'éviter l'expression sans doute la plus controversée, celle d'environnement naturel. Cette dernière repose sur une vision d'externalité de l'environnement par rapport à un système central de référence (l'individu ou le groupe d'individus) qu'il est de plus en plus difficile de soutenir dans un contexte de changement climatique et anthropique des conditions environnementales. De fait, le terme d'environnement est parfois encore utilisé comme une réalité extérieure à l'homme, mais surtout de plus en plus dans un sens relationnel, impliquant perception et représentation. Il est au cœur de préoccupations écologistes dont se sont saisis différentes sciences sociales, et il s'est imposé comme un objet intrinsèquement interdisciplinaire. Les théories constructivistes, comme les travaux de Bruno Latour, intègrent l'environnement, désignant les réalités biophysiques, dans la théorie du social.

Le Dictionnaire met en garde contre la vision instrumentaliste de l'environnement abordé de manière fragmentée comme à travers les notions de ressources, contraintes, aléas, et risques naturels : « La démarche utilitariste se révèle insuffisante pour appréhender, par exemple, les questions du changement climatique, des risques anthropiques ou des inégalités écologiques, questions qui ne peuvent faire l'économie d'une réflexion globale sur les modes d'organisation de l'espace » (*ibid.*, p.318). Or il serait tentant, dans une décomposition du

phénomène migratoire en contexte de changements environnementaux, de traiter l'environnement comme une donnée exogène, tour à tour aléa, ressource et contrainte. Mais si ce vocabulaire sert à l'identification de mécanismes d'action, il ne doit pas amener à oublier la nature éminemment systémique du concept d'environnement. L'environnement englobe l'ensemble du sujet plus qu'il n'en fait partie. La migration participe de l'environnement dans lequel elle se produit.⁷

Par ailleurs, le Dictionnaire de la Géographie et de l'Espace des Sociétés définit simplement la migration comme le « déplacement d'un individu ou d'un groupe d'individus, suffisamment durable pour nécessiter un changement de résidence principale et d'habitat, et impliquant une modification significative de l'existence sociale quotidienne du (des) migrant(s). » (*ibid.*, p.615). Des acceptions plus simples encore ne retiennent comme critère que le changement de résidence et non les modifications du cadre social. Surtout, la définition implique un temps relativement long du déplacement (dont la durée reste néanmoins floue) mais n'implique pas de distance : on peut donc parler de migration internationale, de migration interne à un pays, ou bien de migration intra-urbaine. Pour décrire ce déplacement, je parle de trajectoire ou de parcours migratoire. Les deux expressions sont proches ; la première insiste davantage à mon sens sur l'idée d'une évolution personnelle, et la seconde sur le mouvement dans l'espace, potentiellement marqué par différentes étapes.

Ce qui importe davantage que les limites spatiales ou temporelles de la migration, c'est le qualificatif qui est parfois accolé à la migration pour signifier la raison du déplacement. Au croisement entre migration et environnement, l'expression la plus communément citée dans la littérature grise est celle de « migrations climatiques ». Or il s'agit d'une connexion trop rapide qui veut voir dans le changement climatique un moteur unique et unilatéral de migration, il n'en est rien. La littérature scientifique a déjà largement déconstruit le concept de migration climatique tant le climat est rarement, si ce n'est jamais, le facteur explicatif unique des migrations. La migration est un phénomène multifactoriel. En revanche, la notion d'environnement, de par sa plus grande couverture des réalités biophysiques et son acception moderne infusée de constructivisme, permet de prendre en compte des paramètres qui dépassent largement les variations climatiques. Parler d'environnement plutôt que de climat est un moyen d'inclure les conséquences sur les éléments biophysiques des actions anthropiques locales, et pas uniquement les conséquences du dérèglement climatique global. Dans cette subtilité

⁷ Pour une discussion approfondie autour des termes de milieu, *Umwelt* en allemand, *environment* en anglais, environnement en français, *fiido* en japonais, ou encore nature, voire « Les catégories de l'entendement écologique : milieu, Umwelt, environment, nature... » de Wolf Feuerhahn (2017).

sémantique, ce n'est pas l'origine anthropique des perturbations qui est remise en cause. De fait, des travaux fondateurs comme ceux de Wisner, O'Keefe et Westgate ont depuis longtemps établi que la catastrophe n'est jamais entièrement naturelle (Wisner, O'Keefe et Westgate, 1977). La différence entre climat et environnement ne tient donc pas à l'origine anthropique des perturbations mais à leur échelle : les changements environnementaux incluent tant le changement climatique que les conséquences spatialisées des choix d'usage des sols locaux.

Le terme de « migrations environnementales » semblerait donc plus pertinent. Mais là encore il pose un problème épistémologique dans l'essentialisme qu'il implique. Définir des migrations comme environnementales, c'est mécaniquement les distinguer d'autres migrations qui ne le seraient pas et qui pourraient être, à tout hasard, économiques. Le migrant environnemental serait donc fondamentalement différent du migrant économique. Or là encore, les recherches sur cette question du croisement entre migration et perturbations environnementales ont largement battu en brèche l'idée que ces deux catégories de migrants puissent être mutuellement exclusives. Elles soulignent la multiplicité des facteurs migratoires, ainsi que la difficulté à isoler la migration environnementale (Cattaneo *et al.*, 2019 ; Black *et al.*, 2011 ; Gemenne et Cavicchioli, 2010 ; Tacoli, 2009 ; Hunter, 2005). La terminologie mobilisée doit donc éviter de nourrir une tendance à l'essentialisation qui alimente des discours discriminatoires et induit en erreur l'élaboration de politiques migratoires, que ce soit dans l'accueil ou dans la fermeture. C'est pourquoi, pour éviter cet écueil, je parle de « migrations en contexte de changements environnementaux ». La lourdeur sémantique permet de se prémunir d'un raccourci malheureux.

En raison de ces ambiguïtés, les flux de population occasionnés sont très difficiles à quantifier (Gemenne, 2011). Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) estime que le nombre de personnes soumises à un déplacement forcé intra ou international aurait presque doublé entre 1997 et 2016 à l'échelle mondiale (UNHCR, 2017). En ce qui concerne précisément les déplacements liés au changement climatique, les chiffres les plus communément repris sont les estimations relativement anciennes avancées par l'environnementaliste Norman Myers : 25 millions de migrants environnementaux en 1995 dans le monde (sans compter les migrations internationales) et une projection de 200 millions à venir sans horizon temporel clair (Myers, 2002 ; Myers et Kent, 1995). Néanmoins, ces chiffres sont à prendre avec précaution tant la définition et la saisie méthodologique des migrations environnementales font débat.

Cet enjeu de catégorisation, ou d'évitement de la catégorisation se reflète dans les débats autour de la construction ou non d'une catégorie de « réfugié » attachée à l'enjeu

environnemental. Le terme de « réfugié » défini par le HCR dans la Convention Relative au Statut des Réfugiés de 1951 désigne uniquement les personnes opérant des déplacements internationaux pour fuir un conflit ou une persécution. Il exclut les personnes se déplaçant au sein de leur pays et pour d'autres raisons. L'expression « réfugié climatique » soulève des enjeux de droit international dans la construction ou non d'un statut de protection. Si ces enjeux juridiques sont sensibles, c'est parce qu'ils interrogent la contribution des différents Etats du monde au réchauffement climatique, et donc leur responsabilité (Biermann & Boas, 2010 ; Wihtol de Wenden, 2013). Mais il n'est pas nécessaire de franchir une frontière internationale pour s'interroger sur la pertinence de l'élaboration d'un statut de protection pour les personnes qui sont amenées à migrer du fait, du moins en partie, des changements de leur environnement biophysique, notamment dans le but de mettre en place des aides spécifiques.

Je parle de « personnes qui sont amenées à migrer » car l'autre enjeu sémantique tient à la part de choix dans la décision de se déplacer. La migration en contexte de changements environnementaux est-elle choisie ou forcée ? Deux termes sont dans la balance : « déplacé » et « migrant ». Le Centre de Suivi des Migrations Internes (IDMC) parle de déplacements internes dus à des catastrophes. L'Organisation Internationale des Migrations (OIM) parle de « migrants environnementaux » qu'elle définit comme :

« les personnes ou groupes de personnes qui, essentiellement pour des raisons liées à un changement environnemental soudain ou progressif influant négativement sur leur vie ou leurs conditions de vie, sont contraintes de quitter leur foyer ou choisissent de le quitter, temporairement ou définitivement, et qui se déplacent à l'intérieur de leur pays ou en sortent. » (OIM, 2007, p.1)⁸

Le projet de recherche européen EACH-FOR achevé en 2008 sur les questions de migrations et de changements environnementaux différencie les deux termes suivant le caractère volontaire (migrant) ou involontaire (déplacé) de l'action de déplacement (Dun, 2011). Le terme de « déplacé » véhicule une idée de passivité face à des phénomènes extérieurs perturbateurs et hors de contrôle. En revanche, celui de « migrant » renvoie à l'idée d'un choix, même contraint, dans l'occurrence et dans les modalités de la mobilité opérée. J'ai démarré ce travail de thèse en employant l'expression de « déplacés environnementaux ». Je considérais alors, et c'est toujours le cas, que dans les territoires fortement affectés par des changements

⁸https://www.iom.int/sites/g/files/tmzbd1486/files/jahia/webdav/shared/shared/mainsite/about_iom/en/council/94/MC_INF_288.pdf

environnementaux au point que les conditions de subsistance des populations soient gravement perturbées voire mises en péril, la décision de partir est nécessairement un choix contraint. Néanmoins, le travail d'enquête de terrain m'a fait déplacer l'accent de l'aspect contraint à l'aspect choisi. Si la dimension de contrainte est omniprésente dans ce travail, elle ne saurait à mon sens éluder la prise en compte de l'agentivité des personnes considérées. J'ai donc au cours de l'enquête choisi d'utiliser le terme de « migrant » plutôt que celui de « déplacé » pour rendre compte de la capacité d'action et d'innovation des migrants qui, dans un contexte contraint, construisent une trajectoire individuelle, et bien souvent collective à l'échelle du ménage.

En revanche, je préfère ne pas mobiliser la notion de résilience. Née à l'origine en physique pour décrire les propriétés des matériaux, puis reprise dans le domaine de la psychologie, avant d'être importée en géographie dans les années 1980 puis 1990, cette notion donne lieu à de nombreux débats sémantiques (Reghezza-Zitt *et al.*, 2015). Le géographe Siambabala Bernard Manyena en donne la définition suivante :

« La résilience peut être vue comme la capacité intrinsèque d'un système, d'une communauté ou d'une société exposée à un choc ou une pression de s'adapter et de survivre en changeant ses attributs non essentiels et en se reconstruisant soi-même » (Manyena, 2006, p.446).

Face à des perturbations environnementales, sous forme de catastrophes soudaines ou de transformations plus lentes, le territoire concerné et ses populations se retrouvent confrontés à leur degré de résilience. Une trop forte emphase sur la résilience, et plus largement sur les capacités des populations (plus justement exprimées en anglais comme « *capabilities* »⁹), porte en germe le risque d'un désengagement des puissances publiques, susceptibles de se défaire de leur responsabilité dans l'assistance et l'accompagnement des migrants.

Par ailleurs, la migration s'inscrit dans le spectre plus large des mobilités, dont le pendant, l'immobilité, est tout aussi important. Les réflexions qui ont trait au phénomène migratoire, et en particulier en lien avec des enjeux environnementaux, ont ainsi tendance à intégrer de plus en plus son envers (Zickgraf, 2019), pour s'intéresser à ceux qui choisissent ou sont contraints de rester sur place. L'accès à la mobilité, comme il requiert des ressources, n'est en effet pas garanti à tous.

⁹ La notion de capacité est au fondement de l'idée de justice sociale dans la pensée d'Amartya Sen, pour qui « la capacité en tant que forme de liberté, désigne la mesure dans laquelle une personne est capable de choisir certaines combinaisons de fonctionnements (notamment, entre autres, être bien nourri), indépendamment du choix qu'elle décide finalement de faire. » (Sen, 2004, p. 334)

Int.2.2. Risque, vulnérabilité et adaptation

Ce travail s'inscrit dans la continuité du champ de recherche sur l'« *adaptive capacity* ». Le GIEC en donne la définition de base suivante : « L'*adaptive capacity* est la capacité d'un système à s'adapter au changement climatique (la variabilité du climat et les extrêmes) pour modérer les dommages potentiels, pour tirer parti des opportunités, ou pour en gérer les conséquences » (IPCC, 2002). Par ailleurs, W. Neil Adger et Katharine Vincent définissent l'*adaptive capacity* comme « l'espace d'adaptation dans lequel les décisions relatives à l'adaptation peuvent être prises ». Selon eux elle désigne le potentiel d'adaptation composé par les ressources que les agents à différentes échelles sont susceptibles de mobiliser (Adger & Vincent, 2005, p.400-402). Le concept d'*adaptive capacity* met l'accent sur l'agentivité des individus confrontés à une perturbation, sans pour autant ignorer les cadres et contraintes systémiques à l'intérieur desquels doit s'exprimer cette agentivité. Les acteurs ne sont pas passifs mais ils sont dans une logique d'action réactive face à une ou plusieurs perturbations de leurs conditions de vie, effectives ou anticipées.

Dans ce champ de l'*adaptive capacity*, certains auteurs, parmi lesquels W. Neil Adger, pensent l'adaptation dans un cadre conceptuel qui s'appuie sur la notion fondatrice de vulnérabilité. Le propos de ce travail est d'aborder la question de la migration sous l'angle des risques environnementaux. Le point de départ est donc le triptyque enjeu-vulnérabilité-aléa selon lequel le risque naît de l'exposition d'un enjeu vulnérable à un aléa. L'aléa peut être une perturbation environnementale lente ou soudaine, et l'enjeu peut être les populations humaines. La catastrophe quant à elle est entendue comme l'actualisation du risque à travers la survenue d'un aléa ayant des conséquences majeures sur un enjeu préalablement vulnérable à cet aléa et qui s'y retrouve exposé.

Dans ce triptyque enjeu-vulnérabilité-aléa, la vulnérabilité peut être définie comme la :

« susceptibilité ou prédisposition physique, économique, politique ou sociale d'une communauté à des dommages dans le cas d'un phénomène déstabilisant d'origine naturelle ou anthropique » (Cardona, 2004, p.37).

Cette définition est donnée à l'échelle de la communauté, mais elle s'applique à tout agent ou système quelle que soit son échelle. La vulnérabilité est fonction de la sensibilité et de la capacité à s'adapter du système concerné (Adger & Vincent, 2005, p.400). A la suite de ces

travaux, je parle de vulnérabilité multidimensionnelle, notion subjective, relative et socialement construite, pour englober les multiples sources de vulnérabilité. Les effets de cumulation et d'interaction des différentes dimensions de la vulnérabilité contribuent à la construction du risque (Adger, 2006). En outre, la notion de vulnérabilité a une place centrale dans l'analyse car elle n'est pas circonscrite au territoire de départ des migrations. Elle est susceptible de se métamorphoser et de prendre de nouvelles formes dans le territoire d'arrivée. En ce sens, la vulnérabilité est transversale à la migration. Selon l'approche des théoriciens de l'*adaptive capacity*, l'adaptation peut être définie comme « les ajustements dans le comportement et les caractéristiques d'un système qui augmentent sa capacité à gérer des pressions externes » (Brooks, 2003). Le système peut ici être interprété au niveau des ménages, ou des différents échelons territoriaux. Un des enjeux du concept d'adaptation est de définir ce qui en fait partie ou non. Le terme d'atténuation est également proche dans la gestion du risque. Les pratiques d'atténuation des effets du risque (« *risk mitigation* » en anglais) visent à limiter les dommages par la réduction de l'intensité de l'aléa ou de la vulnérabilité. Elles peuvent donc être considérées dans une certaine mesure comme de l'adaptation. On croise donc aussi le terme de « maladaptation » quand la stratégie ou la tactique mise en œuvre n'a pas les effets escomptés. Dans une acception large du concept d'adaptation, je considère comme adaptation toute pratique mise en œuvre dans le but de transformer un système de manière à assurer sa survie dans l'éventualité d'une perturbation ou après sa survenue. L'adaptation peut donc être préventive dans l'anticipation d'un risque de perturbation ou réactive après sa réalisation effective.

Cette formulation soulève un second enjeu : l'identification de la perturbation en question, ou, dans les termes de Brooks, des « pressions externes ». En effet, derrière la polysémie du terme d'adaptation se trouve une question immédiate : adaptation à quoi ? L'adaptation au changement climatique est une préoccupation majeure des médias et des politiques, mais la discussion autour du terme d'environnement a souligné les limites réductrices qu'impose une réflexion uniquement centrée sur le changement climatique. L'exploration d'un phénomène social tel que la migration requiert d'intégrer d'autres paramètres, et de tenir compte à la fois des logiques systémiques et des effets d'interrelation qui sous-tendent des parcours de vie par nature complexes. L'idée de perturbation est donc à prendre au sens large : perturbations environnementales, mais aussi économiques, politiques, ou sociales.

En outre, l'idée de perturbation (comme celle de pression) n'implique pas de cadre temporel : la perturbation peut survenir soudainement (choc ou catastrophe soudaine) ou de

manière progressive dans le temps (dégradation progressive de conditions environnementales, mais aussi augmentation graduelle de l'inflation par exemple).

De plus, et cela rejoint le point selon lequel la migration est une décision multifactorielle, les perturbations peuvent se cumuler. L'adaptation peut donc être en réaction à une multitude de perturbations concomitantes.

Plus encore, outre la survenue en elle-même de la ou des perturbation(s), c'est parfois son ou leur degré qui importe, et fait basculer la décision. Une perturbation peut n'impliquer une adaptation qu'à partir d'une certaine intensité, et le choix de l'adaptation mise en œuvre peut dépendre de l'intensité de la perturbation.

En ce sens, à la fois en ce qui concerne (1) le prolongement d'une perturbation dans le temps ou sa répétition, (2) l'accumulation de diverses perturbations, et (3) la variation de l'intensité de la ou des perturbation(s) en question, la notion de seuil est centrale dans la compréhension de l'adaptation. Les prises de décision qui interviennent dans un cadre d'exposition à des risques, lesquels découlent de perturbations et de pressions multiples, sont fonction de seuils. A l'échelle de l'individu, du groupe ou de la communauté, on parle de seuil d'acceptation/acceptabilité du risque, ou d'aversion au risque dans un vocabulaire plus économique (Ronde & Hussler, 2012 ; Calvez, 2010 ; Colombier *et al.*, 2008 ; Veyret & Reghezza, 2005). L'idée d'acceptabilité du risque ne concerne pas uniquement les dommages directs aux personnes, mais également les conséquences sur les moyens de subsistance qui sont susceptibles d'atteindre un seuil critique au-delà duquel l'adaptation s'impose aux yeux des acteurs concernés. Les perturbations qui requièrent adaptation peuvent affecter la sécurité physique ou les ressources. La migration, entendue comme stratégie d'adaptation, peut donc être une stratégie de mise en sécurité des individus ou de sécurisation des ressources. En outre, au-delà de la sécurisation, la nécessité de l'adaptation peut aussi être l'opportunité d'une amélioration des conditions de vie.

Int.2.3. Habitabilité

Par ailleurs, à l'échelle du territoire, on parle de seuil d'habitabilité, en ce que le territoire en cours de transformation remplit ou non les conditions nécessaires à la vie. Le concept d'habitabilité, qui gagne fortement en popularité depuis le début des années 2020, est en passe de s'imposer comme une clef de la terminologie analytique relative aux réponses apportées aux impacts du changement climatique à toutes les échelles. L'habitabilité peut

concerner toutes les espèces vivantes mais il est question ici de vie humaine. Ainsi, dans une définition complexe de l’habitabilité prise suivant une approche centrée sur l’humain, un article majeur en 2025 paru dans la revue *Global Environmental Change*, et réunissant un grand nombre d’experts internationaux du champ des migrations en contexte de changements environnementaux, la définit comme :

« la propriété ou la qualité émergente de la relation entre une population et un lieu qui fournit aux individus et aux communautés les capacités d’obtenir et de maintenir des vies saines, ayant un sens, et dignes »¹⁰ (Sterly *et al.*, 2025, p.3).

Il est primordial de souligner, à la suite de Sterly, Borderon et Sakdapolrak que « l’habitabilité est une condition évolutive, profondément sociale » (*ibid.*, p.11). Selon eux, la capacité des individus à rester en place ne dépend pas seulement de seuils critiques des variables climatiques, mais également de leur « possibilité de mener une vie digne » qui recouvre la couverture des besoins primaires, la sociabilité vectrice de soutien, l’éducation ou encore la confiance dans les institutions (*ibid.*).

Dans leur article récent de 2025, le collectif d’auteurs mené par Harald Sterly insiste sur les multiples déterminants de l’habitabilité, en particulier socio-économiques et politiques, outre la dimension environnementale. Les auteurs mettent en avant les conséquences de l’intersectionnalité des individus dans leur exposition à l’inhabitabilité des territoires, qui n’est pas vécue de manière homogène par toutes et tous, et qui est donc socialement différenciée. Ils rappellent l’importance de prendre en compte les liens biophysiques et économiques, ainsi que les flux de ressources, de personnes, d’idées et d’informations qui connectent les territoires entre eux et influent sur leur habitabilité. En matière d’investigation de l’habitabilité, ils soulignent l’importance de saisir les premiers signes de son déclin graduel sur un territoire, en mobilisant une approche interdisciplinaire, centrée sur l’expérience locale et culturellement différenciée de ce déclin, en croisant perspectives top-down et bottom-up, et en tenant compte du jeu d’acteurs politique producteur d’habitabilité ou d’inhabitabilité. Ce dernier point soulève la question de la responsabilité quant à savoir qui détermine l’habitabilité. S’il est primordial d’en identifier les signes avant-coureurs, c’est parce que bien avant que la survie ne soit plus absolument possible sur un territoire, celui-ci peut devenir inhabitable pour les plus vulnérables. La reconnaissance et la prise en compte de ce processus soulève donc un enjeu de justice spatiale. L’avènement du concept d’habitabilité souligne une posture résolument tournée vers

¹⁰ Sur le terme de capacité voire précédemment la note de bas de page 9 p.27.

l'opérationnel qui mobilise un concept applicable en aménagement des territoires pour construire un pont vers les politiques publiques, notamment par la recherche de mesures et de seuils adéquats (Sterly *et al.*, 2025). En ce sens, ce concept renvoie à celui de point de bascule (« *tipping point* » en anglais) dans un système socio-écologique (Gallopín, 2006).

Int.2.4. Incertitude

A la question « adaptation à quoi ? », une réponse en un mot peut être « incertitude ». D'une part, l'incertitude liée au suivi et à l'anticipation des effets cumulés du changement climatique génère une incertitude autour de l'exposition au risque. D'autre part, la capacité d'adaptation (« *adaptive capacity* »), est aussi incertaine. Elle dépend des ressources disponibles, de leur distribution dans l'espace et parmi la population, ainsi que des institutions qui gèrent ces ressources et la planification relative aux changements des conditions environnementales et aux risques (Adger & Vincent, 2005, p.400-401). L'incertitude concernant la capacité d'adaptation est donc fonction des ressources au moment présent mais aussi de la capacité à les mobiliser dans le futur. Ainsi, d'après W. Neil Adger et Katharine Vincent, la gouvernance est une source d'incertitude majeure dans l'évaluation de la vulnérabilité, à travers la confiance de la société civile dans les institutions notamment (*ibid.*, p.403).

Selon Laurent Dousset, « l'incertitude est d'abord et avant tout un état individuel ou un état d'individu qui se trouve confronté à une dissonance entre son horizon des attentes et la réalité observée ou vécue » (Dousset, 2019, p.25). Elle revêt donc une dimension universelle et non pas culturelle en tant qu'elle tient à l'écart entre les attentes et la réalité, mais cet écart émane de raisons sociales qui conditionnent attentes et réalité. Dans cette acception de l'incertitude, Dousset la considère comme antérieure au risque puisqu'un travail social à l'origine d'un consensus a déjà eu lieu au préalable pour que le risque puisse être identifié. L'incertitude serait un prérequis à la perception d'un risque, perception qui est définie comme « le fait d'attribuer aujourd'hui une efficacité future considérée comme « négative » à un agent (humain ou non-humain) difficilement contrôlable » (*ibid.*, p.44-45). Laurent Dousset confère une grande portée heuristique à l'étude des contextes d'émergence de l'incertitude et l'étude de la manière dont elle est résolue, car cela permet de « mettre en exergue les dynamiques du rapport entre individu (dont l'incertitude est vécue) et social (l'horizon des attentes), et par ce biais de mieux saisir les conditions dans lesquelles un « risque » est, localement, effectivement

perçu comme tel. » (Dousset, 2019, p.22) Il voit dans les moments d'incertitude des fenêtres à travers lesquelles « les valeurs de ce qui aurait dû advenir sont énoncées et évaluées, [...] hiérarchisées, confirmées ou adaptées et transformées, pour produire des consensus au sujet des modes d'interprétation et de perception, et donc pour faire émerger ou rétablir un espace d'intelligibilité » (*ibid.*, p.31). En ce sens, ces moments seraient « des moments d'enquête privilégiés » (*ibid.*, p.44).

Cette réflexion autour de la notion d'incertitude prolonge la pensée d'un auteur fondamental qui a eu une incidence forte dans ce travail de thèse, le sociologue allemand Ulrich Beck qui en 1986 déjà écrivait :

« Dans la société industrielle, la « logique » de la répartition des richesses domine la « logique » de la répartition du risque ; dans la société du risque, le rapport s'inverse. [...] Au centre de la question, les risques et les conséquences de la modernisation qui se transforment en irréversibles menaces pour la vie des plantes, des animaux et des hommes. Il n'est plus possible [...] de cantonner ces risques à un espace ou à un lieu déterminé. [...] On voit donc apparaître des *menaces globales transnationales* et *non* spécifiques à une classe déterminée, qui s'accompagnent d'une dynamique sociale et politique nouvelle » (Beck, 1986, traduit en français en 2001, réédité en 2008 p.26-27).

Dans la lignée des réflexions portées dans cet ouvrage, je place les considérations qui précèdent autour des notions clefs de cette thèse dans le cadre général des menaces globales. J'interroge les stratégies d'adaptation mises en œuvre à différentes échelles pour faire face à l'incertitude qui en découle.

Int.2.5. Empreinte spatiale de la migration

La recherche doctorale a démarré en 2018 avec l'idée de « refuge urbain ». Dans l'objectif de questionner la vulnérabilité des migrants aux lieux de départ et d'arrivée, il s'agissait de se demander dans quelle mesure la ville jouait un rôle de refuge pour les migrants. En effet, dans la lignée des travaux de Michel Agier et du collectif Babels, je m'interrogeais initialement sur l'empreinte spatiale des migrants dans le tissu urbain et sur les rôles multiples que pouvait jouer la ville face à leur arrivée (Agier, 2013 ; Bontemps *et al.*, 2018). La définition

de la migration met l'accent sur le changement de résidence. Dans une approche résolument tournée vers la matérialité des flux migratoires, j'ai donc fait porter mon attention sur le logement, comme porte d'entrée sur les trajectoires migratoires. Selon Georges-Hubert de Radkowski, la résidence est la « position de droit » de l'individu (de Radkowski, 2002). La personne migrante doit apprendre à composer autour et à partir d'un nouveau point de référence, potentiellement objet de rapports de pouvoir dans l'accès à l'espace, et négocier la reconnaissance de son espace privé, témoin de sa présence sociale et spatiale en ville. Mais cette négociation de l'espace se fonde sur une dualité entre un chez soi laissé derrière et « un lieu et un présent sans mémoire » (Agier, 2013), potentiel chez soi en devenir. L'espace d'arrivée de la migration est susceptible d'être investi à différents degrés. De fait, il évolue au fil du temps, des besoins, des possibilités et des aspirations de ses habitants. Si le questionnement autour de l'idée de refuge urbain est toujours présent, il est donc à nuancer dans une perspective multisituée plus vaste qui inclue les territoires de départ comme d'arrivée (Marcus, 1995).

Cette approche multisituée est rendue nécessaire par le constat de la translocalité des pratiques migratoires qu'opèrent les personnes qui ont nourri ce travail, et qui relient la ville à son arrière-pays. La translocalité désigne le phénomène par lequel la migration multiplie les points de référence de l'individu migrant dans l'espace et le trait de liaison que trace la migration entre le lieu de départ et celui d'arrivée. Cet angle de lecture de la migration a largement gagné en popularité depuis une vingtaine d'années et en particulier au cours des années 2010 (Sakdapolrak et al., 2016). Greiner définit la translocalité comme « les dynamiques, les liens et les interdépendances de l'espace social multidimensionnel qui connectent les lieux d'origine et de destination des migrants », elle traduit « l'émergence de réseaux multidirectionnels et superposés créés par la migration qui facilitent la circulation de ressources, de pratiques et d'idées et transforment ainsi les localités spécifiques qu'ils connectent » (Greiner & Sakdapolrak, 2011, p.610). Elle englobe les pratiques qu'un individu migrant est susceptible de mettre en œuvre entre son lieu de départ et son lieu d'arrivée, de manière à conserver une présence ou un ancrage dans chacun des lieux. Les pratiques translocales peuvent prendre la forme de mobilités par des retours plus ou moins fréquents au lieu d'origine. Elles peuvent inclure des envois d'argent ou de biens matériels, du migrant vers ses proches au lieu d'origine, ou des proches au lieu d'origine à destination de la personne migrante en ville. Avant tout, la translocalité se traduit par des contacts directs ou indirects avec le lieu d'origine qui sous-tendent une connexion sociale, que ce soit par des appels audios ou vidéos, ou bien par des échanges avec des proches qui se rendent eux-mêmes d'un lieu à l'autre.

Or la prise en compte de ces pratiques translocales fait de la ville non plus l'objet central de la réflexion mais un objet parmi d'autres, surtout au regard des territoires d'origine des migrations. L'idée de « refuge urbain » prend un rôle de contre-pied, notion à nuancer, voire à déconstruire. Le refuge urbain des migrants est la traduction spatiale d'une part de la relation qu'ils entretiennent avec le risque.

Penser l'insertion urbaine des migrants en ville amène enfin à prendre en compte la durée de la migration et la projection future des migrants, en particulier à travers la notion relative du « temporaire » souvent mobilisée dans l'étude des migrations internationales (McGarrigle et Ascensão, 2017). En effet, pour faire sens de la migration, l'individu a besoin de considérer un horizon temporel du déplacement (même indéterminé), qui lui permette d'articuler l'instant présent, avec le cheminement passé et la projection vers l'avenir. Cet horizon temporel se lit en filigrane derrière toutes les composantes de l'expérience migratoire : sa matérialité par le logement, sa réalité financière par l'emploi et les renvois d'argent, les réseaux de sociabilité qui la sous-tendent, et les stratégies de gestion du risque dans lesquelles elle s'insère. L'urgence, le temporaire et le permanent sont communément distingués comme trois phases distinctes de réponse face à des risques. Néanmoins, dans la pratique, les limites de l'une à l'autre sont souvent floues, ce qui était pensé comme provisoire est susceptible de se prolonger jusqu'à se confondre avec le permanent (Mooney, 2009). La migration n'échappe pas à ces ambiguïtés.

Dans cette négociation constante entre lieux de départ et lieux d'arrivée, entre temps du présent et temps de la projection, entre temporaire et permanent, cette thèse invite à discuter la « parenthèse urbaine » que composent les trajectoires migratoires des zones rurales du delta du Mékong et de la côte centrale vietnamienne vers Ho Chi Minh Ville en contexte d'incertitude.

Int.3. Problématisation

Dans ce travail, j'interroge la migration comme stratégie d'adaptation dans un contexte d'incertitude globale. Dans quelle mesure la migration vers la ville constitue-t-elle une stratégie d'adaptation pour échapper à la vulnérabilité multidimensionnelle dans un contexte d'incertitude globale ?

En lien avec cette question principale, se posent des questions secondaires que je décline à rebours de la migration en partant du point d'arrivée et qui correspondent à l'articulation des chapitres de résultats présentés dans cette thèse.

Sur le thème de « comment migrer » :

- Dans quelle mesure les migrants se retrouvent-ils à nouveau en situation de vulnérabilité dans un environnement urbain en tension ? Et donc dans quelle mesure la ville peut-elle être considérée comme un espace de refuge ?
- Selon quel horizon temporel et à quelles échelles spatiales ces migrations se conçoivent-elles ?

Sur le thème de « pourquoi migrer (ou non) » :

- Quel rôle attribuer aux changements environnementaux dans ces migrations et quels autres facteurs interviennent ?

Sur le thème de « comment ne pas migrer » :

- Quelles sont les alternatives possibles en termes d'adaptation sur site ?

Au service de ces réflexions, l'approche multi-située permet de renseigner tant les formes de vulnérabilité que les pratiques d'adaptation mises en œuvre dans les territoires de départ et d'arrivée, et de replacer la migration, en tant que stratégie d'adaptation par la mobilité, dans un panorama plus large de stratégies d'adaptation mobiles et immobiles.

J'émet plusieurs hypothèses de départ.

1. Les migrants accèdent à un parc de logement et à certains emplois peu qualifiés spécifiques en ville. Le logement et l'emploi peuvent être des portes d'entrée pour étudier l'insertion en milieu urbain des populations migrantes en contexte de changements environnementaux.

2. L'arrivée en milieu urbain peut être source de vulnérabilité sociale, économique ou légale.

3. Les migrants présentent des modes d'appropriation de l'espace fondés sur des logiques de translocalité entre lieux de départ et d'arrivée.

4. Les changements environnementaux dans le territoire d'origine contribuent à la décision migratoire.

5. D'autres facteurs que les changements environnementaux interviennent dans la décision migratoire et le facteur environnemental peut être dissimulé parmi les multiples facteurs qui, combinés, conduisent à la migration. En particulier le facteur économique peut apparaître comme motif principal de la décision de migrer, alors même que des changements environnementaux peuvent influencer sur les moyens de subsistance et donc être des facteurs indirects de migration.

Int.4. Pourquoi étudier ce sujet au Vietnam ?

La migration en contexte de changements environnementaux est un sujet international, que le terrain vietnamien rend particulièrement visible.

A l'échelle mondiale, l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des aléas naturels, rapides ou lents, se cumule avec celle du nombre de ménages exposés. En effet, l'intensité et la fréquence des événements climatiques extrêmes tendent à augmenter sous l'effet du changement climatique (Gemenne & Cavicchioli, 2010). Parallèlement, l'exposition des populations va croissant, conséquence de l'augmentation de la population mondiale multipliée par plus de trois entre 1950 et 2022 (Nations Unies, 2022).

Les pays d'Asie du Sud-Est se trouvent être parmi les premiers affectés par les impacts du changement climatique. Au sein de l'Asie du Sud-Est, le Vietnam combine l'exposition à de multiples aléas. En particulier, les deltas et les côtes du pays, qui concentrent de fortes densités de population (voir carte des densités de population à l'échelle nationale en annexe n°1), sont exposés aux conséquences du changement climatique, auxquelles se combinent celles des choix d'aménagement locaux. Ces espaces font face à l'aggravation des sécheresses, la perturbation des cycles d'inondation en territoires de mousson, l'augmentation de la fréquence des typhons les plus violents, et la montée du niveau de la mer synonyme d'érosion, de salinisation des cours

d'eau et des sols, et de submersion. La montée du niveau de la mer est accélérée par endroit par l'affaissement des sols. Ces évolutions, conséquences du changement climatique et d'actions anthropiques locales, affectent les populations locales qui vivent essentiellement de l'agriculture et de la pêche. Elles appellent des stratégies d'adaptation, parmi lesquelles la migration.

Or, le Vietnam se caractérise par un contexte politique particulier, un régime communiste autoritaire, en place depuis 1955 dans le nord du pays suite à l'indépendance vis-à-vis de la colonisation française, et depuis 1975 dans le sud du pays, date de fin de la guerre avec les Etats-Unis et de réunification du pays. Dans ce cadre, l'Etat-Parti se dote d'un mandat de contrôle du peuplement du pays d'une part, et d'une responsabilité dans la gestion des risques et la mise en sécurité des populations vietnamiennes d'autre part¹¹.

Par ailleurs, le Vietnam se démarque d'autres pays par un gouvernement très sensibilisé à la question de l'adaptation au changement climatique, bien que cette sensibilisation soit encore relativement récente. Le premier scénario d'adaptation au changement climatique au Vietnam date de 2009, actualisé en 2011 puis 2016 (Tran *et al.*, 2016). Très conscient que le pays est fortement exposé à ses conséquences, en particulier le delta du Mékong qui revêt une importance cruciale dans l'économie et dans l'autonomie alimentaire du pays, mais aussi que le pays est très regardé par la sphère médiatique et scientifique internationale précisément sur ce sujet, le gouvernement vietnamien conçoit des politiques environnementales de grande ampleur, même si leur mise en œuvre reste encore déficiente (Ortmann, 2017). Des infrastructures de protection face aux aléas sont élaborées avec l'aide internationale. Des opérations de relogement forcé (contre compensation) sont mises en œuvre, après la guerre afin de résorber des déséquilibres démographiques, puis aujourd'hui davantage dans le but affiché de mettre à l'abri des populations soumises à de fortes pressions environnementales. Une politique d'enregistrement résidentiel persiste, outil de limitation de la libre circulation résidentielle des personnes. Des politiques de réduction de la pauvreté et de résorption du mal-logement sont élaborées qui progressivement intègrent la question environnementale.

Face au cadre étatique très normatif du pays, les populations négocient leur quotidien avec et contre la norme imposée par la puissance publique à travers des pratiques dynamiques de contournement, celles que par exemple Sarah Turner et Laura Schoenberger qualifient de « *everyday politics* » pour parler des vendeurs de rue dans la capitale Hanoï (Turner &

¹¹ Cet interventionnisme n'est pas le propre du Vietnam ou du régime communisme, mais découle davantage de l'autoritarisme. Il se retrouve dans d'autres Etats asiatiques confrontés à des risques environnementaux importants dont l'Indonésie qui, face à la submersion annoncée de Jakarta, se dote d'une nouvelle capitale à Bornéo.

Schoenberger, 2011). Ces pratiques se déploient dans un tissu social serré, caractérisé par un fort contrôle social, particulièrement en zone rurale, et des logiques de codépendance financière interpersonnelle sous-tendues par des mécanismes de dons, contre-dons et dettes omniprésents (Pannier, 2015).

Par ailleurs, le pays compose avec un paradoxe. La société vietnamienne est encore fortement ancrée dans un substrat rural où s'enracine le régime depuis la sortie de la guerre et la réunification du pays en 1975. Dans le même temps, l'urbanisation et l'industrialisation progressent rapidement, parallèlement aux transformations du secteur agricole et aquacole. Ces mutations nourrissent l'économie florissante du pays au rythme de l'ouverture à l'économie de marché depuis le tournant politique et économique du Renouveau (« *Đổi mới* ») démarré en 1986. Dans ce contexte, on observe une forte mobilité des populations entre, d'une part, les territoires ruraux agricoles du sud et du centre du pays, en particulier le delta du Mékong et la Côte Centrale, et, d'autre part, la métropole de Ho Chi Minh Ville. Le delta du Mékong et la Côte Centrale présentent de très fort taux d'émigration résultants en des soldes migratoires négatifs, alors que Ho Chi Minh Ville et ses provinces voisines (récemment fusionnées dans un nouveau découpage administratif) enregistrent des taux d'immigration importants et une croissance urbaine rapide. Les flux migratoires internes au Vietnam s'orientent principalement des zones rurales du pays vers les pôles urbains, au premier rang desquels la métropole du sud, Ho Chi Minh Ville, tels que représentés sur la carte à la page suivante.

Sur la base d'une enquête qualitative multisituée menée au Vietnam en trois ans, entre septembre 2019 et juin 2022, à Ho Chi Minh Ville et dans plusieurs provinces rurales du delta du Mékong et de la côte centrale du pays, je propose une réflexion sur ces trajectoires migratoires du rural vers l'urbain dans un contexte global d'incertitude, et particulièrement de changements environnementaux.

Chapitre I. Cadre théorique

I.2. Migrations et environnement : un champ de recherche en plein essor	47
I.2.1. Constitution d'un champ	47
I.2.2. Mobilisation des théories de la migration dans le champ des migrations au prisme de l'environnement.....	49
I.2.2.1. Individualisme méthodologique	49
I.2.2.2. Réflexions à l'échelle du ménage.....	50
I.2.2.3. Approches structuralistes	51
I.2.2.4. Réseaux et institutions.....	53
I.2.2.5. Aspirations et capacités	53
I.2.2.6. Parcours de vie	54
I.2.2.7. Immobilité et migration forcées	54
I.2.3. Diversité méthodologique	55
I.2.4. Une distribution géographique mondiale contrastée.....	57
I.3. Positionnement.....	60
I.3.1. Combinaison des approches par la multifactorialité et les parcours de vie	60
I.3.2. Approche du pont d'arrivée vers le point de départ, entre mobilité et immobilité	61
I.3.3. Continuum migration interne-migration internationale et translocalité.....	62
I.4. Prise de conscience environnementale et question migratoire dans le sud du Vietnam	63
I.4.1. Emergence de la gouvernance environnementale au Vietnam.....	63
I.4.2. Les migrations en contexte de changements environnementaux, nouvel enjeu au Vietnam ?	66
I.4.3. Le delta du Mékong, terre de migrations et grenier à riz du Vietnam	68
I.4.4. Le delta du Mékong, laboratoire du changement climatique	71
I.4.5. Le delta du Mékong, « <i>hotspots</i> » des migrations en contexte de changements environnementaux ?	73
I.4.6. La côte centrale du Vietnam, l'autre terrain des migrations en contexte de changements environnementaux	76
I.4.7. Défis méthodologiques.....	77

I.1. Une lecture des migrations en *political ecology*

Ce travail de thèse, ancré dans un positionnement transdisciplinaire, tire ses racines des réflexions d'Ulrich Beck dans l'ouvrage *La Société du Risque* paru en 1986, dont la lecture est à l'origine de ce travail de thèse. Dans son livre, Ulrich Beck annonce l'avènement d'une société mondiale régie par la logique négative de réduction du risque, plus encore que par la logique positive de la recherche de la croissance (Beck, 2008). A l'époque, Ulrich Beck entendait par risques essentiellement les risques liés aux conflits, au terrorisme ou aux crises économiques. Par la suite, il y a intégré les risques environnementaux et en particulier le changement climatique.

Cette recherche doctorale s'inscrit de fait prioritairement dans le champ de la géographie des risques, et plus largement de la géographie critique de l'environnement, pour traiter d'un objet qui par ailleurs est au cœur d'un champ dédié de recherche, les études migratoires. Ma réflexion part de la théorisation autour de la perception et de la gestion des risques avant d'intégrer des concepts des études migratoires. De fait, j'ai rencontré en premier le corpus de littérature autour des risques environnementaux et des catastrophes dans le cadre de mes deux travaux de master en géographie et aménagement en 2015 et 2016, sur des reconstructions post-catastrophe (après le tsunami de 2011 au Japon et le séisme de 2015 au Népal). C'est dans un second temps que j'ai souhaité croiser la thématique des risques environnementaux avec celle des migrations. Je suis rentrée en contact avec le phénomène migratoire dans un contexte international où les migrations d'urgence semblaient se multiplier, alors que je réalisais un stage à ONU-Habitat en Colombie en 2017, et que les migrants Vénézuéliens traversaient la frontière pour fuir les violences. De là m'est venue l'idée de m'intéresser au croisement de ces deux enjeux contemporains : migrations et environnement.

Dans ce travail, la notion de risque inclut ici les risques physiques (environnementaux) mais aussi sociaux, économiques, politiques ou encore juridiques. Il s'agit de considérer l'environnement comme un élément de contexte parmi d'autres (la conjoncture économique par exemple, ou encore le contexte international en termes de politiques migratoires). L'environnement est pris comme l'une des pièces du puzzle qui compose la décision migratoire. Le sujet est celui de la migration à l'aune de la question environnementale, et à travers elle de la relation entre humain-environnement.

Les travaux en géographie qui abordent aujourd'hui les phénomènes sociaux sous l'angle de leur interaction avec l'environnement, en prenant en compte les enjeux de pouvoir, les spécificités culturelles et les cadres nationaux et supranationaux, relèvent du champ de la *political ecology*. Ce travail de thèse s'inscrit ainsi dans la lignée de travaux principalement anglo-saxons qui ont placé la question environnementale en sciences humaines au cœur de ce champ. Pour expliquer l'émergence et les fondements, mais également les transformations et les circulations de la *political ecology*, je m'appuie sur la contribution remarquable de Christian A. Kull and Simon P. Batterbury à l'ouvrage *Humanités Environnementales* paru en 2017 aux Publications de la Sorbonne sous la direction de Guillaume Blanc, Elise Demeulenaere et Wolf Feuerhahn. Dans leur chapitre, Christian A. Kull et Simon P.J. Batterbury explorent comment les géographies anglophone et française se sont respectivement saisi de l'objet environnement, comment la première a donné naissance à la *political ecology*, et comment la seconde entreprend depuis quelques années de se l'approprier.

Pour ce faire, il faut repartir de la révolution quantitative qui a secoué la géographie anglo-saxonne dans les années 1970, à l'heure où parallèlement un mouvement environnemental d'ampleur traversait l'opinion publique. Si la prise de conscience environnementale est en partie le fruit du travail des géographes, elle s'est traduite par des programmes interdisciplinaires plus que par un positionnement affirmé des départements de géographie : c'est l'apparition des « *environmental sciences* » (purement sciences physiques et sciences du vivant) et des « *environmental studies* » (incluant les sciences sociales, le droit, les arts, les humanités) aux Etats-Unis, en Angleterre, au Canada, en Australie. Les géographes, de leur côté, se sont concentrés à cette période sur une approche souvent quantitative et modélisatrice : en géographie physique, ces méthodes ont été appliquées aux phénomènes environnementaux comme l'érosion ou les climats, dans leur dimension technique plus que dans leurs interactions avec les humains. En géographie humaine, elles ont servi à traiter de la croissance urbaine, des déplacements et des transports, de la démographie ou encore du commerce. Les enjeux transversaux comme la densité de population, la surexploitation des ressources et leur dégradation étaient à cette époque traités davantage dans d'autres disciplines, en particulier les études et sciences environnementales.

Par la suite, les années 1980 et 1990 voient émerger des travaux qui s'inspirent davantage des approches critiques, notamment marxistes, phénoménologiques ou féministes, et se détournent des approches positivistes et descriptives caractéristiques de la période antérieure. Trois courants en particulier se penchent sur les relations humain-environnement.

Tout d'abord, le premier, la géographie des risques, autour de la figure américaine de Gilbert F. White notamment, cherche des solutions aux problèmes pratiques comme le risque d'inondation ou de sécheresse ou la préservation environnementale, dans une optique d'amélioration des politiques publiques. Ces travaux infusent les sphères opérationnelles à travers les agences et réseaux nationaux et internationaux d'action en matière de gestion des risques et de préservation environnementale.

Par ailleurs, les géographes de l'écologie culturelle se sont consacrés à l'étude des sociétés pratiquant une agriculture de subsistance. Ces études souvent monographiques sur les systèmes agraires et les modes de vie mettaient l'accent sur la capacité d'innovation des populations face à des transformations démographiques, environnementales, économiques et culturelles.

Mais elles ont été en partie éclipsées par le troisième courant, les géographes critiques, pour qui les menaces pesant sur ces systèmes et le poids du contexte socio-économique étaient plus importants. W. Neil Adger en particulier, avec son travail autour de la notion de vulnérabilité, y a largement contribué. Pour les tenants de la géographie critique, la question de fond tient aux relations de pouvoir politiques et économiques qui sous-tendent les relations humain-environnement. Le pouvoir d'Etat, les conséquences du colonialisme, l'accaparement des pouvoirs par les élites se traduisent par les vulnérabilités des populations. Cette géographie critique, aussi dite radicale, est également à l'origine d'une « politisation de la nature », qui explique que ces membres aient pu se distancier du concept anglo-saxon de *wilderness* : ainsi, Phil O'Keefe, Ken Westgate et Ben Wisner en sont venus en 1976 à « dénaturiser la catastrophe », rappelant les causes anthropiques des catastrophes qualifiées à tort de « naturelles » (O'Keefe, Westgate & Wisner, 1976). Ce travail de thèse puise dans ces travaux fondateurs de géographie critique pour proposer une lecture des relations humains-environnement autour des mouvements migratoires, qui intègre l'exposition aux risques environnementaux dans un cadre socio-économique et politique plus large.

Notons tout de même que bien que l'écologie culturelle soit passée en retrait derrière la géographie critique, les interprétations construites autour des notions d'adaptation, de vulnérabilité et de capacité ont largement gagné en popularité par la suite, dans des études souvent centrées sur le sud global. Considérations culturelles à l'échelle locale d'une part, et prise en compte d'autre part de l'économie capitaliste mondialisée, des héritages des empires coloniaux, et des institutions internationales, ne sont donc pas mutuellement exclusives. Ce travail de thèse mobilise largement cette littérature.

C'est dans ce panorama divisé de la géographie anglo-saxonne que naît le champ de la *political ecology* au cours des années 1980. Au croisement des approches de géographie critique et d'écologie culturelle, la *political ecology* réunit de fait plusieurs disciplines, dont l'anthropologie, la géographie, l'écologie, la sociologie et les sciences politiques. Selon l'anthropologue Michael Watts (2000), la *political ecology* analyse de façon critique les relations nature-société, en insistant sur les questions d'accès et de contrôle des ressources naturelles qui peuvent faire l'objet de conflits. La durabilité est comprise comme environnementale mais également sociale, dans la mesure elle prend en compte l'évolution de l'environnement mais également les jeux de pouvoirs et les asymétries en termes de savoirs et de pratiques. L'un des premiers apports de la *political ecology* a ainsi été de replacer les cas de dégradation environnementale dans les zones rurales des suds au sein de jeux d'acteurs complexes, en prenant en compte les mécanismes politiques et économiques à plus petite échelle, de manière à réattribuer les responsabilités (Wisner *et al.*, 2004). Dans cette entreprise, la *political ecology* mobilise tout à la fois les apports des sciences naturelles et celles des sciences humaines. Comme en géographie critique, la distinction entre nature et culture se brouille. L'idée d'une nature vierge à préserver est battue en brèche, creusant un fossé avec les écologistes biocentriques. A la place sont mis en avant les processus économiques et politiques qui façonnent les espaces qualifiés à tort de naturels, et les politiques environnementales qui les entourent.

Dans les années 1990, la *political ecology* accorde une importance croissante aux discours, aux cadres de pensée et aux référentiels culturels, et dénonce les attributions abusives des changements environnementaux aux populations locales (Blaikie & Muldavin, 2004 ; Fairhead et Leach, 1996 ; Leach et Mearns, 1996). Cependant, bien que cette approche ait permis de « remettre en cause les récits alarmistes ou catastrophistes de dégradations environnementale, et [de] réhabiliter les populations rurales en tant que gestionnaires compétents des ressources », « certains travaux déconstructionnistes [...] sont susceptibles d'avoir renforcé les programmes politiques et économiques des industries, voire des climatosceptiques » (Kull & Batterbury, 2017, p.129).

Puis dans les années 2000, la *political ecology* s'impose comme un courant majeur de la géographie, elle s'enrichit et se diversifie en s'appliquant aussi en zones urbaines et dans des pays des nords, avec l'émergence de l'*Urban Political Ecology*. Elle se fait porte-parole d'une critique de la mondialisation et du néolibéralisme (Rocheleau, 2008 ; Büscher *et al.*, 2014). Après avoir pris une couleur très théorique par la déconstruction et le relativisme, les

représentants de la *political ecology* expriment des préoccupations concrètes quant au risque d'épuisement des ressources dans une course effrénée à la croissance.

La *political ecology* atterrit sur le sol français à la faveur d'un changement générationnel au début des années 2010. Une jeune génération de géographes militants, préoccupés par les sujets écologiques et ouverts à l'international, se mobilise en réaction à certains discours conservateurs dans le milieu académique français qui dénonçaient le catastrophisme ambiant. L'étiquette anglo-saxonne de la *political ecology* offre légitimité et visibilité à des travaux au croisement de la géographie physique et de la géographie humaine qui peinent à trouver leur place. En effet, la géographie française du début des années 2000 a hérité du tournant quantitativiste des années 1980 qui s'appuyait largement sur la cartographie et la modélisation, et des réflexions post-structuralistes centrées sur les enjeux de pouvoirs en géopolitique. Dans l'analyse des paysages en particulier, l'environnement apparaissait alors essentiellement comme un objet apolitique. Les travaux plus radicaux, notamment les recherches tiers-mondistes influencées par la géographie tropicale, restaient en retrait, malgré la création de la revue *Ecologie & Politique* par Jean-Paul Deléage en 1992 qui appelait au dialogue entre géographie humaine et écologie. C'est à la fin des années 2000 que la *political ecology* fait véritablement son entrée sur la scène française à travers des événements et des publications, notamment par des chercheurs du Cirad et de l'IRD, et en particulier dans la revue *Natures Sciences Sociétés*. Les géographes français, au premier rang desquels les hydrogéographes dont l'objet d'étude s'inscrit directement dans les préoccupations de la *political ecology*, se saisissent ainsi de ce champ anglo-saxon. Ils s'en distinguent par leur perception du rôle de l'Etat d'une part, et de la nature d'autre part, loin du concept de *wilderness* américain. Un champ de géographes français se revendiquant ouvertement de la *political ecology* ou la mobilisant plus discrètement se structure.

Le questionnement autour des migrations dans des contextes de changements environnementaux interroge le rapport des populations à leur environnement dans leur potentiel de mobilité. Il invite à réfléchir à l'interaction entre l'humain et l'environnement par le prisme de sa localisation et de son déplacement dans l'espace. De fait, un champ de littérature spécifique s'est développé autour de cette question en parallèle de l'émergence de la *political ecology*. Là encore, ce champ transdisciplinaire a vu le jour d'abord dans les cercles de recherche anglo-saxons avant d'essaimer en France.

I.2. Migrations et environnement : un champ de recherche en plein essor

I.2.1. Constitution d'un champ

Depuis le début des années 2000, la migration liée à l'environnement a progressivement émergé comme objet de recherche à part entière. En parallèle, la thématique a gagné l'attention des médias et des politiques. Il semble en effet difficile de faire état des travaux académiques sur le sujet sans mentionner le contexte politique et médiatique international qui l'entoure. Commençons par souligner que l'attention que les « migrants climatiques », entre autres appellations, attirent de plus en plus, ne rend pas compte de la prétendue nouveauté du lien entre environnement et migrations. Elle reflète plutôt l'inquiétude de pays qui, étant les moins affectés par les dérèglements climatiques et pour l'heure les mieux nantis dans le contexte de l'économie mondialisée, pensent être les potentielles destinations de ces flux. Un champ de littérature important s'est développé dans les milieux anglo-américains depuis déjà plus d'une vingtaine d'années sur le sujet des migrations internationales en lien avec l'environnement. Les premières réflexions fondamentales sur ce thème sont souvent attribuées à Norman Myers, qui dans les années 1990 (Myers, 1993, 1997 et 2002) mettait en garde contre le mouvement à venir de centaines de milliers de personnes chassées de chez elles par des causes directes ou indirectes attribuées à l'environnement. Si la recherche en France a tardé à s'y intéresser, la recherche outre-Atlantique s'est quant à elle depuis longtemps saisie de cet enjeu crucial.

Pour rendre compte de l'émergence de ce champ dédié aux migrations et à l'environnement, je mobilise le travail d'Etienne Piguet, géographe à l'Institut de Neuchatel, qui a synthétisé à plusieurs reprises la recherche sur ce sujet. Ses états des lieux rendent compte de la géographie des études menées et des méthodologies employées, révélant des disparités géographiques. Il s'appuie en particulier sur la base de données CliMig qui répertorie les travaux sur le sujet¹². En 2018, Etienne Piguet, accompagné de Raoul Koenzig et Jérémie Guélat, passe au crible les 1193 publications que comptait la base à l'époque. En 2021, il se replonge dans cet exercice et prend alors en compte 1737 publications. Il identifie plusieurs

¹² La base de données en question, accessible en ligne et actualisée régulièrement, n'est pas liée au projet CLIMIG de l'Institut Convergences Migrations.

phases dans la constitution de ce champ de recherche (Piguet, Kenzig & Guélat, 2018 ; Piguet 2021).

Tout d'abord, les années 1985 à 1990 sont marquées par l'émergence de préoccupations concernant les déplacements occasionnés par des changements environnementaux au sein d'institutions internationales de premier plan (le Programme sur l'Environnement des Nations-Unies, le Wordwatch Institute et le GIEC).

Durant la décennie suivante, les auteurs se polarisent en deux camps. D'un côté, les alarmistes cherchent à mettre en garde contre le péril d'une prolifération des « migrations environnementales ». Le chiffre de 200 millions de « réfugiés environnementaux » à venir au cours du XXI^{ème} siècle, annoncé par Norman Myers en 2002, sur la base d'une estimation de 25 millions en 1995, retient l'attention (Myers, 2002). De l'autre côté, les tenants du scepticisme de précaution comme Richard Black mettent en garde contre le risque d'isoler un groupe de migrants, rappelant que la décision migratoire est toujours multifactorielle.

Par la suite, les années 2000 voient proliférer les recherches sur le sujet, principalement sous la forme d'études de cas, et en particulier après le rapport du GIEC de 2007. A cette période, le projet EACH-FOR financé par l'Union Européenne fait date en proposant une méthodologie commune pour aborder le sujet sur plusieurs terrains en parallèle, bien qu'il se heurte à plusieurs écueils méthodologiques liées à la grande diversité des terrains géographiques : les limites de l'application d'un questionnaire standardisé, mais aussi les grandes difficultés à croiser les résultats d'entretiens qualitatifs. Le projet d'envergure Foresight qui se développe ensuite marque lui aussi un tournant en cherchant à comprendre la mobilité et l'immobilité comme des moyens d'adaptation à l'environnement changeant, plutôt qu'à décomposer les facteurs de migration. En outre, comme le rapportent Reiko Obokota *et al.* en 2014, un nombre croissant de travaux en études migratoires et en particulier en contexte de changement environnemental, se revendique alors d'un positionnement post-structuraliste (Obokota *et al.*, 2014). Ces auteurs portent une attention toute particulière à la production de discours autour de ce sujet, à la création d'une étiquette de « migrant environnemental », à la couverture médiatique et politique du sujet, et aux réactions émotionnelles qu'il suscite (Bettini 2013; Farbotko 2005; Farbotko & Lazrus 2012; McNamara 2007; McNamara & Gibson 2009). On note ainsi que les études sur migrations et climat des années 2000 puis 2010 suivent l'évolution de la *political ecology* dans son tournant déconstructiviste des années 1990.

A partir des années 2010, le rythme de production sur le sujet se stabilise, et l'approche de la migration comme adaptation se diffuse. Le champ de recherche sur les migrations et le climat, ou plus largement l'environnement, se consolide, de sorte que les premiers ouvrages de

synthèse sur le sujet voient le jour (Hunter & Nawrotzki, 2016 ; McLeman & Gemenne, 2018), soit environ une dizaine d'années après la stabilisation du champ de la *political ecology* dans les milieux anglo-américains. De nouveaux questionnements apparaissent autour du droit, du genre, des lieux de destination des migrations et de la question connexe des procédures publiques de relogement de populations en zone à risque. Démarré à la fin des années 2010, mon travail de thèse prend acte de cette évolution en intégrant les territoires de départ et d'arrivée afin d'étudier le rôle de la migration en termes d'adaptation dans un contexte en mutation. Les relations entre migration environnementale et relogement encadré par l'acteur public seront également discutées dans ce travail sur la base d'enquêtes de terrain (voir chapitre VI).

I.2.2. Mobilisation des théories de la migration dans le champ des migrations au prisme de l'environnement

Ce travail de thèse s'inscrit dans la continuité de travaux de recherche sur les migrations en contexte de changements environnementaux, qui s'insèrent eux-mêmes dans des cadres théoriques structurants des études migratoires. Il est vrai que le champ de recherche sur les migrations et l'environnement s'est largement développé de manière empirique, plus que théorique, dans une approche très opérationnelle tournée vers la production de données. La construction et le choix des outils méthodologiques tient donc souvent une place prépondérante dans les écrits sur le sujet, et la dimension théorique est davantage mise en retrait, ou peu explicitée. C'est ce que soulignent Alex de Sherbinin et ses collègues de manière assez critique dans leur revue de littérature des « mobilités environnementales » publiée en 2022 sur la base de 75 études réalisées sur migrations et environnement depuis 2010, c'est-à-dire depuis la stabilisation du champ dans les milieux anglo-saxons (De Sherbinin *et al.*, 2022). Néanmoins, ils distinguent de grandes orientations théoriques dont je fais état dans cette section.

I.2.2.1. Individualisme méthodologique

Alex de Sherbinin et son équipe soulignent que les approches par l'individu sont largement plus mobilisées que les approches structuralistes. Parmi les théories centrées sur l'individu, ils mentionnent en premier lieu celle relevant de l'approche néoclassique qui analyse

la décision migratoire comme une décision individuelle (ce qui est plus largement le propre de l'individualisme méthodologique), par laquelle le migrant cherche à maximiser le profit en évaluant les coûts et les bénéfices (Lewis, 1954 ; Massey *et al.*, 1993). La focale est placée sur les revenus mais la maximisation peut prendre en compte des éléments environnementaux. En particulier, l'environnement est susceptible d'affecter les sources de revenus dépendantes du climat.

Dans la lignée de l'approche néoclassique, la théorie des facteurs *push and pull* apparue dès les années 1960 représente certainement l'une des théories les plus importantes. De nature plutôt descriptive, elle distingue les facteurs repoussoirs au lieu d'origine et les facteurs attractifs au lieu d'arrivée. Des barrières légales et financières sont susceptibles d'entraver la migration, et des réseaux interpersonnels sont susceptibles de la faciliter. Plus récemment, Van Hear et collègues en ont proposé une version plus détaillée distinguant des facteurs de prédisposition, d'approximation, d'accélération et de médiation (Van Hear *et al.*, 2018). Mais pour certains, l'entreprise d'estimer le poids de l'environnement parmi les autres facteurs est de moins en moins pertinente (Cundill *et al.*, 2021). De Haas affirme que les interprétations en facteurs *push and pull* ont tendance à privilégier les facteurs environnementaux, même quand ils sont considérés comme indirects via des facteurs socioéconomiques (De Haas, 2011).

I.2.2.2. Réflexions à l'échelle du ménage

Un point méthodologique important tient à l'échelle d'analyse située au niveau du ménage, qui permet d'identifier les impacts de la migration pour les différents membres du ménage. Ce faisant, il est possible de tirer des conclusions concernant les migrants eux-mêmes, mais également les proches restés au lieu d'origine, en rendant compte des effets de genre et de niveaux socio-économiques (Afifi 2011; Alscher 2011; Dun 2011; Findley 1994; Gray 2010; Radel et al. 2010; Wrathall 2012).

La *New Economics of Labor Migration* (NELM) se place au niveau du ménage pour évaluer les coûts et bénéfices (Massey et al. 2010 ; Gray 2009, 2010 ; Radel et al. 2010 ; Shrestha & Bhandari 2007 ; Nawrotzki et al. 2013). L'individu migre spontanément ou sous l'impulsion de ses proches pour maximiser et diversifier les revenus du ménage, mais également améliorer son statut social. Selon cette approche, les individus auraient une prédisposition à rester sur place, car la migration implique une perturbation des ménages et des communautés. Mais à mesure que les risques augmentent, ou que l'adaptation sur site échoue, les seuils

d'acceptabilité sont dépassés, ce qui aboutit à la migration. Dans la mesure où la migration est interprétée comme une stratégie d'adaptation et de réduction du risque, la théorie NELM dialogue relativement bien avec l'approche par les risques promue par le GIEC et dans laquelle s'inscrit cette thèse (McLeman et al., 2021). Néanmoins, selon l'analyse de Alex de Sherbinin et collègues, les études qui se basent sur des données secondaires en mobilisant les théories néoclassiques et NELM peinent à prendre en compte les contextes locaux. Par contraste, les recherches qualitatives sont en mesure de saisir les spécificités des systèmes socio-environnementaux locaux et de comprendre finement les comportements de mobilité. Reiko Obokota, Luisa Veronis et Robert McLeman (2014) soulignent aussi que certains paramètres, comme la propriété du sol, ou le niveau d'éducation peuvent ressortir comme facilitateurs ou au contraire inhibiteurs de migration pour les ménages suivant les contextes géographiques étudiés, ce qui justifie le recours aux études qualitatives en complément des études quantitatives.

1.2.2.3. Approches structuralistes

Reiko Obokota *et al.* (2014) abordent aussi en détail la place de la dimension structuraliste au sein des études empiriques de migrations internationales liées aux enjeux environnementaux. A l'échelle micro, il s'agit de prendre en compte la présence ou l'absence d'institutions, de programmes d'Etat et de politiques publiques aux échelles locales, nationales et régionales qui influencent la capacité d'adaptation et donc la migration (Afifi 2011; Alscher 2011; Dun 2011; Henry et al. 2004a, b; Kniveton et al. 2011; Massey et al. 2010). A une échelle plus macro, l'enjeu est de replacer le pays d'étude dans un cadre mondialisé, sur le plan économique comme politique, notamment en termes de niveau de développement et de positionnement dans les relations de pouvoir coloniales, postcoloniales et néocoloniales. L'emboîtement d'échelles amène à considérer la gouvernance internationale des migrations et ses variations localisées comme élément de cadrage structurant.

Selon Alex de Sherbinin *et al.*, les théories structuralistes ont contribué à l'élaboration de cadres théoriques des migrations en contexte de changements environnementaux, dont le plus connu est le cadre Foresight (*ibid.*). L'environnement y est un facteur indirect de migration, qui pèse sur les facteurs directs que sont les conditions économiques, démographiques, sociales, politiques et environnementales (Foresight, 2011). Le rapport Foresight marque l'une des premières occurrences de la migration comme adaptation, et ouvre les portes à des politiques

publiques de réponse aux migrations liées aux enjeux environnementaux observées et anticipées.

Parmi les théories structuralistes, on peut mentionner la théorie de la transition de la mobilité (Zelinsky, 1971) qui stipule que, dans un contexte de modernisation et de transition démographique, la migration augmente rapidement sous la forme de migrations de masse du rural vers l'urbain. Cette théorie explique notamment que la migration augmente lorsque les revenus s'accroissent dans les pays à bas revenus. Appliqué au cas des migrations liées à l'environnement, cela pourrait impliquer que des adaptations sur site au changement climatique, en augmentant les revenus locaux, puissent conduire à une augmentation des migrations (Stojanov et al., 2021).

D'autres théories structuralistes expliquent les migrations internationales, celles du rural vers l'urbain et des territoires pauvres vers des territoires riches, à l'aune des héritages de l'histoire coloniale (Wallerstein, 1976) et de la demande en main d'œuvre des économies industrialisées (Massey et al., 1993).

La théorie de la structuration quant à elle combine des facteurs structurels qui imposent un cadre aux migrations et l'agentivité des individus susceptibles de reconfigurer le local et d'influencer les structures au fil du temps (Giddens, 1984 ; Morawska, 2007 ; King, 2012).

Enfin, certains auteurs lisent les migrations à travers le concept de justice climatique. Les nations riches les plus émettrices de gaz à effet de serre auraient ainsi tout intérêt à promouvoir un discours de la migration comme adaptation, laissant aux habitants des pays pauvres la charge de composer avec des pressions dont ils ne sont pas responsables, tout en fermant les frontières (Bettini & Gioli, 2015 ; Gonzalez, 2020). Selon cet angle de lecture, la littérature de la migration comme adaptation a tendance trop fortement à la dépeindre comme positive, sans forcément reconnaître que ceux qui ont été poussés à migrer l'ont été en partie du fait des contributions d'autres pays au changement climatique (Bettini & Gioli, 2015 ; Samson *et al.*, 2011).¹³

¹³ Néanmoins, les études de cas, telles que le Vietnam, montrent la diversité des facteurs d'origine anthropique qui se combinent avec les effets du changement climatique.

I.2.2.4. Réseaux et institutions

Un certain nombre de théories cherchent à savoir pourquoi et comment les flux migratoires se maintiennent dans le temps. La théorie des réseaux se focalise sur les réseaux d'interconnaissance, d'appartenance communautaire et d'origine (Massey et al., 1993 ; King, 2012). Ces réseaux composent le transnationalisme, et à l'intérieur des pays, le translocalisme, par lesquels les migrants maintiennent un lien fort avec leur territoire d'origine.

La théorie institutionnelle affirme quant à elle que les flux se maintiennent par l'apparition d'institutions privées, d'organisations humanitaires et de réseaux de trafiquants. La théorie cumulative, quant à elle, soutient que les migrants modifient par leur migration le contexte social de leur lieu de départ et génèrent une culture de la migration, ce qui peut mener à des « *social tipping points* » : des points de bascule sociaux, à partir desquels les territoires ne sont plus viables. Enfin, les *Migration Systems* actent la stabilisation des flux internationaux de migrants, et relient des pays émetteurs et receveurs par des échanges importants de capitaux, de biens et de personnes. Ces approches déplacent la focale de manière à intégrer les territoires de départ et d'arrivée. Bien que largement conceptualisées pour les migrations internationales, elles sont facilement transposables aux migrations internes, et peuvent s'avérer pertinentes pour traiter de migrations rural-urbain.

I.2.2.5. Aspirations et capacités

Un champ en plein essor est celui de la théorie des aspirations et des capacités (« *capabilities* ») (Carling, 2002; De Haas, 2010, 2021). La propension à migrer dépendrait des aspirations de l'individu : ses ambitions, ses désirs, et ses perceptions quant aux coûts et aux bénéfices de la migration. Les facteurs structurels sont intégrés dans les capacités de l'individu (à travers l'éducation, les compétences, les ressources financières, les contraintes légales, les handicaps) et lui permettent ou non de s'engager dans la migration. Il s'agit pour ces auteurs d'une manière de contourner le risque de confusion entre déterminants macro et motivations individuelles. Le principal apport de cette notion est d'expliquer des phénomènes parfois contre-intuitifs quand ils sont abordés de manière réductrice : le fait, par exemple, que la migration puisse diminuer après un événement climatique, ou la détérioration des conditions de subsistance, consécutive d'un processus lent comme la montée du niveau de la mer. La théorie de l'aspiration permet de rendre compte du fait que dans le même temps l'aspiration à bouger

puisse augmenter et les capacités à le faire diminuer. A cette théorie s'ajoutent les travaux sur la subsistance inspirés par le concept de capacité d'Amartya Sen, dont le cadre théorique a été appliqué à des cas de migrations en contexte de changements environnementaux (De Sherbinin *et al.*, 2008; Hunter *et al.*, 2015). La migration est replacée dans le cadre de stratégies de subsistance qui s'appuient sur cinq capitaux : social, humain, naturel, physique et financier. Le facteur environnemental intervient principalement à travers le capital naturel mais peut influencer sur l'ensemble des capitaux, qui peuvent être estimés à l'échelle de l'individu ou du ménage.

1.2.2.6. Parcours de vie

Certaines théories, souvent mobilisée par des géographes, cherchent à aborder la décision migratoire de manière sensible et personnelle. C'est le cas des analyses de parcours de vie, qui permettent de regarder la probabilité de migrer à différents moments de la vie en cas de pressions environnementales et de catastrophe (Entwistle *et al.*, 2020). Les travaux sur les imaginaires se centrent sur les perceptions, les normes culturelles et les projections vers l'avenir relatives aux migrations en contexte de perturbations environnementales (Hochleithner et Exner, 2018). Les géographes se distinguent également des autres disciplines par leur utilisation de systèmes socio-écologiques, et des notions d'attachement et d'appropriation des lieux (*place* et *space*) (Wrathall, 2012 ; Chapin and Knapp, 2015 ; Masterson *et al.*, 2017).

Par ailleurs, dans le secteur des modélisations à base d'agents, la théorie du Comportement Planifié a été employée pour simuler la décision migratoire en soutenant que cette dernière peut être prédite à partir de plusieurs paramètres : l'attitude vis-à-vis de la migration, les normes sociales concernant la migration, et le sentiment de contrôle du comportement (Kniveton *et al.*, 2011).

1.2.2.7. Immobilité et migration forcées

Enfin, plus récemment, les années 2010 et 2020 ont vu apparaître de nouveaux champs théoriques au sein des recherches sur les migrations et l'environnement. Un nombre croissant d'études s'intéresse à l'immobilité et à la migration dans leur dimension forcée (Schewel, 2020 ; Zickgraf, 2021). Là encore, on retrouve la logique sous-jacente de gestion des risques. En contexte d'exposition à un risque environnemental, partir comme rester présentent des risques. La décision est donc prise en contexte de grande incertitude (World Bank, 2017). Pour

Erdal et Oeppen, la question est : « Dans quelle mesure sera-t-il possible d'avoir une qualité de vie raisonnable sans migrer ? » Le degré de choix ou de contrainte de la migration est alors fonction de la réponse (Erdal et Oeppen, 2019, p.985).

Inversement, des travaux récents émergent autour de la notion d'immobilité choisie, en tant que stratégie d'adaptation (Mallick, 2025).

En lien avec le thème de l'immobilité et celui du choix, les géographes composent le sous-champ des recherches en « mobilités environnementales ». Ces travaux incluent de multiples formes de mouvement (migrations choisies et forcées, relogements, mobilités quotidiennes et pendulaires, tourisme) tout comme l'immobilité (Sheller et Urry, 2006 ; Boas et al., 2019; Cundill et al., 2021).

I.2.3. Diversité méthodologique

La dimension pratique et technique prime sur sa dimension théorique dans de nombreux travaux sur les migrations et l'environnement. Les débats se cristallisent sur les modalités de saisie technique d'un objet d'étude au croisement de deux phénomènes mouvants qui posent eux-mêmes de nombreux enjeux méthodologiques : les flux migratoires et les variations des conditions environnementales. Le sujet des migrations en contexte de changements environnementaux est abordé dans de nombreuses disciplines, qui mobilisent des outils radicalement différents : l'approche anthropologique par immersion, l'étude historique, l'approche économique par modélisation, la simulation par l'analyse spatiale, ou encore la définition de « *hotspots* », c'est-à-dire la focalisation sur des espaces très précis pour en évaluer la vulnérabilité. Il convient de détailler un peu les apports des différentes méthodologies employées par les chercheurs issus des nombreuses disciplines qui s'intéressent à ce sujet. Pour ce faire, je mobilise l'état de l'art de Piguet de 2021¹⁴.

Parmi les différentes méthodologies, les travaux d'analyse spatiale, les études multiniveaux et les enquêtes par questionnaires individuels concordent vers le résultat que l'environnement est un facteur parmi d'autres de migration. Ces travaux identifient un impact

¹⁴ Dans son état de l'art précédent, avec Raoul Koenzig et Jérémie Guélat, Etienne Piguet souligne qu'il est rare que les méthodes qualitatives et quantitatives soient combinées dans une même publication (Piguet *et al.*, 2018). On peut supposer que les difficultés techniques à mettre en œuvre ces deux types de méthodes entrent en cause, mais également les difficultés de dialogue entre chercheurs quantitativistes et qualitativistes dans la mise en commun des résultats et dans l'écriture, difficultés qui peuvent freiner l'interdisciplinarité requise par l'étude de ce sujet.

de l'environnement sur la migration, mais bien souvent de manière indirecte et différenciée selon les profils de population. Parmi les études quantitatives, Etienne Piguet note le développement des modélisations multi-agents comme outil pour traiter de la prise de décision migratoire, notamment par rapport à l'enjeu environnemental. En revanche, en 2020, l'application de ces nouvelles technologies au sujet des migrations et du climat semblait encore balbutiante, du fait de la complexité des paramètres à prendre en compte.

Les études qualitatives démontrent elles aussi la multicausalité de la décision migratoire. Ces dernières renseignent les attitudes des populations, leurs perceptions, leurs représentations du changement climatique et leurs possibilités de migration. Ce faisant, beaucoup mettent en lumière que pour de nombreux migrants, le départ de leur lieu d'origine aurait certainement eu lieu indépendamment des pressions environnementales.

Autre champ en développement : les historiens se saisissent progressivement du sujet. Les épisodes historiques de migration et de perturbation environnementale (catastrophe naturelle ou changement climatique) dont on aurait conservé des données sont rares. Ainsi, la question migratoire est souvent marginale dans l'étude historique des événements environnementaux. Néanmoins, certains historiens, comme la figure importante de Robert McLeman, font des migrations en contexte de perturbations environnementales leur sujet d'étude principal.

Enfin, Etienne Piguet constate également une multiplication des travaux se basant sur la définition de « *hotspots* ». Ceux-ci ont pour ambition de renseigner une cartographie de la vulnérabilité des populations locales face au changement climatique. Pour ce faire, ces études définissent des zones particulièrement menacées et estiment la vulnérabilité des habitants. Le défi principal qui se pose pour les tenants de cette approche très descriptive tient au fait d'intégrer les projections de populations, étant donné que les *hotspots* se révèlent souvent être également des destinations de flux migratoires (De Sherbinin *et al.*, 2019 ; de Longueville *et al.*, 2020 ; Foresight, 2011 ; Jones & O'Neill, 2016).

Une place croissante est accordée aux caractéristiques d'âge, d'origine, de classe et de genre qui déterminent l'accès à la migration, et l'étiquette de « migrant environnemental » a tendance à effacer. Par ailleurs, la dimension extrêmement subjective du sujet donne lieu à des travaux qui mettent en regard perception des changements environnementaux, changements effectifs, et migration. Parmi eux, une étude incluant le Vietnam, publiée par Vally Koubi et ses collègues en 2016, fait la distinction entre catastrophes rapides (comme une inondation soudaine dite « *flash flood* », ou une tempête) et catastrophes lentes (comme la sécheresse ou l'érosion liée à la montée du niveau de la mer) (Koubi *et al.*, 2016). Les premières sont plus

susceptibles de mener à une migration, alors que les secondes semblent avoir peu d'impact à cet égard. Selon cette idée, de plus en plus d'études portent sur la répétition d'événements environnementaux (Nawrotzki & De Waard, 2016), comme les sécheresses par exemple, ou sur les liens de causalité indirecte entre environnement et migration (De Longueville *et al.*, 2019). A ce propos, une étude a mis en lumière que la répétition d'événements climatiques pouvait avoir un impact significatif, non pas seulement sur les migrations internes mais également internationales (Mahajan & Yang, 2020). En l'occurrence, la survenue d'ouragans répétés durant 25 ans à Puerto-Rico se traduit par une augmentation des migrations permanentes vers les Etats-Unis. De quoi nuancer le résultat le plus communément démontré, selon lequel les migrations liées aux enjeux environnementaux sont prioritairement de courte distance. Néanmoins, ce résultat est à analyser dans le contexte spécifique des relations interétatiques entre Puerto-Rico et les Etats-Unis, où s'appliquent les politiques migratoires de regroupement familial en cas d'urgence. En miroir, Etienne Piguet souligne très justement que les politiques migratoires visant à restreindre les migrations internationales peuvent également conditionner les décisions migratoires, de sorte que des flux internes peuvent s'avérer être des flux internationaux contraints. Cette nécessité de prendre en compte le cadre légal et politique, national et international, dans lequel s'insèrent ces migrations, illustre la grande difficulté à contextualiser les résultats des enquêtes, lesquelles ont pour ambition de renseigner la réponse des pouvoirs publics. Etienne Piguet formule ainsi l'enjeu central de la définition des politiques migratoires : « ne pas simplement forcer les individus à rester sur place ou à partir » (Piguet, 2021, p.10).

I.2.4. Une distribution géographique mondiale contrastée

Le travail d'Etienne Piguet, Raoul Kaenzig et Jérémie Guélat, publié en 2018, a l'intérêt de mettre en lumière la répartition géographique des recherches sur le nexus climat-migrations. La distribution des travaux suivant les types d'aléas pris en compte reflète la géographie des aléas eux-mêmes. Elle se concentre largement dans les pays des Suds, en particulier l'Asie du Sud et de l'Est et l'Afrique subsaharienne, auxquels s'ajoutent les Etats-Unis, qui ont notamment subi l'ouragan Katrina à l'origine de très nombreux déplacements, largement étudiés par les chercheurs locaux. Certaines régions comme la côte caribéenne, l'Afrique du

Nord et l'Asie Centrale retiennent relativement peu l'intérêt des chercheurs (Piguet, Kaenzig & Guélat, 2018).

Ces auteurs mettent en lumière les biais d'origine des chercheurs qui travaillent sur les migrations et le climat. Ceux des pays des Nords sont très largement majoritaires, en particulier les Etats-Unis, et avec eux les financements qui rendent possibles les recherches. On observe donc un fort biais de la part de chercheurs rattachés à des institutions des pays des Nords qui travaillent sur des terrains situés dans des pays des Suds. Peu de pays font état d'un « *insider look* » significatif, c'est-à-dire de la contribution de chercheurs du pays étudiés aux publications. On note que les pays d'étude sur lesquels les publications incluent souvent un auteur local sont les Etats-Unis et le Canada, puissances académiques mondiales et leaders de ce champ de recherche, mais aussi la Chine et le Brésil, pays pour lesquels il est extrêmement difficile d'obtenir des données sans connexion locale¹⁵. Il y a encore donc une grande marge de progression en termes de recherche collaborative, mettant en lien les ressources humaines et financières des pays des Nords avec les chercheurs des pays des Suds, notamment à travers des travaux comparatifs et multisitués. En outre, la prévalence de l'anglais dans les discussions académiques est susceptible d'invisibiliser les travaux menés dans d'autres langues, en particulier celles des pays des Suds¹⁶.

Les auteurs soulignent deux points dans cette géographie déséquilibrée des études sur migrations et climat. Les études de cas sur l'Europe sont très peu nombreuses sur le sujet des migrations liées à l'environnement, ce qui amène Mulligan et ses collègues à suggérer que le désintérêt marqué des chercheurs de la plupart des pays des Nords à travailler sur ce sujet sur leur terrain d'origine témoignerait possiblement d'un sentiment d'immunité face à un phénomène que le changement climatique est amené à généraliser à l'entièreté du globe (Mulligan et al., 2014).

D'autre part, la double vulnérabilité environnementale et économique des terrains les plus regardés ne permet pas d'expliquer pourquoi l'Afrique du Nord, l'Asie Centrale et l'Amérique du Sud sont délaissées. De nombreux éléments pratiques rappelés par Etienne Piguet, Raoul Koenzig et Jérémie Guélat conditionnent la production de la recherche : la présence ou non de centres de recherche, les conflits, la violence, les régimes dictatoriaux, la liberté d'expression... Dans certaines régions secouées par des conflits, ceux-ci ont pu être

¹⁵ Les pratiques de co-autorat entrent sûrement aussi en compte, particulièrement en Chine où la pression à la publication incite fortement à rendre visibles les noms des auteurs chinois.

¹⁶ Piguet, Koenzig et Guélat ont cherché à inclure d'autres langues que l'anglais dans la base de données mais n'excluent pas le risque d'avoir sous-estimé les publications dans d'autres langues, bien qu'ils l'estiment marginal.

étudiés en priorité comme grille de lecture des migrations, plutôt que les enjeux environnementaux. Les « infrastructures humanitaires », hôtels et services de traduction, sont également à prendre en compte (Pascucci, 2016). Enfin, les relations interétatiques expliquent aussi cette géographie, par la présence de liens historiques entre les Etats, notamment à travers les héritages coloniaux. Les chercheurs américains travaillent sur le Mexique, les chercheurs anglais sur le sous-continent indien, et les chercheurs français sur l'Afrique de l'Ouest... ou le Vietnam.

Au-delà de ces considérations techniques qui s'appliquent à tous les champs de recherche, Piguet et ses collègues interprètent ce déséquilibre de la géographie des travaux sur les migrations et le climat comme le reflet d'une romantisation de la figure du migrant climatique, vue depuis un regard occidental orienté par l'histoire coloniale : un individu pauvre, victime sans défense, à la peau foncée et aux vêtements bariolés. L'héritage colonial teinte et racialise les recherches sur la migration et l'environnement de sorte que personne ne s'intéresse aux « opérateurs touristiques suisses qui quittent les régions de ski privées de neige par le changement climatique » (Piguet *et al.*, 2018, p.373). La focale sur les pays des Suds est renforcée par une approche sécuritaire du sujet, qui fait écho à une tendance de sécurisation générale, dans laquelle la migration est décrite comme un risque à la sécurité (Boas 2015). La multiplication des travaux sur migrations et climat dans la deuxième moitié des années 2000 correspond de fait à la publication de rapports militaires, et on peut penser également à l'orientation des appels à projets et des fonds de recherche sur les questions migratoires dans un contexte de durcissement des frontières de l'espace Schengen et des Etats-Unis.

En outre, les migrations internationales représentaient une portion mineure des migrations liées à l'environnement, et étaient sous-représentées dans ce champ de recherche il y a dix ans (Obokota *et al.*, 2014). Les moyens de subsistance parfois limités des individus affectés par des changements de conditions environnementales peuvent les conduire à migrer, tout en les contraignant à ne le faire que sur des courtes distances (Hunter, 2005 ; McLeman & Smit, 2006). A cela s'ajoute la restriction déjà mentionnée que les politiques migratoires internationales font peser sur les décisions migratoires. Or, il semblerait que depuis la publication de cet article, le champ se soit recentré sur les migrations internationales, dans un contexte de durcissement politique, de renforcement des frontières et de crispation autour de la notion de réfugiés. Mais si les migrations internationales associées à des conditions environnementales sont davantage présentes dans les discours aujourd'hui, cela ne signifie pas pour autant qu'elles correspondent à une proportion plus grande des migrations liées aux enjeux environnementaux.

I.3. Positionnement

A la suite de cet état des lieux, je partage quelques éléments de positionnement qui viennent compléter le travail de définition en introduction et qui inscrivent cette thèse dans la continuité de ce champ de recherche en construction. Avant toute chose, et ce point a déjà été mis en exergue dans l'introduction à travers le travail de terminologie, par le choix même du sujet, cette thèse s'inscrit dans une approche de *political ecology*, ancrée dans la géographie nourrie d'influences transdisciplinaires, qui cherche à renseigner les modalités de l'interaction humain-environnement. Elle le fait à travers l'objet d'étude spécifique que sont les migrations en contexte de changements environnementaux, et l'étude de cas que sont les trajectoires migratoires du rural vers l'urbain dans le sud du Vietnam.

I.3.1. Combinaison des approches par la multifactorialité et les parcours de vie

Tout d'abord, dans la lignée de bon nombre de travaux sur les migrations en contexte de changements environnementaux, ce travail interroge la multifactorialité de la décision migratoire, et cherche à identifier tout ou partie des éléments qui conditionnent et orientent cette décision. Les études migratoires ont depuis longtemps démontré la limite de l'interprétation par facteurs *push and pull*, et en particulier l'écueil qui consiste à en simplifier la complexité en ignorant le contexte politique, social et économique dans lequel sont prises ces décisions. Pour autant, dans une perspective qui replace l'expression de l'agentivité de la personne migrante dans des structures plus larges et contraignantes, l'identification de multiples facteurs de migration permet de renseigner les modalités de la décision migratoire. L'analyse multifactorielle des migrations nourrit l'approche en vogue aujourd'hui, et dans laquelle s'inscrit ce travail de thèse, qui consiste à aborder la migration comme une stratégie d'adaptation potentielle face à des perturbations environnementales mais aussi d'autres sources d'incertitude. Dans cette entreprise, il est salutaire de ne pas tomber dans une trop grande crispation sur les termes retenus entre facteurs, motifs, raisons, et déterminants pour désigner les multiples éléments qui contribuent à la décision et aux modalités de la migration.

Par ailleurs, parler de facteurs de migration et de pratiques d'adaptation n'exclut pas de mobiliser dans le même temps le concept d'aspiration. La migration peut se comprendre au

même titre que d'autres événements dans une vie, un tournant majeur ou une pratique banale, un pas vers l'avant ou un détour nécessaire. En ce sens, la notion d'aspiration a également une place centrale dans l'analyse.

Ainsi, ce travail se fonde sur des enquêtes par entretiens qui s'insèrent dans une approche par les parcours de vie. J'analyse la migration selon une lecture biographique, à l'échelle de l'individu mais également de la famille, soit une échelle transgénérationnelle. Dans l'entreprise de recueillir et d'analyser des récits de vie de migrants, le parcours de vie permet de rendre compte de la migration au sein d'une trajectoire individuelle plus longue, qui inclut en outre les interactions avec les autres membres du ménage. La mise en œuvre de la méthode de l'enquête par récit de vie est détaillée dans le chapitre II.2.

I.3.2. Approche du pont d'arrivée vers le point de départ, entre mobilité et immobilité

L'approche adoptée dans cette thèse présente l'originalité de suivre une démarche partant du point d'arrivée pour remonter le fil de la migration, jusqu'aux conditions dans les zones de départ, afin d'aborder dans un second temps le rôle de l'environnement dans la décision migratoire. Dans la littérature, l'accent est souvent mis sur les zones rurales, en particulier des pays en développement, au détriment des zones urbaines et des défis environnementaux qui s'y posent. Il s'agit donc dans cette thèse de palier ce biais en incluant les zones urbaines comme terrains d'étude, comme zones d'arrivée de migrations en provenance de zones rurales, et potentiellement comme zones de départ de migrations ou de migrations de retour. Les conditions pratiques de la mise en œuvre de cette approche à rebours de la migration des territoires d'origine vers les territoires de départ est elle aussi détaillée dans le chapitre méthodologique II.1. à travers le choix des périmètres d'étude.

La littérature tend à se pencher sur le lien entre migration et environnement à travers des études de cas discrétisées suivant le type d'aléas pris en compte : sécheresse, inondation, tempête, submersion, glissement de terrain, tremblement de terre... La catégorisation des aléas au territoire de départ constitue ainsi une porte d'entrée sur le sujet. Pour chaque type d'aléa, les études cherchent à identifier et à qualifier la relation que celui-ci entretient avec les flux migratoires. Il est plus rare de rencontrer des travaux recherchant la composante environnementale *a posteriori*, sans se limiter à un aléa particulier.

En outre, cette méthode qui inclut les territoires de départ comme ceux d'arrivée abonde dans le sens d'une compréhension du phénomène migratoire sur un continuum de la mobilité à l'immobilité. Elle invite à une réflexion autour de la part de choix et de contrainte dans l'élaboration de stratégies d'adaptation, et propose de lire ensemble les pratiques d'adaptation sur site et par la migration.

I.3.3. Continuum migration interne-migration internationale et translocalité

Enfin, bien que ce travail de thèse soit centré sur les migrations internes au Vietnam, précisément vers Ho Chi Minh Ville, il fait également mention de flux internationaux à travers un petit nombre d'entretiens auprès de migrants internationaux ou de leurs proches. Il s'agit donc aussi d'analyser la migration interne dans un panorama plus large d'options de trajectoires migratoires.

En outre, dans sa dimension multisituée, ce travail mobilise également les apports de la théorie des réseaux autour de l'idée de translocalité, d'ancrage et le rôle des réseaux interpersonnels, développés originellement dans le cadre de migrations internationales.

I.4. Prise de conscience environnementale et question migratoire dans le sud du Vietnam

I.4.1. Emergence de la gouvernance environnementale au Vietnam

A présent, une fois le cadre théorique global établi, il convient de discuter des modalités selon lesquelles la question des migrations en contexte de changements environnementaux s'est formulée sur le territoire vietnamien. Pour ce faire, avant même de croiser environnement et climat, il est nécessaire de rendre compte de la manière dont les acteurs, publics et privés, se sont saisi, ou non, de l'enjeu environnemental au Vietnam et de revenir plus largement sur la prise de conscience environnementale dans ce pays.

Selon Stephan Ortmann (2017), les prémices de cette préoccupation par le gouvernement central remontent au milieu des années 1980, alors que le Vietnam s'ouvrait à l'économie de marché mondialisée. Les discours inquiets concernant la dégradation de l'environnement au Vietnam sont apparus progressivement à mesure que l'impact d'un développement économique rapide et prédateur s'est fait sentir sur les ressources du pays. Stephan Ortmann liste les points de tension principaux qui, cumulés, ont fait de la préservation environnementale un enjeu central : la déforestation et l'appauvrissement des terres d'abord, puis le déclin de la biodiversité, la pollution de l'air et de l'eau, auxquels se sont ajoutés les dysfonctionnements dans le traitement des déchets, et enfin le changement climatique, en particulier la montée du niveau de la mer. La nécessité d'une action du gouvernement vietnamien pour endiguer le changement climatique et ses impacts est devenue de plus en plus pressante à mesure que la part de responsabilité du pays a elle-même grandi. Stephan Ortmann affirme ainsi :

« Non seulement le Vietnam est menacé par la hausse globale des températures, il devient aussi de plus en plus responsable d'une contribution massive au changement climatique, même si les pays développés en portent encore la responsabilité historique principale. » (*ibid.*, p.20)

Le pays accuse une augmentation drastique de ses émissions de dioxyde de carbone (plus de 200% entre 1990 et 2012 selon les Indicateurs de Développement de la Banque Mondiale), et doit répondre dans le même temps à une demande croissante en énergie. Face à ces multiples défis, le gouvernement vietnamien a créé un appareil législatif et institutionnel qui se veut robuste.

En 1985, le gouvernement déclare que tout nouveau projet de développement doit prendre en compte la protection de l'environnement. L'année suivante, accompagné par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature, il met en place un Programme de Recherche National sur les Ressources et l'Environnement, dans l'optique de définir une stratégie nationale de préservation de l'environnement. Le premier Plan National pour l'Environnement et le Développement Durable voit le jour en 1991, en vigueur jusqu'à 2000. Après sa participation au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro de 1992, le gouvernement vietnamien adopte sa première loi environnementale, mise en application dès janvier 1993. Dans le même temps, le gouvernement crée le Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement en 1992. Le positionnement du gouvernement en matière de préservation environnementale suit de très près son entrée sur les marchés économiques internationaux après le début de l'ouverture à l'économie mondialisée dans le cadre de la politique de « Renouveau » (« *Đổi mới* ») lancée en 1986¹⁷. Mais comme le déplorent Stephan Ortmann et avant lui Rebecca Catherine Drury (2009), améliorer le cadre législatif ne suffit pas, encore faut-il que les institutions soient en mesure d'appliquer les lois. Selon Stephan Ortmann les difficultés auxquelles se heurte la mise en œuvre des avancées environnementales seraient en partie dues à l'opposition persistante de grands groupes économiques qui parviennent sans mal à contourner les législations.

Le propos de cet auteur sur ce point peut être résumé ainsi : dans un régime politique autoritaire à parti unique tel que le régime vietnamien, l'Etat puise sa légitimité dans la croissance économique, laquelle est dépendante de grands groupes industriels, dont certains entretiennent une grande proximité voire porosité avec l'Etat, puisque certains des plus grands employeurs sont des entreprises publiques. Or, à court terme, ces grands groupes n'ont pas d'intérêt, ou peu, à respecter les législations environnementales. Dès lors, le gouvernement en place, pour préserver sa légitimité, n'aurait à son tour pas d'intérêt à mettre en œuvre les mesures qu'il a lui-même adoptées. Les défenseurs de la cause environnementale au gouvernement ont donc bien peu de marge de manœuvre pour faire pression sur les industriels

¹⁷ L'entrée du Vietnam dans l'Organisation Mondiale du Commerce ne se fait que plus tard, en 2007.

à la source du problème. Plus précisément, plutôt qu'une absence totale d'intérêt, les entreprises expriment peu d'intérêt sur le sujet car la demande évolue et les revendications de la société civile se font sentir jusque dans les attentes des consommateurs. La croissance d'une demande de certains consommateurs pour une consommation respectueuse de l'environnement et durable incite, non pas sur le plan moral mais bien sur le plan économique, les grands groupes à « verdir » leur production et afficher une image plus *eco-friendly*. Par ce biais, certaines réglementations en viennent à être respectées, même si leur mise en application reste encore très lacunaire.

Pour contourner ces écueils, de nouveaux mécanismes de gouvernance apparaissent, pour certains jusqu'à lors étrangers au fonctionnement de l'Etat-parti : les paiements pour services environnementaux (PES en anglais) selon lesquels des acteurs sont rémunérés pour les gestes qui contribuent à restaurer ou maintenir les écosystèmes, notamment en matière de lutte contre la déforestation (McElwee, 2009), la multiplication de dispositifs de sensibilisation et d'alerte face aux risques de pollution, des mécanismes de Production Propre (« *Cleaner Production* », CP) qui intègrent la gestion des déchets et de la pollution générés par la production de manière proactive, et des campagnes d'éducation sur la gestion des déchets. Enfin et surtout, le changement climatique mobilise le gouvernement, les donateurs et agences de financement internationaux, et les associations vietnamiennes, qui se rassemblent autour de la table, pour mettre en œuvre des projets visant à préserver l'environnement, mais sans perdre de vue les objectifs de développement du pays.

Le processus de création d'un « état environnemental » (Ortmann, 2017) va donc en théorie de pair avec une réforme progressive vers une plus grande intégration de la société civile, par des organisations populaires et des associations qui se structurent en réseau pour faire entendre leurs voix, mais sont contraintes de se faire concurrence pour accéder aux ressources limitées. Les acteurs internationaux jouent un rôle clef dans la montée en puissance de la société civile vietnamienne, en particulier les pays financeurs que sont les pays européens, le Japon, les Etats-Unis et le Canada. Mais les acteurs vietnamiens qui œuvrent en faveur de la préservation de l'environnement sont devenus dépendants de ces puissances extérieures face à la résistance du gouvernement national à augmenter les budgets nationaux alloués à cet enjeu. Face aux obstacles que rencontrent les voix de la préservation environnementale, et malgré les progrès considérables dans l'élaboration d'une législation dédiée, Stephan Ortmann en vient à questionner la faisabilité d'une prise en considération effective de la préservation environnementale et de la lutte contre le changement climatique dans un contexte politique où une partie des institutions en place, en collusion avec des grands groupes économiques,

bénéficient de l'inertie. Les freins à la mise en application de la législation sont multiples : manques de financement, capacité institutionnelle limitée, un système législatif faible, et une corruption très répandue dans le secteur public comme dans le secteur privé, à tous les échelons, en particulier au niveau local, et encore largement socialement acceptée bien que dénoncée publiquement par le gouvernement central. Reste à savoir si l'émergence d'enjeux croisés, qui dépassent la question des ressources, est susceptible de faire bouger les lignes.

I.4.2. Les migrations en contexte de changements environnementaux, nouvel enjeu au Vietnam ?

Le gouvernement vietnamien affiche une prise de position ferme sur la question de l'adaptation au changement climatique et une posture résolument interventionniste sur le sujet, mais rencontre également de grandes difficultés dans la mise en œuvre des mesures décidées. Par ailleurs, la thématique de la migration interne est aussi extrêmement sensible pour le gouvernement vietnamien qui entend garder un contrôle sur le peuplement. La question se pose alors de savoir si la prise en compte conjointe des deux enjeux pourrait amener à une plus grande efficacité dans l'application de politiques publiques environnementales. Pour l'heure, les migrations en contexte de changements environnementaux ne font pas l'objet d'un encadrement public dédié ou de quelques mesures spécifiques. Néanmoins, les relogements préventifs ou réactifs organisés par la puissance publique en cas d'exposition à des risques de catastrophe naturelle sont monnaie courante. Le détail des dispositifs, leurs enjeux et leurs limites, seront discutés dans le chapitre VI.1.3. Si les migrations liées à l'environnement ne sont pas spécifiquement régulées ou enregistrées, les migrations internes dans leur ensemble en revanche le sont à travers un système d'enregistrement résidentiel qui lie les ménages à leur commune d'origine. Le cadre législatif qui traite des déplacements de populations internes aux frontières nationales est abordé rapidement dans le chapitre II.1.1. de méthodologie et plus en détail dans le chapitre IV.2.2.

Si les migrations liées aux enjeux environnementaux ne font pas encore l'objet d'une législation spécifique, ni même d'institutions dédiées, elles n'en sont pas moins un sujet de préoccupation pour le gouvernement national. Le gouvernement vietnamien regarde ainsi la multiplication de déplacements internes occasionnés par des risques environnementaux comme une menace à contrôler, ou *a minima* à anticiper, et ce en particulier en provenance du delta du

Mékong menacé de submersion à moyen terme. Le delta, du fait de son exposition au risque de submersion qui résulte de sa faible élévation, ressort de fait comme la portion du territoire national où la question des migrations en contexte de changements environnementaux se pose de la façon la plus urgente.

L'Etat vietnamien encourage le développement de structures de recherche dédiées à la question climatique comme le Dragon Institute installé dans la ville de Cần Thơ, dédié au suivi du changement climatique dans le delta, et à l'expérimentation de mesures d'adaptation. Sur la question migratoire, à l'échelle du delta, les autorités régionales s'insèrent également dans des dynamiques collectives de réflexion autour du fleuve Mékong, notamment le *Mekong Migration Network*. Les universités publiques nationales de Ho Chi Minh Ville et Cần Thơ développent de nombreux projets en sciences sociales et en sciences de la terre autour de ces thématiques. Par ailleurs, l'Etat vietnamien fait appel à l'expertise internationale, en particulier occidentale et japonaise, pour élaborer des projets en partenariats avec des chercheurs vietnamiens sur les migrations en contexte de changements environnementaux spécifiquement au Vietnam. L'intérêt porté par le gouvernement vietnamien sur le sujet, mais aussi les donateurs internationaux, et le milieu académique, tant vietnamien qu'international se traduit par une prolifération de projets de recherche, nationaux et internationaux, en particulier dans le delta du Mékong. Ces projets résultent de la demande explicite de l'Etat vietnamien mais aussi de l'orientation des financements de la recherche prioritairement accordés aux travaux relatifs au changement climatique et à ses conséquences. La conduite de ces projets de recherche internationaux sur le terrain se fait largement en collaboration avec les universitaires vietnamiens et les représentants des collectivités locales, bien que la conception des projets émane souvent des sphères académiques internationales et pour beaucoup occidentales.

I.4.3. Le delta du Mékong, terre de migrations et grenier à riz du Vietnam

Situé à la pointe sud du Vietnam, le delta du Mékong est un territoire continuellement exposé à de multiples aléas naturels, amplifiés ou contrecarrés par l'action humaine, au premier rang desquels l'inondation. Cette exposition s'explique, d'une part, par sa localisation entre la Mer de Chine Méridionale¹⁸ et le Golfe de Thaïlande. D'autre part, elle découle de sa topographie, caractérisée par une altitude très basse et une déclivité dans sa portion nord à la frontière entre le Vietnam et le Cambodge. Enfin, elle est bien sûr la conséquence de son hydrographie, le delta étant traversé par le fleuve Mékong et ses neuf branches. Cette situation relativement exceptionnelle, bien qu'elle ne soit pas unique, a attiré l'attention de nombreux chercheurs internationaux et vietnamiens, en sciences physiques d'une part, mais également en sciences sociales. On bénéficie ainsi d'une vaste littérature renseignant les épisodes d'inondation, l'érosion côtière et fluviale, la sécheresse saisonnière, l'activité cyclonique et de plus en plus l'intrusion d'eau saline dans les terres. Cette exposition intense à des aléas variés, qui pour un regard extérieur peut être interprétée à première vue comme une contrainte, a également suscité des questions sur les modes de vie des habitants du delta. C'est pourquoi un nouveau champ de littérature s'est développé pour décrire les pratiques des populations sur place.

Le delta du Mékong est historiquement un espace façonné par les flux migratoires et la rencontre de différents peuples. Il a été peuplé par des migrations originaires du nord et de l'ouest de la péninsule à partir du XVII^e siècle, qui se sont traduites par des installations sur les terres hautes, rendues possibles par la canalisation du delta. Cette artificialisation du delta s'est intensifiée sous la période coloniale française pour développer l'agriculture (Biggs, 2010 ; Fanchette, 2004). Par la suite, le XX^e siècle est caractérisé par des chamboulements importants de la démographie locale et nationale, conséquence des guerres avec la France, puis avec les Etats-Unis, et des changements de régime politique. Après la réunification en 1975, la politique d'installation ordonnée par le gouvernement communiste vietnamien a renvoyé une large part des habitants des villes dans les campagnes dans le but d'ancrer le régime dans le substrat rural du pays, y compris le delta du Mékong. A partir des années 1970, et plus encore après la décollectivisation et la transition vers une économie de marché (la politique dite « du

¹⁸ « *Biển Đông* » en vietnamien.

Renouveau », *Đổi mới*, lancée en 1986), le delta a connu un décollage économique majeur, impulsé par le gouvernement central dans le but de répondre aux besoins alimentaires de la population et de s'imposer sur le marché mondial. De fait, nourri par les sédiments charriés par le fleuve Mékong sur plus de 4700 km, le delta du Mékong se démarque comme l'un des territoires les plus fertiles du monde. Avec l'intensification de la production agricole, il est devenu le grenier à riz du Vietnam et une région clef d'exportation à l'international. Son développement économique s'explique par plusieurs facteurs : des réformes publiques plus favorables au secteur privé, une modernisation technique des exploitations (emploi de fertilisants, récoltes mécanisées, progrès dans l'aquaculture), l'amélioration des rendements, et, une fois de plus, l'amélioration du système d'irrigation et de drainage.

C'est donc à mesure de son artificialisation, et en particulier de l'augmentation du contrôle de l'eau, que le delta s'est peuplé et enrichi. Au fil de ces différentes phases, ses habitants ont appris à vivre avec les aléas, en particulier l'inondation, et à en tirer avantage dans leurs activités agricoles et aquacoles. Une littérature scientifique a émergé en sciences humaines et sociales afin d'appréhender différents aspects pratiques de la vie quotidienne dans le delta (pratiques agricoles et aquacoles, infrastructures de protection face aux inondations, architecture sur pilotis notamment) mais aussi la perception des risques liés à l'environnement par les populations locales. Liao et collègues (2016) notamment s'y sont consacrés et parlent de « sagesse écologique de la vie avec l'inondation ».

Au dernier recensement national, le delta était habité par plus de 17,3 millions de personnes, soit 18% de la population nationale, sur 12% du territoire national (GSO, 2020). Les inondations durant la saison des pluies sont essentielles à l'agriculture du delta. Dans ce contexte deltaïque particulier, l'inondation n'est pas uniquement considérée comme une menace, mais aussi comme une ressource. Bien qu'elle cause des pertes humaines, des perturbations et des dommages matériels, elle contribue aussi au dépôt d'alluvions, aux agrosystèmes des rizières et au système de gestion des eaux (Danh & Mushtaq, 2011). Ces conditions favorables à la pratique agricole permettent d'expliquer pour partie la densité relativement forte de population du delta du Mékong, qui reste bien en deçà de celle du delta du Fleuve Rouge. La très grande majorité des habitants du delta gagne sa vie grâce à l'agriculture. D'après le recensement de 2016 sur les zones rurales, l'agriculture et l'aquaculture, 81% des ménages du delta du Mékong pratiquaient l'agriculture (GSO, 2018a). En 2019, le delta du Mékong représentait 48% des superficies de plantations de céréales, 54% des champs de riz et 72% des surfaces aquacoles du pays. Mais malgré le fait que le delta soit l'une des régions les plus riches du pays, 5,8% des ménages du delta du Mékong souffraient de

pauvreté multidimensionnelle en 2018, selon les statistiques du gouvernement central (GSO, 2019, p.30). Au niveau national, la pauvreté multidimensionnelle affectait alors 6,8% des ménages, incluant les populations extrêmement pauvres des montagnes du nord et des hauts plateaux centraux. Ainsi, ces chiffres suggèrent que les ressources sont inégalement réparties parmi les ménages du delta et que des situations de pauvreté existent dans ce contexte régional de prospérité économique.

Le delta du Mékong n'est pas seulement un territoire agricole façonné historiquement par les migrations, mais également un espace encore largement traversé par des flux migratoires d'envergure. Les résultats du dernier recensement national de 2019 montrent que le taux d'émigration du delta s'élevait à 4,5%, avec un solde migratoire négatif de -4%. Il s'agit là du taux d'émigration régional le plus haut et du solde négatif le plus bas parmi les six grandes régions socio-économiques officielles du pays¹⁹. Les migrants dont le lieu de résidence n'a pas été modifié ne sont pas comptés dans ces chiffres. Au sein du delta, seule la province de Cần Thơ, plus grande ville du delta, et la province de Long An, à la limite avec Ho Chi Minh Ville, conservent des soldes migratoires positifs. Le recensement révèle aussi que le taux d'immigration de la province de Ho Chi Minh Ville en 2019 était de 9,1%, le deuxième plus élevé de la région derrière le taux d'immigration de Bình Dương de 21,7%. Le gouvernement vietnamien refuse de diffuser les chiffres précis du dernier recensement national reliant les zones de départ et les zones d'arrivée. Néanmoins, il confirme que la majorité des flux issus du delta sont dirigés vers la région sud-est du pays, dont font partie Ho Chi Minh Ville et les provinces industrielles qui l'entourent, telles que Bình Dương (GSO, 2020). En outre, si les chiffres du recensement le plus récent ne sont pas accessibles, des études antérieures donnent une idée des tendances à l'œuvre jusqu'au milieu des années 2010. L'enquête inter-recensement de 2014 sur la migration et l'urbanisation a dénombré que parmi toutes les personnes ayant émigré du delta à cette date (762 555 personnes), 76,5% avaient bougé vers la région sud-est (soient 583 358 personnes). De la même manière que le recensement national, cette enquête s'appuie sur la base de la déclaration par les enquêtés de leur changement de province de résidence au cours des 5 dernières années. Avant cela, d'après les chiffres officiels du recensement de 2009 cités par Entzinger & Scholten (2016), parmi les 16,7 million d'habitants

¹⁹ Ces chiffres correspondent aux migrations officielles sur la base de la définition retenue par le Bureau Général des Statistiques du Gouvernement vietnamien, c'est-à-dire les personnes ayant changé d'unité administrative de résidence par rapport à cinq ans auparavant, et qui étaient âgées de cinq ans ou plus au moment du recensement (GSO & UNFPA, 2010, p.75). En conséquence, ces chiffres ne rendent compte que d'une partie des flux réels de migration interne. Je développe les enjeux autour de la saisie statistique de la migration interne au Vietnam dans le chapitre de méthode II.1.1

qui peuplaient le delta en 2004, 714 000 personnes auraient migré en direction de la région sud-est du Vietnam entre 2004 et 2009. Enfin, une étude menée par le *Mekong Migration Network* et le *Asian Migrant Centre* en 2013, Ho Chi Minh Ville attire 60% des migrants enquêtés par leurs équipes dans le delta du Mékong (MMN et AMC, 2013). Comme le montrent ces chiffres, il est difficile de connaître avec précision l'ampleur des flux migratoires internes au Vietnam, car l'appareil statistique ne retient que les changements de résidence permanente. Je reviens sur la difficulté à dénombrer ces flux dans le chapitre II.1.1. Néanmoins, malgré leur imprécision, ces chiffres montrent la grande mobilité des habitants du delta, et en particulier du corridor migratoire qui relie la majorité du delta à Ho Chi Minh Ville et ses périphéries.

Ce détour par la démographie est primordial pour comprendre l'enjeu qui se pose pour les habitants et les autorités vietnamiennes dès lors qu'il est question de changement des conditions environnementales dans le delta. Les perturbations de l'écosystème du delta sont susceptibles d'avoir un impact négatif sur la production agricole, du moins si aucune mesure d'adaptation n'est mise en œuvre. La grande majorité de la population du delta dépend de l'agriculture au quotidien. Les habitants sont donc contraints de composer avec ces perturbations et d'adapter leurs activités en prévention ou en réaction à ces mutations, que ce soit en diversifiant leurs moyens de subsistance ou en changeant radicalement, y compris par la migration.

I.4.4. Le delta du Mékong, laboratoire du changement climatique

Compte tenu du rôle crucial que joue le delta pour la sécurité alimentaire du Vietnam et de toute l'Asie du Sud-Est, et du fait de son rôle majeur dans la production de richesse du Vietnam, on comprend que l'impact croissant du changement climatique sur ce territoire puisse inquiéter les acteurs locaux et la communauté internationale. Depuis les années 1990, les préoccupations autour des conséquences du changement climatique sur le delta du Mékong ont pris une place prépondérante tant parmi les chercheurs que les acteurs politiques. D'une part, en sciences physiques et de l'environnement, les travaux ont eu tendance à se centrer sur les évolutions contemporaines des aléas environnementaux (Dinh *and al.*, 2012). Les travaux de cartographie en particulier se sont multipliés, ainsi que les études prospectives visant à prévoir les aléas futurs et en simuler les effets. Néanmoins, il est important de souligner qu'en analysant

les changements environnementaux dans le delta du Mékong, ces recherches n'étudient pas uniquement le changement climatique. Celui-ci n'est pas le seul facteur de ces transformations des aléas dans le delta. L'activité humaine dans le bassin du Mékong affecte directement l'écosystème du delta : l'urbanisation, le pompage des eaux des nappes phréatiques, la construction de barrages hydroélectriques, l'extraction de sables ont tous des conséquences lourdes sur l'expression des aléas environnementaux. Ces phénomènes seront présentés en détail dans le chapitre V.2.

D'autre part, les sciences sociales se sont consacrées à l'analyse des stratégies et tactiques d'adaptation des habitants locaux aux changements environnementaux. Ainsi, les pratiques agricoles ont fait l'objet de nombreuses études, y compris des méthodes de simulation afin de prendre en compte les différents scénarii de changement d'usage des sols. Par exemple, Chapman et Darby (2016) ont développé une évaluation des stratégies d'adaptation des cultures de riz dans la province fortement inondée de An Giang, située au nord-ouest du delta à la frontière avec le Cambodge. Ils ont analysé l'évolution des performances suite au passage de deux à trois récoltes de riz par an, rendu possible par le remplacement des digues basses par des digues hautes qui ont le défaut de bloquer l'apport en sédiments. Les auteurs démontrent notamment que les exploitants les plus riches sont avantagés par cette transition dont les effets positifs se font surtout sentir à court-terme pour les agriculteurs, et à l'échelle macro à travers la production totale de riz et le volume d'exportation. Face au creusement annoncé des inégalités entre petits et gros exploitants, les auteurs plaident donc pour une ouverture régulière des écluses de manière à permettre une fertilisation des sols qui serait plus équitable pour les plus pauvres pour qui le recours aux fertilisants a un coût financier prohibitif.

De nombreux travaux étudient de plus en plus la reconversion vers la culture des crevettes, plus adaptée à une eau saumâtre que la culture du riz. L'étude menée par l'équipe de recherche internationale de Alex Smajgl notamment révèle la grande vulnérabilité économique des populations locales face à la montée du niveau de la mer et défend une combinaison de pratiques d'adaptation « douces », par les changements de cultures et d'usage des sols, et « dures » par les infrastructures de protection (Smajgl *et al.*, 2015). On note qu'il s'agit d'une équipe de chercheurs en sciences de l'environnement, notamment spécialistes en simulations hydrologiques, qui s'attellent à des questions de pratiques d'adaptation. Ces travaux importants posent la question des croisements et transferts de méthodes et d'outils d'un champ disciplinaire à l'autre pour aborder des sujets transdisciplinaires.

Parmi ces travaux, certains choisissent de mettre en avant la capacité d'adaptation des populations par les ajustements des pratiques agricoles, la diversification des sources de

revenus, et le recours aux réseaux interpersonnels pour partager les risques à l'échelle communautaire. D'autres mettent l'accent sur la grande vulnérabilité de ces populations qui sont susceptibles de combiner vulnérabilité environnementale, sociale et économique. On comprend donc la grande portée politique de telles études. La pertinence et l'efficacité des politiques publiques environnementales mises en œuvre dans le delta du Mékong sont étudiées aussi bien par les sciences sociales et politiques que par les sciences environnementales. Beaucoup se centrent sur les questions de gestion des sols et de gestion des risques (Digregorio *et al.*, 2016 ; Lasage *et al.*, 2014 ; Thanh *et al.*, 2011). L'équipe de l'IRD menée par Alexis Drogoul pointe notamment le décalage entre les projections de changements d'usage des sols avancées par les autorités locales et les évolutions effectives enregistrées au cours des dernières décennies. Ils estiment que ce décalage est à l'origine de plans d'aménagement non adaptés (Drogoul *et al.*, 2016). Enfin, les procédures de relogement donnent également lieu à une littérature spécifique (Collins *et al.*, 2017 ; Entzinger et Scholten, 2015 ; Danh & Mushtaq, 2011). Fiona Miller souligne notamment la nécessité de davantage considérer le maintien des liens sociaux et l'intégration économique sur les sites de relogement (Miller, 2019).

I.4.5. Le delta du Mékong, « *hotspots* » des migrations en contexte de changements environnementaux ?

Par ailleurs, avec l'émergence sur la scène internationale de préoccupations concernant de potentielles migrations en contexte de changements environnementaux, le delta du Mékong étant déjà largement étudié pour son exposition aux aléas environnementaux, le champ de recherche naissant sur les migrations liées à l'environnement s'est penché relativement tôt sur ce territoire. D'autant plus que le delta du Mékong se caractérise aussi par une grande mobilité de sa population, sous différentes formes qu'elles soient permanentes ou ponctuelles, notamment vers les territoires voisins que sont la métropole de Ho Chi Minh Ville d'un côté et la frontière cambodgienne de l'autre.

Plusieurs auteurs ont proposé des analyses de l'expérience de la migration ou au contraire de la non-migration en lien avec des pressions environnementales dans le delta du Mékong (Bouapao, 2013 ; Smith, 2017), et ont tenté d'établir un lien entre changement climatique et migration (Van Der Geest *and al.*, 2012). En outre, avec un risque de submersion très élevé, le delta a suscité l'inquiétude des autorités vietnamiennes et plusieurs équipes de

recherche des universités publiques vietnamiennes ont aussi commencé à étudier le phénomène. Au total, on ne dénombre pas moins de 12 projets de recherche et études conduites dans le delta du Mékong vietnamien depuis la fin des années 2000 et avant le début de cette thèse en 2018, traitant conjointement des impacts du changement climatique sur le delta, des mesures d'adaptation mises en œuvre par les acteurs publics et la population, et des migrations. Il me semble important de revenir sur trois projets qui ont fait date.

Tout d'abord, entre 2007 et 2009, le projet EACH FOR était financé par la Commission Européenne et mis en œuvre dans le delta du Mékong en partenariat avec l'Organisation Internationale pour les Migrations. L'étude qui s'est concentrée sur les inondations, en s'appuyant sur une enquête qualitative relativement courte, a montré que les changements environnementaux étaient un élément déclencheur de décisions migratoires (migration interne comme internationale) lorsque les moyens de subsistance des individus étaient affectés (Dun, 2011; Warner *et al.*, 2010).

Par la suite, le projet allemand-vietnamien WISDOM (Phases I et II) mené de 2007 à 2013 a lui aussi abordé la thématique du lien entre migrations et environnement mais cette fois-ci dans un cadre plus large : le projet avait pour mission de produire un système d'informations comprenant des données sur l'hydrologie du delta, les conditions environnementales, l'usage des sols et les changements démographiques. Pour ce faire, le projet s'est concentré sur les zones péri-urbaines à l'intérieur du delta, identifiées comme « interfaces », car au point de rencontre de transformations structurelles parmi lesquelles les auteurs incluent la migration et le changement environnemental. Ils pointent notamment le flou qui entoure la limite entre le rural et l'urbain au Vietnam, et les « mosaïques hybrides » que ces territoires d'interface composent (Garschagen, Renaud & Birkmann, 2011, p.9).

Puis de 2014 à 2017, c'est le projet MECLEP, « Migration, Environnement et Changement Climatique : Preuves pour les Politiques Publiques », financé par l'Union Européenne, et là encore mis en œuvre par l'Organisation Internationale des Migrations avec un consortium de partenaires, qui s'est penché sur le sujet. Le rapport de projet met en avant la pauvreté et l'insécurité des moyens de subsistance comme les raisons principales de migrer des zones rurales du delta vers la ville de Cần Thơ, située au cœur du delta, ou la métropole de Ho Chi Minh Ville, y compris quand il s'agit de migrer suite à une opération de relogement publique qui s'avérerait insatisfaisante (Dang, Leonardelli & Dipierri, 2017 ; Chun, 2015, 2014). Les résultats soulignent la multiplicité des facteurs en jeu et l'ambiguïté qui peut exister entre facteurs environnementaux et économiques (Entzinger & Scholten, 2016). Selon cette étude, les facteurs environnementaux ne ressortent pas nécessairement parmi les facteurs de

migration identifiés par les ménages eux-mêmes, mais peuvent néanmoins être des catalyseurs indirects de migration via leur impact sur les moyens de subsistance.

A ceux-ci s'ajoute un projet conduit par l'ONG Oxfam avec l'Université de Sciences Humaines et Sociales de Ho Chi Minh Ville en 2019 portant spécifiquement sur les migrations vers Ho Chi Minh Ville. Ce travail a porté sur des migrations depuis deux provinces du delta, Đồng Tháp dans le nord, et Bến Tre sur la côte sud, vers Ho Chi Minh Ville. Un travail d'enquête principalement par questionnaire fermé a été mené sur l'ensemble des terrains, complété d'une courte série d'entretiens. J'ai pu analyser et présenter les résultats de ce travail dans un chapitre d'ouvrage de l'IRD sur les inégalités socio-économiques dans le bassin du Mékong (Jullien, Ngo Thi Thu Trang & Pulliat, 2022). En cohérence avec les études antérieures, dans ce travail également le facteur économique (revenus et opportunités d'emploi) ressort comme raison principale de migrer. Les participants ont très peu reporté les enjeux environnementaux comme des pressions les ayant poussés à partir.

Enfin, le projet GEMMES Vietnam mentionné en introduction a intégré cette question des migrations comme stratégie d'adaptation au changement climatique en finançant une partie des enquêtes menées dans cette thèse. Ce projet a eu la particularité de faire se rencontrer des équipes de recherche en sciences de l'environnement, en économie et en sciences humaines. Ce format transdisciplinaire, bien qu'encore cloisonné, représente une approche qui s'impose de plus en plus pour traiter d'un sujet, les migrations en contexte de changements environnementaux, dont les différentes facettes ne peuvent être dissociées.

Parmi les grands résultats qui ressortent de ces travaux, il faut souligner tout d'abord la grande multiplicité des facteurs qui convergent dans la décision migratoire, qu'ils soient sociaux, économiques, politiques ou environnementaux (Miller, 2019 ; Dun, 2011 ; UNDP, 2014 ; Warner et al., 2010). Ces recherches soulignent également que les ressources du ménage conditionnent fortement cette décision, aussi bien les ressources économiques, que l'accès au foncier, l'accès à l'information, les réseaux sociaux qui peuvent être mobilisés, les nouvelles technologies de communication disponibles ou encore le recours aux services publics (Van der Geest; Nguyen, Grote & Sharma, 2017). En ce sens, elles rejoignent les conclusions des recherches menées dans des contextes géographiques différents : la migration requiert un certain capital, elle est donc hors d'atteinte pour une portion de la population (Kniveton, Smith & Wood, 2011).

I.4.6. La côte centrale du Vietnam, l'autre terrain des migrations en contexte de changements environnementaux

La focale résolument placée sur le delta du Mékong ne doit pas faire oublier que certaines études se sont également intéressées aux cas de migrations potentiellement environnementales dans d'autres zones du Vietnam et en particulier sur la côte centrale (Haemmerli *et al.*, 2016). En effet, celle-ci est certainement le second territoire du pays sur lequel la question des impacts du changement climatique se pose de manière la plus pressante. En effet, la région est très fortement exposée aux typhons qui la frappent annuellement au moment de la mousson. Entre autres choses, le changement climatique devrait amener une intensification des typhons les plus violents. Les températures grimpent aussi de manière alarmante, les épisodes de sécheresse se multiplient, mais également le volume des précipitations annuelles. L'alternance de sécheresses sévères et de précipitations violentes est particulièrement dommageable pour les récoltes et dangereuse pour les populations. Or les projections du Ministère Naturel des Ressources et de l'Environnement vietnamien anticipent que ces tendances vont aller en s'empirant (Tran *et al.*, 2016). Comme pour le delta, je développerai plus en détails les conditions environnementales de la côte centrale dans le chapitre IV.2.

La très forte exposition aux aléas naturels d'une part, et le taux particulièrement élevé de pauvreté dans cette région agricole interrogent quant aux capacités d'adaptation des territoires et des habitants. Dans cette région fortement exposée à des aléas saisonniers violents, la quasi-totalité de la population vit du secteur primaire à travers l'agriculture, la pêche et la sylviculture. De fait, la côte centrale est un foyer de migrations internes au même titre que le delta du Mékong. En effet, la région socio-économique du Centre Nord et de la Côte Centrale, qui comptait 20,2 millions d'habitants en 2019, soit 21% de la population nationale sur 29% de la superficie du pays, connaissait alors le second taux d'émigration parmi les six régions socio-économiques (3,0%), et le deuxième plus bas solde migratoire (-2,5%) (GSO, 2020). Ainsi, plusieurs études se sont penchées sur les flux d'émigration issus de cette région et leur possible connexion aux pressions environnementales.

La côte centrale a d'ailleurs parfois été mise en regard avec le delta du Mékong sur ce sujet, mais le plus souvent dans le cadre d'études de plus petite envergure. Koubi et collègues (2016) ont choisi d'étudier des flux depuis le delta du Mékong et la côte centrale du pays vers d'un côté Ho Chi Minh Ville et de l'autre Hanoi. Ce travail leur a permis de montrer que les

événements rapides et relativement courts (en l'occurrence les tempêtes) étaient significativement plus en mesure de mener à une décision de migrer, alors que les événements lents ou de long-terme (comme l'élévation du niveau de la mer) semblaient avoir très peu d'influence. Ainsi le contexte du Vietnam central a permis de mettre la lumière l'importance de la vitesse de l'aléa, réelle et perçue. Ce résultat rejoint ceux d'autres travaux hors du Vietnam (Berrang-Ford, Ford et Paterson, 2011).

L'équipe de recherche de Nguyen, Raabe et Grote a également mené une étude quantitative significative sur trois années, 2007, 2008 et 2010, auprès de 2 200 ménages ruraux dans trois provinces de la côte centrale (Đắk Lắk, Thừa Thiên Huế et Hà Tĩnh) et 299 migrants à Ho Chi Minh Ville et Hanoi. Sur la base d'une approche économétrique, ils ont confirmé l'hypothèse que la probabilité de migrer diminue à mesure que les opportunités d'emploi au lieu d'origine augmentent. Surtout, ils retirent comme conclusion de leur enquête que la migration du rural vers l'urbain dans une recherche d'emploi est une stratégie possible pour les ménages confrontés à des chocs agricoles ou économiques tels que les sécheresses, les inondations, la perte d'un emploi ou l'endettement (Nguyen, Raabe & Grote, 2015).

I.4.7. Défis méthodologiques

Les travaux mentionnés montrent bien l'intérêt croissant des milieux académiques vietnamiens et internationaux, ainsi que des autorités vietnamiennes pour le sujet des migrations en lien avec les conditions environnementales dans le sud du Vietnam, largement exposé aux impacts du changement climatique. Mais il ressort de ce panorama que les méthodologies mises en œuvre peinent à renseigner finement le phénomène tant les paramètres à prendre en compte sont nombreux. Les particularités locales des terrains, la transdisciplinarité du sujet, la dimension extrêmement subjective des décisions migratoires sont autant de défis à relever pour apporter sa pierre à l'édifice tout en se gardant de sur-interpréter les données. La comparaison des différents périmètres d'étude retenus dans les plus grands projets menés dans le delta du Mékong traitant de la question des migrations en contexte de changements environnementaux révèle que la grande majorité d'entre eux se concentre sur la portion nord du delta, en particulier autour de la plaine des Joncs située dans la province de Đồng Tháp, comme le montre la carte des périmètres de projet ci-après (carte en figure n°4). Cette zone est particulièrement soumise aux inondations, aléa qui a attiré l'attention des chercheurs bien avant que les questions de

recherche n'intègrent le terme de changement climatique. Au Vietnam, dans un contexte politique autoritaire, où l'accès au terrain pour la conduite de recherches scientifiques est freiné par des démarches administratives lourdes, il n'est pas étonnant que les projets aient eu tendance à se concentrer sur des périmètres similaires. En effet, on peut supposer que l'organisation antérieure de projets de recherche dans certaines provinces, certains districts et certaines communes ait pu faciliter l'identification de périmètres pertinents, la communication et les procédures administratives pour les projets suivants. Néanmoins, le reste du delta est loin d'être épargné par les aléas environnementaux : la côte sud en particulier est soumise à l'érosion, à la submersion, à la salinisation et occasionnellement aux tempêtes. De plus l'intégralité du delta est concernée par un phénomène de subsidence rapide. Il y a donc un enjeu à rendre compte de la situation dans le delta de manière plus large. Par ailleurs, le cas des migrations provenant de la côte centrale ne doit pas être ignorée afin de ne pas s'enfermer trop rapidement dans le contexte spécifique du territoire deltaïque. Enfin, la plupart des travaux mentionnés s'appuient sur des données quantitatives ou bien des enquêtes qualitatives plutôt courtes. La construction de la méthode est le choix des terrains sont donc déterminants dans l'apport qui peut être fait à la connaissance du phénomène migratoire en contexte de changements environnementaux, sur ce terrain sud vietnamien spécifiquement. Ce sont ces décisions méthodologiques que je m'attache à détailler dans le chapitre suivant.

Research conducted in the Mekong Delta assessing adaptation and migration related to risk and climate change

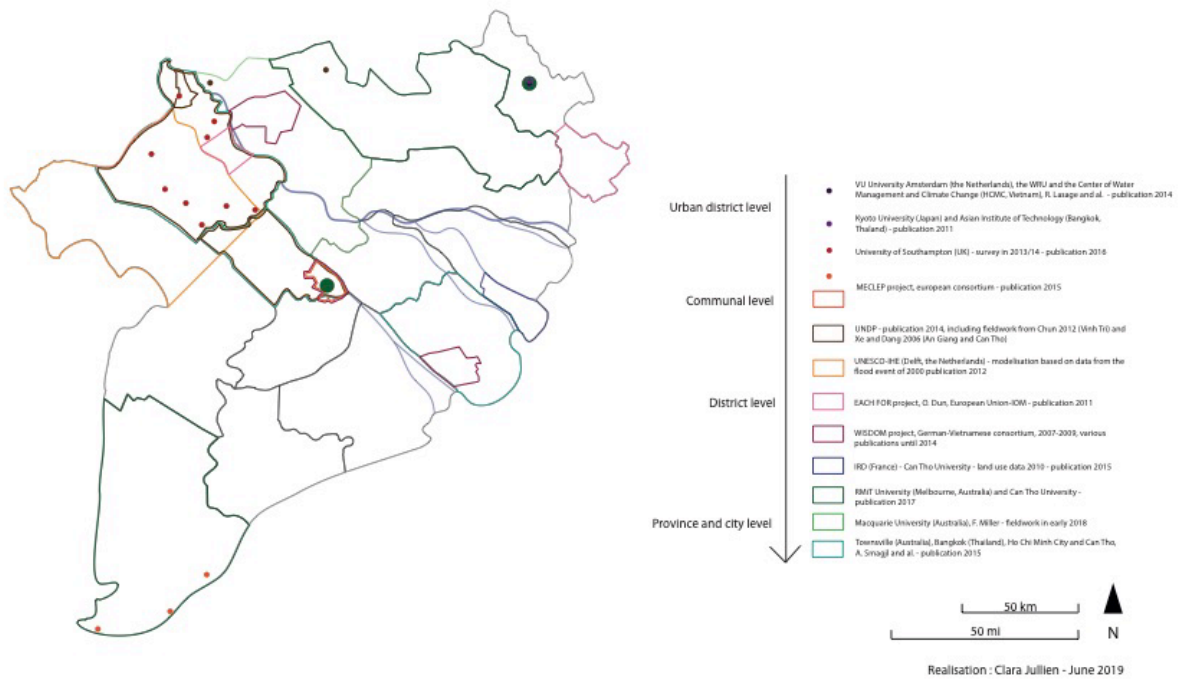


Figure n°4 : Périmètres d'étude des principaux projets de recherche sur l'adaptation au changement climatique et la migration conduits dans le delta du Mékong jusqu'à 2018.
Source : auteure, juin 2019, réalisation sous Adobe Illustrator.

Chapitre II. Méthode

II.1. La méthode qualitative multisituée	82
II.1.1. La migration interne au Vietnam : un objet qui échappe aux statistiques.....	82
II.1.2. Cadrage temporel des enquêtes	87
II.1.3. Choix des périmètres d'étude de l'enquête principale	91
II.1.3.1. District de Gò Vấp.....	91
II.1.3.2. District de Bình Tân	96
II.1.3.3. Mise en regard des deux périmètres	101
II.1.4. Choix des périmètres d'étude des enquêtes secondaires	103
II.1.4.1. Province de Quảng Ngãi	105
II.1.4.1. Province de Bến Tre	109
II.1.4.2. Province de Sóc Trăng	110
II.2. Techniques d'enquête.....	113
II.2.1. Aperçu général des enquêtes	113
II.2.2. Entrées sur le terrain.....	114
II.2.2.1. Entrée par le logement.....	115
II.2.2.2. Entrée par l'emploi.....	116
II.2.2.3. Tentative d'enquête par les médias sociaux	119
II.2.3. Les temps et les lieux de l'enquête.....	120
II.2.3.1. La contrainte temporelle.....	120
II.2.3.2. Les lieux de l'enquête	121
II.2.4. La technique de l'entretien par récit de vie	122
II.2.5. La conduite des entretiens	127
II.3. Positionnalité	135
II.3.1. Qui suis-je à travers les yeux de l'autre ?.....	135
II.3.1.1. Une universitaire	136
II.3.1.2. Une « outsider »	137
II.3.1.3. Une jeune femme	138
II.3.2. Travailler en duo avec un interprète : la double positionnalité	139
II.3.2.1. « Cultural broker »	140

II.3.2.2. Interprétariat et interprétation.....	141
II.3.2.3. Travail d'équipe	144
II.3.2.4. De la parole au texte.....	146
II.3.3. Entretiens en période de pandémie.....	147

II.1.La méthode qualitative multisituée

Ce travail de recherche se fonde sur une méthodologie qualitative qui combine une enquête principale menée sur deux ans, de juin 2020 à janvier 2022, dans deux sites d'étude principaux situés à Ho Chi Minh Ville, et des enquêtes secondaires menées au cours des six derniers mois au Vietnam, de janvier à juin 2022. L'enquête principale se compose d'entretiens semi-directifs auprès de populations migrantes vivant dans deux quartiers périphériques de la métropole de Ho Chi Minh Ville, ainsi que d'entretiens avec des propriétaires bailleurs qui logent des migrants dans ces deux quartiers et avec des représentants des autorités locales. Par ailleurs, cette enquête en ville est complétée de trois enquêtes additionnelles dans des villages d'origine de migrants, situés dans le delta du Mékong et sur la côte centrale du Vietnam. Ces enquêtes qualitatives sont étayées de données statistiques provenant du Bureau Général des Statistiques national, ainsi que des autorités des provinces, districts, sous-districts et communes étudiés.

II.1.1. La migration interne au Vietnam : un objet qui échappe aux statistiques

Afin de rentrer dans l'explication technique de ce travail de recherche, il me semble primordial de clarifier un premier point : il s'agit d'un travail qualitatif dont l'ambition est de renseigner les expériences des flux migratoires à l'aune de l'enjeu environnemental en agrégeant et en croisant les récits individuels. Il vise à saisir la migration, objet mouvant et subjectif, par la multitude de visages qui la portent et d'histoires qui la racontent. Il ne vise pas à démontrer par les chiffres l'existence de « migrants environnementaux » au Vietnam. Il

m'apparaît nécessaire de poser cela par écrit car c'est une attente à laquelle j'ai fréquemment été confrontée au cours de ce travail, et ce dès les premiers mois sur place. En effet, durant les premiers terrains exploratoires, l'idée a été évoquée de croiser la carte dynamique de l'évolution des aléas naturels dans le delta, et la carte des flux d'émigration. Si des données sur l'évolution des aléas naturels dans le delta sont effectivement disponibles, notamment à la suite de travaux d'équipes de recherche hollandaises, vietnamiennes et françaises menés au cours des dernières années, l'accès aux données est plus compliqué en ce qui concerne les flux migratoires. Le projet de croiser la carte de l'évolution des aléas naturels dans le delta du Mékong et la carte des flux d'émigration s'est très vite avéré inopérant, et avec lui celui de mettre au jour une éventuelle corrélation statistique. J'explique les raisons de cette impossibilité afin de justifier en quoi l'approche qualitative est pour moi la plus adaptée pour aborder ce sujet dans le cas du Vietnam.

Pour comprendre la difficulté à comptabiliser les migrations au Vietnam, il est nécessaire de s'arrêter un moment sur le fonctionnement du système d'enregistrement résidentiel. Je m'attache ici à décrire son fonctionnement technique et non sa portée politique, laquelle fera l'objet d'une discussion dans l'analyse.

Au Vietnam, pays socialiste, les ménages, et non les individus, sont rattachés à leur commune de résidence par un carnet de résidence, dit *hộ khẩu*. Le point central est que le statut de résidence d'un ménage se décline en deux catégories : l'enregistrement permanent (« *hộ khẩu* ») et l'enregistrement temporaire (« *tạm trú* »), anciennement quatre catégories²⁰. Tous les ménages vietnamiens résidents au Vietnam sont normalement détenteurs d'un *hộ khẩu*. Certains ménages possèdent un enregistrement temporaire dit *tạm trú*, en plus de leur *hộ khẩu*. En effet, les ménages détenteurs d'un enregistrement temporaire en ville conservent leur enregistrement permanent dans leur village d'origine. Un premier point de tension est que le *hộ khẩu* est défini pour le ménage et partagé par l'ensemble de ses membres, alors que la migration peut être individuelle, une partie du ménage restant dans le village d'origine. Un *hộ khẩu* dans un lieu peut donc à la fois être une résidence effective pour certains membres, et ne pas l'être pour d'autres. Je précise que les étrangers qui habitent au Vietnam possèdent uniquement un *tạm trú*, et ne sont pas pris en compte dans les statistiques démographiques et migratoires. Le système d'enregistrement résidentiel est discuté plus en détail dans le chapitre IV.2.2.

²⁰ Les anciennes catégories KT1, enregistrement permanent, et KT2, enregistrement permanent quand le ménage réside dans un *phường* différent de celui de son enregistrement, composent aujourd'hui la catégorie enregistrement permanent. Les catégories KT3, enregistrement temporaire de long-terme, entre 6 et 12 mois, renouvelable, et KT4, enregistrement temporaire de court-terme, moins de 6 mois, composent à présent la catégorie enregistrement temporaire.

J'en viens maintenant à la manière dont cette classification intervient dans la comptabilisation des migrants. Une partie des flux de population internes sont effectivement dénombrés dans les statistiques publiques. Mais ces données ne prennent en compte que les migrations « officielles », celles qui donnent lieu à un changement d'enregistrement résidentiel, le *hộ khẩu*. En effet, les taux d'émigration et d'immigration présentés dans les recensements officiels du Bureau des Statistiques gouvernemental représentent le nombre d'individus résidents dans une unité territoriale dont la résidence permanente se trouvait dans une autre unité territoriale cinq ans auparavant, en proportion de la population de l'unité territoriale considérée (GSO & UNFPA 2010). Pour être comptabilisés, les individus doivent en outre être âgés de cinq ans ou plus au moment du recensement. Échappent au recensement tous les migrants qui ne modifient pas leur enregistrement résidentiel, et restent enregistrés de manière permanente dans leur village d'origine, c'est-à-dire la grande majorité des migrations, en particulier de courte ou moyenne durée. Ces migrants sont connus des autorités locales en ville, et sont déclarés auprès de la police locale sous un enregistrement temporaire. En effet, les chiffres qui reflètent de la manière la plus proche les flux migratoires internes sont ceux des registres tenus par la police des *phường*²¹ ou des communes. Les individus comptabilisés comme migrants dans les chiffres officiels détenus par la police sont ceux présents à Ho Chi Minh Ville au titre d'un enregistrement temporaire, *tạm trú*. Ils ne sont donc pas les mêmes que ceux donnés comme flux migratoires dans les rapports de recensement. Echappent aux registres de la police les migrants qui ne demandent pas d'enregistrement temporaire à l'arrivée, même si ceux-ci semblent minoritaires, car l'enregistrement temporaire est théoriquement nécessaire pour louer un logement.

Dans ce travail de recherche, je m'appuie sur une notion du terme migrants qui, sur le plan statistique, coïncide bien plus avec la détention d'un enregistrement temporaire à Ho Chi Minh Ville, qu'avec un changement récent d'enregistrement permanent. Les données des registres de *tạm trú* ne sont malheureusement pas rendues publiques et n'ont pu être obtenues que pour les *phường* du district de Bình Tân à Ho Chi Minh Ville. Parallèlement, les migrants détenteurs d'un *tạm trú* dans un lieu sont censés déclarer également leur absence dans leur commune d'origine. Ces données sont elles aussi confidentielles. Elles ont pu être obtenues auprès de certaines communes rurales étudiées de manière ponctuelle, ou parfois sous forme d'estimations, et sont donc difficilement mobilisables dans l'analyse.

²¹ Les *phường* correspondent aux subdivisions territoriales officielles des districts urbains. On pourrait les traduire par « quartiers » pour rendre compte de leur échelle spatiale, à la différence que ce sont des découpages administratifs officiels.

Les données statistiques publiques ne permettent donc pas d'avoir un ordre de grandeur juste du nombre de migrants. A titre d'exemple, la population de Ho Chi Minh Ville s'élève en 2019 officiellement à 9 millions d'habitants (GSO, 2020), mais officieusement des estimations beaucoup plus élevées de l'ordre de 13 millions d'habitants circulent. Ces 4 millions supplémentaires correspondraient à des migrants enregistrés temporairement ou non enregistrés. Sur l'origine de cette estimation, je n'ai aucune certitude. Néanmoins, les enregistrements auprès de la sécurité sociale, aujourd'hui découplés de l'enregistrement résidentiel, seraient une source d'information pour établir cette estimation.

J'ai réfléchi à d'éventuelles autres méthodes permettant d'estimer une population migrante, notamment l'analyse d'images satellitaires. En effet, l'évolution d'une tâche urbaine vue du ciel permet de donner une indication sur le processus d'urbanisation en cours et donc sur l'évolution démographique qui l'accompagne. Mais, d'une part, cette méthode ne permet pas aisément de prendre en compte la densification, en particulier par l'édification d'immeubles de grandes hauteurs. D'autre part, elle est contrainte de se fonder sur des moyennes de tailles de ménages et de fécondité, et laisse donc une marge d'erreur importante. Enfin, et surtout, cette méthode ne renseigne que sur les flux d'immigration et non sur les flux d'émigration, qui plus est uniquement à l'échelle de l'agglomération. En effet, par ce biais on peut avoir une idée de l'ampleur de l'immigration dans une ville à travers son expansion urbaine. Cependant, dans la majorité du temps dans les territoires de départ, l'émigration de populations ne se traduit pas par la réduction du bâti. Ceci est particulièrement avéré dans les cas de décohabitation lorsqu'uniquement l'un des membres du ménage migre. Les gens partent, le bâti reste.

Je précise par ailleurs que même l'obtention des chiffres détaillés des migrations interprovinces tels que recensés par le gouvernement vietnamien n'a pas été possible. Il semblerait que par le passé, les chiffres reliant province d'origine et province de départ dans le recensement national de 2009 aient été rendus publics. Ngo Thi Thu Trang dans sa thèse de géographie sur la périurbanisation à Ho Chi Minh Ville avait notamment pu réaliser une carte à l'échelle nationale sur la base de ces données représentant la distribution de l'origine des migrants qui se trouvaient à Ho Chi Minh Ville (voire carte en annexe n°2 extraite de Ngo, 2014, p.253). Malheureusement, il semble que l'accès à ces données est désormais restreint, et ces chiffres détaillés ne sont plus disponibles pour le recensement de 2019. Seules les données migratoires en stock et en taux par provinces sont accessibles, sans les trajectoires du point de départ au point d'arrivée.

Dans ce contexte, une approche résolument ancrée sur le terrain, nourrie d'entretiens approfondis avec les migrants eux-mêmes, leurs proches restés au village, et les autorités

locales des territoires de départ comme des territoires d'arrivée, m'a semblée la plus complète et la plus à même de rendre compte de ce phénomène migratoire aux contours flous. Je peux à présent détailler les choix méthodologiques qui ont été faits. Deux étapes sont clefs dans le montage du protocole de recherche : dans un premier temps, la définition des périmètres d'étude, et dans un second temps, l'élaboration des techniques d'enquête mises en œuvre.

L'approche multisituée adoptée dans ce travail s'inspire du travail pionnier de l'anthropologue George E. Marcus qui en 1995 constatait l'émergence d'une « ethnographie multisituée » dans laquelle le chercheur suit les individus, les objets, les symboles, les histoires (biographiques pour certaines) ou encore les conflits. Selon George E. Marcus, « la recherche multisituée est conçue autour de chaînes, de chemins, de fils, de conjonctions ou de juxtapositions de lieux dans lesquels l'ethnographe établit une forme de présence physique littérale, avec une logique explicite et postulée d'association ou de connexion entre les sites qui définit en fait l'argument de l'ethnographie » (Marcus, 1995). Je précise que je m'inspire de cette posture plutôt que je ne l'applique pleinement car je ne considère pas, dans ce travail de géographie, avoir mené une ethnographie. Je détaille ce point dans le corps de ce chapitre au moment d'explicitier la méthode de l'entretien par récit de vie (section II.2.3.)

L'approche multisituée s'avère particulièrement pertinente pour aborder un sujet tel que la migration. Par définition, circonscrire la recherche à un site unique ne permet de rendre compte que d'une portion du phénomène migratoire. Regarder tout à la fois le territoire d'arrivée et celui de départ donne une vision plus complète des trajectoires possibles. Par ailleurs, regarder plusieurs territoires d'arrivée et de départ permet de saisir le phénomène de manière plus nuancée et offre matière à la comparaison. Virginie Baby-Collin et Geneviève Cortes soulignent bien la différence entre approche multisituée et approche comparative. Selon elles « alors que la comparaison juxtapose des espaces ou des situations distincts pour en démêler les traits communs et les spécificités, la démarche multi-située implique l'analyse des liens existant entre les lieux, les objets ou les acteurs, plaçant ainsi le relationnel au centre. » Mais elles précisent également que les deux approches ne s'excluent pas et que la comparaison peut « se déployer en arrière-plan d'une démarche multi-située, au sens de relationnelle », de manière à « augmenter la compréhension des sites, des contextes, et des relations observées entre les lieux » (Baby-Collin & Cortes, 2019, p.11). C'est l'ambition de ce travail.

Multiplier les points de vue est particulièrement utile pour aborder la question migratoire car le récit migratoire *a posteriori* se teinte de la réécriture qu'implique l'exercice de se replonger dans son passé. La personne qui se raconte est tentée, consciemment ou non, de recréer une cohérence dans son parcours, d'omettre ou de survaloriser certains éléments pour

apparaître sous son meilleur jour. Les récits recueillis sont alors reçus pour ce qu'ils sont, des expressions subjectives d'expériences personnelles. La méthode multisituée consiste à compenser partiellement cette subjectivité en la complétant de récits non moins subjectifs exprimés depuis d'autres points de vue : une autre situation géographique, une autre position sociale, une autre place dans le schéma familial... C'est ce que j'ai fait en combinant cinq enquêtes qualitatives : deux principales menées dans deux quartiers périphériques de Ho Chi Minh Ville en tant que territoires d'arrivée des migrations entre juin 2020 et janvier 2022, et trois secondaires réalisées dans des zones rurales de départ dans le delta du Mékong et sur la côte centrale de janvier à juin 2022.

II.1.2. Cadrage temporel des enquêtes

Afin d'établir cette méthodologie, un premier terrain exploratoire a été réalisé en amont. En décembre 2018, je me suis rendue une semaine à Ho Chi Minh Ville et à Cần Thơ, dans le delta du Mékong, pour établir des contacts avec les universités locales (voir carte des provinces du delta en figure n°5). C'est ensuite en septembre 2019 que je suis allée m'installer à Ho Chi Minh Ville pour réaliser mon travail de terrain. Un premier aperçu du delta du Mékong a été recueilli lors de trois séjours courts dans le delta du Mékong entre septembre et novembre 2019. Ces séjours exploratoires avec d'autres chercheurs, dont l'un dans le cadre du projet Gemmes Vietnam, ont permis de mettre un premier pied dans le delta et de découvrir rapidement certaines de ses provinces (Cần Thơ, Hậu Giang, An Giang, Cà Mau) et certains des enjeux environnementaux, sociaux, économiques et fonciers qui s'y posent. L'intérêt principal de cette première découverte du delta du Mékong à mon arrivée au Vietnam a été d'observer effectivement les changements environnementaux à l'œuvre dans le delta. Salinisation, érosion, inondation sont devenus des phénomènes concrets et tangibles, loin des descriptions scientifiques qui, au regard de mon expérience, ne renvoyaient jusqu'alors à rien de vécu (voir image aérienne du delta en figure n°6). Par ailleurs, ces premiers mois d'observation ont aussi servi à explorer Ho Chi Minh Ville et à identifier des possibles quartiers d'étude. Il était prévu que l'enquête proprement dite démarre début 2020.



Figure n°5 : Carte des provinces du delta du Mékong avec également la province voisine de Ho Chi Minh Ville selon ses limites antérieures au redécoupage territorial de 2025.
Source : <https://bandotreotuongkholon.com/wp-content/uploads/2019/07/ban-do-dong-bang-song-cuu-long.jpg>.



Figure n°6 : Image aérienne de la côte sud du delta du Mékong, octobre 2019. Source : photographie de l’auteure, octobre 2019.

Avant de rentrer dans le détail de la présentation des terrains d’étude retenus, il est important de préciser la temporalité de cette prise de décision et de rappeler un événement majeur qui a directement ou indirectement conditionné l’ensemble du travail de terrain : la pandémie mondiale de Covid 19 en 2020. Une remise en contexte s’impose.

Nous sommes en janvier 2020. J’ai réalisé mes observations exploratoires au cours des mois précédents. J’atterris à Ho Chi Minh Ville après un court retour en France de trois semaines, et je m’apprête à reprendre contact avec l’Université des Sciences Sociales et Humaines de Ho Chi Minh Ville pour mettre en place mes conditions d’enquête. Le 2 janvier 2020, en passant le poste de contrôle aux frontières de l’aéroport de Ho Chi Minh Ville, j’étais loin d’imaginer que mon passeport ne verrait pas de tampon de sortie avant l’été 2022. La nouvelle commence alors à s’ébruiter qu’un virus nouveau se répand en Chine. En février 2020, le Vietnam ferme ses frontières et met en place les premières mesures de distanciation sociale. C’est le début de la pandémie de Covid 19. Un état de vigilance s’installe, un premier confinement court est imposé en mars et des mesures de distanciation renforcées enjoignent les populations à ne pas sortir de chez elles. Mon enquête qui était sur le point de démarrer est repoussée. Si ces mesures sont rapidement assouplies, la conduite d’un terrain reste cependant compromise pour quelques mois. Les populations continuent à limiter leurs sorties, tandis que

les autorités locales se montrent méfiantes, en particulier vis-à-vis des étrangers. L'enquête de terrain commence finalement au début du mois de juin 2020, après que les lettres de recommandation de recherche aient pu être délivrées par l'Université de Sciences Sociales et Humaines et que j'ai pu trouver une interprète.

Un autre terrain de recherche était initialement prévu dans la ville de Cần Thơ, au centre du delta du Mékong. Le but était de comparer cette grande ville secondaire avec la métropole de Ho Chi Minh Ville en prenant en compte leurs positions respectives dans des parcours migratoires de populations rurales originaires du delta. C'est également dans cette optique là que les premières visites de terrain se sont orientées vers le delta et vers Cần Thơ en particulier. Cependant, la méthodologie de recherche a dû être revue à l'aune de la pandémie et de son impact sur les déplacements. En effet, à partir de février, la pandémie a rendu impossible les déplacements d'une ville à l'autre jusqu'au mois de juin environ. Néanmoins, durant l'été, ces déplacements restaient déconseillés, particulièrement en juillet lorsque le spectre d'une seconde vague initiée à Đà Nẵng s'est dessiné, avant de s'évaporer aussitôt suite à la mise en quarantaine de la ville. Dans ce contexte, il a été décidé autour de mars de se concentrer en priorité sur Ho Chi Minh Ville. L'enquête à Ho Chi Minh Ville implique déjà plusieurs terrains d'étude. J'ai donc jugé préférable de mettre à profit l'opportunité de faire du terrain tant que cela était possible. En effet, ce terrain de recherche est mené à un moment où, à l'échelle internationale, il est très difficile de réaliser des travaux de terrain. Dans ce contexte relativement privilégié, j'ai décidé de mener d'abord les terrains de recherche à Ho Chi Minh Ville. Le travail à Cần Thơ a finalement été abandonné, mais une autre forme de recherche multisituée a été privilégiée : les enquêtes dans les zones de départ des migrants. Celles-ci n'ont pu être menées que deux ans plus tard, en 2022.

C'est à l'aune de ce contexte sanitaire inattendu qu'il faut comprendre mon protocole d'enquête et la manière dont les décisions ont été prises, au gré des fluctuations de la situation sanitaire, de l'état de crispation de la sphère politique sur le sujet, et du degré d'inquiétude et d'incertitude ambiant vis-à-vis de la propagation du virus. Le sujet et le protocole d'enquête ont été pensés, puis la pandémie s'est installée, et tout a été revu. A noter qu'il est tout à la fois ironique et significatif que ce mot d'incertitude, qui s'est imposé comme une notion centrale dans la conceptualisation de ce travail de recherche au fil des mois de terrain, soit également devenu une caractéristique omniprésente de mes conditions de travail.

La temporalité entre l'enquête et la pandémie n'aurait pas pu coïncider davantage : les frontières du pays ont fermé un mois après mon entrée en janvier 2020, et ont rouvert en mai 2022, un mois avant mon départ en juin. Dans l'intervalle, je ne pouvais pas quitter le pays au

risque de ne pouvoir y retourner. Il me fallait donc terminer mon enquête, quitte à patienter sur place jusqu'à ce que les conditions me permettent d'accéder au terrain, avant de retourner en France. Le plan initial, qui consistait à passer une année académique au Vietnam avant de rentrer en France pour analyser les données, puis d'y retourner, s'est ainsi transformé en une présence sur place de près de trois ans. Ce changement de programme a eu des intérêts certains : une exposition prolongée à la culture vietnamienne, et une pratique prolongée de la ville étudiée, ainsi qu'une visibilité rare sur l'expérience de la pandémie à Ho Chi Minh Ville. Autant d'éléments qui m'ont permis de collecter le matériau de recherche que je vous présente dans ce manuscrit. Mais ce changement a également eu un inconvénient majeur : l'impossibilité durant trois ans de prendre une distance (géographique) avec le terrain, qui a repoussé ma capacité à prendre le recul que j'aurais souhaité par rapport à ce matériau et à le considérer dans son ensemble. Plusieurs années de réajustement académique et personnel en France ont donc succédé aux trois ans passés au Vietnam. Ce cadrage temporel étant posé, je peux à présent exposer les différents terrains d'étude choisis.

II.1.3. Choix des périmètres d'étude de l'enquête principale

II.1.3.1. District de Gò Vấp

Le premier terrain d'étude se trouve dans le district de Gò Vấp situé en périphérie nord-ouest par rapport au centre de Ho Chi Minh Ville (voire carte en figure n°7). L'idée de départ de ce travail ne consistait pas à étudier des quartiers périphériques de la métropole mais bien à cibler des migrants. C'est la localisation des migrants identifiée au fil des premiers mois à Ho Chi Minh Ville, des échanges avec des chercheurs locaux et étrangers, des lectures et de la découverte de la ville qui a conduit à fixer l'enquête dans deux quartiers de la périphérie ouest de Ho Chi Minh Ville par rapport au centre-ville. Le centre de Ho Chi Minh Ville n'est pas aisément identifiable tant le fonctionnement par district dessine une forme urbaine polycentrique. Les districts 1, 2, 3, 5 et 7 forment autant de centralités aux fonctions et aux usagers différents. Néanmoins, je choisis ici de fixer le centre de Ho Chi Minh Ville dans le district 1 où se trouve la majorité des pôles commerciaux, institutionnels et politiques.

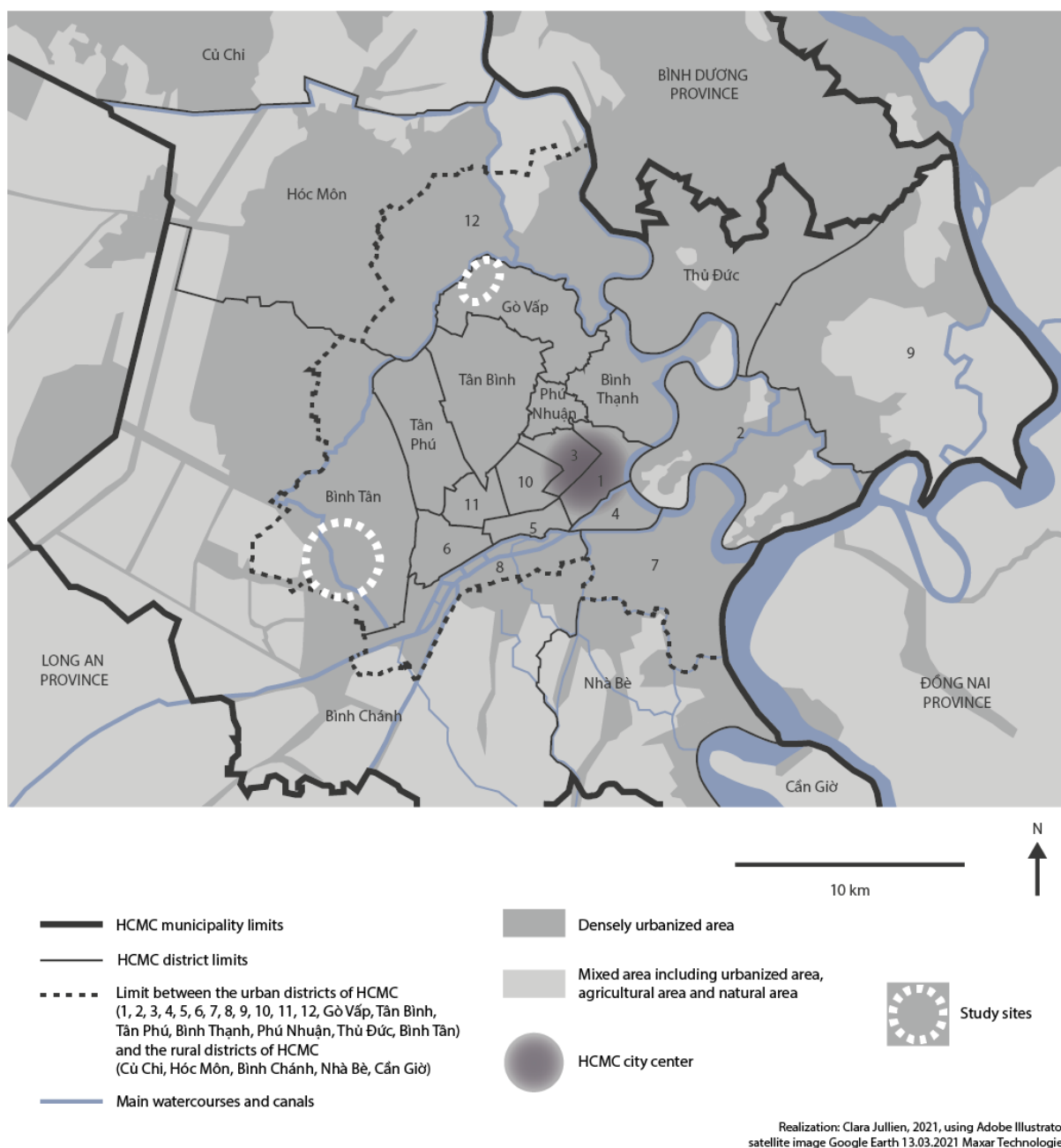


Figure n°7 : Localisation des sites d'étude dans les districts de Gò Vấp et de Bình Tân, Ho Chi Minh Ville. Source : auteure, 2021, réalisation sous Adobe Illustrator, sur la base d'une image satellitaire de Google Earth du 13 mars 2021.

Gò Vấp est un district récemment urbanisé, en particulier dans sa frange ouest. Il connaît actuellement une densification importante et attire de nombreux investissements dédiés principalement à des opérations immobilières de résidentiel haut de gamme. Le tissu urbain de Gò Vấp se compose ainsi d'un bâti dense sous la forme de maisons tubes, et de quelques complexes résidentiels de plus grandes hauteurs. L'image satellitaire en figure n°8 montre la

densité du bâti. Gò Vấp abrite quelques résidences fermées récentes dont certaines imitent des codes d'architecture classique européenne. Entre les rues et ruelles de maisons tubes se nichent par ailleurs un tout autre type de bâti : des rangées de petits logements mitoyens sur un niveau de médiocre facture. Dans ce district anciennement rural, on observe en effet une forte densification du bâti à l'échelle des parcelles par la construction de logements à louer attenants aux maisons principales occupées par leurs propriétaires. A Gò Vấp, on voit ainsi les dents creuses de la ville se remplir rapidement, et le front d'urbanisation progresser vers l'ouest. Ce développement urbain et l'intérêt des promoteurs pour le foncier disponible non loin du centre ont alimenté une hausse rapide des prix fonciers et immobiliers. Situé à 14 km environ du district 1, le district de Gò Vấp dont l'intégration fonctionnelle à la ville-centre de Ho Chi Minh Ville est encore récente ne correspond pas à la limite de l'extension de l'agglomération. Il est bordé au nord et à l'ouest par le district 12, encore plus récemment urbanisé, aux densités plus faibles et aux prix fonciers plus bas. Plus loin à l'ouest, le district rural de Hóc Môn compose la frange périurbaine de l'agglomération.



Figure n°8 : Image satellitaire du secteur nord-ouest du district de Gò Vấp, novembre 2020. Source : Google Earth.

Gò Vấp a été sélectionné avant tout en raison de son solde migratoire positif, d'une part, et de sa forte densité, d'autre part. Avec 664 553 habitants en 2018, il constitue le troisième district le plus peuplé de Ho Chi Minh Ville. De plus, il gagne continuellement de la population depuis 2010. Par ailleurs, avec 33 682 habitants au km² en 2018, il fait partie des districts denses de la ville, ce qui le différencie des autres grands districts urbains fortement peuplés comme Bình Tân ou encore le district 12. L'étude de ce district vise à analyser un quartier périphérique, attractif et dense. Deux éléments permettaient également de supposer avant le début de l'enquête que Gò Vấp abritait des populations migrantes. Premièrement, les logements construits par les propriétaires locaux sur leurs parcelles sont repérables depuis la rue par des affichettes annonçant « chambre à louer, » et c'est par ce biais qu'ils trouvent preneurs auprès des migrants récemment arrivés en ville. Bien qu'ils ne leur soient pas réservés, ces logements locatifs sont largement destinés à la population migrante de Ho Chi Minh Ville. Deuxièmement, le district de Gò Vấp compte plusieurs grandes usines dont la main d'œuvre est essentiellement migrante.

Néanmoins, Gò Vấp est un district relativement grand (19,73 km² soit le 9^{ème} en termes de superficie sur les 19 districts urbains) qui compose un continuum de la centralité urbaine à l'est (limite avec Phu Nhuan) à la périphérie urbaine à l'ouest (limite avec le district 12). Afin de cibler les populations migrantes, le choix a donc été fait de se concentrer sur la zone nord-ouest de Gò Vấp, essentiellement les *phường* 13, 14 et 8²² (voire carte en figure n°9). Ces *phường* constituent la limite ouest du district, bordés par la rivière Tham Lương qui les sépare du district 12. Les deux *phường* 13 et 14 sont eux-mêmes séparés l'un de l'autre par la grande rue Lê Đức Thọ qui donne accès au district 12 par le pont Trường Đại. Un second pont, Bến Phận, permet également de rallier le district 12 depuis le *phường* 13 de Gò Vấp. Enfin, les deux *phường* sont longés à leur limite sud par la grande rue commerçante Phạm Văn Chiêu. Ces *phường* sont donc enclos entre la rivière et des axes de transport importants. Ils ont été sélectionnés en premier lieu pour leur position périphérique.

²² Le *phường*, désigne une unité territoriale qui correspond au sous-district urbain, dotée d'un gouvernement local, subordonné à celui du district, lui-même subordonné à celui de la municipalité de Ho Chi Minh Ville. Le périmètre d'étude n'a pas été délimité de manière stricte au sein de la zone ouest de Gò Vấp : certains participants ont été rencontrés dans des *phường* voisins (9 notamment) et un participant dans le *phường* 17.

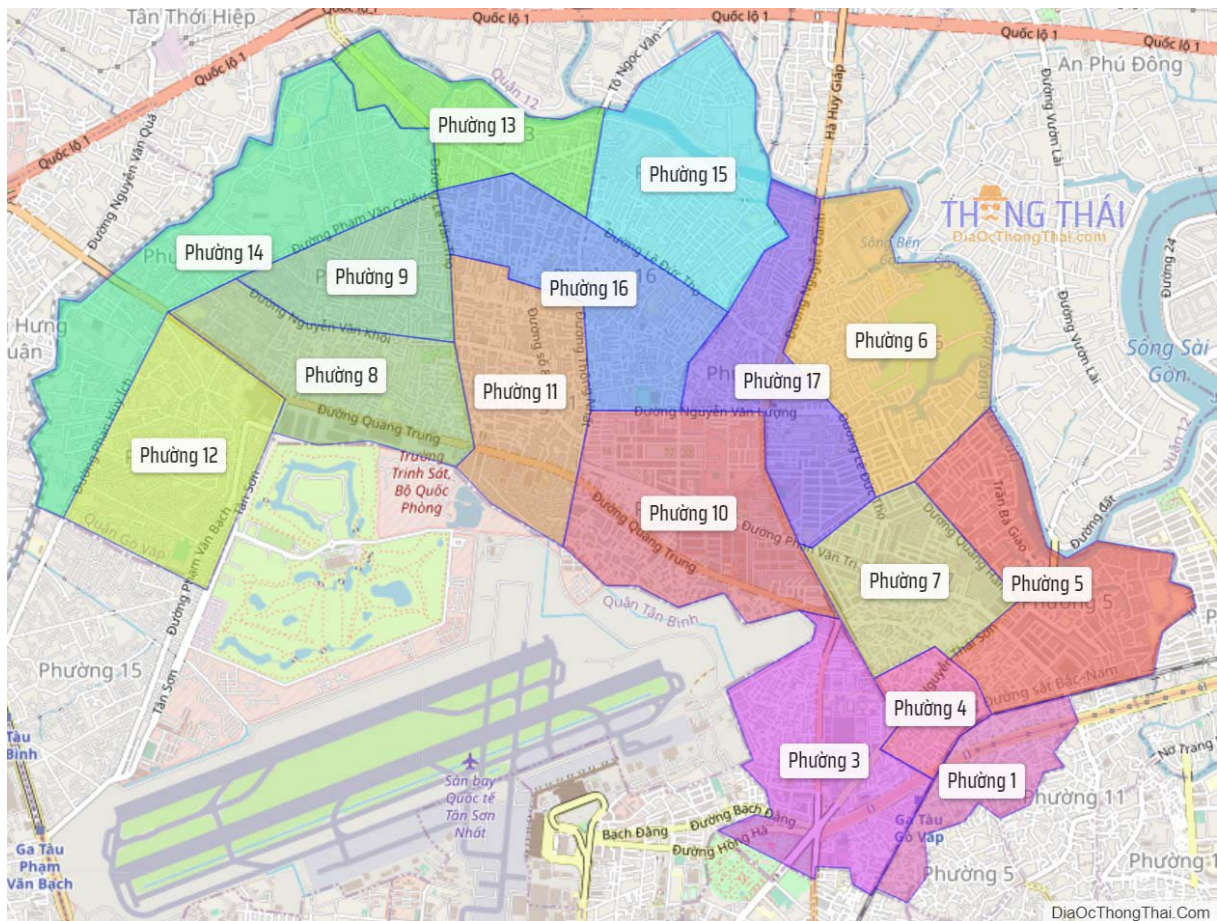


Figure n°9 : Localisation des phường de Gò Vấp, extraite d'un post en ligne du 5 avril 2024. Source : <https://diaocthongthai.com/ban-do-quan-go-vap/>

En outre, dans l'optique d'analyser le croisement entre phénomène migratoire et environnement, il était pertinent d'intégrer également le risque environnemental au territoire d'arrivée dans l'analyse, à commencer par le risque le plus visible, et quasiment omniprésent à Ho Chi Minh Ville, l'inondation. Composés en partie de terrains bas, pour certains en cours de viabilisation et de construction, les *phường* retenus sont en partie exposés au risque d'inondation. Les grands axes, comme la D53 qui longe la rivière mais également plusieurs rues commerçantes, sont très fréquemment inondés durant la saison des pluies. Ce risque d'inondation a, de fait, également contribué au choix de ces quartiers comme périmètres d'étude.

Enfin, et surtout, dans le *phường* 14 de Gò Vấp se trouve l'usine Huê Phong. Huê Phong Leather Shoes est une entreprise vietnamienne de chaussures dont le gérant est d'origine chinoise. L'entreprise a fait face à plusieurs vagues de mécontentement des salariés relayées

dans la presse et donnant lieu à des manifestations, en particulier en 2008²³. Les motifs des revendications concernent le niveau des salaires, la pénibilité du travail, les contraintes imposées (ne pas avoir d'enfant en particulier) et l'absence de biais d'expression des salariés (les décisions étant prises à l'étranger). A noter que le *turn over* des salariés est élevé. Or, avec la récente pandémie de Covid-19, l'entreprise a fait face à des difficultés importantes. En effet, il s'agit essentiellement d'une entreprise d'exportation, vers l'Europe et les Etats-Unis, qui s'approvisionne principalement en Chine. A partir de mars 2020, Huê Phong a été confrontée en même temps à une baisse de la demande et à un manque de matières premières. En conséquence, selon un article de presse du journal *Tuổi Trẻ* paru le 24 mai 2020²⁴, l'entreprise a licencié 2222 travailleurs à compter du 16 juin, soit près de la moitié de son effectif. 52 747 millions de VND (environ 2 millions d'euros à cette date) auraient été alloués aux indemnités de licenciement, destinées en particulier aux employés embauchés avant 2008.

De plus, l'entreprise propose des dortoirs aux employés. Logements à faible coût en chambre collective, ils constituent une offre de logement économique. L'interprète et moi-même avons contacté l'usine Huê Phong afin de demander à rencontrer les ressources humaines dans le cadre de notre projet de recherche, mais notre requête a été rejetée. Cette réponse négative a coupé court à mes ambitions de recherche sur les dortoirs en usine. Elle témoigne certainement d'un souci de ne pas laisser entrer de personnes extérieures dans les locaux de l'usine, en particulier en cette période tendue de licenciement. Les salariés qui ne sont pas logés en dortoirs habitent les environs de l'usine et peuplent donc les *phường* 14, 13, 8 et 9 du district de Gò Vấp, c'est pourquoi nous avons choisi d'enquêter en priorité dans cette zone.

II.1.3.2. District de Bình Tân

Le second périmètre d'étude se trouve dans le district de Bình Tân, en périphérie sud-ouest du centre de la ville. Il s'agit du district le plus peuplé de Ho Chi Minh Ville avec 771 709 habitants en 2018, et l'un des plus vastes avec 52,02 km². En conséquence, il présente une densité de population relativement faible, « seulement » 14 835 habitants par km². En comparaison avec Gò Vấp, il a l'intérêt de présenter un autre profil de quartier périphérique,

²³ *Tuổi Trẻ*, 26/04/2008, <https://tuoitre.vn/dinh-cong-tai-cong-ty-hue-phong-tphcm-can-can-thiep-manh-252763.htm>

²⁴ *Tuổi Trẻ*, 24/05/2020, <https://tuoitre.vn/lanh-dao-hue-phong-khang-dinh-cong-ty-khong-pha-san-hay-giai-the-20200524164845989.htm>

Tuổi Trẻ, 25/05/2020, <https://tuoitre.vn/lanh-dao-cong-ty-hue-phong-chung-toi-gap-kho-khan-ngoai-du-tinh-20200525075019327.htm>

fortement attractif mais moins dense (voire figure n°10). Il s'agit d'un district encore plus récemment urbanisé que Gò Vấp. S'il a continuellement gagné en population au long des dix dernières années, sa croissance démographique est particulièrement élevée au regard des autres districts. En plus d'être le plus peuplé, Bình Tân se place donc comme l'un des districts les plus attractifs. Surtout, il gagne de plus en plus vite en population. Le dynamisme démographique est donc la première raison du choix de ce terrain.

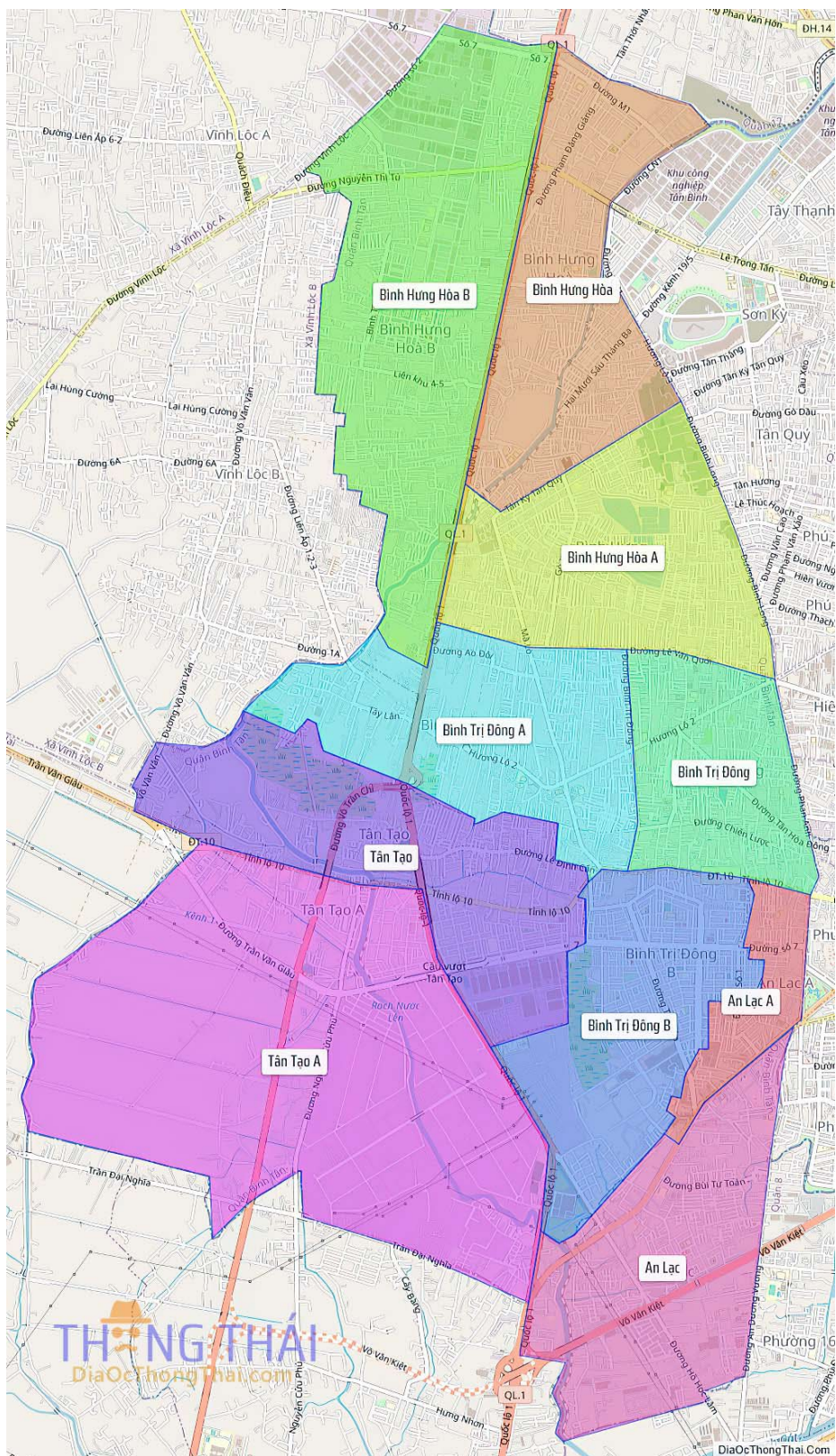


Figure n°10 : Localisation des phường de Bình Tân, extraite d'un post en ligne du 3 avril 2024. Source : <https://diaocthongthai.com/ban-do-quan-binh-tan/>.

Par ailleurs, par le biais de l'Université des Sciences Humaines et Sociales, nous avons pu avoir accès rapidement à des données statistiques provenant des autorités du district, avant même le début de l'enquête, ce qui a pu éclairer notre choix. En effet, d'après les données collectées, le district de Bình Tân compte davantage de ménages dotés d'un enregistrement temporaire que de ménages dotés d'un enregistrement permanent. En 2015, sur les 180 768 ménages enregistrés, 61 106 d'entre eux seulement étaient résidents permanents contre 119 662 résidents temporaires²⁵. Ce chiffre laisse donc supposer la présence de nombreux migrants dans ce quartier. Ces données sont déclinées à l'échelle du *phường*. Ainsi, en 2015, chacun des *phường* de Bình Tân comptaient plus d'enregistrements temporaires que permanents. Cette majorité s'échelonne de 51,8% à 86,4% suivant les *phường*. Bình Trị Đông B, Tân Tạo et Tân Tạo A sont les trois *phường* dont la part de résidents temporaires est la plus importante. Elle représente respectivement 75,2%, 75,6% et 86,4% des résidents. Ce sont également les *phường* comptant le plus de résidents temporaires en valeur absolue, à l'exception notable du *phường* Bình Hưng Hòa A, plus proche du centre, qui se trouve être de loin le *phường* le plus peuplé. En conséquence, je me concentre principalement sur ces trois *phường* Bình Trị Đông B, Tân Tạo et Tân Tạo A situés dans la zone sud-ouest de Bình Tân. Ces chiffres très utiles de la part de résidents temporaires et de résidents permanents dans la population sont détenus par la police locale en charge du maintien des registres, et conservés de manière strictement confidentielle. J'ai pu les connaître pour le district de Bình Tân grâce à l'Université des Sciences Sociales et Humaines de Ho Chi Minh Ville qui avait déjà mené une recherche sur ce district et qui avait alors déployé beaucoup d'efforts pour les obtenir. En tant que chercheuse étrangère, il m'a malheureusement été impossible d'obtenir ces données précises pour les autres terrains étudiés, à Ho Chi Minh Ville comme dans les provinces rurales.

La zone sud-ouest de Bình Tân se caractérise de plus par la présence de nombreuses industries susceptibles d'embaucher de nombreux migrants. Dans le *phường* Bình Trị Đông B en particulier, on note notamment la présence de l'entreprise taiwanaise de chaussures Pouyuen, l'un des plus gros employeurs de la ville. De même que Huê Phong, Pouyuen a connu de grandes difficultés en raison de la pandémie de Covid 19. En juillet 2020, l'entreprise Pouyuen Vietnam Co. a ainsi annoncé le licenciement de 2 786 employés²⁶. De la même façon que pour les employés de Huê Phong à Gò Vấp, je fais l'hypothèse qu'une grande part des employés de Pouyuen à Bình Tân réside à proximité de l'usine. L'usine Pouyuen à Bình Tân prend la forme d'un vaste complexe industriel au bord de l'autoroute urbaine QL1A (autoroute nationale 1 qui

²⁵ Pour plus d'informations sur ces catégories, voir chapitre IV.2.2.

²⁶ <https://vietnaminsider.vn/pouyuen-vietnam-lays-off-nearly-3000-workers-due-to-covid-19-impacts/>

traverse le pays du nord au sud). Le paysage urbain de Bình Tân est de fait bien différent de celui de Gò Vấp. L'urbanisation très récente se traduit par une urbanisation linéaire le long des voies de transport, généralement sous forme de maisons-tubes. A la différence de Gò Vấp, on trouve peu de résidences haut de gamme. En revanche, certaines grandes maisons luxueuses témoignent d'une forme de mixité sociale. Le bâti est beaucoup moins dense qu'à Gò Vấp, laissant la place à des parcelles vacantes et à de grandes percées par les voies routières. A la fin de la journée, c'est ainsi un flot continu de deux-roues qui s'échappent des portes de Pouyuen pour se déverser sur l'autoroute et se disperser dans la ville.

La zone sud-ouest de Bình Tân se trouve à 14km du centre du district 1, soit à peine plus que les 12km qui séparent le nord-ouest de Gò Vấp de ce même centre. Cependant, la dimension périphérique s'y fait beaucoup plus sentir. Les voies rapides découpent un paysage fragmenté où s'insèrent les blocs d'habitations. On trouve tout de même des rues marchandes comme la rue Trần Thanh Mại dans le *phường* Tân Tạo A Tân Tạo qui est devenue au fil des mois le cœur de l'enquête dans le district de Bình Tân. En effet, de part et d'autre de cette rue animée se déploient d'étroites ruelles composées de chambres à louer, que l'on identifie par l'architecture standardisée également observée à Gò Vấp. Par ailleurs, on trouve dans cette zone sud de Bình Tân, certains immeubles de grandes hauteurs et de qualité médiocre visiblement destinés à une population modeste. Ces immeubles ont également été repérés comme pouvant être des logements pour migrants, ce qui a été confirmé au cours de l'enquête, du moins pour les quelques immeubles étudiés.

De plus, le *phường* de Tân Tạo A présente l'intérêt d'être traversé du nord au sud par la rivière Tham Lương (celle-là même qui longe les *phường* 13 et 14 de Gò Vấp). Ce *phường* est ainsi exposé à un fort risque d'inondation. De manière général, le risque d'inondation touche l'ensemble sud du district de Bình Tân, ce qui n'a rien d'étonnant compte tenu de sa position en bordure de delta. En effet, Bình Tân situé au sud-ouest de l'agglomération de Ho Chi Minh Ville amorce la transition de l'agglomération vers le delta du Mékong. Après Bình Tân, tout le croissant sud-ouest de l'agglomération de Ho Chi Minh Ville est englobé dans le vaste district rural de Bình Chánh, limitrophe de la province de Long An qui appartient quant à elle au delta du Mékong. L'observation par image satellitaire permet également de rendre compte de cette transition de l'urbain vers le rural (voire figure n°11). Le front d'urbanisation semble ainsi se positionner dans le *phường* Tân Tạo A de Bình Tân avant de laisser place à des champs. Les terres agricoles commencent dès Tân Tạo A avant de s'étendre à Bình Chánh, traversées d'urbanisation linéaire le long des routes qui relient Ho Chi Minh Ville au delta du Mékong.



Figure n°11 : Image satellitaire du secteur sud-ouest du district de Binh Tân, novembre 2020. Source : Google Earth.

II.1.3.3. Mise en regard des deux périmètres

Le choix de la zone nord-ouest de Gò Vấp et de la zone sud-ouest de Bình Tân permet de comparer des territoires périphériques distincts, urbanisés récemment, et caractérisés par des densités différentes. Les deux quartiers bien que situés à une distance comparable du centre n'occupent pas la même position dans le continuum urbain-rural de Ho Chi Minh Ville. Gò Vấp, s'il est loin d'être un district central, présente tout de même les traits d'un quartier à forte composante urbaine et des formes de centralité locale, alors que Bình Tân porte clairement les marques d'un positionnement en marge.

Par ailleurs, le choix de ces deux périmètres n'est pas anodin compte-tenu de leur positionnement. D'une part, le développement résidentiel individuel semble aujourd'hui se concentrer dans l'ouest de l'agglomération, après la période d'investissements massifs par des promoteurs dans l'est (Thủ Thiêm dans la ville périphérique de Thủ Đức, Phú Mỹ Hưng dans le district 7), comme en témoignent les chiffres de croissance démographique par district. Cependant, il faut souligner le poids démographique grandissant du district 9 en périphérie est de Ho Chi Minh Ville, bien que celui-ci reste pour l'instant relativement peu peuplé (se référer

à la carte précédente de localisation des terrains qui présente les districts de Ho Chi Minh Ville en figure n°7).

D'autre part, le choix d'un terrain au nord et d'un terrain au sud de l'agglomération tient également à leur positionnement par rapport aux possibles zones de départ des migrations. En particulier dans le cas de Bình Tân, la proximité avec le delta du Mékong a été un critère clair de sélection dans le but de cibler des populations provenant du delta du Mékong. L'hypothèse sous-jacente est qu'une plus courte distance au village d'origine peut être un facteur simplificateur dans la migration en permettant des retours fréquents. Cette hypothèse est d'autant plus forte dans le cas de Bình Tân, que dans le district où se trouve la gare routière Miền Tây, qui regroupe tous les bus assurant la liaison avec le delta du Mékong. La gare est située dans le *phường* An Lạc, non loin des *phường* Bình Trị Đông B et Tân Tạo A.

Dans le cas de Gò Vấp, la toute relative proximité avec la région centrale du pays n'a pas été un critère dans le choix du terrain d'étude. C'est davantage la forte densité de population qui a déterminé ce choix. En revanche, il est intéressant de constater qu'au fil des entretiens, une spécificité s'est dessinée dans les trajectoires migratoires. La majorité des participants à Gò Vấp est originaire du centre du Vietnam, et quelques-uns du nord du pays. Gò Vấp semble être un foyer de migrants du centre, et Bình Tân un foyer de migrants du delta du Mékong. Cette différence d'origine géographique n'est pas un critère établi originellement. Bien sûr, les échantillons mobilisés dans cette recherche sont trop petits pour permettre une quelconque représentativité statistique. Il est donc possible que les participants rencontrés à Gò Vấp viennent du centre du Vietnam car ils ont été approchés avec un biais selon une méthode « boule de neige ». Néanmoins, comme on le détaillera ensuite, les participants ont initialement été rencontrés indépendamment les uns des autres, et proviennent de provinces très variées du Centre et du Nord. On peut donc supposer une forme de spécialisation de Gò Vấp comme lieu d'arrivée de trajectoires migratoires démarrées dans le Centre et le Nord. Cela n'exclut bien entendu en rien la possibilité de trouver d'autres foyers de migrants du Nord et du Centre ailleurs à Ho Chi Minh Ville.

II.1.4. Choix des périmètres d'étude des enquêtes secondaires

Les deux quartiers de Gò Vấp et de Bình Tân que je viens de présenter ont fait l'objet de l'enquête principale de ce travail. Mais afin d'avoir une vue d'ensemble sur les parcours migratoires, de mettre des images sur les récits, et de comprendre de manière tangible les motivations des départs et les conditions dans lesquelles ces décisions migratoires se prennent, j'ai choisi de compléter cette enquête principale par plusieurs enquêtes secondaires menées durant les derniers cinq mois de mon séjour au Vietnam. En effet, pour mener un travail de terrain en zone rurale, hors de la province de Ho Chi Minh Ville où je résidais, il m'a fallu attendre que les conditions de restriction des déplacements internes dûs à la pandémie soient levées. Les déplacements internes n'ont pas été continuellement interdits pour tous pendant toute la durée de la pandémie. Seulement certaines périodes de confinement, en particulier le confinement strict de juillet à septembre 2021, ont empêché tout déplacement. Cependant, les règles étaient plus strictes pour ce qui relevait des missions de recherche. En tant que chercheuse étrangère, il m'a fallu attendre que toutes les restrictions soient définitivement levées, et que l'on voit se profiler la fin complète des mesures sanitaires et la réouverture prochaine des frontières nationales pour que je puisse demander les autorisations de recherche requises aux autorités provinciales concernées, avec le soutien de l'Université de Sciences Sociales et Humaines de Ho Chi Minh Ville.

Mener une recherche en milieu rural, en particulier pour un chercheur étranger, requiert tout un arsenal d'autorisations qui sont plus ou moins difficiles à obtenir suivant le sujet de recherche et le territoire ciblé. Le projet de recherche est relu en amont par les autorités locales et le programme de la recherche de terrain, en particulier son itinéraire, est construit avec celles-ci. En ce sens, la nature des données collectées lors de ces enquêtes en milieu rural est bien différente de celles collectées beaucoup plus librement en zone urbaine. En outre, un policier ou un représentant du comité populaire de la commune m'a été systématiquement assigné afin de me suivre avec l'interprète dans tous mes entretiens. Mes trois enquêtes en milieu rural ont toutes été réalisées sur un temps relativement court (deux semaines puis deux fois dix jours), suivant un itinéraire précis et échelonné dans le temps, avec des déplacements très fréquents. Les autorités locales se sont montrées très réticentes à ce que je reste plusieurs jours dans une même commune. Plusieurs éléments permettent d'expliquer cette réticence : d'une part la nature du sujet sur les migrations internes qui, au Vietnam, est toujours une question sensible, d'autre part, la situation sanitaire à l'origine d'appréhensions. Enfin, ces enquêtes secondaires,

à la différence de mon enquête principale, ont été financées par le projet GEMMES Vietnam et réalisées officiellement sous mon rattachement au projet. Le projet m'a donné plus de poids et de crédibilité sur le terrain mais également plus d'attention et de méfiance de la part des autorités locales qui ont souhaité davantage contrôler mon travail que si je n'avais été qu'une jeune étudiante en doctorat. Ces trois éléments de contexte permettent de comprendre les contraintes qui ont encadré mon travail en milieu rural, et qui ont eu des conséquences sur les données collectées.

Néanmoins, je tiens à nuancer cette idée de contrainte, car la grande implication des autorités locales dans la conduite de ces enquêtes a certes bien souvent induit un biais. Il n'est pas neutre de mener un entretien avec un habitant local lorsque celui-ci est réalisé en la présence d'un policier. Toutefois, les policiers ne sont pas systématiquement restés lors des entretiens, ils se sont souvent éloignés et désintéressés de l'entretien après quelques minutes, jugeant que je ne posais pas de questions problématiques. Cela a permis à plusieurs participants de parler plus librement en fin d'entretien et de me partager des choses plus personnelles ou plus sensibles politiquement. D'autre part, dans certaines communes, certains policiers et fonctionnaires se sont avérés d'une grande aide et ont souhaité m'épauler dans ce travail en me montrant certains lieux ou en me faisant rencontrer certaines personnes. Ils m'ont aidé à trouver des participants, m'ont expliqué la géographie de la commune et ses enjeux. Certains ont ainsi compris leur mission davantage comme un guide que comme un chaperon. A la différence des provinces rurales, le cadre urbain ne requiert pas autant d'autorisations. Les lettres de soutien que m'a accordées l'Université de Sciences Sociales et Humaines de Ho Chi Minh Ville ont été suffisantes. A Ho Chi Minh Ville, en revanche j'étais une simple doctorante avec un interprète.

Les enquêtes relèvent donc d'un travail de terrain en itinérance qui met en lien différents territoires dont le point commun est d'être des zones rurales émettrices de migrations. Ces terrains courts m'ont ainsi permis d'avoir un panorama des situations qu'une partie des zones rurales du delta du Mékong et de la côte centrale traversent, des divers enjeux économiques, sociaux et environnementaux qui s'y posent et des défis auxquels sont confrontés les populations. J'ai ainsi mené un grand nombre d'entretiens auprès de familles de migrants et de migrants revenus au village. Pour des raisons pratiques, les personnes rencontrées dans les villages ruraux ne sont pas les proches des personnes migrantes rencontrées à Ho Chi Minh Ville. Il ne s'agit pas des mêmes familles, mais d'autres personnes dont les proches sont partis à Ho Chi Minh Ville. Les enquêtes dans la métropole et dans les villages sont donc indépendantes. Elles permettent de donner un aperçu de la diversité des situations.

A l'occasion de ces enquêtes, j'ai également réalisé des entretiens avec les autorités locales, des provinces ou des districts mais aussi de l'ensemble des communes visitées. Ces entretiens m'ont donné à voir la diversité des attitudes des gouvernements locaux, des ressources disponibles, des initiatives mises en œuvre et des manières dont les directives nationales sont concrétisées sur le terrain.

Les enquêtes menées en zones rurales sont au nombre de trois : une première réalisée durant deux semaines en janvier 2022 dans la province de Quảng Ngãi sur la côte centrale, une seconde menée durant dix jours en avril dans la province de Bến Tre dans l'est du delta du Mékong, et enfin une dernière de deux semaines dans la province de Sóc Trăng située plus à l'ouest sur la côte sud du delta. Les terrains à Quảng Ngãi et Sóc Trăng ont été réalisés par mon interprète et moi-même seuls. En revanche, le terrain à Bến Tre a été réalisé en équipe avec l'anthropologue Olivier Tessier de l'Ecole Française d'Extrême-Orient, accompagné d'une interprète, et une chercheuse vietnamienne de l'Université de Cần Thơ, Lê Hoàng Hải Anh.

Je précise qu'à la différence des enquêtes réalisées à Ho Chi Minh Ville, celles menées dans les provinces rurales ont été intégrées dans le projet GEMMES Vietnam et ont donc bénéficié d'un financement spécifique. Ce rattachement au projet explique aussi que les autorités locales des provinces en question se soient montrées regardantes sur mes activités, et aient souhaité contrôler l'itinéraire et les personnes rencontrées. Mais cela tient aussi plus largement à des différences de conditions de recherche entre territoires urbains et territoires ruraux au Vietnam. La réalisation d'enquêtes de terrain est beaucoup plus libre dans les villes.

Je présente ici rapidement les raisons qui m'ont fait choisir ces trois provinces pour l'étude détaillée davantage les profils de ces espaces dans les chapitres de résultats, en particulier dans le chapitre VI.

II.1.4.1. Province de Quảng Ngãi

La première province rurale visitée est celle de Quảng Ngãi, située sur la côte centrale sud du Vietnam (voire carte en figure n°12). J'ai choisi de travailler sur une province du Centre comme contre-pied au cas du delta du Mékong qui s'imposait comme le terrain d'étude le plus évident pour discuter du croisement entre migrations et climat en raison de son exposition aux risques environnementaux. Pour des raisons de calendrier, j'ai réalisé le terrain dans le Centre en premier lieu avant de me rendre dans le delta.

Quảng Ngãi est une province agricole qui comptait en 2019 1,2 millions d'habitants (GSO, 2020), dont 84% était alors en zone rurale. Elle était caractérisée par un taux relativement élevé de pauvreté multidimensionnelle dans sa population 8.4% contre 5.7% à l'échelle nationale en 2019²⁷. Dans l'ensemble il s'agit d'une province agricole en retrait à l'échelle du territoire national. Elle présente une géographie duale en lien avec sa topographie : des plaines côtières dédiées à la riziculture, aux cultures de fruits et légumes essentiellement et à l'élevage d'une part, et d'autre part, des moyennes montagnes en grande partie consacrées à de la sylviculture. Selon le Département du Développement Rural de la province de Quảng Ngãi, 90% des ménages de la province étaient impliqués dans l'agriculture, et d'après le Recensement Rural, Agricole et de la Pêche de 2016, près de 50 % des ménages ruraux de la province tiraient alors leur principale source de revenus de l'agriculture, de la sylviculture ou de la pêche contre 16% dans l'industrie et la construction et 24% dans les transports et les services (GSO, 2018a).

Dans ce cadre, la province de Quảng Ngãi a le plus fort taux d'émigration parmi les provinces de la région centrale du pays avec un taux d'émigration de 4,8% en 2019 (GSO, 2020). En outre, l'immigration y est quasiment nulle (0,6% en 2019), résultant en un solde migratoire largement négatif de -4,1%. Le fait que cette émigration se dirige vers Ho Chi Minh Ville en revanche était à vérifier car Quảng Ngãi se situe à près de 700km de la métropole. On peut supposer un lien entre cette très faible attractivité et la relative faible présence d'industries, puisque la province comptait seulement quatre parcs industriels en 2016-2017, alors que certaines des provinces voisines du centre en comptaient plus (JICA & République Socialiste du Vietnam, 2018). De fait, Quảng Ngãi est une province faiblement urbanisée. En 2009, le taux de population urbaine ne dépassait pas 14% et restait stable en 2016. Les processus d'urbanisation et d'industrialisation amorcés y progressent lentement, et la province compte un seul pôle urbain significatif, la ville de Quảng Ngãi qui comptait 260 000 d'habitants en 2019 (GSO, 2020). Un début de mise en tourisme est entamé sur la côte mais ce secteur est encore peu développé en comparaison avec d'autres côtes proches, comme celle de la province de Đà Nẵng notamment. En revanche, la côte est rythmée de petits villages de pêche, bien que la province ne compte qu'un seul port d'envergure situé tout au nord de la province, et un second un peu plus modeste dans la ville de Quảng Ngãi. Ces ports restent tout de même petits en comparaison avec d'autres ports situés sur la côte plus au sud ou au nord du pays.

²⁷ Ces chiffres sont issus directement du site internet du Bureau Général des Statistiques Vietnamien <https://www.gso.gov.vn/>

Un critère important pour choisir la province étudiée dans le Centre a été l'exposition aux aléas environnementaux. J'ai considéré plusieurs provinces, en particulier du nord au sud Thừa Thiên Huế, Quảng Nam, Quảng Trị et Quảng Ngãi. Les trois premières sont les plus fortement touchées chaque année par les typhons, qui représentent l'aléa le plus symptomatique des risques environnementaux dans le centre du pays. Quảng Ngãi en revanche est affectée plus à la marge par les typhons. Mais précisément il m'a semblé intéressant de me pencher sur une province qui voit l'occurrence des typhons violents augmenter, lesquels amènent un risque nouveau d'inondation. En particulier, la province de Quảng Ngãi a été touchée par des tempêtes violentes en octobre 2020, soit donc un an et demi avant l'enquête, qui se sont traduites par des inondations auxquelles la province est particulièrement vulnérable compte tenu de son manque de préparation et de dispositifs de gestion de l'aléa. En outre, la province de Quảng Ngãi est sévèrement affectée par des sécheresses qui touchent autant les cultures dans les plaines côtières et les fonds de vallée, que les plantations sylvicoles dans les montagnes.

La province de Quảng Ngãi a été choisie pour ses caractéristiques socio-économiques, démographiques et en termes d'aléas environnementaux. Elle a aussi eu le grand avantage d'être relativement facile d'accès car l'Université de Sciences Sociales et Humaines de Ho Chi Minh Ville avec laquelle je travaillais avait déjà un projet de recherche sur le tourisme en cours dans cette province. Dans un contexte post-confinement, où l'accès aux zones rurales pour les étrangers était encore très limité, ce lien a permis de lever quelques freins dans les démarches administratives.

J'ai souhaité observer tant des districts côtiers que des districts montagneux. J'ai donc construit avec les autorités locales un itinéraire sur deux semaines qui me permettait d'avoir un aperçu de la diversité des paysages, des aléas et des pratiques agricoles, sylvicoles et de pêche présentes sur le territoire. Les communes visitées sont représentées en noir sur la carte suivante (figure n°12).

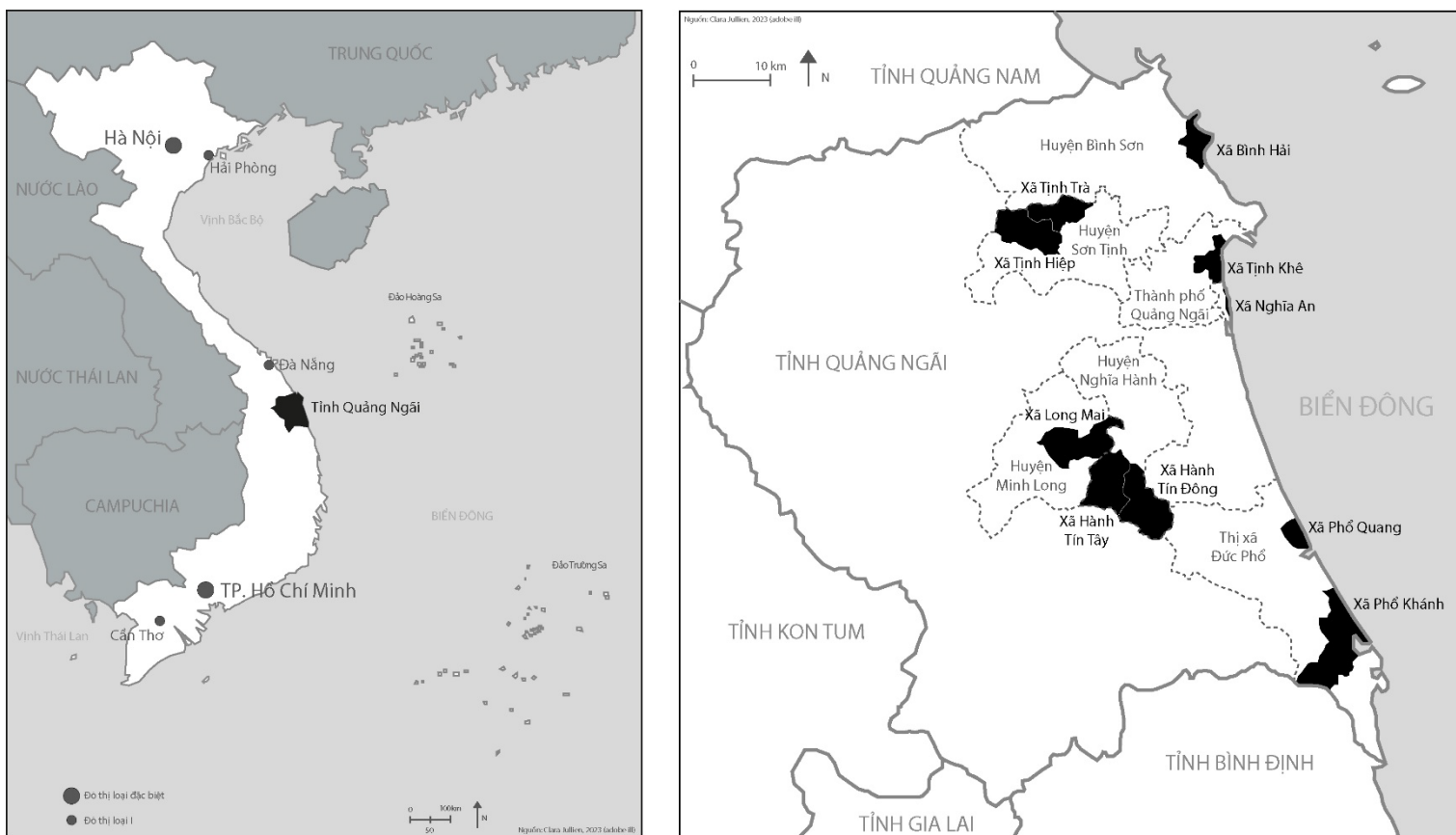


Figure n°12 : Localisation de la province de Quảng Ngãi au Vietnam, et des districts étudiés au sein de la province de Quảng Ngãi. Source : auteure, 2023, réalisation sous Adobe Illustrator.

Légende de la carte à l'échelle nationale : « Đô thị loại đặc biệt » : Ville de catégorie spéciale / « Đô thị loại 1 » : Ville de catégorie 1

II.1.4.1. Province de Bến Tre

A la suite du terrain réalisé dans le Centre, j'ai pu me tourner vers le delta du Mékong. La première province étudiée dans le delta est celle de Bến Tre. La sélection de cette province s'est faite d'une manière un peu différente des deux autres, puisqu'elle est le fruit de la mutualisation de deux terrains de recherche, l'enquête sur les migrations et les enjeux environnementaux incluant l'immobilité d'une part, et d'autre part le travail mené par Olivier Tessier sur les adaptations sur site mises en œuvre face aux enjeux environnementaux, et notamment un barrage important situé sur le fleuve Ba Lai dans le district de Bình Đại, dans la portion est de la province. La sélection du district et des communes étudiés a donc été faite en coordination avec Olivier Tessier.

La province de Bến Tre abritait une population de 1,3 millions d'habitants en 2019, dont 137 000 dans le district de Bình Đại (GSO, 2020). 90% de la population de la province est rurale, et 93% dans le district. Du point de vue des migrations, elle est particulièrement pertinente car elle se caractérise par un fort taux d'émigration (4,8%) et un solde migratoire très négatif (-3,5%) (GSO, 2020). En outre, la province de Bến Tre est relativement proche de Ho Chi Minh Ville, à 80 km à peine du centre de la métropole, ce qui facilite les connexions. Il s'agit donc d'une province d'émigration, mais à la différence de Quảng Ngãi, Bến Tre est aussi caractérisé par une attractivité assez importante qui se reflète dans une immigration non négligeable de 1,3% en 2019. Elle bénéficie en particulier d'un parc industriel déjà plutôt développé, et d'une spécialisation économique dans des secteurs particuliers en agriculture et en aquaculture, la culture de la noix de coco d'une part, et surtout l'élevage de la crevette. A titre de comparaison avec Quảng Ngãi, d'après le Recensement Rural, Agricole et de la Pêche de 2016, près de 57% des ménages ruraux de la province tiraient alors leur principale source de revenus de l'agriculture, de la sylviculture ou de la pêche, contre 18% dans l'industrie et la construction et 21% dans les transports et les services (GSO, 2018a).

L'élevage de crevettes y est possible du fait de la forte salinisation de ce territoire. A l'inverse la riziculture y est beaucoup plus compliquée. L'avancée du front de salinisation dans les terres et les cours d'eau de la province représente l'enjeu principal de ce terrain largement irrigué dans lequel se distinguent zones d'eau salée et zones d'eau douce. La province de Bến Tre s'est donc imposée comme un terrain de premier ordre pour le sujet de l'adaptation aux changements environnementaux, que ce soit par l'adaptation sur site, à travers les cultures et les infrastructures, ou par la migration. Les communes côtières doivent composer avec des

phénomènes d'érosion ou de submersion suivant les cas, et l'ensemble de la province est concernée par la sécheresse.

Dans la province de Bến Tre, l'étude s'est concentrée dans le vaste district de Bình Đại avec comme enjeu le fait d'observer plusieurs situations en termes de salinisation. Les quatre communes retenues sont distribuées tout le long de la province très allongée, en partant de la côte au sud-est pour terminer dans les terres au nord-ouest, où se situe notamment un parc industriel majeur. Les communes étudiées sont représentées sur la carte en figure n°13.

II.1.4.2. Province de Sóc Trăng

Enfin, à la suite de ce terrain à Bến Tre, j'ai souhaité compléter l'observation du delta en me rendant dans une province moins largement salinisée et localisée plus loin de Ho Chi Minh Ville. Je me suis donc tournée vers la province de Sóc Trăng qui se trouve à 175 km du centre de Ho Chi Minh Ville. Les terrains d'étude à Bến Tre et Sóc Trăng sont représentés sur la même carte (figure n°13) car ils ont fait l'objet d'une publication commune dans le cadre d'un rapport du projet GEMMES Vietnam sur le delta du Mékong²⁸.

Là encore, la province de Sóc Trăng présente un solde migratoire très négatif à -7,5% et un très fort taux d'émigration de 8,1%, contre une immigration quasiment nulle (0,6%) (GSO, 2020). Avec ces chiffres, Sóc Trăng est la deuxième province la plus émettrice en migrations au sein du delta du Mékong, derrière An Giang, mais la plus déficitaire en solde migratoire. Cette émigration a été le facteur décisif qui m'a fait choisir de travailler à Sóc Trăng plutôt qu'à Cà Mau²⁹.

La province de Sóc Trăng se situe un peu plus loin de Ho Chi Minh Ville comparée à Bến Tre, mais relativement près du principal pôle urbain du delta, la ville de Cần Thơ située au centre du delta. En 2019, elle était habitée par 1,2 millions d'habitants dont 68% de ruraux (GSO, 2020).

Par ailleurs, et c'est un point de divergence avec Bến Tre, au moment de l'enquête Sóc Trăng comptait encore relativement peu d'industries, susceptibles de diversifier l'offre d'emploi localement en dehors de l'agriculture et de l'aquaculture. Cần Thơ à 60km peut en

²⁸ Jullien, C. « Focus 7 Migration as adaptation ». In Woillez, M.-N. & Espagne, E. (eds.). *The Mekong Delta Emergency, Climate and Environmental Adaptation Strategies to 2050. Final Report GEMMES Viet Nam project*, Agence Française de Développement. p.181-205. URL

²⁹ En effet, j'ai aussi envisagé de travailler plutôt dans la province de Cà Mau à la pointe du delta, qui est unique par sa position, mais les chiffres migratoires sont un peu moins extrêmes bien qu'ils aillent dans le même sens : une émigration de 6,9%, contre une immigration de seulement 0,6% pour un solde migratoire négatif de -6,3% (GSO, 2020).

revanche jouer le rôle de pôle d'attractivité local. A nouveau pour comparer, d'après le Recensement Rural, Agricole et de la Pêche de 2016, 70% des ménages ruraux de la province tiraient alors leur principale source de revenus de l'agriculture, de la sylviculture ou de la pêche, contre 11% dans l'industrie et la construction et 15% dans les transports et les services (GSO, 2018a). Des trois provinces observées, Sóc Trăng est donc celle dont la population dépend le plus de l'agriculture, de l'aquaculture et de la pêche pour vivre.

La différence principale avec le cas précédent est l'avancement du front de salinisation. La province de Sóc Trăng est scindée en deux entre eau salée à l'est et eau douce à l'ouest. En conséquence, j'ai élaboré un itinéraire d'est en ouest de manière à remonter le cours de la salinisation et observer des pratiques agricoles distinctes. Les districts de Trần Đề et Mỹ Xuyên observés dans l'est de la province font face à la salinisation alors que le district de Thạnh Trị est encore en eau douce. En particulier, je voulais observer et discuter le cas de la riziculture qui n'avait pas été observé à Bến Tre et qui constitue un enjeu crucial dans le delta du Mékong, tant localement que pour l'autonomie alimentaire du pays dans son ensemble. Au risque de salinisation, s'ajoute comme dans tout le delta celui de la sécheresse et son alternance avec l'inondation.

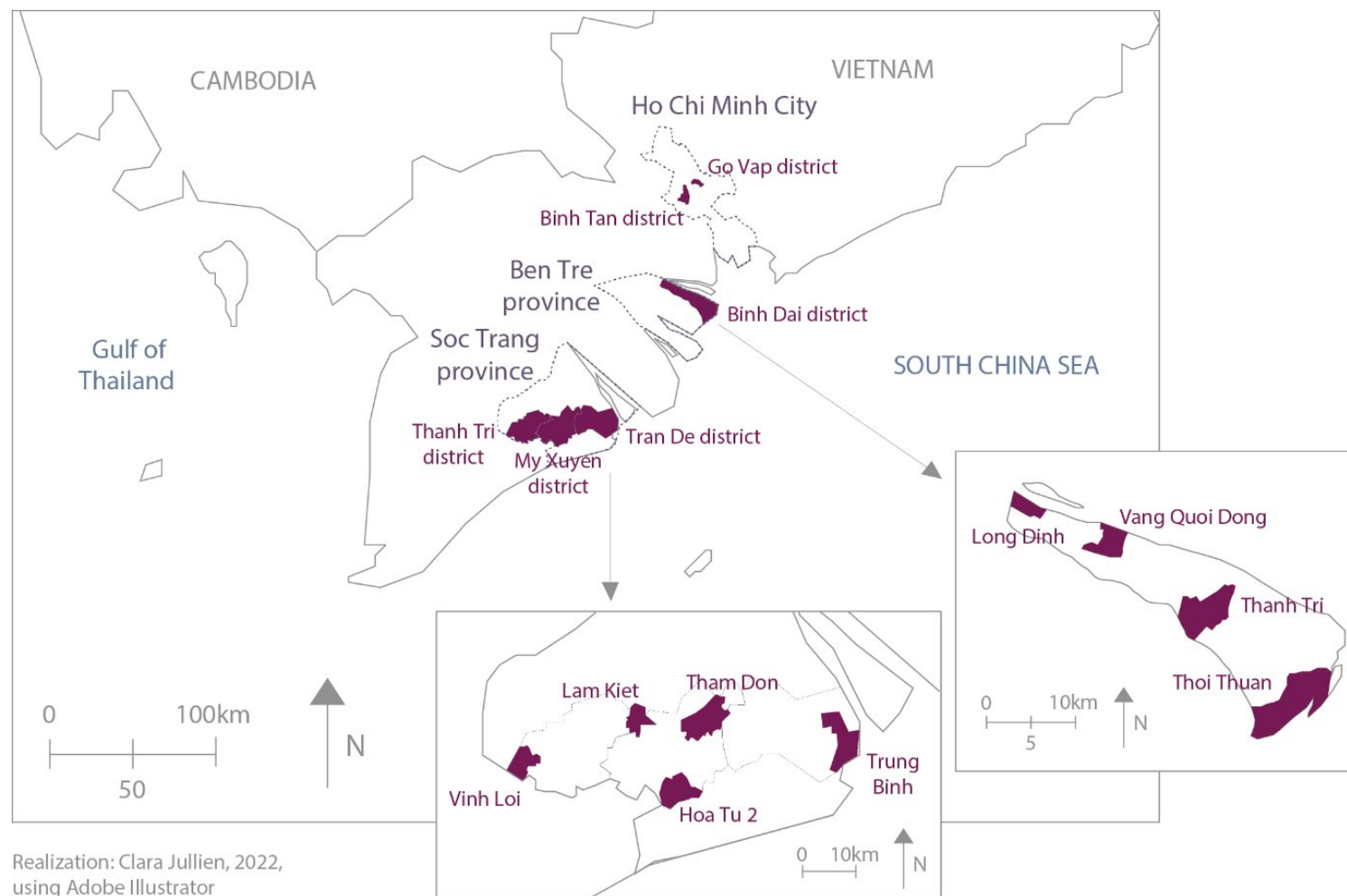


Figure n°13 : Localisation des communes et districts étudiés dans les provinces de Bến Tre et Sóc Trăng dans le delta du Mékong, ainsi que des districts étudiés à Ho Chi Minh Ville. Source : auteure, 2022, réalisation sous Adobe Illustrator.

II.2. Techniques d'enquête

II.2.1. Aperçu général des enquêtes

Au total, l'enquête principale à Ho Chi Minh Ville se compose d'entretiens qualitatifs réalisés auprès de migrants ruraux sur les deux sites d'étude urbains. Certains participants ont été interrogés à plusieurs reprises. La plupart des participants ont été rencontrés en entretiens individuels, parfois en binômes, et en de rares occasions en discussions de groupe. Certains petits groupes sociaux ont fait l'objet de courtes ethnographies.

Je comptabilise 108 entretiens dont 52 entretiens réalisés à Gò Vấp et 52 à Bình Tân et 4 dans d'autres districts (1, 12, 8 et Bình Chánh)³⁰.

- Parmi les 108 participants comptabilisés, je compte 51 femmes et 57 hommes.
- L'âge des participants s'échelonne entre 18 et 67 ans.
- 48% des participants viennent du delta du Mékong, 30% de la côte centrale (équitablement répartie entre côte centrale nord et sud), 15% du Nord, 5% du Sud-Est et 3% des Hauts Plateaux.
- Le district de Bình Tân compte une plus grande proportion de migrants originaires du delta du Mékong (63%) et seulement 23% originaire de la côte centrale.
- En revanche, Gò Vấp compte 35% de migrants originaires de la côte centrale et 33% du delta du Mékong.
- Les migrants originaires du Nord sont largement concentrés à Gò Vấp (75%) contre 25% à Bình Tân.

Par ailleurs, neuf propriétaires-bailleurs ont été interrogés ainsi qu'une personne en charge de collecter les loyers.

³⁰ Une vingtaine d'informants supplémentaires, migrants et migrantes, rencontrés à Ho Chi Minh Ville à la fin de la période d'enquête entre décembre 2021 et janvier 2022, n'ont pas encore été intégrés à ce décompte. Il s'agira de les inclure par la suite.

Quatre entretiens ont été réalisés auprès de différents représentants des autorités locales, au niveau du district et du sous-district à Gò Vấp et Bình Tân à Ho Chi Minh Ville.

Les enquêtes secondaires quant à elles comptent une trentaine d'entretiens menés auprès d'habitants de chaque province étudiée (environ 36 à Quảng Ngãi, 25 à Bến Tre et 32 à Sóc Trăng). Je précise environ car certains entretiens ont pu être menés avec plusieurs personnes, et la durée de ces entretiens a pu être très variable. Les habitants rencontrés ont été sélectionnés car un ou plusieurs membres de leur famille avaient quitté le village pour partir travailler ailleurs. J'ai mentionné que je m'intéressais en priorité aux flux migratoires dirigés vers Ho Chi Minh Ville mais j'ai choisi de ne pas m'y restreindre de manière à avoir également une vue sur les autres destinations des flux migratoires locaux. En plus des entretiens avec les habitants, j'ai réalisé des entretiens auprès de représentants des autorités locales dans chacune des trois provinces d'étude, au niveau de la province, du district ou de la commune.

II.2.2. Entrées sur le terrain

Définir les périmètres d'étude a permis de cibler des zones dont je savais avant de commencer l'enquête qu'elles comportaient un nombre important de migrants. Cela nécessite de pouvoir distinguer les migrants des non migrants dans la métropole qui attire le plus de flux migratoires de tout le Vietnam. Définir la méthodologie m'a amené à préciser le profil des migrants interrogés. Cette recherche interroge la vulnérabilité des migrants ruraux au lieu de départ mais également en ville et les éventuelles difficultés rencontrées dans leur parcours migratoire. C'est pourquoi j'ai fait le choix d'enquêter prioritairement auprès de populations non ou peu qualifiées. Je n'intègre pas la migration pour les études, sauf de manière marginale comme point de comparaison. En outre, au vu des résultats de la littérature sur le sujet des migrations en contexte de changements environnementaux qui mentionnent l'impact crucial des conditions environnementales au lieu de départ sur les activités de subsistance, il m'a semblé important de mettre l'accent sur des populations vivant auparavant prioritairement d'une activité agricole. J'emploie l'expression de population peu qualifiée faute de mot alternatif car cette expression ne me convient pas pleinement. Elle tend à supposer une supériorité des qualifications nécessaires aux emplois urbains sur les compétences agricoles, aquacoles ou encore sylvicoles qui n'est pas de mise. En ce sens, je l'emploie comme une

abréviation pour désigner une population n'ayant pas de compétences ou qualifications en dehors du secteur primaire.

Les migrants ruraux non qualifiés ne sont pas aisément identifiables pour mener l'enquête. J'ai d'abord privilégié une entrée par le logement qui m'a permis de réaliser mes premiers entretiens et de passer pour la première fois le pas de la porte des logements qu'occupent les migrants ruraux à Ho Chi Minh Ville. Cette première entrée s'est ensuite refermée faute de personnes contact et en raison des restrictions sanitaires. J'ai alors changé de tactique en recherchant les participants à partir de leur emploi. Le mode de contact des participants a donc évolué au fil de l'enquête. Les premiers entretiens m'ont permis de déterminer une liste non exhaustive des emplois les plus accessibles aux migrants ruraux non qualifiés en ville. Partant de là, j'ai pu contacter spécifiquement des personnes à partir de leur emploi, en leur demandant, avant toute chose, leur région d'origine dans le but de sélectionner les personnes migrantes et d'exclure les personnes originaires de Ho Chi Minh Ville.

II.2.2.1. Entrée par le logement

Le premier critère utilisé pour cibler les migrants à Gò Vấp a été le logement. En effet, comme dit précédemment les terrains d'étude retenus se caractérisent par la présence de logements communément identifiés comme des logements de migrants. Ces petits logements sur un niveau, composés d'une pièce unique, et organisés en rangées, à côté des maisons des propriétaires, ont été la première entrée sur le terrain. Par le biais d'un contact de ma première interprète, nous avons pu rencontrer une femme logeant des migrants dans le *phường* 14 de Gò Vấp ainsi que cinq de ses locataires migrants. Cette première méthode amène directement à la rencontre des migrants chez eux, ce qui permet d'observer directement le logement, leur appropriation et pratiques de leur espace résidentiel, et de prendre des photographies avec l'autorisation des locataires.

Cette méthode s'est avérée difficilement reproductible sans personne contact préalable. En effet, par la suite, le porte-à-porte s'est montré peu fructueux. La première logeuse rencontrée a demandé autour d'elle aux autres logeurs de se prêter à l'enquête mais tous ont refusé. J'ai été régulièrement confrontée à cette difficulté dans l'enquête : il s'est avéré très difficile d'obtenir le contact ou l'accord des logeurs pour réaliser des entretiens. En effet, les relations hiérarchiques qui relient logeurs et locataires impliquent que le logeur supervise constamment les logements locatifs et s'arroge le droit d'en restreindre l'accès aux personnes

extérieures. Les notions de vie privée et d'anonymat ne s'appliquent pas dans ces ruelles privées. Le logeur fait ainsi souvent figure de chaperon en contrôlant l'accès aux logements qu'il met en location, même auprès de locataires de longue date. Néanmoins, j'ai été en mesure de réaliser des entretiens dans plusieurs complexes de chambres à louer, tant à Gò Vấp qu'à Bình Tân, lesquels sont présentés et illustrés dans le chapitre III. Lorsque les logeurs se sont montrés méfiants, ou que les conditions sanitaires ne m'ont tout simplement plus permis d'entrer dans les logements, j'ai cherché à rencontrer les migrants par un autre biais : l'emploi.

II.2.2.2. Entrée par l'emploi

Les premiers entretiens ont servi à établir une liste des emplois les plus facilement accessibles aux migrants ruraux peu qualifiés à l'arrivée en ville. Une première participante interrogée dans le premier complexe de logements étudié m'a permis de rencontrer une migrante logeant dans une ruelle voisine qui m'a quant à elle donné accès à un réseau de migrants par son entreprise. Cette femme travaillait dans une usine de textile située dans le *phường* 8 de Gò Vấp. J'ai pu rencontrer plusieurs de ses collègues. Cela a été mon premier recours aux réseaux professionnels : celui des employés d'usine. J'intègre dans cette catégorie les ouvriers d'usine (largement majoritaires parmi les participants travaillant en usine) et les employés de bureau de l'usine. L'un des premiers critères de sélection de Gò Vấp comme quartier d'étude, la présence d'industries, est dès lors confirmé. Plusieurs des participants étaient de fait employés ou licenciés de l'usine de chaussures Hue Phong. Surtout, j'ai rencontré un grand nombre d'employés d'usine sur le terrain mené à Bình Tân dans un second temps, ce profil d'emploi correspondant à la majorité des personnes rencontrées à Bình Tân. Cela s'explique logiquement par la présence de l'usine géante Pouyuen.

Parmi les emplois identifiés comme occupés par des migrants ruraux en ville, l'une des occupations les plus souvent mentionnées est celle de chauffeur de mototaxi. Je parle ici du service de mototaxi organisé en franchise, comme GrabBike ou Gojek, et non des mototaxis informelles, les *xe ôm*. Les *xe ôm* semblent en effet disparaître au profit de ces plateformes numériques de mototaxi basées sur l'usage automatisé du smartphone comme moyen de mise en relation des clients et des chauffeurs géolocalisés. L'étape suivante du travail de terrain a donc consisté à rencontrer des chauffeurs de mototaxi migrants. Ceux-ci se sont révélés beaucoup plus faciles d'accès que les migrants à leur domicile pour une raison simple : le métier de chauffeur de mototaxi consiste pour beaucoup à attendre la course. La plupart des chauffeurs

sollicités dans la rue étaient donc tout à fait enclins à échanger avec moi. Pour éviter d'être interrompus avant la fin de l'entretien, je demandais aux chauffeurs de se déconnecter de l'application de mototaxi de sorte qu'ils ne soient pas mobilisés pour une course en cours d'entretien. Les participants ont généralement accédé à ma demande en éteignant l'application, mais il faut souligner que certains ont refusé car se déconnecter de l'application risquait de les dévaloriser dans les algorithmes d'attribution des courses. Ils risquaient d'avoir moins de courses à l'avenir. Je précise que j'ai systématiquement donné aux participants une petite somme d'argent symbolique comme compensation pour le temps qu'ils m'accordaient³¹.

J'ai identifié deux points de rassemblement de chauffeurs, un lieu principal dans le *phường* 14 et un lieu secondaire dans le *phường* 8 de Gò Vấp. En me rendant à ces points de rassemblement à des heures stratégiques j'étais en mesure de démarcher plusieurs chauffeurs, souvent en groupe, et d'obtenir plusieurs accords pour des entretiens. Cette technique s'est avérée très efficace, en particulier lorsque je venais tôt le matin aux alentours de 7h, à l'heure où les chauffeurs se retrouvent pour commencer leur journée autour d'une tasse de café assis sur leurs motos. Les entretiens avec les chauffeurs rencontrés se sont faits en somme dans de très bonnes conditions d'enquête car les participants se connaissent entre eux. Ils discutaient des entretiens en notre absence, ce qui a créé un climat de confiance, et, pendant les quelques semaines d'enquête dans ce périmètre, une forme de régularité. Je compte avec les chauffeurs de mototaxi, les chauffeurs-livreurs à moto qui, pour certains, travaillent en outre pour les mêmes entreprises. On peut ainsi être « GrabBike » (chauffeur de mototaxi) une partie de la journée, et « GrabFood » (chauffeur-livreur) aux heures de repas. Dans le souci de vérifier si ces deux professions étaient très différentes ou non, j'ai conduit un entretien avec un chauffeur-livreur qui s'est avéré d'une teneur très similaire aux entretiens avec les chauffeurs de mototaxis. Je n'ai donc pas poursuivi cette piste. De plus, dans la même catégorie d'emploi, j'ai rencontré un livreur de bidons d'eau. Cet entretien s'est avéré très riche à de multiples niveaux, notamment car le participant occupait trois emplois au cours d'une même journée, le rattachant à des catégories socio-professionnelles différentes (gérant de café, livreur d'eau, chauffeur de

³¹ Il s'agit d'une pratique courante au Vietnam, où les enveloppes circulent pour compenser les services rendus. Par exemple, la participation à un séminaire par des fonctionnaires fait l'objet d'une petite enveloppe. En outre, dans un grand nombre de cas, je prenais littéralement du temps de travail aux participants, que ce soit pour les vendeurs de tickets de loterie, les marchands ou les chauffeurs. Il était donc normal de compenser cette perte. Cette compensation visait à dédommager les participants pour leur temps lorsqu'ils étaient rencontrés sur leurs horaires de travail, et, dans la mesure où les participants avaient dans l'ensemble très peu de temps libre, je considère que ce dédommagement était tout aussi valable lorsque l'entretien était réalisé en-dehors des horaires de travail. Il aurait de toute façon été incohérent et injuste de ne dédommager qu'une partie des participants. Dans de très rares occasions, lorsque des participants ont refusé l'enveloppe avec véhémence par marque de politesse et ce malgré mon insistance, je ne l'ai pas donnée.

mototaxi). Il est important de préciser que j'ai rencontré très peu de chauffeurs de mototaxi ou de livreurs à Bình Tân en comparaison à Gò Vấp. En effet, en raison du caractère péricentral de Gò Vấp et du profil socio-démographique diversifié de sa population, la demande pour ces services y est beaucoup plus élevée qu'à Bình Tân. Ils sont donc beaucoup plus présents dans l'espace public.

L'enquête par l'emploi m'a également permis de cibler deux autres catégories de personnes. Tout d'abord, les *ve chai*, aussi appelés *đồng nát* dans le nord du Vietnam : les collecteurs et collectrices de déchets recyclables. Les *ve chai* sillonnent la ville à vélo, à la recherche de matériaux recyclables. C'est en combinant démarchage dans la rue, visite aux centres de tri et réseau de participants que j'ai pu rencontrer des *ve chai* tout au long de l'enquête, tant à Gò Vấp qu'à Bình Tân. Toutes et tous se sont avérés venir de zones rurales. A la toute fin de l'enquête, en décembre 2022, j'ai eu l'occasion de faire un peu d'ethnographie dans un centre de tri et d'interroger les gérants du centre de manière à mettre en perspective les entretiens réalisés avec les collecteurs et collectrices.

De plus, l'enquête par l'emploi m'a aussi amené à cibler les ouvriers du bâtiment. Le premier ouvrier rencontré a été le mari de l'une des *ve chai*. C'est là un élément important de la constitution de ce panel de participants. Un certain nombre de participants ont été rencontrés totalement indépendamment les uns des autres par démarchage, puis m'ont donné accès à d'autres participants par le biais de leurs réseaux personnels. C'est cette logique mêlant hasard ciblé et réseau qui a dessiné les contours d'un panorama professionnel des migrants sur les deux terrains d'étude. Ainsi, au fil des entretiens j'ai identifié les ouvriers du bâtiment comme l'une des catégories à rencontrer. Cependant, cela ne semblait pas aisé car les ouvriers ont des horaires de travail très lourds, sont extrêmement fatigués durant leurs heures de repos et, pour certains, dorment sur le chantier. Il m'a donc fallu attendre d'avoir un contact personnel pour rencontrer un ouvrier qui nous m'a ensuite présentée auprès de ses collègues de chantier. Par la suite, j'ai réussi à rencontrer d'autres ouvriers de chantier en croisant l'entrée par le logement et les réseaux de participants, mais aussi en abordant directement les ouvriers sur les chantiers.

Deux secteurs d'emploi sont venus compléter cette liste plus tardivement, en particulier durant mon travail dans le district de Bình Tân. Il s'agit des vendeurs de rue : d'une part des vendeurs de fruits et légumes (de manière itinérante ou bien sur des marchés), et d'autre part des vendeurs de tickets de loterie. J'ai en particulier réalisé de nombreux entretiens et passé plusieurs jours dans et autour du marché situé sur la rue n°3A du *phường* Tân Tạo A de Bình Tân, le long de l'autoroute urbaine QL1A. Dans ce même quartier, j'ai également mené une courte ethnographie auprès d'un groupe de vendeuses de tickets de loterie.

Le travail d'identification d'une liste d'emplois non qualifiés accessibles aux et occupés par les migrants m'a amenée à identifier un autre emploi que je n'ai pas étudié : employée de maison. Le travail comme employée de maison a été mentionné comme une possibilité ou un emploi passé par certaines participantes. Il soulève des questions liées à la cohabitation avec les résidents permanents, ainsi que des questions de genre. Néanmoins, de par sa nature très privée, ce secteur d'emploi aurait requis une méthodologie spécifique et chronophage.

L'ensemble des participants ne rentre pas dans une liste exacte d'emplois auxquels je me serais limitée dans cette enquête, mais ces quelques exemples permettent de rendre compte de la démarche qui m'a permis de constituer l'échantillon de participants mobilisés dans ces enquêtes en milieu urbain. Dans le chapitre IV centré sur l'expérience des migrants en ville, je m'attache à détailler la diversité des emplois occupés et les conditions de travail.

II.2.2.3. Tentative d'enquête par les médias sociaux

Un troisième mode de contact a été tenté, en lien avec l'enquête par l'emploi. Dans le but de rencontrer des chauffeurs de mototaxis, et avant de nous rendre compte de l'efficacité du démarchage dans la rue, j'ai entrepris de les contacter via Facebook. En effet, les chauffeurs de mototaxis font partie de groupes Facebook en fonction de l'entreprise pour laquelle ils travaillent. Mon interprète et moi-même avons ainsi posté un message sur deux groupes de chauffeurs GrabBike expliquant notre recherche dans le but de rencontrer des migrants, contre une petite compensation financière, de préférence à Gò Vấp et Bình Tân. Cette méthode ne s'est pas montrée très efficace puisque notre annonce a rarement été prise au sérieux. En effet, la perspective d'une compensation financière a suscité des réactions amusées de la part de certains internautes. Nos posts ont ainsi recueilli des commentaires d'une utilité parfois toute relative en matière de recherche. Peut-être aurait-il été préférable de ne pas mentionner la compensation, mais, d'après l'expérience des entretiens que nous avons déjà menés à ce moment-là, cette compensation, aussi minime soit-elle, levait une inhibition considérable, celle de perdre son temps consacré à gagner de l'argent. Cette méthode de contact nous a tout de même permis de rencontrer trois chauffeurs GrabBike lors d'entretiens réalisés dans des cafés. Ces entretiens se sont avérés très constructifs pour cette recherche en termes de contenu. Néanmoins, ces participants constituent tout de même les marges de notre échantillon tant sur le plan socio-économique que géographique. L'un d'entre eux habite dans le district 8 où nous l'avons rencontré et bénéficie d'une situation économique bien plus confortable que la majorité des

participants car il est habituellement capitaine de paquebot, hors période de pandémie. Il n'est donc GrabBike que de manière très temporaire dans l'attente de reprendre du service, ce qui a nourri l'hypothèse selon laquelle l'emploi de GrabBike puisse être une solution facilement mobilisable en cas de difficulté. Le deuxième participant a été rencontré à Gò Vấp dans le *phường* 8 mais réside dans un autre district très éloigné (ville de Thủ Đức), il passe régulièrement à Gò Vấp lors de ces trajets GrabBike. Un troisième a été rencontré dans une autre zone de Gò Vấp, le *phường* 17.

II.2.3. Les temps et les lieux de l'enquête

II.2.3.1. La contrainte temporelle

Un élément important de contrainte dans la conduite de cette enquête tient au temps. En effet, chercher à rencontrer des migrants ruraux en ville revient à cibler des populations qui consacrent la très grande majorité de leur temps au travail. Suivant les types d'emplois, il n'est pas toujours possible de solliciter les migrants durant leur temps de travail et de leur demander de prendre une pause d'une heure ou deux, contre compensation financière. Je pense en particulier aux migrants travaillant en usine qui ne peuvent être rencontrés qu'en dehors de leurs horaires de travail. En revanche, les chauffeurs de mototaxi sont tout à fait disposés à se prêter à l'exercice puisqu'aucune contrainte ne les en empêche. Là où certains en usine n'ont pas de temps, d'autres sur leurs motos en ont trop. De la même manière, les *ve chai* ont la même liberté de gestion de leur temps et peuvent donc également accepter sans appréhension l'entretien, d'autant plus que la compensation financière représente un apport financier non négligeable au regard de leurs revenus journaliers moyens. S'il est donc relativement aisé de rencontrer les travailleurs indépendants, il est beaucoup plus difficile de rencontrer les employés d'usine ou les ouvriers du bâtiment. Ceux-ci doivent être rencontrés sur leur temps de repos, quand ils en ont : les samedis et dimanches, en soirée la semaine. Néanmoins, pour les personnes ayant une famille, les soirées ne sont pas des moments idéaux pour réaliser des entretiens. Les fins de semaine sont plus appropriées mais il faut encore prendre en compte la fatigue de la semaine. Pour beaucoup, le temps qu'ils nous accordent en entretien est en fait un temps de sommeil.

Les intempéries en période de mousson ont parfois contraint certains entretiens en extérieur, mais les horaires très matinaux, notamment pour rencontrer les chauffeurs, ont permis

d'éviter les pluies de fin d'après-midi et les trop fortes chaleurs de milieu de journée. En ce qui concerne les entretiens sur les marchés, j'ai privilégié des entretiens aux heures plutôt calmes, c'est-à-dire en évitant la fin d'après-midi, heure de sortie des employés d'usine et donc d'affluence de clients sur les marchés.

II.2.3.2. Les lieux de l'enquête

Logements, cafés, bancs et motos sont les lieux de cette enquête. Dans les conditions idéales pour l'observation, l'entretien se fait dans le logement. C'est pourquoi j'ai privilégié en premier lieu l'entrée par le logement. Elle permet un accès plus direct à l'intime, une proximité plus immédiate. En outre, s'il se met à pleuvoir en cours d'entretien, il est possible d'observer les tactiques de gestion de la pluie contre l'infiltration et l'inondation. Toutefois, cette entrée peut se révéler intrusive, voire agressive pour certains participants désireux de préserver leur sphère privée. De plus, cette approche permet un accès direct à l'espace intime, mais implique aussi parfois un manque d'intimité car il est arrivé fréquemment que d'autres membres du ménage ou des voisins rejoignent la conversation, ce qui a pu s'avérer positif comme négatif suivant les cas.

L'entrée par l'emploi et le démarchage dans la rue sont moins intrusifs, de même que le choix d'un café comme lieu d'entretien est plus neutre. Néanmoins, la conduite d'un entretien dans un café peut avoir des effets ambivalents sur la construction d'une relation de confiance. Là où certains y verront une opportunité de garder leurs distances, d'autres pourront trouver une forme de sécurité dans la neutralité et ainsi se laisser aller à partager leur expérience personnelle avec une inconnue. Le bruit ambiant d'un café peut également être un obstacle pour l'enregistrement de l'entretien.

Enfin, les entretiens avec les chauffeurs de mototaxi ont été réalisés dans la rue, assis sur un banc ou bien assis sur les motos. Ces conditions ont été retenues après que les chauffeurs aient décliné mon invitation à nous rendre dans un café. Cela soulève la question des raisons de ce refus. Tout d'abord, rester dehors sur la moto permet de ne pas interrompre le travail de chauffeur, effectivement ou en apparence. Cela permet également au participant d'ancrer l'entretien dans un temps court ou du moins présenté comme tel. De plus, si le fait de rester assis sur une moto à l'arrêt durant des heures, ou debout à côté de la moto sur un trottoir, a semblé peu commun et inconfortable aux yeux de l'interprète et moi-même, pour les participants rien d'anormal. En effet, cette situation correspond à leur quotidien, et aussi

inconfortable soit-elle, ils y sont habitués. Choisir ce lieu peut ainsi être vu comme un moyen de rester dans leur situation quotidienne. Enfin, le refus de se rendre dans un café peut aussi témoigner d'une gêne de la part d'hommes, pour certains mariés, d'être vus en train de prendre un café avec une ou deux jeunes femmes (suivant l'interprète). Cela a été très clair en particulier dans le cas d'un chauffeur GrabBike interrogé sans interprète dans un café du district 1 après un trajet retour depuis Gò Vấp jusqu'au district 1. Celui-ci a refusé un café que je lui indiquais, sous prétexte qu'il y avait trop de monde. Il a préféré un tout petit café où un arbre nous cachait de la majorité des passants.

Les conditions d'enquête en extérieur ont bien sûr parfois posé des problèmes de pollution sonore pour l'enregistrement en raison du trafic et parfois des travaux de construction, mais pas plus que les conversations environnantes dans un café, ou les enfants qui jouent dans un logement.

En somme, il ressort de cette approche par l'emploi une distribution singulière des emplois étudiés entre les deux sites. Presque de manière exclusive, les chauffeurs de mototaxis et livreurs ont été rencontrés à Gò Vấp. Les vendeurs de tickets de loterie et marchands de fruits et légumes l'ont été principalement à Bình Tân. Les ouvriers en usine étaient présents sur les deux sites mais en plus grande proportion à Bình Tân. A l'inverse les *ve chai* étaient visibles dans les deux districts, mais davantage à Gò Vấp. Cette distribution rend bien compte du profil socio-économique distinct des deux districts. Les chauffeurs, les livreurs et les *ve chai* sont des emplois de service qui s'appuient sur un marché de consommation dynamique, soutenu par une classe moyenne plus représentée à Gò Vấp qu'à Bình Tân. Les vendeurs de rue, en revanche, représentent des emplois précaires intégrés à l'économie plus informelle de Bình Tân.

II.2.4. La technique de l'entretien par récit de vie

Pour traiter de la question « pourquoi ? » au sujet des migrations en contexte de changements environnementaux, j'ai surtout posé la question « comment ? ». Selon Bernard Lahire (2025, p.36), le « comment » est de l'ordre du récit rapporté par les individus (« comment ils sont arrivés là où ils sont, à faire ce qu'ils font, à penser ce qu'ils pensent, à aimer ce qu'ils aiment, etc »), tandis que le « pourquoi » est à décrypter par le chercheur. Ainsi, la technique d'enquête choisie pour approcher les migrants sur ces deux terrains est celle de l'entretien par récit de vie. Les entretiens visent à retracer avec les participants leurs parcours migratoires. On

retient comme définition du récit de vie la définition minimaliste de Daniel Bertaux (Bertaux, 2016, p.15) : « il y a *du* récit de vie dès qu'il y a description *sous forme narrative* d'un fragment de l'expérience vécue. » Pris dans cette acception, le récit de vie ne signifie pas nécessairement le récit de toute la vie et peut s'appliquer à un récit d'extrait de vie. Il peut donc s'appliquer à un morceau de vie incluant un avant et un après migration, c'est-à-dire à tout ou partie d'une trajectoire migratoire.

La nature de l'entretien narratif implique d'amener le participant à se raconter en le laissant parler au maximum et en l'interrompant le moins possible. Néanmoins, l'entretien doit tout de même être guidé afin d'encourager la personne à parler et de centrer le récit sur l'objet d'étude du chercheur. La narration n'exclut donc pas l'influence du chercheur à travers, tout d'abord les conditions d'entretiens qui sont par définition artificielles, et ensuite l'orientation donnée par le choix des questions et des relances. Selon les mots de Beate Collet et Blandine Veith :

« un récit de vie est la reconstruction a posteriori d'une histoire personnelle et collective plus ou moins longue, d'un enchaînement d'expériences vécues dont la narration, la sélection et l'organisation varient en fonction du moment et de la situation d'élocution, de la consigne donnée par le chercheur, et donc de son objet de recherche, ce qui suppose d'analyser les conditions de production du discours. » (Collet & Veith, 2013, p.38).

Il est donc important de rendre compte autant que possible de la chronologie des faits et de discuter les processus de décision et les possibles alternatives.

Enfin, selon Daniel Bertaux, suivant l'utilisation qui en est faite, le récit de vie permet théoriquement de saisir, d'une part, des éléments du système de valeurs, de croyances, de représentations du participant, d'autre part, les rapports socio-culturels qui déterminent sa place sociale, les situations sociales dans lesquelles il se trouve et ses pratiques. Le récit de vie fournit des éléments sur les champs des possibles qui s'offrent à lui au cours de la trajectoire étudiée, ainsi que sur ses choix (Bertaux, 2016).

Les entretiens par récit de vie posent plusieurs questions méthodologiques de fond. La première question concerne la définition de l'objet d'étude. A la suite de Daniel Bertaux, on se demande « comment repérer et circonscrire, dans la grande mosaïque sociétale [formule empruntée à Becker, 1986] d'une société, un fragment qui en tant qu'objet empirique ait suffisamment de cohérence interne pour faire l'objet d'une étude sociologique ? » (*ibid.*, p.13). L'entretien par récit de vie vise donc à étudier un fragment de vie d'un individu faisant partie d'un fragment

de société. D'après Daniel Bertaux, la méthode du récit de vie peut s'appliquer à des « mondes sociaux » qui incluent toutes les personnes impliquées dans un secteur d'activité spécifique, ou bien à des « situations sociales » qui regroupent des personnes se trouvant dans une situation similaire, bien souvent difficile, sans pour autant l'expérimenter ensemble. Dans la continuité de cette seconde famille d'objets, il identifie un troisième type d'objet social qui se prête à l'étude par récit de vie : « les flux de trajectoires sociales ». En effet, la méthode du récit de vie s'avère particulièrement adaptée dans le cas des recherches portant sur les évolutions de situations sociales. Cette méthode est ainsi mobilisée par bon nombre de chercheurs de différentes disciplines se centrant sur l'étude des migrants (Collet et Veith, 2013).

Ici, je choisis donc d'appliquer cette méthode à l'étude des migrants internes ruraux venus s'installer à Ho Chi Minh Ville. Dans les termes de Daniel Bertaux, j'étudie les individus ayant expérimenté une trajectoire sociale commune par la migration depuis le milieu rural qui les a amenés à partager au moment de l'enquête une même situation sociale en milieu urbain.

Daniel Bertaux explique :

« cette situation est *sociale* dans la mesure où elle engendre, pour toutes celles et ceux qui à niveau de ressources comparable s'y (re)trouvent, les mêmes contraintes, les mêmes tensions, la même pression vers des logiques d'action répondant à la situation et à ses tensions » (Bertaux, 2016, p.23).

Selon lui, le récit de vie permet de :

« saisir par quels mécanismes et processus des sujets en sont venus à se retrouver dans la situation étudiée ; de découvrir les caractéristiques profondes de cette situation, notamment les tensions qui la traversent et la caractérisent ; et comment les personnes qui s'y trouvent s'efforcent de gérer leur situation, voire d'en sortir » (*ibid.*).

La seconde question est relative à la subjectivité de l'individu dans son récit. Comment s'assurer de la véracité de ce qui est raconté ? Le récit relaté *a posteriori* implique une part de modification consciente ou non. Le participant, en se remémorant, altère les faits, soit involontairement parce que sa mémoire lui fait défaut, soit à dessein dans le but de se faire paraître sous un meilleur jour et de donner une cohérence à son récit. Il est impossible de remonter dans le temps pourtant pour vérifier ce qui s'est réellement passé. En revanche, il est possible de multiplier les récits de vie avec différents membres du fragment de société étudié afin de croiser les récits. On étudie non pas l'individu isolé mais bien l'ensemble de ces

individus pris comme les composantes d'un fragment de société. La comparaison des récits permet ainsi de les recouper et de les confirmer. Dans une démarche qualitative, l'échantillon de participants n'a pas vocation à être statistiquement représentatif. Néanmoins, la construction de l'échantillon doit tenir compte de la variété des situations au sein de ce fragment de société, et de la variété des représentations de ces situations par les individus. Dans le but de fournir une vue d'ensemble et une analyse critique de la condition urbaine des migrants ruraux non qualifiés, il est donc nécessaire de collecter un nombre important de récits de vie différents, révélant autant d'expériences personnelles de ce phénomène. Alors seulement, par la confrontation, on est en mesure de faire émerger des récurrences, des points communs, et éventuellement de monter en généralité. L'échantillon se construit au fur et à mesure de l'enquête jusqu'à arriver à saturation, lorsque les entretiens supplémentaires n'apportent plus d'informations novatrices.

L'objet d'étude géographique demeure irrémédiablement ancré dans un territoire. La montée en généralité ne peut pas aisément se défaire des spécificités locales et se traduire par un changement d'échelle. C'est la comparaison de différentes expériences individuelles, mais également de différents terrains dans différentes localisations, qui peut alors permettre de tirer des conclusions générales. Dans cette optique, les entretiens semi-ouverts sont menés en gardant en tête un guide des thèmes à aborder, l'ordre important peu, et des questions clefs à poser. Ces éléments récurrents, ainsi que l'appartenance des enquêtes à une même situation sociale, assurent la comparabilité des témoignages recueillis. Parallèlement, les entretiens sont menés sur deux sites distincts de manière à pouvoir croiser les récits recueillis dans les différents contextes géographiques. Les multiples méthodes d'approche des participants permettent de limiter les biais d'interconnexion entre eux. Alors, toutes ces précautions étant prises, il est possible de monter en généralité à partir de ce corpus d'entretiens.

Troisièmement, la méthode du récit de vie interroge le statut des hypothèses de recherche. Des hypothèses sont émises en début de recherche, mais de nouvelles hypothèses émergent au fil des entretiens. A la différence des enquêtes quantitatives, le jeu d'hypothèses n'est pas fixé au départ. L'entretien par récit de vie tient d'abord à la description d'un phénomène, ici la présence de migrants ruraux en ville, et à sa compréhension. La compréhension progressive de ce phénomène au fil de l'enquête permet de, et vise à, faire émerger de nouvelles hypothèses. La conduite des entretiens et l'observation prolongée sur le terrain ont fait émerger de nouvelles hypothèses fondées sur les éléments collectés : celles-ci concernent les raisons qui motivent les choix des différents emplois peu qualifiés, mais également les relations que les migrants locataires entretiennent avec leurs logeurs, les réseaux

de sociabilité qui peuvent se tisser entre collègues ou voisins issus de différentes régions, ou encore les rapports aux autorités dans la gestion des enregistrements résidentiels...

Enfin, sur la technique de l'entretien par récit de vie, je tiens à préciser que bien que je me sois beaucoup inspirée des recommandations destinées aux ethnographes, et que j'ai pu dans certains lieux, auprès de petits groupes, réaliser de courtes ethnographies sur quelques jours, je ne considère pas avoir réalisé un travail pleinement ethnographique sur le terrain. Il s'agit d'un travail qualitatif, de recueil de récits de vie au sein d'un groupe d'individus pour la plupart indépendants les uns des autres, qui partagent une situation sociale, au sens entendu par Daniel Bertaux. Pour des raisons pratiques, et compte tenu du temps long que j'ai passé à Ho Chi Minh Ville, j'ai choisi de ne pas résider sur mes quartiers d'étude. En ce sens, j'ai effectivement été immergée dans la culture vietnamienne et spécifiquement saïgonnaise pendant près de trois ans, mais je n'ai pas réalisé un travail en immersion auprès des populations étudiées. Or l'ethnographie est définie par Van Maanen comme la pratique qui consiste à « représenter la réalité sociale des autres à travers l'analyse de sa propre expérience dans le monde des autres » (Van Maanen, 1988). Elle implique selon Walsh un apprentissage de l'observateur qui cherche à comprendre ce monde en en faisant l'expérience directement (Walsh, 1998). Je n'ai pas cherché à faire cette expérience personnellement, et compte tenu de ma positionnalité et des contraintes que le cadre urbain impose sur les relations sociales, je doute qu'il m'aurait été possible, même en vivant dans les mêmes ruelles, de partager l'expérience des migrants que j'ai rencontrés. J'ai effectué beaucoup d'observations au cours de ces enquêtes, mais pas d'observation participante, ce que Goffman définit comme le fait de « se soumettre soi-même, son propre corps, sa propre personnalité, et sa propre situation sociale, aux contingences qui pèsent sur un groupe d'individus, de manière à pouvoir intégrer physiquement et écologiquement leur cercle de réponse face à leur situation sociale, professionnelle, ethnique, ou autre » (Goffman, 1989, p.125).

Il me semble important de clarifier que ce travail d'immersion personnelle totale n'est pas celui que j'ai mené, par honnêteté intellectuelle, mais aussi pour souligner à quel point il a été salutaire compte tenu de mes conditions de travail par ailleurs, de conserver cette distance avec les quartiers d'étude. Résider dans un autre quartier plus central m'a permis d'avoir un recul minimum sur mon terrain, dans la mesure où je ne pouvais pas quitter le Vietnam. Cette distance m'a donné le temps et l'espace nécessaire pour me distancier émotionnellement de récits et d'expériences de terrain parfois lourdes à porter. Cela m'a également permis de circonscrire mon terrain à certains temps dédiés, en fonction de la disponibilité des participants, et d'y consacrer ma pleine attention. De plus, cela a facilité ma coordination avec les différents

interprètes avec lesquels j'ai travaillé, qui vivaient pour la plupart en dehors des quartiers d'étude, et qui ont joué un rôle crucial dans mon accès au terrain. Le choix conscient de conserver une distance avec mes terrains d'étude, et donc de mener une enquête multisituée par récits de vie, sans endosser le rôle d'ethnographe, a été pour moi salutaire dans la conduite de cette recherche sur le temps long.

De plus, j'ajoute que la dimension multisituée dans l'approche de la migration par l'étude de territoires de départ et de territoire d'arrivée ne relève pas non plus pleinement de l'ethnographie, compte tenu des durées courtes d'enquête en zones rurales d'une part, et d'autre part, car les personnes rencontrées en zones rurales ne sont pas les proches des personnes rencontrées à Ho Chi Minh Ville. En ce sens, pour des raisons de contraintes techniques d'accès au terrain, je n'ai pas littéralement suivi des trajectoires migratoires individuelles, mais j'ai choisi d'observer des territoires distincts dont émanent des migrations vers Ho Chi Minh Ville.

II.2.5. La conduite des entretiens

Je me suis longuement épanchée sur les bénéfices que la méthode de l'entretien par récit de vie a eus pour ma recherche. Il est tout aussi intéressant de s'interroger sur les motivations qui ont amené les participants à accepter l'entretien. J'ai essuyé certains refus d'entretiens, en particulier en porte-à-porte. La raison du refus peut venir d'une gêne à partager sa vie privée, d'une crainte de la partager avec une inconnue ou d'un manque de temps ou d'énergie. Alors pourquoi les participants ont-ils accepté ? Premier élément de réponse, je me présentais comme une étudiante réalisant un travail de recherche universitaire. Certains participants ont ainsi été disposés à me partager leur expérience pour m'aider. Cela a pu être le cas de personnes en âge d'être mes parents dans une attitude maternelle, ou au contraire de personnes de mon âge qui ont pu se sentir plus proches de moi.

Deuxièmement, comme mentionné précédemment, les entretiens ont fait l'objet d'une petite compensation financière. Il est donc fort possible que la compensation ait joué comme une incitation financière à répondre positivement à ma requête. Tout du moins, la compensation a permis pour sûr de lever une partie des réserves des personnes contactées.

Troisièmement, ces personnes n'ont pas l'habitude d'être sollicitées pour participer à un travail de recherche, et ont peu d'occasions de raconter leurs vies à autrui, encore moins à une étrangère. Un double phénomène apparaît donc dans l'interaction : l'opportunité de se raconter,

et la curiosité. Les participants ont pu se sentir valorisés et saisir l'opportunité de partager leur expérience et leur point de vue personnel rarement exprimé et écouté. Par ailleurs, la plupart des participants ne parlent que le vietnamien. L'entretien avec un interprète a donc créé les conditions d'échanger avec une personne étrangère, ce qui est peu commun. Plus encore que l'opportunité d'échanger avec une étrangère, c'est la dimension de récit personnel et le fait de s'entendre demander « comment allez-vous ? » qui me paraît avoir retenu l'attention de la majorité des participants. Il m'a semblé que pour beaucoup d'entre eux, le rythme très soutenu de travail, et le cadre urbain qui peut être vecteur d'isolement, laissaient peu d'occasions pour l'introspection. L'entretien crée alors l'occasion.

Néanmoins, bien que les demandes d'entretiens aient suscité de nombreuses réactions positives, ma position de chercheuse universitaire et la distance sociale qu'elle implique avec des participants ayant un niveau d'éducation relativement bas, souvent éloignés des milieux universitaires et de la recherche, ne peut être ignorée. Elle s'est traduite pour certains par le refus de l'entretien. Pour d'autres qui ont accepté, en revanche, la distance a pu transparaître à travers une timidité initiale et peu d'interrogations de la part des participants. Les questions d'ordre personnel visant à connaître des éléments de ma vie ou de celle de l'interprète venaient souvent par la suite, en particulier en fin d'entretien, ce qui a contribué à l'établissement d'un rapport de réciprocité tout à fait positif.

En revanche, j'ai reçu globalement très peu de questions sur l'utilisation future des données. Cette remarque concerne également l'enregistrement. Tous les entretiens ont été enregistrés avec l'accord des participants. J'ai précisé systématiquement en début d'entretien que l'entretien était anonyme, et que l'enregistrement ne servait qu'à des fins d'archivage et d'analyse. La demande d'enregistrement a suscité très peu de méfiance de la part des participants, et aucun refus. Il y a donc eu relativement peu de préoccupations exprimées quant au devenir des récits collectés. Par ailleurs, il a pu arriver que l'objet de l'étude soit quelque peu perdu de vue par certains participants au cours de l'entretien. En particulier, le fait d'aborder des thèmes variés de leur vie quotidienne, professionnelle et personnelle, au cours d'un entretien long, et leur laissant une grande marge de manœuvre dans les thèmes abordés a pu en dérouter certains. Il a alors fallu parfois clarifier l'objet d'étude en cours d'entretien, à la demande du participant, dans le but de justifier la démarche de l'entretien. Ce type de clarification a pu avoir un effet positif en amenant le participant à approfondir ou à compléter certains aspects de son récit. Enfin, de la part des personnes ayant accepté l'entretien, je n'ai rencontré aucun refus de répondre à certaines questions.

Les entretiens duraient initialement en moyenne entre 1h et 2h. J'annonçais en début d'entretien une durée moyenne de 1h30, minimum 1h. La durée des entretiens s'est progressivement allongée au fil des entretiens, au fur et à mesure que l'interprète et moi-même nous sommes familiarisés avec la grille d'entretien, que notre travail en commun autour de l'interprétariat s'est fluidifié et que de nouveaux axes de questionnement ont émergé. Ainsi, les premiers entretiens durent plutôt 1h, et les derniers plutôt 2h, certains dépassant les trois ou quatre heures. Il faut noter que ce temps d'entretien intègre le temps d'interprétariat instantané et systématique.

Les entretiens narratifs se fondent sur l'utilisation d'une grille d'entretien, davantage utilisée comme un outil pense-bête que comme un questionnaire fermé. Celle-ci donne la trame de l'entretien et les grands thèmes à aborder, déclinés en questions clefs. Les thèmes ne sont pas nécessairement abordés dans l'ordre initialement pensé, mais au fil de la conversation, à l'initiative du participant. A partir d'une première question d'ouverture prenant généralement la forme suivante « Pouvez-vous nous raconter s'il-vous-plait comment vous en êtes venus à migrer à Ho Chi Minh Ville ? », le participant est invité à retracer le parcours de sa migration en repartant de son lieu d'origine pour arriver à Ho Chi Minh Ville. La question « S'il-vous-plaît, pouvez-vous nous raconter votre histoire ? » envisagée au début de l'enquête et utilisée une ou deux fois n'a pas du tout fonctionné, elle a très vite été abandonnée. Les participants ont rarement été à l'aise dans le récit, des questions supplémentaires ont souvent été nécessaires en début d'entretien pour lancer la parole. J'ai ainsi invité en premier le participant à m'expliquer d'où il venait. L'ordre du récit était ensuite choisi par le participant mais à partir d'une question de départ, le participant suivait généralement une trame chronologique racontant d'abord sa situation avant la migration, puis le moment de la migration, et enfin la situation actuelle. Si le participant s'arrêtait dans son récit, c'est cet ordre qui était choisi dans les questions de relance. En cas d'ellipse, il était demandé au participant de revenir sur une période éludée ou mentionnée rapidement. L'entretien inclut donc la description de ce lieu d'origine, dans ses composantes physiques, aussi à travers le cadre familial, le logement, l'activité économique et les conditions environnementales. Si le participant ne l'a pas exprimé de lui-même, je l'ai interrogé sur ce qui a pu l'amener à prendre la décision de migrer, à la fois les facteurs de cette décision, et les conditions dans laquelle elle a été prise : événement particulier (« *turning point* »), changement dans la situation familiale, économique ou environnementale, date de la prise de décision, éventuellement concertation avec des proches, ou bien incitation par des proches, autres formes d'incitation ou d'aide.

J'ai demandé également pourquoi les participants ont choisi Ho Chi Minh Ville plutôt qu'un autre lieu. Ce point n'a jamais été mentionné spontanément par les participants, le choix de Ho Chi Minh Ville comme destination semblant être évident, et ce quelle que soit la région d'origine. Venait ensuite la description détaillée de la situation actuelle : logement, emploi, salaire, horaires, transferts de fonds, permis de résidence, situation familiale, amicale, assurance, services de santé, scolarisation des enfants... L'obtention de l'ensemble des informations nécessaires à une compréhension complète de la situation actuelle du participant a généralement requis de poser des questions précises. Avant, en parallèle, ou après l'obtention des informations factuelles permettant d'avoir une idée concrète de la vie actuelle du participant, celui-ci était amené à porter un regard réflexif sur sa situation et son parcours. Au fil de l'entretien, j'accompagnais le participant dans une interrogation sur ses choix, sur les raisons, les aspirations et les contraintes qui l'ont conduit à ses choix dans sa trajectoire migratoire. Il ou elle était invité.e à partager son avis et son ressenti vis-à-vis de ces situations successives. Une question a été souvent posée, plutôt en fin d'entretien : « vous sentez-vous saïgonnais ? » Cette question a suscité des réactions amusées, intéressées et riches. Surtout, elle a invité en creux à définir ce que signifie « être saïgonnais ». Venait ensuite de manière logique une interrogation sur les perspectives futures, notamment sur l'éventualité ou non de devenir saïgonnais si on ne l'est pas déjà, peut-être de retourner au village d'origine. Au cours des derniers mois d'enquête cependant, cette question a été moins souvent posée car j'obtenais des réponses déjà souvent entendues, de manière à consacrer du temps à d'autres points de détail importants.

L'environnement a été omniprésent dans de nombreux entretiens, à moins que le facteur environnemental n'ait vraiment eu aucune influence sur la décision migratoire, ce qui n'est pas impossible. Pour autant, il n'a jamais été exprimé comme ligne directrice. Si le participant n'en parlait pas spontanément, il lui était demandé si son village d'origine était exposé à des risques (détaillés en fonction de la région), quels avaient pu être les éventuels modes de gestion locaux de ces risques, publics ou privés, si le participant avait constaté une évolution des conditions climatiques et plus largement environnementales. Le thème des risques d'inondation dans le logement à Ho Chi Minh Ville a également été abordé. Ces questions ciblées ont souvent été posées directement car les participants mentionnaient rarement ces éléments spontanément. Cependant, je n'évoquais pas l'environnement au début de l'entretien lors de la présentation du thème de la recherche. J'évitais absolument de poser des questions fermées comme « avez-vous migré à cause du risque d'inondation ? » Si le thème de l'environnement devait émerger, il était impératif qu'il vienne du participant, ou alors que le participant se sente concerné par les

questions d'ordre factuel sur la situation environnementale de son lieu d'origine et qu'il choisisse de développer ce thème. Plus largement, c'est le thème des risques et des vulnérabilités qui traverse la trame d'entretien sans nécessairement être toujours clairement exprimé au participant : risque environnemental, mais également risque économique, risque social et juridique. A travers le récit de ce fragment de vie de l'avant migration à aujourd'hui, c'est la gestion de l'incertitude que j'ai cherché à documenter.

J'ai conçu l'entretien comme un dialogue où la parole était donnée au participant guidé de temps en temps par des questions brèves. Il s'est construit comme un va-et-vient permanent entre le territoire d'origine et le territoire d'arrivée. Partant de ce point d'origine pour arriver à Ho Chi Minh Ville, la discussion ne cessait de faire des allers-retours dans le but de comparer. C'est là une dynamique de l'entretien qui s'est construite au fil des rencontres et de l'avancement de l'enquête, à l'initiative des participants plutôt que suivant une logique préétablie. A travers ce va-et-vient permanent entre la ville et la campagne, les participants ont exprimé un rapport au milieu urbain, au monde agricole, à la communauté villageoise dont ils étaient issus et à l'environnement social et physique auquel ils étaient exposés en ville.

Au début de l'enquête, les entretiens incluaient un exercice de carte mentale. En mettant à leur disposition une feuille, des stylos, feutres et crayons de couleur, je demandais aux participants de représenter leur espace de vie en ville. Rapidement une initiative des participants est apparue de partager la feuille en deux et de représenter leur village d'origine dans la partie de gauche et Ho Chi Minh Ville dans la partie de droite. Il ne s'agissait pas d'une consigne initiale. Cette initiative rejoint la logique de va-et-vient et de comparaison qui sous-tend les entretiens. Cette idée m'a semblé intéressante et a été reprise pour les cartes mentales suivantes. Cependant, l'exercice de la carte mentale s'est avéré très périlleux. En effet, les personnes rencontrées ne semblaient pas familières du dessin, et encore moins de la carte. De manière générale, la lecture de carte et de plan ne semble pas être un exercice très répandu au Vietnam, en témoigne la grande difficulté de la plupart des chauffeurs de mototaxi à s'orienter à partir de leur dispositif GPS. Rien d'étonnant donc à ce que le fait de dessiner une carte soit un exercice déroutant pour les participants. La carte mentale est supposée être une carte symbolique, ne respectant pas nécessairement les échelles ou les directions, dans le but de représenter l'espace vécu et perçu. Cependant, il a été très difficile d'expliquer cette idée aux participants. Certains refusaient de dessiner car ils pensaient ne pas savoir suffisamment bien dessiner alors même que j'expliquais que la qualité artistique de la carte n'avait aucune importance. J'ai ainsi proposé de dessiner moi-même à partir de la description faite par les participants. Cela n'était bien entendu pas d'une très grande efficacité mais a permis pour certains participants de

comprendre la teneur de l'exercice et de poursuivre eux-mêmes. Surtout, pour la plupart des productions, j'ai davantage recueilli des dessins que des cartes. L'exercice s'est mué en une représentation dessinée du territoire d'origine et du territoire d'arrivée de la migration. Quelques productions particulièrement intéressantes sont ressorties de ce travail. L'exercice s'est tout de même avéré difficile à mettre en œuvre, en particulier lorsque les participants avaient un temps limité à nous accorder, ou lorsque l'entretien a été réalisé dehors dans des conditions qui ne permettaient pas de s'installer confortablement pour dessiner. Compte tenu de son caractère fastidieux et du temps qu'il requiert, l'exercice de la carte mentale n'a pas été réalisé de manière systématique. Un total de 11 cartes mentales a été collecté dont certaines sont présentées dans le chapitre IV.

Enfin, comme mentionné plus tôt, une dernière partie a été ajoutée à la grille d'entretien en dernière minute au début de l'année 2020. Celle-ci prolonge le récit de vie dans sa période la plus récente : la pandémie de Covid 19. Comme je l'ai dit au début de ce chapitre, l'enquête a commencé en juin 2020, soit donc cinq mois après le début de la pandémie au Vietnam. A cette date, juste après la sortie de la gestion de crise, la vie reprenait un cours proche de celui d'avant crise, du moins à l'intérieur du Vietnam. Néanmoins, la pandémie et les mesures visant à l'endiguer ont eu des répercussions immédiates sur tous et à plus long-terme sur certains. Potentiellement, la situation sanitaire a pu affecter la santé, l'économie, la situation familiale, la localisation, mais aussi les craintes et les perspectives futures des individus. Or le choix des quartiers d'étude tient en partie à la présence d'usines, qui ont de fait mis en œuvre des licenciements massifs en conséquence. J'ai donc décidé d'interroger les participants précisément sur le thème de la pandémie. Certains participants ont bien entendu parlé de ce thème spontanément, soit parce que la pandémie a eu un impact très important sur leur vie quotidienne, soit parce qu'ils étaient curieux d'échanger sur la situation du Vietnam en comparaison avec celle de la France. Il m'a paru particulièrement important de recueillir le témoignage des participants sur ce sujet compte tenu de la possible aggravation des vulnérabilités multiples pour tous, migrants compris.

Ainsi, j'ai interrogé les participants sur l'impact de la pandémie sur leur vie quotidienne, sur les informations qu'ils ont pu avoir sur la pandémie et sur les mesures de protection, sur les éventuelles aides qu'ils ont pu recevoir. Je leur ai demandé s'ils ont modifié leurs habitudes, s'ils sont rentrés dans leur village, ou s'ils l'ont envisagé, quels étaient leurs sentiments vis-à-vis de la situation sanitaire, éventuellement leur avis sur l'évolution future. Pour les entretiens réalisés entre novembre 2021 et janvier 2022, j'ai posé des questions spécifiquement sur l'expérience du confinement imposé de juillet à septembre 2021, sur l'accès à la nourriture, à

l'information, au vaccin ou au traitement durant cette période, sur la gestion du loyer et du budget. Cette discussion spécifiquement autour du thème de la pandémie, plus ou moins longue en fonction du temps de l'entretien, visait à renseigner la gestion nationale et locale de la crise, sa réception par les migrants, son impact sur les mobilités et les mentalités. Plusieurs hypothèses sous-jacentes motivaient ces questionnements : la reconfiguration possible des mobilités d'une part, et d'autre part les facteurs de vulnérabilité de ces populations manquant potentiellement de ressources pour faire face à une crise sanitaire. La pandémie et ses répercussions économiques et sociales ont contribué d'un climat d'incertitude dans lequel évoluaient alors les migrants, comme nous tous. A l'incertitude économique et l'incertitude climatique s'est ajoutée l'incertitude sanitaire.

Le cœur de ce travail d'enquête tient aux entretiens réalisés auprès des migrants ruraux à Ho Chi Minh Ville. Le travail mené en milieu urbain, contrairement aux enquêtes réalisées en milieu rural, a pu se faire sans supervision des autorités locales, de manière autonome, garantissant ainsi une grande liberté dans l'accès aux participants, et une limitation des biais. Pour autant, ces entretiens ne sont pas le seul matériau collecté. Afin de compléter le panorama de l'expérience des migrants ruraux sur les deux quartiers d'étude urbains, j'ai également réalisé des entretiens auprès de logeurs qui possèdent les chambres à louer occupées par les migrants. Ces entretiens sont de nature davantage informative, il ne s'agit pas d'entretiens par récit de vie. L'objectif était davantage de comprendre les modes de production et de gestion de ces logements, ainsi que les types de relations qui connectent migrants et logeurs. Des questions ont été posées sur le processus de construction, les démarches administratives requises, les revenus retirés de la location, les règles de vie dans les ruelles, les fréquences des interactions avec les locataires, les critères de sélection des locataires ou encore les durées des locations.

Après avoir mené mon enquête en autonomie auprès des populations, j'ai contacté certains services des autorités locales au niveau du district ou du sous-district. J'ai pu obtenir un petit nombre d'entretiens. Il était primordial de réaliser ces entretiens officiels après l'enquête auprès des populations car je voulais absolument éviter que les fonctionnaires locaux ne cherchent à encadrer ou orienter ma recherche. Le sujet de la migration interne étant un sujet sensible et extrêmement politique au Vietnam, il était à prévoir que les autorités locales ne se montrent pas favorables à ce travail. De fait, il a été très difficile d'obtenir des rendez-vous en tant qu'étudiante étrangère. Il me fallait des lettres de recommandations spécifiques de l'Université des Sciences Sociales et Humaines de Ho Chi Minh Ville.

Les enquêtes réalisées dans un second temps dans les provinces rurales l'ont été dans des conditions tout à fait différentes. Les démarches administratives bien plus lourdes et le souci des autorités locales de valider et de superviser toutes les décisions relatives au protocole d'enquête ont imposé des contraintes certaines sur ces enquêtes. Le choix a été fait de travailler en itinérance de manière à voir plusieurs communes dans chaque commune, confrontées à différents défis environnementaux et présentant des activités économiques variées. Les itinéraires denses ont été dessinés avec les autorités de chaque localité, qui ont préféré que je ne reste qu'un jour ou deux dans chaque commune. Les itinéraires m'ont donc permis de voir une grande variété de situations mais de manière rapide. En ce sens, ces enquêtes sont résolument secondaires par rapport aux enquêtes menées à Ho Chi Minh Ville.

L'intérêt principal de cette implication importante des autorités locales est que j'ai pu réaliser des entretiens avec les fonctionnaires des provinces, de certains districts et de toutes les communes étudiées. J'ai donc un corpus d'entretiens auprès des gouvernements locaux ruraux. Les entretiens portaient sur les dynamiques migratoires locales, les marchés de l'emploi accessibles, en particulier les activités agricoles, l'évolution des conditions environnementales locales, et les mesures publiques mises en œuvre pour s'y adapter.

Les entretiens avec les proches des migrants portaient quant à eux sur l'expérience des personnes restées sur place, sur les conditions de vie et de travail, sur les pratiques agricoles, les éventuelles difficultés face à des changements environnementaux, les mesures d'adaptation mises en œuvre par les ménages, mais aussi sur le rapport au départ de la personne migrante et ses éventuels projets de migration. Il s'agissait donc de regarder l'envers de la migration en donnant la parole à ceux restés derrière. Ces entretiens ont été plus courts que ceux réalisés en ville, en moyenne 1h, et plus ciblés. Les questions ont été moins ouvertes et l'entretien davantage guidé. La présence d'un représentant des autorités locales, souvent membre de la police, n'a pas été anodine. Il me fallait m'en tenir aux thèmes précis annoncés dans le protocole, surtout en début d'entretien. Toutefois, comme mentionné précédemment, ce contrôle ne doit pas laisser penser que les accompagnateurs n'ont représenté qu'une contrainte pour ce travail d'enquête. Bien au contraire, à plusieurs reprises, ils ont joué le rôle de guide et se sont montré bienveillants. Ce travail a ainsi été nourri de la contribution de nombreux acteurs locaux à travers les habitants, les fonctionnaires interrogés, et les accompagnateurs.

II.3.Positionnalité

II.3.1. Qui suis-je à travers les yeux de l'autre ?

L'exposé de ce protocole d'enquête ne serait pas complet sans un temps dédié à la prise en compte de ma positionnalité sur le terrain. En effet, la mise en œuvre de ce protocole d'enquête, le quotidien des interactions sur le terrain, et la teneur des résultats sont tous grandement influencés par ma positionnalité, c'est-à-dire la manière dont j'ai été perçue en tant que personne sur le terrain, sur le plan professionnel mais plus largement sur le plan personnel.

Dès 1994, la géographe féministe Kim V.L. England place l'intersubjectivité et la réflexivité au cœur de sa pratique. Elle définit la réflexivité comme une « introspection autocritique bienveillante et un examen analytique de soi en tant que chercheur » (p.82). L'intersubjectivité quant à elle désigne les interprétations du monde créées, confirmées ou infirmées par des interactions avec d'autres personnes dans des contextes spécifiques (Dowling, 2016, p.39). La réflexion d'England part du constat de la nature fondamentalement située et partielle de notre compréhension des autres. Elle affirme que le travail de terrain est « une activité intersubjective » (England, 1994, p.82) : d'une part, il est probable que la recherche soit transformée par les apports des participants, et d'autre part, le chercheur est visible et fait partie intégrante du cadre de recherche (p.84). En une phrase, « le travail de terrain est intensément personnel car la positionnalité et la biographie du chercheur jouent un rôle central dans le processus de recherche, sur le terrain comme dans le texte final » (p.85).

De telles observations amènent à faire preuve de vigilance face aux relations de pouvoir en jeu, et à garder en tête la prise de risque que peut constituer un entretien, par nature intrusif, pour un participant. L'exercice de terrain place le chercheur face à la contradiction d'une posture duale, entre l'écoute attentive et empathique d'une personne et l'analyse de données en vue d'une production académique (Stacey, 1988, p.23, citée par England, 1994). Pour toutes ces raisons, l'exercice de réflexivité qui consiste à prendre acte de sa positionnalité et de son impact sur le comportement des participants et sur la recherche, à porter la responsabilité de l'intrusion et à reconnaître le différentiel hiérarchique à l'œuvre (Wasserfall, 1993, citée par England, 1994), est nécessaire.

Gillian Rose complexifie l'exercice de réflexivité en pointant la dimension relationnelle de la perception par une personne de sa propre identité (Rose, 1997). Selon elle, « l'identité à

situer n'existe pas isolément mais seulement à travers des relations sociales mutuellement constitutives. » Autrement dit, on se sent soit en se sentant différent de quelqu'un d'autre. Elle soutient donc qu'un exercice de réflexivité entièrement transparent serait impossible (p.314). D'après elle, l'objectif serait de « produire des savoirs non généralisant qui se nourrissent d'autres formes de savoirs ». Face à ces difficultés, Robyn Dowling invite le chercheur à adopter une « réflexivité critique » dès l'élaboration de son protocole d'enquête et tout au long du travail (Dowling, 2016, p.30). Il s'agit là d'une méthode alternative ou complémentaire aux approches de recherche participatives qui, elles, réduisent les biais en incluant les participants dans la production scientifique. Robyn Dowling suggère de s'interroger sur les relations de pouvoir en jeu, sur les choix méthodologiques et leurs justifications, sur les modes de restitution des résultats, mais également de se prémunir des stéréotypes et de distinguer clairement ce que l'on entend et voit de ce que l'on s'attendait à entendre et voir.

Compte tenu de ces considérations éthiques, je m'arrête donc un moment sur ma positionnalité et ses implications sur le terrain, à savoir celle d'une jeune femme française et universitaire, en âge d'être mariée mais ne l'étant pas, engagée dans de longues études, et effectuant un séjour long à l'étranger. Tous ces éléments se sont avérés d'importance dans mes interactions avec les participants.

II.3.1.1. Une universitaire

J'ai déjà mentionné en quoi mon statut académique a pu créer une distance avec les participants qui, pour la quasi-totalité d'entre eux, étaient très éloignés du milieu universitaire et avaient fait très peu d'études. La plupart des participants ont terminé leurs études à la fin du lycée, et un certain nombre n'ont pas pu aller jusque-là. Il y avait donc une grande incompréhension de mon travail et de mon statut. Je mentionnais être doctorante au moment des présentations initiales et je précisais que je menais une recherche sur la migration vers Ho Chi Minh Ville, mais par souci de simplification, j'ai souvent dit ensuite que j'écrivais un livre sur la vie des migrants à Ho Chi Minh Ville. Cette formulation était bien reçue et parlait bien davantage aux participants.

Par ailleurs, mon statut universitaire a pu être confondu avec celui d'un agent humanitaire ou des services sociaux. Dans un cas en particulier, un participant a pensé que je pouvais lui apporter une aide financière importante par le biais de l'université ou d'une association. Il a fallu clarifier ce point et cette mécompréhension a introduit un biais

considérable dans l'entretien. Il m'est arrivé de venir en aide à certains participants particulièrement en difficulté, en offrant une somme d'argent de manière exceptionnelle, mais ces dons se sont faits à mon initiative personnelle et uniquement à la suite de l'entretien, une fois la relation chercheur-participant close, de sorte que cela n'affecte pas l'entretien.

II.3.1.2. Une « outsider »

Le fait d'être étrangère s'est imposé comme un élément clef de ma positionnalité. Ma nationalité étrangère a conditionné mon accès aux terrains ruraux sur le plan administratif dans l'obtention des autorisations accordées par les autorités locales, qui sont plus restrictives envers les chercheurs étrangers, en particulier en temps de pandémie. Il m'a d'ailleurs fallu montrer un certificat de vaccination contre le Corona virus pour les obtenir.

Par ailleurs, étant une jeune femme étrangère et caucasienne, je pouvais laisser de côté toute ambition de discrétion ou d'anonymat dans les quartiers périphériques de la métropole saïgonnaise, où jamais un touriste ne va. J'étais donc très visible dans l'espace public. Néanmoins, le fait d'être étrangère n'a pas seulement été un frein. Cela m'a également permis de mettre en avant ma curiosité, ma connaissance encore lacunaire de la culture vietnamienne et les différences avec ma culture pour inviter les personnes rencontrées à m'expliquer davantage leur quotidien. Cela m'a permis de me montrer naïve, parfois plus que je ne l'étais vraiment, pour recueillir différents points de vue sur un sujet. La nécessité de l'interprétariat a nourri des discussions en ce sens. Ces éléments de positionnalité ont alimenté une posture de recherche naïve, réceptive, dans l'écoute plus que dans l'interrogation, qui se voulait sans jugement, et fondée sur l'élaboration progressive d'une relation de confiance.

Ainsi, en accompagnant le participant dans un cheminement depuis des thèmes relativement neutres vers des questions plus personnelles, j'étais moi-même amenée à m'ouvrir par moment, à partager des éléments de ma vie personnelle, et à créer des liens, même ténus, entre leur expérience et la mienne, sur lesquels appuyer la confiance mutuelle. Outre le parallèle autour de l'éloignement géographique avec la région d'origine, d'autres éléments ponctuels de positionnalité ont pu intervenir. Le point de ce paragraphe est surtout de rappeler que bien qu'étant complètement étrangère au terrain d'étude, et tout en reconnaissant le rôle central que cette distance culturelle a joué dans mes interactions avec les participants, il est important de ne pas sombrer dans une essentialisation de la différence et une vision romancée de « l'autre », au risque de se transformer en un ensemble de différences par décentrement plutôt qu'en agent

cohérent (Madge, 1993, cité par Rose, 1997). Comme le rappelait Dowling en 2016, le chercheur n'est jamais complètement « *outsider* » ou « *insider* » (p.40).

II.3.1.3. Une jeune femme

Ma casquette de chercheuse et ma nationalité n'étaient pas les seuls aspects de ma positionnalité qui posaient question sur le terrain. Mon âge, mon genre et mon statut marital étaient tout aussi importants. Il était très surprenant pour les participants de rencontrer une jeune femme approchant de la trentaine, non mariée et sans enfant. Cette situation contrastait de fait énormément avec celle de beaucoup de jeunes femmes de mon âge que j'ai interrogées avec leur deuxième enfant dans les bras.

Certaines personnes plus âgées, souvent des femmes, ont adopté une posture presque maternelle avec moi, renforcée par l'éloignement de ma famille. Le fait que je sois au Vietnam depuis plusieurs mois, puis plusieurs années, sans voir ma famille, a suscité les préoccupations de nombreuses personnes. Ces réactions reflètent l'importance accordée aux liens familiaux, et là encore le contraste avec la situation des participants, mais aussi le parallèle. En effet, dans une certaine mesure, je vivais moi aussi une expérience s'éloignement vis-a-vis de mes proches, laquelle a généré de l'empathie

Le genre et l'âge influencent fortement les rapports de pouvoir dans les interactions sociales à bien des égards. Mon statut de jeune femme me plaçait souvent en infériorité hiérarchique face à des hommes plus âgés. En tant que jeune femme, je n'ai pas toujours été prise au sérieux par des participants masculins plus âgés que moi lors des entretiens avec des migrants ou leurs proches. Dans un cas extrême, un homme âgé d'une cinquantaine d'années a raconté une vie très éloignée de la sienne lors de l'entretien. Je suis retournée le voir une deuxième fois car son attitude avait éveillé mes soupçons et c'est lors de ma seconde visite que j'ai découvert la tromperie. Il s'agit d'un cas isolé et les participants se sont montrés ouverts de manière générale. Les personnes abordées qui n'étaient pas vraiment intéressées par mon travail ont simplement refusé l'entretien. Bien entendu, dans bien des cas, il ne m'a pas été possible de vérifier les dires des participants, mais c'est le propre de l'entretien que de se fonder sur une base de confiance mutuelle. Je précise que je parle ici de certains entretiens avec des migrants et des proches de migrants. Les entretiens avec les autorités publiques ont dans l'ensemble été équilibrées. Je suppose que mon statut de doctorante a contrebalancé quelque peu celui de jeune femme dans ce contexte. De plus, je précise que le genre détermine aussi les codes de

sociabilité, par exemple concernant la consommation d'alcool. Consommer de l'alcool est une pratique courante et importante lors des repas de remerciement avec des représentants vietnamiens des autorités locales, et est perçue comme une marque de respect et de camaraderie. Etant une femme, j'ai souvent été excusée de ne pas boire beaucoup.

Par ailleurs, mon genre, mon âge et mon apparence physique ont également eu une autre influence sur un certain nombre d'entretiens. Cela a parfois influencé les raisons poussant les participants à accepter l'entretien et occasionné des tensions au cours d'un petit nombre de rencontres. Dans un cas précédemment cité, un homme a choisi de réaliser un entretien dans un coin discret d'un café de manière à ne pas être vu avec moi, craignant les réactions de sa femme. Lors d'un autre entretien, un participant a tenu des propos déplacés qui m'ont menée à interrompre l'entretien. Heureusement, ces cas ont été très rares. Néanmoins, il me semble que cette section est le lieu pour mentionner un cas de harcèlement par messagerie instantanée de la part d'un participant, suite à quoi j'ai dû cesser de me rendre sur le lieu où je retrouvais régulièrement le groupe de migrants dont il faisait partie. Pour ces mêmes raisons, j'ai veillé à ne jamais révéler mon adresse précise. J'ai une ou deux fois été amenée à mentir sur mon statut marital, en disant que j'étais mariée pour me protéger et recadrer l'entretien.

Cela m'interroge en termes d'éthique. La réflexion autour de la positionnalité souligne constamment que l'entretien est tributaire d'une relation de confiance entre le participant et le chercheur. Dans quelle mesure peut-on réellement parler de confiance si le chercheur ne peut pas être pleinement honnête sur sa positionnalité ? Je tiens à faire mention de ces situations car je ne pense pas être un cas isolé. Il me semble que ce sont des expériences relativement courantes sur le terrain, en particulier pour les jeunes chercheuses, et qu'elles sont trop peu discutées en méthodologie de recherche.

II.3.2. Travailler en duo avec un interprète : la double positionnalité

L'exercice de l'interprétariat est un élément central dans cette réflexion autour de la positionnalité, car je n'ai jamais été seule sur le terrain, mais toujours accompagnée d'un ou d'une interprète. Penser le protocole puis interpréter les données collectées a donc requis de prendre du recul par rapport à cette positionnalité double.

J'ai appris les bases du vietnamien au cours d'une première année de Licence en Etudes Vietnamiennes à l'Institut des Langues et Civilisations Orientales à Paris en parallèle de ma

première année de thèse, puis au cours d'un échange universitaire d'un semestre à l'Université des Sciences Sociales et Humaines de Ho Chi Minh Ville. J'ai ensuite poursuivi cet apprentissage par des cours particuliers durant mon séjour au Vietnam. Néanmoins, ma maîtrise basique du vietnamien était loin de me permettre de réaliser mes entretiens de manière autonome. J'ai donc fait appel à des interprètes. La positionnalité de ces personnes importait tout autant que la mienne.

Au total, j'ai travaillé avec cinq interprètes, que j'ai trouvés parmi le réseau de l'Université de Sciences Sociales et Humaines de Ho Chi Minh Ville. Ma première interprète était étudiante en licence de géographie en français. Par la suite, elle m'a présentée une camarade de l'université qui venait de terminer ses études en interprétariat et qui a été ma seconde interprète. C'est cette seconde interprète qui m'a plus tard recommandé les trois autres personnes avec lesquelles j'ai travaillé. Ce fonctionnement par connaissance interpersonnelle et recommandation mutuelle a permis de garantir le sérieux et le professionnalisme des différents interprètes. J'ai été contrainte de changer plusieurs fois d'interprète au cours de ces trois ans au Vietnam pour des raisons diverses ayant trait à des changements de situation d'études ou d'emploi de chacun d'entre eux.

Ces interprètes étaient quatre femmes et un homme, tous jeunes professionnels dans la vingtaine. Parmi eux, une était géographe, trois étaient traducteurs professionnels fraîchement diplômés, et une n'était ni l'un ni l'autre mais possédait une grande maîtrise de l'anglais, suite à un séjour d'un an en Angleterre, et des talents indéniables de sociabilité. De même que pour moi, ces éléments ont tous eu leur importance dans la manière dont les interprètes ont été perçus par les participants. Le chercheur et l'interprète composent une entité à deux visages, caractérisées par deux histoires personnelles et deux positions sociales. Au cours de l'entretien, une triple interaction s'installe entre le participant, l'interprète et le chercheur, faisant entrer en jeu trois positionnalités, et trois relations interpersonnelles.

II.3.2.1. « Cultural broker »

Autre point important, certains des interprètes se considéraient comme originaires de Ho Chi Minh Ville et d'autres non car leurs parents venaient d'autres régions. Les non Saïgonnais étant alors plus proches du statut de migrant. La posture interne ou externe par rapport au groupe enquêté était ainsi d'une grande importance, de même que le fait d'être Vietnamien alors que je suis étrangère. Si la distance culturelle m'accordait le luxe de la naïveté, l'avantage de la compréhension directe impliquait un biais pour l'interprète. Celui qui pense

déjà savoir ne va pas demander. Néanmoins, l'interprète joue un rôle crucial en éclairant un grand nombre d'éléments culturels que le chercheur n'est pas en mesure de saisir. Traitant des questions d'interprétariat en recherche, Rosalind Edwards qualifie les interprètes de « *key informants* » (1998). Il ou elle permet un accès à la communauté enquêtée, prodigue des conseils sur le plan culturel, contribue largement à la collecte de données et dans le même temps joue le rôle de garant de crédibilité pour le chercheur étranger. Lors de mon enquête à Ho Chi Minh Ville, deux interprètes m'ont aidée à entrer sur le terrain par leurs contacts personnels, d'abord dans une ruelle du district de Gò Vấp en 2020, puis en 2021 dans une ruelle du district de Bình Tân. Par la suite, Rosalind Edwards emploie le terme de « *gatekeepers* » (2013) dans un sens proche de celui de « *key informants* » mais qui peut sous-entendre aussi le contrôle que l'interprète possède sur l'information susceptible d'être filtrée ou transformée.

Ce rôle de l'interprète amène Bogusia Temple et Alys Young à parler de « *cultural broker* » (Temple & Young, 2004). En traduisant, il ou elle est ainsi bien souvent aussi assistant de recherche et intermédiaire culturel entre le chercheur étranger et les participants. Les auteurs soulignent néanmoins que la correspondance en termes de genre, d'âge, de culture ou de religion entre interprète et participant n'est pas nécessairement garante d'une meilleure communication ou interprétation. Twine a démontré que la différence peut-être un stimulateur autant qu'un obstacle à la communication (Twine, 2000, p.16, cité par Temple et Young, 2004, p.168).

II.3.2.2. *Interprétariat et interprétation*

Je tiens à prendre le temps de détailler les modalités et les implications du travail d'interprétariat pour la recherche. L'exercice d'interprétariat qui consiste à passer d'une langue à une autre n'est en aucun cas neutre et implique un biais car, chaque langue exprimant une manière singulière de voir le monde, l'interprétariat est nécessairement un effort de déconstruction et reconstruction du sens. De fait, interprétariat et interprétation se recoupent³². Dans une certaine mesure, chacun réalise un travail d'interprétariat, même dans la langue qu'il maîtrise, lorsqu'il interprète des propos dans le but de saisir ce que l'interlocuteur cherche à dire. En 1992, Michele Barrett affirmait : « le sens est construit plutôt qu'exprimé par la langue » (Barrett, p.203, citée par Temple et Young, 2004). Selon elle, la langue véhicule une

³² Le terme « interprétation » est parfois utilisé dans la littérature de manière interchangeable avec « interprétariat » pour désigner le travail de l'interprète de passage d'une langue à l'autre. Je désigne ici ce travail comme « interprétariat » et je réserve le terme « interprétation » au traitement analytique d'un discours, tout en gardant en tête que l'un ne va pas sans l'autre.

manière de voir la vie sociale. L'interprète effectue donc des choix qui sont conditionnés par sa propre positionnalité. A la suite de ce qu'affirmaient Bogusia Temple et Rosalind Edwards en 2002, il me semble donc primordial de rendre le travail de l'interprète visible dans le processus de production du savoir, de manière à lui accorder le crédit et la responsabilité pour le rôle clef qu'il joue dans ce travail (Temple & Edwards, 2002).

Ce point est d'autant plus important que l'interprétariat dans ce travail s'est fait essentiellement vers l'anglais, à l'exception d'une utilisation combinée du français et de l'anglais avec la première interprète en 2020. C'est une précision d'importance pour rendre compte du fait que ces réflexions autour de l'impact de la langue sur la formulation d'une pensée et l'expression d'une appréhension du monde s'applique ici en priorité au passage entre le vietnamien et l'anglais lors de l'entretien. Le passage entre le vietnamien et le français ou entre l'anglais et le français intervient dans un second temps au moment de l'écriture de la recherche. Il a été beaucoup plus facile pour moi de trouver des interprètes vietnamien-anglais disponibles, compte tenu du fait que ma maîtrise de l'anglais me permettait de travailler en anglais, plutôt que des interprètes vietnamien-français bien plus rares. Comme détaillé dans les sections précédentes de ce chapitre, les conditions d'enquête, les horaires et les lieux de l'enquête ont requis une grande flexibilité de la part de l'interprète et de moi-même. Il s'agissait de trouver quelqu'un qui soit disposé à travailler les week-ends, souvent en fin de journée, à des horaires variables, sur de longues périodes de plusieurs mois. En outre, la localisation périphérique des terrains de recherche dans la métropole impliquait des trajets longs à moto, pour la plupart des interprètes comme pour moi. Les terrains en zones rurales requerraient une disponibilité totale pour dix jours à deux semaines. Du fait de ces conditions déjà contraignantes, pouvoir choisir des interprètes vers l'anglais a grandement facilité la logistique de cette recherche. De fait, tous les interprètes avec lesquels j'ai travaillé avaient un très bon niveau en anglais.

L'interprétariat peut se faire selon plusieurs stratégies. Il peut être direct et instantané, de même qu'il peut se faire après coup lorsque, dans certains projets de recherche, l'interprète, alors assistant de recherche, réalise l'entretien par lui-même. Il existe également tout un panel d'options entre les deux qui attribuent un degré variable d'autonomie à l'interprète dans la conduite de l'entretien. En outre, l'interprétariat peut être littéral ou prendre la forme d'un résumé. Filep (2009, p. 67) citant Honig (1997, p.17) explique que la traduction³³ littérale mot pour mot permet de rendre justice aux participants et de faire comprendre l'état d'esprit et les

³³ « *Translation* » en anglais qui renvoie également à l'interprétariat.

manières de penser des participants mais réduit la lisibilité. S'il s'agit en théorie de la traduction la plus transparente, ce n'est pas pour autant la plus efficace, et la traduction littérale peut parfois amener à des contresens ou des incompréhensions. En particulier, pour les mots qui n'existent pas dans la langue du chercheur, une traduction qui se veut rapide perd nécessairement en nuance³⁴. Pour Filep, deux stratégies sont alors possibles, intégrer ou emprunter le terme dans la langue de traduction, ou alors l'adapter et le paraphraser (Filep, 2009, p.67). Pour ma part, j'ai choisi de travailler avec les interprètes selon un interprétariat instantané et autant que possible littéral, mais également parfois résumé de manière à ne pas faire patienter trop longtemps le participant. Lorsque l'interprétariat littéral n'était pas possible, comme pour les termes propres au vietnamien, je demandais à l'interprète de prendre le temps de m'expliquer de manière rapide durant l'entretien, puis plus approfondie après.

Le travail d'interprétariat pose plusieurs défis : adapter le vocabulaire de manière à être compris par l'interlocuteur et approprié au contexte, rendre compte de mots qui n'existent pas dans l'autre langue ou tenir le rythme de l'entretien même quand des participants semblent ne plus vouloir s'arrêter de parler. La traduction inversée (traduction du texte traduit à nouveau vers la langue d'origine) ainsi que le travail consultatif et collaboratif permettent de s'assurer de la validité de l'interprétariat. Il est possible au besoin d'interroger des participants sur leur interprétation de la question en phase pilote dans les premiers temps de la recherche si une question semble difficile à comprendre, lorsque les premiers entretiens sont réalisés, et que le guide d'entretien est encore possiblement à ajuster (*ibid.*, p.67). Le chercheur a la responsabilité de transmettre les dires des participants mais, ce faisant, le texte de recherche final exprime aussi le point de vue du chercheur lui-même, et celui de l'interprète avant lui. Le chercheur et l'interprète ne sont donc pas neutres et imposent une double subjectivité dans la collecte et la restitution des données.

³⁴ En vietnamien par exemple, on rencontre fréquemment le terme « *duyên* », notamment dans l'expression « *có duyên* » souvent employé en rapport avec les relations amoureuses. Ce terme peut se traduire rapidement comme « destin », mais également comme « grâce ». Il renvoie à une conception de la ligne de vie et de la fatalité propre à la culture vietnamienne dont la traduction en langue française ne saurait rendre compte.

II.3.2.3. Travail d'équipe

Un travail important de formation et de coordination a donc dû être mené avec les différents interprètes pour tâcher de minimiser ces biais. En amont, il s'est agi de préparer le travail de terrain en expliquant finement la recherche et ses objectifs, en mémorisant et traduisant la grille d'entretien, et en discutant au préalable des moyens d'entrée sur le terrain. Une attention toute particulière a été accordée à la façon d'aborder les participants, de se présenter et de présenter la recherche. Les termes spécifiques pour expliquer le sujet de la recherche ont été discutés. Par exemple, le terme de changement climatique a été évité dans les questions de manière à ne pas orienter les réponses et ne pas surestimer la place de l'environnement dans ces parcours migratoires.

Sur la question de la positionnalité, il a parfois été nécessaire avec un interprète en particulier d'explicitier avec lui l'importance de sa positionnalité et l'impact que sa présence avait nécessairement sur les interactions avec les participants. En effet, l'interprète peut être tenté de se voir uniquement comme un intermédiaire invisible qui restitue le discours sans altérer aucunement le dialogue. Mais précisément les sections précédentes de ce propos sur la positionnalité visent à montrer le filtre que l'interprète pose sur l'entretien et qui vient se superposer à celui du chercheur. Il était donc indispensable que les interprètes soient conscients de ce filtre. En outre, les participants ont eu tendance à ignorer plus ou moins les interprètes, suivant leur attitude affirmée ou réservée durant l'entretien, ce qui pourrait à tort laisser penser que la positionnalité de l'interprète n'importait pas. Certains interprètes se sont vus davantage intégrés à la conversation par les participants comme une personne à part entière, quand d'autres se sont retrouvés en arrière-plan. Néanmoins, ce n'est là qu'une façade, car que le participant laisse la place ou non à l'interprète de s'exprimer en son nom propre, et sa positionnalité n'en demeure pas moins déterminante par sa présence.

Durant l'entretien, l'exercice d'interprétariat requiert un effort de communication constant entre chercheur et interprète : apprendre à se comprendre sans parler, savoir gérer le temps pour limiter celui imparti à l'interprétariat, enfin établir une relation de confiance avec le participant. L'interprète crée du lien, par son rôle d'intermédiaire. Il joue un rôle clef dans l'établissement d'une connexion au cours de l'entretien entre le chercheur et le participant. Il est à noter que les capacités sociales de l'interprète sont centrales dans la conduite de l'entretien, de même que celles du chercheur, et que le rôle de l'interprète tient autant à ses capacités langagières qu'à ses talents pour interagir avec des inconnus. Une attention particulière est aussi accordée aux intonations et aux expressions de visage de l'interprète autant que du chercheur

afin de ne pas véhiculer de jugement moral. Il s'agit de rendre le moment de l'entretien le plus agréable, ou du moins le plus utile possible pour la personne rencontrée en l'invitant à s'ouvrir. Celle-ci peut y voir une occasion de se confier, de se raconter, de dénoncer et d'évacuer les tensions.

Après l'entretien, j'ai presque systématiquement pris le temps de faire un débriefing avec l'interprète pour revenir sur des points de compréhension culturelle, sur des mots en vietnamien ou encore pour discuter de certains moments de tension ou de vulnérabilité dans l'entretien. Une attention particulière a pu être portée aux silences, aux non-dits, aux ellipses dans un récit ou aux questions éludées par le participant, mais également aux éléments que l'interprète aurait jugé superflus, non pertinents ou inintéressants et donc qui n'auraient pas été traduits, ou encore aux passages transformés par l'interprète pour être expliqués. Ce temps de bilan était également nécessaire pour pointer les éventuelles difficultés qui avaient pu émerger dans l'interprétariat au cours de l'entretien.

Pour finir sur ce point, l'exercice de l'interprétariat tient à la traduction mais aussi en grande partie à la communication non verbale. Etant donné l'implication de trois positionnalités, la configuration spatiale de l'entretien joue également dans l'établissement de la relation. Selon Rosalind Edwards, l'organisation spatiale doit permettre que le chercheur puisse s'adresser directement au participant tout en maintenant un contact visuel. Une disposition en triangle permet ainsi d'assurer un échange direct et un contact visuel entre les trois partis, et d'éviter que ne s'installe une « coalition psychosociale » entre l'interprète et le participant, de manière à ce que le chercheur ne soit pas mis à part et exclu de l'interaction (Edwards, 2013, p.507).

Du fait de la dimension très subjective de l'interprétariat d'une part, et de la dimension extrêmement sociale de l'entretien d'autre part, l'exercice est éminemment personnel et chaque interprète y applique son propre style. L'interprète teinte et oriente l'entretien par son attitude, son langage non verbal, sa vitesse d'élocution, le vocabulaire employé, mais également son style d'humour, son degré d'empathie, et son degré d'attention, autant que ne le fait le chercheur. Il faut préciser à ce sujet que certaines de ces caractéristiques, en particulier le degré d'empathie et le degré d'attention, varient grandement en fonction de la fatigue, de la disponibilité mentale et émotionnelle, et de l'humeur du duo chercheur-interprète. De ce fait, un corpus d'entretiens qualitatifs tel que celui sur lequel s'appuie ce travail de recherche est un matériau variable non homogène, marqué par la subjectivité de toutes les parties impliquées dans son élaboration.

II.3.2.4. De la parole au texte

Enfin, après l'entretien enregistré comprenant l'interprétariat, vient le temps de la transcription. Celle-ci peut se faire en entier au discours direct, ou sous forme de résumé au discours indirect, dans la langue d'origine ou bien traduite. En travaillant avec un interprète, le texte de recherche est l'expression du point de vue du chercheur sur la traduction produite par l'interprète (Riessman, 2000, citée par Temple & Young, 2002, p.171). Ce degré de subjectivité s'ajoute à celui inhérent à la pratique de l'écriture académique. L'exercice qui consiste à rendre compte sous un format de texte académique des propos tenus lors d'entretiens est en soit un exercice de traduction. Fiona Smith juge impossible la complète restitution de sens de l'un à l'autre et voit dans ce décalage et ces incertitudes le matériau de la recherche et une opportunité à la réflexion, qui oblige le chercheur à se décentrer et à ne pas prendre pour acquise la clarté de son propre langage (Smith & Katz, 1996 citée par Rose 1997, p.123). Tout l'enjeu du double travail d'interprétariat/transcription tient au fait de ne pas faire disparaître la langue d'origine. La chaîne de production de données implique le chercheur, l'interprète et le transcripateur qui portent une responsabilité commune pour rester fidèles au discours du participant. C'est pourquoi il m'a paru important de travailler à partir de la transcription du texte originel en vietnamien, afin de limiter les biais et de rester au plus près du discours du participant.

J'ai travaillé de 2022 à 2024 avec une équipe de quatre transcriptrices, auxquelles s'ajoute au préalable ma seconde interprète qui a également effectué un certain nombre de transcriptions dans les premiers temps du terrain. Le fait de travailler avec plusieurs personnes en coordination m'a permis de collecter des transcriptions régulièrement malgré le fait que les transcriptrices aient rédigé les transcriptions en parallèle de leur emploi principal. Celles-ci ont travaillé selon des consignes et des règles typographiques communes de manière à obtenir un matériau harmonisé. Les quatre transcriptrices m'ont été recommandées par une collègue vietnamienne de l'Ecole Française d'Extrême-Orient parmi ses camarades d'université en traduction français-vietnamien.

Pour autant, leur maîtrise du français n'a pas été mobilisée dans la transcription. En effet, j'ai demandé aux transcriptrices de retranscrire le dialogue en vietnamien (questions de l'interprète et réponses du participant) ainsi que mes propres questions en anglais. De cette manière, je pouvais m'assurer de l'interprétariat de ma question initiale en vietnamien, et donc connaître exactement la question à laquelle les participants répondaient dans le cas où celle-ci différait légèrement de la question que j'avais formulée, ce qui arrivait assez fréquemment lorsque l'on abordait des thèmes complexes. Dans ce travail, les retranscriptions des entretiens

menés auprès des migrants rencontrés à Ho Chi Minh Ville ont été réalisées par une tierce-personne en vietnamien, sans traduction. J'ai travaillé à l'analyse des entretiens à partir du verbatim en vietnamien, que j'ai moi-même traduit à l'aide de traducteur numérique et de mes compétences en vietnamien. Une première traduction par un traducteur numérique m'a permis une première lecture rapide de l'entretien. J'ai ensuite ciblé les extraits les plus pertinents et je les ai traduits en détail, avec l'aide de dictionnaires et le cas échéant l'avis d'une interprète. Cette méthode m'a permis de conserver le texte vietnamien, et de retraduire vers le français afin de minimiser la perte de sens occasionnée lors de l'interprétariat sur le vif par l'interprète. En particulier, cela m'a permis de traduire directement du vietnamien au français sans plus avoir recours à la traduction en anglais.

En raison de contraintes budgétaires et temporelles, seuls les entretiens menés à Ho Chi Minh Ville ont été retranscrits et non ceux réalisés dans les zones rurales auprès des proches des migrants. L'ensemble des entretiens, en zones rurales et zones urbaines, ont été enregistrés, mais seuls ceux en zones urbaines ont été retranscrits. La contrainte temporelle renvoie aux limites imposées au rythme des retranscriptions du fait que les transcriptrices aient rédigé les transcriptions en parallèle de leurs emplois principaux. Les enquêtes conduites en zones rurales, davantage structurées, ont fait l'objet de prise de notes très denses qui m'ont permis de travailler à l'analyse à partir de mes carnets de terrain uniquement. Ainsi, les entretiens de récit de vie des migrants ont été travaillés entre le vietnamien et le français à partir du verbatim exact, alors que les entretiens menés en zones rurales ont été étudiés entre l'anglais et le français à partir de mes notes. Cela se voit dans ce manuscrit à travers le fait qu'il n'y a pas de citations directes dans le chapitre VI qui est dédié exclusivement aux terrains ruraux.

II.3.3. Entretiens en période de pandémie

Pour finir, la pandémie de Covid 19 a eu des conséquences sur la conduite des entretiens et les positionnalités en jeu. En effet, de même que les autorités, certains participants pouvaient se montrer méfiants vis-à-vis d'une étrangère, d'autant plus qu'il est rare de croiser un étranger en périphérie de Ho Chi Minh Ville ou en zone rurale. Il était donc primordial pour moi d'expliquer que j'étais arrivée au Vietnam avant le début de la pandémie, afin de signifier que je n'étais pas plus une menace que les habitants locaux.

De plus, l'interprète et moi-même avons conduit une partie des entretiens avec un masque, pour des raisons de sécurité et également pour rassurer les participants. Néanmoins,

cela avait des inconvénients. Tout d'abord cela a impacté la compréhension orale, en particulier de mon côté dans mes efforts de compréhension du vietnamien. Par ailleurs, il faut prendre en compte la distance physique et symbolique que crée le masque. En effet, le masque, en limitant les interactions non verbales et en particulier les expressions faciales, représente un frein non négligeable dans l'établissement d'une relation de confiance.

En revanche, la pandémie a souvent facilité les échanges pour plusieurs raisons. D'une part, la situation internationale a eu l'intérêt de créer un sujet de discussion brûlant abordé à plusieurs reprises lors des entretiens. En 2020, l'évolution préoccupante de la pandémie en France, par opposition à la propagation limitée du virus au Vietnam, servait une valorisation du Vietnam. Cette valorisation pouvait parfois contrebalancer une gêne première dans la rencontre avec une doctorante étrangère.

D'autre part, l'expérience de la pandémie de Covid 19, avec toutes les difficultés qu'elle a impliquées, a aussi constitué un point d'entrée facile dans la conversation à partir de 2021. Les entretiens menés au second semestre 2021 et en 2022 ont inclus des questions spécifiques sur l'expérience de la vague de Covid 19 qui a touché le Vietnam en 2021 et qui a occasionné un confinement de trois mois et une campagne de vaccination. Il était aisé d'interroger les participants sur leur vécu du confinement qui venait de s'achever, avant d'ouvrir une discussion plus profonde sur leur présence en ville et leur trajectoire passée. Il est souvent plus simple d'aborder un événement récent, qui plus est partagé, plutôt qu'une histoire parfois ancienne. Ainsi, en 2020 et au début de l'année 2021, ce thème a plutôt été abordé en fin d'entretien, alors qu'à la fin de 2021 et en 2022, il a parfois été abordé dès le début de l'entretien.

Chapitre III. Les « *nhà trọ* », parc de logements accessibles aux migrants ruraux

III.1.Caractéristiques des chambres à louer.....	154
III.1.1. Caractéristiques techniques	154
III.1.2. Normes de construction.....	157
III.1.3. Alternatives aux <i>nhà trọ</i>	159
III.1.4. Des logements « non-permanents »	161
III.2.Difficultés d'accès au marché foncier	165
III.2.1. Evolution de la production de logements depuis les années 1980	165
III.2.2. Le logement locatif encore résiduel et l'absence de logements publics.....	166
III.2.3. La propriété foncière et immobilière en ville inaccessible aux ménages modestes	169
III.2.4. Fonctionnement du marché foncier et immobilier	171
III.2.5. Pratiques spéculatives sur le marché foncier et immobilier	173
III.3.Exposition aux risques environnementaux à Ho Chi Minh Ville.....	176
III.3.3. Exposition des <i>nhà trọ</i> au risque d'inondation.....	176
III.3.4. Le risque d'inondation à Ho Chi Minh Ville	178
III.3.5. Adaptation au changement climatique à Ho Chi Minh Ville	186
III.3.6. Exposition aux risques sanitaires	188

En sillonnant Ho Chi Minh Ville, si l'on laisse derrière soi les rues et les ruelles et que l'on s'aventure sur les parcelles privées, on rencontre un réseau d'allées étroites. Bordées de portes en fer invariablement identiques, elles donnent accès à des pièces privées organisées en enfilade. Depuis la rue principale ou la ruelle, ces pièces invisibles sont signalées par des panneaux "*phòng cho thuê*" : "chambre à louer" (voir figure n°14). Ces blocs de logements locatifs construits sur des terrains privés sont désignés comme *nhà trọ*, chaque chambre à louer étant un *phòng trọ*. Ils constituent l'un des parcs de logements les moins chers de Ho Chi Minh Ville et s'adressent aux classes populaires, en particulier aux migrants ruraux.



Figure n°14 : Pancarte indiquant « chambre à louer », « phòng cho thuê » dans le district de Gò Vấp. Source : photographie de l'auteure, septembre 2020.

Ho Chi Minh Ville et sa voisine industrielle, la province de Bình Dương, attirent la majorité des flux migratoires internes, avec des taux d'immigration respectifs de 9,1 % et 21,7 % en 2019 selon le dernier recensement national (GSO, 2020, p.829)³⁵. Je précise par ailleurs que ce découpage de provinces avait cours jusqu'à juin 2025 mais n'est plus d'actualité depuis la redéfinition du nombre et des limites des provinces, notamment l'inclusion dans Ho Chi Minh Ville des anciennes provinces Bình Dương et Ba Rịa-Vung Tau. En revanche, les provinces rurales de la région du delta du Mékong et de la région du Centre-Nord et de la Côte centrale

³⁵³⁵ Les taux d'immigration et d'émigration d'une unité territoriale reflètent le nombre de personnes d'autres unités territoriales qui immigreront et émigreront de cette unité territoriale en proportion de la population de cette unité territoriale. Ces chiffres n'incluent que les migrants internes officiels. Dans les recensements nationaux dont sont issus ces chiffres, les migrants sont définis comme des résidents d'une unité administrative spécifique, qui vivaient dans une unité administrative différente cinq ans auparavant, et qui étaient âgés de 5 ans ou plus au moment du recensement (GSO & UNFPA, 2010, p.75). La part réelle des migrants dans la population de Ho Chi Minh Ville est probablement plus élevée.

voient leur population baisser sans pour autant bénéficier d'arrivées d'immigrants pour contrebalancer cette tendance. En 2019, elles affichaient les taux de migration nette négatifs les plus bas du pays (-4% et -2,5% respectivement) (*Ibid*). Dans une moindre mesure, certaines provinces rurales du delta du fleuve Rouge connaissent également des taux d'émigration largement négatifs. Ces chiffres témoignent de l'apparition, au début des années 1990, de couloirs de migration vers Ho Chi Minh-Ville. Tana Li a montré comment, à cette époque, l'assouplissement des restrictions à la mobilité et le développement des transports ont simplifié les migrations, alors que l'augmentation de la productivité agricole privait de plus en plus d'agriculteurs de leurs emplois (Li, 1996, p.4). Ces flux migratoires mènent à des chambres à louer à Ho Chi Minh Ville.

À travers ces chambres, abris de séquences de vie, je m'intéresse à ce qu'elles traduisent du statut résidentiel et du mode d'insertion dans la ville de leurs occupants. Cette partie inaugurale porte sur les espaces privés occupés par les migrants ruraux en ville. Il s'agit d'observer et d'analyser comment s'inscrit spatialement dans la ville ce temps particulier de la migration. Pour ce faire, je me centre sur le logement en tant qu'enveloppe aux multiples fonctions, au premier rang desquelles celle d'abriter, de mettre à l'abri. Je me penche tout d'abord sur les caractéristiques de ce parc de logements. Puis, j'explique leur production et leur positionnement sur le marché du logement à Ho Chi Minh Ville. Enfin, j'interroge la sécurité relative que procurent ces logements dans un contexte urbain caractérisé par une exposition à de multiples risques environnementaux.

III.1. Caractéristiques des chambres à louer

Actuellement, le parc de logements *nhà trọ* constitue une offre importante de logements accessibles à Ho Chi Minh Ville, non seulement pour les migrants ruraux, mais aussi pour la classe ouvrière urbaine en général et pour toute personne ayant besoin d'une solution temporaire. En effet, les « *nhà trọ* » ne sont pas dédiées aux migrants en particulier. Ces chambres à louer sont courantes dans toute la ville de Ho Chi Minh et existent dans une large gamme de standings et de prix. On les trouve en grand nombre dans les périphéries industrielles comme Bình Tân, mais également dans les quartiers huppés de la ville. Le district 2 notamment qui est largement habité par des classes aisées et des expatriés, abrite, lui aussi, des rangées de chambres à louer, nichées dans les interstices entre les villas et les condominiums. En effet, c'est là que se logent les employés des services et du bâtiment qui font exister ces quartiers riches. Les *nhà trọ* s'insèrent ainsi dans le tissu urbain de manière discrète, presque cachée, identifiables depuis la rue seulement par des pancartes indiquant « *phòng cho thuê* », littéralement « chambres à louer ». Elles participent d'un tissu urbain dense et cosmopolite qui reflète une mixité sociale malgré les différences générales de niveaux de vie entre les quartiers. Les quartiers centraux et péricentraux, en particulier les districts 2 et 7 dans l'est de la ville, sont plus aisés que les quartiers périphériques de la banlieue industrielle, mais, les formes du bâti recréent une mixité sociale au sein même des quartiers, voire des parcelles.

III.1.1. Caractéristiques techniques

Les *nhà trọ* occupés par les migrants ruraux se caractérisent par leur prix abordable, leur simplicité et leur caractère relativement informel, sur lequel je m'attarde plus largement dans la deuxième partie de ce chapitre. Sur la base de ces caractéristiques, ces logements se placent théoriquement du côté des logements à court terme. Ils constituent le principal parc de logements occupés par les migrants dans les zones étudiées. Il s'agit de chambres locatives privées standardisées, en béton, distribuées en rangées (voir figure n°15). Les rangées sont appelées *nhà trọ*, et les chambres qui les composent sont appelées des *phòng trọ*. Ces rangées de chambres constituent des sous-ruelles informelles qui quadrillent les parcelles des propriétaires-bailleurs. Dans la hiérarchie viaire de Ho Chi Minh Ville, elles se placent en dessous du plus bas échelon officiel que sont les ruelles appelées « *hẻm* ». Elles sont subordonnées à la maison d'habitation du propriétaire-bailleur située à proximité sur la même

parcelle. Par ailleurs, il arrive également que les chambres soient distribuées en rangées non pas de plain-pied mais sur différents étages. Dans ce cas, elles remplissent de petits immeubles de ville dont l'emprise au sol n'est pas différente de celle des maisons-tubes (« *nhà ống* ») qui composent une grande partie du tissu urbain possédés et occupés par les résidents permanents des villes vietnamiennes (voir figure n°16). Les maisons-tubes sont des maisons étroites et allongées sur plusieurs niveaux (trois à quatre étages), qui occupent l'entièreté de la parcelle. Elles offrent une grande flexibilité d'usage et leur rez-de-chaussée est souvent utilisé par les occupants pour tenir un commerce. En outre, elles ont l'intérêt de maintenir une grande porosité avec la voirie et favorisent les interactions sociales. Elles représentent le type de logement le plus populaire au Vietnam, malgré la popularité croissante des appartements en immeubles, notamment en lien avec l'évolution de l'usage de la voirie et l'augmentation considérable de l'usage non seulement des deux-roues motorisés mais aussi des voitures (Seo & Kwon, 2017, p.12). Communément, une maison-tube abrite une famille élargie, ce qui correspond généralement à trois générations. Dans le cas des chambres à louer dont il est question ici, la parcelle est occupée par un bâtiment de taille et de forme comparable à une maison-tube mais qui se compose de plusieurs dizaines de chambres auxquelles on accède par un couloir étroit.



Figure n°15 :

(photographie de gauche) Rangée de chambres à louer dans le district de Bình Tân, Ho Chi Minh Ville. Source : photographie de l'auteure, novembre 2021.

(deux photographies de droite) Rangée de chambres à louer dans le district de Bình Tân, Ho Chi Minh Ville. Source : photographies de l'auteure, mars 2021.



Figure n°16 : Série de maisons tubes à Ho Chi Minh Ville. Source : photographie de l’auteure, décembre 2018.

Pour décrire ces chambres de manière synthétique, elles ont généralement une superficie entre 9 et 15 m², auxquels s’ajoute parfois une mezzanine. Elles offrent la plupart du temps très peu de lumière, de ventilation et d’insonorisation. La plupart des logements visités comprennent une salle de bain privée minuscule et rudimentaire. Les moins chers partagent une salle de bain commune à l’extérieur. Les chambres sont louées non meublées, pareilles à des cubes vides, elles ne comprennent ni mobilier ni équipement (voir figure n°17). Mais elles sont appropriées, meublées et équipées par les locataires au fil de leur occupation. Elles sont louées sur une base mensuelle pour un loyer faible. En ce qui concerne les *nhà trọ* observés sur les sites étudiés, le loyer mensuel est généralement compris entre 0,9 et 2,5 millions VND (environ entre 30 et 90 euros), en fonction de la qualité de la chambre. Il m’est arrivé d’observer quelques chambres plus grandes et plus chères. Les critères de confort sont la surface, l’exposition à la lumière naturelle, l’état du logement et la localisation. Un logement donnant sur une rue est plus cher qu’un logement donnant sur une ruelle, ou une sous-ruelle, car il garantit une meilleure accessibilité, ainsi qu’une meilleure luminosité et une meilleure ventilation³⁶. Au loyer, il faut

³⁶ L’importance de l’accès à la rue dans la valeur foncière a par ailleurs plus largement été démontré dans le cas de propriétés foncières (et non de chambres à louer) par Annette Kim dans son étude 2004 sur la base des prix du

ajouter les charges d'électricité et d'eau, variables en fonction du tarif appliqué à chaque logement et de la consommation des locataires, pour un total de quelques centaines de milliers de dongs vietnamiens, excédant rarement 500 000 VND (18 euros). Le montant consacré au logement par les locataires varie généralement entre 1 et 3 millions de VND (35-105 euros). Il rentre ainsi dans le budget limité des migrants rencontrés ont généralement un revenu entre 4 et 8 millions de VND par personne et par mois (175-355 USD). Je précise que les revenus de 7 à 8 millions de VND sont plus fréquents parmi les informants. Ils correspondent notamment aux salaires communs des ouvriers et ouvrières en usine.



Figure n°17 : Une chambre à louer vide dans le district de Bình Tân, Ho Chi Minh Ville.
Source : photographies de l'auteure, novembre 2021.

III.1.2. Normes de construction

Ces chambres à louer sont théoriquement encadrées par un certain nombre de normes pour garantir leur salubrité. Les propriétaires-bailleurs doivent s'enregistrer en tant que commerces et respecter des normes de construction stricts établis par le Ministère de la Construction, en particulier la Décision N°75/2006 à Ho Chi Minh Ville. Le rapport de la Banque Mondiale sur le logement abordable les répertorie comme suit : un minimum de 9m² sans toilettes intérieures, ou 12m² avec toilettes incluses, une largeur minimum de 2,4m, une hauteur sous-plafond minimum de 2,8m, une surface moyenne de 3m² par personne en excluant

marché immobilier de Ho Chi Minh Ville entre 1998 et 2001 (Kim, 2004, p.295). Cette autrice pointait également l'importance de la distance au centre-ville comme déterminant de la valeur d'une propriété foncière.

les toilettes et les parties communes. Les chambres doivent être séparées par des parois en briques. Des fenêtres et ventilateurs doivent assurer la circulation de l'air. Les locataires doivent avoir leurs lits (des matelas ou nattes). Pour les *nhà trọ* comprenant 10 chambres ou plus, les locataires doivent pouvoir accéder à un espace vert d'au moins 1,5 m² par personne. A ces normes architecturales s'ajoutent celles relatives à l'hygiène et à la sécurité incendie. Selon ce même rapport, le Département de la Construction de Ho Chi Minh Ville ne décomptait que 28,5% des *nhà trọ* de la ville respectant ces conditions et ayant obtenu l'enregistrement comme commerces (Brhane, M., *et al.*, 2015, p.31). Ce chiffre est à interpréter avec précaution compte tenu de la grande difficulté à recenser ces constructions discrètes et informelles. Ce rapport date de 2015, il est possible que la mise en œuvre de ces mesures soit plus efficace aujourd'hui.

Lors de mon enquête, plusieurs des propriétaires rencontrés ont fait mention de ces normes, mais là encore il est possible que les propriétaires que j'ai pu identifier et rencontrer soient précisément de ceux qui s'étaient enregistrés correctement. Selon les dires des propriétaires rencontrés, la régulation a été mise en place au cours des dix dernières années avant l'enquête, soit depuis 2010 environ. Auparavant, la construction de ces chambres ne nécessitait pas de déclaration ou de demande d'autorisation. À présent, elle requiert une démarche auprès des autorités locales. Néanmoins, les propriétaires ne bénéficient pas d'aide publique, ce qui n'encourage pas au respect des normes.

En l'état, sur la base des observations de terrain, une grande partie de ces chambres peut être qualifiée d'insalubre du fait du manque de ventilation et du mauvais état d'entretien. De plus, l'accès à l'eau et à un système sanitaire adéquat n'est pas assuré. Selon l'Enquête sur les conditions de vie des ménages au Vietnam de 2022, à l'échelle nationale, dans la population urbaine, les ménages des deux plus bas quintiles (soit un revenu de 7 325 000 VND/ 270€ pour le Q2, et 3 982 000 VND/146€ pour le Q1) avaient un accès très faible à un système sanitaire sûr. 17% des ménages du deuxième quintile et 32%, le tiers, des ménages du premier quintile n'y avaient pas accès. En ce qui concerne l'accès à l'eau, la situation était encore plus critique, 45% des ménages du premier quintile, 34% des ménages du deuxième quintile et même 31% des ménages du premier quintile n'avaient pas accès à de l'eau saine. Je mentionne ces trois quintiles car ce sont ceux dans lesquels se positionnent les migrants ruraux en termes de niveau de revenus, mais la situation en termes d'accès à l'eau est généralisée. Les ménages n'ayant pas accès à une eau saine représentaient tout de même 22% des ménages du quatrième quintile et 17% des ménages du cinquième quintile (VHLSS, 2012, citée dans Brhane, M., *et al.*, 2015, p.37).

En outre, les normes de surface minimum par personne semblent insuffisantes pour garantir un espace de vie salubre. Les conditions d'habitation, bien que respectant visiblement la norme de 3m² par personne, créent des situations de surpopulation. Je ne suis pas certaine que les enfants en bas âge par exemple soient inclus dans la comptabilisation des occupants. En effet, il n'est pas rare de voir un couple avec deux enfants en bas-âge dans une chambre, alors que toutes les chambres n'atteignent pas 12m². Sur les sites étudiés, les cas de cohabitation les plus fréquents sont les couples mariés, souvent avec des enfants, parfois deux colocataires, et rarement un seul locataire.

La construction rapide et non planifiée dans les interstices urbains ou aux marges de la ville mène à un manque d'infrastructures et de services de base : cela concerne l'eau, l'assainissement, le pavement de la chaussée, l'éclairage extérieur, l'électricité, le drainage des eaux de pluie, la collecte des déchets, mais également les services de santé, d'éducation et récréatifs (Brhane, M., *et al.*, 2015, p.36).

Enfin, on note que les loyers des chambres à louer ne sont pas encadrés par la puissance publique, comme l'ensemble du parc locatif privé, ce qui peut potentiellement donner lieu à des pratiques abusives.

III.1.3. Alternatives aux *nhà trọ*

Outre les *nhà trọ*, les migrants ruraux ont accès à des logements moins chers, tous conçus pour être temporaires, et pour certains associés à leur activité professionnelles. Certaines usines proposent des dortoirs avec pension complète pour un loyer très bas. Les dortoirs ne sont toutefois pas accessibles aux couples ; ils peuvent donc être une option pour les migrants célibataires à leur arrivée, avant que les couples migrants ne déménagent dans un *phòng trọ* à l'étape suivante d'un parcours résidentiel plus long. De plus, certains informants ont mentionné des entreprises qui offrent également des logements extérieurs à proximité de l'usine. Ces logements, rares, aux loyers avantageux sont réservés aux employés méritants travaillant depuis de nombreuses années dans l'entreprise et à leur famille. Par ailleurs, les ouvriers du bâtiment quant à eux logent souvent dans des abris temporaires sur les chantiers (voir figure n°18). Les migrants peuvent également louer une place dans une chambre partagée avec d'autres personnes, dix ou plus, à la nuitée, pour 8000 à 20000 VND la nuit, eau et électricité comprises

(30 à 80 centimes d’euros, prix en juillet 2020). Outre son faible coût ce type de logement permet une plus grande flexibilité mais offre des conditions de vie très précaires³⁷.



Figure n°18 : Campement sur un chantier de construction, dans le district de Gò Vấp, Ho Chi Minh Ville. Source : photographie de l’auteure, mars 2021.

Enfin, certains migrants squattent gratuitement des bâtiments abandonnés, comme deux femmes interrogées dans le district de Gò Vấp (voir figure n°19). Je précise que l’immeuble était occupé par un plus grand nombre de personnes sans que je sache si elles étaient migrantes ou non. Les dortoirs, les abris de chantier, les chambres partagées et les squats appartiennent tous au domaine du temporaire. Pour des raisons d’accessibilité, ces logements alternatifs n’ont pas été observés sur le terrain, mais cela ne signifie pas qu’ils n’y sont pas présents. J’ai notamment demandé à accéder aux dortoirs de la plus grande usine sur le terrain mené à Gò Vấp, requête qui a été simplement refusée au motif que l’entreprise ne soutenait pas ce type de travaux.

³⁷ Ces chiffres proviennent d’un article du journal Tuổi Trẻ : Tuổi Trẻ, 12th of July 2020, “Migrant workers pay daily rent for cheap Vietnamese version of ‘capsule hotel’” <https://tuoitrenews.vn/news/features/20200712/migrant-workers-pay-daily-rent-for-cheap-vietnamese-version-of-capsule-hotel/55550.html>



Figure n°19 : Campement de migrants dans un immeuble désaffecté, dans le district de Gò Vấp, Ho Chi Minh Ville. Source : photographies de l’auteure, décembre 2020.

III.1.4. Des logements « non-permanents »

Selon l’enquête inter-recensement de 2014 (GSO Vietnam cité dans Brhane, M., *et al.*, 2015, p.20), à cette date 59% du stock de logements du pays avaient été construits après 2000, 37% après 1975 et seulement 4% avant 1975. Le parc de logements au Vietnam est donc très récent. Le GSO classe les logements en catégories architecturales : permanents, non-permanents, temporaires et abris. Les logements permanents correspondent aux maisons-tubes sur rues ou sur ruelles, aux appartements et aux villas, anciens comme nouveaux. Les logements dits « non-permanents » correspondent aux maisons-tubes délabrées et de mauvaise qualité et surtout aux bâtiments de chambres à louer. Enfin, les logements temporaires et abris désignent les vieilles maisons rurales délabrées situées en périphéries urbaines et les logements précaires situés en zones non-résidentielles comme le long des canaux et des routes, dans les zones industrielles désaffectées et sur les marchés de plein air. Selon cette classification, les chambres louées entrent donc dans la catégorie des logements semi-permanents, notamment en raison de la composition du toit, souvent fait de tôles d’acier (UN-Habitat, 2014, p. 44). En raison de cette classification comme logements semi-permanents, et de la nature des contrats de location qui sont parfois des accords oraux, ou qui, quand ils sont sur papier, sont souvent peu clairs pour les locataires et ne leur fournissent pas de protection, les chambres à louer peuvent être placées du côté de l’informel dans le continuum formalité-informalité.

L'enquête inter-recensement de 2014 montre une baisse de la part des logements temporaires et des abris dans l'ensemble du parc, de 16% (respectivement 8% et 8% en 2009) à 10% (respectivement 6% et 4% en 2014). Cette baisse témoigne de l'augmentation générale des niveaux de vie. La part des logements temporaires et abris est plus importante en zone rurale qu'en zone urbaine où les logements temporaires ne correspondaient qu'à 2% du parc de logements en 2014. La ville de Ho Chi Minh Ville a notamment mené des politiques de rénovation des berges le long des canaux pour évacuer et démolir les constructions précaires sur pilotis. En revanche, la part de logements non-permanents a augmenté, passant de 38% en 2009 à 44% en 2014. En 2014, elle atteignait 54% du parc en zone urbaine à l'échelle nationale, soit plus de la moitié. Cette dynamique révèle l'augmentation de la demande en logements à bas coût et reflète l'afflux de migrants venus travailler dans les secteurs industriel et tertiaire des zones urbaines. Selon le recensement de la population et du logement de 2019, les logements permanents et semi-permanents représentaient 99,4% du parc situé en zone urbaine dans Ho Chi Minh Ville, et les logements temporaires et abris étaient presque inexistantes (0,6%).

Cependant, bien que considéré comme un logement semi-permanent, au fil des années, le *phòng trọ* peut être personnalisé et adapté à un niveau de confort plus élevé lorsque les conditions financières le permettent. Ainsi, certains *phòng trọ* ont été décorés et progressivement équipés par leurs locataires de meubles de rangement, d'un bureau, d'un téléviseur, d'un réfrigérateur, d'un ventilateur ou d'un climatiseur (voir figures n°20 et 21). Cependant, les situations sont très diverses et les cas d'amélioration relative des conditions de vie dans la ville n'excluent pas d'autres cas de précarité et d'isolement à long terme (voir figure n°22). Une propriétaire-bailleuse à Bình Tân a attiré mon attention sur le fait qu'il y avait des propriétaires moins bienveillants (propriétaire-bailleuse n°3).

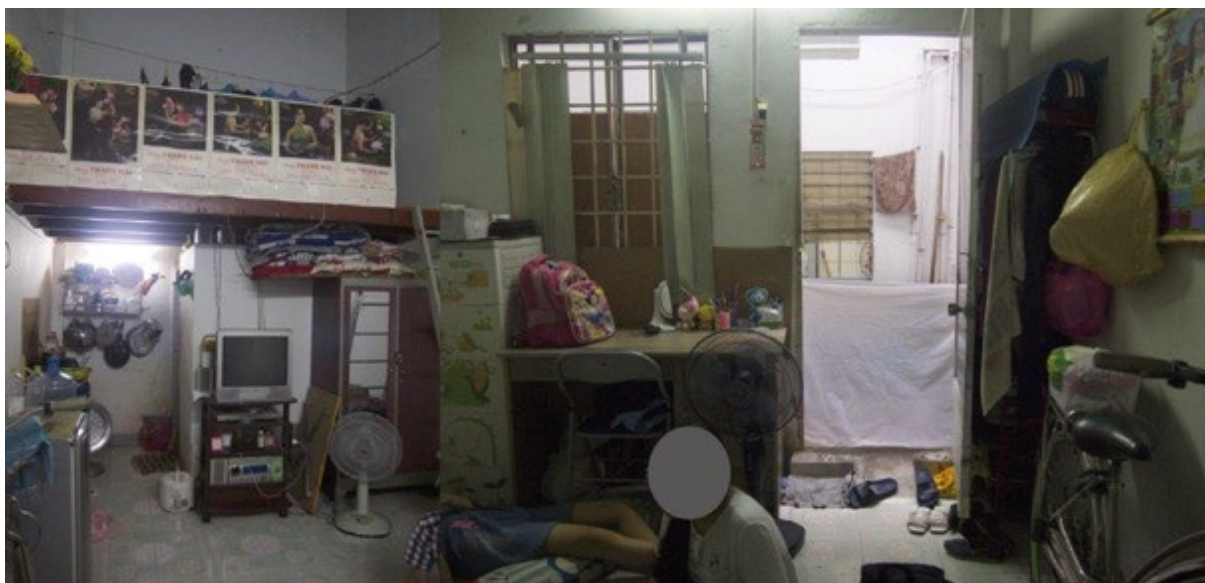


Figure n°20 : Une chambre locative occupée depuis 12 ans par un couple marié et leur fille de 11 ans, dans le quartier de Gò Vấp, à Ho Chi Minh Ville. Source : photographies de l'auteure, juin 2020.



Figure n°21 : Une chambre locative occupée depuis moins de deux ans par une jeune femme de 22 ans dans le quartier de Gò Vấp, à Ho Chi Minh Ville. Source : photographies de l'auteure, juin 2020.



Figure n°22 : Une chambre locative occupée depuis 10 ans par un couple de personnes âgées dans le district de Gò Vấp, Ho Chi Minh Ville. Source : photographies de l'auteure, août 2020.

III.2. Difficultés d'accès au marché foncier

Pour expliquer le rôle des chambres à louer dans le panorama immobilier de Ho Chi Minh Ville, il est nécessaire de s'arrêter un moment sur l'évolution du contexte foncier, ainsi que l'offre et la demande en logements. Les villes vietnamiennes souffrent d'un stock insuffisant de logements décents de petite taille accessibles aux ménages à faibles revenus (Waibel *et al.* 2007), d'autant plus que les logements sociaux sont très limités. Les *nhà trọ* font partie du vaste parc informel de logements auto-construits de Hô Chi Minh-Ville (UN-Habitat, 2014, p.51).

III.2.1. Evolution de la production de logements depuis les années 1980

Jusque dans les années 1980, l'Etat se portait garant et principal financeur de la construction et de la gestion des logements formels dans le pays. Néanmoins ce parc représentait seulement 5% des logements effectivement construits, les 95% restants correspondant à l'auto-construction informelle par les ménages (Banque Mondiale, 2015). La situation a considérablement changé la décennie suivante lors du renouveau économique dit *Đổi Mới*. Dans les années 1990, le gouvernement vietnamien s'est désengagé de la production de logements du fait de contraintes financières (Quertamp *et al.*, 2014), et s'est mis à encourager l'autoproduction d'habitations par les ménages³⁸. On a vu apparaître des entreprises de construction privées financées par du crédit bancaire, et les ménages ont été autorisés à construire, rénover, étendre ou acheter leurs logements. Le gouvernement a beaucoup eu recours notamment à des projets dits de « site et de services » sur la base de partenariats publics-privés. Des terrains sont aménagés avec des infrastructures de base, notamment la voirie, et subdivisés en parcelles qui sont vendues aux ménages à un prix avantageux. Les ménages sont ensuite en charge d'auto-construire leurs logements (Seo & Kwon, 2017, p.15).

Par la suite, après la loi foncière de 2003 favorable à l'investissement privé, des compagnies d'Etat et des entreprises privées se sont tournées vers la production d'immeubles d'habitation à destination des classes aisées, et plus rarement des classes moyennes. Cette évolution a entamé une transformation du paysage urbain dans un contexte où les immeubles

³⁸ Selon Seo et Kwon, le décret n°64/2012/ND-CP qui met en place l'exemption de permis de construire pour les petites constructions montre la volonté étatique d'encourager l'autoconstruction (Seo & Kwon, 2017, p.4).

restent très minoritaires, le type de construction le plus répandu restant encore très largement la maison-tube. Depuis le début des années 2000, l'urbanisme de projet porté par des promoteurs immobiliers s'est largement développé en zone urbaine. À Ho Chi Minh Ville, c'est notamment le cas dans les districts 2 et 7 situés dans l'est de la ville. Mais ce développement du secteur immobilier n'a pas priorisé les logements pour les ménages des plus bas quintiles. De plus, il reste encore largement minoritaire dans la production totale de logements. Selon la Banque Mondiale, la production de logements par l'Etat et par des promoteurs privés représentait en 2015 seulement 20 à 25% de la production totale, le reste étant assuré par l'auto-production des ménages. Selon les estimations de la Banque Mondiale, fondées sur une surface moyenne des logements construits de 70m², parmi les 3,3 millions de logements construits entre 1999 et 2009, environ 60% (soit 1,6 millions de logements) étaient des petits logements informels d'un niveau et principalement localisés dans les marges urbaines. Toujours selon ces estimations, la majorité de ces constructions étaient résidentielles et occupées par leurs propriétaires, une portion importante d'entre elles étant des chambres louées à des migrants (Banque Mondiale, 2015, p.30).

III.2.2. Le logement locatif encore résiduel et l'absence de logements publics

Le logement en location, même dans le secteur privé urbain, est minoritaire au Vietnam, mais en croissance. Selon le recensement national de 2019, seuls 21,1 % des ménages des zones urbaines louaient leur logement à l'échelle nationale, et 33,8 % des ménages des zones urbaines à Hô Chi Minh-Ville (GSO, 2020, p.634). Le marché du logement au Vietnam est empreint d'une orientation propriétaire qui valorise fortement la propriété immobilière au détriment de la location. Comme dans nombre de contextes asiatiques, le statut de locataire est résiduel, en revanche celui de propriétaire bailleur, « *chủ nhà* » est respecté socialement. Le parc de logements locatifs accueille des étudiants, des jeunes familles, des travailleurs migrants et des ménages pauvres. La grande majorité des migrants y ont recours. Selon le rapport sur le logement abordable de la Banque Mondiale, en 2010, seulement 8,7%³⁹ des migrants possédaient leur logement (Banque Mondiale, 2015, p.28). Les plus de 90% restants vivent dans

³⁹ Ce pourcentage très précis interroge quant aux types d'habitat inclus dans les statistiques compte tenu de la relative informalité d'une partie du parc de logement.

des logements loués, dans des abris temporaires, sur leur lieu de travail (chantier, atelier, magasin) ou bien sont hébergés chez des proches qui possèdent une maison en ville. En zone industrielle, l'offre de logements formels couvrirait seulement 10% de la demande en logements locatifs (*ibid.*), ce qui explique que la grande majorité se tourne vers le parc des *phòng trọ*.

Au cours des années 1990, le système de logements subventionnés a été progressivement remplacé par un nouveau système orienté vers le marché, fondé sur une diversification des sources de production de logement, en lieu et place du monopole gouvernemental antérieur (Trinh *et al.*, 2000, p.95 cité dans Han & Vu, 2008, p.1103). Malgré le rôle clef des Comités Populaires locaux⁴⁰ qui délivrent les permis de construire, les principaux constructeurs demeurent les ménages privés et les acteurs du secteur informel (Koh, 2004, cité dans Han & Vu, 2008, p.1103). Les logements publics, à défaut de sociaux, construits au cours de la période 1960-1980 par le gouvernement vietnamien étaient destinés aux fonctionnaires, policiers et militaires (Quertamp *et al.* 2014, p.89). Plus nombreux à Hanoï qu'à Ho Chi Minh Ville où ils n'ont été introduits qu'entre 1975 et 1980, ils sont constitués de barres d'immeubles de deux à cinq étages d'inspiration soviétique (« *Khu Tập Thể* » en vietnamien ou KTT). À Ho Chi Minh Ville, on en trouve par exemple dans le district central de Bình Thạnh le long du fleuve. Leur relativement grande surface (30 à 70m²) les rend inaccessibles financièrement aux ménages modestes. En outre, seule une petite portion de ce parc est en location, la très grande majorité est en « accession – location », c'est-à-dire qu'ils sont loués pendant plusieurs années avant d'être acquis par les occupants sur la base d'un apport personnel partiel. Mais les loyers de ces logements en accession à la propriété sont plus élevés que ceux des logements locatifs publics, ce qui les rend là-encore inaccessibles aux ménages pauvres. Depuis la libéralisation du marché immobilier dans les années 1990, ces appartements ont progressivement rejoint le parc de logements privés, et le rachat à l'Etat de ces logements par les occupants s'est généralisé, parfois pour être ensuite mis en location.

Huong Ha et Tai-Chee Wong soulignaient en 1999 que les projections de construction de logements par le gouvernement dans le Master Plan de Ho Chi Minh Ville approuvé à l'époque en 1997 étaient largement insuffisantes pour couvrir les besoins qui étaient estimés pour les années suivantes (Ha & Wong, 1999, p.305). Depuis, le gouvernement vietnamien a pris de nouvelles mesures pour la construction de logements. Au cours des quinze dernières années, il s'est engagé à développer des programmes de logement pour les travailleurs du secteur industriel et les étudiants, face au manque de places dans les résidences universitaires

⁴⁰ Les Comités Populaires Locaux (« Ủy Ban Nhân dân ») sont les représentants exécutifs du gouvernement au niveau de la province et du district. Ils sont en charge de l'administration publique.

et les logements d'entreprises, ainsi que des logements sociaux pour les ménages à faibles revenus afin de combler les lacunes du marché du logement. Le Master plan de 2021-2030 adopté fin 2024 (section VIII.1) annonce le développement de différents types de logements adaptés aux ménages des différents groupes de revenus, la construction de logements sociaux, et la volonté d'encourager l'investissement des acteurs privés dans les projets résidentiels comprenant notamment des logements sociaux. Cette orientation gouvernementale a donné lieu à plusieurs lois et décrets depuis 2009⁴¹, et en particulier la Loi sur le Logement de 2015, puis la loi sur le Logement de 2023 amendée par plusieurs décrets en 2024 (notamment le décret 100/2024/ND-CP du 26 juillet 2024 sur le logement social).

Cette orientation s'est concrétisée dès 2011 par la Stratégie nationale de développement du logement d'ici à 2020 horizon 2030 (décision 2127/QĐ-TTg) publiée par le Ministère de la Construction, dont un département est dédié à la gestion du logement et du marché immobilier. La stratégie consiste notamment à rénover et reconstruire les immeubles dégradés et à promouvoir le logement locatif en ville. Le gouvernement vietnamien a créé des mesures incitatives pour encourager les promoteurs immobiliers privés à produire des logements sociaux destinés aux ménages modestes. Il a en particulier mis en place une taxation réduite et le remboursement du développement d'infrastructures (Banque Mondiale, 2015, p.26). À l'échelle nationale, Ho Chi Minh Ville et ses provinces voisines Bình Dương et Long An se classent parmi les provinces ayant les objectifs de production de logements sociaux pour 2030 les plus élevés (rapport de Cushman & Wakefield, 2023, p.3), mais peinent encore à les mettre en œuvre.

Par ailleurs, le 26 août 2025, le journal francophone du Parti Communiste vietnamien, le Courrier du Vietnam, titrait « 80 ans de Révolution : vers l'éradication des logements précaires »⁴². Il faisait référence à l'allocution du Premier ministre vietnamien Phạm Minh Chính qui ce même jour, à l'occasion du 80ème anniversaire de la Fête nationale du 2 septembre (1945-2025) annonçait que le pays avait atteint l'objectif d'éradication des logements temporaires et délabrés. Cet objectif était celui d'une politique lancée le 13 avril 2025, et faisait suite au programme national de soutien au logement précaire lancé le 5 octobre 2024, et particulièrement à la Résolution 42-NQ/TW 2023 du 24 novembre 2023 sur l'amélioration des politiques sociales, pour assurer l'accès à tous à des services sociaux de base de qualité, parmi

⁴¹ Décision PM n° 66/2009/QĐ-TTg ; décret gouvernemental 188/2013/NĐ-CP, circulaire 08/2014/TT-BXD du ministère de la construction, loi sur le logement de 2014 n° 24/2014/L-CTN ; décrets gouvernementaux 99/2015/ND-CP ; 100/2015/ND-CP ; et 49/2021/ND-CP.

⁴² <https://lecourrier.vn/80-ans-de-revolution-vers-leradication-des-logements-precaires/1289586.html>

lesquelles le logement⁴³. L'horizon temporel de cette politique était 2030, le gouvernement se félicite donc de l'avoir atteint 5 ans plus tôt avec environ 335 000 logements construits ou rénovés. Cependant, ce succès ne répond qu'à une partie du problème. Les conditions de logement de la masse des travailleurs modestes des grandes métropoles restent encore souvent insatisfaisantes. Le Premier Ministre appelait à de nouvelles révisions des politiques sociales et de crédit en faveur des ménages pauvres afin non seulement de garantir un toit mais également de lutter contre la pauvreté conformément à la Directive 05-CT/TW du 23 juin 2021⁴⁴.

Pour l'instant, la *phòng trọ* reste l'une des solutions de logement les plus abordables pour les ménages modestes, résidents urbains comme migrants ruraux.

III.2.3. La propriété foncière et immobilière en ville inaccessible aux ménages modestes

Selon l'Enquête sur les conditions de vie des ménages au Vietnam de 2012, les ménages des trois quintiles supérieurs ont la capacité d'épargner pour se constituer un apport en vue de l'achat d'une maison, mais les ménages des deux autres quintiles ont une capacité d'épargne très faible (Banque Mondiale, 2015, p.16). Néanmoins, ils peuvent obtenir du crédit hors des circuits traditionnels, de manière à financer la construction de manière progressive. En effet, les institutions de crédit formelle ne prêtent pas aux personnes ayant un emploi informel, ou cherchant à acquérir un bien immobilier sans titre de propriété formel. Les fonds sont collectés auprès de la famille élargie et des amis. Les créanciers informels sont moins mobilisés en raison de leurs taux d'intérêt usuraires. Du fait de leur faible capacité à fournir un acompte et de leurs revenus bas, les ménages des deux plus bas quintiles sans propriété foncière ou immobilière, tels que les migrants ruraux en ville, sont donc les plus vulnérables et les moins à même d'acheter ou de construire un logement.

En outre, l'offre en terrains et logements à faible coût est rare. Les prix du marché du logement à Ho Chi Minh Ville ont considérablement augmenté au cours des vingt ou trente dernières années, ce qui rend difficile l'accès à la propriété en ville. Le rapport de la Banque Mondiale de 2015 soulignait déjà que les prix étaient prohibitifs pour les ménages pauvres à

⁴³ <https://luatvietnam.vn/chinh-sach/ngghi-quyet-42-nq-tw-2023-doi-moi-nang-cao-chat-luong-chinh-sach-xa-hoi-280042-d1.html>

⁴⁴ <https://luatvietnam.vn/chinh-sach/chi-thi-05-ct-tw-lanh-dao-cua-dang-voi-cong-tac-giam-ngheo-ben-vung-204301-d1.html>

l'époque (Banque Mondiale, 2015, p.33 et 36). Selon le rapport de l'Urban Land Institute 2023 *ULI Asia Pacific Home Attainability Index*, en 2023 le prix médian d'un logement à Ho Chi Minh Ville était de 296 000 \$ (USD) (environ 278 000 €), ce qui en faisait la ville la plus chère du pays (ULI, 2023, p.59). Dans les quartiers périphériques étudiés, les prix sont moins élevés qu'à l'échelle de la ville mais restent tout de même trop conséquents pour le budget des ménages pauvres. Sur la base des annonces disponibles sur le site de vente immobilière Batdongsan (l'un des plus utilisés au Vietnam), au début du mois d'août 2025, une maison-tube dans le district de Gò Vấp à Ho Chi Minh Ville se vend entre 60 et 200 millions de VND par m² (soit 1 965 € à 6 550 €). On y trouve peu de maisons-tubes à moins de 3 ou 4 milliards de VND (100 à 130 000 €). Les prix dans le district de Bình Tân sont proches mais légèrement plus bas⁴⁵.

Dans ce contexte, la perspective d'obtenir un accès permanent à la terre en ville reste rare pour les migrants ruraux peu qualifiés. Certaines trajectoires aboutissent néanmoins à l'accès à la propriété en ville. L'accès au sol peut se faire par le mariage avec un/une résidente permanent.e de Ho Chi Minh Ville qui, par sa situation d'enregistrement familial, accède à la propriété foncière à Ho Chi Minh Ville. J'ai rencontré une personne migrante ayant réussi à acheter elle-même un terrain à Ho Chi Minh Ville mais cette acquisition s'est faite il y a plusieurs décennies, alors que les prix du foncier étaient beaucoup plus bas. Enfin, une autre forme de trajectoire ascendante concerne les migrants ayant pu faire des études en ville et ainsi accéder à des emplois mieux rémunérés. Ces populations ont ainsi accès à un parc de logement moins modeste, en particulier la location de petites « maisons-tubes » entières. Ces informants se trouvent de fait aux marges de notre échantillon qui n'inclut pas les migrants dits « qualifiés ». Néanmoins, je tiens à le préciser pour signaler que les trajectoires sociales ascendantes aboutissant à l'installation permanente en ville sont possibles si le capital social et financier le permet. En dehors de ces trajectoires, la majorité des migrants rencontrés parlent de l'accession à la propriété en ville comme d'un rêve hors d'atteinte.

⁴⁵ <https://batdongsan.com.vn/>. Dans les deux districts, des annonces listées comme urgentes apparaissent à des prix plus bas.

III.2.4. Fonctionnement du marché foncier et immobilier

L'attractivité de la ville et la rareté des terrains disponibles ont conduit à une augmentation continue des prix des terrains, renforcée par les mécanismes spéculatifs. L'investissement dans des biens dépourvus de titre de propriété a généré une « bulle » sur le marché immobilier de Ho Chi Minh Ville. Pour en comprendre les mécanismes sous-jacents, il faut s'arrêter un moment sur les caractéristiques des marchés fonciers et immobiliers vietnamiens.

Tout comme en Chine, la terre au Vietnam est considérée comme propriété du peuple et gérée par l'Etat. En pratique, elle appartient donc à l'Etat et non aux usagers. Ces derniers possèdent, non pas des titres de propriété, mais des droits d'usage des sols⁴⁶. Après 1975, la gestion du territoire par les coopératives a été étendue du nord au sud du pays au moment de la réunification. Ces coopératives ont ensuite été progressivement démantelées. Les premiers droits d'usage des sols ont été créés par la loi foncière de 1989, alors sous la forme de contrats avec les coopératives. Quelques années plus tard, la loi foncière de 1993 créait des droits d'usage des sols individuels susceptibles d'être cédés, hypothéqués, loués ou légués. Les terrains pouvaient dès lors être transformés, et les titres donnaient également droit à une compensation en cas d'expropriation. Cette réforme s'est traduite par une campagne de titrisation massive à la fin de laquelle 90% des ménages ruraux détenaient des droits d'usage des sols en 2000. Enfin, la révision de la loi foncière de 2003 a autorisé les transactions individuelles des droits d'usage des sols. Elle a accordé le droit de donner un terrain, de l'utiliser comme apport pour une entreprise, et d'exiger une compensation en cas de réquisition du terrain par l'Etat (Han & Vu, 2008, p.1103). Un marché foncier et immobilier était né. Selon Sun Sheng Han et Kim Trang Vu, l'allocation des terrains par l'Etat correspond au marché foncier primaire, alors que le transfert de terrain entre usagers représente le marché foncier secondaire. La loi foncière de 2003 a rendu les procédures et les charges associées claires et transparentes sur les deux marchés, en particulier les ventes et locations, et les démarches d'obtention du titres fonciers. L'ensemble a été centralisé auprès du Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement (MONRE) (*ibid.*, p.1105). Parallèlement, l'Etat vietnamien a établi un prix foncier encadré, qui lui sert depuis d'outil pour les procédures requérant une évaluation foncière. Ces procédures incluent l'attribution de terrains, la location de terrains à des usagers,

⁴⁶ Par le biais du droit d'usage, l'Etat vietnamien met la terre à disposition de l'utilisateur pour une durée déterminée. Le droit d'usage peut être vu comme un droit de propriété limité sur la terre, ou comme un droit de propriété sur l'utilité économique de la terre (Nguyen, 2006).

les compensations en cas de déplacement de populations, ou encore l'évaluation d'apports en cas de création de joint-ventures (*ibid.*, p.1112). Ce prix est d'abord apparu dans le cadre de la législation autour des compensations en cas de récupération des terres par l'Etat dans les années 1990⁴⁷. La loi foncière de 2003 a ensuite affiné les procédures de compensation à l'œuvre et a établi une table de prix encadrés proches de la valeur du marché, ajustée annuellement (*ibid.*, p.1105-1107).

Mais la loi foncière de 1993, en introduisant des droits d'usage privés, ouvrait les portes à une série de d'événements alors même que la législation détaillée de mise en œuvre n'avait pas encore été approuvée (Kim, 2004, p.300). En raison de la forte augmentation de la demande en terrains et en logements, ce prix encadré, bien qu'il soit mis à jour annuellement, s'est petit à petit retrouvé décorrélé du prix de marché et un système à deux prix a émergé.

Selon Thu et Perera (2011a, p.32), l'augmentation de cette demande en terrains et logements s'explique par l'urbanisation, l'augmentation des niveaux de vie et l'arrivée de capitaux étrangers attirés par les politiques du gouvernement vietnamien qui maintiennent un prix foncier encadré bas. Les investissements étrangers étaient exclus du marché du logement par une politique de 1994 dans le but de préserver le marché immobilier d'une domination internationale (Thu & Perera, 2011b, p.124). Ils étaient autorisés pour les immeubles de bureaux, les appartements avec services (« *serviced apartments* ») et les condominiums de luxe destinés aux ménages aisés et aux étrangers, et enfin les hôtels de luxe, mais non pour le logement. La Loi révisée de 2015 sur le Logement et les Compagnies Immobilières a autorisé les investisseurs étrangers à accéder au marché du logement vietnamien, ce qui a considérablement dynamisé le marché, en particulier le secteur des appartements destinés aux ménages des classes moyennes et supérieures (Seo & Kwon, 2017, p.5 et p.14). La toute nouvelle loi foncière de 2024 partiellement effective depuis août 2024 et entièrement effective depuis janvier 2025 (No. 31/2024/QH15) marque encore une avancée dans le sens de l'ouverture aux capitaux étrangers. Elle autorise les vietnamiens d'outre-mer (*Việt kiều* résidant à l'étranger et ayant la nationalité vietnamienne) à posséder des droits d'usage des sols au Vietnam (Article 4.3), au même titre que les citoyens vietnamiens résidant au Vietnam. Parallèlement elle autorise les résidents étrangers d'origine vietnamienne à acheter ou louer des maisons au Vietnam, à acquérir des droits d'usage des sols dans des projets résidentiels, à hériter des droits d'usage des sols pour tout projet situé sur la parcelle de leur logement, ou à recevoir gracieusement des maisons de leurs descendants (article 28.1.h), une disposition déjà

⁴⁷ Décret 90/CP du 17 août 1994 pour la période 1994-1998 puis Décret 22/1998/ND-CP du 24 avril 1998 pour la période 1998-2003 (Han & Vu, 2008, p.1105)

initiiée par la loi foncière précédente de 2013. Ces résidents étrangers d'origine vietnamienne sont susceptibles de se voir allouer des terrains par l'Etat vietnamien, et les institutions à capitaux étrangers peuvent se voir allouer des terrains pour mettre en œuvre des projets d'investissement dans la construction de logements à vendre ou à mettre en location-vente (article 28.1.i). Enfin, elle autorise les institutions à capitaux étrangers à acquérir des droits d'usage des sols dans les parcs industriels (article 28.1.c)⁴⁸. Il s'agit d'un tournant majeur dans la politique vietnamienne qui témoigne d'un changement radical de posture vis-à-vis de l'ouverture à l'international, et qui réaffirme la vision établie par la Constitution de 2013 selon laquelle les Vietnamiens d'outre-mer font partie intégrante de la communauté nationale vietnamienne.

Selon le Ministère de la Planification et de l'Investissement, à l'échelle nationale, à la fin du mois de janvier 2025, les investissements directs étrangers au Vietnam représentaient plus de 500 milliards de dollars américains. Parmi les secteurs privilégiés des investissements récents, le secteur de l'immobilier se classait second derrière celui de l'industrie. La Corée du Sud, le Japon, la Chine et Hong Kong étaient les premiers pays émetteurs. Ho Chi Minh Ville se distinguait comme la province ayant attiré le plus de nouveaux projets et d'investissements supplémentaires récemment⁴⁹.

III.2.5. Pratiques spéculatives sur le marché foncier et immobilier

Le double système de prix laisse une marge de manœuvre aux promoteurs pour spéculer. Le prix encadré et le prix du marché diffèrent fortement. Dans le cas de projets immobiliers par des promoteurs privés, les terrains sont récupérés par le gouvernement auprès de leurs usagers pour être attribués à des promoteurs immobiliers sur la base du prix encadré⁵⁰. Une fois le

⁴⁸ https://static3.luatvietnam.vn/uploaded/vietlawfile/2024/4/31_2024_qh15_260424153504.pdf

⁴⁹ Source : <https://www.mpi.gov.vn/en/Pages/2025-2-11/FDI-attraction-situation-in-Vietnam-and-Vietnam-semulz8.aspx>

⁵⁰ Le problème des double prix (prix encadré et prix du marché) apparaît à travers les compensations des ménages dont les terres sont récupérées par l'Etat pour être allouées aux promoteurs dans l'optique de développer des projets immobiliers. D'une part, les prix gouvernementaux plus bas que ceux du marché sont plus avantageux pour les promoteurs privés. D'autre part, le gouvernement a intérêt à maintenir les coûts de compensation faibles pour attirer des investisseurs, en particulier dans le cas d'investissements étrangers, et pour limiter les coûts opératoires qui se répercuteraient sur les loyers élevés des propriétés. La convergence entre promoteurs privés et acteur étatique aboutit ainsi à des montants de compensation des ménages fondés sur le prix encadré plutôt que le prix de marché (Han & Vu, 2008, p.1112).

terrain développé, il fait ensuite l'objet de transactions entre développeurs et acheteurs cette fois sur la base du prix du marché. Les usagers d'origine ne voient pas les retombées de la valeur marchande du terrain qu'ils occupaient. Ce différentiel génère des conflits qui se traduisent par un nombre faible d'acquisitions pour des projets résidentiels et donc un manque de terrains disponibles pour ces projets, qui alimente un prix de marché élevé. De nombreux projets demeurent incomplets et aboutissent à une offre insuffisante de logements, un dysfonctionnement étudié en détail dans le cas de Hanoi par Clément Musil, Danielle Labbé et Olivier Jacques qui parlent de « zones urbaines fantômes » (Musil, Labbé et Jacques, 2019).

D'après les analyses de Thu et Perera, les promoteurs profitent de cette situation pour spéculer : ils achètent et revendent des propriétés en augmentant le prix à chaque transaction. Les régimes de propriété « intermédiaires » permettent aux acteurs de la transaction de ne pas payer de taxes. Les marchés foncier et immobilier semblent en plein essor, mais cette bulle ne bénéficie en fait qu'aux promoteurs au détriment du grand public (2011a, p.31, 2011b p.133). Les transactions sur ces biens sans titres et ces projets inachevés sont qualifiées par les auteurs de « transactions intermédiaires de propriétés invisibles », et s'appuient sur des « niveaux intermédiaires de droits de propriété » (Thu & Perera, 2011b, p.124-125) qui composent un « système para-légal de droits ». En réponse à cette bulle, le gouvernement vietnamien a augmenté les taux d'intérêt des prêts hypothécaires et envisageait en 2009 de taxer ces transactions intermédiaires. Mais le problème réside dans l'absence d'un secteur financier régulé et d'un système de taxation, qui pousse les acteurs à avoir recours aux transactions intermédiaires pour accéder à des fonds privés (*ibid.*, p.134).

Dans des zones telles que les districts de Gò Vấp et Bình Tân, qui constituaient autrefois les marges de la ville, les propriétaires fonciers ont vu l'opportunité de tirer profit de leur parcelle tout en répondant à la demande sans cesse croissante de logements bon marché. À Ho Chi Minh Ville, le processus de conversion des terres agricoles situées en périphéries des villes en terres à usage urbain s'est accéléré à partir des années 1990, notamment avec l'afflux de migrants ruraux (Ha & Wong, 1999, p.302). Du fait de la rapidité de l'urbanisation depuis les années 1990 et des conversions des terres situées en périphérie des villes, passées du statut de terrains ruraux à urbains, de nombreux usagers ne possèdent pas de titres légaux de droits d'usage des sols. Ils ne possèdent pas de droits d'usage des sols adéquats car ils ont refusé ou n'étaient pas en mesure de payer la taxe nécessaire pour changer leur certificat de droit d'usage d'un terrain agricole (communément appelé certificat rouge) en certificat de droit d'usage du

terrain et de propriété du bâti (communément appelé certificat rose) (Kim, 2004, p.286). Pour encourager les conversions légales, en particulier des constructions de faible valeur, le gouvernement a allégé les taxes pour les constructions datant d'avant 1993, et les a supprimées pour celles antérieures à 1980. À défaut de droits d'usage des sols et de propriété du bâti (BOLUC en anglais), les transactions sans titre de terres anciennement rurales étaient localement suivies et validées par les représentants de l'Etat au niveau du quartier sur la base des « papiers légaux » qui auraient été nécessaires à la demande de BOLUC si celle-ci avait été faite (*ibid.*). Cela permettait tout de même une implication du gouvernement, dans un contexte où l'émergence du marché foncier n'a pas attendu les législations. Les désaccords étaient réglés par les fonctionnaires de quartier et les comités de pâtés de maisons. D'après les mots d'Annette Kim, « on avait des droits de propriété si les voisins et les fonctionnaires du gouvernement local les accordaient », la loi étant « l'une des institutions largement socialement construites qui façonnent les actions économiques » (*ibid.*, p.301-302). Selon le Recensement de Population et du Logement de 1999, à l'époque plus de 75% des maisons en zones périurbaines et rurales n'avaient pas de documents légaux. Beaucoup de transactions illégales ont été titrisées après coup par les autorités locales. C'est pourquoi la loi foncière de 2003 a eu pour objectif d'établir un marché foncier et immobilier au Vietnam en autorisant les transactions individuelles des droits d'usage des sols (Thu & Perera, 2011a, p.32). Selon Thu & Perera (2011a, p.34), « les nombreuses transactions foncières illégales et constructions illégales de maisons sur ces terrains participent au chaos qui entoure les acquisitions foncières à Ho Chi Minh Ville ».

Concernant le double système de prix, un changement récent majeur est à noter, dont il s'agira d'observer les conséquences concrètes dans les années à venir. Selon la loi foncière de 2024 (No. 31/2024/QH15) le prix officiel des terres qui était déterminé jusqu'à lors par le gouvernement du Vietnam, et actualisé tous les cinq ans, est à présent fixé par les provinces qui sont tenues de suivre les prix du marché (article 158.1.a). La mesure semble donc aller dans le sens d'une décentralisation et cherche théoriquement à réduire l'écart entre le prix officiel et le prix de marché. En cohérence avec cette démarche de décentralisation, la loi sur le logement de 2024 (amendement de la loi de 2023) affirme la responsabilité provinciale dans les projets immobiliers (Décret 44/2025/ND-CP article 6).

III.3. Exposition aux risques environnementaux à Ho Chi Minh Ville

Cette partie a montré jusqu'à présent en quoi consistent les *nhà trọ* d'une part, d'autre part pourquoi et comment ces chambres répondent au besoin de logements des migrants ruraux dans un marché foncier qui leur est largement fermé. Les *nhà trọ* ont le mérite non négligeable d'être accessibles dans un contexte où quasiment toutes les autres options sont hors de portée. Pour autant, cela ne signifie pas qu'elles offrent de « bonnes » conditions de logement. Cette appréciation est évidemment éminemment relative et dépend du référentiel qui est pris, du seuil d'acceptation de confort et de sécurité. Un point particulièrement significatif à cet égard tient à l'exposition à des risques environnementaux, de nature anthropique ou naturelle. En effet, décrypter la migration à l'aune de la question environnementale implique d'interroger l'exposition des migrants à des risques dans le territoire d'arrivée, en l'occurrence Ho Chi Minh Ville. Dans quelle mesure les migrants parviennent-ils à se prémunir des risques en milieu urbain ? De ce point de vue environnemental, dans quelle mesure la ville constitue-t-elle un espace de protection, un refuge ? Dans quelle mesure les *nhà trọ* remplissent-elles leur fonction primaire d'abri ?

III.3.3. Exposition des *nhà trọ* au risque d'inondation

Il arrive bien souvent que les ruelles intérieures, c'est-à-dire les ruelles secondaires et informelles qui sillonnent les parcelles des propriétaires ayant construit des *nhà trọ*, se trouvent en contre-bas de la voirie principale. Or Marie Gibert a documenté en détail la situation des ruelles (*hẻm*) qui se retrouvent facilement inondées dans le cas où les rues urbaines (*đường* et *phố*) adjacentes sont surélevées (Gibert, 2019). En effet, les rues de Ho Chi Minh Ville ont fait l'objet d'aménagement visant à les surélever pour précisément les prémunir du risque d'inondation et garantir la fluidité (toute relative) du trafic. Mécaniquement l'eau se déverse alors dans les ruelles qui donnent sur la rue, puis de là dans les sous-ruelles qui desservent les chambres à louer. La plupart des chambres à louer sont situées en rez-de-chaussée, à l'exception de celles qui composent les petits « immeubles » qui de l'extérieur s'apparentent à des maisons tubes. Étant situées au niveau du sol et les matériaux de construction étant de piètre qualité, les chambres ne sont pas exclues du risque d'inondation qui pèse sur la majorité de la ville de

Ho Chi Minh Ville. Des tactiques d'adaptation de base aux inondations sont observées, comme la pose d'une bâche en plastique sur la porte pendant la saison des pluies (voir figure n°23). Les chambres sont aussi souvent surélevées d'une petite marche à l'entrée mais celle-ci paraît bien modeste face à l'ampleur des inondations qui montent parfois de plusieurs dizaines de centimètres. Les mezzanines intérieures des *phòng trọ* qui en sont dotées ont ainsi la double fonction de stockage permanent mais aussi d'espace de mise à l'abri des objets et meubles en cas d'inondation.



Figure n°23 : Rangée de chambres à louer, district de Gò Vấp, Ho Chi Minh Ville. Source : photographie de l'auteure, juin 2020.

La précarité économique dans un contexte de forte densité de population et de marché du logement concurrentiel peut potentiellement pousser les migrants à s'installer dans des zones à risque à Ho Chi Minh Ville (Nguyen et al., 2017). Les zones exposées aux risques d'inondation peuvent être des lieux d'installation informelle pour les citadins pauvres, y compris les migrants à faible revenus. En 2010, la Banque asiatique de développement (BAD) a estimé que les inondations extrêmes touchaient environ 43 % de la population non pauvre de Ho Chi Minh Ville et environ 47 % des pauvres⁵¹ (BAD, 2010). Selon cette étude, les pauvres seront plus

⁵¹ Ces données sont tirées de l'enquête de 2003 de la *Inter-Ministerial Poverty Mapping Task Force* (Minot, Baulch, & Epprecht, 2003).

exposés aux inondations d'ici 2050 que les autres habitants des villes, mais ils pourraient bénéficier légèrement plus de la construction d'infrastructures de protection contre les inondations. Les projections de modélisation pour les inondations extrêmes suggèrent que, sans la mise en œuvre d'infrastructures de protection, environ 53 % de la population non pauvre et 57 % de la population pauvre seraient touchés d'ici 2050. Avec l'achèvement des infrastructures de contrôle des inondations prévues, la proportion de personnes non pauvres exposées au risque diminuerait d'environ 15 à 38 %, et le nombre de personnes pauvres exposées au risque d'environ 18 à 39 %⁵². Cette étude tend donc à montrer que les populations pauvres seraient plus exposées au risque d'inondation à Ho Chi Minh Ville. Néanmoins, je tiens à nuancer quelque peu ce point. Il est possible que ce résultat reflète en grande partie l'exposition de la portion sud-est de Ho Chi Minh Ville, plus proche de la mer et soumise à des inondations importantes. Étant localisée plus loin du centre-ville, elle abrite des populations plus modestes. Néanmoins, compte tenu de l'exposition très généralisée de la ville au risque d'inondation et à la nature très localisée de l'expression de ce risque, mes observations de terrain ne m'amènent pas à conclure que les migrants ruraux seraient nécessairement plus exposés que les autres usagers de la ville au risque d'inondation en raison de leur localisation en zone inondable. Certains quartiers très riches sont eux-mêmes construits en zones inondables. C'est davantage le type d'habitat, des chambres en rez-de-chaussée de plain-pied plutôt que des appartements ou des maisons à étage, qui m'amène à mettre l'accent sur l'exposition à ce risque.

III.3.4. Le risque d'inondation à Ho Chi Minh Ville

L'exposition aux inondations représente l'un des principaux risques environnementaux à Ho Chi Minh Ville. Lasage *et al.* (2014) ont mis en évidence le risque d'inondation à Ho Chi Minh Ville et la dynamique du risque en fonction de la montée du niveau de la mer et du développement économique. Les inondations se produisent annuellement durant la saison des pluies, entre mai/juin et décembre. Elles sont causées par les pluies abondantes qui caractérisent cette période mais également par la marée et la montée du niveau de la mer. Ho Chi Minh Ville est située à la limite entre le delta du Mékong et l'estuaire Soai Rap à l'embouchure du fleuve

⁵² Je précise qu'il faut distinguer sur ce point la situation des districts urbains et des districts ruraux de Ho Chi Minh Ville qui sont inclus dans cette étude. Les pauvres des zones urbaines, comme certains migrants travaillant dans des usines, ne sont peut-être pas confrontés aux mêmes difficultés que les pauvres des districts ruraux de la ville, qui dépendent des ressources naturelles pour leur subsistance.

Dong Nai. Elle est également traversée par le fleuve Saïgon qui a donné son nom à la ville jusqu'à 1976 avant qu'elle ne soit renommée Ho Chi Minh Ville au moment de la réunification et de l'expansion du régime communiste au sud du pays. La côte se trouve à un peu moins de 45 km de distance du centre-ville de Ho Chi Minh Ville (distance de la rue Nguyen Hue dans le district 1 à l'embouchure de l'estuaire Soai Rap).

Ho Chi Minh Ville, comme la plupart des villes asiatiques situées près des côtes et des deltas, est confrontée à un phénomène de subsidence important. La subsidence désigne l'affaissement des sols, elle se compose pour partie de la compaction naturelle des sols, mais est également accélérée par l'extraction des eaux souterraines et la pression de l'urbanisation. Le sol s'affaisse donc, comme dans d'autres métropoles sud-est asiatiques. Jakarta en est un exemple très alarmant. Si cet affaissement est problématique c'est parce qu'il rencontre la montée du niveau de la mer. Sur le plan topographique, la métropole est située à une très faible altitude au cœur d'un territoire très densément irrigué. En 2011, Storch et Downes (2011) ont estimé que seulement 55 % de la zone actuelle de Ho Chi Minh Ville se situait à plus de 1 m au-dessus du niveau de la mer, et seulement 28 % à plus de 2 m au-dessus du niveau de la mer, comme le montre la carte d'élévation en figure n°24 Dans ce contexte, le sol déjà bas s'affaisse rapidement du fait des effets combinés de l'urbanisation, de la construction de gratte-ciels, de l'expansion urbaine sur des sols instables et de l'extraction des eaux souterraines. En moyenne entre 2006 et 2010, selon Dinh et collègues, le sol de Ho Chi Minh Ville s'est affaissé de 8 mm par an (Dinh *et al.*, 2015, p.8551) (voir carte de la variation annuelle de l'élévation à Ho Chi Minh Ville entre 2006 et 2010 en figure n°25). Les auteurs insistent particulièrement sur le rôle aggravant de l'extraction des eaux des nappes souterraines et la construction sur des sols instables (*ibid.*, p.8553-8554).

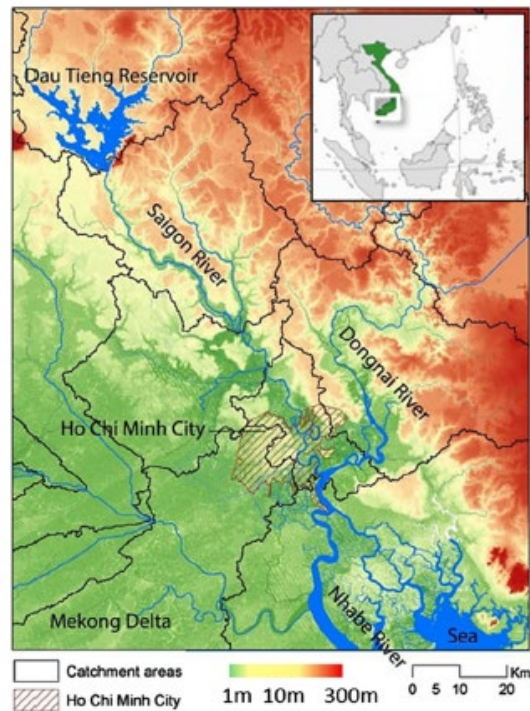


Figure n°24 : Carte de l'élévation de Ho Chi Minh Ville et de ses environs. Source : Vachaud *et al.*, 2019, carte reproduite de Nguyen, 2013, avec l'autorisation des auteurs. La couleur verte représente une élévation inférieure à 1,5m.

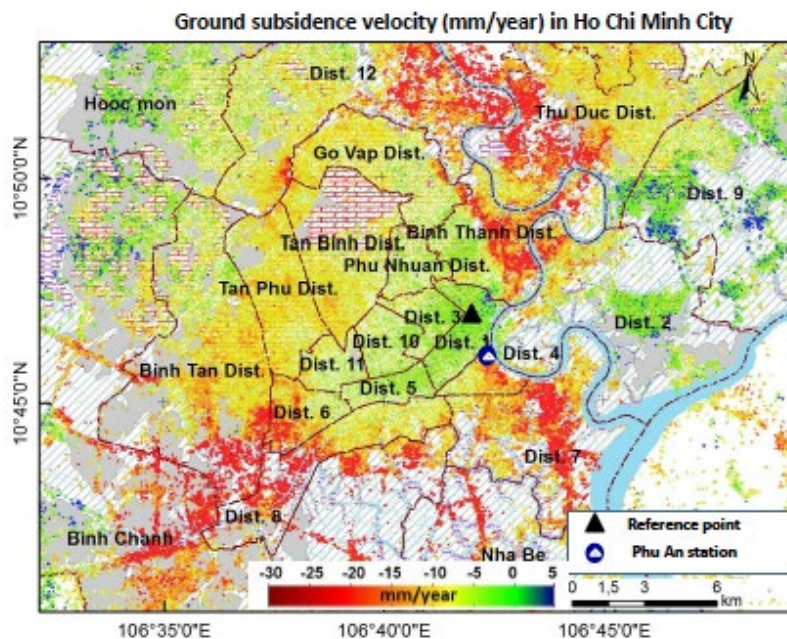


Figure n°25 : Carte du taux annuel de variation de l'élévation à Ho Chi Minh Ville sur la base d'observations satellites par interférométrie de 2006 à 2010. Source : Minh *et al.*, 2015. Le rouge représente un taux de subsidence supérieur à 20 mm / an.

Le processus d'urbanisation est un facteur majeur d'exposition accrue au risque d'inondation (Storch & Downes, 2011). La ville s'est développée à l'origine sur un terrain relativement élevé, puis s'est étendue et densifiée sur des terrains de faible altitude et d'anciennes zones humides. Une part de la ville a, de fait, été construite sur des marécages asséchés. La construction d'immeubles de grande hauteur à Ho Chi Minh Ville est un facteur aggravant de subsidence et donc d'inondations (Ho, 2008). En outre, l'imperméabilisation des sols qui accompagne l'urbanisation contribue mécaniquement aux inondations en diminuant les capacités d'absorption des sols et d'évacuation des eaux, déjà limitées par des systèmes de drainage médiocres (Nguyen *et al.*, 2019b). La distribution de cette imperméabilisation est illustrée sur la carte n°26 Les tours résidentielles haut de gamme qui fleurissent dans le district 2 en particulier dans le quartier huppé de Thảo Điền sont ainsi construites sur d'anciens marais, une situation qui aboutit à des inondations importantes. Le sud-est de la ville plus en amont de l'estuaire (district de Nhà Bè) est lui aussi particulièrement vulnérable aux inondations. Mais si certaines zones sont plus exposées que d'autres du fait de la topographie d'ensemble du quartier, l'expression des inondations est avant tout micro-locale. Elle dépend de la structure du réseau viaire, du type de bâti de la parcelle, de la proximité d'un cours d'eau, du système de drainage, du réseau d'égout et de la présence ou non d'infrastructures de protection. Compte tenu de ces éléments d'aménagement locaux, deux phénomènes naturels à l'origine des inondations s'expriment différemment : les précipitations saisonnières intenses d'une part, et les mouvements de la marée d'autre part. Ho Chi Minh Ville cumule ainsi plusieurs types d'inondations suivant les localisations : d'une part, des inondations par ruissellement (eaux de pluie et imperméabilisation des sols), et d'autre part des inondations par débordement des cours d'eaux de surface et des égouts (montée du niveau de la mer, précipitations et marée) et remontée des eaux des nappes phréatiques (montée du niveau de la mer et marée). La distribution de ces deux types d'inondation est illustrée à l'échelle de la ville centre de Ho Chi Minh Ville sur la carte n°27 et à l'échelle métropolitaine sur la carte n°28.

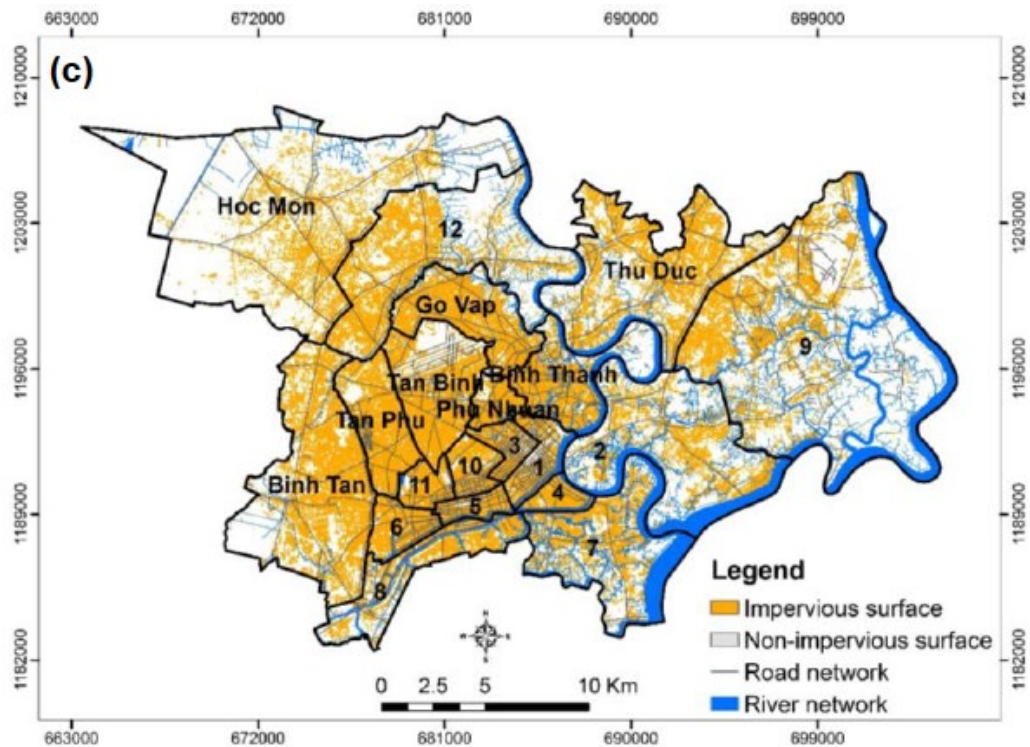


Figure n°26 : Imperméabilisation des sols à Ho Chi Minh Ville en 2016. Source : Nguyen *et al.*, 2017.

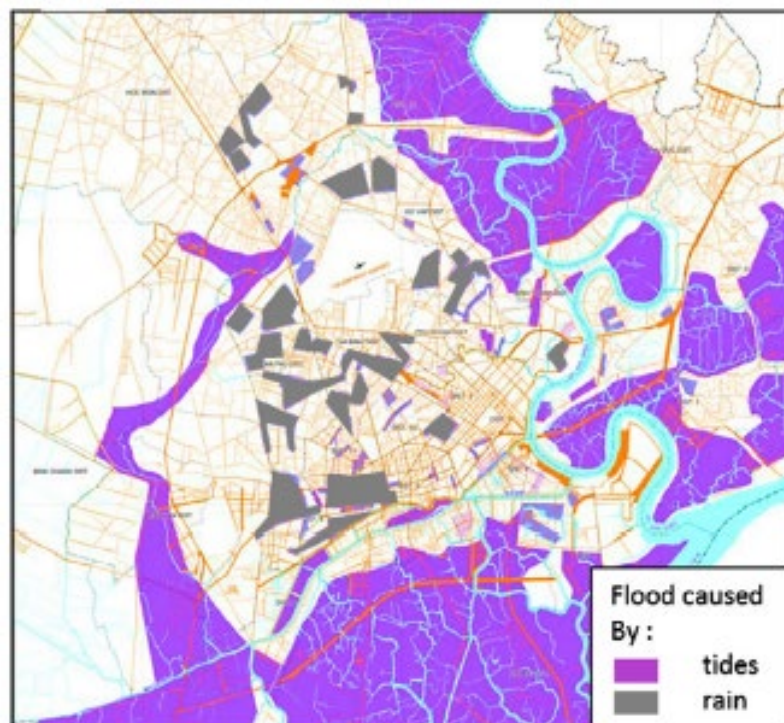


Figure n°27 : Carte des zones d'inondation par la marée ou les précipitations dans le centre de Ho Chi Minh Ville. Source : Vachaud *et al.*, 2019, carte originellement publiée dans Koudogbo *et al.*, 2012.

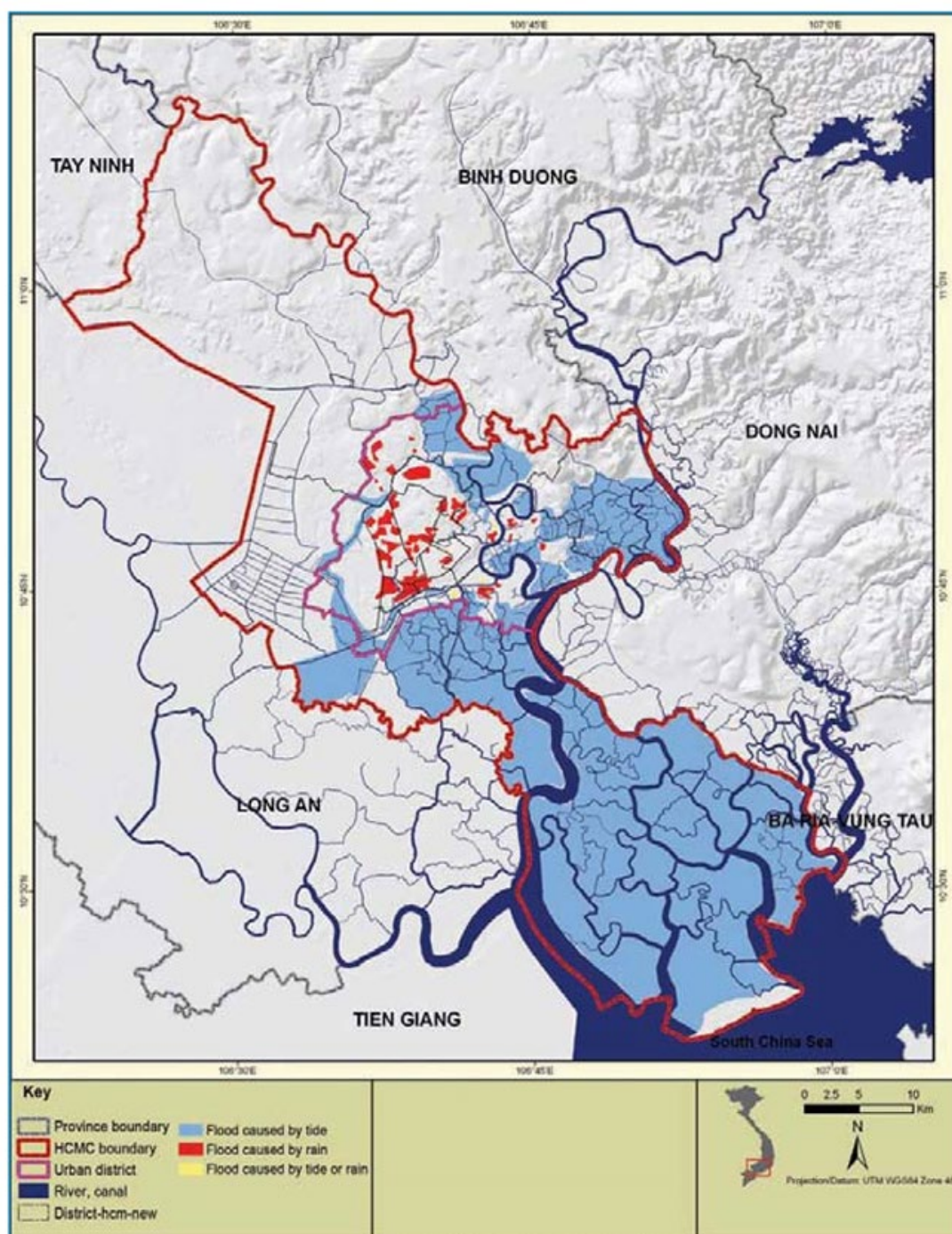
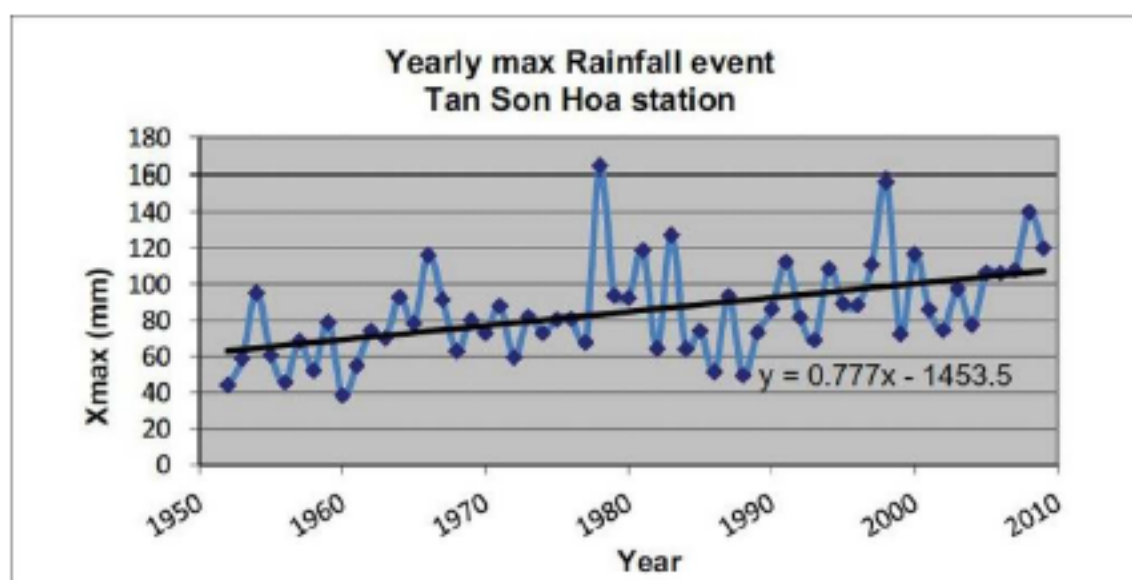


Figure n°28 : Carte des zones d’inondation par la marée ou les précipitations dans l’agglomération de Ho Chi Minh Ville. Source : ADB, JICA-HCMV, 2010.

Les deux sources d’inondation ont tendance à s’aggraver. D’une part, les précipitations augmentent comme le montre le graphique en figure n°29 par Ho *et al.* (2014). D’autre part, la ville est de plus en plus vulnérable à la montée du niveau de la mer. Le MONRE prévoit que 17,8 % de Ho Chi Minh Ville sera inondé d’ici 2100 en cas d’élévation du niveau de la mer de 100 cm, ce qui correspond aux projections les plus graves (Tran *et al.*, 2016). Ho (2008) a

également constaté une augmentation statistiquement significative des fortes précipitations à Ho Chi Minh Ville au cours de la seconde moitié du vingtième siècle. Selon les simulations de Storch et Downes (2011), en 2011, 32 % des terrains bâtis résidentiels et industriels auraient été exposés aux inondations en cas de marée maximale (150 cm au-dessus du niveau de la mer). Une élévation du niveau de la mer de 1 m combinée à la mise en œuvre des plans d'occupation des sols pour les années 2010-2025 pourrait entraîner l'inondation de 60% de l'ensemble des zones résidentielles et industrielles prévues. Les probabilités d'inondation importantes augmentent aussi du fait de la fréquence accrue de tempêtes. Le rapport sur l'Adaptation au Changement Climatique de Ho Chi Minh Ville publié en 2014 par la Banque Asiatique de Développement dénombrait 12 tempêtes tropicales importantes depuis les années 1950, chacune ayant causé des inondations fortes qui sont montées jusqu'à 1 ou 1,2 m (ADB, JICA-HCMV, 2010, p.3). Or selon ce même rapport, l'augmentation de la température des eaux de surface de Mer de Chine va augmenter la fréquence des tempêtes tropicales et des typhons qui atteignent la côte sud du Vietnam. Parallèlement, les épisodes de sécheresses se multiplient et accentuent les effets dévastateurs des inondations quand celles-ci surviennent. La carte en figure n°30 illustre l'étendue de la surface inondée de Ho Chi Minh Ville d'ici à 2050 si aucune mesure de contrôle des inondations n'est mise en œuvre.

Illustration 2 - Variation interannuelle du pic de pluie journalière



Source : Ho et al., 2014, p.29.

Figure n°29 : Variation des précipitations à Ho Chi Minh Ville de 1950 à 2010. Source : Vachaud et al., 2019, graphique originellement publiée dans Ho et al., 2014.

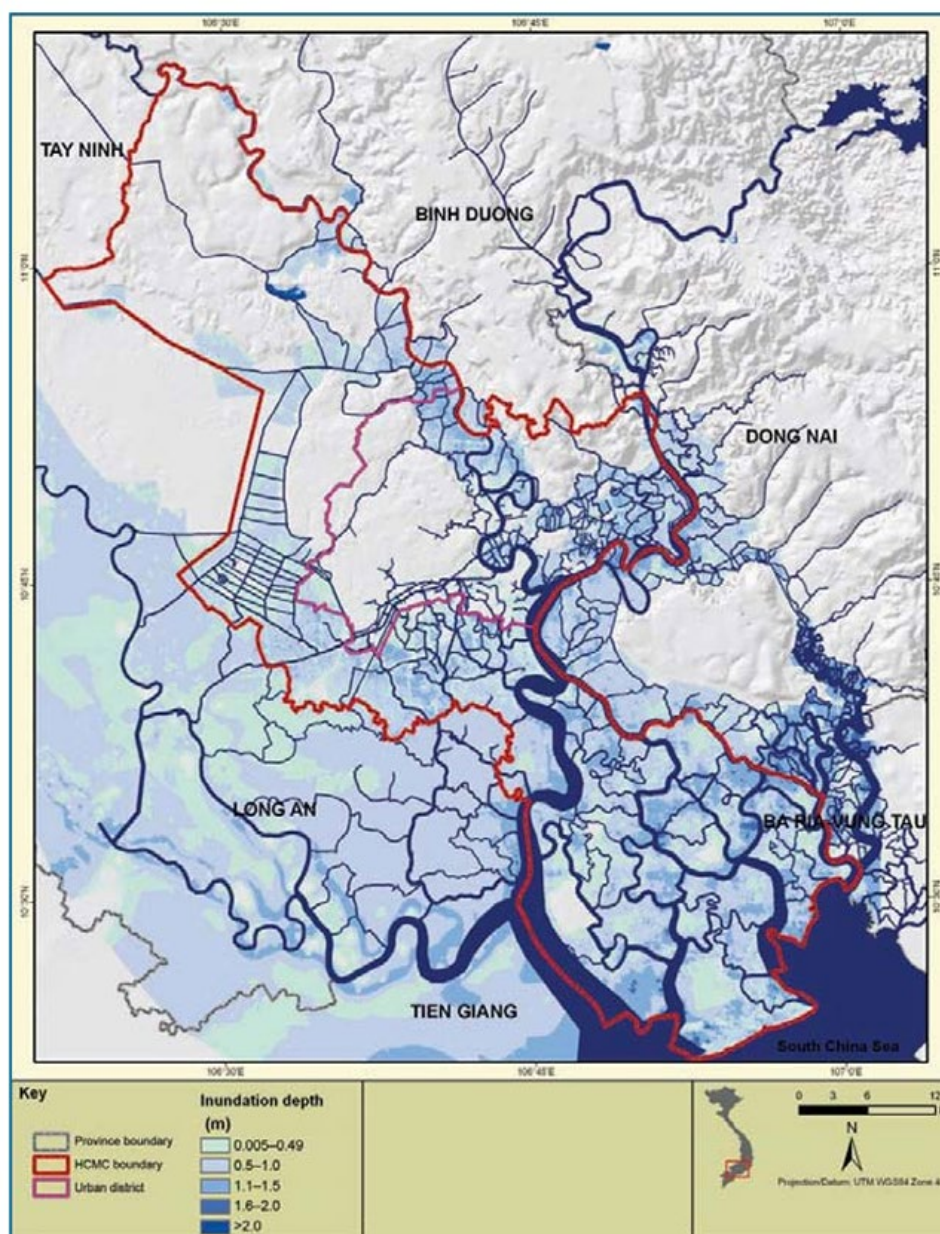


Figure n°30 : Carte de projection des zones inondées dans l'agglomération de Ho Chi Minh Ville à l'horizon 2050 si aucune mesure d'endiguement des inondations n'est mise en œuvre. Source : ADB, JICA-HCMV, 2010.

En outre, Storch et Downes (2011) soulignent que par le passé, le développement de la ville n'a pas suivi les plans d'occupation des sols et que le développement de l'urbanisation spontanée est susceptible d'accroître l'exposition au risque d'inondation. Le cas de Cà n Thò la ville principale du delta du Mèkong est similaire et informe ce problème. Garschagen, Renaud & Birkmann (2011) ont mis en évidence certains effets de boucle potentiels pouvant apparaître entre les changements environnementaux et l'urbanisation favorisée par les migrations dans le cas de Cà n Thò. La ville est confrontée à une augmentation des inondations de marée lentes

ainsi qu'à une fréquence et une intensité croissantes des fortes pluies. Les auteurs mettent en garde contre une potentielle intensification des inondations dans la zone périurbaine de Cái Răng à Cần Thơ qui attirent de nombreux migrants ruraux (Garschagen *et al.*, 2011).

Ainsi, la tendance actuelle de développement urbain à Ho Chi Minh Ville, alimentée par une croissance démographique naturelle et une migration positive, pourrait conduire à une exposition accrue au risque d'inondation à l'avenir. La relation entre les risques environnementaux et la migration est à double sens : d'une part, les conditions environnementales peuvent être un facteur influençant la décision de migrer et, d'autre part, la migration peut entraîner une pression humaine sur l'environnement, ce qui peut intensifier les risques environnementaux.

III.3.5. Adaptation au changement climatique à Ho Chi Minh Ville

Vachaud *et al.*, 2019, soulignent la déconnexion qui existe entre la planification de Ho Chi Minh Ville, les projets envisagés d'une part, et d'autre part l'exposition croissante au risque d'inondation. Le Master Plan initié en 2008 à horizon 2025 prévoyait un développement urbain ambitieux, multipolaire et incluant plusieurs nouveaux projets et zones de développement. La révision de ce plan vise notamment à intégrer davantage le changement climatique de manière à faire de la planification de l'usage des sols une mesure d'adaptation. En outre, la ville s'est dotée d'un Bureau sur le Changement Climatique dédié à la mise en pratique de mesures d'adaptation (Vachaud *et al.*, 2019, p.1025-1026). Le nouveau Master Plan de Ho Chi Minh Ville pour la période 2021-2030, pourtant adopté fin 2024, inclut une section de planification pour la prévention des catastrophes naturelles et l'adaptation au changement climatique (section XI.4)⁵³. Il identifie des zones exposées au risque d'inondation dues aux pluies intenses et aux marées hautes dans certains districts centraux, le district périurbains de Thủ Đức, et les périphéries rurales au sud de la ville (Bình Chánh, Nhà Bè et Cần Giờ). Le plan mentionne également le risque de glissements de terrain le long des cours d'eau et le risque d'intrusion d'eau salée dans les districts et périphéries du sud de la ville (7, 8, Bình Chánh, Nhà Bè et Cần Giờ).

⁵³ <https://thuvienphapluat.vn/van-ban/Xay-dung-Do-thi/Quyet-dinh-1711-QD-TTg-2024-phe-duyet-Quy-hoach-Thanh-pho-Ho-Chi-Minh-thoi-ky-2021-2030-638226.aspx>

Le Master Plan se centre essentiellement sur des mesures techniques et adopte une approche par les infrastructures pour protéger la ville. Il évoque la construction, la rénovation et l'amélioration du système de digues, d'écluses, d'aménagement des berges et de ponceaux pour évacuer les eaux. Dans les zones hautes, il insiste sur la nécessité d'augmenter la capacité de drainage des canaux, dans les zones sur celle de construire des digues et des infrastructures de contrôle pour stocker et évacuer les eaux. D'après Vachaud et al. (2020) une écluse à marée est en projet sur la rivière Saïgon et une digue annulaire de 2,3 m de haut est prévue autour de la partie intérieure de Ho Chi Minh Ville (Vachaud et al., 2020, p.10). Le plan compte également sur le développement d'un suivi hydrométéorologique, de stations de mesure automatiques et d'outils de prévision et d'alerte, ainsi que sur l'information et l'éducation à la prévention et au contrôle des catastrophes naturelles, mais également à l'adaptation au changement climatique. Dans le but de freiner la subsidence, le Comité Populaire de Ho Chi Minh Ville a également adopté une législation visant à limiter la construction de grande hauteur en 2018 (résolution 10/NQ HDND/2018). Par ailleurs, Vachaud et collègues rapportent que des décrets ont été pris pour interdire les constructions sur certaines zones humides (Vachaud *et al.*, 2020, p.9). Les mesures et les pratiques d'adaptation au changement climatique sont donc actées dans la planification de la ville. Il restera à voir si leur dimensionnement, la vitesse et l'efficacité de leur mise en œuvre sera à la hauteur de l'enjeu. Entre autres zones, le bassin An Hậ situé dans le district rural de Bình Chánh, à l'ouest du quartier étudié à Bình Tân, et où se trouve une vaste et récente zone industrielle, fait notamment l'objet d'une attention particulière pour ce qui est du contrôle des inondations.

Le Plan mentionne également le relogement des habitants situés en zones à risque de glissements de terrain et le long des canaux. Il se place ainsi dans la continuité de l'approche retenue jusqu'à maintenant. Le district 8 notamment, très irrigué, a fait l'objet de nombreux projets d'embellissement urbain, de renforcement des berges et de relogement le long des canaux au cours des années 2010 (publication en ligne du Comité Populaire du District 8 du 13/12/2019). Il faut souligner que les projets de relogement de populations le long des cours d'eau au motif de les mettre à l'abri sont souvent aussi des moyens de faire déguerpir des populations précaires et indésirables qui habitent dans de l'habitat informel sur pilotis, comme cela a été le cas dans la ville de Cần Thơ dans le delta du Mékong (Jullien & Pulliat, 2020).

III.3.6. Exposition aux risques sanitaires

En plus du risque d'inondation, la mauvaise qualité des logements et les conditions d'hygiène précaires peuvent exposer les migrants à des risques sanitaires, ce qui est renforcé dans les zones sujettes aux inondations. Ducksu Seo et Youngsang Kwon mentionnent les externalités négatives de l'urbanisation spontanée de quartiers informels auto-construits que sont l'impact sur la santé et les problèmes de congestion dues au manque d'infrastructures et de voirie (Seo & Kwon, 2017, p.15). La question de la concentration de populations dans des sous-ruelles étroites est devenue un enjeu de premier plan au moment de la pandémie de Covid 19 en 2020 et 2021 face au risque de prolifération du virus.

La forte densité de population dans des chambres souvent peu ventilées dans un contexte urbain marqué par des taux de pollution élevés de l'air et de l'eau, en particulier dans les zones industrielles telles qu'à Bình Tân, constitue une préoccupation sanitaire majeure. Selon une étude publiée en 2023 par des chercheurs de l'Université Nationale du Vietnam à Ho Chi Minh Ville et l'Institut de Technologie de Ho Chi Minh Ville, la concentration annuelle moyenne de particules fines dans l'air à Ho Chi Minh Ville était 2,3 à 2,47 fois supérieure aux Standards de Qualité de l'Air Ambiant Nationaux (Bui *et al.*, 2023). Selon un article en ligne du journal vietnamien *Tuổi Trẻ News* du 24 janvier 2025, l'Organisation Mondiale de la Santé aurait estimé que le niveau de particules fines dans l'air à Ho Chi Minh Ville était 11 fois supérieur au niveau qu'elle recommandait, classant Ho Chi Minh Ville comme deuxième ville la plus polluée au monde, derrière Hanoi⁵⁴. Ho Chi Minh Ville est de fait souvent pointée du doigt comme l'une des villes les plus polluées d'Asie du Sud-Est et plus largement du monde, en raison de son trafic intense, de son urbanisation galopante et de son industrie grandissante. Phuong et collègues ont montré que les taux de pollution de l'air à Ho Chi Minh Ville (en SO₂ et NO₂) étaient plus élevés en saison sèche, en particulier de janvier à mars (Phuong *et al.*, 2021, p.10). Dans une étude comparative publiée en 2014 (comparaison entre le district de Binh Thanh et le district 2), Mehta et son équipe ont par ailleurs prouvé que les résidents pauvres subissaient une plus grande exposition à la pollution de l'air que les résidents non pauvres (Mehta *et al.*, 2014, p.579). Enfin, dans un travail récent, Tran *et al.* (2024, non publié) ont étudié les taux de pollution intérieurs entre les différents types de logements dans le sud du

⁵⁴<https://news.tuoiitre.vn/ho-chi-minh-city-worlds-second-most-polluted-ranking-shows-10384137.htm>
<https://news.tuoiitre.vn/hanoi-declared-worlds-most-polluted-city-authorities-seek-action-10383741.htm>

Vietnam (appartements, maisons-tubes, chambres à louer, maisons rurales et abris informels)⁵⁵. Leur étude a trouvé que les chambres à louer présentent le plus haut taux de dioxyde de carbone parmi l'ensemble des types de logements, elle a également identifié des taux élevés de monoxyde de carbone et de composés organiques volatiles. Les auteurs attribuent ces concentrations à plusieurs traits architecturaux : la faible ventilation (une seule fenêtre ou une absence de fenêtre), l'absence de hottes avec la cuisine intérieure, la température et le faible renouvellement de l'air. Néanmoins, ce sont les abris informels (souvent localisés le long des canaux et des routes, parfois sur pilotis au-dessus de l'eau) qui présentent les taux les plus élevés de particules fines dans l'air, générées par le trafic routier. Dans un contexte urbain, où l'ensemble de la population de Ho Chi Minh Ville est exposé à une forte pollution, il semble que les plus pauvres, les classes populaires qui logent dans les chambres à louer, situées dans les interstices du centre-ville et dans les marges, et dont font partie les migrants ruraux non qualifiés, soient davantage exposés à cette pollution atmosphérique.

En outre, les nombreux canaux qui sillonnent la ville sont eux aussi largement pollués. Dans leur rapport de 2024, Lê et collègues mentionnent notamment que le système de canaux Tham Lương – Bến Cát qui traversent plusieurs districts périphériques dont Gò Vấp et Bình Tân est l'un des plus pollués de Ho Chi Minh Ville (Le *et al.*, 2024, p.2). Or la pollution des eaux des canaux est un problème sanitaire majeur étant donné que, selon la même étude, une partie des ménages n'utilise pas de purificateur d'eau avant de boire l'eau du robinet, et certains déversent leurs eaux usées dans les canaux faute de raccordement au réseau d'égout ou de toilettes dans leur logement. En cas d'inondation, cette eau polluée se mêle à l'eau de pluie et à l'eau des égouts qui inondent les rues, ruelles et habitations. En plus des problèmes d'odeur, cette pollution occasionne des difficultés respiratoires, des maladies de peau et des maladies graves (choléra, dysenterie et diarrhées mortelles chez les tout-petits) pour les personnes habitants à proximité (*ibid.*, p.6-7).

Pour limiter la pollution environnementale, le Master Plan de Ho Chi Minh Ville 2021-2030⁵⁶ établit des zones soumises à une protection environnementale stricte (XI.1.a), parmi lesquelles les zones résidentielles des 16 districts intérieurs de Ho Chi Minh Ville ainsi que les villes satellites, les principaux cours d'eaux, et la mangrove située dans le district rural de Cần Giỏi. À celles-ci s'ajoutent des zones d'émission limitée telle que la zone tampon de la

⁵⁵ Pour limiter l'impact de l'environnement extérieur sur les paramètres de l'air à l'intérieur des logements, les auteurs ont sélectionné uniquement des logements en zones urbaines éloignées des autoroutes, usines, zones industrielles et routes très passantes.

⁵⁶<https://luatvietnam.vn/xay-dung/quyet-dinh-1711-qd-ttg-cua-thu-tuong-chinh-phu-phe-duyet-quy-hoach-thanh-pho-ho-chi-minh-thoi-ky-2021-2030-tam-nhin-den-nam-2050-383400-d1.html>

mangrove de Cần Giỏi, les eaux de surface pour usage domestique, les eaux à usage récréatif, le patrimoine historique et culturel, et les zones vulnérables face à la pollution environnementale spécifique. Le reste est classé en « autres zones » et ne fait pas l'objet de restrictions, on compte notamment les zones industrielles, portuaires, commerciales et de service. Or on peut s'inquiéter du fait qu'un grand nombre de logements locatifs destinés à la main d'œuvre migrante se trouvent précisément à proximité de ces pôles d'emplois peu qualifiés, et ne bénéficie donc pas du zonage environnemental.

En plus des inondations et de la pollution, la forte densité du bâti, l'imperméabilisation des sols, la multiplication des climatiseurs qui émettent de la chaleur et la faible présence d'espaces verts composent un environnement idéal pour la constitution d'îlots de chaleur urbains. La température à Ho Chi Minh Ville dépasse régulièrement les 30°C en saison sèche et monte parfois à 40°C, avec la réverbération sur les constructions en béton et les sols, et le peu de ventilation. La chaleur dans les quartiers denses est parfois difficilement supportable, elle pose également des problèmes dans les usines des zones industrielles. Selon Nguyen et al. (2017), la température moyenne annuelle et estivale a augmenté d'au moins 0,5°C entre 1996 et 2015 du fait de l'urbanisation (voir graphique en figure n°31). L'augmentation de la température contribue à la détérioration de la qualité de l'air et de l'eau (Nguyen et al., 2017, p.5). Les îlots de chaleur concentrent dans les zones les plus densément bâties du centre et le long des routes centrales qui y mènent, et dépassaient fréquemment 32°C en 2016 (voir carte en figure n°32). Les températures au sol, qui se maintenaient entre 22 et 36°C en 1996, atteignaient entre 25 et 40°C en 2016 (*ibid.*, p.10-11). La constitution d'îlots de chaleur urbains pourrait expliquer en partie l'augmentation des averses intenses depuis les années 2000 (Vachaud et al., 2020, p.8).

Pour faire face aux températures, il arrive que les locataires des *phòng trọ* installent des climatiseurs dans leurs chambres. L'installation d'une climatisation est un investissement conséquent compte tenu du budget restreint des migrants ruraux, d'autant plus dans un logement locatif. Pour maximiser l'efficacité de la climatisation, l'un des ménages rencontrés a isolé la mezzanine de leur chambre en construisant un compartiment en carton et polystyrène de manière à concentrer la fraîcheur dans cette section de la chambre où ils avaient par conséquent décidé de dormir. Cette configuration est inhabituelle : la quasi-totalité des locataires rencontrés choisissent de dormir tous ensemble sur le sol de la chambre (sur des nattes ou des matelas et plus rarement des lits) et d'utiliser la mezzanine comme espace de stockage.

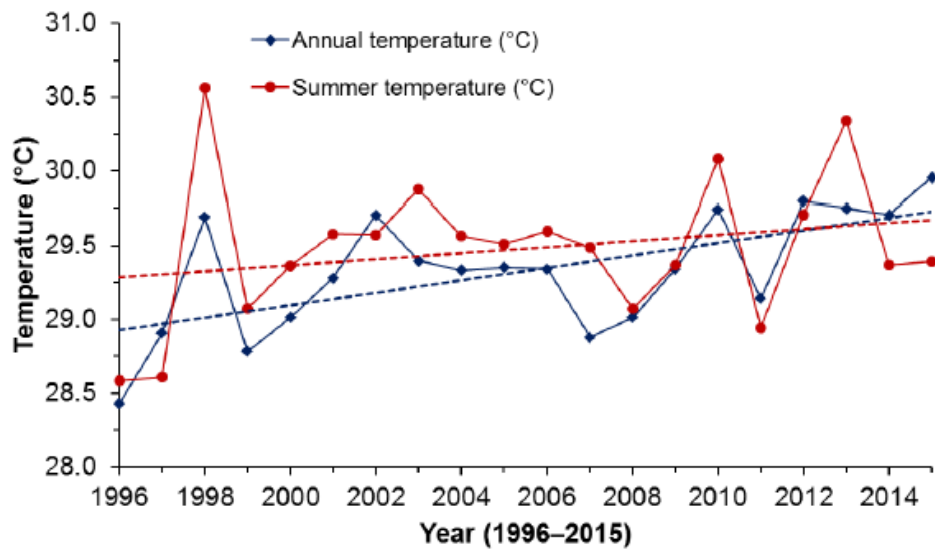


Figure n°31 : Evolution de la température annuelle et en saison sèche (janvier à avril) à Ho Chi Minh Ville (station Tân Sơn Hoà), d'après les données du Département de Météorologie de Ho Chi Minh Ville. Source : Nguyen *et al.*, 2017.

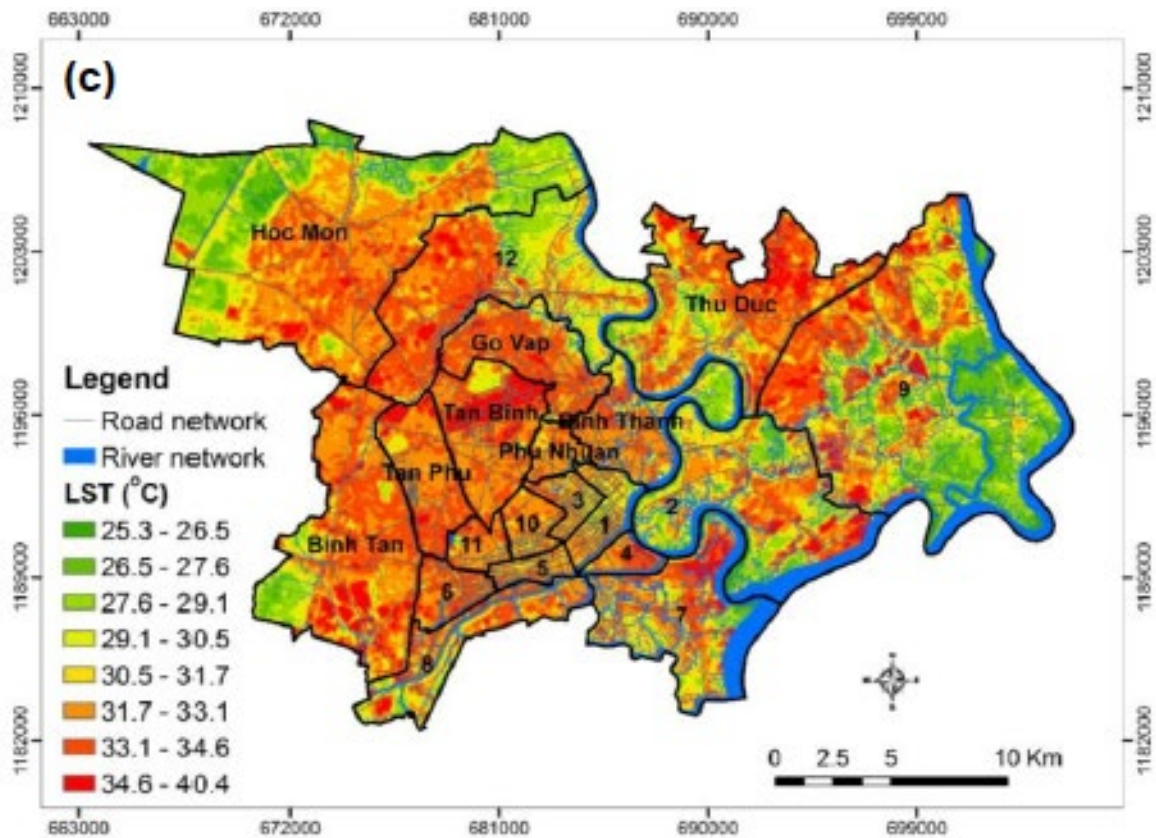


Figure n°32 : Distribution spatiale des températures au sol en 2016 à partir de données Landsat. Source : Nguyen *et al.*, 2017.

Cette partie a eu pour objectif de présenter et d'analyser les logements que les migrants ruraux occupent dans les deux districts étudiés, Gò Vấp et Bình Tân. Les quartiers de bidonvilles n'existent pas à Ho Chi Minh Ville mais le logement précaire se glisse de façon interstitielle dans les ruelles de la ville. Les chambres à louer où se logent les migrants ruraux et plus largement les classes populaires de la ville témoignent d'une précarité ordinaire, discrète, loin des programmes d'aide publics et de l'attention des acteurs humanitaires. Ces chambres jouent le rôle de coquilles où se déploient des portions de vie, mais non sans risques. Elles ont pour elles le mérite d'exister car elles sont de fait les seuls logements accessibles aux migrants ruraux, en dehors des squats et des constructions de fortune le long des canaux. Mais la fonction d'abri y est toute relative tant la protection qu'elles procurent face aux éléments est mince. Le lieu de destination de la migration peut ainsi lui-même être exposé aux risques, et les risques peuvent à leur tour être aggravés par l'action humaine (Magnan & Duvat, 2015), on retrouve alors la logique de cercle vicieux inhérente à la relation risque/territoire. Les chambres locatives ne fournissent pas des conditions de logement satisfaisantes pour se construire et se projeter. C'est ce que la prochaine partie explore à travers la notion de « degrés d'urbanité différenciés ». À travers l'expérience vécue de ces espaces en ville, les trajectoires que les migrants se dessinent, et les équilibres dynamiques qu'ils construisent, il s'agit de comprendre comment s'installe au fil du temps une situation de « temporaire de longue-durée ».

Chapitre IV. Le temporaire de longue durée, degrés d'urbanité différenciés entre migrants ruraux et résidents urbains

IV.1. Précarité ordinaire	197
IV.1.1. Partent ceux qui le peuvent	197
IV.1.2. « Connaître le chemin »	199
IV.1.3. Secteurs d'emploi accessibles aux migrants ruraux à Ho Chi Minh Ville.....	203
IV.1.4. Niveaux de revenus	207
IV.1.5. Conditions de travail	211
IV.1.6. Renvois d'argent	213
IV.2. Degrés d'urbanités différenciés.....	215
IV.2.1. La condition de locataire	215
IV.2.1.1. Une pratique de la ville limitée	215
IV.2.1.2. Réseaux interpersonnels et interdépendance.....	221
IV.2.1.3. Translocalité entre la ville et le village	222
IV.2.1.4. A Saïgon, « je ne suis personne ».....	225
IV.2.2. Le statut d'enregistrement temporaire.....	228
IV.2.2.1. Les barrières à l'obtention d'un enregistrement permanent.....	229
IV.2.2.2. L'obtention du tạm trú, une procédure inégalitaire.....	233
IV.2.2.3. Accès limité aux services publics.....	234
IV.3. La parenthèse urbaine.....	239
IV.3.1. Politiques publiques ambiguës	239
IV.3.1.1. Une migration interne désapprouvée.....	239
IV.3.1.2. Une migration interne nécessaire	245
IV.3.1.3. Une migration interne tolérée.....	246
IV.3.2. Projections de retour.....	247
IV.3.2.1. La nécessité de rentrer	247
IV.3.2.2. La volonté de rentrer	248
IV.3.2.3. L'impossibilité de rester.....	250

Le chapitre précédent a eu pour objet la dimension physique des logements qu'occupent les migrants ruraux en ville. Celui-ci porte davantage sur la dimension économique et sociale de leur présence en ville. Deux points de l'analyse des *nhà trọ* permettent d'introduire une réflexion plus large sur l'insertion socio-économique des migrants en ville : d'une part le statut de locataires de leurs occupants, et, d'autre part, le temps d'occupation prolongé des chambres souvent, sur de nombreuses années. Condition migrante et conditions de logement se superposent pour délimiter une catégorie d'usagers de la ville. Cette catégorie d'usagers trouve son homogénéité dans son capital économique modeste dans son fonctionnement social spécifique, distinct de celui des autres usagers de la ville, et dans sa perception du temps. Dans ce chapitre, je détaille ces trois aspects.

La première sous-partie est dédiée à l'insertion des migrants ruraux sur le marché de l'emploi de Ho Chi Minh Ville. J'analyse les contraintes et opportunités dans l'accès à la migration, sous de multiples formes, puis dans l'accès à l'emploi spécifiquement à Ho Chi Minh Ville. Il s'agit de se pencher sur le marché de l'emploi accessible aux migrants ruraux dont la qualification principale porte sur l'agriculture ou l'aquaculture, et qui sont contraints de s'insérer dans les secteurs d'emploi peu ou non qualifiés en ville. La liste, relativement, courte des principaux emplois occupés par les migrants ruraux à Ho Chi Minh Ville qui est ressortie des entretiens réalisés révèle les arbitrages opérés.

La deuxième sous-partie porte sur les bassins de vie et les réseaux de sociabilité des migrants ruraux, distincts de ceux des résidents urbains permanents. Les pratiques des migrants composent une forme de translocalité entre ville et village, et construisent des degrés d'urbanité différenciés. La distinction avec les résidents permanents se retrouve sur le plan juridique à travers la politique des enregistrements de résidence, qui a connu des évolutions importantes au cours des dernières années.

La troisième sous-partie enfin développe la dimension temporaire de ces migrations. Les chambres à louer abritent une portion de la trajectoire migratoire, et de fait une portion de vie. Les temps d'occupation des chambres montrent que de nombreux migrants sont amenés à rester à Ho Chi Minh Ville pendant plusieurs années, voire plusieurs décennies. Or les chambres sont conçues pour remplir une fonction d'abri temporaire, du moins théoriquement. Ce décalage attire l'attention sur le rôle déterminant que joue l'horizon du retour dans la compréhension de ces migrations. Celui-ci peut se comprendre à l'aune des politiques publiques qui tout à la fois conditionnent, autorisent et répriment les migrations internes. Il transparaît aussi et surtout dans les projections d'avenir des migrants, entre désirs et principe de réalité.

IV.1. Précarité ordinaire

IV.1.1. Partent ceux qui le peuvent

Avant de rentrer dans le détail des occupations des migrants, des revenus, des contraintes et des opportunités qui façonnent leur insertion en ville, il convient de s'arrêter un moment sur les conditions d'accès à la ville et à son marché de l'emploi. En effet, un premier point d'importance et qui a été démontré dans de nombreux cas d'étude sur les migrations, qu'elles soient internes ou internationales, c'est que tout le monde n'accède pas à la migration. Dans la littérature, ces situations sont souvent étudiées sous le vocable de « *trapped population* » : tout le monde ne peut pas migrer (Black & Collyer, 2014, Zickgraf, 2018, Mallick & Schanze, 2020). Partent ceux qui le peuvent. La migration requiert des ressources : l'information d'abord, pour partir il faut savoir où aller, les finances ensuite, car il faut pouvoir voyager puis se loger à l'arrivée, les contacts enfin, car partir est bien plus simple quand l'on peut suivre ou rejoindre quelqu'un.

Ce dernier point a transparu à travers les entretiens menés auprès des migrants à Ho Chi Minh Ville, lorsqu'il était mention d'un frère, d'un cousin, d'une tante qui aura hébergé ou conseillé. Mais il est difficile d'identifier clairement ces ressorts de la migration *a posteriori*, des mots de ceux qui en ont bénéficié. On oublie facilement les détails, on les omet par fierté ou bien parce que cela nous semble secondaire, voire évident. En revanche, cette importance des ressources, et en particulier des liens interpersonnels, est devenue beaucoup plus évidente lors des entretiens menés dans les villages auprès de ceux qui étaient partis puis revenus, et plus encore auprès de ceux qui n'étaient jamais partis. Un détour par les villages, que j'ai eu l'opportunité d'étudier dans un second temps et donc à l'aune des récits migratoires recueillis à Ho Chi Minh Ville, permet d'éclairer cette question.

Les freins matériels et logistiques à la migration sont bien illustrés par deux rencontres réalisées dans un village de la province de Quảng Ngãi (commune Tịnh Hiệp, district Sơn Tịnh). J'y ai fait la connaissance conjointe d'un couple et d'une femme âgée qui ont décrit comme suit la migration depuis leur village. Le couple de trentenaires, tout d'abord, a renoncé à migrer car ils avaient quatre enfants et ce nombre leur semblait excessif pour pouvoir migrer. Au moment de l'entretien, le mari travaillait comme salarié à la journée dans les plantations d'acacia du village, et la femme s'appêtait à commencer un emploi dans une usine des environs de la ville de Quảng Ngãi. Tous deux, comme beaucoup de jeunes de leur génération, auraient envisagé

de partir vers une plus grande ville. Mais leur situation matérielle et financière ne leur offrait pas la flexibilité et la sécurité nécessaires pour un tel pari. En parallèle, dans le second cas, la femme âgée malade m'expliquait le départ de ses fils vers Ho Chi Minh Ville et la ville de Quảng Ngãi, et la très faible fréquence de leurs visites. La famille comptait de nombreux enfants en bas-âge, ce qui dans cette configuration était un frein à la mobilité de retour. La grand-mère se retrouvait ainsi isolée au village, et l'âge avancé ajouté à la maladie lui rendaient la migration inaccessible. Le nombre d'enfants à charge, les ressources financières, l'âge et la santé s'imposent comme des critères déterminants dans la possibilité de migrer.

Par ailleurs, une autre corrélation, à défaut de causalité, a été observée dans la province de Quảng Ngãi. J'ai eu l'occasion d'échanger avec des personnes issues de minorités ethniques dans les moyennes montagnes de la province de Quảng Ngãi, et de recueillir leur perspective sur la possibilité ou non d'une migration⁵⁷. Il en est ressorti très clairement que les membres des minorités ethniques migraient peu, sur de courtes distances, vers les zones industrielles des plaines de cette province, ou bien vers des territoires agricoles d'autres régions. Ces pratiques migratoires se distinguaient de celles des personnes Kinh rencontrées, l'ethnie majoritaire au Vietnam, qui étaient susceptibles de migrer sur de plus longues distances et en particulier vers les grands pôles urbains comme Ho Chi Minh Ville. Cette géographie des déplacements est davantage développée dans la suite de ce travail (IV.3.2). Le plus faible recours des minorités ethniques à la migration a été démontré par d'autres auteurs, chiffres à l'appui (Coxhead, Nguyen & Vu, 2019). Les entretiens que j'ai réalisés de manière ponctuelle ne me permettent pas d'avancer d'hypothèses très poussées sur le sujet. Cependant, on peut supposer que cette différence de pratiques reflète des différences de capital social et informationnel. Si personne parmi les membres d'une communauté n'a migré auparavant, alors il n'y a personne à suivre, il n'y a personne pour « montrer le chemin ». Sans être en mesure d'expliquer les raisons et les mécanismes qui amènent à ces différences de pratiques migratoires, on peut supposer que des différences dans l'accès à l'information, à l'éducation et à un réseau interpersonnel se répercutent dans les trajectoires migratoires, qui aboutissent à des opportunités économiques inégales.

⁵⁷ A ce propos, je précise qu'ils étaient très peu représentés parmi les migrants ruraux rencontrés à Ho Chi Minh Ville, presque tous d'ethnie Kinh. Les seules personnes migrantes faisant exception étaient des originaires du delta du Mékong et qui avaient un héritage ethnique khmer, ce qui témoigne de la grande proximité et porosité entre les communautés khmers et vietnamiennes de ce territoire partagé entre le Cambodge et le Vietnam.

IV.1.2. « Connaître le chemin »

L'importance de l'accès à l'information et au réseau se traduit par la récurrence d'une expression : « connaître le chemin » (« *biết đường* »). En effet, plusieurs migrants rencontrés lors de leur retour dans leur province natale de Quảng Ngãi ont mentionné qu'ils ont suivi quelqu'un qui leur a montré la voie.

Le fait de s'appuyer sur un réseau préexistant de personnes (au moins une) ayant migré auparavant était déjà très clairement identifié dans les entretiens menés à Ho Chi Minh Ville. Il est ressorti des récits migratoires que les migrants ont pour la plupart une personne ressource sur place avant leur arrivée (un membre de la famille ou un ami), qui facilite leur installation en les aidant à trouver un logement ou un emploi. Dans une moindre mesure, les connaissances originaires du même village, du même district ou a minima de la même province sont également des ressources potentielles. A ce propos, il existe des « associations de compatriotes », qui sont des groupes de personnes issues de la même localité et qui vivent à Ho Chi Minh Ville, joignables par les réseaux sociaux, qui sont parfois mobilisées comme réseaux d'entraide. Dans les entretiens menés à Ho Chi Minh Ville, ces groupes ont rarement été mentionnés, mais ils sont tout de même apparus comme des ressources logistiques pour organiser les retours aux villages au moment du Tết, le Nouvel An vietnamien qui a lieu en janvier ou en février.

La formulation spécifique de « connaître le chemin » est revenue de manière beaucoup plus fréquente dans les entretiens réalisés dans la province de Quảng Ngãi aussi bien pour parler d'une personne ressource qui a aidé à la migration que pour évoquer l'impossibilité de migrer parce que précisément on ne connaît pas le chemin. Quelques récits isolés racontent avec fierté des migrations qui ne s'appuient pas sur des réseaux antérieurs, comme des exceptions. C'est le cas de Uyên, migrante vivant dans le district de Bình Tân, d'environ 37 ans, arrivée à Ho Chi Minh Ville à 18 ans depuis la province de Phú Yên sur la Côte Centrale Sud du pays (informante n°65). Uyên est devenue cheffe de service en usine après avoir gravi les échelons hiérarchiques, elle me racontait son parcours :

« Le plus dur pour moi, ça a été de partir... Ma famille était pauvre. Je suis partie pour gagner de l'argent et financer l'éducation de mes jeunes frères et sœurs. Quand je suis partie... j'étais encore toute petite, d'autres ont été soutenus par quelqu'un, guidés par quelqu'un, je n'avais personne. J'ai dû être complètement indépendante jusqu'à ce que je puisse m'épanouir, porter mon propre poids, en apprendre un peu plus, puis j'ai su comment progresser. À partir de ce moment-là, j'ai eu la volonté de devenir la personne

que j'étais, j'ai pu progresser petit à petit. Si on vit heureux, peu de gens auraient... cette volonté. Tout le monde est comme ça : si j'avais tout dans ma famille, alors dans cette société... j'aurais assez, je n'aurais besoin de rien. Comme nous, nous vivons dans la misère dès notre plus jeune âge, nous avons progressé petit à petit, un pas après l'autre, puis nous avons pu apprécier ce que nous avons vécu. C'est pour ça que je l'ai ressenti. Quand j'étais jeune, oh mon Dieu, quand j'étais jeune, j'avais peur de tout, peur de tout. Moi... mes parents sont à la campagne, j'étais encore une enfant ici, je ne savais rien, tout m'était inconnu, tout m'était inconnu, je ne sais rien. Aujourd'hui... je suis vieux, je sais tout. »⁵⁸

La récurrence de cette expression dans les entretiens menés en milieu rural met en lumière une réalité qui semble vite oubliée une fois arrivée à Ho Chi Minh Ville, celle d'un départ comme d'un saut dans le vide qui semble presque impossible sans l'appui d'une connaissance.

Regarder les migrations depuis leur point de départ a permis de prendre conscience du rôle des réseaux vernaculaires, et d'identifier plus clairement des mécanismes de soutien dans l'expérience migratoire, à travers des logiques de réseaux familiaux et de voisins, en particulier dans l'accès à l'emploi. Ainsi, des spécialisations dans certains secteurs d'emploi à Ho Chi Minh Ville se sont dessinées en fonction des communes d'origine. Ces réseaux dessinent des corridors migratoires qui se révèlent au fil des entretiens (voir carte en figure n°13 dans le chapitre II.1.4.1) : de Phở Khánh, Đức Phở, à la vente de *hủ tiếu*⁵⁹ à Ho Chi Minh Ville, de Long Mai, Minh Long à la récolte de café à dans la province de Đắk Lắk (située dans la région des Hauts Plateaux du Centre), de Tịnh Trà, Sơn Tịnh, à la culture d'agrumes dans les Hauts Plateaux, des ports de Bình Hải, Bình Sơn et Phở Quang, Đức Phở aux grandes zones portuaires du sud du pays, de la vallée de Hành Tín (Hành Tín Đông et Hành Tín Tây), Nghĩa Hành vers la métropole saïgonnaise, qui attire également les habitants de Tịnh Khê, Thành phố Quảng Ngãi. Les réseaux lient certains territoires à d'autres sur la base de spécialités.

⁵⁸ « Nói chung mình cực cái là mình đi ra...nhà mình khổ, mình đi ra mình kiếm tiền để mà mình lo cho em mình ăn học. Đi ra mà...cái gì mình còn bé nhỏ quá, người ta thì được người này dìu, người kia dắt, mình đâu có ai. Mình phải tự lập hoàn toàn cho đến lúc mà mình đi ra đời được, mình gồng gánh được, mình biết được chút, thì mình mới biết lên lên lên, từ lúc đó mình có nghị lực để mình thành một người như thế nào thế nào, mình mới từng bước mình đi lên. Chứ nếu mà sung sướng đi ra, đâu mấy ai mà...mà có nghị lực đâu. Ai cũng vậy, nếu mà mình được đầy đủ trong gia đình thì xã hội này...mình đầy đủ rồi mình đâu có cần đâu. Như bọn chị nè, đi ra khổ sở từ nhỏ, mình vươn lên từng bước từng bước, bước một bước một, rồi mình mới quý trọng được những gì mà mình trải qua. Do đó mình cảm thấy được. Chứ hồi nhỏ, trời ơi, lúc nhỏ đi ra em biết không, cái gì mình cũng sợ, sợ đủ thứ. Mình...cha mẹ thì ở quê, mình trong này còn bé xíu biết gì đâu, đối với mình cái gì cũng lạ lắm, cái gì cũng ngỡ ngàng, cái gì cũng không biết. Đến ngày hôm nay giống như...gọi là già rồi, cái gì cũng biết hết tron. »

⁵⁹ Plat de nouilles dans un bouillon de porc, spécialité du sud du Vietnam.

Si la migration vers Ho Chi Minh Ville peut mener à une multitude d'emplois, au premier rang desquels l'industrie, d'autant plus grande que les opportunités de formation sont nombreuses, certains migrants se rendent à Ho Chi Minh Ville pour travailler dans un secteur bien précis. C'est le cas des habitants de Phở Khánh, Đức Phở qui se rendent à Ho Chi Minh Ville pour y vendre des *hủ tiếu* (de nouilles de riz, spécialité culinaire du sud du Vietnam), au point qu'une concurrence acharnée s'installe entre vendeurs de *hủ tiếu* de Đức Phở à Ho Chi Minh Ville. Ces mêmes vendeurs m'ont rapporté qu'il existe un corridor similaire de vendeurs de tickets de loterie en provenance du district voisin de Mộ Đức. L'enquête menée le jour suivant dans la commune voisine de Phở Hòa, toujours à Đức Phở, m'a montré que ces spécialisations sont très localisées, et qu'ils n'étaient pas question pour les habitants de Phở Hòa de vendre des *hủ tiếu* à Ho Chi Minh Ville. En outre, sans certitude, je peux ajouter que les collecteurs, en grande majorité collectrices, de déchets recyclables rencontrés à Ho Chi Minh Ville, étaient originaires du Nord du Vietnam, en particulier du delta du Fleuve Rouge, une géographie d'origine très peu représentée par ailleurs dans le panel d'informants.

Pour mettre cet exemple en perspective, il est utile de préciser que les situations de corridors migratoires internes au Vietnam ne sont évidemment pas spécifiques à la migration vers Ho Chi Minh Ville. Les migrations observées depuis la province de Quảng Ngãi dessinent notamment deux corridors distincts vers les Hauts Plateaux du Centre du pays. D'une part, les minorités ethniques des montagnes de Quảng Ngãi se rendent dans la région de Đắk Lắk lorsque Quảng Ngãi est en saison des pluies pour y récolter des grains de café, puis reviennent reprendre l'agriculture et la sylviculture à Quảng Ngãi. D'autre part, de manière plus localisée encore, d'après certains informants, les habitants des plaines de la commune de Tịnh Trà (district de Sơn Tịnh) située aussi dans la province de Quảng Ngãi s'organisent pour partir louer en groupes des terrains dans les Hauts Plateaux et y cultiver des pastèques une partie de l'année. Il s'agit là d'exemples anecdotiques qui ont été mentionnés très rapidement en entretiens et qui n'ont pas fait l'objet d'un approfondissement car trop éloignés du sujet de cette recherche. Néanmoins, ils illustrent bien la logique de réseau qui sous-tend la migration, qu'elle relie le rural à l'urbain, les territoires ruraux entre eux, ou bien qu'elle s'oriente vers l'international.

Une autre manière de quitter les provinces rurales du Vietnam consiste à intégrer un programme de migration internationale de main d'œuvre. Ces programmes ont été discutés dans les villages de la province de Quảng Ngãi mais également à Ho Chi Minh Ville avec une migrante qui l'avait envisagé avant de faire le choix de migrer plutôt vers Ho Chi Minh Ville (informante n°4). Pour décrire en quelques lignes le processus qui, là encore, ne s'intègre qu'à la marge comme un point de mise en regard dans cette recherche : les autorités locales jouent

le rôle d'intermédiaires entre les jeunes de la commune et des industries au Japon, en Corée, ou encore en Chine. En échange d'une somme d'argent très conséquente au départ (plusieurs millions de dongs), les jeunes (majeurs) membres du programme bénéficient de cours de langues puis partent pour un contrat à durée déterminée (deux ou trois ans). Sur place, leur hébergement est organisé par le programme mais ils doivent le payer avec leur salaire. Ces programmes sont revenus à plusieurs reprises dans les entrevues à Quảng Ngãi, sous la forme de récits rapportés des parents ou bien d'un récit d'un jeune homme revenu du Japon. Il semble que les situations soient très contrastées en fonction des entreprises, certaines étant accusées de mauvais traitements. Les salaires élevés sont à nuancer par le coût du logement (10 millions de dongs soit environ 385 €) pour un salaire de 30 millions dans un cas au Japon (environ 1155 €). Il est néanmoins intéressant de noter que cette migration internationale est mise sur le même plan qu'une migration vers Ho Chi Minh Ville : une migration pensée comme temporaire et dont le but principal est de se constituer une épargne.

Il existe le pendant de ces programmes internationaux à l'échelle des migrations internes au Vietnam, sous la forme d'agences de recrutement. Il s'agit d'agences professionnelles financées par les grandes entreprises qui opèrent du démarchage dans certains villages ruraux pour trouver des employés et les amener à migrer. Ces agences ont été mentionnées en de rares occasions en entretiens, mais aucun informant n'y a eu recours pour migrer à Ho Chi Minh Ville. La différence notable entre celles-ci et les programmes précédemment évoqués tient au fait que ces agences de recrutement sont privées, alors que les programmes d'envoi de main d'œuvre à l'étranger sont orchestrés par les autorités locales des communes, districts et provinces de départ au Vietnam. Selon le Comité Populaire de la commune de Nghĩa An sur la côte de la municipalité de Quảng Ngãi, ces programmes internationaux font l'objet d'une approbation à l'échelle étatique et d'objectifs fixés nationalement en termes de nombre de personnes envoyées à l'étranger. Il est donc intéressant de noter que parmi les personnes ressources dans la migration, l'Etat et les gouvernementaux locaux sont présents en ce qui concerne la migration internationale mais n'ont jamais été mentionnés au sujet de la migration interne. Ce silence témoigne de l'absence de politique d'accompagnement de ces trajectoires migratoires internes, qui se font spontanément et de manière autonome.

Ces flux migratoires qui se déploient localement et internationalement, mis en perspective avec les flux dirigés vers la métropole de Ho Chi Minh Ville, composent une cartographie multiscalaire des migrations depuis les communes rurales étudiées.

IV.1.3. Secteurs d'emploi accessibles aux migrants ruraux à Ho Chi Minh Ville

Une fois les freins à la mobilité levés, et le choix de la destination arrêté sur Ho Chi Minh Ville, il s'agit de trouver un emploi. Il est ressorti des entretiens menés à Ho Chi Minh Ville que les migrants ruraux ont accès à une liste limitée d'emplois en ville. A Ho Chi Minh Ville, les compétences en agriculture, aquaculture, ou sylviculture de la majorité des migrants ruraux sont de peu d'utilité. Ils doivent donc trouver un emploi ne requérant pas ou que peu de qualifications. La migration se double d'une autre transition, celle de la reconversion professionnelle.

Au fil des entretiens, un petit nombre d'occupations est revenu régulièrement, jusqu'à dessiner les contours du marché de l'emploi accessible aux migrants ruraux dans la métropole. Ces emplois appartiennent pour certains au secteur formel, avec les avantages légaux que cela implique, et pour d'autres au secteur informel, activités non-déclarées et sans aucune garantie ou sécurité. Certains se pratiquent de manière sédentaire et d'autres de manière itinérante en sillonnant les rues de la métropole. Il n'y a donc pas d'uniformité dans ce panorama professionnel, mais un point commun : les migrants ruraux en arrivant en ville rejoignent la masse des travailleurs modestes de la métropole, sans qui la locomotive de l'économie vietnamienne n'avancerait pas. Voici une liste synthétique des emplois mentionnés et discutés en entretiens, qu'ils soient effectivement occupés au moment de l'entrevue ou bien envisagés comme possibles alternatives : ouvrier et employé de bureau en usine, ouvrier du bâtiment, chauffeur de mototaxi sur une plateforme numérique, vendeur de rue itinérant, vendeur sur un marché, collecteur de déchets recyclables, vendeur de tickets de loterie, travailleuse du sexe, employé de maison (voire figure n°33)

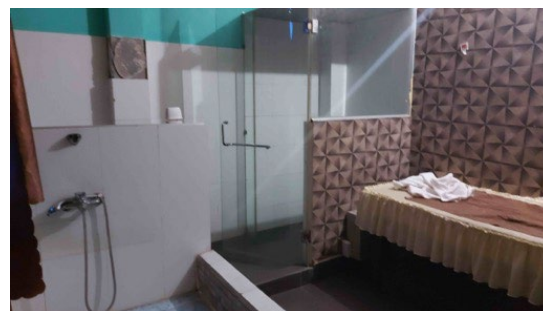
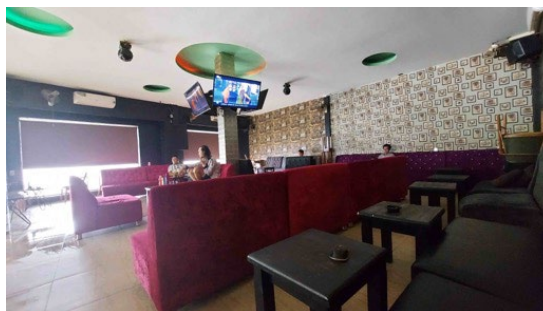




Figure n°33 : Lieux d'emploi des migrants rencontrés : entrepôt industriel, chantier de construction, marché, bar à hôtesses, salon de massage, vente de rue, mototaxi, collecte de déchets recyclable agence de vente de tickets de loterie où viennent s'achalander les vendeurs et vendeuses itinérants de tickets. Source : photographies de l'auteure, Districts de Gò Vấp et Bình Tân, Ho Chi Minh Ville, entre septembre 2020 et novembre 2021.

Plusieurs remarques méthodologiques sont à faire concernant cette liste d'emplois.

Tout d'abord, parmi l'ensemble de ces corps de métier, tous ont été discutés sur le terrain sauf le dernier, logiquement plus difficile d'accès car pratiqué au domicile des employeurs. L'inclure dans l'analyse aurait impliqué une nouvelle méthodologie spécifique.

Par ailleurs, je mentionne tous ces emplois au masculin général mais il existe une répartition genrée de ces occupations. La plupart sont pratiquées par des hommes comme des femmes sauf les chauffeurs de mototaxis qui sont tous des hommes, et les travailleuses du sexe qui sont toutes des femmes. La collecte de déchets recyclables et la vente de tickets de loterie sont parmi l'échantillon d'informants davantage pratiquées par des femmes mais pas uniquement. Je précise également que les travailleuses du sexe représentent une part marginale des informants (trois femmes migrantes et une femme originaire de Ho Chi Minh Ville).

Il existe également une différence de répartition par tranches d'âges. Les usines n'emploient généralement pas de personnes au-delà de 40 ans, ce qui explique que les ouvriers et ouvrières rencontrées soient plus jeunes. L'utilisation d'un smartphone dans le métier de chauffeur de mototaxis via une plateforme numérique (GrabBike) est également discriminante, et explique que les chauffeurs soient très largement des jeunes aussi. La santé physique est un critère clef dans le secteur de la construction, ce qui explique là encore que j'aie rencontré peu de personnes au-delà de 40 ans sur les chantiers. A l'inverse, les métiers de vente de rue sont très peu pratiqués par les plus jeunes. Les vendeurs de rue itinérants, les vendeurs sur les marchés, mais surtout les collecteurs de déchets recyclables et les vendeurs de tickets de loterie sont globalement des personnes plus âgées.

De plus, la majorité de ces emplois sont pratiqués dans la rue. J'ai donc le plus souvent discuté avec les informants de leur occupation durant leur journée de travail, en les accompagnant sur les marchés, en patientant avec eux auprès de leurs motos, ou bien en offrant une pause rémunérée à leur ronde le temps d'un café. Pour les employés d'usine les entretiens se sont faits en dehors de leurs horaires de travail, le soir, durant la courte fenêtre de temps avant l'heure du dîner. Les conditions d'entretiens et d'approches des différents emplois sont davantage détaillées dans le chapitre méthodologique (II.2).

Enfin, les lieux d'enquête impliquent un biais dans l'échantillon de la population rencontrée. Les usines à proximité des deux terrains d'étude à Ho Chi Minh Ville (dans les districts de Bình Tân et Gò Vấp) emploient une partie des personnes rencontrées. Le parc industriel de Bình Tân est beaucoup plus grand que l'usine à proximité du site d'étude de Gò Vấp, ce qui explique en partie que les employés d'usine soient plus représentés parmi les informants de Bình Tân que de Gò Vấp. En outre, sur la répartition géographique des emplois

observés, je note que les chauffeurs de mototaxis sont plus nombreux sur le site de Gò Vấp que sur celui de Bình Tân. Cela peut s'expliquer par le fait que le service de mototaxi par plateforme numérique (GrabBike) est plus utilisé dans le centre-ville. Cependant, cette remarque doit être prise avec précaution étant donné que les modes de prise de contact avec les informants ont induit un biais certain. En effet, j'ai identifié certains informants sur la base du fait qu'ils se retrouvaient dans le quartier d'étude à Gò Vấp dans la rue, avant de démarrer leur journée de travail. Enfin, les collecteurs de déchets recyclables sont également plus représentés dans l'échantillon de Gò Vấp. Cela peut s'expliquer par le fait que le quartier est plus mixte socialement, par rapport à Bình Tân qui est plus populaire. Les collecteurs de déchets recyclables ont donc potentiellement plus de travail à Gò Vấp. Cependant, là encore cette remarque est à prendre avec beaucoup de précaution. Globalement, le marché de l'emploi pour les migrants semble ainsi plus diversifié à Gò Vấp qu'à Bình Tân.

IV.1.4. Niveaux de revenus

Les activités des migrants rencontrés s'insèrent dans le panorama de l'emploi précaire à Ho Chi Minh Ville. Cette précarité se reflète davantage dans le type d'emplois et les conditions de travail que dans les revenus. Les revenus des personnes rencontrées avoisinent le plus souvent les 7 ou 8 millions de dongs par mois (entre 250 et 300 €). Ces chiffres sont cohérents avec la distribution des revenus au Vietnam. Le revenu mensuel moyen des travailleurs salariés au Vietnam en 2020 était de 6,6 millions de dong (GSO, 2021b, p.29)⁶⁰, sachant que les revenus en zone urbaine sont plus élevés qu'en zone rurale. L'enquête sur les niveaux de vie des ménages au Vietnam en 2018 révèle que les revenus moyens par personne en zone urbaine à l'époque étaient de 5,6 millions de dongs contre 3 millions en zone rurale (GSO, 2019, p.21). Le rapport sur l'emploi du Bureau Statistique National du Vietnam de 2020 souligne également que les salariés représentaient 48% des travailleurs (GSO, 2021b, p.1). Il convient également de noter la très forte augmentation de ces revenus, ainsi que la légère réduction de cet écart urbain/rural, puisque le revenu moyen national en zone urbaine a été multiplié par 3,5 en dix ans, par rapport à 2008, quand le revenu moyen national en zone rurale a été multiplié par 3,9. Entre outre, les revenus moyens des hommes sont plus élevés que ceux des femmes (6,92 millions contre 6,17 millions en 2020) (GSO, 2021b, p.2). Le

⁶⁰ Une incertitude persiste encore autour de ce qui est effectivement mesuré dans les statistiques officiels. Je suppose que ce chiffre ne prend en compte que le salariat formel.

rapport précédemment cité montre que les travailleurs ayant un diplôme de l'enseignement supérieur ou universitaire gagnent seulement 1,5 fois plus que les travailleurs sans aucune qualification (GSO, 2021b, p.28), ce qui permet de nuancer le rôle du degré de qualification dans les revenus, du moins en théorie⁶¹.

Un point de précision méthodologique s'avère important pour interpréter ces revenus. Au Vietnam il est difficile d'estimer les revenus précis d'une personne ou d'un ménage car le salaire ou les revenus directement obtenus de l'activité professionnelle ne représentent qu'une part du budget. D'une part, beaucoup d'argent issu des activités salariées circule sous forme de primes sous « enveloppe »⁶². D'autre part, le recours aux prêts informels et aux systèmes de tontine est extrêmement fréquent. À ces transactions s'ajoutent les jeux d'argent, qui, bien que réprimés, sont largement pratiqués (système de loterie formelle, système de loterie informelle, combats de coq...) Une part importante de l'argent en circulation n'est donc pas incluse dans les recettes et salaires de l'activité professionnelle.

Le montant de 7 à 8 millions de dongs correspond au salaire d'un ouvrier en usine parmi les personnes rencontrées. En outre, les salaires augmentent chaque année, incitant les employés à rester dans l'entreprise. La plupart des autres activités apportent des revenus similaires. Les revenus des chauffeurs de mototaxis dépendent fortement des horaires qu'ils choisissent de s'imposer. S'ils sont souvent du même ordre, ils peuvent aussi être plus élevés. Les vendeurs de produits alimentaires, itinérants ou sur les marchés, peuvent prétendre à des revenus parfois plus élevés s'ils parviennent à développer leur clientèle. Les ouvriers du bâtiment quant à eux touchent des salaires variables en fonction du poste plus ou moins technique occupé sur le chantier. D'après les dires de plusieurs ouvriers et ouvrières, les femmes n'ayant pas accès à certains postes techniques, elles sont susceptibles de gagner moins. En outre, les revenus des travailleurs et travailleuses du bâtiment sont très irréguliers car ils dépendent de la fréquence des chantiers. La collecte de déchets recyclables et la vente de tickets de loterie représentent généralement les revenus les plus bas, descendant parfois à 4 millions de dongs par mois (un peu moins de 150 €)⁶³. Ces métiers moins bien rémunérés

⁶¹ Il est nécessaire de garder en tête que les migrants rencontrés ne représentent pas l'ensemble de la population migrante à Ho Chi Minh Ville mais ont été sélectionnés précisément parmi la population migrante non qualifiée. Ne sont donc pas représentés dans cette étude les migrants bénéficiant d'un capital économique, social ou éducatif plus élevé permettant d'accéder à des emplois mieux rémunérés, plus stables et davantage valorisés socialement.

⁶² Par exemple, les primes aux employés distribuées par les employeurs au moment du Têt, ou les enveloppes que les professeurs reçoivent en cadeau le jour de la fête des professeurs.

⁶³ La vente de tickets de loterie est un débouché professionnel pour la population modeste urbaine au Vietnam, résidente ou migrante. Cela consiste à vendre quotidiennement de manière ambulante des tickets de loterie nationale acquis auprès d'un stand de vente, et d'empocher une plus-value en fin de journée. Les jeux d'argent étant théoriquement interdits, cette loterie canalise officiellement les aspirations d'une grande partie de la

sont souvent pratiqués par des personnes âgées et délaissés par les plus jeunes, qui ont davantage d'options.

Si les emplois du secteur informel et celui de chauffeur de mototaxi génèrent des revenus plus faibles ou plus variables et incertains que celui d'employé du secteur industriel, ils ont néanmoins l'avantage de permettre une plus grande flexibilité dans la gestion de l'emploi du temps. Ils permettent notamment de s'absenter en cas de besoin, notamment pour retourner dans les villages.

Le parcours professionnel de Vinh est un bon exemple des niveaux de revenus en jeu et de leur évolution au fil du temps (informant n°106). Vinh est originaire de la province de Hung Yên dans le delta du Fleuve Rouge au nord du pays. Il résume son parcours ainsi :

« J'ai travaillé dans les champs jusqu'à mes 19 ans. Après cela, je suis allé à Hanoï pour travailler comme mécanicien. J'ai travaillé pendant dix ans avant de m'installer ici et de travailler en indépendant. J'ai d'abord appris à coudre et travaillé dans une usine textile pendant trois ou quatre ans. Ensuite, mon salaire était trop bas pour vivre, alors je suis allé vendre des articles dans la rue. »⁶⁴

Puis explique les raisons qui l'ont poussé à quitter Hanoï pour Ho Chi Minh Ville :

« Parce que les salaires sont moins élevés à Hanoï qu'ici. J'ai travaillé à Hanoï pendant dix ans comme mécanicien. Au début, je travaillais dans le commerce de pièces détachées pour motos, mais le salaire était trop bas, alors je suis venu ici. »

Vinh détaille son parcours à Hanoï :

« Avant cela, je travaillais comme ouvrier dans un atelier et je ne gagnais que 200 000 VND par mois. Je gagnais seulement 200 000 VND [10 €], mais ce n'était pas suffisant pour vivre, alors je suis venu ici. [...] Puis en 2004, je suis allé travailler comme mécanicien et le mois suivant, je n'ai gagné que 300 000 VND [15 €], alors je suis venu ici. [...] À l'époque, un repas ne coûtait que 4 000 VND [20 centimes

population qui peine à s'émanciper des difficultés financières, et elle en rythme le quotidien. Pour les vendeurs, il peut s'agir d'une solution de dernier recours en cas de chômage, surtout pour les personnes âgées. Mais cette vente, quand elle est menée de manière assidue et stratégique peut également être très profitable. Elle permet alors de dégager un revenu comparable à celui des ouvriers en usine.

⁶⁴ « *Làm ruộng ở nhà tôi năm mà tôi 19 tuổi, Sau khi 19 tuổi thì tôi đi lên Hà Nội làm cơ khí, làm được 10 năm xong rồi mới là đi vào đây luôn rồi đi buôn bán tự do như thế này. Đầu tiên là đi học may, làm may được 3,4 năm, rồi lương thấp quá không đủ sống nên là thôi đi ra ngoài bán hàng rong. »*

d'euros], mais aujourd'hui, c'est différent. Gagner 300 000 VND ne suffit pas à vivre. [...] Un repas coûte aujourd'hui 20 000 VND [78 centimes d'euros], mais autrefois, il ne coûtait que 4 000 VND. »⁶⁵

Puis, il relate son parcours à Ho Chi Minh Ville :

« J'ai travaillé dans le district 8 dans la construction pendant une année entière [en 2008] et j'étais seulement payé 38 000 VND par jour [1,60 €], alors je me suis mis à la couture. [...] Je gagnais 600 000 VND par mois en cousant en 2010 [22,50 €]. [...] Je l'ai fait pendant 5 ou 6 ans, puis j'ai arrêté. [...] Parce que mes revenus étaient faibles, à la fin mon salaire n'était plus que de 1 900 000 VND [78 €], alors j'ai démissionné. J'ai été contraint de mettre en gage la carte d'immatriculation de ma moto et ma carte d'identité, cela ne suffisait plus pour vivre. Donc j'en ai eu marre, et j'ai arrêté de travailler. À cette époque, je travaillais chez Pouyuen. [...] À l'époque, c'était 1,9 millions VND, mais après 10 ans, c'est environ 7 millions VND [271 €], et avec les heures supplémentaires jusqu'à 9 millions VND [349 €], alors que le salaire des travailleurs du Nord n'est que de 5 millions VND [194 €]. »⁶⁶

Au moment de l'entretien, il vendait des mangues dans la rue, obtenues auprès d'un marché de gros et récoltées dans le delta du Mékong :

« Au marché de gros, un grand marché comme celui-ci, je vais chez chaque maison et j'achète le produit le moins cher. Par exemple, si le prix est de 3 500 VND [14 centimes d'euros], je le vends 5 000 VND [19 centimes d'euros], réalisant ainsi un bénéfice de 1 500 VND par kilo [5 centimes d'euros]. »⁶⁷

La trajectoire de Vinh révèle les différences de revenus entre plusieurs secteurs d'emploi

⁶⁵ « Trước đó thì anh có làm thuê công nhân một cái xưởng đó mà một tháng chỉ có 200 000 VND, làm có 200 000 nhưng không có đủ sống nên mới đi vào đây nè. [...] Thì năm 2004 đi làm việc cơ khí, rồi tháng sau làm được có 300 000 VND nên mới đi vào đây nè. [...] Thì ngày đó thì suất cơm thì chỉ có 4 000 VND một suất, còn bây giờ thì khác rồi kiếm được 300 000 VND thì không đủ sống đâu. [...] un repas coûte aujourd'hui vingt mille dollars, mais autrefois, il ne coûtait que quatre mille dollars. [...] Bữa cơm bây giờ là 20 000 VND, còn ngày xưa thì chỉ có 4 000 VND thôi. »

⁶⁶ « Làm hồ ở dưới quận 8 á, lúc đó thì làm chung cư cả một năm luôn mà chỉ được trả có 38.000 một ngày thế là mới chuyển sang làm may luôn. [...] Anh làm may một tháng được 600.000 là năm 2010. [...] Anh làm được 5,6 năm gì đấy thì bỏ luôn. [...] Do là thu nhập thấp sau này thì làm lương có được 1.900.000 thôi cho nên là bỏ luôn. Đi làm may mà phải đi cầm cả vẹt xe nè và cầm chứng minh nè cho nên là không có đủ sống cho nên là chán quá không làm nữa. Hồi đó đi làm ở Pouyuen á. [...] Thì lúc đó 1 triệu 9 mà 10 năm thì lên được cỡ 7 triệu còn tăng ca thì mới được 9 triệu, còn lương công nhân ở ngoài Bắc thì chỉ được có 5 triệu. »

⁶⁷ « Vào chợ đầu mối, cả một cái chợ rộng như vậy nè thì mình cứ đi hỏi từng nhà một, nhà nào rẻ thì mua thôi. Ví dụ như cái này 3 ngàn rưỡi thì mình bán 5 ngàn lời được 1 ngàn rưỡi 1 ký. »

(la mécanique, la construction, le travail en usine et la vente de rue), l'augmentation des salaires du secteur industriel au cours des dix dernières années, et les différences de salaires entre le nord et le sud du pays. Il m'a par ailleurs expliqué qu'il ne pouvait pas trouver d'emploi plus qualifié car il a arrêté ses études autour de 14 ou 15 ans, rattachant ainsi ses conditions d'emploi précaires à son niveau d'éducation.

IV.1.5. Conditions de travail

Ce n'est pas le niveau de revenu qui m'amène à parler de précarité mais davantage les conditions d'emploi. Les personnes migrantes rencontrées dans cette enquête travaillaient principalement sous contrats, mais des contrats susceptibles d'être interrompus brusquement (employé en usine et chauffeur de mototaxi), ou en indépendant dans le secteur informel. Ils partageaient donc une insécurité économique liée à l'absence de protection face aux risques de licenciement, d'exploitation, d'accident ou de violence. Il est important de souligner que cette insécurité par les types de contrat n'est pas propre à la population migrante mais qu'elle se retrouve plus largement sur l'ensemble du marché de l'emploi vietnamien. En 2020, 62% des travailleurs salariés au Vietnam possédaient un contrat de travail, 31% travaillaient sur contrat oral et 7% n'avaient aucun contrat. Les chiffres sont respectivement de 75% sous contrat écrit, 15% sous contrat oral et 10% sans contrat à Ho Chi Minh Ville (GSO, 2021b, p.32-33). En outre, une grande partie de ces emplois appartient au secteur informel et donc ne donne pas droit à une protection sociale et de santé, à l'assurance chômage ou à une cotisation de retraite (il est néanmoins possible de s'inscrire à une assurance privée). Pour autant, la protection juridique et les droits sociaux des travailleurs sous contrat restent très limités.

La précarité associée à ces secteurs d'emploi est d'autant plus grande que ces emplois sont caractérisés par une grande pénibilité, et présentent, pour certains, des risques importants d'accident (ouvrier du bâtiment et chauffeur de mototaxi en particulier), et des risques pour la santé, du fait des efforts physiques et de l'exposition à la pollution produite par le trafic et les usines. Le cas spécifique des travailleuses du sexe est aux marges de ce travail car je n'ai rencontré que quatre femmes dans ce secteur (deux prostituées, une masseuse et une employée de bar à hôtesse). Ce secteur est susceptible d'apporter des revenus bien plus élevés que les autres activités mentionnées, néanmoins il s'agit d'un secteur dangereux et marginalisé socialement.

En outre, la précarité induite par ces secteurs et conditions d'emploi a été

particulièrement mise en lumière par la pandémie de Covid 19 en 2020 et 2021. Il a plusieurs fois été question en entretiens de licenciements ou de perte d'emplois dus à la pandémie de Covid 19. Le secteur industriel a opéré des licenciements massifs. Les personnes travaillant dans l'espace public (vendeurs de rue, marchands, collecteurs de déchets recyclables, vendeurs de tickets de loterie) ont été contraints d'arrêter de travailler. Les chauffeurs de mototaxis également ont perdu énormément de clientèle à mesure que les opportunités de déplacement diminuaient et ont dû s'arrêter pendant plusieurs mois. Néanmoins, en 2020 avant que les mesures de distanciation sociale ne s'intensifient en 2021, le secteur des mototaxis a aussi permis des reconversions professionnelles provisoires pour certaines personnes dont l'activité professionnelle était déjà interrompue par la pandémie. C'est le cas notamment de Thảo, un homme d'environ 43 ans, originaire de la province de Đồng Tháp dans le delta du Mékong. Il est habituellement capitaine de bateau en haute mer⁶⁸. Retenu à terre en raison de la pandémie, il s'est reconverti en chauffeur de mototaxi GrabBike (informant n°15).

En revanche, en dehors du contexte exceptionnel de la pandémie, les informants n'ont pas rapporté de situation de chômage prolongé. De fait, le taux de chômage est très faible au Vietnam (2,25% de la population âgée de 15 ans et plus en 2020), bien qu'il soit plus élevé en zone urbaine (3,59%) qu'en zone rurale (1,58%). Ho Chi Minh Ville en concentre une grande partie (3,77%) (GSO, 2021b, p.51). L'enquête sur les niveaux de vie des ménages au Vietnam en 2018 a trouvé que les migrants présentaient des taux de chômage plus élevés que le reste de la population de 15 ans et plus (5,39%). Le chômage touche globalement beaucoup plus les femmes : à Ho Chi Minh Ville, cela concerne 4,73% des femmes de 15 ans et plus, contre 2,94% des hommes. En revanche, cet effet de genre est beaucoup plus faible parmi les migrants : 5,78% des femmes migrantes de 15 ans et plus, contre 5,01% des hommes.

J'ai rencontré Quynh, une femme de 55 ans originaire de la province de Ninh Bình dans le nord du pays, alors qu'elle était vendeuse de tickets de loterie (informante n°105). Son parcours professionnel illustre cette précarité ordinaire. Par le passé elle a été vendeuse de rue (de bananes frites et de pommes de terre frites), puis suite à une brûlure, elle s'est reconvertie dans la vente d'assurances pour les motos. Durant la pandémie, ses ventes ont baissé avec la baisse des circulations interprovinces, et elle s'est donc tournée vers la vente de tickets de loterie. Elle me partageait son sentiment sur sa situation financière :

⁶⁸Thảo est l'un des rares migrants occupant un emploi qualifié avec qui j'ai mené un entretien.

« Quant au coût des marchandises [les tickets], comparé à l'année 2012, lorsque j'ai commencé à vendre, je travaille plus d'heures, mais mon revenu n'est que le quart de ce qu'il était à l'époque. Tout est cher maintenant, les prix ont augmenté, ce qui réduit mes revenus. Parfois, je souhaite trouver un autre emploi, mais j'estime que c'est très difficile. Pour vendre quoi que ce soit, si je veux trouver un logement, le loyer est élevé, et souvent, je ne peux même pas m'équiper des outils nécessaires à mon activité. Sans compter que, en ouvrant les yeux, j'ai vu que le loyer de d'une localisation [de vente] s'élevait à plusieurs millions, encore et encore. Si les ventes ralentissaient, je n'aurais pas assez d'argent pour payer la localisation. Parfois, j'aurais voulu recommencer à vendre des gâteaux comme avant, mais louer un espace maintenant, dans un endroit très fréquenté, serait trop cher. Et dans les endroits calmes, il n'y a personne, alors je devrais offrir à boire ou à manger. Alors, je vends dans cette rue, sur l'autoroute, où il n'y a rien, et je me couvre d'un parapluie et je m'assoie pour vendre. »⁶⁹

IV.1.6. Renvois d'argent

Même en tenant compte des coûts élevés de la vie à Ho Chi Minh Ville, les revenus ne se reflètent pas nécessairement dans les conditions de vie. Les migrants rencontrés maintiennent un contrôle strict sur leurs dépenses en ville afin d'économiser le plus possible. Ainsi un couple qui gagne environ 15 millions VND par mois (530 €) dépense seulement 3 millions dans le logement (un peu plus de 100 €). Des revenus somme toute comparable à la moyenne nationale aboutissent pourtant à des conditions de vie plus précaires que le reste de la population de Ho Chi Minh Ville. C'est parce que les économies sont investies ailleurs. En effet, les économies dégagées du travail à Ho Chi Minh Ville sont en partie renvoyées dans les villages, de manière à être investies dans la construction ou l'amélioration d'une maison, dans le développement d'une activité agricole assurée par d'autres membres de la famille, de subvenir à des dépenses de santé pour les proches, ou encore, et c'est l'un des pôles de dépenses principaux, pour

⁶⁹ « Còn vật giá mà so với cái năm hai ngàn mười hai mà cô mới ra bán thì bây giờ làm thời gian nhiều hơn mà thu nhập thì chỉ bằng một phần tư hồi đó, mà vật giá cái gì bây giờ cái nó cũng đắt đó, nó lên giá cho nên là tình hình thu nhập thấp. Nhiều khi muốn kiếm cái việc khác làm thì bây giờ thật ra cô nghĩ nó cũng rất khó. Buôn bán này kia muốn kiếm chỗ ngồi trong nhà thì giá mướn cao mà nhiều khi chưa kể là mình trang bị những cái dụng cụ mà cần kinh doanh buôn bán nữa chứ. Không nói chứ, cô mở mắt ra là thấy tiền nhà tiền trọ, tiền mướn mặt bằng này là mấy triệu rồi. Đó bán mà ế là không có đủ tiền để trả mặt bằng. Bởi nhiều lúc cô cũng muốn quay lại bán bánh như ngày xưa á nhưng mà mướn mặt bằng bây giờ thì cái chỗ mà nó đông dân cư đi lại thì mình không đủ khả năng mướn. Mà những cái chỗ mà đường yên ắng thì lại không có người đi lại nên là bạn cho ai uống ai ăn, nên là cô bán ở ngoài đường này, ngoài quốc lộ là những đường không có gì, rồi cô chỉ che cây dù lên ngồi bán. »

financer l'éducation des enfants. Je n'ai pas interrogé les migrants et migrantes rencontrés sur le montant des renvois d'argent, sauf dans de rares exceptions. A titre informatif, un rapport de la Banque Mondiale et de l'Académie du Vietnam en Sciences Sociales de 2016 estimait que ces transferts représentaient 8% des revenus des ménages en 2015. Ce pourcentage est à lire avec précaution car les niveaux de revenus ont considérablement augmenté au cours des dernières années (Demombynes *et al.*, 2016, p.23).

En étudiant la pauvreté au Vietnam et en s'interrogeant sur l'impact de la migration sur celle-ci, Minot, Baulch et Epprecht affirmaient que "la question pertinente est de savoir si le niveau de vie des migrants est meilleur qu'il ne le serait s'ils n'avaient pas migré". (Minot, Baulch & Epprecht, 2003). Ces auteurs questionnent l'amélioration des conditions de vie des migrants par rapport aux conditions antérieures dans leur ville d'origine. Toutefois, cela suppose que l'intention derrière la migration est d'améliorer les conditions de vie personnelles. Si l'on considère que la migration s'inscrit dans une stratégie familiale plus large, la question est différente. Le renvoi de fonds à la famille justifie de supporter des conditions de vie médiocres en ville pour améliorer les conditions actuelles ou futures des proches. Les conditions d'emploi et de logement des migrants ruraux à Ho Chi Minh Ville décrivent ainsi une précarité ordinaire, acceptée et banalisée. La question est alors davantage celle du seuil d'acceptabilité de cette précarité.

IV.2. Degrés d'urbanités différenciés

IV.2.1. La condition de locataire

IV.2.1.1. Une pratique de la ville limitée

La ville est souvent découverte par les migrants ruraux à travers une lunette bien petite : celle d'un logement exigu en périphérie urbaine, d'un trajet court jusqu'au lieu d'emploi, parfois du logement d'un proche. Les migrants rencontrés sortent très peu de ce périmètre restreint. Le bassin de vie est donc petit et monotone. En outre, les personnes rencontrées rapportent avoir peu de temps libre, ce qui représente une contrainte majeure dans l'accès à la ville.

A ce sujet, l'exercice des cartes mentales réalisé à l'occasion de quelques entretiens au début de l'enquête a été éclairant, en particulier, la carte dessinée par ma main sous la dictée de Linh, originaire de la province de Bình Dương, non loin de Ho Chi Minh Ville, arrivée dans la métropole en 1991 (informante n°7). Le bassin de vie qu'elle m'a décrit reliait sa chambre locative à l'usine dans laquelle elle travaillait, en passant par le marché de rue où elle s'arrêtait quotidiennement pour faire ses courses. Elle ne s'éloignait jamais de cet itinéraire, et n'avait ainsi aucune connaissance du reste de la ville. De manière assez similaire, Hương, 22 ans et célibataire me confiait qu'elle prenait rarement le temps de s'aventurer dans d'autres parties de la ville (informante n°4). Elle a mentionné seulement une sortie à une pagode située dans un autre district de Ho Chi Minh Ville. De manière générale, plusieurs informants ont mentionné aller ponctuellement dans d'autres quartiers de la ville pour rendre visite à des membres de leur famille ayant migré également. Mais ces déplacements restent rares.

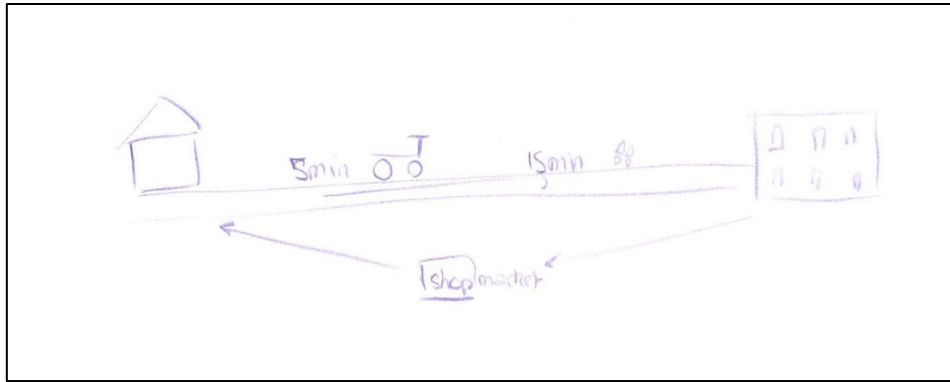


Figure 34 : Carte mentale de Linh réalisée en juin 2020 dans le district de Gò Vấp à Ho Chi Minh Ville.

Sur le sujet de l'espace pratiqué, les chauffeurs de mototaxis se distinguent évidemment car leur activité les amène à sillonner la ville dans tous les sens plusieurs fois par jour, mais sans nécessairement l'explorer. Les autres activités itinérantes (vendeurs et collecteurs de déchets recyclables) se cantonnent au quartier autour de la chambre à louer, et intègrent des lieux stratégiques comme le centre de recyclage local (voire figure n°35). Il est également intéressant de noter que les chauffeurs de mototaxis rencontrés dans le district de Gò Vấp se retrouvaient quotidiennement sur leurs motos le matin avant de démarrer leur journée de travail. La moto devient alors l'extension de l'espace privé⁷⁰.

⁷⁰ Plusieurs travaux étudient le rapport très particulier aux deux-roues dans la société vietnamienne, assimilés à une extension du corps, et au secteur des mototaxis (Nguyen, 2020 ; Nguyen 2023)

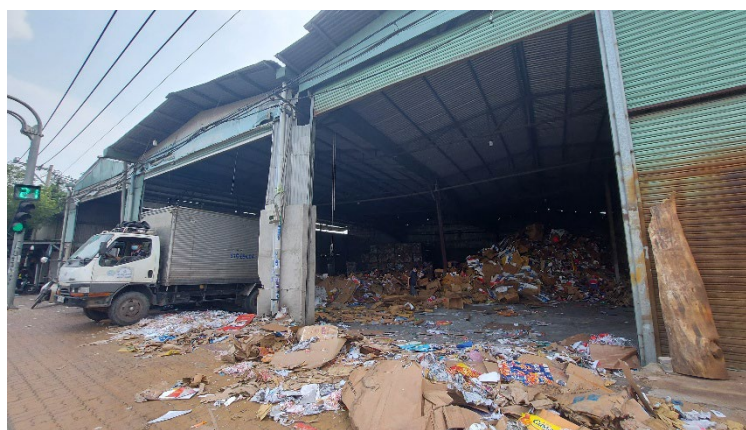


Figure n°35 :

(photographie de gauche) Centre de tri de déchets recyclables dans le district de Gò Vấp, Ho Chi Minh Ville. Source : photographie de l'auteure, janvier 2022.

(photographie de droite) Centre de tri de déchets recyclables dans le district de Bình Tân, Ho Chi Minh Ville. Source : photographies de l'auteure, janvier 2022.

Les contraintes de temps et d'espace ne sont pas sans conséquence sur les relations sociales. Les horaires de travail chargés des migrants ne laissent pas beaucoup de temps pour la socialisation et la conception des *nhà trọ* n'offre pas beaucoup d'espace pour se réunir (en dehors des cafés de quartier). La population migrante rencontrée à Ho Chi Minh Ville consacre la majeure partie de son temps au travail. La pratique de la ville est largement tournée vers le travail et les économies. Il ne s'agit pas là d'un aspect caractéristique de la population migrante à Ho Chi Minh Ville, mais plus largement d'une conséquence du fait que les migrants ruraux non qualifiés s'insèrent dans les classes populaires urbaines.

Je reprends l'exemple de Uyên, trentenaire cheffe de service en usine dans le district de Bình Tân, originaire de Phú Yên sur la Côte Centrale Sud du pays (informante n°65), mentionnée dans le chapitre IV.1.2. Lorsque je l'ai interrogée sur ses conditions de vie et celles de ses voisins au sein de la *nhà trọ*, Uyên a immédiatement recentré la conversation sur la

condition de locataire, qui pour elle allait de pair avec celle de travailleur. Pour elle, il semble que, plus que le statut de migrant, ce soit le statut résidentiel qui définisse sa réalité sociale :

« Vous parlez de la vie en location (*chỗ trọ*) ? C'est simple, comme ma vie actuelle. À la campagne, il y a beaucoup de familles qui ont beaucoup d'enfants, qui sont pauvres et qui ont des terres petites. En venant travailler, chaque mois, on a un salaire à dépenser pour ceci et cela. Vivre en location, voyez-vous, quand on va travailler, on mange beaucoup, on vit peu. Tôt le matin, on va à l'entreprise, le soir, on rentre et on est de nouveau occupé. Ceux qui ont des enfants s'occupent de les nourrir, puis il est temps de se reposer un peu pour pouvoir aller travailler le lendemain. Donc, la vie en location, c'est tout simplement ça. Je mange beaucoup, mais je vis peu, alors... [...]. La vie ici, ça peut se résumer en une phrase : manger beaucoup, mais ne pas vivre beaucoup. C'est aussi simple que ça. »⁷¹

Par ailleurs, une inégalité genrée ressort dans la distribution du temps libre. La dimension genrée est peu abordée dans cette enquête sur la migration interne, surtout car ce n'était pas l'angle de lecture retenu. Néanmoins, je peux souligner un déséquilibre dans l'accès au temps libre, qui se traduit aussi par un déséquilibre dans la pratique de la ville. L'ensemble des personnes rencontrées, hommes comme femmes, travaille à temps plein, dans le secteur formel ou informel, parfois en cumulant plusieurs emplois. Pourtant, en dehors des horaires de travail, dans les couples, les tâches ménagères sont largement assumées par les femmes qui assurent les courses, la cuisine, l'entretien du logement, les soins aux enfants quand ceux-ci sont en ville. Les hommes ont davantage le temps de développer une sociabilité après le travail, autour de l'alcool notamment. L'idée d'un bassin de vie restreint s'applique de fait plus particulièrement aux femmes, et d'autant plus en couple. Je n'ai pas de différences à reporter entre les tranches d'âge sur ce point.

En outre, pour développer une sociabilité encore faut-il avoir l'espace pour le faire. Dans un seul des *nhà trọ* observés, la propriétaire a installé des bancs à l'extérieur permettant aux migrants locataires de se retrouver (propriétaire-bailleur n°2). J'ai eu l'occasion de m'y rendre

⁷¹ « Ý là cuộc sống ở chỗ trọ á hả ? Thì đơn giản thôi, giống như giờ mình, cuộc sống của mình á, thì ở quê có nhiều gia đình giống như là con cái đông rồi nghèo khổ, đất đai thì ít, đi vô đây làm thì hằng tháng có đồng lương để chi tiêu cái này cái kia. Ở trọ thì em thấy không, đi làm mình ăn nhiều chứ mình ở đâu bao nhiêu đâu. Sáng sớm thì mình đi lên công ty rồi, chiều tối mình về thì lại tắt bật, người nào có con thì tắt bật vài lần cho con ăn uống xong tới giờ nghỉ ngơi chút để mai còn đi làm nữa. Thì cuộc sống ở trọ đơn thuần là vậy đó. Sống ăn nhiều chứ ở chẳng nhiều hết á, nên là... [...] Cuộc sống ở đây mà, chỉ định nghĩa 1 câu là ăn nhiều chứ ở không nhiều hết á. Chỉ đơn giản vậy thôi. »

à plusieurs reprises et de partager des moments de convivialité avec les locataires et la propriétaire. Les chambres étaient situées en rangées au rez-de-chaussée et les bancs étaient disposés dans la ruelle qui desservait la maison de la propriétaire. Le long de cette ruelle se trouvait un espace marécageux, empli de détritus, avec une végétation spontanée (voire figure n°36). Il arrivait que des migrantes du *nhà trọ* viennent y cueillir des plantes à cuisiner, faisant de cet espace interstitiel un lieu d'approvisionnement alimentaire. L'espace de sociabilité construit par la propriétaire était principalement pratiqué par des hommes, et les femmes y faisaient des apparitions plus ponctuelles. Dans un autre *nhà trọ*, dans lequel les chambres étaient réparties sur plusieurs étages, le propriétaire tenait un commerce de proximité au rez-de-chaussée, une table et des chaises en plastique étaient disposées sur le trottoir. Ce lieu, que j'ai aussi fréquenté à une période, était le point de rencontre privilégié des locataires du *nhà trọ*. En particulier, plusieurs vendeurs et vendeuses de loterie, pas uniquement de ce *nhà trọ*, s'y retrouvaient quotidiennement en fin de journée pour faire les comptes de leur collecte au moment de l'annonce des résultats du tirage du jour.



Figure n°36 :

(photographie de gauche) Interstice urbain jonché de débris le long d'une ruelle dans le district de Bình Tân, Ho Chi Minh Ville.

(photographie centrale) Ruelle présentant des tables et des bancs installés par une propriétaire-bailleur pour les locataires de ses chambres à louer dans le district de Bình Tân, Ho Chi Minh Ville.

(photographie de droite) Sous-ruelle desservant des chambres à louer et donnant sur la ruelle de la photographie précédente

Source : photographies de l'auteure, mars 2021.

À travers ces deux anecdotes, mon intention est de souligner leur exceptionnalité dans un paysage urbain qui offre très peu d'espaces publics pour se regrouper, caractérisé par l'exiguïté et l'encombrement des rues et ruelles, ainsi que l'absence d'espaces verts et de places dans les quartiers périphériques. Or, compte tenu de la surface réduite des chambres à louer, il n'est pas aisé de recevoir. La chambre locative relève de la sphère privée, même s'il n'est pas rare d'y accueillir une ou deux personnes. J'ai eu l'occasion de réaliser de nombreux entretiens dans les *phòng trọ* avant que la pandémie ne me ferme leurs portes. Néanmoins, les petites surfaces et le caractère très modeste de ces chambres n'invitent pas à en faire des lieux de réception, bien loin des salons d'apparat en bois laqué souvent présents dans les maisons en zone rurale, ou dans certaines des maisons en ville, ou même des cours et paliers à l'avant des maisons modestes. Ces contraintes aboutissent à un manque d'espaces de réunion.

IV.2.1.2. Réseaux interpersonnels et interdépendance

Par ailleurs, l'étude met en évidence une faible intégration sociale avec les citoyens non migrants, qu'elle soit volontaire ou non. A Ho Chi Minh Ville, les migrants sont en contact avec d'autres migrants, mais peu d'entre eux participent à des groupes avec des résidents urbains locaux, soit parce qu'ils n'y sont pas conviés, soit parce que la charge de travail ne leur en laisse pas le temps, notamment les réunions de quartier ayant trait à la vie en communauté. Ce résultat rejoint celui de l'enquête statistique publiée en 2016 par la Banque Mondiale et l'Académie du Vietnam en Sciences Sociales sur la base d'une enquête menée en 2015 (Banque Mondiale, VASS, 2016, p.33). L'insertion sociale des migrants en ville semble faible, en particulier les échanges autres que purement fonctionnels entre migrants et résidents permanents. Cette caractéristique est d'autant plus saisissante que certaines personnes interrogées sont présentes à Ho Chi Minh Ville depuis une ou plusieurs décennies.

Au fil du temps en ville, les arrangements interpersonnels basés sur la confiance, les relations horizontales entre les migrants et les relations verticales entre les migrants et les propriétaires, *chủ nhà*, sont susceptibles d'alimenter une forme de solidarité. Les locataires peuvent s'entraider par le biais de prêts ou de services occasionnels, comme ils peuvent le faire entre collègues. Dans l'un des *nhà trọ* observés par exemple, une locataire travaillait comme nounou pour les enfants d'autres locataires. Les règles de vie en collectif dans le *nhà trọ* sont fixées par le ou la propriétaire, qui, dans certains cas, peut accepter de prêter de l'argent, de percevoir le loyer avec un certain délai, de réduire le loyer ou d'apporter une aide alimentaire de base en cas de besoin, comme cela a été le cas durant la pandémie de Covid 19, en particulier lors du confinement de juin à septembre 2021. Une femme âgée propriétaire-bailleur, celle-là même qui avait fait construire les tables et bancs dont il était question à la page précédente, décrivait en entretien la relation proche qu'elle entretenait avec ses locataires : elle répétait « Je les aime et ils m'aiment » (« *Mình thương tại nó, tại nó thương mình* ») (propriétaire-bailleur n°2).

Les systèmes de tontine (« *hụi* » en vietnamien) sont fréquents entre voisins. Il s'agit d'un système de prêt en roulement. Ces transactions informelles, incluses dans un système informel plus large de circulation des capitaux, établissent des liens entre les personnes (Pannier & Pulliat 2016, p.116), aussi bien financiers que personnels. Elles contribuent ainsi à des logiques de codépendance dans un contexte où l'argent manque. Néanmoins, selon certaines personnes interrogées, l'aide dans la ville reste limitée par rapport à la ville natale. Thanh, un chauffeur de mototaxi de 37 ans originaire de la province de Bến Tre, affirme :

« A la campagne, il y a généralement plus de lien. Par exemple, si j'ai besoin de quelque chose, je l'emprunte à quelqu'un, on me le donne. Ici, il y a peu de monde. [...] Les gens ne donnent pas gratuitement. Si tu as désespérément besoin d'argent, ils te le prêteront et tu devras le rembourser. » ⁷²

Enfin, certains rares groupes sur les réseaux sociaux peuvent être des ressources. J'ai mentionné dans la partie précédente les réseaux de personnes originaires de la même région, souvent formalisés par un groupe Facebook. Ces réseaux peuvent être un moyen de demander de l'aide en cas de besoin et a minima permettent de limiter les coûts des retours au village. Facebook est également un support de sociabilité pour les chauffeurs de mototaxis, qui appartiennent presque tous à des groupes en ligne de chauffeurs. Ces groupes sont des groupes d'entraide dans lesquels les chauffeurs les plus jeunes soutiennent les plus âgés dans la maîtrise des outils technologiques.

IV.2.1.3. Translocalité entre la ville et le village

Les entretiens avec les migrants se sont construits autour d'un va-et-vient permanent entre le territoire d'origine et le territoire d'arrivée. Bien que la plupart des migrants rencontrés à Ho Chi Minh Ville ne se rendent dans leur ville natale qu'une fois par an, lors du nouvel an vietnamien (janvier/février), le lien persiste. Le « chez soi » demeure au village, la présence en ville relevant du déplacement, aussi long soit-il. Le territoire de départ ne semble jamais vraiment laissé derrière, il demeure au contraire bien présent dans le quotidien et dans l'esprit des migrants rencontrés. Plusieurs exercices de carte mentale ont abouti spontanément à deux dessins mis en regard, représentant les lieux de vie à Ho Chi Minh Ville et au village. Dans les entretiens suivants, l'interprète et moi-même avons proposé aux informants de dessiner ou de nous faire dessiner les deux espaces. Les deux cartes présentées ici (Figures n°37 et 38) sont celle de Nam, un jeune homme de 25 ans originaire de Nha Trang et vivant dans le district 1 (informant n°12), et celle de Phát, un jeune homme lui aussi d'environ 25 ans originaire de Nha Trang et vivant dans le district de Thủ Đức à Ho Chi Minh Ville⁷³ (informant n°16). Elles montrent la mise en opposition entre le paysage agricole et naturel des villages d'origine d'une part, et, d'autre part, le paysage urbain de Ho Chi Minh Ville densément bâti, électrifié et agité par le trafic routier.

⁷² « Ở dưới quê thì nói chung nó có tình nghĩa hơn. Thí dụ như mình không có thì mình mượn người ta, người ta cho. Còn ở đây thì người ta ít. [...] Người ta đâu có cho mình đâu. Kẹt lắm thì người ta cho mượn mình phải trả. »

⁷³ Ces deux informants font partie des rares migrants rencontrés à Gò Vấp mais résidant dans un autre district.



Figure n°37 : Carte mentale de Phát réalisée en juillet 2020 dans le district de Gò Vấp à Ho Chi Minh Ville.

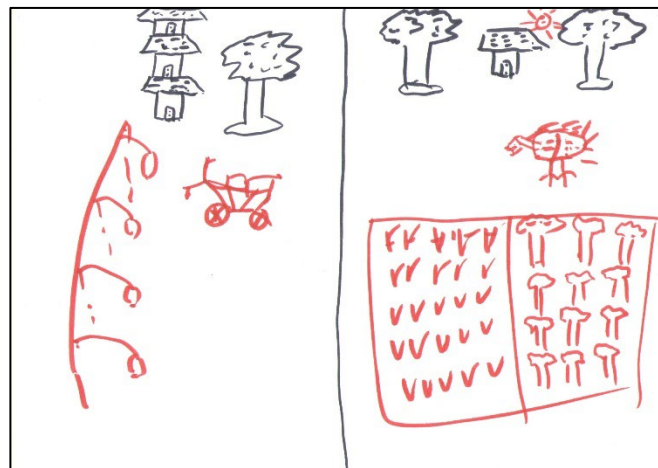


Figure n°38 : Carte mentale de Nam réalisée en juillet 2020 dans le district de Gò Vấp à Ho Chi Minh Ville.

La sociabilité se déploie largement avec le village par le biais de contacts réguliers voire quotidiens avec les proches, de renvois d'argent, de retours rares mais attendus au village. Jytte Agergaard et Vu Thi Thao ont déjà décrit les pratiques de mobilité de retour déployées par les migrantes rurales travaillant dans le secteur informel à Hanoï, sous la forme d'allers-retours plus ou moins fréquents au village d'origine (Agergaard & Vu, 2011, p.418). Dans le cas de Ho Chi Minh Ville, il ressort de l'enquête de terrain que les retours sont moins fréquents, de l'ordre d'une fois par an généralement. Cela s'explique en grande partie par la distance aux villages, localisés dans le delta du Mékong ou dans le Centre du pays, à plusieurs heures de route de Ho Chi Minh Ville. Ces retours s'effectuent en bus ou à moto, et il m'a été mentionné une fois des

trajets en avion. Par contraste, les migrations étudiées par Agergaard et Vu relient des villages du delta du Fleuve Rouge et des montagnes du Nord à Hanoï, sur des distances relativement courtes, ce qui permet aux migrantes de rentrer régulièrement et de maintenir une présence physique au village.

A Ho Chi Minh Ville, ces retours fréquents sont impossibles pour la plupart des migrants et migrantes rencontrés. En revanche, les interactions entre l'urbain et le rural sont facilitées par le numérique. En premier lieu, le Vietnam bien sûr n'échappe pas au développement des médias sociaux qui servent de relais avec les proches, bien au contraire. La population vietnamienne a adopté particulièrement rapidement ces médias, qui sont utilisés pour les échanges privés comme professionnels. L'usage des smartphones a connu un développement exponentiel au cours des années 2010, et certains médias sociaux se sont très largement répandus, en particulier Facebook et Zalo (un système de messagerie instantanée). Les personnes rencontrées expriment un manque, partiellement comblé par un contact téléphonique très régulier avec les proches restés au village. Les réseaux sociaux et l'usage généralisé du smartphone constituent des facteurs technologiques cruciaux dans cette forme de double présence.

Comme mentionné précédemment, les économies dégagées en ville sont souvent renvoyées aux proches restés au village. Les bénéfices financiers retirés de la présence en ville permettent de subvenir aux besoins des parents âgés et des enfants, de financer l'éducation des enfants, ou d'investir dans une maison ou un terrain au village. Ces transferts sont facilités par la diffusion progressive des services monétaires en ligne (services de transferts et services bancaires). Selon les dires d'un migrant âgé, par le passé ces transferts d'argent se faisait par bus, en confiant l'argent au chauffeur. Le Comité Populaire de la commune de Nghĩa An, dans la municipalité de Quảng Ngãi, sur la côte centrale, m'a dit que les renvois d'argent des migrants se faisaient notamment par le biais de la banque provinciale, et a confirmé que les transferts par bus n'étaient plus pratiqués. Le numérique joue là encore un rôle clef dans le développement de ces pratiques translocales⁷⁴. Ils s'avèrent très utiles car de certains ménages en zone rurale n'ont pas accès à une succursale bancaire qui permettrait de récupérer des virements bancaires, et que le système bancaire fait encore l'objet de beaucoup de méfiance au Vietnam. Les services de transfert monétaires en ligne constituent une alternative plus pratique et plus sûre.

⁷⁴ Le numérique offre également tout un champ d'opportunités économiques dont entendent bien se saisir les jeunes générations. Une migrante qui avait perdu son emploi en usine en 2020 en raison de la pandémie vendait des produits de médecine traditionnelle du sud du Vietnam en ligne (informante n°26).

En outre, en réponse à ces renvois d'argent, s'ajoutent des envois de produits. Il n'est pas rare que les membres des ménages restés au village envoient des produits frais. Cela a notamment été le cas en 2021 lors du confinement à Ho Chi Minh Ville, alors que la plupart des provinces rurales du pays n'ont pas été mises sous confinement strict. Sur la base de quelques observations de terrain en 2021, il semblerait que la pandémie de Covid 19 ait momentanément inversé les dynamiques de transfert, alors que les migrants confinés et sans emploi n'étaient plus en mesure de renvoyer de l'argent. Il est possible, mais sans certitude aucune, que les migrants à Ho Chi Minh Ville aient reçu un soutien financier de leurs proches au village durant cette période.

IV.2.1.4. A Saïgon, « je ne suis personne »

Ces liens avec le village qui se matérialisent par des communications, des déplacements, des transferts d'argent et de biens relient Ho Chi Minh Ville à son arrière-pays national. Ils dessinent une forme de translocalité à la fois en ville et au village. Par contraste, les interactions entre migrants et résidents en ville sont apparues limitées. De fait, une part des migrants est ressortie relativement isolée en ville.

Un vendeur de *hủ tiếu* de Phở Khánh, Đức Phở, Quảng Ngãi, migrant à Ho Chi Minh Ville me partageait son sentiment d'isolement et d'anonymat vécu à Ho Chi Minh Ville, par contraste avec son village :

« [A Saïgon], quand je rentre du travail, quand je vais au travail, je suis là, comparé aux autres, je ne suis personne. Quand on vous ignore, cela fait de la peine. Chaque fois qu'il pleut, je fais un rêve triste, et ensuite c'est la pandémie, je suis misérable toute la nuit, mais avec la pluie je ne peux pas vendre. Ensuite, ce qui est étrange, c'est que quand je rentre ici, dans une région reculée, les gens m'appellent pour que je revienne [rires]. C'est bien de revenir, par exemple, quand vos amis viennent, vous devez aller acheter une caisse de bière, ou leur offrir quelque chose à boire. Mais aller là-bas [à Saïgon] est une perte. Même si je n'ai pas de l'argent tous les mois, c'est plus confortable au village, donc je me sens plus heureux, c'est juste que je n'ai pas d'argent. Aller là-bas [à Saïgon] est difficile. [...] J'y ai vécu longtemps, mes amis et parents qui habitaient à proximité me connaissaient, donc j'ai trouvé la vie facile. Mais des personnes de la ville connaissaient des gens de ma ville natale, alors quand je suis arrivé je les ai rencontrés, sinon ils ne m'auraient même pas regardé. Par exemple, chacun fait ce qu'il fait, on n'a pas besoin de se connaître, contrairement à la campagne, quand vous allez là-bas et que

vous posez des questions, les gens ne savent pas répondre. Mais ici, il suffit d'aller au département de Phố Khánh pour demander le nom et ils le connaissent déjà, ils vous indiqueront la maison. Mais là-haut, personne ne connaît personne. C'est facile de faire connaissance avec les gens, alors j'apprends à les connaître. Quand je fais des allers-retours, les gens me reconnaissent encore, sinon nous les connaissons rarement. La maison est un dortoir, chacun vit dans une maison, la porte est tout le temps fermée. »⁷⁵

Ce témoignage⁷⁶ met en mots les situations de solitude observées à Ho Chi Minh Ville, qui sont rarement exprimées si clairement par les migrants en ville. Le même sujet abordé au village se révèle plus crument, par la comparaison avec la sociabilité du village. Pour ce vendeur de *hủ tiếu* le contraste est d'autant plus saisissant qu'il a profité du confinement pour investir toutes ses économies de quinze ans de vente de *hủ tiếu* dans la construction d'une maison majestueuse. La maison a été érigée en quatre mois à peine par les ouvriers du bâtiment de la région, qui, privés de travail en raison de la pandémie, se sont tous réunis sur ce chantier.

Un autre cas illustre la solitude de certains migrants à Ho Chi Minh Ville, celle d'une vendeuse de tickets de loterie, sans époux et sans enfants, qui a consacré dix ans de sa vie à vendre des tickets de loterie à Ho Chi Minh Ville. Cinq mois de distanciation sociale et de confinement ont suffi à épuiser ses économies. Revenue contrainte et forcée à Đức Phổ, dans une petite maison qu'elle a financée elle-même par le passé, elle a ouvert un stand de vente de *hủ tiếu* dans le village pour tenter de joindre les deux bouts. Si cette personne est bien seule à Đức Phổ comme à Ho Chi Minh Ville, elle peut tout de même compter sur le soutien de ses parents et autres membres de sa famille qui vivent sur la parcelle voisine.

La carte mentale ci-contre (figure n°39) est celle de Như, une jeune femme d'environ 25 ans originaire de la province de Quảng Nam (informante n°2). Elle confronte la foule de la

⁷⁵ « Mình đi làm về á, mình đi làm thì mình vô trong đó, mình so với người ta thì mình chả là gì hết, y li lại là thấy nó khổ, nó khổ à. Mỗi lần trời mưa là mơ nó mơ một giấc sâu rồi là y li trận dịch chứ bộ, khổ cả đêm mà mưa dầm bán không được. Rồi cái là dị nhưng mà về đây vùng sâu nữa, nhưng mà về đây là người ta kêu ở trên mới về (cười). Trên đó mới về thì cũng phải, thì thí dụ như bạn bè tới thì cũng phải đi mua thùng bia, hay là làm gì đó bạn bè uống. Chứ còn vô trong đó thì thiệt, tháng mình không có, ở ngoài quê nó thoải mái, nên thấy sướng hơn, điều không có tiền thôi chứ vô trong đó khổ. [...] Mình ở trong đó lâu thì cũng bạn bè mấy người thân ở kiểu như gần đó thì cũng kiểu quen biết nên thấy nó cũng dễ sống. Mà người ở thành phố thì ở quê mình quen thì mình tới mình làm quen với người ta chứ còn không thì nó cũng không thèm nói tới mình chi. Thí dụ mình làm mình làm cũng không cần biết tới, chứ không như ngoài quê, tới đây, nhà chỗ đó với mình chỗ đây hỏi thăm thì người ta không biết. Chứ còn ở đây chỉ cần tới Sở Phước Khánh hỏi cái tên là nó đã biết rồi, nó chỉ nhà rồi. Chứ ở trên đó thì không ai biết ai. Người làm quen dễ thì mình làm quen với người ta, tới lui thì người ta còn biết chứ còn không thì ít có biết lắm. Nhà tăng, nhà ai nấy sống, đóng cửa cứ đóng cửa suốt thôi chứ. »

⁷⁶ La partie centrale de cet extrait a été particulièrement difficile à traduire, quant à savoir si c'est aller à Ho Chi Minh Ville ou retourner au village qui est difficile, et quelle option est considérée la plus confortable. Cette ambiguïté persistente illustre bien la difficulté de la traduction du vietnamien au français, qui s'explique pour partie par la diversité des parlers, des prononciations et des accents locaux.

ville, vectrice d'anonymat, avec la faible densité de population à la campagne, qui pour elle est source mais de calme.

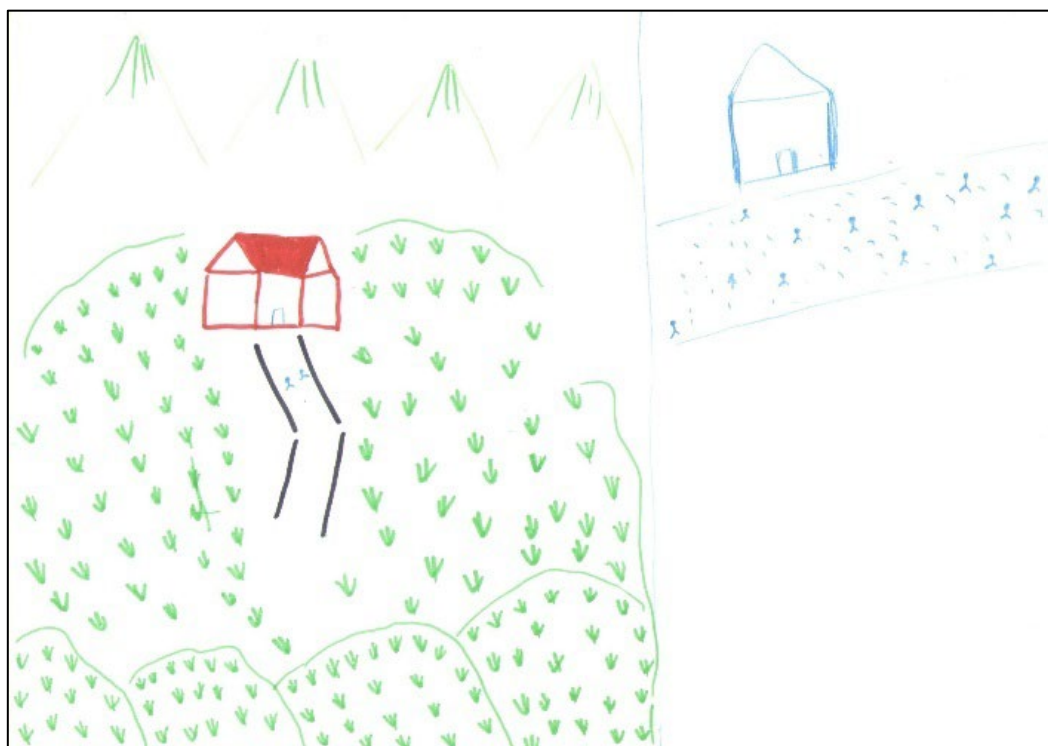


Figure n°39 : Carte mentale de Nhur réalisée en juin 2020 dans le district de Gò Vấp à Ho Chi Minh Ville.

Les sentiments d'isolement, de manque et d'absence d'alternative sont ressortis comme transversaux à un grand nombre d'entretiens menés auprès de migrants et de migrantes à Ho Chi Minh Ville. J'ai dans l'ensemble rencontré des personnes qui se portaient assez mal, et qui supportaient leur quotidien. Beaucoup ont pris le temps de l'entretien comme une fenêtre pour se raconter, une fenêtre pour souffler et répondre à la question « comment allez-vous ? » qui leur était rarement posée. Les femmes âgées particulièrement se sont montrées très vulnérables. Ce moment de prise de recul a pour certains et certaines été l'occasion d'une confession personnelle au sujet d'une situation difficile trop souvent banalisée, d'une précarité ordinaire et invisibilisée.

Compte tenu de la faible intégration sociale en ville, du sentiment d'isolement, et des pratiques de translocalité mises en œuvre avec le village, il n'est pas étonnant que la grande majorité des migrants rencontrés à Ho Chi Minh Ville ne s'identifient pas comme « saïgonnais ». À la question de savoir s'ils et elles se sentaient saïgonnais, j'ai obtenu des réponses très souvent négatives. En revanche, un homme de 32 ans, arrivé à Ho Chi Minh Ville

il y a 14 ans, rencontré à Gò Vấp, et originaire de la ville de Hué m'a répondu qu'il se sentait saïgonnais « à 90% ». Les 10% manquants tenaient selon lui au fait qu'il ne possédait pas de logement à Ho Chi Minh Ville (informant n°13). Cet informant est à la marge de l'enquête car il est venu à Ho Chi Minh Ville pour faire des études supérieures et occupe un poste d'ingénieur dans une grande compagnie de construction.

Ces réponses témoignent de l'ambiguïté qui entoure le statut des migrants ruraux à Ho Chi Minh Ville, et de la difficulté à intégrer pleinement le corps social de la ville. Cette réflexion rejoint celle de Florian Kaufmann qui, travaillant sur la migration mexicaine aux États-Unis, parle d'intensité de la migration. Ce concept renvoie au degré d'implication des migrants dans leur territoire d'arrivée, à travers le degré auquel ils transfèrent leur attachement, association et implication depuis leur territoire d'origine vers leur territoire d'arrivée (Kaufmann, 2007, p.7). En ce sens, les migrants ruraux rencontrés à Ho Chi Minh Ville mettent en œuvre une « faible intensité de migration ». Entre migrants ruraux et résidents urbains permanents, deux degrés différents d'urbanité se dessinent.

IV.2.2. Le statut d'enregistrement temporaire

Dans cette situation, le statut légal des migrants ruraux à Ho Chi Minh Ville n'est pas sans conséquence. Le statut légal de présence en ville, également condition réglementaire de l'accès au logement locatif, est soumis à un enregistrement de résidence temporaire (*đăng ký tạm trú*), lequel est requis pour tout résident non permanent, c'est-à-dire toute personne ne possédant pas un enregistrement de résidence permanente (*đăng ký thường trú*), associé à la possession d'un carnet de résidence du ménage (traduction la plus usitée en français de *sổ hộ khẩu*) dans la province concernée. Plusieurs travaux se sont intéressés aux conséquences du statut légal temporaire des migrants ruraux dans les villes vietnamiennes sur leurs conditions de vie (Nguyen Thi Thieng, Luu Bich Ngoc, 2016, p.162 ; Gibert, 2014, p.226 ; Pulliat, 2013, p.94).

Le système d'enregistrement résidentiel a été établi par le gouvernement socialiste du Vietnam en 1955 dans le Nord, et en 1975 dans le Sud. Le carnet de résidence - *sổ hộ khẩu* ou plus communément *hộ khẩu* - a été conçu à l'origine comme un obstacle à l'exode rural afin de limiter le développement urbain. Il visait à orienter la migration vers les zones rurales et les montagnes du Nord, en particulier les zones économiques spéciales (Le, Tran et Nguyen, 2011,

p.7). Cette politique contribuait à ancrer le régime dans la portion rurale du territoire national. Chaque ménage vietnamien est enregistré dans son village ou sa ville d'origine et la procédure de modification de cet enregistrement permanent peut être longue et parfois coûteuse, du fait notamment des allers-retours entre territoire de départ et territoire d'arrivée. Jusqu'au tournant de la fin des années 1980 et la politique du Renouveau (*Đổi mới*), cette politique était implantée strictement et associée à un système de rationnement (Brhane *et al.*, 2015, p.33).

Le point de vue officiel sur la croissance urbaine est passé de négatif à positif au fil des ans, en particulier lorsque les villes sont devenues les moteurs de l'intégration à l'économie mondiale à partir de la fin des années 1980 (Gibert, 2014, p.169). Les procédures associées au carnet de résidence ont été assouplies. Des enregistrements temporaires ont été créés afin de donner un statut légal aux citadins temporaires venus nourrir cette croissance urbaine. Ils étaient encore utilisés au moment de l'enquête entre 2020 et 2022.

Au cours des dernières années cependant, une réforme de fond a été enclenchée pour appuyer les démarches administratives non pas sur le carnet de résidence mais sur la carte d'identité. Si cette réforme est mise en œuvre, c'est avant tout parce que le système fondé sur le carnet de résidence est source de lourdeurs administratives et d'inégalités pour les migrants ruraux de plus en plus nombreux.

IV.2.2.1. Les barrières à l'obtention d'un enregistrement permanent

Jusqu'en 2020, les conditions requises pour modifier l'enregistrement de la résidence étaient difficiles à remplir, en particulier lorsqu'il s'agissait de déménager dans les plus grandes métropoles (villes administrées de manière centralisée) comme Ho Chi Minh Ville. Pour obtenir un enregistrement permanent dans une ville administrée de manière centralisée, un migrant devait prouver qu'il vivait dans le quartier depuis au moins un an,⁷⁷ avoir un emploi régulier et un logement légal stable (La Hai Anh *et al.*, 2019, p.214 ; Pulliat, 2016, 12.11.2021). Selon un rapport de la Banque Mondiale et l'Académie du Vietnam en Sciences Sociales de 2016, le temps de présence en ville aurait été étendu à deux ans en 2013 suite à des craintes exprimées quant aux pressions que cet assouplissement ferait peser sur les infrastructures et les services des villes (Banque Mondiale et VASS, 2016, p.5). La récente loi sur la résidence de 2020, en application depuis le 1er juillet 2021, a simplifié le processus d'enregistrement de la

⁷⁷ Selon la loi sur la résidence n° 81/2006/QH11 du 29 novembre 2006 de l'Assemblée nationale de la République socialiste du Viêt Nam, clause 1, article 20. La période de résidence requise était de trois ans en vertu du décret n°108/2005/ND-CP du 19 août 2005, et à l'origine de cinq ans en vertu du décret n° 51/CP du 10 mai 1997.

résidence et supprimé les conditions spéciales d'accès à la résidence permanente dans les villes à administration centrale, dont Ho Chi Minh Ville (Loi sur la résidence 2020, art.20)⁷⁸. Néanmoins, bien que ces barrières légales aient été levées, le manque d'accessibilité du marché immobilier de Ho Chi Minh Ville détaillé dans le chapitre précédent III.1.2 continue à rendre difficile d'accès la résidence urbaine.

Il est maintenant possible d'obtenir un enregistrement de résidence permanente (*đăng ký thường trú*) tout en louant un logement, si le locataire obtient l'accord du propriétaire. Cependant, la loi stipule que, pour être considéré comme une résidence permanente, un logement doit offrir un minimum de 8 m² au sol par personne (Loi sur la Résidence, 2020, art.20.3.b). De fait, l'occupation actuelle de plusieurs chambres à louer observées ne remplit pas ces conditions.

De plus, pour les ménages propriétaires de droits d'usage des sols dans leur commune d'origine, changer de résidence permanente signifie renoncer aux droits d'usage des terres rurales, ce qui n'est pas nécessairement avantageux. Les terres agricoles sont souvent une source de production alimentaire ou de revenus pour la famille, ainsi qu'une ressource financière potentielle en cas de saisie des terres, un héritage pour les enfants et, plus important encore, une garantie d'accès aux prêts (Pulliat, 2013, p.95). L'accès à la terre par la propriété de droits d'usage des sols demeure une priorité, en milieu rural comme en milieu urbain, ce qui explique en partie la réticence de certains à opérer le changement étant donné que les prix du foncier à Ho Chi Minh Ville sont prohibitifs.

Les enregistrements de présence temporaire, *đăng ký tạm trú*, plus communément appelés simplement *tạm trú*, ont été créés pour fournir aux migrants internes un statut d'enregistrement dans la ville (Liu, Dang Duc Anh, 2019, p.4-5). Il existe parallèlement des déclarations d'absence temporaire, *khai báo tạm vắng*, qui doivent normalement être aussi faites dans les communes d'origine. La Loi sur la Résidence de 2020 stipule que l'enregistrement temporaire est obligatoire au-delà de trente jours de présence en dehors du lieu d'enregistrement permanent (art.27, clause 1). L'absence d'enregistrement temporaire est passible d'une amende de 500 000 à 1 million de dongs (Décret n° 144/2021, art.9, clause 1.a), et l'enregistrement permanent dans la province d'origine (*đăng ký thường trú*) peut être révoqué en cas d'absence continue de plus de douze mois sans enregistrement temporaire ailleurs ou sans déclaration d'absence temporaire (Loi sur la Résidence, art.24, clause 1.d). L'enregistrement temporaire est à renouveler tous les deux ans (art.27, clause 2), et peut l'être autant de fois que nécessaire.

⁷⁸ Loi sur la résidence n° 68/2020/QH14 du 13 novembre 2020 de l'Assemblée nationale de la République socialiste du Viêt Nam, article 20. <https://luatvietnam.vn/tu-phap/luat-cu-tru-nam-2020-195560-d1.html>

Il ne constitue donc pas une limitation du temps de présence en ville. Les migrants interrogés dans cette étude se trouvent en ville avec un *tạm trú*, et gardent leur carnet de résidence permanent, (*hộ khẩu*) dans leur commune natale.

Je parle ici de migrants internes plutôt que de migrants ruraux car, bien que ce cas soit beaucoup moins fréquent compte tenu des dynamiques migratoires à l'œuvre au Vietnam aujourd'hui, l'attribution du *tạm trú* n'est pas propre au cadre urbain, et concerne toute présence dans une circonscription administrative différente de celle à laquelle est rattaché le *hộ khẩu*. Je précise à ce propos, que le *tạm trú* est attribué également aux étrangers (non citoyens vietnamiens) se trouvant présents au Vietnam. Il n'est donc pas anodin de noter que le document officiel d'enregistrement des migrants internes auprès des autorités locales est le même que le document d'enregistrement des étrangers. Ce parallèle signale une situation d'étrangeté du migrant interne, dans un contexte où les provinces constituent des frontières internes relativement fortes du point de vue des déplacements de population.

La migration interne, une catégorie ambiguë

Il existe une ambiguïté persistante autour des migrations internes dans les analyses du système d'enregistrement résidentiel vietnamien. Cette ambiguïté tient au flou qui entoure ce que l'on désigne par migration. Au Vietnam, officiellement, dans le recensement un migrant interne est défini comme un résident d'une unité administrative spécifique, qui vivait dans une unité administrative différente au niveau de la commune 5 ans auparavant et qui était âgé de 5 ans ou plus au moment du recensement (GSO & UNFPA, 2010, p.75). La définition peut varier suivant les enquêtes statistiques publiques. Dans l'enquête sur l'emploi de 2020, qui portent sur la population active, les migrants sont les personnes âgées de 15 ans et plus qui ont déménagé d'une autre commune/quartier/ville vers leur commune/quartier/ville actuelle au cours des 12 mois précédant l'enquête (y compris depuis l'étranger) (GSO, 2021b, p.46). Dans les deux cas, c'est le changement de localisation de l'enregistrement résidentiel qui importe. La « population flottante » restante est intrinsèquement difficile à dénombrer (Gubry, Le et Nguyen, 2011, p.5). Un rapport de 2016 de la Banque Mondiale estimait que 36% de la population de Ho Chi Minh Ville ne possédait pas de *hộ khẩu* permanent en ville (Banque Mondiale & VASS, 2016, p.IX). Le terme de population flottante est parfois employé dans la littérature scientifique sur les migrations internes au Vietnam, s'inspirant de l'expression utilisée en Chine. Cependant, il n'est pas clair s'il renvoie aux personnes vivant en ville sans *hộ khẩu*, ce qui inclut les personnes avec *tạm trú*, ou bien aux personnes dénuées de tout document attestant de leur présence en ville. Pour cette raison, je préfère ne pas utiliser cette expression. Dans les textes de loi produits à l'échelle nationale, les migrants spontanés (*dân di cư tự do*) sont les personnes qui n'ont pas établi leur *hộ khẩu* dans le lieu où elles se trouvent. De même pour les fonctionnaires locaux, les migrants sont les personnes qui sont présentes dans un territoire sans changement de *hộ khẩu*. Le statut est donc davantage établi par l'absence de *hộ khẩu* que par la possession d'un *tạm trú*. Il existe une zone grise dans laquelle un nombre indéterminé de personnes ne possède ni *hộ khẩu* en ville, ni *tạm trú*. Certaines analyses des migrations rurales-urbaines au Vietnam mentionnent des cas de migrants sans aucun enregistrement, quelle que soit la durée de leur séjour en ville (Le, Tran et Nguyen, 2011, p.8). Cette population n'est pas intégrée à l'enquête que j'ai menée puisque j'ai essentiellement rencontré des personnes logeant dans des chambres à louer qui requièrent des *tạm trú*. De fait, les personnes sans aucun enregistrement sont contraintes de se loger dans d'autres types d'habitats plus informels encore, et d'échapper au fort contrôle social qui régit la vie dans les ruelles. Selon l'enquête nationale sur les migrations internes de 2015, 12 % des migrants à Ho Chi Minh Ville à cette date n'étaient pas enregistrés. Cette part était d'ailleurs beaucoup plus faible qu'à Hanoï où elle s'élevait alors à près de 32% (GSO & UNFPA, 2016, p.99). Cette différence entre les deux métropoles peut aussi expliquer que ces situations de non-enregistrement apparaissent dans la littérature mais pas dans mon travail de terrain. Selon cette enquête de 2015, 91 % des migrants non enregistrés ne signalaient aucune difficulté du fait de ne pas avoir d'enregistrement. 44 % justifiaient leur non-enregistrement par le fait qu'il n'était "pas nécessaire" (ibid., p.100-101). Cette ambiguïté se répercute dans les estimations statistiques du nombre de migrants en ville. Les données démographiques des recensements prennent en compte les *hộ khẩu*. Pourtant, les données sur les *tạm trú* existent elles aussi, conservées dans les registres des commissariats locaux, et très difficiles d'accès. Il existe ainsi une ambiguïté autour des définitions qui sont utilisées en interne dans les gouvernements locaux, et donc autour des données statistiques mobilisées dans l'élaboration des politiques publiques et le dimensionnement des infrastructures.

IV.2.2.2. *L'obtention du tam trú, une procédure inégalitaire*

Dans ce contexte, les *nhà trọ* offrent une option de logement abordable aux détenteurs de *tam trú*, qu'ils soient arrivés il y a quelques semaines ou quelques années. Les migrants internes peuvent obtenir un enregistrement temporaire assez facilement en fournissant leur carte d'identité à leur propriétaire, qui s'occupe du processus en leur nom (GSO & UNFPA, 2016, p.100). Les migrants rencontrés décrivent le processus administratif de l'enregistrement temporaire comme simple puisqu'il est géré par le propriétaire du logement et ne nécessite que la carte d'identité du migrant. Le *tam trú* est théoriquement obligatoire pour résider en dehors de sa circonscription d'origine, et donc *a fortiori* pour y louer un logement.

Le propriétaire-bailleur s'occupe d'enregistrer les migrants locataires auprès de la police locale, et il arrive qu'il ou elle conserve les attestations d'enregistrement de l'ensemble des locataires. Ce mécanisme introduit un rapport hiérarchique très fort entre les propriétaires-bailleurs-résidents permanents et les locataires-migrants. Les migrants se trouvent dépendants des propriétaires, et, de fait, vulnérables en cas de conflit avec eux. Les propriétaires ont le droit de choisir les locataires, mais également celui de les congédier. Étant donné que les propriétaires fixent les règles de vie en collectivité dans les *nhà trọ*, ils ont également le pouvoir de déterminer qui les enfreint. En conservant les uniques exemplaires papier des *tam trú* des locataires migrants, les propriétaires se donnent également un moyen de pression supplémentaire. En outre, il arrive aussi qu'ils conservent les versions papier des contrats de location. Le motif qui m'a été avancé par une propriétaire pour se justifier de conserver les documents de ses locataires est un manque de confiance qui confine à l'infantilisation, affirmant qu'ils risquaient de les perdre. Une anecdote de terrain illustre bien ce point. Ce n'est qu'après m'avoir fait longuement patienter chez elle, et avoir évalué si elle pouvait me faire confiance ou non, qu'une propriétaire-bailleuse de Bình Tân a accepté de me montrer les documents d'enregistrements des locataires de ses chambres locatives, consciente du pouvoir qu'elle avait sur ces locataires et à cet instant sur moi, mais aussi sans doute de sa responsabilité (voir figure n°40). Il est intéressant de noter qu'elle n'a pas consulté les locataires, pourtant principaux intéressés, pour le faire (propriétaire-bailleuse n°6).

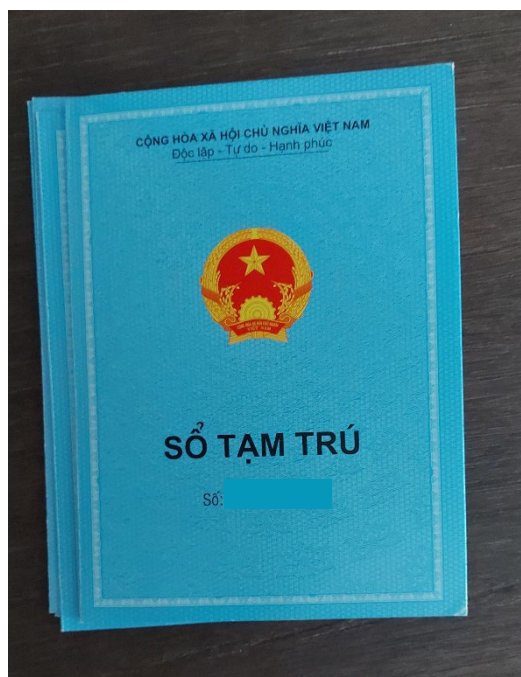


Figure n°40 : *Tạm trú* des locataires d'un *nhà trọ* dans le district de Bình Tân, conservés par la propriétaire-bailleuse. Source : photographie de l'auteure, novembre 2021.

Le *tạm trú* est lié de manière directe à l'occupation d'un logement. A ce titre, le logement joue un rôle structurant pour les migrants sur le plan administratif. La chambre à louer, composante essentielle du bassin de vie au périmètre restreint des migrants rencontrés, est également la voie d'accès à la légalité.

IV.2.2.3. Accès limité aux services publics

L'obtention d'un *tạm trú* est structurante dans la présence légale en ville, alors que l'absence d'un *hộ khẩu* en ville n'est plus un problème. En pratique, sur les sites étudiés à Ho Chi Minh Ville, le fait de ne pas avoir d'enregistrement permanent en ville ne limite pas la durée de présence en ville, ni l'accès au marché du logement ou au marché de l'emploi privé. Néanmoins, chaque statut d'enregistrement (permanent, temporaire ou aucun enregistrement) offre un nombre différent de droits. Il s'agit d'une incitation à se faire enregistrer, mais aussi d'une source structurelle d'inégalité dans l'accès aux services urbains. La différence de statut d'enregistrement, bien qu'elle ne soit plus une limitation majeure, reste un obstacle à l'accès aux services urbains. Selon un rapport de la Banque Mondiale de 2015, l'enregistrement permanent était alors requis pour un certain nombre de procédures administratives comme l'achat de

terrain, la construction d'une maison, l'immatriculation d'un deux-roues, et l'accès aux services sociaux publics (Brhane *et al.*, 2015, p.30)⁷⁹. D'après ce rapport, les personnes qui ne détenaient pas d'enregistrement permanent en ville étaient confrontées à des coûts plus élevés en ville pour le logement, l'eau et l'électricité.

L'accès restreint au système d'éducation publique est l'un des principaux obstacles que l'absence d'enregistrement urbain permanent pose aux ménages migrants. En effet, la priorité est donnée aux parents bénéficiant du statut de résidents permanents en ville. Selon certains migrants rencontrés, lorsque le moment est venu d'inscrire leurs enfants à l'école, ils peuvent demander une inscription temporaire à long-terme de plus de six mois, ou « KT3 », qui leur permet d'inscrire leurs enfants suivant les places disponibles après l'inscription des enfants détenant un « KT1 » (enregistrement permanent au lieu de résidence) ou « KT2 » (enregistrement permanent dans la province de résidence mais dans un autre district). On croise aussi le terme de « KT4 » dans la littérature. Il est manifeste que la compréhension de cette catégorie ne fait pas consensus. Selon un rapport des Nations Unies au Vietnam portant spécifiquement sur la migration interne, KT4 désigne des personnes individuelles, et non des ménages, et est associé à un permis de résidence de trois mois (Marx & Fleischer, 2010, p.18). D'après Le, Tran & Nguyen (2011, p.8), KT4 renvoie à un enregistrement temporaire de moins de six mois ne donnant pas accès aux services publics et aux prêts publics. Nguyen et Luu affirment que, depuis 2007, ce statut d'enregistrement temporaire de court-terme donne accès aux prestations sociales (Nguyen & Luu, 2016, p.162). Enfin, selon le rapport de la Banque Mondiale précédemment mentionné, KT4 ferait référence aux migrants non enregistrés (Brhane *et al.*, 2015, p.30). Or le système de KT1, KT2, KT3 et KT4 semble avoir été aboli et remplacé par la distinction entre *hộ khẩu* et *tạm trú*. De fait, un fonctionnaire du département statistique du district de Bình Tân m'expliquait que cette distinction de KT3 et KT4 n'est plus utilisée et que les autorités ne reconnaissent plus que les résidences permanentes *hộ khẩu*, et les enregistrements de présence temporaire, *tạm trú*. Alors pourquoi la catégorie de KT3 a-t-elle été mentionnée par certains migrants lors de l'enquête en 2020 ? Il est possible que, bien que les catégories KT3 et KT4 aient été abolies officiellement à l'échelle nationale, elles soient encore utilisées localement par certains services publics pour conditionner l'accès à certains services. C'est ce que suggère un rapport de la Banque Mondiale de 2016 (Demombynes *et al.*,

⁷⁹ Il semble que, pendant un temps, et suivant les localités, il ait pu y avoir une incohérence dans la mise en œuvre de la politique du carnet de résidence en rapport avec l'achat de droits d'usage des sols. Il était nécessaire d'avoir un *hộ khẩu* en ville pour y acquérir des droits d'usage des sols, et il était nécessaire de posséder des droits sur un terrain pour y demander un *hộ khẩu*. Du moins, cette apparente contradiction est ressortie des discours des migrants enquêtés.

2016, p.X). Il est également possible que certains migrants rencontrés n'aient pas encore été informés que le KT3 n'était plus nécessaire et que le *tam trú* général suffisait. L'expression KT4 n'a jamais été employée sur le terrain, ce qui corrobore l'idée que ces catégories ne sont effectivement plus valides.

Outre des difficultés d'accès aux services scolaires, les migrants temporaires n'ont pas accès aux services sociaux publics. Seuls ceux qui sont embauchés par un employeur privé dans le cadre d'un contrat légal peuvent bénéficier de l'assurance maladie et de l'assurance sociale fournies par l'entreprise. Les migrants qui travaillent dans le secteur informel ne bénéficient pas de l'assurance maladie, de l'assurance sociale et de la protection du code du travail. Ceux qui travaillent sous contrat formel mais dont les employeurs ne respectent pas leur contrat, et qui pour certains ne possèdent pas de copie imprimée de leur contrat, sont également privés de ces protections (Le *et al.*, 2011, p.9-10). Or si, en règle générale, les ménages identifiés comme pauvres par le Comité Populaire local sont éligibles à l'assurance maladie gratuite, sans un enregistrement local permanent, ils ne peuvent pas bénéficier d'une telle assurance dans leur lieu de destination. Cela les rend particulièrement vulnérables en cas de problèmes de santé, bien que l'application de cette règle dépende des localités. Il n'existe actuellement aucun cadre juridique global pour protéger les migrants internes. Marx et Fleischer soulignaient en 2010 que la manière dont les stratégies de politiques publiques mentionnaient alors les migrants contribuait à les stigmatiser plutôt qu'à assurer leur protection (Marx & Fleischer, 2010, p.17).

Un autre revers des enregistrements temporaires concerne les aides sociales. En effet, certains ménages considérés comme « pauvres » ou « presque pauvres » selon la classification du gouvernement vietnamien, bénéficient d'aides dans leurs communes d'origine. Ces aides peuvent prendre la forme de subventions, ou encore d'intrants agricoles ou de bétail. Le fait de déclarer ne plus être présent dans son village d'origine peut se traduire par la suppression de ces aides, et le statut d'enregistrement temporaire n'y donne pas nécessairement droit dans le territoire d'arrivée. Néanmoins, il faut préciser que l'application des règles concernant les aides sociales varie elle aussi très fortement en fonction des contextes locaux, et que les critères d'éligibilité ne s'appuient pas uniquement sur le revenu des ménages. Certains informants m'ont ainsi rapporté le cas de personnes vivant dans leur village en zone rurale et n'étant pas officiellement considérées comme pauvres financièrement mais bénéficiant d'aides sociales en raison d'autres circonstances problématiques connues des fonctionnaires locaux (une maladie par exemple). Il m'a également été fait mention de ménages migrants enregistrés temporairement et ayant obtenu des aides sociales en ville.

Le 20 mars 2020, la Décision n°402/QĐ-TTg du Premier Ministre vietnamien annonçait la promulgation d'un plan de mise en œuvre du Pacte Mondial des Nations Unies pour des Migrations Régulières, Sûres et Ordonnées⁸⁰. Parmi les trois objectifs cités, le troisième (art.1.1.1.c) énonçait :

« Améliorer la qualité et l'efficacité de la gestion des migrations internationales grâce à un mécanisme de coordination étroit et régulier, avec la participation du système politique et de l'ensemble de la société, afin de créer un environnement migratoire transparent, accessible et respectueux de la dignité des migrants, de protéger leurs droits et intérêts légitimes, en particulier ceux des groupes spécifiques, les femmes et les enfants. »⁸¹

Ce Pacte concerne les migrations internationales, l'enjeu est d'appliquer le même objectif aux migrations internes.

Ces restrictions dans l'accès aux services publics urbains étaient encore valables entre 2020 et 2022 lorsque j'ai réalisé mon enquête de terrain, mais ne représentaient pas une contrainte importante pour les migrants rencontrés. Néanmoins, le gouvernement a depuis entamé un processus pour supprimer progressivement les *hộ khẩu* établis à l'échelle du ménage et fonder les procédures administratives uniquement sur les cartes d'identité individuelles. Cette réforme majeure est une dernière étape dans le processus de simplification des migrations. Le démantèlement des restrictions à la mobilité en place depuis les années 1950 au Nord et 1970 au Sud arrive à un moment charnière qui signe théoriquement la fin du système d'enregistrement résidentiel. Reste à voir comment cette réforme va se traduire concrètement pour les citoyens temporaires et leur accès aux services urbains. Selon un fonctionnaire du département des statistiques du district de Bình Tân rencontré en 2021, la réforme allait être mise en œuvre l'année suivante. Le décret n° 154/2024 annonçait la mise en œuvre de la réforme des procédures d'enregistrement résidentiel pour le 10 janvier 2025. Pour l'instant, la situation est très confuse et la mise en œuvre sur le terrain d'une modification aussi importante se révèle extrêmement compliquée. Il me semble que la proximité dans la signification des

⁸⁰ « Quyết định 402/QĐ-TTg của Thủ tướng Chính phủ về ban hành kế hoạch triển khai thỏa thuận toàn cầu về di cư hợp pháp, an toàn và trật tự của liên hợp quốc », ThuVienPhapLuat, <https://thuvienphapluat.vn/van-ban/Quyet-danh-402-QĐ-TTg-2020-trien-khai-Thoa-thuan-toan-cau-Di-cu-hop-phap-cua-Lien-hop-quoc-438083.aspx>.

⁸¹ « Nâng cao chất lượng và hiệu quả công tác quản lý di cư quốc tế thông qua cơ chế phối hợp chặt chẽ, thường xuyên, có sự tham gia của cả hệ thống chính trị và toàn xã hội nhằm tạo môi trường di cư minh bạch, dễ tiếp cận, tôn trọng nhân phẩm của người di cư, bảo vệ quyền và lợi ích chính đáng của họ, đặc biệt là các nhóm đặc thù, phụ nữ và trẻ em. »

termes de « *đăng ký thường trú* », enregistrement de présence permanente, « *giấy xác nhận cư trú* », certificat de résidence, et « *sổ hộ khẩu* », littéralement carnet d'enregistrement du ménage, contribue à la confusion générale qui entoure le sujet des enregistrements résidentiels. Au vu de certaines discussions en ligne autour de ces modifications, loin d'une simplification, l'application de cette réforme est encore source d'une grande incompréhension de la part de nombreux internautes citoyens vietnamiens qui exprimaient déjà leur désarroi face au système précédent⁸².

Une des difficultés principales autour de ce sujet, outre la complexité inhérente du système et ses modifications successives, est le temps de latence qui existe entre l'abolition d'une politique et sa disparition effective sur le terrain. Pour ces raisons, compte tenu du moment de la rédaction de ce travail, cette explication s'est avérée particulièrement ardue à rédiger et a fait l'objet d'un très grand nombre de réécritures. Il est possible que j'aie omis des changements récents ou que j'en aie incorrectement rapporté certains. La difficulté à restituer l'évolution des législations et de leur mise en œuvre se ressent aussi dans la littérature sur le sujet. La situation décrite est amenée à changer très prochainement.

Le système du carnet de résidence tend à disparaître au Vietnam. Pour l'heure, bien que selon les dires des migrants rencontrés, l'absence de *hộ khẩu* en ville ne semble plus être un frein technique considérable, un enregistrement temporaire demeure un facteur mineur d'instabilité en ville. Il implique un frein et une charge financière supplémentaire dans l'accès aux services urbains, et induit une relation de subordination au propriétaire bailleur. Ainsi, outre l'insécurité économique révélée par l'analyse des conditions d'emploi et le risque environnemental identifié à travers les conditions de logements, la situation des migrants dans la ville est également complexifiée par leur statut juridique. Les migrants ruraux interrogés sont confrontés à plusieurs formes de précarité et de vulnérabilité à Ho Chi Minh Ville. Ces résultats sont cohérents avec les études précédentes menées sur les conditions de vie de différentes populations de migrants ruraux dans les villes vietnamiennes (Nguyen *et al.*, 2012; Le *et al* 2011; Agergaard & Vu, 2011). On retrouve dans ces conditions de vie les formes de

⁸² Article de presse du journal en ligne Thanh Nien du 29/12/2024, intitulé « *Từ ngày 10.1.2025, đăng ký thường trú, tạm trú như thế nào?* », (A partir du 1^{er} janvier 2025, comment enregistrer sa résidence permanente ou temporaire ? ») et discussion dans les commentaires. <https://thanhnien.vn/tu-ngay-1012025-dang-ky-thuong-tru-tam-tru-nhu-the-nao-185241228181048228.htm>

Article de presse du journal en ligne Thanh Nien du 28/10/2023, intitulé « *Khi nào nên thay đổi đăng ký thường trú?* » (« *Quand dois-je modifier mon enregistrement de résidence permanente ?* ») et discussion dans les commentaires. <https://thanhnien.vn/khi-nao-nen-thay-doi-dang-ky-thuong-tru-185231028111617073.htm>

vulnérabilités multiples identifiées par Adger (Adger, 1999, 2006): environnementales à travers les conditions de logement, économiques à travers les conditions d'emploi, sociales à travers les réseaux de sociabilité différenciés, et juridiques à travers les distinctions de statut de résidence.

IV.3. La parenthèse urbaine

IV.3.1. Politiques publiques ambiguës

IV.3.1.1. Une migration interne désapprouvée

La politique d'enregistrement résidentiel est pensée en lien avec les politiques de développement urbain à l'échelle nationale et régionale, en particulier dans le cas de Ho Chi Minh Ville. Il s'agit de la ville la plus peuplée du pays, qui connaît la croissance économique la plus rapide et qui est la principale cible des investissements directs étrangers, avec plus de 15 % des investissements directs étrangers du pays (en milliards de USD) et 30% des entreprises financées par des investissements directs étrangers en 2016 selon le rapport du recensement économique de 2017 (GSO, 2018b, p.80 et p.241). La même année, la région Sud-Est dans son ensemble attirait plus de 44% des IDE du pays et comptait 54% des entreprises financées par ces IDE. Les politiques urbaines visent à renforcer le rôle de Ho Chi Minh Ville en tant que leader économique et à promouvoir l'image d'une métropole moderne et globale. Les autorités nationales et provinciales cherchent à renforcer la réputation internationale de la ville, en suivant l'exemple d'autres grandes villes mondiales. Selon la vision du gouvernement vietnamien, la ville moderne idéale est dite « civilisée, propre et sûre » (« *văn minh, sạch đẹp, an toàn* »). Par « civilisée », cette devise renvoie à une idéologie pro-urbaine dans laquelle l'héritage rural tend à s'effacer - qu'il s'agisse de l'architecture rurale, de l'agriculture ou de modes de vie ruraux. Cette orientation marque un tournant et une tension avec l'ancrage profondément rural du régime hérité des politiques de retour au village natal mises en œuvre à la suite de la réunification du pays en 1975 qui avait marqué un coup d'arrêt dans le développement urbain déjà très dynamique de Ho Chi Minh Ville (Gibert, 2018, p.168). De

fait, à l'instar de la Chine, la politique d'enregistrement résidentiel a été assouplie au moment du tournant vers l'économie de marché, du développement économique des métropoles et de l'industrialisation.

Les migrants ruraux ne correspondent pas à cette définition de la ville moderne. Les pratiques considérées comme relevant d'un mode de vie rural sont dévalorisées. Les migrants ruraux ont longtemps été associés aux « maux sociaux » (« *tệ nạn xã hội* ») en ville – selon le vocable des autorités publiques –, à la violence, aux trafics et à la prostitution notamment. Ce discours officiel a alimenté le double régime d'urbanité identifié dans la partie précédente. Michael Leaf, réfléchissant au processus de « devenir urbain » en Asie, déclare :

« La terminologie employée pour décrire simplement quelque chose peut être déterminante pour préfigurer notre compréhension, car des mots particuliers seront liés à des significations spécifiques dans des discours académiques établis et façonneront ainsi le développement théorique en cours » (Leaf, 2011, p.527).

Il existe de fait une certaine persistance dans les textes de loi de cette orientation visant à limiter la migration vectrice de désordre.

Les politiques gouvernementales nationales visent en effet à réduire la migration spontanée avant de fournir un soutien aux migrants. La Décision du Premier Ministre du 190/2003/QĐ-TTg du 16 septembre 2003 relative à la « politique migratoire visant à mettre en œuvre la planification et l'organisation de la population pour la période 2003-2010 » a énoncé l'objectif de limiter la migration spontanée dès son article 1⁸³ :

« Objectif : D'ici à 2010, organiser et stabiliser la population dans les endroits nécessaires afin d'exploiter le potentiel de la main-d'œuvre et des terres pour le développement de la production agricole, forestière et halieutique, de créer des emplois, d'augmenter les revenus, d'éradiquer la faim, de réduire la pauvreté, de stabiliser et d'améliorer la vie des populations ; limiter la migration spontanée au niveau le plus bas ; dans le même temps, former de nouvelles zones résidentielles dotées d'infrastructures essentielles suffisantes pour servir le développement socio-économique de manière

⁸³ « Quyết định 190/2003/QĐ-TTg của Thủ tướng Chính phủ về chính sách di dân thực hiện quy hoạch, bố trí dân cư giai đoạn 2003 – 2010 », LuậtVietnam, <https://luatvietnam.vn/dat-dai/quyet-dinh-190-2003-qd-ttg-thu-tuong-chinh-phu-15455-d1.html>.

durable pour la population, contribuant ainsi au maintien de la sécurité politique, de l'ordre social et de la sûreté. »⁸⁴

La Directive n°39/2004/CT-TTG du Premier Ministre du 12 novembre 2004 relative à « un certain nombre de politiques et de solutions pour continuer à résoudre la situation de migration spontanée » a présenté des lignes directrices et des solutions en ce sens⁸⁵. Cette directive nationale se référait principalement aux migrants des montagnes du Nord et de la Côte Centrale qui se déplaçaient vers les zones agricoles et forestières notamment des Hauts Plateaux, plutôt qu'aux migrations rurales-urbaines. Elle mentionnait notamment comme mesure à mettre en œuvre (I.3) :

« Renforcer la gestion de la population, saisir régulièrement l'enregistrement des ménages, la démographie, l'évolution de la main-d'œuvre et de la population dans la localité, en particulier au niveau du district, de la commune et du village ; détecter rapidement les ménages et les individus qui ont migré ou peuvent migrer librement afin de mobiliser les gens pour qu'ils restent l'esprit tranquille et disposent de politiques de soutien en temps opportun. »⁸⁶

Puis (I.5) : « Les comités populaires des provinces dont partent les populations ont la responsabilité de se coordonner étroitement avec les autorités locales du lieu de destination pour organiser, financer et soutenir rapidement la stabilisation de la production et de la vie de la population, assurer entièrement l'enregistrement des ménages conformément à la loi relatives aux ménages arrivés dans un nouveau lieu, et en même temps aider et créer des conditions favorables pour les ménages de leur province qui ont migré spontanément et souhaitent maintenant retourner dans leur village d'origine afin qu'ils puissent établir une vie stable. »⁸⁷

⁸⁴ « Mục tiêu: Từ nay đến năm 2010 bố trí, sắp xếp, ổn định dân cư ở những nơi cần thiết nhằm khai thác tiềm năng lao động, đất đai phát triển sản xuất nông, lâm, ngư nghiệp, giải quyết việc làm, tăng thu nhập, thực hiện xóa đói, giảm nghèo, ổn định và nâng cao đời sống của người dân; hạn chế tới mức thấp nhất tình trạng dân di cư tự do; đồng thời hình thành các điểm dân cư mới, có đủ cơ sở hạ tầng thiết yếu, phục vụ phát triển kinh tế - văn hóa - xã hội một cách bền vững cho người dân, góp phần giữ vững an ninh chính trị, trật tự và an toàn xã hội »

⁸⁵ « Chi thị 39/2004/CT-TTg của Thủ tướng Chính phủ về một số chủ trương, giải pháp tiếp tục giải quyết tình trạng dân di cư tự do », LuậtVietnam, <https://luatvietnam.vn/an-ninh-trat-tu/chi-thi-39-2004-ct-ttg-thu-tuong-chinh-phu-16665-d1.html>.

⁸⁶ « Tăng cường quản lý dân cư, thường xuyên nắm chắc hộ khẩu, nhân khẩu, biến động về lao động, dân cư trên địa bàn, nhất là cấp huyện, xã và các thôn bản; kịp thời phát hiện những hộ gia đình, cá nhân di cư hoặc có thể di cư tự do để vận động nhân dân yên tâm ở lại và có chính sách hỗ trợ kịp thời. »

⁸⁷ « Ủy ban nhân dân các tỉnh có dân di có trách nhiệm phối hợp chặt chẽ với chính quyền địa phương nơi dân đến bố trí, sắp xếp, hỗ trợ kinh phí để nhanh chóng ổn định sản xuất và đời sống cho đồng bào, giải quyết dứt

Parallèlement, les comités populaires locaux des provinces d'arrivée sont tenus d'identifier les migrants, de les classer et d'en informer les provinces de départ (II.1).

« Améliorer l'orientation, l'organisation et l'affectation des fonctionnaires, se coordonner étroitement avec les responsables au niveau local pour détecter rapidement les migrants spontanés, classer les sujets et informer rapidement les provinces de départ des migrants pour s'accorder sur une solution. »⁸⁸

Plus récemment, la Résolution gouvernementale n°22/NQ-CP du 1er mars 2020 sur « la stabilisation des migrants spontanés et la gestion et l'utilisation des terres des exploitations agricoles et forestières », qui abroge la Directive n°39/2004/CT-TTG, a réaffirmé l'objectif principal de stabilisation de la population et l'intention du gouvernement vietnamien de décourager les migrations spontanées, avant de mentionner la nécessité d'assurer des conditions favorables aux personnes qui migrent. Dans ce document, le gouvernement vietnamien prend acte des dysfonctionnements en termes de gestion administrative des migrations internes d'une part, et de l'absence de protection, en particulier de sécurité sociale, des migrants internes spontanés d'autre part.⁸⁹ Le premier objectif directeur est énoncé comme suit :

« Les autorités à tous les niveaux doivent sensibiliser à l'importance de la stabilisation de la population; ne pas encourager les individus à migrer librement et définir clairement le maintien et la stabilité de la population comme la tâche politique immédiate et à long terme de l'ensemble du système politique, en particulier le rôle de leadership et de direction des comités du Parti et des administrations locales à tous les niveaux pour créer des conditions favorables afin que les personnes qui ont migré librement aient un lieu de résidence légal, des moyens de subsistance durables, des terres productives, l'accès aux services sociaux de base et la garantie de la sécurité sociale. »⁹⁰

điểm việc đăng ký hộ khẩu theo quy định của pháp luật cho hộ ở nơi mới, đồng thời giúp đỡ và tạo điều kiện thuận lợi cho các hộ dân của tỉnh mình đã di cư tự do, nay có nguyện vọng trở về quê cũ để họ ổn định đời sống. »

⁸⁸ « Tăng cường việc chỉ đạo và bố trí, phân công cán bộ, phối hợp chặt chẽ với cán bộ ở cấp cơ sở để kịp thời phát hiện dân di cư tự do, phân loại đối tượng, thông báo kịp thời cho các tỉnh có dân đi để phối hợp giải quyết. »

⁸⁹ « Nghị quyết 22/NQ-CP ổn định dân cư tự do và quản lý, sử dụng đất từ nông, lâm trường », LuậtVietnam, <https://luatvietnam.vn/dat-dai/nghi-quyet-22-nq-cp-on-dinh-dan-cu-tu-do-va-quan-ly-su-dung-dat-tu-nong-lam-truong-181022-d1.html>.

⁹⁰ « Chính quyền các cấp cần nâng cao nhận thức về tầm quan trọng của công tác bố trí ổn định dân cư; không khuyến khích dân di cư tự do và xác định rõ việc giữ dân và ổn định tại chỗ là nhiệm vụ chính trị trước mắt và lâu dài của cả hệ thống chính trị, nhất là vai trò lãnh đạo, chỉ đạo của các cấp ủy đảng, chính quyền địa phương tạo điều kiện thuận lợi cho người dân đã di cư tự do có nơi cư trú hợp pháp, sinh kế bền vững, có đất sản xuất, được tiếp cận các dịch vụ xã hội cơ bản và bảo đảm an sinh xã hội. »

L'objectif à l'horizon 2025 est d'« éliminer fondamentalement la migration spontanée » (IV.2) (« *Cơ bản không còn tình trạng dân di cư tự do* »), puis à l'horizon 2030 d'« assurer une vie stable et un développement productif durable aux ménages qui ont migré librement » (« *Đảm bảo ổn định cuộc sống và phát triển sản xuất bền vững cho các hộ dân đã di cư tự do* »). Il est notamment question de développer les fermes et les coopératives dans les provinces de destination des migrants et d'améliorer leur formation (V.3). Cette résolution confirme à nouveau la responsabilité des autorités provinciales dans la gestion de ces flux migratoires (V.6) :

« Les secrétaires et les présidents des provinces dirigent directement et assument la responsabilité devant le Parti, l'État, le gouvernement et le Premier ministre de la mise en œuvre de la libre migration et de la gestion et de l'utilisation efficaces des terres. »⁹¹

Cette résolution, bien qu'exprimée en des termes généraux, porte, elle aussi, particulièrement sur les cas de migrations rural-rural et notamment de populations venues des montagnes du Nord vers les Hauts Plateaux du Centre du pays. Il semble donc que ces flux migratoires rural-rural issus des zones montagneuses, et en particulier les migrations des minorités ethniques de ces régions, fassent l'objet d'une attention particulière dans les textes de loi. L'enjeu a trait non seulement à la sécurité et au bien-être des migrants mais aussi à la préservation des terres agricoles et forestières de destination, les textes impliquant que celles-ci puissent être endommagées par ces migrations et les pratiques agricoles associées. Il y a donc une distinction forte sur le plan légal entre ces migrations internes rural-rural spécifiques, jugées nuisibles, et celles rural-urbain qui font l'objet de cette recherche, beaucoup moins clairement identifiées dans les textes et donc moins réprimées.

Bien que le contrôle des migrations spontanées soit présenté comme une priorité par le gouvernement vietnamien, sa gestion est partagée entre différents ministères. Je vais tâcher en quelques lignes de résumer l'ensemble des tutelles concernées. En fonction de la situation spécifique, la gestion des migrations peut impliquer une série de ministères différents, ce qui soulève la question d'une coordination efficace, comme le souligne la résolution gouvernementale n°22/NQ-CP du 1er mars 2020. Selon cette résolution, le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural est le chef de file en matière de gestion de la population, y compris des migrations. Il est chargé du suivi des projets concernant la

⁹¹ « *Các đồng chí Bí thư, Chủ tịch các tỉnh trực tiếp chỉ đạo, chịu trách nhiệm trước Đảng, Nhà nước, Chính phủ, Thủ tướng Chính phủ về triển khai thực hiện công tác di dân tự do và quản lý, sử dụng đất đai có hiệu quả.* »

stabilisation de la migration spontanée, en coordination avec le Ministère de la Planification et de l'Investissement et le Ministère des Finances. Dans la pratique, au niveau local, le Département du Travail, des Invalides et des Affaires Sociales est impliqué dans la gestion et le suivi des migrations, tant dans les zones rurales qu'urbaines. Le Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement est responsable de la gestion des terres, y compris en ce qui concerne les migrants spontanés. Le Comité des Affaires des Minorités Ethniques met en œuvre des politiques spécifiques pour traiter la question des migrations des minorités ethniques. Le Ministère de la Sécurité Publique est quant à lui chargé de l'enregistrement des résidences, qui est assuré localement par les commissariats. La gestion des migrations spontanées implique également le Ministère de l'Information et des Communications, le Ministère de la Culture, des Sports et du Tourisme, le Ministère de l'Education et de la Formation, le Ministère de la Justice et le Ministère de la Défense Nationale. Par ailleurs, la Directive n°39/2004/CT-TTG détaillait bien la responsabilité des comités populaires locaux des provinces de départ de limiter la migration spontanée (I.5) :

« Les localités sont tenues de prendre des mesures fermes pour empêcher toute nouvelle migration spontanée. Toute localité ou établissement autorisant une migration spontanée doit rendre des comptes à son supérieur direct et se coordonner avec les localités de destination pour remédier aux conséquences négatives de cette migration. »⁹²

La Résolution gouvernementale n°22/NQ-CP de 2020 va dans le même sens (III.3) :

« Les présidents des comités populaires provinciaux sont responsables devant le Premier ministre s'ils permettent aux habitants de leurs provinces de continuer à migrer librement vers d'autres provinces et d'empiéter sur les terres des exploitations agricoles, forestières, des entreprises, des particuliers et d'autres organisations. »⁹³

⁹² « Yêu cầu các địa phương chỉ đạo kiên quyết không để tiếp tục xảy ra tình trạng dân di cư tự do. Địa phương nào, cơ sở nào để dân di cư tự do phải chịu trách nhiệm trước cấp trên quản lý trực tiếp, đồng thời phải có trách nhiệm phối hợp với các địa phương nơi đến để giải quyết những hậu quả tiêu cực do dân di cư tự do gây ra. »

⁹³ « Chủ tịch Ủy ban nhân dân tỉnh chịu trách nhiệm trước Thủ tướng Chính phủ nếu để người dân của tỉnh mình tiếp tục di cư tự do đi tỉnh khác lấn chiếm đất đai của các nông, lâm trường, doanh nghiệp, cá nhân và các tổ chức khác. »

Compte tenu du nombre d'acteurs publics impliqués et des différents échelons territoriaux concernés, la structure publique autour de la question des migrations internes semble donc peu adaptée à une gestion claire et cohérente des flux migratoires.

IV.3.1.2. Une migration interne nécessaire

Les récents documents de planification témoignent d'un changement relatif d'attitude de la part des autorités publiques. Dans un alinéa de la section « Orientations de développement des industries et domaines importants », dernière partie, « Orientations de développement des autres industries et domaines » (III.4), le Master Plan de Ho Chi Minh Ville 2021-2030 indiquait l'objectif suivant :

« Population, travail, emploi : encourager une croissance démographique durable, tout en gérant les sources de migration spontanée. Développer les ressources humaines pour répondre aux besoins en termes de développement socioéconomique de la ville et des communes de la région. Promouvoir la formation de ressources humaines hautement qualifiées, en vue de la modernisation et l'intégration internationale. »^{94 95}

Il existe donc à présent une volonté assumée de mobiliser ces flux migratoires au service du développement territorial, et en particulier dans l'objectif d'imposer Ho Chi Minh Ville sur la scène des métropoles sud-est asiatiques de premier plan. Cette divergence peut témoigner d'un glissement progressif vers une vision plus positive des migrations. Elle peut également être lue comme un écart entre la vision exprimée dans les textes de loi à l'échelle nationale, et celle véhiculée par la planification régionale. Est-ce à dire que les acteurs étatiques et métropolitains ont des opinions contradictoires sur le sujet, ou bien, que le gouvernement vietnamien a intérêt à maintenir une posture forte et à asseoir son mandat de contrôle des migrations tout en capitalisant sur le développement économique de Ho Chi Minh Ville ? Cette question est d'autant plus complexe qu'en toile de fond se joue la rivalité entre les deux métropoles vietnamiennes, Hanoï, capitale politique, siège du pouvoir et officiellement

⁹⁴ « Dân số, lao động, việc làm : khuyến khích tăng trưởng dân số bền vững, đồng thời quản lý các nguồn di cư tự phát. Phát triển nguồn nhân lực đáp ứng yêu cầu phát triển kinh tế - xã hội của Thành phố và các địa phương trong khu vực. Đẩy mạnh đào tạo nhân lực trình độ cao, theo hướng hiện đại hóa và hội nhập quốc tế. »

⁹⁵ On note que la focale est mise sur le développement d'une main d'œuvre qualifiée, ce qui requiert un accès accru à la formation supérieure, et une valorisation de ces qualifications sur le marché professionnel, qui, comme on l'a vu dans la partie précédente sur l'emploi, n'est pas encore acquise.

dépositaire de la culture vietnamienne, et Ho Chi Minh Ville, *hub* économique et future *smart city* du pays (Gibert & Musil, 2020, p.8).

IV.3.1.3. Une migration interne tolérée

Le propos essentiel de cette partie est de souligner le flou qui entoure le statut légal des migrants en ville et la grande opacité du système dans son ensemble pour les principaux intéressés, dont la légalité de présence en ville dépend par ailleurs des propriétaires-bailleurs qui n'y voient pas nécessairement plus clairs. Le flou juridique autour du statut des migrants reflète la dualité politique autour de la question des migrations internes. D'une part, le gouvernement vietnamien affirme encore son souhait de limiter les déplacements spontanés dans une optique autoritaire de gestion du peuplement qui veut que l'Etat garde le contrôle sur les flux migratoires. D'autre part, les migrations des zones rurales vers les villes et en particulier les métropoles sont nécessaires pour soutenir l'appareil productif national, en fournissant de la main d'œuvre au secteur industriel comme au secteur des services. De cette ambivalence émane une tolérance vis-à-vis des flux migratoires internes. Ces flux sont essentiels à la stratégie de développement économique nationale, laquelle place Ho Chi Minh Ville en locomotive de la croissance économique nationale, mais contrastent avec le récit national qui lui-même ancre le régime dans le substrat rural du pays. On assiste donc à des politiques en apparence contradictoire. Elles opposent des directives nationales qui répriment la migration interne spontanée, et une application des lois sur le terrain qui rend possible la migration vers la ville sans limite de temps, ainsi qu'une planification à l'échelle provinciale qui s'appuie sur elle.

De fait, les textes de loi montrent qu'il existe un flou juridique autour de la question des migrations internes, qui ne sont pas toutes vues du même œil. La migration interne spontanée apparaît au détour de plusieurs lois, discrète mais toujours présente, de manière à réaffirmer le mandat de gestion de l'Etat-Parti sur le peuplement. Pour autant, les textes dédiés spécifiquement à la question migratoire ciblent surtout les migrations rural-rural issues des montagnes du Nord et du Centre. La migration rural-urbain vers la métropole saïgonnaise n'est pas incriminée directement. Plus encore, elle est facilitée par l'évolution des politiques de résidence et reconnue comme une ressource pour le développement socioéconomique de Ho Chi Minh Ville.

Mais si l'importance de ces flux migratoires est admise, les conditions pour la sécurité et la reconnaissance des migrants eux-mêmes ne sont pas encore réunies. Cet entre-deux

juridique opportun pose une question de justice spatiale de fond. Quel que soit le rôle crucial des migrants ruraux dans le maintien des industries suburbaines en expansion et des services urbains, leur présence à Ho Chi Minh Ville reste légalement et socialement dans l'ombre, tolérée plus qu'acceptée. Par conséquent, ils peuvent se retrouver dans des situations de vulnérabilité juridique, sociale, économique et parfois environnementale en ville, ce qui les empêche de s'intégrer pleinement dans la société urbaine, si tant est que cela soit l'intention derrière la migration.

IV.3.2. Projections de retour

IV.3.2.1. La nécessité de rentrer

Cette ambivalence de discours n'est rendue possible que par la perspective du retour des migrants dans les villages. C'est parce que ces migrations sont pensées, ou souhaitées, temporaires qu'elles peuvent être tolérées. Ces flux s'inscrivent dans un contexte marqué par le manque d'infrastructures et de logements ainsi que l'absence de prise en charge sociale des migrants par les structures publiques en ville. Parallèlement, ces migrations impliquent le départ des jeunes générations des campagnes et génèrent ainsi un déséquilibre démographique lourd pour les communes de départ⁹⁶. En l'état, du point de vue des politiques publiques, outre la nécessité de ces migrations pour le développement de l'urbanisation et de l'industrialisation, il semble que ce soit la conviction que ces flux sont temporaires et s'inscrivent dans une boucle entre ville et village qui les rende acceptables. Ils alimentent un fonctionnement de vases communicants entre ville et village et maintiennent ainsi un équilibre fragile entre la métropole et son arrière-pays.

La question du retour est en fait une question compliquée, qui ne semble pas se poser au moment du départ. Après avoir abordé le sujet avec nombre d'informants elle me semble presque être évitée par les intéressés. J'ai interrogé les proches des migrants et les autorités locales des zones de départ sur l'éventualité de leur retour⁹⁷. Cette question semblait souvent surprendre ou déstabiliser les interrogés, pour qui elle ne semblait pas pertinente car évidente. Par les parents elle était éludée rapidement d'un simple « oui ils reviendront », de même que

⁹⁶ Ce point est davantage étayé dans à la fin du prochain chapitre (V.4).

⁹⁷ Je n'ai pas eu l'opportunité d'interroger les représentants des autorités locales des districts d'arrivée à Ho Chi Minh Ville sur ce point.

par certains responsables locaux (notamment le Comité populaire de Nghĩa An). Les autorités locales des communes d'origine et de nombreux proches de migrants restés dans les villages, partageaient la certitude que les migrants reviendraient, ou du moins l'affirmaient. Ce point est intéressant car il est en décalage avec un résultat trouvé par une étude quantitative par Nguyen, Grote & Sharma (2017, p.11) sur la migration rural-urbain au Vietnam. Dans leur échantillon (2200 ménages dans trois provinces des Hauts Plateaux du centre-sud), seulement 36% des ménages ruraux anticipaient un retour des migrants, alors que 38% pensaient qu'ils reviendraient s'installer dans une petite ville de la province, et 26% affirmaient qu'ils resteraient à destination (Ho Chi Minh Ville les provinces voisines de Đồng Nai et Bình Dương). A l'aune de ce résultat, je peux supposer que les réponses reçues des informants dans ce travail de thèse omettent un degré de précision quant au lieu du retour (la province ou la commune). Par ailleurs, au vu des raisons avancées, je pense que la différence tient aussi à la personne concernée. En effet, il n'est pas rare que plusieurs enfants d'une même fratrie migrent un temps. La question du retour se pose donc au pluriel.

Avec la question du retour des enfants, se pose celle du devenir de la terre. De nombreux parents interrogés conservaient la certitude qu'au moins un de leurs enfants reviendrait pour s'occuper de la terre au village. Dans de rares cas, ils envisageaient de la vendre si ce n'était pas le cas. La nécessité de prendre soin de la terre ressort comme l'une des raisons principales de ces projections de retour. D'une part, il s'agit d'exploiter la terre agricole, pour en tirer un profit commercial, ou simplement comme activité de subsistance. D'autre part, l'enjeu est d'assurer le culte des ancêtres dont la charge incombe à un enfant suivant sa position dans la fratrie (laquelle dépend des régions du Vietnam en question). A ce devoir vis-à-vis de la terre et des ancêtres, s'ajoute celui de prendre soin des personnes âgées dans un contexte où les aînés bénéficient très peu de retraites ou d'indemnités.

IV.3.2.2. La volonté de rentrer

De nombreux migrants rencontrés prévoient toujours de retourner dans leur ville natale lorsqu'ils vieillissent et que leur condition physique ne leur permet pas de continuer à travailler en ville. En cohérence avec leur faible intégration sociale, et les enregistrements résidentiels temporaires, la majorité des migrants rencontrés déclarent vouloir retourner dans leur village d'origine. Ce projet n'est pas exclusif du fait de rester parfois plusieurs dizaines d'années à Ho Chi Minh Ville dans le but d'acquérir du capital. Pour de nombreux migrants interrogés, la

mentalité du temporaire demeure même après plusieurs années en ville lorsque l'esprit reste dans la ville natale.

C'est le cas de Mai, une femme de 58 ans originaire de la province de Vĩnh Phúc dans le delta du fleuve Rouge, qui a collecté des déchets recyclables pendant dix ans à Ho Chi Minh Ville (informante n°27). Lors de notre premier entretien ensemble en août 2020, elle envisageait de repartir prochainement. Lors d'un second entretien en visioconférence, elle m'a appris qu'elle était repartie définitivement en mars de l'année suivante.

Cette volonté de rentrer a été exprimée par des migrants de longue date ainsi que par des nouveaux arrivants. Tri, un chauffeur de mototaxi d'une trentaine d'années, est arrivé de la province de Vĩnh Long, dans le delta du Mékong, vingt ans avant notre rencontre. Il était sûr de rentrer chez lui « parce que dans sa ville natale... [il avait] une maison » (« *tại vì ở quê cũng... có nhà này kia nè* ») (informant n°14). De même, Minh, un chauffeur de mototaxi de 53 ans originaire de la province de Tiền Giang dans le delta du Mékong, arrivé à Ho Chi Minh Ville seulement trois mois avant l'entretien, était tout aussi sûr de rentrer chez lui car « tout le monde doit rentrer chez soi » (« *ai cũng phải về nhà mình thôi* ») (informant n°20).

La projection de nombreux informants dans un futur retour au village d'origine nous invite à ne pas considérer leur présent en ville sous l'angle de « l'état idéal de pleine intégration » (Çaglar, 2016, p.958), mais au contraire d'analyser la situation au regard des attentes exprimées. Duc, un chauffeur de mototaxi d'une trentaine d'années, qui a laissé son épouse et ses deux enfants dans la province de Bình Thuận, sur la côte sud-est, était impatient de les retrouver. Mais il se l'interdisait, et restait seul à Ho Chi Minh Ville pour subvenir à leurs besoins et financer l'éducation de ses enfants, car il n'avait pas les moyens de les loger et de les faire étudier en ville. Ce choix témoigne du fait que les aspirations pour soi et pour les enfants déterminent le seuil de l'endurance de chacun. Il parlait comme suit de son séjour à Ho Chi Minh Ville :

« Maintenant, je veux juste être près de mes enfants, pourquoi serais-je ici ? [...] Ici, ce n'est qu'une solution temporaire. Même si mes enfants venaient ici aussi, je devrais m'occuper d'eux pour qu'ils vivent et étudient ici. Mais actuellement je ne peux pas les nourrir ici. »⁹⁸

⁹⁸ « *Minh bây giờ là mình muốn ở gần với con chứ sao ở đây được. [...] Ở đây thì chỉ là giải pháp tạm thời. Giờ con anh có lên đây nữa nhưng mà anh lo được cho nó ăn học ở đây á là anh vẫn ở đây. Nhưng bây giờ lên đây là không nuôi nổi đâu.* »

IV.3.2.3. *L'impossibilité de rester*

Pour les jeunes migrants, la question du retour futur donne souvent lieu à beaucoup d'incertitude. Derrière cela se cache le rapport ambigu à la réussite en ville : laquelle se heurte à la quasi impossibilité de s'offrir un terrain ou un logement en ville, et à l'ancrage familial encore présent au village. De « je ne peux pas m'installer en ville » à « je ne veux pas m'installer en ville » il n'y a qu'un pas, bien facile à franchir lorsque le travail en ville ne dégage pas les économies suffisantes pour faire face au marché immobilier de la métropole. La nécessité de conserver la terre au village est d'autant plus grande qu'il est difficile d'accéder à la propriété de droits d'usage des sols en ville. La grande incertitude quant à la réussite en ville alimente une situation inconfortable. Certains aînés rencontrés ont pu exprimer les probabilités de retour de leurs enfants ainsi : ceux qui réussiront resteront, ceux qui n'y parviendront pas reviendront. Ils soulignaient ainsi la dimension de pari que revêt la migration vers la ville.

En outre, même pour les personnes qui m'ont affirmé clairement qu'elles préféraient vivre à Ho Chi Minh Ville et souhaiteraient y rester, les conditions de vie en ville résultant de l'arbitrage entre coût de la vie et revenus les amenaient à reconsidérer leur choix. C'est le cas de My, une femme de 33 ans travaillant dans une usine textile. Pour offrir à ses enfants un bon cadre de vie, elle a choisi de se loger dans l'un des *phòng trọ* les plus confortables observés sur les sites d'étude, bien que simple. Elle y vivait avec son mari, ses deux jeunes enfants et sa mère. Ils étaient en outre à côté des frères et sœurs de My. Toute la famille avait migré. Mais le point de vue de My a changé au fil du temps. Une fois devenue mère, avec deux enfants, et surtout face aux conséquences de la pandémie de Covid 19, la pression financière a poussé My à me confier :

« Je préfère vivre à Saïgon, mais maintenant que je vois ça, j'ai l'impression qu'il va falloir que je retourne vivre dans mon village. »⁹⁹

Ainsi, parmi les échanges avec les migrants à Ho Chi Minh Ville, il est difficile de discerner dans les discours qui anticipent un retour au village, ce qui relève du plan initial de ce qui relève du récit réécrit au fil des déboires. Le terrain dans la province de Quảng Ngãi a eu l'intérêt de mettre en lumière les espoirs des jeunes migrants et de leur famille avant qu'ils ne soient confrontés à la réalité du marché de l'emploi non-qualifié urbain.

⁹⁹ « Thích ở Sài Gòn hơn mà giờ thấy vậy nên là thôi về quê sống. »

Un schéma de migration assez commun se dégage : migrer vers la ville durant la vingtaine ou la trentaine afin de percevoir des salaires plus élevés que dans les campagnes et de trouver de meilleures opportunités d'emploi, puis retourner au village à un âge plus avancé. Souvent cette limite d'âge est fixée assez tôt, autour de 50 ans, lorsque les usines refusent d'embaucher, et que les travaux physiques deviennent trop éreintants, dans un contexte où l'accès aux soins de santé reste lacunaire. Le retour définitif s'opère bien souvent quand un facteur indépendant de la volonté des principaux intéressés intervient. Ce résultat va dans le sens des travaux quantitatifs de Nguyen, Grote et Sharma qui, dans une étude parue en 2017, ont révélé que les migrants internes au Vietnam avaient tendance à retourner plus tôt dans leur village lorsqu'ils et elles étaient confrontés à des chocs en ville et lorsque les conditions de vie au village s'amélioraient (Nguyen *et al.*, 2017, p.14-15). Ces chocs peuvent être liés à l'âge en premier lieu, la maladie qui impose parfois un retour prématuré, ou encore la pandémie et le confinement qui ont ramené en 2021 des milliers de migrants dans leur village. Privés d'emplois, et pour certains après avoir épuisé une grande partie de leurs économies durant le confinement à Ho Chi Minh Ville, des milliers de migrants ont quitté la métropole en septembre 2021 à la suite du confinement de la ville.

L'objectif de cette partie a été de mettre en lumière les mécanismes légaux et intimes qui aboutissent au retour des migrants ruraux dans les villages. L'enquête de terrain révèle que ces flux migratoires ne relèvent pas d'un exode rural. Il ne s'agit pas, du moins pas encore, d'un déversement définitif des populations des zones rurales vers les zones urbaines. Au contraire, les entretiens menés dépeignent des migrations temporaires, bien que ce temporaire soit de longue-durée. La notion de temporaire est centrale dans la perception et l'interprétation de ces migrations par tous les acteurs impliqués, les migrants eux-mêmes, leurs proches restés au village, et les autorités des localités de départ. Mais la durée des périodes de présence en ville, de plusieurs années à plusieurs décennies, m'amène à parler de temporaire de longue-durée. Il existe un oxymore entre la perception de ces migrations induite par leur finalité d'une part, et leur réalité effective d'autre part. Ainsi, ces flux se traduisent concrètement par des situations de précarité ordinaire, choisies dans une certaine mesure, mais surtout subies faute d'alternative.

Que ce soit à travers l'occupation prolongée de logements supposés non-permanents, à travers le statut résidentiel temporaire, ou à travers les projections de retour, l'analyse de ces flux migratoires qui relient Ho Chi Minh Ville à son arrière-pays national fait de la dimension temporelle une clef de compréhension centrale. Cette réflexion s'inscrit dans la continuité des

travaux qui, depuis les premiers balbutiements des années 1970, ont placé le temps au centre de la géographie, et en particulier des études migratoires (Ho, 2021, p.1). De la même manière que le tournant spatial a frappé les sciences sociales, le tournant temporel a frappé les études spatiales. En études migratoires, Jennifer McGarrigle et Eduardo Ascensao, à la suite de Tim Ingolds, ont distingué le temps biographique/historique du temps quotidien. Ce dernier est qualifié de « temps au présent, entre-deux et suspendu » (McGarrigle & Ascensao, 2017, p.79), il est différent du temps long qui compose une trajectoire personnelle à l'échelle d'une vie entière. Dans d'autres études sur les migrations, ce temps « au présent » se traduit par un état temporaire au sein d'une trajectoire migratoire, émergeant des dimensions juridiques et politiques de la migration (Goldring, 2014, p.219 ; Robertson 2015, p.3), et ayant un impact sur l'inclusion sociale (Basok & George, 2020, p.3). Le temporaire n'est pas défini par une durée spécifique (Wallman, 2017, 12.11.2021), mais plutôt par « différents degrés » (King, 2002, p.93). Adrian Bailey et collègues ont ainsi évoqué un état de « temporaire permanent » en parlant de migrations internationales (Bailey et al., 2002, p.138). Dans le cas spécifique du Vietnam, Nicolas Lainez a proposé une réflexion sur le régime de « *present-ness* » qui caractérise les temporalités des travailleuses du sexe précaires et marginalisées dans le delta du Mékong, y compris les migrantes (Lainez, 2018, p.3). Il décrit l'instantanéité dans laquelle sont contraintes d'évoluer ces femmes du fait de leur précarité sans possibilité de se projeter ou de planifier dans l'avenir.

Pour reprendre la distinction de Jennifer McGarrigle et Eduardo Ascensao, derrière les portes des *nhà trọ*, où se jouent les routines et les luttes quotidiennes des migrants, leur temps « au présent » se heurte aux trajectoires individuelles et familiales à long terme, leur temps biographique. Il est intéressant de noter que l'application de ce dualisme au cas des migrants vietnamiens requiert d'inclure le collectif du temps biographique, car si la trajectoire individuelle importe, elle est largement dessinée par celle du ménage. Les décisions sont souvent prises collectivement entre les générations dans une optique de complémentarité, de devoirs mutuels, d'entraide et de mise en commun. Le temps biographique de l'individu migrant peut ainsi être lu comme une composante du temps long et pluri-générationnel de la famille, voire de la lignée. Or cette trajectoire familiale, de même que la trajectoire personnelle, se confronte au contexte socio-économique et environnemental qui caractérise le village, unité structurante du territoire vietnamien et qui connaît des évolutions majeures, lesquelles sont discutées dans le prochain chapitre.

Chapitre V. Décision migratoire et perspectives de retour : entre choix contraint et aspiration

V.1. Mutations sur le marché agricole/aquacole et sur le marché foncier	260
V.1.1. Transition économique	260
V.1.1.1. Un secteur agroalimentaire florissant.....	260
V.1.1.2. ...aux impacts contrastés.....	262
V.1.2. Transition foncière	264
V.2. Les changements environnementaux, facteurs indirects de migration.....	276
V.2.1. Évolution des variables climatiques au Vietnam	279
V.2.2. Le cycle sécheresse-inondation et salinisation.....	281
V.2.3. Le delta du Mékong menacé de submersion	285
V.3. Aspirations individuelles et collectives.....	295
V.3.1. Ascension sociale et distinction	295
V.3.1.1. Ascension sociale à l'échelle individuelle par la migration	295
V.3.1.2. Distinction à l'échelle du ménage, par la translocalité.....	297
V.3.1.3. Séparation de la communauté villageoise	301
V.3.2. Générations de sacrifiés	302
V.3.3. Agentivité et récit de soi.....	304
V.4. Déséquilibres territoriaux.....	306
V.4.1. L'impossibilité du retour.....	306
V.4.2. « Transition agraire tronquée »	308
V.4.3. Un équilibre fragile	312

Pour comprendre les migrations des zones rurales deltaïques et côtières du Vietnam vers Ho Chi Minh Ville, il est nécessaire de se pencher sur le contexte dans lequel elles émergent, sur les différents aspects de la vie dans les villages ruraux qui entrent en jeu dans la décision de les quitter. Les migrations étudiées lors de ce travail de terrain mené entre 2020 et 2022 s'inscrivent dans une période de trente ans. Celle-ci démarre à la fin des années 1980, à l'aune des changements insufflés par les politiques du *Đổi mới*, quand l'évolution des conditions matérielles et légales de la migration interne au Vietnam a permis un essor de ces flux. En 1996, sur la base d'une étude dans la région de Hanoi, Tana Li a expliqué comment, à partir de la fin des années 1980 et surtout au cours des années 1990, le développement du secteur des transports et l'assouplissement progressif des politiques liées à l'enregistrement résidentiel ont permis un essor des migrations vers les villes (Li, 1996). Les freins à la mobilité ont été en grande partie levés, bien que l'on ait montré dans les chapitres précédents que cette mobilité nouvellement accessible ne garantissait pas nécessairement sécurité et prospérité. La migration est donc possible, mais pourquoi est-elle réalisée ? Pourquoi est-elle jugée souhaitable par les migrants eux-mêmes et donc pourquoi cette option est-elle choisie ? Il se peut également que la question du choix ne soit pas pertinente, et que plutôt que souhaitable, la migration soit inéluctable. La question devient alors : pourquoi la migration est-elle nécessaire ? La réflexion sur les raisons de la migration va ainsi de pair avec une réflexion sur la part de choix et de contrainte dans la décision de migrer. Ce chapitre est dédié aux multiples déterminants de la décision migratoire, et aux parts de choix ou de contrainte qui la composent.

Dans cette réflexion autour de la prise de décision, je convoque la notion souvent débattue de facteurs migratoires. L'entreprise visant à se détacher de la notion de facteur, pour s'éloigner de l'expression dépassée et simplificatrice de « *push and pull factors* », confine parfois à un détour sémantique qui lui préfère les termes de *drivers* en anglais, de motifs ou de raisons. Néanmoins, le sens demeure, il s'agit d'identifier les éléments qui dans les lieux de départ ou d'arrivée expliquent, en partie, la migration. Si la question des facteurs est si clivante, c'est parce qu'un facteur peut vite être tourné en critère dans l'optique d'aboutir à une classification des migrations, qui sera nécessairement réductrice. Ce n'est donc pas nécessairement l'idée de facteur migratoire qui pose problème mais davantage celle de catégories de migrants. Le vaste panorama d'études de cas qui nourrit les recherches sur les migrations, tant internes qu'internationales, a démontré la spécificité des situations à l'échelle individuelle comme à l'échelle régionale. C'est donc avec prudence que j'aborde ce chapitre pour tâcher de ne pas réduire à des arbitrages purement rationnels des décisions qui se nourrissent de toute une vie, d'un moment historique et d'un contexte géographique.

Néanmoins, par souci d'intelligibilité, je suis amenée à distinguer plusieurs facteurs qui convergent dans ces décisions. Les distinguer dans le plan de ce chapitre ne revient pas à ignorer leur interdépendance.

Le sujet des migrations liées aux enjeux environnementaux interroge directement l'effort de catégorisation. La revue de littérature exposée dans le chapitre I de cette thèse mentionne le courant du scepticisme de précaution mené par Black notamment, qui met précisément l'accent sur l'aspect multifactoriel (Black *et al.*, 2011). Ce risque d'écueil par simplification est en partie contourné par l'approche par l'adaptation qui s'est imposée dans les années 2010 dans le champ des études sur les migrations liées à l'environnement, et dans la continuité de laquelle ce travail s'inscrit. Mais, pour parler d'adaptation, encore faut-il identifier à quoi on s'adapte. C'est pourquoi la notion de facteur ressurgit. Il ne s'agit pas simplement de facteurs de migration, mais plus largement de facteurs d'adaptation, des éléments qui composent un contexte en changement et amènent à des points de bascule dans des trajectoires individuelles et familiales. Plus encore que des facteurs, ce sont des perturbations qui viennent rompre un équilibre.

La migration, dans cette optique, s'inscrit comme une option possible d'adaptation dans un ensemble de pratiques d'adaptation plus ou moins large suivant les ressources disponibles et l'aléa considéré. Les trois premiers chapitres de résultats de cette thèse portent précisément sur ces trajectoires migratoires, dans leurs modalités (chapitre III et IV) et dans leurs déterminants (chapitre V). Comment et pourquoi la migration se produit-elle ? Le dernier chapitre (VI) développe ensuite les pratiques d'adaptation alternatives à la migration. Qu'est-ce qui est mis en œuvre quand la migration ne se produit pas ? Les éléments présentés dans ce chapitre V sont donc à lire comme des changements de contexte d'envergure qui façonnent autant la migration que les pratiques sur site. La migration n'est pas interprétée comme un phénomène hors du commun, ou exceptionnel, mais comme une pratique accessible à certains, au même titre que d'autres dotés de ressources différentes choisissent ou sont contraints, de s'adapter sans bouger. Migration et non-migration, ou, pour reprendre les termes que la littérature anglo-saxonne mobilise, mobilité et immobilité, ne sont de fait que deux facettes d'un même phénomène.

Le premier dénominateur commun des migrations observées au cours de ce travail de terrain se résume à une insatisfaction concernant les revenus tirés du secteur primaire en zone rurale (agriculture, aquaculture, pêche), qui peuvent varier considérablement d'un ménage à l'autre. La première raison invoquée est toujours d'ordre économique. Les opportunités de

gagner davantage, parfois deux ou trois fois plus, dans l'industrie ou les services en ville justifient les départs, en comparaison avec le profit retiré du secteur primaire, présenté comme unique secteur d'emploi au village. Tous les enquêtés viennent de milieu rural, pour certains de zones reculées et pour d'autres de petits bourgs ruraux. Aucun critère d'âge ou de durée de présence en ville n'a été posé. Certains migrants ont donc migré très jeunes, certains avant même la majorité, et d'autres beaucoup plus tardivement. Avant de migrer, la quasi-totalité des migrants rencontrés vivait plus ou moins directement de l'activité agricole ou aquacole. Lorsqu'ils sont invités à parler de leur migration et de leur territoire d'origine, tous les migrants mentionnent les difficultés économiques liées à cette activité, quelle que soit la région d'origine (delta du Mékong, Centre ou Nord) et quel que soit le produit concerné (riziculture, culture de fruits, culture de légumes, élevage). En cohérence avec les études sur la migration menée dans les zones rurales du Vietnam (voir chapitre I.4.5), le facteur économique ressort dans les discours comme le facteur premier, voire unique, de la migration. L'activité agricole ne permettait plus de subvenir aux besoins de la famille, un membre du ménage a donc migré en concertation avec ses proches afin de chercher une autre source de revenus en ville. La décision migratoire est le plus souvent prise au niveau du ménage. En revanche, la migration elle-même concerne plus rarement l'ensemble du ménage. Une personne ou une portion de la famille part, l'autre reste. L'emploi en ville permet ensuite de dégager des fonds à renvoyer à la famille restée au village. Quy, une femme d'une vingtaine d'années, ouvrière d'usine originaire de la province de Quảng Nam, dans le Centre m'expliquait (informante n°6) :

« Il est plus facile de trouver un emploi ici. Dans ma ville natale, il y a très peu d'entreprises, principalement des exploitations agricoles. Alors qu'ici, j'ai le choix entre de nombreux emplois. »¹⁰⁰

Dans son récit, Uyên, migrante vivant dans le district de Bình Tân, originaire de la province de Phú Yên sur la Côte Centrale Sud du pays (informante n°65), dont il était question aux chapitres IV.1.2. et IV.2.1., fait mention de l'attractivité économique de la métropole, ainsi que du mimétisme social qu'elle alimente. Au sujet de sa vie à Bình Tân, elle explique :

¹⁰⁰ « Tại vì trong đây giống như là công việc đó á nó cũng dễ tìm hơn. Về quê giống như là gọi là công ty đó cũng ít lắm, làm chủ yếu là làm nông thôi à. Còn bên đây giống như là gọi là làm rất là nhiều nghề để mình lựa chọn. »

« J'ai juste suivi une direction, on me demande pourquoi... On me demande souvent pourquoi je me retrouve ici. Tout le monde me dit que je n'ai même pas de maison, me demande pourquoi je suis venue ici. J'ai simplement pensé que cet endroit regroupe beaucoup de choses... des entreprises étrangères viennent ici... elles font du commerce ici, donc j'ai un endroit pour gagner un revenu, l'argent entre et sort, alors les gens aiment se regrouper ici. Mais dans une campagne reculée comme la mienne, il n'y a pas beaucoup de monde, alors les gens n'y vont pas, ils ne font pas d'affaires, moi je travaille. »¹⁰¹

À présent, il s'agit de comprendre d'où viennent ces difficultés économiques si largement partagées et relayées en entretien. Dans cette réflexion sur la décision migratoire, il faut souligner la distinction importante entre les facteurs effectifs de la migration, et les facteurs perçus, en particulier par ceux qui opèrent ladite migration. Comme toute expérience de vie qui se raconte, le récit est réécrit, les facteurs identifiés par les migrants eux-mêmes et les justifications qu'ils donnent à leur parcours peuvent différer des déterminants qui ont réellement pesé dans la décision, soit qu'ils aient été occultés par la mémoire, soit qu'ils aient été dissimulés volontairement, soit encore que les migrants eux-mêmes n'en aient pas eu conscience.

Dans ce chapitre, je tente donc de remonter le fil de la migration pour mettre au jour les différentes composantes qui contribuent à ce sentiment de précarité financière, ainsi que d'autres déterminants, moins directement liés à la question pécuniaire, qui façonnent ces parcours migratoires.

¹⁰¹ « Mình cứ theo cái phương châm như vậy thôi, chứ hỏi tại sao...có nhiều lúc hỏi tại sao mà cứ tập trung vào ở trong này, ai cũng nói ở miền quê không ở mà ở trong này, thì đơn thuần là mình suy nghĩ gì, cái nơi này giống như nó tụ hợp nhiều...nhiều cái...giống như cái công ty của các nước nó về đây nó...dạng như là nó đang kinh doanh ở đâu đây thì mình có chỗ để mình thu nhập, đồng ra đồng vô đồng ra, nên người ta mới khoái tập trung vô đây. Chứ như ở vùng quê hẻo lánh như mình đâu nhiều người đâu, được bao nhiêu người đâu, nên người ta đâu về đó người ta kinh doanh đâu mà mình làm. »

V.1.Mutations sur le marché agricole/aquacole et sur le marché foncier

V.1.1. Transition économique

Le premier élément d'explication de cette insatisfaction concernant les revenus tient à l'évolution du marché agricole et aquacole depuis la fin des années 1980, lequel a été considérablement remodelé par les politiques mises en œuvre depuis lors. Ces changements transparaissent ponctuellement dans les entretiens mais sont rarement développés. La raison en est non pas que les migrants n'en aient pas conscience mais, au contraire, que ces dynamiques ne sont plus totalement nouvelles. Ce qui est déjà connu depuis plusieurs décennies n'a plus besoin d'être énoncé. En effet, les conséquences économiques des réformes entamées au moment du *Đổi Mới* se font sentir sur le temps long, à présent sur plusieurs générations. Si le tournant vers l'économie de marché capitaliste a eu globalement un effet très positif sur l'économie du pays et la productivité du secteur primaire, il se traduit aussi par des effets contrastés sur les ménages qui travaillent dans ce secteur.

V.1.1.1. Un secteur agroalimentaire florissant...

Tout d'abord, l'élément clef à mentionner qui n'est plus à démontrer est l'impact de la mécanisation sur l'emploi. En raison de la transition agricole et de la « révolution verte », le secteur agricole nécessite moins de main-d'œuvre qu'auparavant. Le départ des jeunes générations qui tournent le dos à l'agriculture, à la pêche, à l'aquaculture ou à la sylviculture s'explique donc en partie par cette baisse de demande en main d'œuvre. Li expliquait ainsi déjà en 1996 comment l'augmentation de la productivité agricole laissait de nombreux agriculteurs sans emploi et les conduisait à se rendre dans les pôles urbains (Li, 1996, p.4) Depuis la fin des années 1980, au gré de la diffusion des nouvelles techniques et de l'ouverture à de nouveaux marchés, le Vietnam s'est imposé comme un important producteur et exportateur de produits agricoles et aquacoles. Les réformes d'intensification de l'agriculture et l'aquaculture mises en œuvre ont permis de relancer la production dans un contexte où le pays faisait face à des taux

de production insuffisants pour répondre aux besoins alimentaires de la population vietnamienne.

Dans cette histoire récente du développement économique du Vietnam, le delta du Mékong joue un rôle clef. Le delta abritait, en 2019, 17,3 millions de personnes, soit 18 % de la population nationale, sur 12 % de la superficie totale du pays (GSO, 2020). Il est considéré comme le grenier à riz du pays. Plaine alluviale sillonnée par les quatre bras du fleuve Mékong et ses multiples ramifications, sa terre est extrêmement riche en alluvions et se prête donc particulièrement à l'agriculture, en particulier à la riziculture. Pendant la mousson, entre 12 000 et 19 000 km² du delta sont naturellement inondés (Liao *et al.*, 2016, p.2). Aujourd'hui, les modes de vie des habitants du delta se construisent autour de cultures adaptées telles que le riz flottant et l'aquaculture, le transport par bateau, les infrastructures de protection comme les digues, la construction saisonnière de ponts et les habitations sur pilotis (voire figure n°41). Les habitants du delta du Mékong ont appris à tirer le meilleur parti de l'inondation dans leur activité agricole. Dans un tel contexte, l'inondation n'est pas perçue comme une menace mais comme une ressource, qui fertilise les sols pour les cultures et apporte des poissons et des fruits de mer pour la pêche. Mais l'anthropisation du delta a requis son aménagement pour permettre de « vivre avec l'inondation » (Ehlert, 2012, p.35).

Le delta du Mékong est souvent mis en regard avec son homologue du nord, le delta du Fleuve Rouge qui est considéré comme le berceau de peuplement du pays. En comparaison, le delta du Mékong a été peuplé plus récemment. Les migrations de populations kinh en provenance du nord du pays et de populations khmères venues de la partie occidentale de la péninsule, se sont progressivement dirigées vers la partie vietnamienne du delta du Mékong à partir du XVII^e siècle. Les installations se sont d'abord concentrées sur les hautes terres, ou plutôt les terres les moins basses, qui étaient relativement épargnées par les inondations grâce à un réseau de canaux et à l'établissement de colonies militaires. Par la suite, au cours du XIX^e et du XX^e siècle, compte tenu de la localisation du delta sur les routes commerciales historiques de la région, les colons français ont intensifié l'artificialisation du delta en construisant des digues, à l'époque encore légères, et des voies de liaison, afin de développer l'activité agricole du territoire, ce qui a permis d'exploiter les basses terres (Biggs, 2010 ; Fanchette, 2004).

Cette volonté politique de renforcer le développement agricole du delta s'est maintenue même après le changement de régime politique. Après la réunification en 1975, la politique de retour au pays natal mise en œuvre par le gouvernement communiste vietnamien incluait le delta du Mékong. Puis, à la fin des années 1980 et dans les années 1990, dans le cadre du *Đổi mới*, le gouvernement vietnamien a transformé l'agriculture du delta afin de répondre aux

besoins alimentaires de la population et de l'intégrer au marché mondial. Cette politique s'est avérée fructueuse et s'est traduite par une expansion rapide des surfaces de culture de riz. Dès 1989, le Vietnam s'est imposé comme le troisième exportateur mondial de riz (Fanchette, 2019, p.114). Le rythme des récoltes a été augmenté, dans certaines parties du delta la double ou triple récolte s'est développée et a remplacé la récolte unique. La surface dédiée aux variétés de riz de courte durée et à haut rendement a plus que triplé en vingt ans. Entre 1976 et 1995, la production totale de riz du delta a augmenté de 35 % (Young *et al.*, 2002). Le delta du Mékong est devenu la région la plus importante du pays pour les exportations nationales et internationales de produits agricoles. En comparaison, les plaines côtières du Centre du pays restent encore largement en retrait.



Figure n°41 : Bâtiments sur pilotis dans la province de Cà Mau, à la pointe sud du delta du Mékong. Source : photographies de l'auteurs, octobre 2019.

V.1.1.2. ...aux impacts contrastés

Mais si les réformes du marché agricole et aquacole ont permis l'essor de la production et l'entrée du Vietnam sur la scène internationale, elles ont également entraîné une plus grande exposition aux variations de prix, alors que les filets de sécurité restent rares¹⁰². Les prix de vente des produits et d'achat des intrants sont devenus plus volatils, sensibles à la variation de la demande, aux tendances de consommation et aux opportunités d'exportation sur le territoire national comme à l'international. Des pêcheurs rencontrés dans la province de Quảng Ngãi sur

¹⁰² Néanmoins, en cas de mauvaise récolte nationale, un marché ouvert à l'international permet aussi d'importer et donc de limiter l'augmentation des prix, théoriquement du moins.

la Côte Centrale du pays en janvier 2022 me signalaient les difficultés qu'ils rencontraient du fait de l'augmentation des prix du pétrole. Des agriculteurs quant à eux mentionnaient les difficultés à se procurer les variétés de graines recommandées par le gouvernement qui, dans le delta du Mékong en particulier, continue d'orienter le marché par le biais de directives et d'agences locales d'approvisionnement en intrants.

Le gouvernement a considérablement réduit son contrôle sur le marché et a imposé des quotas d'exportation et des taxes à l'importation. Or, dans la chaîne d'exportation à l'international, les distributeurs ont à présent une marge de manœuvre pour spéculer sur les transactions. Les intermédiaires captent une grande part de la plus-value issue de la fluctuation des prix de vente des produits agricoles et aquacoles, ce qui lèse les petits exploitants. Au sujet de l'import-export, le marché de l'agroalimentaire dans son ensemble a connu des modifications majeures. Les modifications des régimes alimentaires et en particulier l'augmentation de la consommation de produits d'origine animale se sont traduites par l'apparition d'un marché d'importation de viande, principalement de volaille, depuis que le Vietnam a intégré l'Organisation Mondiale du Commerce en 2007 ; et par le développement d'un marché d'exportation de produits aquacoles, en particulier de crevettes. Les aquaculteurs qui veulent s'engager dans l'exportation sont contraints de s'informer et d'adapter leurs pratiques pour respecter les normes internationales, ce qui redéfinit considérablement leur métier (Liao, 2022).

Des intermédiaires sont également apparus sur le marché intérieur. Les points de vente se sont multipliés depuis les années 1990, en particulier dans les pôles urbains. Supermarchés et centres commerciaux sont devenus très populaires, associés à un meilleur respect des normes sanitaires (Gibert Flutre, 2020 ; Wertheim-Heck & Spaargaren, 2015). Les marchés informels ont quant à eux été interdits, petit à petit remplacés par des marchés formels. Or, il existe une très faible organisation collective des agriculteurs, en particulier dans le sud du pays, qui leur permettrait de répondre de manière coordonnée et avec plus de poids aux enjeux du marché. Kerkvliet soulignait en 2014 l'absence de structure associative ou politique qui rassemble les agriculteurs contestataires (Kerkvliet, 2014). Cette vulnérabilité face à la pression des prix ne se limite pas aux activités terrestres mais concerne également la pêche.

La vulnérabilité des producteurs et des pêcheurs face aux fluctuations du marché s'est particulièrement révélée durant la pandémie de Covid 19, entre 2020 et 2022. La limitation des transactions internationales, en particulier avec la Chine, a eu un impact significatif sur l'approvisionnement en intrants et sur les prix de vente des produits alimentaires localement,

de même que sur les marchés accessibles pour écouler la production. Les conséquences ont été transversales à tous les secteurs de production.

Les transformations du marché qui ont fait entrer le Vietnam dans l'économie mondialisée se traduisent par une concurrence accrue entre les producteurs. Les politiques d'ouverture et d'encouragement des investissements étrangers ont un impact direct sur les petits exploitants. Ils doivent faire face à la concurrence des industries agroalimentaires financées par des capitaux venant d'autres provinces du pays, mais également de l'étranger. Les exploitations familiales se retrouvent plus vulnérables dans ce contexte qu'elles n'ont pu l'être sous une économie planifiée, ou du moins, les inégalités entre producteurs se font davantage sentir. Les mieux renseignés sur les marchés et les plus intégrés à des réseaux de commercialisation des produits s'imposent davantage. Mais ce processus ne peut se comprendre qu'à l'aune des évolutions du marché foncier et de son cadre légal. Les évolutions du marché agricole et aquacole et celle du marché foncier sont intrinsèquement liées.

V.1.2. Transition foncière

Si les perspectives de profit et de croissance dans le secteur agricole semblent minces, ce n'est pas seulement une question de coûts et de bénéfices mais aussi une question d'accès à la terre et de surfaces agricoles à exploiter. L'histoire du Vietnam a donné lieu à une hybridation du marché foncier entre le collectivisme et le libéralisme pour faire naître le « socialisme à économie de marché » (Mellac *et al.*, 2010, p.105), ce qui a rendu vulnérables les petits agriculteurs locaux. Cette dualité se traduit par des mécanismes complexes sur le marché foncier. Après la période coloniale, à partir de 1955 dans le nord et à partir de 1975 dans le sud le Vietnam est passé par une période de collectivisation et d'étatisation. Puis, la fin des années 1980 (politique du Renouveau dite « *Đổi Mới* »), et essentiellement les années 1990, ont entamé une nouvelle ère marquée par le retour à une forme de droits des ménages sur la terre et les moyens de production. Ce revirement s'est fait par le biais de droits d'usage très étendus, lesquels se rapprochent de droits de propriété. Certains auteurs parlent ainsi de réforme agraire d'inspiration socialiste puis de « réforme foncière régressive » ou de « contre-réforme agraire » (Castellanet & Diepart, 2015, p.1 ; Castellanet & Mellac, 2018)¹⁰³. Depuis les années 2000, les réformes mises en œuvre renforcent encore la libéralisation de ce récent marché foncier. Or, le

¹⁰³ https://www.agter.org/bdf/fr/corpus_chemin/fiche-chemin-970.html

contexte foncier en milieu agricole joue un rôle important dans le développement des stratégies migratoires. Si je prends le temps ici de détailler en quelques lignes ses évolutions, c'est parce qu'elles ont des conséquences considérables pour les populations des villages ruraux, et que c'est précisément sur la temporalité de la transition foncière que se déploient les migrations étudiées. J'ai déjà détaillé, dans le chapitre III.1.2., les mécanismes qui créent des difficultés d'accès au marché foncier urbain pour les migrants ruraux. A présent je tâche d'explicitier les pressions sur le marché foncier des terres agricoles qui pèsent sur les ménages en zone rurale.

Je rappelle que, après la réunification de 1975, le système socialiste de gestion des terres a été étendu de la partie nord du pays à la partie sud. Dès lors, les terres agricoles ont été gérées par des coopératives. L'effort de collectivisation s'est néanmoins fait de manière beaucoup plus poussée dans la partie nord du pays, qui était historiquement composée de terres gérées en commun. Le sud, en revanche, héritait d'une pratique fondée sur les droits individuels. Le delta du Mékong en particulier est le dernier territoire frontalier annexé au Vietnam contemporain. À ce titre, les ménages avaient reçu un accès à la propriété privée comme incitation à s'y installer. Par la suite, les réformes mises en place dans le sud du pays, sous la colonisation française puis sous le régime d'influence américaine jusqu'à la réunification, allaient également dans le sens de la propriété privée en faveur des plus nantis. Cet héritage explique les résistances qu'a rencontrées la campagne de collectivisation dans le delta du Mékong, et le faible taux de participation aux coopératives au moment de la décollectivisation en 1986 (Ho, 2020, p. 2-3).

Après le tournant du *Đổi Mới* de 1986, les coopératives ont été progressivement démantelées. À partir de la loi foncière de 1989, les habitants se sont vu accorder les premiers droits d'usage des terres à court terme par contrat avec les coopératives. Quatre ans plus tard, la loi foncière de 1993 a reconnu les droits individuels d'utilisation et de gestion des terres à long terme, c'est-à-dire le droit de céder, de louer, de léguer et d'hypothéquer des terres. Depuis lors, un marché des droits d'usage des terres a vu le jour. Néanmoins, la terre reste administrée par l'État, qui décide de la durée et des conditions des droits d'usage de la terre accordés aux citoyens vietnamiens, et conserve le droit de la récupérer à tout moment. Or, selon la loi foncière de 1993, les droits d'usage des sols diffèrent en fonction du statut des terres. Les terres agricoles sont attribuées pour 20 ans pour les cultures annuelles et 50 ans pour les cultures pérennes¹⁰⁴, et leur valeur est indexée sur celle de la production agricole, alors que les terres urbaines et périurbaines sont des biens marchands inscrits dans une économie libérale soutenant la

¹⁰⁴ Avant cette date, les temps d'allocation des terres agricoles étaient de 5 ans pour les cultures saisonnières et 30 ans pour les cultures pérennes depuis 1989 (Thu & Perera, 2011b, p.126)

croissance économique nationale¹⁰⁵ (Mellac *et al.*, 2010, p.40-49, p.109 ; Deininger & Jin, 2008, p.3). Par la suite, les années 2000 voient une accélération dans cette histoire foncière contemporaine. La révision de 2003 de la loi foncière nationale complète l'éventail des transactions individuelles de droits d'usage des sols possibles et facilite les expropriations d'usagers à des fins d'utilité publique. Pour les collectivités centrales et locales, l'extraction de la valeur foncière présente le potentiel de générer du capital pour financer le développement économique (Mellac, 2018, p.5). Concomitamment au cadre législatif, le programme d'attribution de certificats de droits d'usage des sols (dits « carnets rouges ») mené dans les années 1990 a permis de faire émerger un marché foncier des droits d'usage des sols agricoles (*ibid.*, p.4). La révision de la loi foncière de 2013 étend les droits d'usage de toutes les terres agricoles à 50 ans (To *et al.*, 2019, p.2). Parallèlement à ces évolutions législatives, un processus de décentralisation poursuit son cours et rend possible la gestion du foncier au niveau local, mais le manque de moyens et les désaccords autour de la planification entre différents échelons territoriaux sont sources de dysfonctionnements (Mellac *et al.*, 2010, p.8, 89 et 107).

Les terres agricoles du delta du Mékong s'inscrivent dans cette dynamique de marché. Mellac et Castellanet soulignent que les conséquences de la libéralisation du marché se sont fait particulièrement sentir dans les zones proches des grandes villes et dans les zones rizicoles comme le delta du Fleuve Rouge et le delta du Mékong (Mellac & Castellanet, 2015, p.12). Certains auteurs soulignent la très faible mainmise que le gouvernement a eu sur les terres dans le delta du Mékong comparativement au delta du Nord. Ho souligne que les droits d'usage sur les terres agricoles étaient déjà très répandus dans le delta du Mékong dès 2004 comparativement au reste du pays (Ho, 2020, p.6), ce qu'il explique notamment par la grande rentabilité de ses sols qui justifie le coût de l'obtention d'un titre de droit d'usage (*ibid.*, p.12). Selon une enquête réalisée en 2009, seuls 5,1 % des ménages de deux provinces du delta du Mékong ont acquis leurs terres par attribution de l'État, plutôt par héritage ou par achat, contre 94,5% dans deux provinces du delta du fleuve Rouge (Bui & Dang, 2011, cités dans Tran, 2018). En 2014, une autre enquête menée à Tiền Giang et An Giang, dans le delta du Mékong, auprès de ménages vietnamiens riziculteurs a montré que seulement 1,9 % des terres étaient octroyées par l'État tandis que 41,6 % étaient héritées des parents, 54,3 % étaient acquises par achat et 1,7 % étaient des terres gagnées sur la mer [« *reclaimed lands* »] (Trần, 2018). Pour la grande majorité, les petites parcelles (1 ha ou moins) sont le plus souvent héritées, et les grandes (plus de 1 ha, et généralement plus de 5) sont principalement achetées.

¹⁰⁵ Pour plus de détail sur le marché foncier urbain, voir chapitre III.2.4.

Les récentes évolutions du droit foncier depuis la fin des années 2010 donnent une nouvelle orientation à ce système dual, car elles permettent l'accumulation des terres agricoles, encouragée par les provinces. Les lois foncières antérieures avaient déjà multiplié les procédés d'accès au foncier (attribution gratuite ou non, achat, location etc.) ce qui avait entamé de réduire les contraintes liées aux quotas surfaciques qui imposent des surfaces maximales aux parcelles. Ces divers modes d'accès cumulés ont permis à des particuliers de se constituer un « patrimoine » diversifié (Mellac, 2018, p.5). Les terres agricoles qui sont devenues des biens marchands laissent une marge de manœuvre pour la spéculation. De plus en plus de grands investisseurs vietnamiens et étrangers se positionnent sur le marché, et on voit émerger des entreprises d'*agribusiness*. Les provinces ont fortement misé sur la politique d'échange et de fusion des parcelles agricoles pour favoriser les exploitations de grande échelle. Lors des transactions foncières, les petits agriculteurs apparaissent comme les acteurs les moins puissants d'une chaîne qui implique de plus en plus d'investisseurs étrangers et vietnamiens et de grands propriétaires terriens. Cela conduit certains auteurs à considérer l'émergence des agro-industries comme une menace pour la production agricole basée sur les ménages (To et al., 2019). Dans ce contexte, certains agriculteurs se voient racheter leurs terres. Ils se retrouvent privés de leurs droits d'usage des sols, et deviennent des « paysans sans terre ». Ce phénomène était déjà documenté au Vietnam depuis le début des années 2000. Selon Matthias Garschagen et collègues, les transformations économiques dans les zones rurales et urbaines (industrialisation, mécanisation de l'agriculture, accumulation de terres) contraignent de nombreux agriculteurs à être dépossédés de leurs terres (Garschagen *et al.*, 2012 ; Marsh & MacAuley, 2002). En 2011, 14,2 % des ménages du delta du Mékong étaient sans terre (GSO, 2012). Privés de droits d'usage des terres, les paysans sans terre cherchent un emploi salarié, souvent à court terme ou saisonnier, auprès des grandes exploitations agricoles, parfois celles-là mêmes qui ont récupéré leurs terres. Quelle ironie pour un agriculteur que de se retrouver à cultiver contre un salaire la terre qui était sienne hier ! Vo Van Tuan démontre qu'il existe une forte corrélation entre la pauvreté, les titres de propriété et la surface des terres (Tuan, 2010, cité dans Garschagen *et al.*, 2011). Par ailleurs, selon Trần Hữu Quang, sur la base d'une enquête menée en 2014, un processus de différenciation sociale se produit parmi les agriculteurs du delta : entre, d'une part, les agriculteurs des petites exploitations familiales et ceux sans terre engagés pour des travaux agricoles sur les terres d'autrui, et, d'autre part, les propriétaires des grandes exploitations commerciales financées par des capitaux extérieurs (Trần, 2018). Or, j'ai déjà montré, dans le chapitre III.2.2., l'importance que revêt encore aujourd'hui la possession de droits d'usage des sols pour les ménages vietnamiens. Certaines études ont souligné la

grande vulnérabilité qui caractérise les agriculteurs sans terre (Garschagen *et al.*, 2012 ; Warner *et al.*, 2012). Cette différenciation fait écho à celle qui caractérisait déjà la période coloniale sous domination française (entre propriétaires terriens, petits paysans et paysans sans terres), en particulier dans le sud du pays, avant la « disparition du foncier » durant la période collectiviste. Pourtant, les luttes pour l'accès au foncier autour de l'idée de distribution de la terre aux paysans avaient été fondamentales dans la légitimation du projet socialiste, la décolonisation et la réunification du pays (Mellac *et al.*, 2010, p.174). Loin des idéaux socialistes qui ont orienté les premiers temps du régime communiste vietnamien en réponse aux impérialismes français et américain, les récentes évolutions du marché foncier vietnamien intègrent les logiques capitalistes. Elles tentent de construire une hybridation dans laquelle les plus petits acteurs se voient théoriquement proposer de nouvelles perspectives de croissance, notamment pas l'accès à de nouveaux marchés et de nouvelles technologies, mais sont en réalité de moins en moins protégés.

Le contexte économique caractérisé par l'urbanisation et l'industrialisation, parallèlement à la mécanisation du secteur agricole, installe un cercle vicieux bien difficile à rompre. Les migrations et la mécanisation des exploitations se renforcent mutuellement. Les parents encouragent leurs enfants à chercher des revenus plus élevés dans des secteurs différents de l'agriculture. L'investissement dans les machines agricoles réduit la demande en main-d'œuvre, et le départ des jeunes pousse les agriculteurs à investir dans les machines. Certains secteurs font face à une pénurie de main d'œuvre. C'est aussi le cas des pêcheurs dans la province de Quảng Ngãi, par exemple, qui me confiaient que le départ des jeunes mettait en péril leur filière.

Mais pour les agriculteurs qui ne peuvent pas se permettre d'investir dans des machines, le manque de main-d'œuvre disponible se traduit par un coût plus élevé de la main-d'œuvre salariée. Les agriculteurs incapables de moderniser leurs exploitations sont alors obligés de vendre leurs terres et de rejoindre eux-mêmes la main-d'œuvre salariée. Au début des années 2000, Olivier Tessier dont la thèse portait sur les recompositions sociales, économiques et démographiques d'un village vietnamien du nord annonçait :

« Le morcellement actuel de la propriété foncière et l'absence de mouvement significatif de concentration des terres, ne permettent pas de penser que le salariat agricole dépassera dans les années à venir le stade d'une activité ponctuelle pour la majorité de ceux qui le pratiquent » (Tessier, 2003, p.546).

A présent, les dynamiques en cours en faveur de ladite concentration des terres invitent à repenser la place du salariat agricole qui devient pour beaucoup un emploi indispensable, voire principal. Le fait de ne plus avoir de propriété foncière en milieu rural peut être un motif de migration vers la ville. Ce cercle vicieux entraîne une forte transformation de la profession d'une génération à l'autre, et contribue aux flux migratoires dont j'ai croisé la route à Ho Chi Minh Ville.

Nul besoin néanmoins de se tourner vers les paysans sans terre pour déceler les conséquences de ce que l'on pourrait qualifier de précarité foncière. Même pour une partie des agriculteurs encore détenteurs de droits d'usage sur des terres agricoles, la surface de celles-ci s'avère bien souvent insuffisante pour assurer la rentabilité des exploitations, notamment au vu des coûts des intrants agricoles et aquacoles. Les petites parcelles sont donc souvent dédiées uniquement à une agriculture de subsistance.

Selon le Recensement Rural, Agricole et de la Pêche de 2016 (GSO, 2018a), à l'échelle nationale, 36% des ménages de la province de Quảng Ngãi qui utilisaient des terres agricoles à cette époque possédaient moins de 0,2 ha et 27% d'entre eux avaient entre 0,2 et 0,5 ha. Les terres agricoles entre 0,5 et 2 ha concernaient 26,5% des ménages qui avaient des terres agricoles, et les terres de plus de 2 ha renvoyaient à 10,5% des ménages.

Par ailleurs, dans la province de Quảng Ngãi, 37% des ménages qui utilisaient des terres agricoles à cette époque possédaient moins de 0,2 ha et 31,5% d'entre eux avaient entre 0,2 et 0,5 ha. Seulement 23,5% des ménages ayant des terres agricoles avaient entre 2 ha et 5 ha ; et 8,5 % avaient plus de 2 ha.

Dans la province de Bến Tre, les chiffres sont un peu moins extrêmes et davantage concentrés sur les deux catégories centrales. 28,5% des ménages qui utilisaient des terres agricoles avaient moins de 0,2 ha, 37% avaient entre 0,2 et 0,5 ha, et 32% avaient entre 0,5 ha et 2 ha. Seuls 2,5% des ménages avaient des terres de plus de 2 ha. On note tout de même là aussi la très grande part de petites parcelles.

Dans la province de Sóc Trăng en revanche, les grandes parcelles étaient plus fréquentes. Seulement 18% des ménages avaient moins de 0,2 ha de terres agricoles et 22,5% avaient entre 0,2 et 0,5 ha. Surtout, 46,5% des ménages avaient des terres comprises entre 0,5 ha et 2 ha, et 13% avaient plus de 2 ha. On voit donc que le morcellement des terres concernait davantage Quảng Ngãi et Bến Tre que Sóc Trăng.

Dans la province de Quảng Ngãi, le déséquilibre était particulièrement frappant pour les rizières et les cultures pérennes, puisque 66 % des ménages qui cultivaient des rizières possédaient moins de 0,2 ha contre 54 % au niveau national, et 30% des ménages avaient des rizières entre 0,2 et 0,5 ha contre 31,5 % nationalement (les chiffres étaient de 3,5 % pour les terres entre 0,5 ha et 2 ha, et 0,1% au-delà de 2 ha à Quảng Ngãi contre respectivement 12,5% et 2,5% à l'échelle nationale)

En revanche, les rizières semblaient moins petites à Bến Tre et Sóc Trăng. A Bến Tre, 43,5% des ménages qui possédaient des rizières avaient entre 0,2 et 0,5 ha, et 42,5% entre 0,5 et 2 ha (12,5% en dessous de 0,2 ha et 1,5% au-delà de 2 ha).

A Sóc Trăng, c'est surtout la part des parcelles de rizières entre 0,5 ha et 2 ha qui était élevée avec 54,5% des ménages, et tout de même 16,5% des ménages possédant plus de 2 ha de rizières (23,5% entre 0,2 et 0,5 ha et seulement 5,5% en dessous de 0,2 ha).

Enfin, pour les cultures pérennes, les chiffres étaient de 80 % des ménages pour les terres en dessous de 0,2 ha dans la province de Quảng Ngãi contre 55 % au niveau national. Puis 7,5% des ménages se situaient entre 0,2 et 0,5 ha, 10 % entre 0,5 et 2 ha et 2,5 % au-delà de 2 ha, alors que nationalement la répartition était : 18% entre 0,2 et 0,5 ha, 22% entre 0,5 et 2 ha, et 0,2% au-delà de 2 ha.

A Bến Tre et Sóc Trăng, les parcelles de cultures pérennes étaient globalement petites aussi, mais tout de même moins qu'à Quảng Ngãi. A Bến Tre, 27% des ménages avaient malgré tout entre 0,5 et 2 ha de cultures pérennes (seulement 1% plus de 2 ha). 31% avaient moins de 2 ha et 41% entre 0,2 et 0,5 ha.

A Sóc Trăng, c'étaient 48% des ménages qui avaient de toutes petites parcelles de cultures pérennes en dessous de 0,2 ha, alors que 29% d'entre eux possédaient entre 0,2 et 0,5 ha et 22% entre 0,5 et 2 ha (1% au-delà de 2 ha).

Le morcellement se manifeste donc de manière différenciée suivant les régions et les cultures concernées.

Face à des difficultés financières, les exploitants peuvent vendre leur droit d'usage sur une portion de leur parcelle dans un contexte d'intensification de la pression sur les terres agricoles pour profiter de la hausse des prix. Mais à ces transactions, qui résultent de l'existence d'un marché libéral régissant ces droits fonciers, s'ajoutent l'éventualité d'expropriation dont les modalités découlent de la nature autoritaire du régime. Tout ou partie des terres sont susceptibles d'être récupérées par l'État pour mener des projets d'aménagement public depuis

la loi foncière de 2003, dont les modalités ont été rendues plus précises en 2013 (Mellac, 2018, p.5). En zone rurale ces projets ont souvent trait à la construction d'infrastructures, que ce soient des routes ou des infrastructures de protection contre l'inondation. Ces récupérations de terres contribuent à la réduction de la superficie de certaines parcelles. Les personnes concernées n'ont pas réellement de recours légal pour refuser l'expropriation. En revanche, de très nombreux conflits se cristallisent autour de la question du montant des indemnités. La loi foncière de 2014 pose les conditions d'indemnisation pour les projets non seulement d'intérêt public et de sécurité nationale, mais également à vocation économique. Dans sa récente analyse des inégalités sur le marché foncier vietnamien, Sylvie Fanchette a montré que les projets économiques sont source de tensions entre les autorités et les ménages expropriés, qui se traduisent par une grande violence, relayée à l'étranger sur les réseaux sociaux (Fanchette, 2019, p.111-112). Face à l'absence d'État de droit au Vietnam, Marie Mellac mentionne la pression que les ONG font peser sur le gouvernement vietnamien sur ce sujet, se positionnant ainsi en contre-pouvoirs. Néanmoins, elle souligne que malgré les contre-pouvoirs internes et externes, le droit foncier n'est toujours pas autonome vis-à-vis du Parti (Mellac, 2018, p.11).

Enfin, un point central et qui est parfois minimisé dans les discussions autour de la marchandisation des terres tient à la réduction mécanique des surfaces des parcelles au rythme des subdivisions au sein des fratries. Avant même de considérer le prix des intrants, la demande en produits agricoles, la concurrence ou la pression foncière, la réduction des surfaces des terres agricoles au fil des générations contribue fortement au déclin de l'attractivité du secteur agricole. Selon Sylvie Fanchette, l'arrêt de la redistribution des terres de rizière en usufruit aux villageois nés après 1993 et le morcellement consécutif des terres par héritage ont concouru à la multiplication des paysans sans terre (Fanchette, 2019, p.114). Avant cette réforme, chaque ménage recevait de l'État une parcelle dont la taille dépendait du nombre de membres dans le ménage : la qualité des sols et leur accessibilité étaient également prises en compte dans une optique d'équité, en rupture avec la distribution inégalitaire du régime colonial (To *et al.*, 2019, p.5). Désormais, les personnes nées à partir du 1^{er} avril 1994 ne reçoivent plus de rizières et doivent donc obtenir la terre familiale en partage. La suppression de la politique d'attribution des terres au début des années 1990 coïncide, entre autres facteurs, avec le développement des migrations vers les villes. La surface de terrain devenue décorrélée du nombre de membres du ménage se révèle insuffisante au fil des générations pour maintenir une activité commerciale. Deux ou trois générations plus tard, ce changement de politique foncière se traduit par un afflux accru de populations vers les villes et surtout hors du secteur primaire.

A ce sujet, je peux citer à nouveau le cas de Vinh, vendeur de rue dans le district de Bình Tân à Ho Chi Minh Ville et originaire de la province de Hưng Yên dans le delta du Fleuve Rouge (informant n°106). Il possède un lopin de terre de 7 m sur 40 m, soit la moitié de la terre familiale (14 m x 40 m), l'autre moitié revenant à son frère. Son frère a déjà construit une maison sur sa parcelle, mais Vinh n'a pas encore les moyens de faire de même. Il m'a expliqué la situation dans sa région ainsi :

« Les gens ont divisé [les champs] de manière équitable parce qu'avant il y avait peu de gens donc il y avait beaucoup de terres, mais maintenant il y a beaucoup de gens donc il y a moins de terres parce que la population augmente. [...] Les champs sont divisés équitablement entre chaque personne. Par exemple, avant, il y avait cinq *sào*, mais plus tard, les gens ont eu des enfants, si bien que les champs ont été divisés en parcelles plus petites, et il ne reste plus qu'un seul *sào*. Impossible de survivre. » ¹⁰⁶¹⁰⁷

En outre, ce phénomène explique aussi les tensions croissantes entre les ménages et les autorités locales autour des expropriations. Selon Marie Mellac :

« La politique de distribution égalitaire décidée dans les premiers temps de l'ouverture et menée à son terme sur la quasi-totalité des terres agricoles, produit une micro fragmentation parcellaire qui complique le travail d'expropriation par la multiplication des ayants-droits détenteurs de certificats » (Mellac, 2018, p.14).

Phuc To, Sango Mahanty et Andrew Wells-Dang explorent en détail les implications de la transition de la politique dite de « la terre à celui qui la travaille » (« *người cày có ruộng* »), fondement du régime communiste vietnamien, vers l'accumulation et la concentration foncière (« *tích tụ, tập trung đất đai* ») (To *et al.*, 2019, p.1). La Constitution adoptée dès 1959 dans le nord du pays établissait le devoir de l'État de protéger la propriété par les agriculteurs de terres agricoles et de moyens de production, une approche étendue au sud du pays dans les années 1970, et réaffirmée dans l'amendement de la Constitution en 1980 par la formule selon laquelle « la terre appartient au peuple et est gérée par l'État ». Les lois foncières successives limitaient les surfaces sur lesquelles pouvaient porter les droits d'un ménage. Celle de 2003 posait la

¹⁰⁶ « Người ta chia hết, tại vì trước kia ít người nên là được nhiều ruộng, còn bây giờ thì nhiều người nên là ít ruộng vì dân số nó cũng tăng. [...] Là chia đều chia đều trên đầu người. Ví dụ trước kia là năm sào nhưng sau này người ta để nhiều á nên là trái đất chia đó ít lại mà bây giờ thì chỉ còn có 1 sào à. Không sống nổi. »

¹⁰⁷ Un *sào* correspond à 360 m² dans le nord du pays, c'est la surface dont il est question ici. En revanche, dans le centre du pays, un *sào* représente 500 m². Dans le sud, un *sào* correspond à 1000 m², aussi fréquemment désigné *công*.

limite à 3 hectares de terres agricoles par ménage pour les cultures annuelles, 10 hectares pour les cultures pérennes en plaine, 30 hectares en montagne (To *et al.*, 2019, p. 5 ; Mellac *et al.*, 2010, p.122). Celle de 2013 l'a étendu de façon notable à 30 hectares pour les cultures saisonnières et 300 hectares pour les cultures pérennes. Parallèlement, le gouvernement a posé les jalons d'une incitation à la concentration foncière, notamment par une politique dite de « consolidation » pour réduire la fragmentation des terres. Selon cette politique, les agriculteurs sont encouragés à s'échanger leurs parcelles pour atteindre une plus grande efficacité par des terres d'un seul tenant. Cette politique a jusqu'à présent rencontré des difficultés techniques et eu des résultats mitigés (To *et al.*, 2019, p. 5-6). Elle a notamment été mentionnée par plusieurs représentants des autorités locales rencontrés dans la province de Quảng Ngãi, où elle est laborieusement mise en œuvre.

La dernière loi foncière datant de 2024 et mise en œuvre depuis janvier 2025 place la « concentration de terres agricoles pour la production » comme objectif premier des opérations de remembrement des terres (art. 219.2.a)¹⁰⁸. La concentration et l'accumulation des terres font l'objet d'articles dédiés (art.192 et 193). Un usager qui possède plusieurs parcelles dans une même commune, district ou localité peut demander à ne se voir attribuer qu'un seul certificat de droits d'usage des sols (art.135)¹⁰⁹. La loi impose des limites de surface aux terres agricoles en distinguant le delta du Mékong du reste du pays. Pour les cultures annuelles, l'aquaculture et la production saline, la limite est fixée à 3 ha pour chaque type de culture dans le delta, et à 2 ha dans le reste du pays. Pour les cultures pérennes, la limite est à 10 ha dans une commune, un quartier ou un canton du delta, et à 30 ha dans les zones de montagne. Si un individu cumule des terres agricoles de plusieurs types, la surface totale ne doit pas dépasser 5 ha. La limite est fixée à 30 ha pour les terres forestières protégées ou de plantations destinées à la production. (art.176) Le même article enjoint les provinces à faire respecter ces quotas. Il précise que les terres acquises par « transfert, location, sous-location, héritage ou donation de droits d'usage des terres, par la réception de droits d'usage des terres apportés en capital ou contractés auprès d'autres entités/personnes ou loués à l'État » ne sont pas incluses dans le quota d'attribution des terres agricoles. Par ailleurs, l'article 178 autorise les usagers à restructurer leurs terres pour y combiner plusieurs usages (art 178.3).

La loi autorise l'État à récupérer des terres en vue de la « mise en œuvre de projets sur des zones agricoles qui emploient des hautes technologies » et la « mise en œuvre de projets pour la production et la transformation à grande échelle et de manière concentrée de produits

¹⁰⁸ https://static3.luatvietnam.vn/uploaded/vietlawfile/2024/4/31_2024_qh15_260424153504.pdf

¹⁰⁹ Je suppose que cela réduit notamment le temps et le coût de la procédure d'obtention du droit d'usage des sols.

agricoles, forestiers, aquatiques et de la mer [...] » (art.79.22 et 79.23). Le délai d'avertissement pour la récupération des terres agricoles est d'ailleurs plus court que pour les terres non agricoles (90 jours contre 180 jours) (art.85.1). Les ménages sont susceptibles d'être indemnisés soit par l'attribution d'autres terres agricoles ou à usage alternatif, soit par une compensation financière correspondant à la valeur des terres récupérées (art.96 et 109.1) Ils peuvent bénéficier d'aides à la formation, à la reconversion professionnelle et à la recherche d'emploi (art.109.4)

La nouvelle orientation nationale remplace la production agricole de petite échelle fondée sur les exploitations familiales non-coordonnées, par une production portée par des entreprises privées et d'État, de grande échelle, et optimisée par les technologies et la recherche scientifique. L'ambition est de faire de l'agriculture vietnamienne un secteur compétitif inséré dans les marchés mondiaux. La production par les ménages et la fragmentation sont vues comme des freins au développement du secteur agricole. En 2017, le Journal du Parti Communiste soulignait que même dans le delta du Mékong, là où pourtant l'agriculture marchande est la plus dynamique, peu de ménages possédaient des terres dépassant 3 hectares¹¹⁰. Sur la base des entretiens réalisés dans le delta du Mékong et sur la Côte Centrale, parmi les ménages rencontrés – sélectionnés en raison de la migration d'un ou de plusieurs membres du ménage – nombreux étaient ceux qui possédaient moins de 1 hectare de terres. L'effort de consolidation paraît donc nécessaire pour garantir une superficie suffisante pour dégager des bénéfices. Néanmoins, la lutte contre la fragmentation tend à favoriser les plus grands propriétaires, au risque de précariser les plus petits.

Des voix critiques s'élèvent contre cette nouvelle orientation en faveur des grandes exploitations dont les détenteurs sont surnommés ironiquement « les nouveaux propriétaires » (« *địa chủ mới* »), en référence aux propriétaires terriens de l'époque coloniale. Pourtant, Phuc To et collègues soutiennent que la fragmentation foncière ne serait que l'un des multiples facteurs qui entravent l'agriculture vietnamienne. Relayant les débats autour du lien entre la taille des exploitations et leur efficacité, ils affirment que les petites exploitations ne sont pas nécessairement synonymes d'une plus faible efficacité et mettent en garde contre le risque d'accroissement des valeurs foncières que des remembrements fonciers d'envergure sont susceptibles de générer. En effet, des terres agricoles d'une valeur très inférieure aux parcelles urbaines et industrielles peuvent être expropriées contre une petite indemnisation, puis

¹¹⁰ Tạp chí Công sản, « Một số vấn đề về tích tụ, tập trung đất đai trong phát triển nông nghiệp và nông thôn hiện nay », (« Quelques enjeux autour de l'accumulation et la concentration des terres dans le développement agricole et rural actuel »), 11 août 2017, <https://www.tapchiconsan.org.vn/web/guest/nguyen-cu/-/2018/46349/mot-so-van-de-ve-tich-tu%2C-tap-trung-dat-dai-trong-phat-trien-nong-nghiep-va-nong-thon-hien-nay.aspx>

transformées en foncier urbain attribué à des promoteurs pour des projets industriels et résidentiels (*ibid.*, p.12-13). Ces auteurs alertent ainsi sur le risque de prolifération de conflits autour de ce foncier rural de plus en plus convoité. Selon eux, ces conflits n'ont pas seulement trait à la précarité des ménages privés de terres, mais plus largement à la perception du juste et à la légitimité de l'État. D'une légitimité puisée dans la sécurité que prodiguait la terre aux ménages, le gouvernement vietnamien se tourne vers une légitimité portée par la promesse de la poursuite d'un développement économique national déjà entamé, associé au « progrès » et à la « modernité », mais déconnecté des racines égalitaristes du régime. Le gouvernement vietnamien est en passe de changer la manière dont il exerce le quatrième « pouvoir d'exclusion » tel que défini par Derek Hall, Philip Hirsch et Tania Murray Li dans l'analyse des dilemmes fonciers en Asie du Sud-Est (Hall *et al.*, 2011) : le premier, le pouvoir de régulation, se traduit par la législation autour des droits d'usage des sols, de leur nature et de leur durée, et par le fait que l'État demeure encore le propriétaire de la terre vietnamienne ; le deuxième, le pouvoir de la force, se joue dans les expropriations et les pressions exercées sur les ménages encore aujourd'hui dénués de titres attachés aux terres qu'ils occupent ; le troisième, le pouvoir du marché, prend de plus en plus de poids à l'aune des évolutions récentes en faveur du développement du marché foncier rural et de l'ouverture aux investisseurs étrangers ; enfin, le pouvoir de légitimation se réinvente autour de l'idée de croissance pour justifier les mécanismes de concentration et d'accumulation foncière (To *et al.*, 2019, p.3).

Ce changement de paradigme redéfinit le jeu d'acteurs autour de la production agricole. Ce faisant, il redéfinit les rapports de pouvoir qui entourent les usages des terres rurales et donc il réoriente les existences que celles-ci sous-tendent. Cette nouvelle orientation peint une toile de fond radicalement différente derrière la prise de décision des ménages, pour qui la confiance en une sécurité foncière et alimentaire s'étiole, et la relation à la puissance publique se détériore. Choisir de migrer aujourd'hui, c'est pour beaucoup choisir de tourner le dos à des lopins de terres dont la surface ne répond plus aux enjeux du marché agricole contemporain, dont les logiques d'exploitation se complexifient et dont le rythme fait davantage écho à celui du marché qu'à celui des saisons. Dans ces trajectoires, la question foncière est centrale : d'un côté, le foncier rural en tant que moyen de production ou en tant qu'actif constitue une ressource clef dans les stratégies souvent multisituées des ménages ; de l'autre, l'accès au logement et l'incapacité à accéder au foncier en ville délimitent le périmètre spatial et légal de l'intégration des migrants en ville (voir chapitre III.2).

V.2. Les changements environnementaux, facteurs indirects de migration

Ce cheminement explicatif autour des revenus retirés de l'agriculture et de l'aquaculture jugés insuffisants m'amène à ce qui était le point de départ de ce sujet de recherche, à savoir la relation entre migration et environnement. Ce détour par les marchés agricoles/aquacoles et fonciers en zones rurales est indispensable pour comprendre le contexte dans lequel se produisent les migrations étudiées et donc le poids que peuvent avoir les changements environnementaux dans ces parcours. La dimension environnementale ne peut être séparée des enjeux économiques et fonciers précédemment cités tant ces sphères se recoupent, avec, à leur jonction, les parcelles agricoles des zones rurales deltaïques et côtières du pays. C'est dans le terreau de ces villages ruraux en transition depuis plus de trente ans que s'alimentent ces flux migratoires qui relient la métropole saïgonnaise aux campagnes des deltas et de la côte du pays. Dans un contexte tel que celui du Vietnam contemporain, chercher à isoler des migrations purement « environnementales » n'aurait pas de sens tant les mutations se superposent et s'influencent mutuellement. En revanche, chercher à identifier les mécanismes et les connexions plus ou moins directes ou indirectes entre perturbations environnementales et décisions migratoires a plus de sens. C'est l'entreprise de cette section. J'ai fait le choix dans cette thèse de ne pas isoler la dimension environnementale des autres, de ne pas la présenter comme un canal à part, afin de signaler l'interrelation entre ces différentes dimensions. Instabilité économique, précarité foncière et vulnérabilité environnementale se déclinent comme autant de facettes d'une situation d'incertitude complexe dans laquelle bien peu de ressources peuvent être prises pour acquis. Se dessiner un avenir, ou celui de ses enfants, depuis les champs du delta du Mékong ou de la Côte Centrale vietnamienne aujourd'hui revient pour beaucoup à capitaliser autant que possible sur des ressources incertaines tant que la situation le permet, dans l'éventualité d'une redistribution malheureuse des cartes.

Traiter de la question environnementale dans les parcours migratoires, et en particulier des changements environnementaux, qu'ils soient d'ordre anthropiques ou climatiques, a soulevé un enjeu méthodologique d'envergure : ne pas l'aborder en entretien. Toute la difficulté tient au fait que la thématique, si elle est pertinente, doit ressortir d'elle-même du discours des enquêtés. Ainsi, l'environnement n'a pas été évoqué au début de l'entretien lors de la présentation du thème de la recherche. La recherche s'est formulée comme une étude sur les migrations des zones rurales vers Ho Chi Minh Ville, sur les conditions de vie des migrants en

ville et sur leurs parcours. Petit à petit au cours de l'entretien, j'ai tâché de remonter le fil de la migration, partant de la ville pour revenir au village. Il s'agissait alors de démêler les conditions dans lesquelles cette décision avait été prise. Ces migrations invariablement attribuées par les principaux intéressés aux difficultés économiques se jouaient à rebours pour retrouver leur point de départ. C'est dans des moments de tension, cristallisés souvent à l'âge de la majorité, dans des ménages agricoles ou aquacoles marqués par la précarité, que je retrouvais le point de bascule où tout semblait pointer dans la même direction. La convergence d'une multitude de facteurs orientait la décision vers le choix du départ. Alors dans ce faisceau de facteurs, souvent, j'ai pu déceler l'enjeu environnemental. J'invitais les migrants et migrantes rencontrés à se raconter, à retracer leurs parcours. Puis si la personne n'avait pas abordé du tout la thématique environnementale spontanément, je lui demandais si son village d'origine était exposé à des risques (détaillés en fonction de la région), quels avaient pu être les éventuels modes de gestion locaux de ces risques, si elle avait constaté une évolution des conditions environnementales. La majorité des migrants interrogés ont rapporté des difficultés liées aux conditions environnementales dans leur village d'origine. On retrouve dans les récits la géographie des aléas identifiés par les études environnementales. Le facteur environnemental est omniprésent même s'il n'est presque jamais mentionné spontanément par la personne interrogée. L'environnement se dessine donc comme un facteur indirect de migration, dissimulé derrière le facteur économique. Cette ambiguïté entre facteurs économiques et facteurs environnementaux, qui traverse presque tous les entretiens, interroge les définitions de « migrant environnemental » et de « migrant économique ». Dans le contexte vietnamien actuel où l'ensemble du territoire national est concerné par les changements environnementaux, avec des variations locales de nature et de degré, les deux catégories de migrants semblent quelque peu se superposer. Pour comprendre les difficultés rencontrées dans le secteur agricole et aquacole dans le delta du Mékong et sur la Côte Centrale, je détaille ici les pressions environnementales qui pèsent sur ces territoires¹¹¹.

La riziculture constitue la base de l'agriculture vietnamienne, et la clef de voute de l'autonomie alimentaire du pays. Dans le delta du Mékong comme sur la côte centrale du Vietnam, le rythme des cultures, en particulier la riziculture mais aussi les cultures d'autres céréales comme le blé ou le maïs, et de légumes et légumineuses, sont fondés sur l'alternance entre saison sèche (janvier à mai) et saison des pluies (juin à décembre). Il faut commencer par souligner la nature très risquée des activités agricoles du fait de leur dépendance aux ressources

¹¹¹ Les migrants originaires du Nord du pays représentent une toute petite minorité de l'échantillon, ces territoires ne sont pas détaillés.

naturelles. Les agriculteurs sont dépendants de la terre qu'ils cultivent et dont ils peuvent contrôler certains paramètres (types de cultures et d'engrais, fréquence des récoltes, utilisation de produits phytosanitaires, etc.), mais les variations climatiques selon les localités, les saisons et le changement climatique, l'apparition de maladies, d'infestations par des animaux ou des insectes, ainsi que l'impact des infrastructures locales (routes, barrages, digues, systèmes d'irrigation, ports, industries à proximité) sont des facteurs déterminants dans l'équilibre financier de leur exploitation. Les conditions environnementales, telles que la salinisation, l'érosion, la sécheresse, les fortes inondations et les typhons, exercent une pression sur les zones deltaïques et côtières.

Or, on retrouve la géographie de ces aléas dans les récits migratoires des personnes rencontrées à Ho Chi Minh Ville. Les discussions autour de la décision migratoire et du contexte de cette décision, convergent vers l'idée d'une décision sous contrainte. Il semble que la migration se soit faite à un point de non-retour, lorsque l'alternative de rester ne semblait plus pertinente. Je développe ici les variations environnementales qui pèsent sur les zones agricoles et aquacoles du delta du Mékong et de la Côte Centrale du Vietnam.

V.2.1. Évolution des variables climatiques au Vietnam

Le Vietnam fait face à une augmentation conséquente des températures. Entre 1958 et 2018, une augmentation de 0,89°C a été recensée soit une moyenne de 0,15°C par décennie (GEMMES VN, Espagne *et al.*, 2021, p.10). Suivant les différents scénarios de projections à long-terme, la température pourrait se stabiliser ou gagner jusqu'à 3°C d'ici 2100, comme le montre le graphique en figure n°42

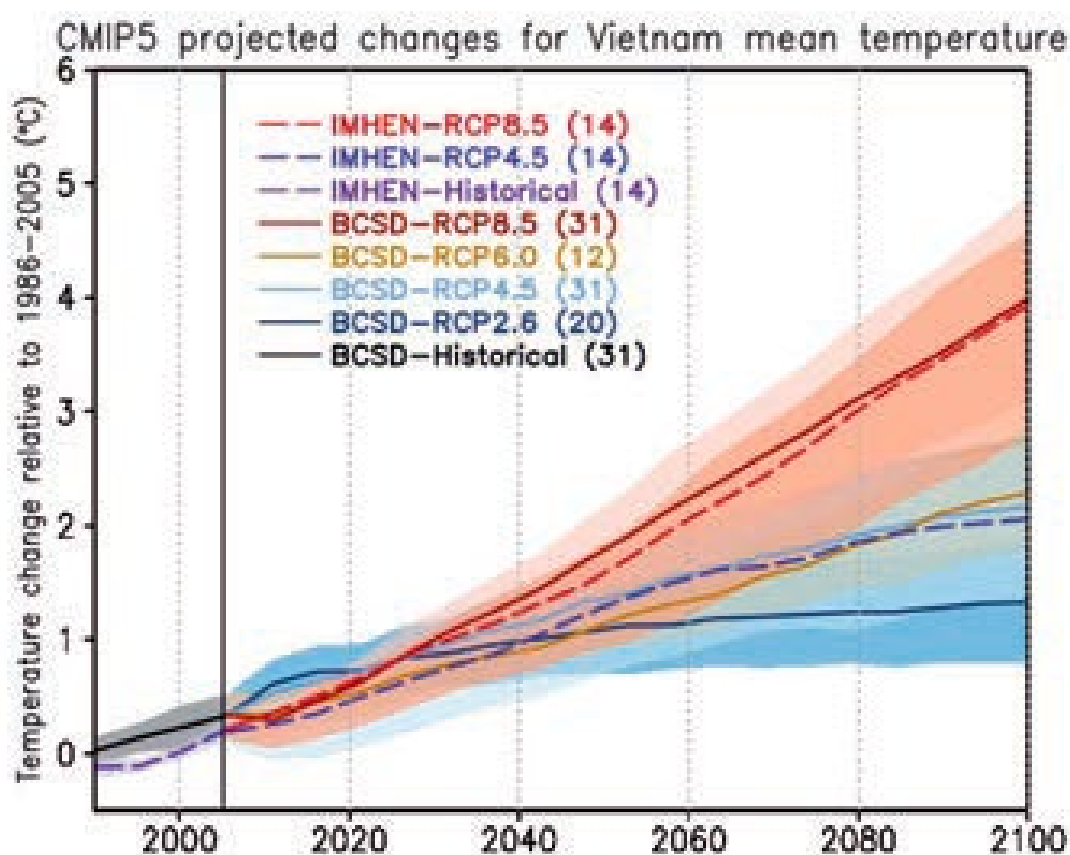


Figure n° 42 : Augmentation de la température au Vietnam en une moyenne mobile sur 5 ans sur la base des températures recensées entre 1986 et 2005 avec une projection à 2100. Source : GEMMES Vietnam, Espagne *et al.*, 2021.

En outre, le Vietnam connaît une variation des régimes de précipitation, à la hausse ou à la baisse suivant les régions, et les projections anticipent que ces tendances vont se poursuivre. Dans le delta du Mékong, la carte suivante (figure n°43) montre que les précipitations ont eu tendance à diminuer dans la portion sud du delta, et à augmenter dans le nord. Sur la côte du pays, la tendance est globalement à une augmentation des précipitations, hormis la portion nord de la Côte Centrale.

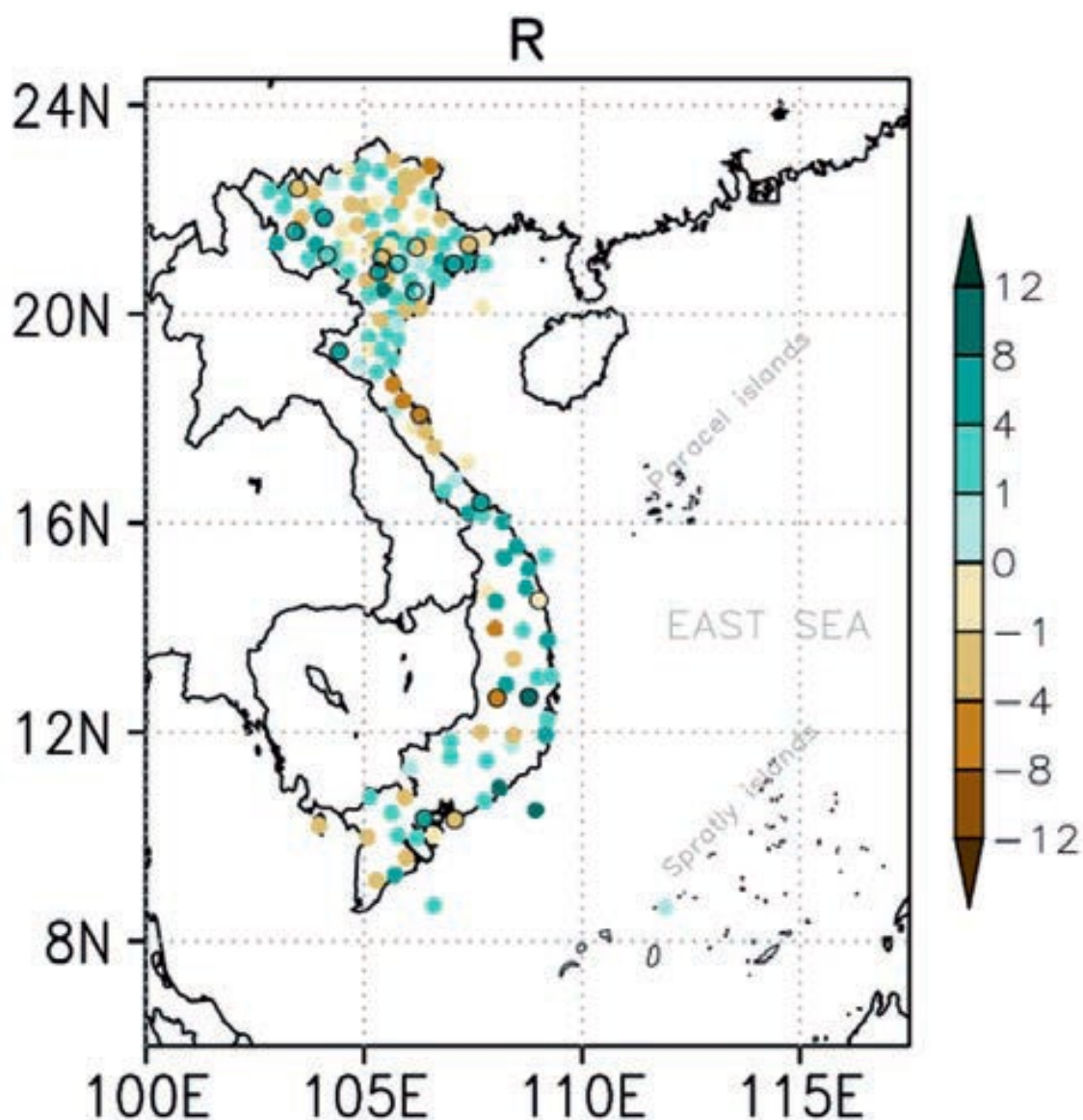


Figure n°43 : Évolution des précipitations annuelles au Viet Nam pour la période 1981–2018. Les cercles indiquent l’emplacement de 150 stations météorologiques. Les stations avec des contours noirs indiquent les endroits où la tendance est statistiquement significative à 95%. Unité : %/décennie. Source : GEMMES Vietnam, Espagne *et al.*, 2021.

De plus, les projections prévoient une augmentation de la fréquence des typhons les plus violents, principalement sur la Côte Centrale.

Enfin, selon les différents scénarios du MONRE de 2016, fondés sur les différents niveaux de concentration de carbone (RCP) estimés par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le niveau de la mer sur la côte vietnamienne pourrait s'élever de 21 à 25 cm d'ici 2050 (avec un maximum de 35 cm) et de 44 à 73 cm d'ici 2100 (avec un maximum de 103 cm). Plus récemment, le rapport du projet GEMMES Vietnam de 2021 sur l'adaptation au changement climatique au Vietnam paru pour la COP26 relaie les chiffres les plus élevés à l'échelle nationale, et attire particulièrement l'attention sur les deltas. Il mentionne une augmentation du niveau de la mer de 3,6 mm/an sur 1993–2018, en distinguant un taux le plus élevé de 4,2–5,8 mm/an de Quảng Ngãi à Bình Thuận, ce qui correspond à la Côte Centrale sud (GEMMES Vietnam, Espagne *et al.*, 2021, p.31) et un taux plus faible dans la région du Sud du pays de 2,2–2,5 mm/an. Il évoque une projection d'augmentation du niveau de la mer de 0,13 m à 0,36 m d'ici le milieu du siècle et de 0,27 m à 1,03 m d'ici la fin du siècle. (GEMMES Vietnam, Espagne *et al.*, 2021, p.33)

Ces variations climatiques conditionnent la survenue d'aléas qui pour la plupart ne sont pas nouveaux mais se manifestent de manière de plus en plus sévère.

V.2.2. Le cycle sécheresse-inondation et salinisation

La sécheresse ressort comme la menace commune qui plane sur tous les territoires étudiés dans le centre et le sud du pays, toutes latitudes et altitudes confondues (plaines côtières, plaines deltaïques, vallées et monts) avec des variations locales et pèse sur les moyens de subsistance locaux. Par sécheresse, on entend l'intensification de la saison sèche (de janvier à juin) caractérisée par une absence prolongée et totale de précipitations, couplée à des températures très élevées, et parfois le retard de la saison des pluies (habituellement de juillet à décembre), variable suivant les régions et qui pour l'instant n'est pas encore devenu systématique. Les périodes longues de sécheresses graves créent une tension dans les calendriers agricoles.

La sécheresse dans le delta du Mékong ne peut être discutée isolément de la salinisation, c'est-à-dire l'augmentation du taux de sel dans les eaux et dans les sols, et de l'érosion côtière et fluviale. De fait, en vietnamien, lorsqu'il est question du delta du Mékong, il n'est pas rare

que sécheresse “*hạn hán*” et salinisation “*nhễm mặn*” soient désignées ensemble par le terme “*hạn mặn*”. Le déficit de précipitations occasionne un plus faible débit des cours d’eau. Ce débit moindre induit une remontée d’eau saline dans les cours d’eau qui, d’une part, mène à la salinisation des sols et, d’autre part, accélère l’érosion fluviale illustrée sur la figure n°44. Le lien entre sécheresse, salinisation et érosion est particulièrement visible dans les zones côtières du delta, compte tenu de leur topographie et de leur hydrographie.



Figure n°44 : Un panneau de prévention concernant le risque de glissement de terrain près d’une route qui a été déplacée en raison de l’érosion fluviale dans la province de Hậu Giang, dans le delta du Mékong. Source : photographies de l’auteure, septembre 2019.

De plus, l'eau contient parfois des concentrations excessives d'alun¹¹². L'accès à l'eau propre et l'accès à l'eau avec le bon niveau de salinité sont deux défis cumulatifs (Tessier & Lê, 2022, p.173).

La salinisation dans le delta du Mékong impose une pression sur la riziculture qui ne tolère pas l'eau salée, et pose des problèmes dans l'accès à l'eau domestique et à l'eau potable. Les épisodes de sécheresse extrêmes des années 2020 et 2021 notamment ont généré un stress hydrique tel que les ménages ont été contraints de s'approvisionner en eau à des prix exorbitants auprès de services privés. Les autorités locales ont mis en place des citernes d'eau potable dans certaines municipalités, comme l'illustre la photographie suivante (figure n°45).



Figure n°45 : Citernes d'eau potable mises en place par les autorités locales dans une commune du district de Bình Đại, province de Bến Tre. Source : photographie de l'auteure, mars 2022.

En revanche, dans la province de Quảng Ngãi dans le Centre, où la salinisation est beaucoup moins prégnante, la sécheresse se traduit différemment. En raison du relief plus élevé, certains versants montagneux connaissent des variations de températures hebdomadaires fortes permettant de faire chuter la température la nuit même en saison sèche. Ce n'est pas le cas dans les plaines, et encore moins dans le delta du Mékong, plus humide et aux températures plus

¹¹² Minéral dérivé de l'aluminium, du potassium, du sodium ou de l'ammonium.

constamment élevées. Malgré ces variations, la région centrale, tant dans les montagnes que sur les plaines côtières, est largement affectée par des sécheresses importantes. En 1997-1998, lors du phénomène El Niño, les sécheresses qui ont touché le centre et le sud du Vietnam auraient affecté 3 millions de personnes, et la perte de production agricole se serait élevée à 400 millions de dollars américains. Par la suite, en 2005, la région centrale a également subi un épisode majeur de sécheresse. Peu d'études portent spécifiquement sur le risque de sécheresse dans le centre (Vu *et al.*, 2014 ; Nguyen, 2007), comparativement aux très nombreux travaux qui s'intéressent au delta du Mékong.

L'inondation (« *lũ lụt* ») est un phénomène naturel et omniprésent dans le delta du Mékong qui intervient annuellement entre juillet et décembre. Elle y est considérée comme une ressource, synonyme de terres fertiles et de pêche abondante. Une inondation modérée (« *lũ vừa* ») y est ainsi qualifiée de « belle inondation » (« *lũ đẹp* ») (Liao *et al.*, 2016). L'inondation dans le delta du Mékong, delta de mousson, est un phénomène cyclique lent, au rythme des marées et de l'alternance entre mousson et saison sèche. Elle devient une menace lorsqu'elle intervient à des moments inattendus, de manière soudaine et dévastatrice. Les changements d'intensité et de vitesse de l'inondation ont alors des conséquences graves : ils peuvent aboutir à noyer les champs, endommager les habitations et paralyser les zones urbaines du delta. L'expression du risque d'inondation dépend de nombreux facteurs locaux : topographie, hydrographie, degré d'imperméabilisation des sols, infrastructures de protection ... L'inondation est d'autant plus dommageable lorsqu'elle suit un épisode de sécheresse. C'est l'alternance d'inondation et de sécheresse qui occasionne les pertes agricoles les plus importantes, car les sols asséchés sont moins à même d'absorber l'eau, ce qui génère un fort ruissellement. Les inondations d'eau douce se concentrent essentiellement dans le nord du delta du fait notamment de son altitude plus basse que le centre du delta (Chapman & Darby, 2016). Dans le sud, on assiste à une intensification des cycles de sécheresse-salinisation-inondation.

L'inondation dans le Centre est plus rare, mais plus violente, car elle est associée aux tempêtes qui surviennent tous les ans d'août à novembre et font déborder les cours d'eau. Les tempêtes et typhons (« *bão* ») ravagent annuellement le nord de la côte centrale, en particulier les provinces de Thừa Thiên Huế ou Quảng Nam. Elles représentent une menace très importante sur les cultures et les habitations. Les médias vietnamiens relaient tous les ans les dommages subis ainsi que des campagnes de dons pour venir en aide aux victimes. Or les projections anticipent une augmentation de la fréquence des typhons les plus violents (Tran *et al.*, 2016). Dans la province de Quảng Ngãi l'inondation est encore rare mais commence à apparaître. Même si cette province n'est pas aussi gravement touchée par les typhons que ses voisines

Quảng Nam et Thừa Thiên Huế, elle est considérée comme très vulnérable aux typhons (Nguyen *et al.*, 2019a). Au cours des dernières années, la province a connu des pertes importantes causées par la tempête de 2020 et les conséquences de plusieurs épisodes de sécheresse. L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) a identifié la province de Quảng Ngãi comme l'une des provinces du centre-sud les plus exposées aux inondations et nécessitant des mesures d'atténuation des risques naturels (JICA, 2018).

En revanche, le delta du Mékong est affecté plus à la marge par ce risque. Les tempêtes y sont plus rares et de moindre intensité, même si le risque existe (de la même manière que la ville de Ho Chi Minh Ville n'est pas entièrement à l'abri d'une tempête). Les tempêtes, par leur soudaineté et leur violence, représentent un risque direct pour les populations, de même que les inondations rapides, à la différence des phénomènes de sécheresse-salinisation alternés avec l'inondation qui imposent un risque indirect par leur impact sur les pratiques agricoles, aquacoles et de pêche.

Dans les districts montagneux de Quảng Ngãi, les fortes précipitations durant la saison des pluies et des tempêtes se traduisent par des glissements de terrain (« *sạt lở* »). Il est intéressant de noter qu'en vietnamien, le même mot est utilisé pour désigner les glissements de terrain en montagne dus aux précipitations, et les conséquences de l'érosion côtière et fluviale. Le terme de « *sạt lở* » s'applique donc aussi bien dans les moyennes montagnes du Centre que le long des côtes et des cours du delta du Mékong. L'érosion et les glissements de terrain sont susceptibles de contribuer à la réduction de la surface des parcelles agricoles discutée dans la partie précédente, et peuvent menacer les habitations.

V.2.3. Le delta du Mékong menacé de submersion

Le delta du Mékong est considéré comme l'une des régions les plus exposées aux effets du changement climatique et se présente de ce fait comme un « laboratoire » du changement climatique. La situation environnementale du delta évolue de plus en plus rapidement et les autorités vietnamiennes accordent une attention particulière à la prévision des changements environnementaux. Ces changements sont divers. Sur la période 1958-2014, globalement dans le sud du Vietnam, le ministère vietnamien des Ressources naturelles et de l'Environnement (MONRE) a constaté une augmentation des températures et des précipitations, à l'exception de l'extrême sud du delta du Mékong qui a connu une diminution des précipitations (Tran *et al.*,

2016). Dans son rapport sur l'adaptation au changement climatique au Vietnam de 2021, section « l'urgence du delta du Mékong », le projet GEMMES Vietnam fait état d'une augmentation des températures dans le delta de 0.76°C entre 1981 et 2018, soit en moyenne d'environ 0,2°C par décennie (GEMMES Vietnam, Espagne *et al.*, 2021, p.310).

Dans le delta du Mékong, pendant la saison des pluies, l'élévation du niveau de la mer et l'augmentation des précipitations contribuent aux inondations, entre autres facteurs, ce qui perturbe les cycles agricoles et menace les habitations, même si les incursions d'eau sont souvent atténuées par des infrastructures de protection. Pendant la saison sèche, les exploitations agricoles et les zones d'habitation sont de plus en plus menacées par la sécheresse. Le MONRE s'attend à une nouvelle augmentation de la température moyenne et des précipitations.

Selon les estimations du MONRE de 2016, l'élévation du niveau de la mer devrait être plus importante sur la côte sud du Vietnam que sur la côte nord, la plus forte se situant sur la côte centrale. À la fin du 21^e siècle, la côte de Mui Ca Mau - Kien Giang (côte ouest du delta du Mékong) devrait connaître une élévation de 55 cm (33 cm ÷ 78 cm) pour le RCP4.5 et de 75 cm (52 cm ÷ 106 cm) pour le RCP8.5.

Par ailleurs, la côte Ke Ga - Mui Ca Mau (côte sud-est du delta du Mékong et région sud) devrait connaître une augmentation de 53 cm (32 ÷ 77) pour RCP4.5 et de 75 cm (52 ÷ 106) pour RCP8.5. Ces estimations ne prennent en compte que l'effet du changement climatique sur l'élévation du niveau de la mer, sans considérer d'autres facteurs tels que les ondes de tempête, l'élévation du niveau de la mer induite par la mousson, les marées, le soulèvement tectonique et la subsidence.

Mais la montée du niveau de la mer n'est pas nécessairement synonyme de submersion marine car il faut prendre en compte l'altitude des sols. Sur la Côte Centrale, une petite partie du littoral est exposée à un risque d'immersion future en raison de l'élévation continue du niveau de la mer, en particulier le long du district urbain de Thành phố Quảng Ngãi et au nord de celui-ci (districts de Sơn Tịnh et Bình Sơn), ainsi qu'à l'extrême sud de la province (district de Đức Phổ) (Tran *et al.*, 2016). En revanche, dans le delta du Mékong la situation est autrement plus grave.

Sur la base d'une élévation du niveau de la mer de 100 cm d'ici 2100, le MONRE estime que 38,9 % du delta du Mékong serait sous l'eau (seulement 4,5 % dans le cas d'une élévation du niveau de la mer de 50 cm), comme représenté en rouge sur la carte suivante en figure n°46. Les provinces de Hậu Giang, Kiên Giang et Cà Mau seraient les plus touchées (respectivement

80,6 %, 76,9 % et 57,7 % de leur territoire seraient inondés en cas d'élévation du niveau de la mer de 100 cm).

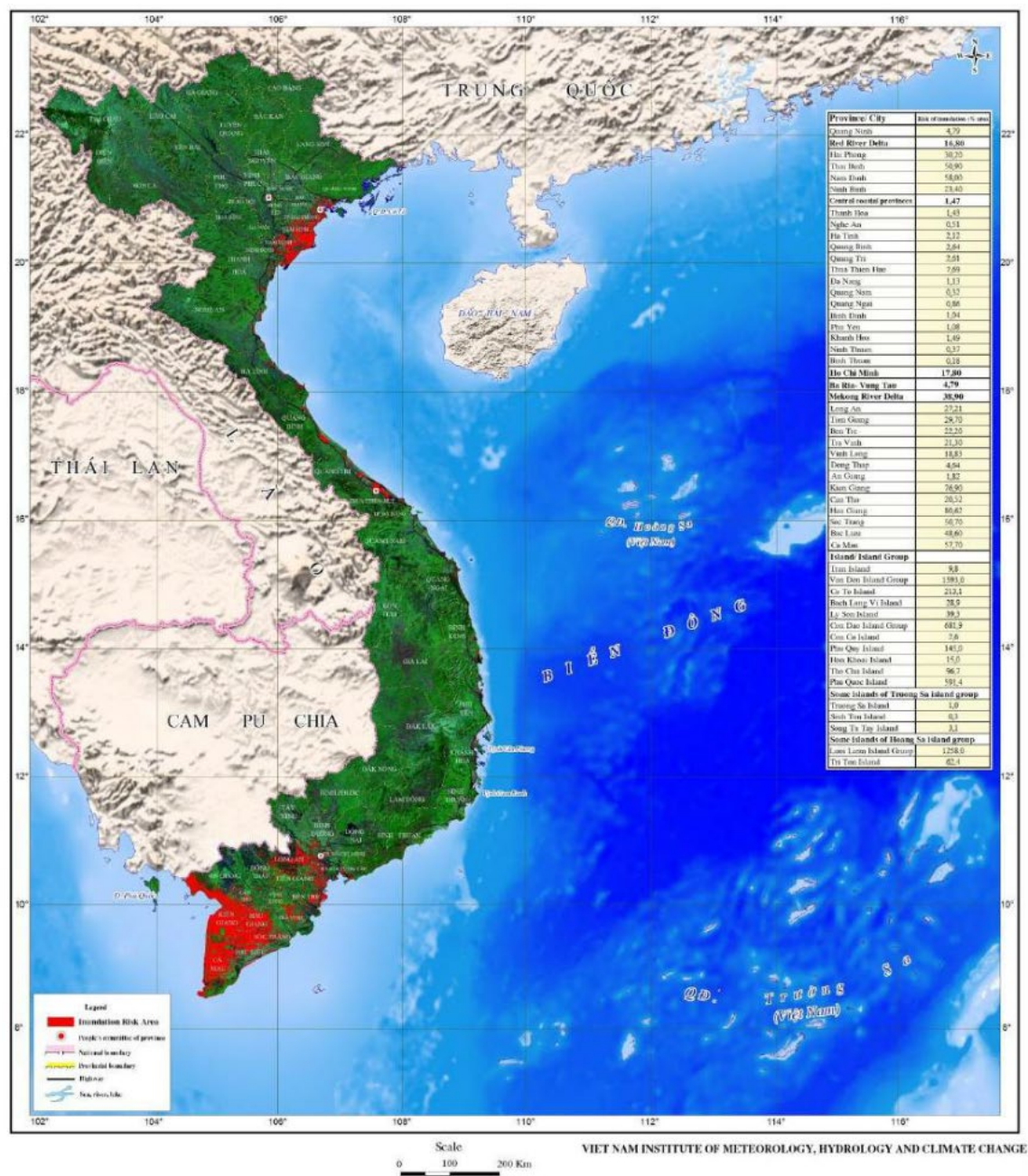


Figure n°46 : Risque de submersion au Vietnam en cas de montée du niveau des eaux de 1m. Source : Tran *et al.*, 2016

Néanmoins, les conditions environnementales actuelles et les évolutions en cours dans le delta ne sont pas exclusivement liées au changement climatique. L'intervention humaine dans le delta, en amont et en aval, a un impact significatif sur sa géophysique. Ces facteurs anthropiques se combinent aux effets du changement climatique pour provoquer les

inondations, la submersion, la salinisation et l'érosion. L'affaissement des terres est l'expression principale de cette combinaison d'actions naturelles et anthropiques. Récemment, le projet Rise and Fall mené par l'Université d'Utrecht a fourni de nouvelles données sur la situation du delta du Mékong face au changement climatique. Il a montré que l'altitude du sol du delta a été considérablement surestimée (Minderhoud, 2019, p.9). Les modèles habituels utilisant des données satellitaires estimaient l'altitude du delta entre 2,6 m et 3,3 m au-dessus du niveau moyen de la mer alors que le nouveau modèle, développé à partir des altitudes des cartes topographiques, conclut que l'élévation moyenne ne dépasse en réalité pas 0,8 m au-dessus du niveau moyen de la mer. Cette nouvelle estimation montre la vulnérabilité alarmante du delta à la montée du niveau de la mer dont le taux eustatique dans le delta du Mékong serait de 3,3mm par an (Hak *et al.*, 2016, cité par Minderhoud, 2019, p.56).

Si la très faible altitude du delta est préoccupante c'est parce que, en outre, le delta s'affaisse considérablement, la subsidence étant en partie naturelle, mais en partie seulement. Celle-ci découle de la compaction naturelle des sols, du poids de l'urbanisation et de l'extraction des eaux des nappes phréatiques. Les taux de compaction naturelle actuelle dans le delta du Mékong représentent environ 35 mm d'affaissement par an (Minderhoud, 2019, p.10). La thèse de Philip Minderhoud souligne à quel point l'extraction des eaux souterraines favorise cet affaissement des terres. Selon les estimations les plus « optimistes » du modèle, le pompage des eaux des nappes phréatiques sur 25 ans aurait causé une subsidence de 17 cm dans le delta du Mékong, avec des pics à 30 cm à certains endroits. Aujourd'hui, le taux moyen de subsidence lié à l'extraction des eaux souterraines est de 1,1 cm par an (9 mm selon les estimations les plus « optimistes »), avec des extrêmes locaux à 2,5 cm. Or ce taux est beaucoup plus rapide que celui de l'augmentation absolue du niveau de la mer. Philip Minderhoud précise également que le taux s'élève à 7 cm par an à Ho Chi Minh Ville, ce qui rejoint le propos développé dans le chapitre III.1 sur les risques environnementaux en ville (Minderhoud, 2019, p.107).

Si l'extraction des eaux souterraines n'est pas limitée, « l'affaissement induit par l'extraction pourrait potentiellement noyer la quasi-totalité du delta du Mékong » (Minderhoud, 2019, p.13). Les cartes suivantes (figure n°47) montrent l'étendue de la possible submersion marine en fonction des scénarios d'extraction.

Plus largement, les effets combinés de la compaction naturelle, du poids de l'urbanisation et de l'extraction des eaux des nappes phréatiques se traduisent par une de subsidence de 6-7 mm par an dans les zones encore végétalisées de marais et de forêts humides, 8-18 mm par an dans les zones agricoles et 18-20 mm dans les zones urbanisées (Minderhoud, 2019, p.126). Ces chiffres sont très différents suivant les localités en raison des multiples

facteurs qui composent la subsidence, de la nature des sols, de la sédimentation¹¹³ et des choix d'usage des sols qui ont été faits. Le travail de Philip Minderhoud a donc aussi pour intérêt de montrer que les usages des sols influencent fortement la subsidence.

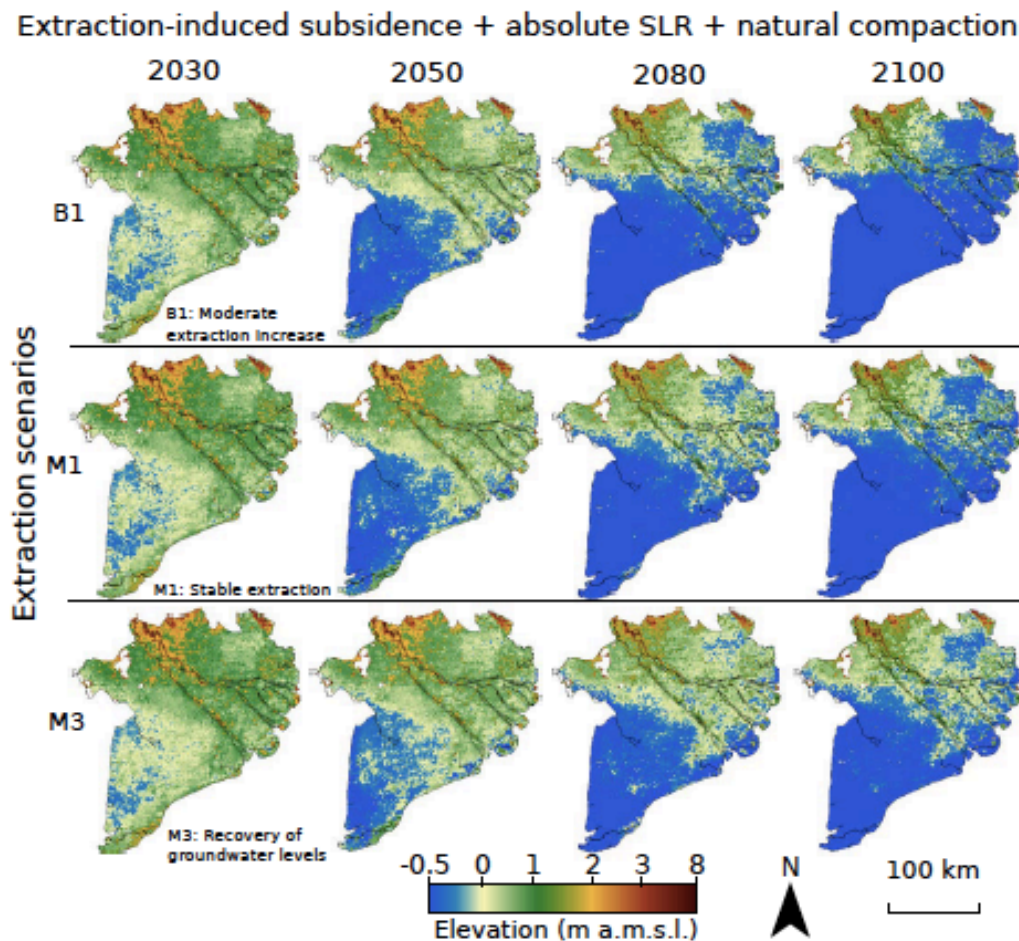


Fig. 7.6 | Projections of future elevation without sedimentation. Elevation is in meter above mean sea-level with extraction-induced subsidence following different extraction scenarios, subsidence following natural compaction of Holocene sediments and absolute sea-level rise according to the mid-range projections of SLR (median) of RCP 4.5. Blueish areas are below projected local mean sea level.

Figure n°47 : Projections de l'élévation future du delta du Mékong sans prendre en compte la sédimentation. L'altitude est en mètres au-dessus du niveau de la mer moyen et tient compte de la compaction naturelle, de la montée absolue du niveau de la mer (médiane sur la base du RCP 4.5) et de l'extraction d'eau des nappes souterraines suivant différents scénarii d'extraction. Les zones en bleu sont en dessous du niveau de la mer moyen projeté. Source : Minderhoud, 2019.

¹¹³ La sédimentation qui compense en partie la subsidence. Minderhoud relaie le chiffre de 6,6mm de sédimentation par an en moyenne dans les plaines inondables du delta du Mékong (Hung *et al.*, 2014, cité par Minderhoud, 2019, p.56) et jusqu'à 36-67 mm par an dans certaines forêts de mangrove littorales (Lovelock *et al.*, 2015, cité par Minderhoud, 2019, p.56).

Dans le même projet, Sepehr Eslami met en évidence l'impact de la construction de barrages en amont du Mékong sur la privation de sédiments en aval dans le delta, qui n'est pas seulement liée au manque saisonnier et grandissant de précipitations. Le manque de sédiments entraîne des incisions dans le lit des cours d'eau (par un phénomène dit de « *hungry waters* »), ce qui conduit à une amplification des marées et à une augmentation du taux de salinité dans les eaux des canaux. Il explique ainsi l'origine partiellement anthropique de l'intrusion saline (Eslami *et al.*, 2019). La baisse de sédimentation contribue également à accélérer l'érosion (Syvitski *et al.*, 2009).

La carte suivante (figure n°48) issue du rapport 2021 du projet GEMMES Vietnam montre l'avancée du front de salinisation dans le delta suivant différents scénarios.

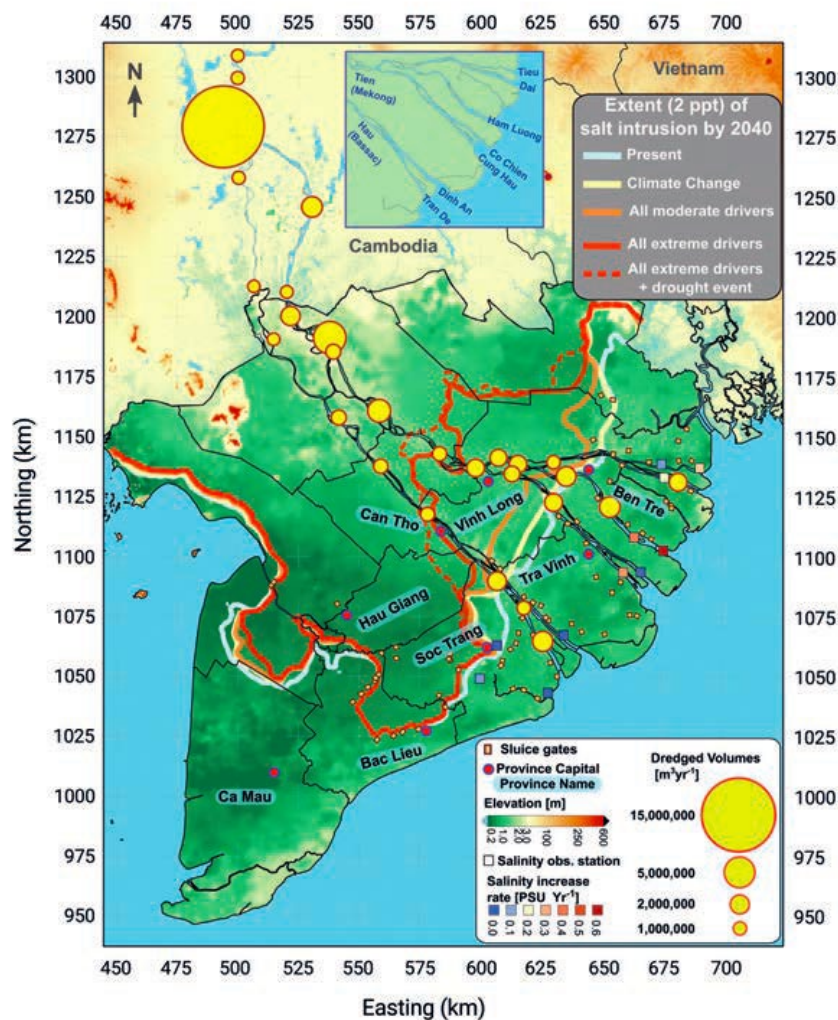


Figure n°48 : Carte d'élévation, hausses de salinité observées et volumes de sables extraits. Lignes de contour : maximum d'extension des intrusions salines actuelles et projetées pour des scenarios modérés à extrêmes de changement climatique, de subsidence liée à l'extraction des eaux souterraines et d'incision des lits de rivière liée à l'appauvrissement en sédiments. Source : GEMMES Vietnam, Espagne *et al.* 2021.

En outre, l'extraction de sable pour le secteur de la construction contribue également à l'érosion des berges et à la variation des marées. Ces dynamiques affectent à la fois la production agricole et les zones d'habitation du delta.

La cumulation des mécanismes climatiques et anthropiques à l'œuvre dans le delta du Mékong est résumée dans le schéma suivant issu de la thèse de Philip Minderhoud (figure n°49) :

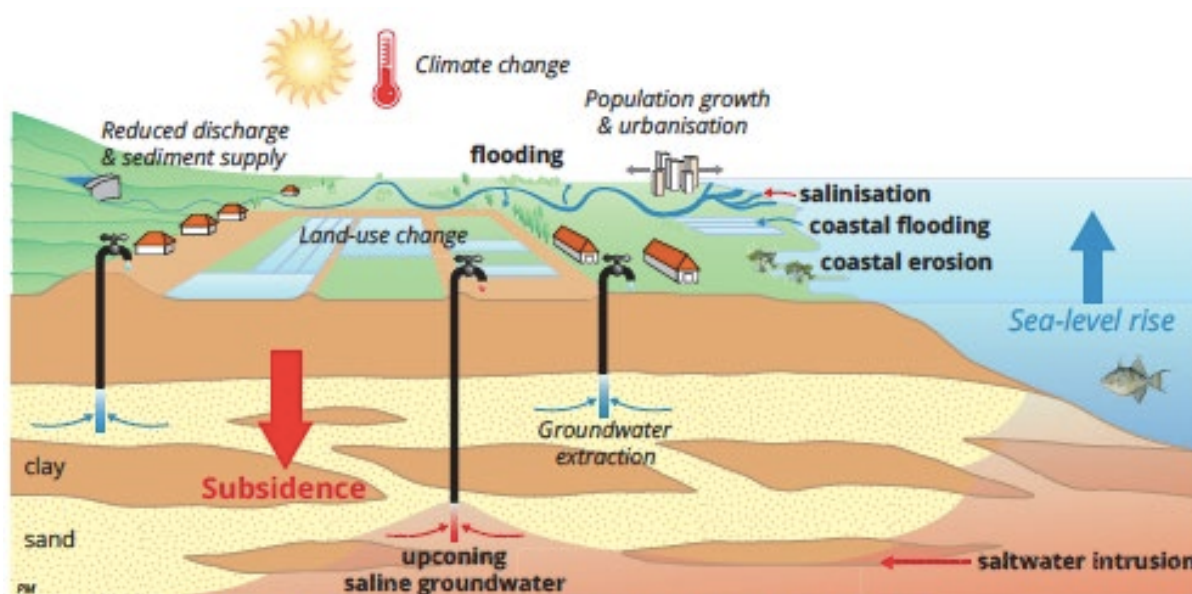


Fig. 1.1 | *Changes* (italic) and *consequences* (bold) in modern urbanizing deltas.

Figure n°49 : Changements (italique) et conséquences (gras) dans les deltas modernes en cours d'urbanisation. Source : Minderhoud, 2019.

Les changements environnementaux dans le delta du Mékong vont bien au-delà du changement climatique et combinent à la fois les effets du réchauffement climatique et les résultats de l'usage local des sols et des ressources en eau. Outre l'expression locale des phénomènes systémiques à l'échelle du delta, d'autres paramètres plus localisés interviennent également comme la pollution des sols et des eaux par les industries en plein essor dans certaines zones du delta.¹¹⁴

Les changements environnementaux ont un impact négatif sur la production agricole et aquacole, qui s'ajoute aux conséquences des transformations économiques et foncières en zones rurales. Les agriculteurs et aquaculteurs sont confrontés à une double tendance : la transition

¹¹⁴ Dans le district de Bình Đại, province de Bến Tre, la pollution de l'eau générée par les industries locales et les exploitations aquacoles, ainsi que par les zones d'habitation situées en amont de la rivière Ba Lai, a été mentionnée par plusieurs agriculteurs locaux comme un obstacle majeur au maintien de leurs activités

économique qui renforce la concurrence sur les marchés de l'agriculture, de la terre et de l'emploi ; ainsi que les changements environnementaux rapides qui menacent la qualité et même l'existence future de leurs terres. Leur vulnérabilité aux risques environnementaux se traduit par une précarité socio-économique qui influence la décision de migrer. Karen L. O'Brien et Robin M. Leichenko qualifient cette situation de « double exposition », soulignant que ces perturbations sont en interaction constante. Les deux tendances ne peuvent plus être considérées séparément car elles convergent vers une exposition accrue et une vulnérabilité multidimensionnelle (O'Brien et Leichenko, 2000). Elles obligent ceux qui tirent l'essentiel de leurs moyens de subsistance de l'agriculture, l'aquaculture et la pêche à s'adapter. La migration s'impose comme une réponse possible. Or, les petits agriculteurs manquent bien souvent de ressources pour faire face aux risques et s'adapter à un environnement changeant, que ce soit en migrant ou sur place. En outre, le choix de migrer en réponse à la vulnérabilité environnementale et économique peut à son tour conduire à de nouvelles formes de vulnérabilité détaillées dans les chapitres précédents III.1 et III.2 sur les plans économique, environnemental et social. Ces trajectoires révèlent la logique de cercle vicieux inhérente au risque et qui rejaillit de manière transversale dans cette analyse.

Il n'y a pas de poissons dans la mer

Produire un panorama complet des aléas environnementaux discutés sur le terrain et des pratiques d'adaptation mises en œuvre par les habitants de la province ne peut se faire sans mentionner le cas spécifique des villages de pêcheurs qui jalonnent la côte de la province de Quảng Ngãi. Le terrain dans la province de Quảng Ngãi m'a donné une fenêtre pour observer le cas de ces villages côtiers qui sous-tendent l'économie de pêche nationale, à la différence des terrains dans le delta du Mékong qui, bien que situés pour partie en zone côtière, abritent beaucoup moins d'activité de pêche, et bien plus d'aquaculture. Les villages côtiers étudiés à Quảng Ngãi m'ont tous renseignée sur l'activité de pêche, en particulier les échanges avec les pêcheurs dans la commune de Bình Hải dans le district de Bình Sơn (figure n°50), et les communes de Phổ Khánh et Phổ Quang, dans le district de Đức Phổ. Ces villages se sont distingués des autres par un quotidien rythmé par les départs et retours des hommes en haute mer, la profession étant exclusivement masculine.

Le secteur de la pêche n'est bien entendu pas confronté aux enjeux environnementaux de la même manière que ne le sont l'agriculture et la sylviculture, néanmoins des parallèles peuvent être faits. La dépendance aux ressources naturelles, et l'exposition aux variations du climat, amènent à la même imprédictibilité. Je parle ici du secteur de la pêche local porté par les embarcations familiales, qu'il soit orienté vers la consommation locale ou l'exportation, et non de la pêche industrielle orchestrée à partir des grands ports industriels de la côte vietnamienne (Da Nang à proximité, Vũng Tàu et Phan Thiêt sur la côte sud, Hải Phòng dans le nord). Le risque de tempête est de fait une menace évidente pour ces populations, sur la côte ou en mer, d'autant plus que les pêcheurs locaux partent pour la plupart sur de petits bateaux en bois, ou sur des embarcations individuelles qualifiées de « bateaux paniers » [*thuyền thúng*], très fragiles, qui n'offrent aucune sécurité en cas de tempêtes¹.

Moins évidente à comprendre est la diminution des prises de poissons rapportée par les pêcheurs interrogés. Les entretiens et discussions collectives avec les pêcheurs sur la plage et dans les maisons ont été ponctués par une affirmation : « Il n'y a pas de poissons dans la mer » (« *Không có cá trong biển* »). De multiples facteurs peuvent intervenir derrière ce déclin. Le changement climatique peut être en partie responsable, du fait de l'augmentation de la température de l'eau. Mais des facteurs anthropiques peuvent également contribuer, parmi lesquels la pollution des eaux par l'industrie, l'agriculture à intrants chimiques et le non-traitement des déchets. Le représentant d'une association communale de pêcheurs a ainsi exprimé beaucoup d'interrogations et de doutes autour de la gestion des déchets, et des méthodes à mettre en œuvre pour insuffler un changement de pratiques et inciter les habitants à ne pas répandre aveuglément les déchets sur la côte. Bien éloignée de la thématique initiale de cette recherche, cette réflexion autour des enjeux environnementaux dans les villages côtiers de pêcheurs amène ainsi une discussion autour des changements de modes de consommation, la génération et le non traitement de déchets plastiques. Néanmoins, bien que le sujet puisse paraître distant, le lien est bien présent, car l'impact sur la qualité de vie dans les villages côtiers, la qualité des eaux et les rendements de la pêche est bien réel, contribuant de fait au déclin d'attractivité du secteur de la pêche, à l'origine de l'émigration d'une partie des jeunes hommes des villages de pêcheurs qui décident de ne pas reprendre l'activité de leurs pères.

Plus encore que la pollution, c'est la surpêche qui a été le plus largement mentionnée pour expliquer le déficit en poissons. En particulier, les pêcheurs interrogés, qui travaillaient tous sur de petits bateaux familiaux, accusent la pêche industrielle en haute mer, par de grands navires technologiques, de vider les eaux des poissons. Deux techniques ont notamment été mentionnées (sans autres sources pour confirmer) : il s'agit de la pêche par chalutage des fonds marins et la pêche électrique. Surtout, les tensions se cristallisent autour du fait que, selon les personnes interrogées, les grands bateaux de pêche ne seraient pas dirigés par des habitants locaux qui auraient fait fortune, mais par des pêcheurs venus d'autres régions, voire d'autres pays, pour arpenter la côte centrale. Ainsi, les discussions concernant la surpêche en haute mer se sont avérées sensibles, car il a plusieurs fois été question de l'interférence de navires étrangers, ce qui pose directement la question de la souveraineté dans les eaux de Mer de Chine au large de la côte vietnamienne. En particulier, plusieurs pêcheurs ont mentionné la concurrence de navires chinois. De fait, certains pêcheurs ont rapporté qu'une partie d'entre eux partait non pas pêcher mais stationner en mer sur commande du gouvernement vietnamien pour assurer une présence vietnamienne au large des côtes, dans les eaux contestées.

L'exemple du déficit de poissons en mer permet d'illustrer de manière particulièrement claire que les perturbations environnementales ne peuvent pas toutes être rattachées au changement climatique ni même aux aléas naturels. Elles ont malgré tout un impact direct sur les activités locales et *in fine* sur les flux migratoires. De fait, face aux difficultés du secteur de la pêche local, la migration ressort comme alternative unique, qu'elle s'oriente sur une courte distance vers la ville de Quảng Ngãi et ses environs industriels, vers le parc industriel plus vaste et le secteur des services florissant de la métropole du sud Ho Chi Minh Ville, vers les universités des grandes villes du centre ou du sud, ou bien, sous une autre forme de mobilité par la mer, vers les grands ports industriels du pays.



Figure n°50 : Port de pêche dans la commune de Bình Hải, district de Bình Sơn, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l'auteure, janvier 2022.

V.3. Aspirations individuelles et collectives

Dans ce tour d'horizon des éléments qui, combinés, expliquent la décision migratoire, les parties précédentes m'ont permis d'expliquer les mécanismes de marché, sur le plan agricole/aquacole et foncier, les législations afférentes, ainsi que les pressions environnementales, qui conditionnent la prise de décision. Mais ces facteurs exogènes ne sont pas les seuls à entrer en compte. La décision de migrer ne se réduit pas à un simple calcul coût-bénéfice sous la pression des logiques de marché et du cadre politique. Mais peut-être serait-il plus à propos de parler plutôt de sacrifices et d'aspirations. Il ne s'agit pas pour l'individu migrant d'estimer uniquement le produit de la migration par les recettes financières qui en sont dégagées, mais davantage les fruits récoltés au regard des ambitions personnelles et des attentes sociétales et de l'entourage. En ce sens, une décision comme la migration, et la négociation autour de ses modalités, révèle les systèmes de valeurs de ceux qui l'opèrent. Elle ne peut donc se lire indépendamment de marqueurs socio-démographiques tels que l'âge, le sexe ou la classe sociale. Dans ce travail, je m'attarde peu sur la dimension genrée, tant les angles d'approche du sujet sont multiples et contraignent à se concentrer sur certains plus que d'autres. En revanche, la question de l'âge est centrale, dans toute étude migratoire, et en particulier dans ce cas-ci au vu de la temporalité des migrations étudiées. Le temps de la migration entre les zones rurales et urbaines vietnamiennes, de quelques mois à une trentaine d'années, fait écho au temps historique très dense du Vietnam contemporain. Porter attention à la succession de générations dans ce contexte est crucial pour saisir les différents moments historiques que chacune a traversé, et avec eux les évolutions de la norme et des ambitions.

V.3.1. Ascension sociale et distinction

V.3.1.1. Ascension sociale à l'échelle individuelle par la migration

La décision de partir est rarement exprimée comme une aspiration. A travers les entretiens j'ai davantage perçu une attitude résignée, voire fataliste. On migre car on n'a pas le choix. Néanmoins, une partie des enquêtés tient aussi un discours qui valorise la ville, lieu de modernité et d'émancipation, par opposition avec le village d'origine associé aux difficultés économiques, aux risques naturels et parfois à la pression sociale. La migration vers la ville

constitue tout à la fois : une démarche d'autonomisation par la quête d'indépendance, une recherche d'ascension sociale par l'accès à l'urbain et une envie d'expérience par la confrontation avec l'altérité. En ce sens, la migration des plus jeunes, ceux qui quittent leur foyer à la fin du lycée ou même avant, ne peut se lire sans inclure une dimension aspirationnelle individuelle, indépendante du ménage. A leurs yeux, l'attrait de la ville est bien réel, mis en perspective avec le calme du village. Entre calme et ennui la ligne est mince pour les jeunes générations.

Mais si ces motifs personnels se détachent de l'unité du ménage, ils ne sont pas exempts de l'influence des normes sociales véhiculées par la société vietnamienne. De fait, la promotion des modes de vie urbains par les médias numériques, aujourd'hui largement répandue jusque dans les rizières, contribue à susciter des attentes nouvelles et des normes de confort plus élevées. Les réseaux sociaux participent d'une diffusion de référentiels culturels internationaux largement urbains. A l'échelle nationale, la valorisation de l'urbain dans les discours politiques représente un élément clef de l'attractivité de ces modes de vie auprès des populations rurales, en particulier des plus jeunes. Parallèlement, le changement de perspective du gouvernement vietnamien sur la migration interne, aujourd'hui largement acceptée et même encouragée par les autorités publiques (voir chapitre IV.3.1.), rend possible l'accès à l'urbain. Promotion de l'urbain et facilitation de la migration se renforcent donc mutuellement.

En outre, alors que l'éducation est de plus en plus placée au centre des préoccupations (Pham, 2011 ; Pham & Fry, 2005), que les taux de qualification augmentent et que l'économie se modernise, les villes deviennent attractives en tant que lieux de la formation supérieure, de la qualification, et de l'apprentissage de l'anglais. Pour les plus ambitieux, les villes peuvent être perçues comme une potentielle étape dans un parcours migratoire vers l'étranger. Or, même sans qualification, elles sont le lieu de l'emploi dans le secteur secondaire ou tertiaire dans un contexte où les jeunes générations préfèrent quitter le secteur primaire avec l'aval de leurs parents (pour les raisons évoquées plus tôt dans ce chapitre). L'insistance sur l'éducation et le tournant générationnel dans le rapport à l'activité agricole vont de pair. Les enquêtes menées en zone rurale sur l'envers de la migration ont permis de confirmer ce point déjà identifié à Ho Chi Minh Ville : le rôle clef de l'importance accordée à l'éducation dans la migration, par les parents et sous leur influence par les enfants, qui alimente un effet de génération très fort.

V.3.1.2. Distinction à l'échelle du ménage, par la translocalité

Cependant, même dans le cas des migrants les plus jeunes, avant même de mentionner le dynamisme urbain ou la recherche de nouvelles expériences, la première raison évoquée tient invariablement aux considérations financières. Les préoccupations d'ordre culturel ou sentimental sont secondaires, quand elles sont mentionnées. Partir c'est avant tout alléger la famille d'une part de ses dépenses, et contribuer à ses ressources par les transferts de fonds.

Ces pratiques de renvoi, quand elles ne sont pas le dernier filet de sécurité contre l'extrême précarité, relèvent souvent de la même ambition d'ascension sociale. La recherche de distinction sociale ne se fait pas uniquement à l'échelle individuelle mais également, et sans doute prioritairement, à l'échelle du ménage par le réinvestissement au village. Les parties précédentes ont montré en quoi la quête de revenus plus élevés que ce que les villages ruraux ont à offrir est le motif principal de migration. Mais derrière cette idée de revenus insuffisants se cache la relativité de la perception de pauvreté et de richesse. Lorsque les migrants ou leurs proches expliquent la migration par le manque d'argent, il est important de garder en tête que ce manque d'argent est relatif et qu'il peut renvoyer aussi bien au manque d'argent pour se nourrir, qu'au manque d'argent pour financer les études universitaires des enfants, ou bien sa propre formation. Les mécanismes de renvoi d'argent et de translocalité soutiennent une dissociation entre le lieu de vie et le lieu d'investissement et d'ancrage, comme cela a été très largement démontré dans de nombreuses études sur les migrations internationales par ailleurs, et tel que développé dans le chapitre IV.2.1.3. L'objectif principal de la migration n'est pas d'améliorer sa situation en ville, mais celle du ménage au village. Les fruits de la migration sont cueillis par procuration à travers les proches, et de manière différée lors des retours ponctuels, puis plus tard lors du retour permanent au village. Je ne peux donc pas rendre compte de ces pratiques migratoires sans m'arrêter un temps sur les investissements dans les villages. Dans le chapitre précédent, j'ai décrit rapidement les mécanismes de renvoi d'argent. La teneur des entretiens menés ne permet pas de renseigner très précisément la budgétisation des dépenses et des investissements. Néanmoins, les enquêtes menées dans les zones rurales me permettent d'illustrer quelque peu la matérialité de ces investissements à travers les maisons construites. Les économies dégagées du travail en ville et renvoyées au village sont investies dans la construction ou l'extension d'une maison familiale, et dans la modernisation des équipements agricoles et aquacoles. Les maisons observées dans les villages ruraux des provinces de Quảng Ngãi, Bến Tre et Sóc Trăng suivent des codes architecturaux simples et souvent très similaires.

Ces maisons conservent une planification et les éléments classiques de la maison rurale vietnamienne : de plain-pied, souvent surélevée de quelques marches pour résister à la saison des pluies (ou sur pilotis dans les zones régulièrement inondées du delta du Mékong), une terrasse couverte agrémentée d'assises (bancs, chaises, table, lit de repos), une cuisine intérieure, souvent ouverte sur une pièce à vivre multiusages, un salon d'apparat, une salle de bain très rudimentaire, et diverses chambres. Les murs sont percés d'ouvertures qui permettent de réguler la température en saison sèche et l'humidité en saison des pluies. Le sol est revêtu de carrelage pour retenir la fraîcheur. L'usage du béton pour les fondations, la charpente et les murs est généralisé et remplace le bois, que l'on retrouve encore dans les villages du nord du pays mais qui se fait rare dans le sud. Tous ces éléments semblent être transversaux à la majorité des constructions, ce qui confère une grande uniformité au paysage architectural des provinces rurales observées¹¹⁵.

Cependant, à ces codes architecturaux communs s'ajoutent des éléments ostentatoires, proportionnels (ou du moins prétendument proportionnels) aux revenus retirés de la migration. La migration est un moyen d'améliorer la position sociale d'un ménage dans la communauté locale. Cette importance de la comparaison au voisinage du village est d'autant plus claire que le collectif du village est souvent mis en contraste avec l'anonymité de la ville dans les entretiens avec les migrants rencontrés à Ho Chi Minh Ville (voire chapitre IV.2.1.4.). Des marqueurs importants révèlent le statut économique des propriétaires et signifient à la communauté locale leur positionnement social : la surface des maisons en premier lieu, le degré d'ornementation des façades, les éventuelles colonnades d'inspiration antique, le mobilier en bois sculpté, l'équipement technologique...

Les maisons des ménages plus modestes en revanche présentent des surfaces réduites, très peu de fenêtres, un sol parfois en terre battue, une cuisine extérieure et au sol, des matériaux hétéroclites en complément du béton ou de la charpente en bois (tôles ondulées, planches de bois, bâches en plastique). Les photographies en figure n°51 donnent à voir deux exemples de maisons construites par des migrants internes dans un même district de la province de Sóc Trăng avec les économies retirées de leurs emplois en ville.

¹¹⁵ Je précise que je n'ai enquêté que dans des provinces rurales de plaine (à l'exception de quelques villages de basse montagne dans la province de Quảng Ngãi). Les villages de haute montagne donnent à voir une plus grande diversité architecturale, en lien notamment avec les pratiques des minorités ethniques.



Figure n°51 : Deux maisons dans le district de Thanh Tri, province de Sóc Trăng, construites par des migrants avec les économies de leur emploi en ville. Source : photographie de l’auteure, juin 2022.

Dans le cas de migrants revenus après déjà plusieurs années d’expérience à Ho Chi Minh Ville, les enquêtes menées en zone rurale ont eu l’intérêt de donner à voir la situation de migrants qui partagent des conditions de précarité en ville, mais qui pour certains sont parvenus à se constituer un capital confortable qu’ils ont investi dans leur maison au village. Le contraste entre les deux situations est parfois saisissant, et permet de visualiser la réalité des transferts de fonds. Outre l’argent, ces contrastes révèlent de fortes différences d’insertion sociale, et de statuts sociaux. De fait, vu depuis le territoire d’arrivée, être pauvre et le paraître sont deux choses bien distinctes. De nombreux migrants sont prêts à supporter des conditions de vie très précaires à Ho Chi Minh Ville pour s’assurer une vie confortable au village. Certains vendeurs

de rue (de produits alimentaires ou de tickets de loterie) cultivent une apparence de pauvreté pour attirer des clients, tout en construisant pour certains de grandes maisons au village, reflets de leur position sociale dans leur communauté. Ce décalage n'est pas perçu négativement mais fait l'objet de spéculation par les voisins en ville quant à savoir qui est effectivement riche. A l'inverse, paraître riche ne signifie pas l'être vraiment tant les mécanismes d'endettement peuvent pousser les ménages dans des situations inextricables et pourtant longtemps dissimulées. Certaines personnes peuvent aussi préférer ne pas montrer leur richesse de manière à ne pas être mises à contribution dans un contexte où la communauté attend que les personnes riches redistribuent une partie de leur richesse dans leur famille ou leur réseau. Ces redistributions se font en finançant les études ou les soins des proches, et se traduisent par des dons lors du Nouvel An (« *Tét* »), des mariages, naissances ou enterrements.

La rencontre des logiques de consommation capitalistes, de la pression sociale que l'on retrouve dans beaucoup de sociétés asiatiques, et d'une culture de la rumeur produit du régime communiste et de l'histoire militaire récente du pays, nourrit en même temps des pratiques d'affichage et de dépenses ostentatoires et une pratique du non-dit. La migration, entre origine et destination, traduit de fait des modes de vie souvent à multiples facettes.

La confrontation des entretiens montre que, pour beaucoup, la conception du besoin qui alimente l'entreprise d'augmenter ses revenus par la migration ne s'arrête pas à un seuil prédéfini. Une fois les économies réunies en ville, économies suffisantes pour financer les études des enfants et construire une maison confortable au village, la migration peut continuer de manière à accumuler du capital en cas de problème. La migration est un recours nécessaire pour assurer une sécurité de long-terme au ménage. La sécurité financière est la priorité. En ce sens, la migration est jugée préférable à une présence aux villages, même une fois le capital accumulé. Pour un grand nombre de ménages ruraux précaires, mais ayant tout de même un capital minimum, la migration est une alternative possible, et relativement facile comparée à ce qu'elle a pu être par le passé. Dans ces conditions, rester au village en se contentant de maigres revenus tirés de la terre et d'emplois ponctuels en parallèle (dans le petit commerce, le transport, ou encore la construction) est interprété comme un mode de vie passif, qui ne saisit pas les opportunités créées par l'urbanisation et l'industrialisation.

Le choix de la migration révèle une optique de dédication de soi au travail, au nom du collectif du ménage et plus largement du pays dans un contexte communiste qui nourrit abondamment le sentiment patriotique. Mais ces stratégies qui visent le profit économique aux bénéfices de l'individu et du ménage témoignent aussi d'une recherche de distinction bien éloignée de l'idéal égalitariste. Les idéaux capitalistes infusent une société dans laquelle les

fonctionnements communautaires qui régissent l'unité territoriale du village tendent à perdre de leur prévalence. Pour autant, si les mécanismes d'interdépendance et de solidarité qui caractérisent le village se font plus discrets, ils ne disparaissent pas totalement.

V.3.1.3. Séparation de la communauté villageoise

Le village conserve sa valeur de lieu de ressourcement. Pour certains, y retourner permet d'apprécier ponctuellement son rythme plus lent et de reprendre son souffle dans un quotidien effréné. Mais les avis sont mitigés. Si certains voient au village la douceur d'une vie plus simple, d'autres l'associent à la pression du voisinage ... et aux obligations financières qui l'accompagnent. En effet, la société villageoise est sous-tendue d'interdépendances financières entre ses membres (Pannier & Pulliat, 2016). Au fil des mariages, des naissances et des enterrements, les dons et contre-dons relient les villageois entre eux¹¹⁶. Ces mécanismes alimentent des spirales d'endettement qui peuvent peser considérablement sur les budgets des ménages, et contribuer à la décision de partir. Migrer c'est donc aussi s'extraire de ces réseaux d'interdépendance, qui peuvent s'avérer une aide précieuse en cas de besoin, mais aussi être vécus comme une contrainte. En ville, les migrants ne bénéficient pas des mêmes pratiques d'entraide mais gagnent également en autonomie vis-à-vis de réseaux parfois pesants.

Outre la dimension financière de ces réseaux, quitter le village, c'est aussi s'émanciper du fort contrôle social qu'exerce la société villageoise. Pour les femmes en particulier, migrer peut-être vécu comme un accès renouvelé à la liberté, loin des yeux de l'entourage. Cependant, les réseaux translocaux de personnes issues d'une même localité sont susceptibles de relayer ce contrôle social et de contrecarrer en partie cette émancipation, par le biais des nouvelles technologies notamment. Les mêmes réseaux qui permettent aux migrants et migrantes de garder un lien avec le village, permettent aussi au village de garder un lien avec eux et elles.

La migration, par la distance qu'elle crée à cet environnement familial, peut aussi être une fuite. Les entretiens m'ont amenée quelque fois à croiser la route de femmes migrantes qui avaient migré pour fuir des violences conjugales, s'échapper d'une situation devenue insoutenable et prendre un nouveau départ. Je ne m'étends pas sur ce sujet tant ces cas sont à la marge de l'échantillon de personnes rencontrées. Néanmoins, il me semble important de le mentionner pour rappeler la dimension primaire de ces flux migratoires. La migration est avant

¹¹⁶ Les montants très élevés des pratiques de dons et contre-dons rituelles ont poussé les autorités à mettre en place des campagnes publiques pour inciter à limiter les montants en jeu (Pannier & Pulliat, 2016).

tout un déplacement. Il peut être calculé, anticipé, discuté, planifié. Mais il peut aussi se faire dans l'urgence en cas d'extrême insécurité. La dimension genrée de cette pratique, si elle n'est pas au cœur de cette analyse, n'est pas à sous-estimer. La migration comme réaction face à la vulnérabilité est aussi un moyen de réponse face aux vulnérabilités spécifiques, notamment celles des femmes¹¹⁷.

Le renouvellement du village vietnamien à la suite de la réforme agraire alors que les migrations internes prenaient leur essor a été étudié en détail par Olivier Tessier dans sa thèse en anthropologie soutenue en 2003. Elle portait sur un village nord-vietnamien, où se jouaient des migrations vers les pôles d'emplois extérieurs, essentiellement sous forme de migrations temporaires relativement courtes comparativement à ce qui a été observé à Ho Chi Minh Ville au début des années 2000, et ponctuées de retours fréquents (Tessier, 2003). La thèse, intitulée en référence à un proverbe vietnamien « *Le pays natal est un carambole sucré* » [*Quê hương là chùm khế ngọt*] *Ancrage social et mobilité spatiale : essai de définition d'un espace social local au nord du Viêt Nam*, souligne l'imbrication entre ancrage et mobilité autour de l'espace du village, selon une logique de complémentarité, avec en tête l'horizon de la réinstallation au village. Dans ce travail, Olivier Tessier interroge notamment la pérennité d'une « tendance forte à l'enracinement au village » identifiée sur la base de cinq ans de migrations » (*ibid.*, p.561).

Aujourd'hui, pour poursuivre cette réflexion à l'aune des migrations observées à Ho Chi Minh Ville dans le contexte du Vietnam du sud, il ressort que le développement urbain, nourri par les migrations temporaires de longue-durée, ne signifie pas l'effacement du village, mais sa réinvention, comme base arrière d'une croissance économique galopante. Ce n'est pas un exode rural qui alimente cette croissance, mais bien un jeu de vases communicants, qui resserre les liens entre la métropole et l'arrière-pays national, générations après générations.

V.3.2. Générations de sacrifiés

L'interprétation de la migration par les plus jeunes migrants, bien qu'exprimée en des termes proches, n'est pas la même que celle des migrants plus âgés car ils ne partagent pas tout à fait la même définition de la réussite. La réussite n'est pas pensée à la même échelle (celle de l'individu ou celle du ménage) et donc ne se localise pas au même endroit dans l'espace. Pour

¹¹⁷ Cela n'exclut pas le cas d'autres participantes victimes de violences conjugales en ville.

les plus jeunes, qui migrent alors qu'eux-mêmes remplissent encore le rôle d'enfants dans l'organigramme familial, la focale est en partie au moins individuelle. Le sens du devoir familial (migrer pour soutenir ses parents financièrement) n'est pas absent mais il converge opportunément avec une aspiration plus personnelle vers la modernité et la nouveauté. En revanche, pour les migrants au-delà de la trentaine qui sont en migration alors qu'ils ont déjà des enfants, la réussite se traduit par le réinvestissement des bénéfices de la migration au village et pour leurs enfants. La dimension personnelle s'efface, elle ne transparaît plus qu'à travers le sens du devoir. La réussite est indirecte.

Pour les aînés qui restent au village, l'enjeu est celui de savoir laisser partir. Outre le discours des parents qui consiste à encourager leurs enfants à partir, que ce soit pour étudier ou pour travailler dans l'industrie ou les services, un autre discours se fait entendre, celui de l'acceptation. A défaut de les encourager à partir, certains parents acceptent l'inévitable. J'ai ainsi plusieurs fois entendu des propos de l'ordre de : « Il faut bien accepter, qu'est-ce qu'ils vont faire ici ? ». Il ne s'agit donc pas seulement de vouloir un chemin différent pour ses enfants, mais également de réagir face à une triste réalité, celle d'une terre qui ne répond plus aux besoins et aux ambitions de ceux qui l'exploitent. Accepter le départ, quand on ne part pas soi-même ou parfois après être parti soi-même, c'est ainsi accepter de rester derrière. Les aînés fatigués endossent alors le rôle de gardiens, gardiens de la terre, gardiens des ancêtres et précepteurs des enfants. Ces parents qui pour certains sont partis en leur temps gardent la confiance dans le retour de leurs enfants (voir chapitre précédent IV.3.2.1.). S'écrivent ainsi des récits de famille où chaque génération part à son tour, théoriquement pour mieux revenir.

Ce qui ressort en transversal des multiples entretiens réalisés dans les zones rurales et à Ho Chi Minh Ville auprès de personnes ayant migré auparavant, c'est avant tout le sacrifice d'une génération au profit de la suivante. Deux générations qui ont aujourd'hui entre 30 et 60 ans et qui ont fait le choix de quitter le village, pour un temporaire prolongé de plusieurs années en zone urbaine, parties loin pour chercher de meilleures opportunités d'emploi. Les récits migratoires de ces trentenaires à quinquagénaires dépeignent le portrait de deux générations qui ont vu dans les mutations du Vietnam des années 1990-2000-2010 l'opportunité de donner un avenir différent à leurs enfants. Le souhait de voir les enfants prendre un chemin différent du leur, réussir des études longues qu'eux-mêmes n'auraient pu imaginer, quitter un milieu agricole ou piscicole rude et imprévisible, pousse les parents à laisser leurs enfants en bas-âge au village pour partir gagner les fonds qu'ils jugent nécessaires à leur épanouissement futur. En ce sens, garantir l'avenir de leurs enfants est jugé plus important qu'être présent physiquement auprès d'eux. On peut voir dans cet investissement une forme de transfert, car eux n'ont pas eu

l'opportunité d'étudier en raison de la guerre, puis du retard de développement en zone rurale, et plus spécifiquement du retard du système éducatif qui se comble progressivement. Ils souhaitent donner cette chance à leurs enfants. Parmi ces deux générations, l'une arrive à la fin de son parcours migratoire et reprend le chemin du village, la seconde persévère, loin de ses propres enfants, mais assistée par les nouvelles technologies. Ces générations composent une masse rurale pour qui les perspectives de progression sociale étaient minces, et qui projettent sur les plus jeunes une ambition renouvelée. Les jeunes de la troisième génération, parfois enfants de migrants, en partant à leur tour, endossent cette responsabilité, conscients du sacrifice des générations qui les ont précédés, mais aussi bien contents d'échapper au dur labeur de la terre ou de la mer qui a tant usé les mains de leurs parents et grands-parents. Une mère de famille rencontrée dans la province de Quảng Ngãi qui a migré pendant plus de dix ans pour faire de la vente de rue à Ho Chi Minh Ville, dans la province de Tây Ninh et dans le delta du Mékong, a vu ensuite sa fille migrer au Japon. Selon son interprétation, sa fille effectue à son tour, pour son propre fils et pour sa mère, l'effort qu'elle-même avait fait étant jeune pour ses enfants. Ces schémas familiaux dépeignent la dimension cyclique du sacrifice, qui se reproduit génération après génération. Celle-ci fait écho à la dimension cyclique du risque, qui elle-même semble se déplacer d'un espace à l'autre dans un contexte marqué par l'incertitude et le manque de ressources, comparativement du moins à des attentes elles-mêmes toujours plus grandes.

V.3.3. Agentivité et récit de soi

Les différents cas de migration rencontrés permettent de déceler divers profils de migrants. Comme toute opération de catégorisation, cette tentative est nécessairement artificielle et ne saurait rendre compte de la complexité des décisions migratoires. Néanmoins, si je dois retenir un critère déterminant pour opérer ces distinctions, ce serait celui de l'âge. La nature intrinsèquement multifactorielle de la décision migratoire, et les effets d'interconnexions entre les différents facteurs, rendent caduc le projet de discrétiser les migrations suivant leurs « raisons ». Seuls des cas extrêmes permettent de clairement distinguer la migration environnementale de la migration économique. Par exemple, des situations dans lesquelles un événement climatique comme un typhon détruit entièrement le logement d'un ménage. Mais même dans ce type de situations, les facteurs socio-économiques et culturels orientent la réponse apportée à la crise.

En revanche, le moment de la vie éclaire davantage la prise de décision, que ce soit celle de démarrer la migration ou celle de la continuer. Suivant que l'on décide de migrer jeune ou plus tard, suivant que l'enquête porte au début, au milieu ou à la fin de la migration, les interprétations diffèrent. Dans ces récits réflexifs, ce ne sont pas simplement les multiples facteurs qui importent, mais également et surtout la finalité énoncée. Plutôt que « pourquoi migrer ? », la question pertinente me semble être « pour quoi migrer ? » Dans les récits, ce que l'on cherche à retirer de la migration, l'objectif que l'on se donne à soi-même derrière la migration, prévaut sur les raisons personnelles et structurelles qui ont fait basculer la balance en faveur de la migration. En apparence, cela peut paraître contradictoire avec l'idée que l'on migre quand aucune alternative n'est possible. Mais cette idée que l'on « ne peut rien faire d'autre » est relative aux attentes que l'on se donne. La migration apparaît comme la seule solution possible pour répondre à ces attentes. C'est pourquoi l'identification des facteurs de migration requiert une discussion approfondie sur le parcours de vie pour déceler, derrière les auto-récits, certains des éléments qui ont rendu possible ou nécessaire cette décision.

L'enquête révèle des parcours migratoires de parents motivés par la volonté d'offrir à la prochaine génération un avenir différent, loin de l'agriculture ou de la pêche. Pour les enquêtés partis tardivement qui ont décidé d'opérer une reconversion professionnelle, les revenus agricoles ne suffisaient plus à nourrir la famille. La migration est un moyen de subvenir aux besoins de la famille restée au village et de leur assurer de bonnes conditions de vie, ainsi que de financer l'éducation des enfants. Il peut s'agir de femmes ou d'hommes ayant laissé leur conjoint et enfants au village, ou bien de couples partis à deux et ayant confié leurs enfants aux grands-parents ou frères et sœurs au village. J'ai rencontré plus rarement le cas de personnes âgées ayant migré très tardivement, alors que leurs enfants étaient déjà adultes, également pour trouver une nouvelle source de revenus, notamment après le début de la pandémie de Covid 19.

L'enquête montre également des parcours migratoires de plus jeunes, partis étudier ou bien chercher des opportunités économiques en dehors de l'agriculture. Pour les jeunes partis au moment de la majorité, voire avant, la migration se comprend comme un moyen de gagner son indépendance, de libérer la famille d'une part de ses dépenses, et pour certains, d'accéder à un lieu qui représente la modernité et à l'émancipation, par opposition au village d'origine associé aux difficultés économiques, aux risques naturels et parfois à la pression sociale. On observe un effet de génération, beaucoup de jeunes souhaitant poursuivre une autre voie, en ville, dans l'industrie, le commerce ou les services. Au moment de leur départ, les activités agricoles/aquacoles du ménage n'offraient pas de débouchés satisfaisants pour la nouvelle génération. Ces deux premiers profils se rejoignent lorsque les personnes ayant migré très

jeunes, puis ayant fondé une famille avec un autre migrant ou une autre migrante à Ho Chi Minh Ville, décident plus tard de renvoyer leurs enfants au village¹¹⁸.

Derrière eux restent les parents parmi lesquels on distingue deux postures qui se combinent parfois : l'acceptation et la résignation. Certains poussent délibérément leurs enfants à partir pour entamer un nouveau récit familial. D'autres les laissent partir, faute d'alternative.

De manière transversale, on retrouve derrière ces décisions personnelles, expression de l'agentivité des migrants qui composent avec les ressources à leur disposition le mode de vie qui leur semble le plus répondre à leurs besoins et attentes, les pressions exercées sur les finances des ménages par les évolutions du marché agricole et du marché foncier, la géographie des perturbations environnementales, mais aussi les horizons d'espoir construits par la rencontre d'aspects culturels et d'influences internationales. Dans ce contexte, la limitation des revenus agricoles du fait des perturbations environnementales précédemment citées, la répétition des tempêtes ou des sécheresses, la perspective des conséquences durables de la salinisation, apparaissent de moins en moins supportables au regard des attentes modernes et de la possibilité de venir en ville. Les changements environnementaux viennent se surajouter à d'autres éléments structurels qui conditionnent et encadrent l'agentivité des migrants. Dans ce contexte socio-économique, les questions environnementales ont pour effet d'accélérer le rythme d'une migration qui aurait probablement eu lieu de toute façon.

V.4.Déséquilibres territoriaux

V.4.1. L'impossibilité du retour

Un large éventail de facteurs économiques, sociaux et environnementaux ont convergé dans la décision de partir. Le même ensemble de facteurs est en jeu dans la décision de rester pendant des décennies à Ho Chi Minh Ville. Les raisons sont les mêmes et leur poids est d'autant plus lourd avec l'âge. S'il n'était pas possible ou pas avantageux de rester dans les villages à 20 ans, c'est encore moins le cas à 60 ans si l'on ne possède pas de terre ou de soutiens

¹¹⁸ Les mariages entre migrants originaires de régions très différentes qui se rencontrent à Ho Chi Minh Ville complexifient la géographie des familles de moins en moins endogames.

familiaux. Pour ceux qui ne peuvent pas rentrer, l'impossibilité du retour est relative aux aspirations qu'ils et elles ont pour eux-mêmes et pour leurs enfants. De la même manière que l'on choisit sous contrainte de partir, on choisit également sous contrainte de rester en ville.

Pour certains, leur situation économique rend inconcevable tout retour en arrière, comme pour Xuan, une ouvrière d'une vingtaine d'années, enceinte et mère d'un enfant, qui est arrivée à l'âge de 13 ans de la province de Thừa Thiên Huế (informante n°1):

« L'idée de vivre ici pendant longtemps est... bon, je suis habitué, mais la vie... Je veux aussi retourner dans ma ville natale pour être à l'aise, mais je n'ai pas d'argent, je n'ai pas de maison. En tant que travailleuse, je n'ai pas assez d'argent pour acheter une maison ou quoi que ce soit. »¹¹⁹

Pour d'autres, les pressions environnementales sur les zones rurales dont ils et elles sont originaires empêchent d'envisager un retour. Hong, une ouvrière de 31 ans qui a quitté un village de pêcheurs de la province de Khánh Hòa pour épouser un homme de la province de Quảng Nam (informante n°11), a exprimé sa peur des tempêtes, qui l'empêche de revenir :

« Il est plus facile de vivre en ville maintenant à cause du climat, il n'y a pas de tempêtes comme à la campagne. [...] Il y a même plus de tempêtes dans la ville de mon mari que dans la mienne. [...] Parce que dehors, là-bas, il y a plus de tempêtes, alors chaque fois que je pense à mon village natal, je... n'ose pas y retourner, j'y pense seulement. »¹²⁰

Enfin, il arrive que les pressions se cumulent. Thanh, un chauffeur de mototaxi de 37 ans originaire de la province de Bến Tre et arrivé dix ans auparavant (informant n°21), explique que le manque d'eau potable dû à la salinisation rend difficile l'élevage de vaches. En outre, il ne sait pas utiliser les machines agricoles. La salinisation, la mécanisation et une surface de terre insuffisante l'ont amené à avouer que :

« Maintenant, par exemple, si je veux retourner vivre là-bas, je ne sais plus quoi faire. Retourner à l'agriculture cela fait trop longtemps, je ne peux pas le faire, je ne sais pas comment faire. [...] C'est différent. Par le passé, je le faisais... je le faisais avec mes

¹¹⁹ « Thì suy nghĩ sống ở đây lâu rồi thì... cũng quen rồi, nhưng mà cuộc sống... cũng muốn về quê cho nó thoải mái nhưng mà tiền bạc không có, nhà mình. Làm công nhân đâu có tiền đâu mà mua nhà mua đồ này kia. »

¹²⁰ « Thành phố giờ sống nó dễ hơn tại vì ảnh hưởng, trên đó ảnh hưởng không có bão như ở quê. [...] Bão phía chồng em nhiều hơn là bão quê em cũng đỡ. Tại vì ở ngoài, ngoài đó, bão nhiều hơn nên mỗi lần em nghĩ tới về quê là em... nghĩ thôi cũng không dám về. »

mains et mes pieds, maintenant il y a aussi des machines... Mais même si je le fais là-bas il n'y a pas de profit. Mon terrain est petit, donc je devrais attendre au moins trois mois pour récolter... »¹²¹

Dans le cas de Thanh, les différentes pressions qui pèsent sur les terres agricoles se cumulent dramatiquement de sorte que le retour n'est pas envisageable. Ce témoignage a l'intérêt de mettre en lumière un point souvent ignoré : la perte de compétences. Les discours modernes sur l'emploi ont tendance à parler du travail sous l'angle de la qualification, désignant les ouvriers ou les vendeurs de rue de « travailleurs non qualifiés » à la différence d'emplois qui requièrent des diplômes et sont donc réservés aux travailleurs « qualifiés » (une terminologie que j'ai été contrainte de reprendre dans cette thèse par souci de clarté). Dans cette lecture, le travail agricole, en particulier dans de petites exploitations, est associé à une absence de qualification. Mais il n'en est rien, car si les qualifications du milieu agricole vietnamien ne sont pas diplômantes, elles n'en sont pas moins nécessaires. Les entretiens montrent qu'il existe un coût d'entrée dans l'activité agricole qui dépasse l'investissement financier. Migrer, c'est perdre (ou ne jamais développer) des compétences dans le domaine agricole, d'autant plus que le secteur se mécanise rapidement. Les exploitants doivent aujourd'hui maîtriser non seulement la connaissance de la terre, mais également des machines, des intrants chimiques et des législations. Ces compétences ne s'improvisent pas, et il peut être difficile de « retourner à la terre » quand on ne l'a jamais cultivée.

V.4.2. « Transition agraire tronquée »

Pour quitter l'échelle de l'individu et remonter à une plus petite échelle, je convoque dans cette analyse les travaux de Jonathan Rigg et collègues qui en 2018 ont proposé une interprétation de la situation en Thaïlande qui éclaire à bien des égards le cas vietnamien discuté dans cette thèse. Partant du constat que la part de l'agriculture dans le PIB thaïlandais décline, mais pas le nombre d'exploitations agricoles, alors même que l'urbanisation progresse, ils s'interrogent sur cette transition contradictoire. Ils cherchent à comprendre cette

¹²¹ « Bây giờ thí dụ như mình muốn về dưới sống thì cũng không biết mình phải làm gì nữa. Quay lại làm nông thì cũng kiểu lâu quá rồi làm không nổi, mình cũng không biết sao để làm. [...] Khác. Như hồi trước mình làm mình... mình làm bằng tay chân này kia, bây giờ nó cũng có máy móc... Nhưng mà làm thì cũng cho có làm vậy cũng không có lời. Với lại đất mình ít nên mình làm mình chờ tới ba tháng để thu hoạch thì... »

« *deagrarianization without depeasantization* »¹²² qui caractérise une population dont les revenus principaux proviennent d'autres secteurs que l'agriculture, mais qui conserve ses terres agricoles, continue de pratiquer une agriculture de subsistance et, pour certains, s'identifie encore comme agriculteurs (Rigg *et al.*, 2018, p.330). Les auteurs parlent ainsi de « transition agraire tronquée ». Le cas thaïlandais est intéressant car il préfigure sans doute la situation actuellement en germe au Vietnam. Jonathan Rigg et collègues identifient un tournant générationnel. Les villageois aujourd'hui âgés qui sont partis travailler dans d'autres secteurs, en Thaïlande ou à l'étranger, dans les années 1970 et 1980, se sont réinstallés dans les villages et ont repris l'agriculture. En revanche, leurs enfants ne se perçoivent pas comme des agriculteurs et préfèrent d'autres secteurs d'emploi. De fait, certains d'entre eux n'ont jamais pratiqué l'agriculture. Le grand intérêt de cette lecture est de mettre en lumière « les limites du ménage comme unité d'analyse pour comprendre la direction du changement agraire et, plus particulièrement, le présent ainsi que le futur social et la durabilité économique probables de la petite propriété » (*ibid.*, p.331). Il ne s'agit pas pour les auteurs d'invalidiser le ménage comme unité d'analyse pertinente, mais plutôt de mettre l'accent sur les dynamiques internes de différenciation qui entrent en jeu. Les plus jeunes générations sont prêtes à renvoyer une grande portion de leurs revenus pour soutenir le village natal, les aînés « laissés derrière » conservent leurs terres plutôt que de les vendre pour être en mesure de les transmettre à leurs enfants, et des membres absents du ménage continuent de s'identifier à leur village natal et d'y retourner régulièrement. De la même manière que lors de mon enquête de terrain, les auteurs rapportent les discours de parents qui affirment que leurs enfants vont revenir au village, mais qui soulignent également que leurs petits enfants ne voudraient jamais cultiver la terre (*ibid.*, p.332). Dans la composition des ménages, les auteurs distinguent trois générations. Les aînés dotés d'une éducation de niveau primaire qui ont pu s'engager dans du travail non-agricole en tant que migrants pendant de nombreuses années mais se perçoivent tout de même comme agriculteurs. Leur migration était un séjour dont le but a toujours été le retour. Leurs enfants, la génération suivante de migrants, ont bénéficié d'une éducation secondaire et se caractérisent par un lien plus ténu à la terre. Cette génération absente a souvent laissé ses propres enfants dans les villages pour qu'ils soient élevés par leurs grands-parents. Ceux-ci constituent la troisième génération, qui bien que parfois élevée en zone rurale, n'a aucune connexion à la terre et à l'agriculture. Les trois générations se distinguent donc par leur niveau d'éducation, leurs compétences qui déterminent leur capacité à s'intégrer dans une économie moderne, et leurs

¹²² Ce néologisme anglais est évidemment extrêmement difficile à retranscrire en français, mais pour en proposer une traduction, on pourrait dire « dé-agrarianisation sans dé-paysanisation ».

ambitions (*ibid.*, p.335-336). Dans une certaine mesure, je retrouve la même distinction générationnelle à travers les entretiens réalisés au Vietnam. La temporalité est légèrement décalée, la migration ayant démarré plutôt à la fin des années 1980 que dans les années 1970. J'ai rencontré des migrants de deuxième génération, dont certains confiaient leurs enfants à leurs parents dans les villages, et d'autres préféraient les garder avec eux en ville dans des conditions souvent précaires. Mais, aussi, les migrants rencontrés sont encore pour certains des migrants de première génération qui touchent bientôt au moment de retourner dans leurs villages après vingt ou trente ans de migration. Leurs parents avaient pu également migrer avant eux mais selon des modalités différentes étant donné l'histoire du Vietnam des années 1970 et 1980, notamment dans le cadre des zones économiques spéciales et des politiques de renvois des populations dans les campagnes.

Dans l'analyse proposée par Rigg et son équipe, le ménage est vu comme « une unité fonctionnelle de relations productives, de pratiques d'échange et de normes de réciprocité [qui] n'est pas ancrée géographiquement [...] mais dont l'empreinte s'étend souvent au-delà du lieu d'installation, et même au-delà de la Thaïlande. » Ils insistent sur le fait que le ménage devient un « site social (et non spatial) où se jouent les relations et rôles générationnels davantage que générés – tant présents que futurs », et que la continuation de leur performativité tient à la disposition de la génération suivante à les perpétuer. La permanence de cette logique de la petite propriété foncière est dépendante du fait que le ménage demeure un cadre de « redistribution intergénérationnelle et d'échange » (le travail étant multilocalisé et ses fruits étant transférés et consommés *in situ* et *ex situ*), et que les « considérations futures » gardent leur importance (le soin aux personnes âgées, la transmission d'une terre en héritage, et les transferts de richesse intergénérationnels) (*ibid.*, p.332).

Un autre apport important de leur analyse tient à la nature de l'importance accordée à la propriété foncière. Jusque dans les années 1980, la terre était une ressource existentielle pour survivre en zone rurale sur la base de son potentiel productif pour nourrir le ménage et générer un revenu. A présent, selon Jonathan Rigg et collègues, l'importance de la terre tient à sa nature d'actif financier : c'est la valeur de transfert future qui importe, davantage que la valeur productive actuelle (*ibid.*, p.333). On peut dire que de bien de production, la terre agricole devient bien de consommation et d'épargne. Mais la valeur de la terre ne se limite pas à celle d'un bien que l'on puisse acheter, vendre ou transférer. Souligner cette bascule d'un mode de production à un actif d'investissement ne revient pas à en gommer les dimensions plus sensibles. Selon leurs termes « la terre est "visqueuse" pour des raisons légales, institutionnelles, agro-écologiques, historiques, émotionnelles et culturelles » (*ibid.*, p.333).

Enfin, la lecture de Jonathan Rigg et ses collègues remet ces trajectoires de vie dans le contexte plus large de l'Histoire (*ibid.*, p.333) :

« La rapidité du progrès de certains éléments de la transition agraire dans les pays comme la Thaïlande – et les autres pays d'Asie qui connaissent une industrialisation rapide – implique que le cours d'une vie et le temps du changement historique se superposent. Plutôt que de s'étaler sur un siècle et plusieurs générations, la transition de l'agraire au non-agraire est ramassée sur trois ou quatre décennies. Cela signifie qu'une génération est retournée dans les champs (ou ne les a jamais quittés), alors qu'une autre est engagée dans des activités non-agricoles. Les deux demeurent membres du même ménage de naissance, même si probablement multisitué, mais interagissent et entretiennent un lien avec la terre et l'agriculture de manière très différente. »¹²³

Partant de ce constat, les auteurs anticipent que la transition agraire pourrait s'achever avec le décès de la génération des aînés. Les enfants ne reprendraient pas la terre et la vendraient, rendant possible la consolidation foncière tant attendue par les autorités publiques et les acteurs internationaux. Mais cela supposerait que les sources de revenus non-agricoles soient suffisamment stables et durables pour permettre de se défaire de la terre et de la cumulation d'activités qu'elle permet (*ibid.*, p.334). Or, pour l'instant, celles-ci sont, au Vietnam comme en Thaïlande, encore précaires (voir chapitre VI.2.5). Les conditions ne sont donc pas encore réunies pour que cette transition soit complète. En outre, l'approche qui cherche absolument à diminuer la part de la petite propriété foncière en zone rurale en faveur d'une consolidation foncière annonciatrice de croissance de production tend à négliger les autres aspects des modes de vie ruraux : l'agriculture de subsistance et les mécanismes de redistribution par la consommation, qui bien que hors marché, sous-tendent la croissance marchande. Sur ces considérations, Jonathan Rigg et son équipe en viennent à se demander si le cumul d'activités (agricoles ou non, marchandes ou non, dans les villages ou ailleurs), non pas à l'échelle individuelle mais à celle du ménage, pourrait être un pilier plus permanent des modes de vie ruraux. Selon eux, cette situation pourrait perdurer si deux freins à la transition persistent : la précarité des emplois non agricoles accessibles aux migrants d'une part, et la fragilité des services de protection sociale d'autre part (*ibid.*, p.336). Les mêmes obstacles se

¹²³ Certains travaux des études post-coloniales, dont ceux de Jonathan Rigg, nuancent les lectures rigides des trajectoires de développement des pays, qui ne sont plus valables aujourd'hui dans un contexte global incertain, et se démarquent de l'approche développementaliste, en recentrant la focale sur des ajustements et des modes d'action des individus « ordinaires ».

posent au Vietnam. On est donc en droit de penser que la transition en cours n'est pas près de s'achever et que les migrations temporaires de longue durée ne se transformeront pas de sitôt en exode rural.

Ces résultats sont notamment en adéquation avec des mécanismes mis en lumière par Geneviève Cortes dans la Bolivie des années 1990. Geneviève Cortes a révélé, à travers la migration interne et internationale issue des vallées hautes et basses de Cochabamba, les pratiques mises en œuvre par ceux qui choisissent de « partir pour rester » (Cortes, 2000). Elle a développé en particulier les liens sociaux, économiques, religieux et symboliques maintenus par les migrants avec leurs villages jusqu'à leur retour. Elle a montré en quoi les modalités des migrations opérées par les paysans de ces vallées étaient dépendantes des capitaux disponibles, dans un contexte local de morcellement des terres et d'accès inégal au foncier, et découlaient de l'imbrication des sphères locale, régionale, nationale et internationale (Rivière, 2006). Elle a décrit la négociation qui sous-tend la logique des départs, perçus comme des détours nécessaires pour garantir un maintien au village, une parenthèse.

Ce moment de transition qui pousse les populations rurales du monde agricole à partir pour mieux revenir n'est en aucun cas propre au Vietnam, ou à l'Asie du Sud-Est. Cependant, il se produit au Vietnam sur un temps court et dans un contexte où la prise de conscience environnementale nourrit une inquiétude et une lucidité nouvelles sur le devenir des économies rurales.

V.4.3. Un équilibre fragile

Plusieurs facteurs pourraient perturber cet équilibre fragile et accélérer ou interrompre cette transition. Tout d'abord, du point de vue du territoire urbain, la densification et l'extension urbaine posent des défis en termes de logement, de réseaux et de services urbains (route, transports en commun, eau, électricité, évacuation des eaux usées). L'assouplissement des freins à la migration dans le but d'alimenter en main d'œuvre le développement économique et industriel de la métropole reste donc prudent, et manque d'une politique d'accompagnement adaptée pour anticiper ces dysfonctionnements.

Par ailleurs, du point de vue des zones de départ, ces flux migratoires occasionnent des déséquilibres territoriaux en dessinant en négatif la désertification des territoires ruraux, dont la population se compose de plus en plus de parents isolés, d'enfants et de personnes âgées.

Cette situation justifie l'approche méthodologique multisituée pour observer les évolutions des villages. C'est notamment pour étudier ce phénomène que j'ai souhaité compléter le travail de terrain par des enquêtes en milieu rural dans le delta du Mékong et dans le Centre.

La pandémie de Covid 19 a montré la fragilité de cet équilibre. La fermeture temporaire ou définitive de nombreuses usines et les restrictions dans l'accès à l'espace public ont occasionné des licenciements et du chômage de manière massive, mentionnés dans le chapitre IV.1.5. Après le confinement complet de Ho Chi Minh Ville de juin à septembre 2022, à la réouverture de la ville, des flux de migrants à motos sont repartis vers les villages des zones rurales. Beaucoup ont été contraints de dépenser une grande partie de leur épargne pour subvenir à leurs besoins durant cette période, bloqués dans les chambres à louer, et sans emploi. Des procédures spéciales ont dû être mises en place temporairement par les autorités pour réguler les flux à l'entrée des provinces. A l'aune de cet épisode, on comprend que l'offre en main d'œuvre que représente l'afflux de migrants ruraux en ville n'est pas à l'abri de se confronter à l'avenir à un chômage urbain si la croissance de l'offre en emploi en ville venait à ralentir.

Dans ce contexte, les enjeux environnementaux ajoutent de l'incertitude. Les pressions que font peser les changements environnementaux sur les terres vietnamiennes influencent leur valeur, tant productive que financière. La sécheresse en particulier menace le potentiel productif des terres rizicoles et arboricoles. La montée des eaux risque d'engloutir une partie des terres littorales, faisant disparaître leur valeur productive et financière. La salinisation en revanche pourrait avoir des effets plus nuancés en ce qu'elle permet une transition vers l'aquaculture aux profits plus élevés que la riziculture (voir chapitre VI.2.3.). En outre, la perte de valeur foncière d'une partie des terres pourrait justifier de manière ambivalente son abandon plus rapide dans des trajectoires migratoires résolument axées vers l'urbain, mais aussi, de manière diamétralement opposée, une incitation plus faible à la vente, et donc un lien encore persistant aux territoires ruraux, si l'alternative offerte par les zones urbaines demeure insatisfaisante. La perte pure et simple des terres, par érosion, submersion, expropriation ou vente, avorterait toute entreprise de retour et signifierait quant à elle une accélération de cette transition. Le changement climatique et autres variations anthropiques augmentent donc encore l'incertitude autour de l'évolution de cette transition agraire tronquée.

L'analyse des différents éléments qui convergent dans la décision migratoire révèle les grands bouleversements qui traversent la société vietnamienne, tant dans son versant rural que son versant urbain, depuis les impulsions données par les réformes politiques et économiques de la fin des années 1980. Dans la continuité de cette réorientation, le Vietnam poursuit son ouverture aux marchés internationaux, le développement de l'urbanisation et la transition agraire vers une économie de la production agro-alimentaire modernisée et répondant à des logiques capitalistes. Le régime socialiste à économie de marché prend corps dans un dualisme entre locomotives urbaines et terreau rural, que rendent possible les migrations temporaires de longue-durée entre le rural et l'urbain.

On voit à travers les reconfigurations des exploitations familiales le poids que la révolution agricole à l'œuvre dans les campagnes depuis la fin des années 1980 représente dans les décisions migratoires : la mécanisation, l'ouverture au marché agricole mondial et à ses fluctuations, l'émergence progressive du marché foncier des terres agricoles et son orientation vers une intensification de l'agriculture destinée à l'exportation.

Par ailleurs, on identifie les facteurs sociaux macro et micro qui influent sur cette décision : la représentation de la migration dans la société vietnamienne, la représentation de l'urbanité, le tournant générationnel dans le rapport à l'activité agricole, le sens du devoir familial, les aspirations d'ascension sociale et de distinction à l'échelle de l'individu et à celle du ménage.

Dans ce moment de transition ramassé, c'est-à-dire la phase transitionnelle du développement économique du pays, où s'opèrent sur quelques décennies des changements qui pour d'autres pays se sont étalés sur un siècle, des générations se retrouvent précarisées. Dans le Vietnam contemporain, pour certains individus, la vie tient dans une chambre de 12m² à Ho Chi Minh Ville et un travail éreintant à l'usine. Cette réalité du quotidien, qui se répète année après année, est supportée par une projection à travers l'espace et le temps : la projection vers le village, lieu du réinvestissement, la projection vers le grand âge, le temps du repos, et surtout la projection vers les enfants, l'incarnation du futur. La dimension transgénérationnelle est centrale dans les récits migratoires, au moins tout autant que la dimension translocale, Elle confine au sacrifice tant les conditions de vie quotidienne laissent peu de place à l'épanouissement personnel.

A ces évolutions sociétales s'ajoutent celles de l'environnement naturel, à la fois ressource et théâtre de ces changements sociaux, économiques et politiques. Les perturbations environnementales, d'origine climatique et anthropique, imposent une dimension supplémentaire d'incertitude. Elles menacent les ressources économiques et foncières en zones

rurales en tant qu'appareil productif et qu'actif financier, mais elles menacent aussi l'habitabilité des territoires. La montée des eaux, l'augmentation des températures et des épisodes de sécheresse, la survenue de typhons violents font peser sur les territoires deltaïques et côtiers vietnamien un péril fondamental à moyen ou long terme. Mais cet aspect du problème, le déclin de l'habitabilité de ces territoires, dépasse les préoccupations qui orientent aujourd'hui les pratiques des habitants et des autorités vietnamiens. Pour l'heure, c'est la prise de conscience de la redéfinition de la productivité de ces espaces qui importe.

La migration, manifestation spatiale de la flexibilité, se dégage comme réponse logique à un contexte marqué par l'incapacité à prévoir. Elle répond aussi au potentiel d'opportunités qu'offre la transition à l'œuvre, tout en garantissant l'adaptabilité nécessaire à la probable occurrence de chocs. En particulier, sous la forme de migrations temporaires de longue durée, elle témoigne de stratégies complexes élaborées sous contrainte multiple. Ces modes de vie reflètent la nécessité pour les ménages de multiplier les sources de revenus, de diversifier leurs moyens de subsistance, et montrent l'incapacité à s'engager trop radicalement d'un côté ou de l'autre, entre l'urbain et le rural, par aversion au risque ou par impossibilité pratique.

A la jonction entre les deux, les zones périurbaines deviennent les lieux de la rencontre entre deux facettes d'une société : de manière concomitante se jouent l'avancée du front d'urbanisation nourri par l'afflux de migrants ruraux et l'industrialisation, et la reconfiguration des terres agricoles rurales fragmentées qui sont vouées à se fondre dans l'urbain ou bien à se transformer en composantes de l'*agribusiness*. Ngo Thi Thu Trang notamment a montré dans sa thèse en quoi les zones périurbaines de Ho Chi Minh Ville, et en particulier le district de Bình Tân était le théâtre de l'émergence de nouvelles formes d'urbanité (Ngo, 2014).

Mais la migration n'est pas la seule réponse possible en zone rurale. Des stratégies et des tactiques sont mises en œuvre par ailleurs pour permettre à tout ou partie des ménages de rester dans les villages ruraux. Dans le triptyque enjeu/aléa/vulnérabilité, si la migration constitue le fait de retirer l'enjeu humain en le déplaçant, il est également possible d'influer sur l'expression de l'aléa, et sur la vulnérabilité de l'enjeu. Je développe ces stratégies alternatives dans le chapitre suivant. La première section qui la compose détaille l'interventionnisme étatique dont fait preuve le gouvernement vietnamien dans sa réponse résolument infrastructurelle face aux aléas environnementaux. La seconde se penche sur les adaptations des pratiques agricoles et aquacoles, et autres secteurs d'emploi locaux, réalisées sur place pour répondre aux enjeux nouveaux posés par une mutation accélérée et inachevée de l'économie vietnamienne et un cadre environnemental changeant. La lecture par l'adaptation au risque et plus largement par l'adaptation à l'incertitude permet de lire selon un continuum les pratiques

mobiles comme immobiles. Les enquêtes en zones rurales dans les territoires de départ, en complément de l'enquête principale menée en zones urbaines dans les territoires d'arrivée, éclairent le revers de la migration dans une approche multisituée qui fait écho à la translocalité des trajectoires migratoires.

Chapitre VI. L'adaptation sur site, stratégie alternative à la migration

VI.1. Agir sur l'aléa et l'exposition : interventionnisme étatique	324
VI.1.1. Bloquer la mer	325
VI.1.2. Prendre de la hauteur	335
VI.1.3. Les opérations de relogement	339
VI.1.4. Enjeux publics croisés autour de l'environnement	347
VI.2. Agir sur la vulnérabilité : adapter l'agriculture et l'aquaculture, ou les quitter	354
VI.2.1. Maintenir la riziculture, s'adapter sans changer de secteur d'activité	356
VI.2.2. Adopter l'arboriculture spécialisée, changer de culture au sein du secteur agricole	361
VI.2.2.1. OCOP, politique de spécialisation agricole et aquacole	361
VI.2.2.2. Objectifs de la politique OCOP	366
VI.2.3. L'élevage de crevettes : manne financière controversée	367
VI.2.3.1. Transitions lucratives	367
VI.2.3.2. Planification deltaïque et tensions	370
VI.2.3.3. Gouvernance des eaux	371
VI.2.3.4. Coopératives	373
VI.2.4. La sylviculture : solution privilégiée en situation de stress hydrique	374
VI.2.4.1. La culture de l'acacia, résistante à la sécheresse	374
VI.2.4.2. La culture de l'acacia, vulnérable face aux tempêtes	379
VI.2.5. « Quitter l'agriculture sans quitter la province »	381
VI.2.5.5. Reconversions professionnelles sur site	381
VI.2.5.6. Industrie locale et migration rural-rural	382
VI.2.6. Cultiver l'adaptabilité face à l'incertitude	386

L'expérience de terrain à Ho Chi Minh Ville auprès des migrants ruraux m'a amenée à poursuivre et compléter l'exploration de ces trajectoires migratoires par un travail de terrain secondaire dans certaines zones de départ. D'un objet d'étude centré sur l'espace urbain, et l'insertion des migrants internes dans le tissu de la ville, la focale s'est progressivement déplacée vers l'espace rural. Au fil de l'enquête, je me suis progressivement retrouvée, comme les migrants eux-mêmes, un pied en ville et un pied au village. C'est bien le constat de la translocalité des pratiques migratoires qui a rendu inévitable l'intégration des espaces ruraux au protocole de recherche. La ville ne me donnait à voir qu'une portion de la trajectoire, un moment (prolongé certes) de l'expérience migratoire, qui ne pouvait se comprendre qu'à l'aune des situations dans les zones de départ. Pour comprendre le contexte dans lequel s'inscrit la migration, j'ai voulu observer ces lieux d'origine et certaines des alternatives auxquelles les ménages ruraux peuvent avoir recours lorsqu'ils sont confrontés à des difficultés. La migration peut remplacer certaines d'entre elles, ou venir les compléter.

C'est pourquoi j'ai réalisé trois enquêtes de terrain courtes (10 à 14 jours chacune) dans trois provinces rurales (Quảng Ngãi dans le Centre, Bến Tre et Sóc Trăng dans le delta du Mékong). Dans chacune de ces provinces, j'ai observé plusieurs communes de manière itinérante (voir les cartes de localisation des sites d'étude dans le chapitre II.1.4, figures n°12 et 13). Au total, en zones rurales, j'ai réalisé près d'une centaine d'entretiens avec des familles de migrants et des migrants revenus de manière ponctuelle ou permanente, auxquels s'ajoutent des entretiens avec les autorités locales aux échelons des provinces, des districts, des communes et dans certains cas avec les chefs de villages. J'ai précédemment développé les choix méthodologiques qui ont régi cette enquête multisituée et les raisons qui les ont motivés (voir chapitre II.1). Dans ce chapitre, je restitue certains des résultats retirés de ces terrains réalisés dans les zones de départ étudiées¹²⁴.

Afin d'introduire ce chapitre, il est nécessaire de clarifier la place que celui-ci tient dans l'argumentaire, et les ramifications théoriques qui le raccrochent à l'objet d'étude central de ce travail qu'est la migration interne des humains au prisme des changements environnementaux. L'idée d'une méthode multisituée a germé très tôt dans l'élaboration de ce projet de recherche à partir des lectures en études migratoires, puis sa pertinence s'est vue confirmée par les

¹²⁴ Je précise à nouveau ce que j'ai déjà mentionné dans le chapitre méthodologique : les ménages rencontrés dans les villages retenus en tant que foyers de départ de migrants ne sont pas les familles des migrants rencontrés à Ho Chi Minh Ville. À partir des entretiens menés à Ho Chi Minh Ville, et des données recueillies dans la littérature scientifique et dans les enquêtes statistiques du Bureau National des Statistiques vietnamien, j'ai identifié des régions et provinces de départ de flux migratoires vers Ho Chi Minh Ville. Les conditions matérielles, les connexions interpersonnelles et institutionnelles et les demandes d'autorisation ont abouti à la sélection de trois provinces, et au sein de ces provinces de districts et communes d'étude.

premiers temps du travail d'enquête. Le questionnement théorique auquel les enquêtes en milieu rural contribuent s'est construit en parallèle du terrain, toujours un temps après l'observation – d'abord en milieu urbain, puis en milieu rural. Les récits des migrants rencontrés à Ho Chi Minh Ville n'ont que très rarement accordé une place centrale aux conditions environnementales au village (voir chapitre V.2). Comme je l'ai montré dans le chapitre précédent, il est apparu clairement que les décisions migratoires découlaient de multiples facteurs. Si la migration est une stratégie d'adaptation, les entretiens avec les migrants dans le territoire d'arrivée n'ont pas permis de saisir entièrement ce à quoi elle répond, et surtout quelles auraient pu être les alternatives, d'où la nécessité de se rendre sur place. Les migrants rencontrés m'ont amenée à dessiner les contours des villages qui les avaient vus partir. Les interrogations autour des motifs des départs, des décisions prises et des contraintes qui pesaient sur ces territoires et ces familles ont rendu nécessaire la poursuite du travail en milieu rural.

Après le terrain mené à Ho Chi Minh Ville, les enquêtes dans la région centrale du pays et dans le Delta du Mékong m'ont donné à voir l'autre facette de la migration : la migration vue par ceux qui restent. Enquêter dans les communes dont une partie des habitants s'oriente vers Ho Chi Minh Ville, ou vers d'autres destinations, a été un moyen d'accéder au revers de la migration et aux pratiques mises en œuvre sur place par les populations locales pour répondre aux changements structurels qui conditionnent leurs modes de subsistance. En suivant le fil du terrain, j'ai cherché à apporter des éléments de réponse, tout d'abord à *comment migrer* dans les chapitres III et IV, puis à *pourquoi migrer* dans le chapitre V. À présent, il s'agit de prendre le sujet sous un autre angle : *comment rester* au village ? J'ai déjà détaillé la faisabilité de la migration du point de vue du territoire d'arrivée. Ce chapitre-ci illustre les conditions qui rendent possible le fait de rester du point de vue du territoire de départ.

Cette entreprise replace au cœur du propos la notion d'adaptation, non pas par la migration, mais par des pratiques sur site. Sur la base des travaux qui théorisent l'adaptation développée en introduction, je définis les pratiques d'adaptation sur site comme toutes les pratiques mises en œuvre dans le but de transformer un système de manière à assurer sa survie dans l'éventualité d'une perturbation ou après sa survenue. Cette fois-ci, je me concentre sur les pratiques qui n'impliquent pas de déplacement de personne sur de longues distances. Les ajustements en question peuvent aboutir à un maintien du système ou bien à un développement économique, démographique, social ou encore écologique. Les pratiques d'adaptation peuvent être initiées par les autorités publiques locales ou nationales, comme par les ménages eux-mêmes de manière autonome, le système en cause peut donc être à l'échelle de l'individu, du ménage ou de la communauté. Ainsi, ce chapitre est dédié aux pratiques d'adaptation sur site

mobilisées par les habitants dans l'optique de maintenir une activité et/ou une résidence sur place lorsque les terrains agricoles et les habitations sont soumis à un changement de conditions tant économiques qu'environnementales. Ces pratiques peuvent inclure par exemple des changements de modes d'action, d'usages des sols, de modes de gouvernance, des projets de construction, la promotion de certains secteurs d'activité, des mécanismes d'aide sociale. Suivant l'échelle spatiale à laquelle on se place, des migrations de courte distance, ou des migrations circulaires, peuvent s'intégrer à cet éventail de pratiques d'adaptation.

Une fois ces termes posés, demeure la question de fond : adaptation à quoi ? De même que la migration, les pratiques d'adaptation sur site répondent rarement à un changement unique, mais bien souvent à une combinaison de changements. Le concept d'adaptation répond à mon sens davantage à un changement de contexte, à une rupture d'équilibre dans la trajectoire d'un agent, d'un groupe ou d'un territoire, plutôt qu'à une perturbation précise. Ainsi, bien que les pratiques d'adaptation puissent être rattachées à certains aléas, chaque ajustement intervient dans une certaine mesure opportunément dans un contexte économique et politique lui-même changeant. L'ensemble des pratiques d'adaptation qui sont présentées dans ce chapitre doivent donc être lues à l'aune du chapitre précédent. Il s'agit de présenter les alternatives sur site à la migration, qui de fait répondent pour partie aux mêmes enjeux. Par souci de clarté, je décline ces pratiques d'adaptation sur la base des réponses apportées ouvertement pour réduire le risque environnemental. Elles peuvent se décomposer en trois grandes stratégies qui découlent directement des trois grandes composantes du risque : agir sur l'aléa, sur l'exposition, ou sur la vulnérabilité de l'enjeu à travers sa sensibilité et sa capacité propre d'adaptation. Ainsi, je présente les moyens mis en œuvre suivant chacun de ces leviers d'action.

Dans une première partie, j'expose l'approche principale de gestion des risques environnementaux mise en œuvre par les autorités vietnamiennes à travers un interventionnisme fort. Cette approche se décline en deux volets : la construction d'infrastructures de protection d'une part, et les procédures de relogement de population localisées en zones à risque d'autre part. De plus, cet interventionnisme soulève des enjeux stratégiques et impose des arbitrages politiques.

Dans une seconde partie, je développe les pratiques d'adaptation mises en œuvre par les habitants comme par les autorités publiques à travers l'emploi. Dans ce cadre, je détaille les ajustements des pratiques agricoles, sylvicoles et aquacoles en cours suivant un degré plus ou moins important de rupture avec les pratiques antérieures, ainsi que les reconversions professionnelles opérées. Ces pratiques d'adaptation mobiles et immobiles sont susceptibles d'être combinées pour composer des stratégies d'adaptation multilocalisées.

Je fais le choix de présenter conjointement les pratiques d'adaptation observées sur les différents terrains, dans le centre du pays et dans le delta du Mékong, afin de mettre en avant les logiques d'action communes qui s'y retrouvent, malgré de fortes différences de contexte. La topographie de la province de Quảng Ngãi, associant plaine côtière et basses montagnes, la distingue entièrement des deux provinces étudiées dans le delta du Mékong, qui sont de fait extrêmement plates et quasiment situées au niveau de la mer. Du fait de cette différence de topographie, et de l'écart de latitude, les deux régions ne sont pas soumises aux mêmes aléas. C'est bien là tout l'intérêt de les mettre en regard. L'exposition aux aléas a été largement développée dans le chapitre V.2, aussi ce chapitre sur l'adaptation se lit-il dans la continuité du chapitre antérieur qui explicitait sur le plan géomorphologique et climatique la situation des territoires étudiés en termes de risques environnementaux. Je reprends ici en quelques lignes les grandes distinctions.

La sécheresse ressort comme la menace commune qui plane sur tous les territoires étudiés, toutes latitudes et toutes altitudes confondues (plaines côtières, plaines deltaïques, vallées et monts), avec des variations locales. Par sécheresse, on entend l'intensification de la saison sèche (absence de précipitations et températures très élevées), et parfois le retard de la saison des pluies (variable suivant les régions et qui pour l'instant n'est pas encore devenu systématique chaque année).

Dans le delta du Mékong, la sécheresse est indissociable de la salinisation, et de l'érosion côtière et fluviale. La sécheresse se pense aussi en alternance avec l'inondation, car celle-ci est d'autant plus dommageable qu'elle intervient sur un sol sec. Avec la montée du niveau de la mer, l'inondation est associée à la submersion et à l'érosion de certains territoires côtiers et le long des cours d'eau. Salinisation, submersion et érosion se manifestent différemment suivant les zones du delta, ce qui justifie particulièrement d'étudier deux provinces distinctes, Bến Tre et Sóc Trăng.

En revanche, dans la province de Quảng Ngãi sur la côte centrale du pays, où la salinisation est beaucoup moins prégnante, la sécheresse se traduit différemment. Elle affecte les plaines comme les montagnes, et certains versants montagneux connaissent des variations de températures hebdomadaires fortes permettant de faire chuter la température la nuit même en saison sèche. En outre, la province de Quảng Ngãi, comme toutes les provinces du centre du Vietnam, est exposée très directement au risque de tempête et de typhons. Du fait de son relief, la province de Quảng Ngãi doit faire face à un risque de glissements de terrain en montagne

que le delta ne connaît pas. Leur fréquence tend à augmenter avec l'augmentation de la fréquence des typhons violents, de même que le risque d'inondations.

VI.1. Agir sur l'aléa et l'exposition : interventionnisme étatique

Les trois enquêtes de terrain menées en zone rurale en 2022 m'ont permis de mettre des images sur l'envers de la migration que me dépeignaient les migrants en ville : sur les enjeux et les défis qui se posaient sur ces territoires agricoles et aquacoles, qu'ils soient environnementaux ou non, mais aussi sur les mesures mises en œuvre par les différents acteurs pour y répondre. Pour introduire ces mesures, je dois commencer par présenter les solutions apportées par la puissance publique, car le gouvernement vietnamien adopte une posture résolument interventionniste dans sa réponse aux impacts du changement climatique. Il fait de l'adaptation au changement climatique une priorité de premier ordre, relayée par une propagande visible (voir figure n°52). En 2007, le gouvernement vietnamien a adopté le document cadre *National Strategy for Natural Disaster Prevention, Response and Mitigation to 2020* (République Socialiste du Vietnam, 2007), suivi par un document similaire à l'horizon 2030, vision 2050. L'État y affirme son statut de garant de la sécurité des citoyens et citoyennes du pays. Il se positionne radicalement en contre-pied des postures qui, mettant en avant la capacité d'adaptation autonome des populations ou leur « résilience », portent en elles le germe d'un désengagement étatique (Quenault, 2013). En outre, l'enjeu médiatique est d'autant plus grand que l'attention internationale se focalise sur le Vietnam du fait de sa forte exposition aux impacts du changement climatique. Par la planification stricte et l'aménagement des territoires, l'attitude du gouvernement impose un cadre légal et physique aux pratiques des habitants. Dans cette première partie, je m'attache à restituer les partis pris de ces aménagements, des orientations qui s'en dégagent, et des enjeux qui les sous-tendent.



Figure n°52 : Panneau d’affichage public dans le village de Long Hiệp, district de Minh Long, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l’auteure, janvier 2022.
« Une communauté unie pour lutter contre le changement climatique »

VI.1.1. Bloquer la mer

Pour rendre compte des différentes pratiques d’adaptation qui peuvent être reliées plus ou moins directement à des aléas environnementaux sur les terrains étudiés, il convient de s’arrêter sur l’aléa complexe désigné en vietnamien sous le terme unique de *sạt lở*. *Sạt lở* recouvre en fait deux phénomènes que la langue française distingue : d’une part l’érosion le long des côtes et des cours d’eau, d’autre part les glissements de terrain en montagne occasionnés par de fortes pluies. Je me penche d’abord sur le cas de l’érosion côtière et fluviale et des mesures mises en œuvre à différentes échelles pour y faire face. Les glissements de terrain en altitude et les réponses associées sont étudiés dans la sous-partie suivante en lien avec les opérations de relogement.

Dans le delta du Mékong, la stratégie principale face à la montée du niveau de la mer à l’origine d’inondations, d’une salinisation des terres et des cours d’eau, d’une érosion et donc d’un risque de submersion important, consiste à construire des infrastructures de protection publiques. Celles-ci prennent la forme de digues, de barrages ou encore d’écluses. Les

politiques de gestion des risques peuvent intervenir sur les différentes composantes des risques. Elles peuvent porter sur l'aléa lui-même : le développement d'infrastructures de protection qui modifient les modalités d'expression de l'aléa. Les réglementations d'urbanisme, quant à elles, ont vocation à réduire l'exposition des personnes. Enfin, le déploiement d'instruments d'alerte face aux aléas climatiques, par exemple, permet de renforcer la préparation et donc la capacité de réponse des personnes concernées. Le gouvernement vietnamien se démarque par une approche résolument infrastructurelle, combinée à une planification de l'usage des sols, en particulier dans le delta du Mékong.

L'infrastructure peut réduire l'exposition de la côte à ces risques de manière significative. Cependant, un risque nul ne peut jamais être garanti. Le rapport du projet GEMMES Vietnam publié pour la COP26 affirme :

« Les ressources pour l'adaptation ont principalement été investies dans des infrastructures en dur de grande échelle, souvent conçues sans une pleine reconnaissance de la nature systémique des risques et des incertitudes associées au changement climatique futur. [...] Certaines infrastructures sont encore nécessaires, mais d'autres pourraient aussi augmenter les risques existants, ou en créer de nouveaux » (Espagne *et al.*, 2021, chapitre 12, p.556).

Des problèmes de dysfonctionnement technique et de coordination entre différents équipements et localités peuvent être à l'origine d'une baisse d'efficacité du dispositif. Parmi les études de terrain menées dans le delta, de telles difficultés ont été observées dans la commune de Long Định en particulier, située dans le district de Bình Đại, dans la province de Bến Tre. Dans cette commune, plusieurs écluses de petite taille installées le long du fleuve se sont révélées inopérantes depuis leur construction, voire totalement inutiles pour limiter l'intrusion saline, alors que cela constitue l'enjeu principal dans cette zone. La conception de ces infrastructures inadaptée au site et au courant ne permet pas de relever ou de rabaisser l'écluse comme il le faudrait. En conséquence, l'écluse est laissée constamment en partie ouverte, comme le montre la photographie suivante (figure n°53).



Figure n°53 : Ecluse publique dysfonctionnelle dans la commune de Long Định, district de Bình Đại, province de Bến Tre. Source : photographie de l’auteure, avril 2022.

Cet échec de l’infrastructure publique contraint les habitants à mettre en œuvre leurs propres mesures, à leur échelle et avec leurs moyens, c’est-à-dire individuellement sur leurs parcelles, et de manière très rudimentaire. Un habitant m’a ainsi montré de petites « écluses artisanales » qu’il avait installées lui-même sur ses canaux d’irrigation de manière à contrôler l’arrivée d’eau sur les cultures. Il s’agit en fait simplement de bâches en plastique amovibles, fixées à des structures en bois pour couper les canaux. Je n’ai pas pu les photographier car elles étaient fermées au moment de ma visite et le niveau de l’eau élevé les rendait presque invisibles. Cet exemple montre deux variations autour d’un même procédé technique, l’écluse, toutes deux de petite envergure, l’une implantée par les autorités locales de manière généralisée sur la commune mais inefficace, et l’autre implantée par un habitant de manière localisée sur sa parcelle, avec une relative efficacité. Bien entendu, ce dispositif artisanal reste très limité, il est susceptible d’être rapidement dépassé et rendu inutile en cas de fortes pluies notamment. Il s’agit là de deux exemples d’écluses de petite taille, mais qu’en est-il pour une infrastructure de plus grande ampleur ?

À ce sujet, le cas du barrage-écluse de Ba Lai, toujours dans le district de Bình Đại, est un exemple intéressant (voir figure n°54). J'ai eu l'occasion de l'étudier lors de mon travail de terrain en mars 2022 avec l'anthropologue Olivier Tessier qui y a consacré plusieurs contributions dans les rapports du projet GEMMES Vietnam. Pour plus de détails, je renvoie donc ici au chapitre 11 du rapport du projet GEMMES Vietnam paru pour la COP26 en 2021, ainsi qu'au chapitre 6 dans le rapport dédié au delta du Mékong paru en 2022 (Espagne *et al.*, 2021 et 2022). Le district de Bình Đại fait face à une salinisation importante à laquelle les autorités locales entendent répondre par une série d'infrastructures d'envergure : des digues, des barrages, des réservoirs, des stations de traitement des eaux, qui combinés visent à limiter l'intrusion de l'eau saline et garantir des quantités d'eau douce suffisantes pour l'agriculture locale. Le barrage-écluse de Ba Lai, construit en 2002 et long de près de 550 m, bloque la remontée d'eau saline par le fleuve Ba Lai et contribue à remplir des réservoirs d'eau douce en amont. Le barrage parvient ainsi à remplir partiellement ses objectifs, mais occasionne aussi des perturbations par ailleurs. Non seulement, il génère une augmentation de la salinisation et de la sécheresse en aval du barrage, mais on note aussi une augmentation de la salinisation dans des cours d'eau voisins, pourtant situés en amont du barrage. En effet, faire obstacle à un cours d'eau dans un cadre tel que celui du delta, caractérisé par une très faible élévation et une très grande irrigation des sols, revient davantage à détourner ledit cours d'eau qu'à l'arrêter. L'eau saline empêchée dans le lit principal du fleuve Ba Lai trouve ainsi des voies détournées pour remonter dans les terres. Au moment de l'enquête en 2022, un second barrage était planifié sur une boucle secondaire du fleuve pour entraver la remontée saline parallèle. Ce cas est exemplaire en ce qu'il illustre parfaitement la course à la montre qui s'installe entre les aménageurs et l'eau. Deux rythmes d'aménagement se jouent concomitamment : l'un prospectif, de planification, à l'échelle de la province et plus largement du delta du Mékong, et l'autre réactif, par tâtonnement, de manière plus ponctuelle. On entrevoit ainsi les difficultés de suivi et de mise en cohérence des projets entre des acteurs à plusieurs échelles, aux objectifs parfois discordants. Le gouvernement national, relayé aux différents échelons locaux, insufflé une planification d'ensemble qui assigne à chaque territoire une orientation économique et des usages des sols. Des infrastructures majeures sont mises en œuvre sur la base de cette planification. Néanmoins, particulièrement dans un territoire mouvant comme le delta, la réalisation de tels projets requiert des ajustements et une observation régulière des impacts de ces infrastructures. Cette dynamique de va-et-vient constant entre le plan et le terrain est une nécessité autant qu'une source de frictions. Elle implique des acteurs locaux, habitants comme cadres locaux, observateurs directs des travaux et de leurs conséquences, et des acteurs

décisionnaires souvent éloignés du terrain. Les autorités locales se retrouvent alors dans la position délicate d'intermédiaires, alors mêmes que les fonctionnaires locaux sont eux-mêmes des habitants membres des communautés locales, et souvent des agriculteurs. On voit ainsi des confrontations et des conflits d'intérêt émerger autour de la mise en œuvre de plans d'usage des sols (en particulier le zonage des pratiques agricoles et aquacoles) qui sont pensés en cohérence avec la planification des grandes infrastructures telles que les digues et les barrages. En ce sens, l'approche par les infrastructures décrite dans cette partie est indissociable des ajustements opérés dans les pratiques agricoles et aquacoles, auxquels est dédiée la partie suivante.



Figure n°54 : Barrage-écluse de Ba Lai, dans le district de Bình Đại, province de Bến Tre.
Source : photographie de l'auteure, mars 2022.

Enfin, au-delà des enjeux techniques de mise en œuvre des projets, le choix de cette approche par les infrastructures interroge quant à sa pertinence, en particulier dans le delta du Mékong. Les infrastructures sont calibrées sur une anticipation de la magnitude des aléas qui peut malheureusement s'avérer sous-estimée. Les épisodes ravageurs de tsunami en Asie au cours des dernières années, notamment le tsunami de 2004 dans l'océan Indien, et le tsunami de 2011 sur la côte japonaise, ont tristement démontré les conséquences funestes de telles sous-estimations. Si le risque de tsunami est relativement faible sur les côtes vietnamiennes compte tenu de la moindre activité sismique, la même logique peut néanmoins s'appliquer à la montée

du niveau de la mer. Une sous-estimation de la vitesse de la montée des eaux et de la progression de l'érosion peut conduire à un sous-dimensionnement des infrastructures, les rendant obsolètes plus rapidement que prévu. De nombreuses recherches sur la construction d'infrastructures de protection ont démontré que l'édification d'un ouvrage de protection conduisait souvent à l'émergence d'un faux sentiment de protection, et à une exposition accrue de populations et de ressources en cas d'aléa majeur imprévu (voir notamment Durand, 2014). Au Vietnam, des travaux antérieurs avec Gwenn Pulliat en ont notamment fait le constat dans le cas de la province de Lào Cai, située près de la frontière chinoise (Jullien et Pulliat, 2020). Dans la ville de Lào Cai, soumise à de fortes inondations dues aux crues du fleuve et aux fortes pluies, l'endiguement des berges du fleuve s'accompagne d'un renforcement de l'urbanisation à proximité du fleuve, sur des terres en partie agricoles. Des nouveaux quartiers urbains se développent le long du fleuve dans le prolongement du centre-ville, et l'ouverture d'une nouvelle autoroute alimente ces projets d'urbanisation. Or, les digues ont été dimensionnées sur la base des crues vicennales. La survenue de crues plus sévères mettrait en péril des enjeux humains et économiques importants, d'autant plus que les terres imperméabilisées présentent une faible capacité d'absorption des eaux. En ce sens, les choix d'aménagement visant à réduire l'expression des aléas modifient aussi la préparation des habitants face à ces aléas. Le sentiment de protection qui en découle peut être contre-productif.

Cependant, ce point ne vise pas à soutenir la construction de digues et de barrages toujours plus grands. L'hydrographie du delta ne cesse de démontrer que l'eau omniprésente, tout comme le sel qu'elle contient, ne saurait se laisser sagement dompter et qu'il est vain de penser pouvoir éternellement les repousser. La montée du niveau de la mer est un phénomène irréversible, et les projections du GIEC en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre, susceptible de freiner la course des impacts des humains sur l'écosystème planétaire, s'avèrent très pessimistes. Ces constats laissent à penser que ces évolutions environnementales ne sont pas près de s'arrêter, et que donc toute mesure technique, qui est par nature contrainte dans sa portée, arrivera tôt ou tard à sa limite. Une approche purement infrastructurelle, fondée sur la conviction que la technique est en mesure de réguler les évolutions à l'œuvre et d'assurer une pérennité à l'implantation des humains sur les territoires concernés ainsi qu'à leurs activités, semble donc illusoire au vu du contexte de changements environnementaux, en particulier climatiques, et de l'incertitude globale. Plus vraisemblablement, les infrastructures, lorsque mises en œuvre de façon pertinente, c'est-à-dire localisées stratégiquement, construites avec des matériaux de qualité et soumises à une maintenance régulière, peuvent permettre de ralentir l'avancée des eaux et de l'intrusion saline. Pour être efficaces et effectivement

augmenter la sécurité, les infrastructures gagnent à être combinées avec une planification prudente d'usage des sols et une localisation raisonnée de la population dans l'espace conforme au zonage des risques.

Si la situation est moins alarmante dans le Centre du pays, elle reste comparable à celle décrite dans le delta du Mékong, de même que les réponses publiques observées. Dans la province de Quảng Ngãi, la côte relativement linéaire est moins rapidement grignotée par l'érosion côtière générée par la montée du niveau de la mer que ne le sont les côtes des deltas. Les montagnes, de basse altitude, sont moins accidentées et de fait moins sujettes aux éboulements et aux glissements de terrain que les hautes montagnes du nord du pays. Pour autant, ces glissements sont tout de même à l'origine d'un risque auquel les autorités locales répondent, là encore, prioritairement par la construction d'infrastructures. Dans les montagnes, les versants dangereux sont renforcés le long des routes et en surplomb des villages de manière préventive. Malgré tout, le risque demeure sur le long-terme, et la question du calibrage des aménagements persiste. Sur la côte, les autorités locales (en coordination aux échelons de la commune, du district et de la province) font construire des infrastructures de protection comme des digues ou des brise-lames. Ces infrastructures sont similaires à celles mises en œuvre dans le delta, mais répondent en fait à des besoins différents. L'érosion est un risque, mais les digues et brise-lames ont bien davantage pour objectif de protéger la côte des vagues provoquées par les tempêtes. Le risque de tempêtes importantes va croissant, les digues ont ainsi une dimension préventive cruciale. Les récents épisodes de tempête et d'inondation, au cours des dernières années, habituellement réservés aux provinces côtières situées plus au nord, ont fortement marqué les populations et justifié une demande pour de telles infrastructures. En outre, on peut supposer que la Côte Centrale et Centrale Sud, encore relativement épargnée par les aléas issus de la mer, comparativement aux deltas du Mékong et du Fleuve Rouge et à la côte nord, bénéficie du recul nécessaire pour anticiper des évolutions possibles là où ses voisins sont pris de cours par la progression rapide des événements. Il est tout de même important de noter que, si l'exposition est moindre, les moyens le sont également, en particulier en comparaison avec le delta du Mékong. Les provinces centrales sont caractérisées par des taux de pauvreté beaucoup plus élevés et des dotations financières plus légères. Elles ont donc moins de ressources à investir dans des infrastructures de protection coûteuses. Ainsi, dans la province de Quảng Ngãi, selon les ressources disponibles, le type de digue peut varier d'une structure en métal très fine (figure n°55) à une large digue en béton qui sert concomitamment de route ou de promenade côtière (figure n°56).



Figure n°55 : Digue temporaire sur la côte de la commune de Nghĩa An, dans la municipalité de Quảng Ngãi, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l’auteur, janvier 2022.



Figure n°56 : Brise-lames et digue sur la côte de la commune de Bình Hải, district de Bình Sơn, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l’auteur, janvier 2022.

Cependant, construire un mur, aussi épais soit-il, pourrait s'avérer insuffisant sur le temps long face à la montée du niveau de la mer, à l'érosion et à l'intensification des tempêtes. La province de Quảng Ngãi, comme toutes les provinces côtières du pays, se retrouve ainsi confrontée aux limites de l'approche infrastructurelle. Parallèlement, elle a su mettre en œuvre une solution alternative sur un périmètre restreint. Elle a investi dans la préservation d'une forêt littorale dans le nord de la province, dans le district de Bình Sơn. Il s'agit là d'une solution plus durable et moins agressive qui reste relativement peu développée. Des efforts sont aussi mis en œuvre dans le delta du Mékong pour préserver ou replanter les mangroves littorales, à la fois réservoirs de biodiversité et barrières naturelles. C'est le cas notamment dans les communes côtières du district de Bình Đại dans la province de Bến Tre. Le front de mer y est consacré à l'élevage de palourdes, puis une bande de mangroves longe la côte et fait partiellement obstacle à l'érosion. Ces initiatives témoignent d'une voie alternative dans la manière de répondre à l'intensification des aléas venus de la mer. Ces projets qui privilégient une approche plus douce témoignent d'une orientation nouvelle, moins rivée sur l'approche infrastructurelle. Dans le delta du Mékong, la municipalité de Cần Thơ a adopté en 2019 sa *Resilience Strategy* qui énonce des mesures concrètes visant à protéger les espaces naturels verts et bleus et à développer des infrastructures vertes dans l'élaboration de la résilience urbaine (réglementations, construction et rénovation de parcs, dispositifs de collecte d'eau de pluie notamment) (Comité Populaire de la Ville de Cần Thơ, 2019). Cette réorientation fait suite à un parti pris infrastructurel très fort qui a mené à la réduction conséquente des espaces verts et agricoles, que la *Resilience Strategy* de Cần Thơ évalue à près de 23 000 hectares entre 1990 et 2018. En vingt ans, la longueur totale du réseau de cours d'eau et de canaux a également été drastiquement réduite, particulièrement dans le centre-ville, ce qui a eu des conséquences très négatives sur la capacité naturelle de stockage et de drainage des eaux. La primauté était clairement accordée au développement urbain, une légère réorientation semble se dessiner, en cohérence avec les recommandations internationales en matière de gestion des risques.

Enfin, dans la province de Quảng Ngãi comme ailleurs, l'érosion du fait de la montée du niveau de la mer s'accompagne aussi d'une faible salinisation des sols côtiers, mais ce problème reste encore très localisé. Les seuls représentants des autorités locales à en avoir fait état ont été ceux du Comité Populaire de Phổ Quang, dans la municipalité de Đức Phổ (échelon du district) : ils ont évoqué une orientation agricole vers de nouvelles variétés de graines pour s'adapter à la salinité. Ces préoccupations demeurent mineures en comparaison des craintes vis-à-vis des tempêtes ou de la sécheresse. En effet, la construction d'infrastructures de protection largement préventives et le souci de préservation d'espaces naturels demeurent pour l'instant

des solutions suffisantes pour une province qui n'est que peu exposée à l'érosion marine. Le risque de typhons se fait de plus en plus sentir rendant ces aménagements d'ores-et-déjà indispensables. Les investissements publics engagés constituent des coûts conséquents compte tenu des finances maigres de ce territoire rural, éloigné des grandes métropoles et peu industrialisé, qui de fait est au second rang dans l'allocation des finances publiques par l'État central.

Pour illustrer les écueils de la trop grande dépendance aux infrastructures, je peux citer à nouveau le cas de Quỳnh qui me racontait les circonstances dans lesquelles elle a migré à Ho Chi Minh Ville en 1985 (informante n°105). Alors au lycée, elle avait déjà prévu de venir prochainement à Ho Chi Minh Ville où vivait déjà une grande partie de sa famille, dont son père qui était fonctionnaire et avait été muté en 1976. Un événement a précipité le départ de Quỳnh :

« Je savais que je ne réussirais pas l'examen d'entrée à l'université, mais à ce moment-là, la crue a déferlé et a emporté toute ma maison. Elle était inondée de partout. Les maisons en haut de la digue ont été inondées jusqu'à mes pieds, et j'ai dû m'asseoir sur le toit pour garder le riz et tout le reste. Mais après la décrue, de nombreux habitants de Nam Định et de Nam Hà sont venus construire une digue. Ensuite, j'ai suivi mon jeune frère, qui était dans l'armée au Cambodge et en permission. Il s'est donc préparé et je l'ai suivi, prenant le train avec mon jeune frère jusqu'ici. Je suis ici depuis 1985. Plus tard, après avoir épousé un homme de Hai Duong, j'y suis allée plusieurs fois, et j'ai divorcé en 2001. Après ce divorce, j'ai été opérée de fibromes utérins, et en 2020, l'année dernière, j'ai été opérée d'un cancer du côlon. La vie était donc pleine d'inconvénients et la situation économique difficile. Quand j'étais malade, j'étais mère célibataire élevant deux enfants. La vie était difficile, les difficultés s'accumulaient. »¹²⁵

Ce récit extrême dépeint la cumulation de formes d'insécurité qui se combinent, parmi lesquelles le facteur environnemental. Quỳnh relayait l'explication qu'elle avait reçu de la

¹²⁵ « Cô thi đại học thì biết là không đậu thôi nhưng mà lúc đó lụt thì nó vỡ đê rồi nó trôi cả nhà, ngập tùm lum. rồi mấy cái nhà ở đầu đê thì ngập hết chon còn nhà cô thì cô phải ngồi trên nóc nhà á để giữ lúa giữ đồ á. Nhưng mà sau nước rút thì nhiều người họ ở ngoài Nam Định, Nam Hà họ vào họ cắt đê á, rồi sau đó nước rút xuống là cô theo cái thằng em á là nó đi bộ đội bên Cam pu chia nó về phép thì nó sửa soạn rồi cô cũng đi theo, đi kè theo cái toa tàu của thằng em cô vào đây. Vào đây là cô vào từ năm tám lăm tới giờ rồi. Thì lúc sau này lấy chồng Hải Dương thì cô về một vài lần rồi sau này thì cô cũng ly dị ổng hồi năm hai ngàn mười thì sau đó cô ly dị xong thì cô còn mỗ u xơ tử cung, rồi năm hai ngàn hai mươi mốt năm ngoài thì cô mỗ ung thư đại tràng. Thế nên là cuộc sống cũng gặp nhiều bất tiện rồi kinh tế thì khó khăn. Khi đó mình bệnh thì mình một thân một mẹ nuôi hai đứa, cuộc sống khó khăn thì chồng chất khó khăn. »

catastrophe, dans laquelle se combine aléa climatique extrême et manque de vigilance des services de prévention des risques :

« Pendant la saison des pluies, dans le Nord, l'eau déborde souvent, et la digue est parfois trop faible. Les voitures roulent sur la digue, dont la base est large, en forme de trapèze. Elle tenait bon, mais à cette époque, il a plu pendant quatre ou cinq jours. Sans orage, mais pendant quatre ou cinq jours d'affilée. À ce moment-là, l'eau de l'amont s'est déversée, puis l'embouchure du fleuve s'est déversée dans la mer, ce qui a ralenti l'écoulement. Plus tard, ils ont également déclaré que l'équipe de prévention des inondations n'avait pas suivi attentivement la situation et qu'elle aurait dû inonder l'autre côté de la pagode Bai Dinh, de l'autre côté de la digue. »¹²⁶

VI.1.2. Prendre de la hauteur

Dans le Centre du Vietnam, le risque de tempête s'accompagne du risque d'inondation, non moins dommageable mais plus rare dans ce contexte géographique. On assiste de fait à la nouvelle prise en compte d'un risque dans une région où, contrairement aux territoires deltaïques, l'inondation ne fait pas partie du quotidien. Dans le delta du Mékong, l'inondation régulière a depuis longtemps amené les habitants à construire de manière adaptée, c'est-à-dire pour beaucoup sur pilotis. On observe ainsi autant des bâtisses légères en bois et feuilles auto-construites que des bâtiments en dur, montés sur pilotis (figure n°57).

¹²⁶ « Nước mùa mưa ở ngoài Bắc hay bị lụt là vậy, mà đê thì nhiều khi nó đâu chịu nổi. Ô tô nó chạy ở trên mặt đê nhà còn cái chân thì nó cũng rộng, cái chân thì họ làm theo kiểu hình thang á biết không. Giữ vững vậy mà lúc đó nó mưa bốn năm ngày, không có bão nhà mà nó mưa bốn năm ngày trời, lúc đó nước ở trên thượng nguồn nó đổ về, rồi cửa sông nó đổ ra biển kiểu nó không chạy kịp hết. Nên lại sau này họ cũng nói là, cái đội phòng chống lũ lụt á là họ không có theo sát, lý ra là họ phải đập tràn cái kia phía bên của chùa Bái Đính ấy, là cái phía bên kia đê ấy. »



Figure n°57 : Bâtiments sur pilotis dans la province de Cà Mau, à la pointe sud du delta du Mékong. Source : photographies de l’auteure, octobre 2019.

À Quảng Ngãi en revanche, les habitations ne sont pas conçues pour résister aux inondations. L’occurrence de tempêtes fortes génère des inondations dans les plaines, du fait des précipitations intenses qui causent des débordements des cours d’eau. Ce phénomène est plus régulièrement reporté pour les provinces du Centre-Nord situées juste au nord de Quảng Ngãi sur la côte (Quảng Nam, Thừa Thiên Huế notamment). Pourtant, la province de Quảng Ngãi a récemment été concernée elle aussi. C’est notamment ce que les habitants de la commune de Hánh Tín Đông, district de Nghĩa Hành, qui résident en fond de vallée, ont relaté au sujet de la série de tempêtes, inondations et glissements de terrain désignée comme l’Inondation du Vietnam Central de 2020 (*Lũ lụt miền Trung Việt Nam 2020*). Cette tempête de 2020 a visiblement fortement marqué les esprits des habitants de Hánh Tín Đông, bien que dans la province de Quảng Ngãi, l’inondation soit restée mesurée, de quelques centimètres de hauteur, bien loin des hauteurs d’eau enregistrées dans les villages côtiers des provinces de Quảng Nam ou Thừa Thiên Huế où les eaux ont pu monter jusqu’aux toits des maisons de plain-pied. À la suite de cette tempête d’envergure, les autorités locales ont mis en place des programmes publics afin d’aider les ménages des villages affectés à adapter leurs maisons. Les ménages touchés par l’inondation dans le village de Hánh Tín Đông ont expliqué avoir reçu 10 millions de dongs vietnamiens (environ 350€ à l’époque) pour financer la construction d’un étage supplémentaire ou d’une mezzanine (voir figures n°58 et 59). Ce niveau supérieur est dédié au stockage des effets personnels et à la mise à l’abri en cas d’inondation. Mais ce montant

de 10 millions VND s'est avéré insuffisant pour couvrir le coût des travaux, et les ménages ont eu recours à des prêts en complément, auprès de banques, de proches ou de créanciers. Le Comité Populaire de la commune voisine de Hánh Tín Tây et le Département du Développement rural de la province ont confirmé avoir mis en œuvre cette politique, de même que le Comité Populaire de la commune de Tịnh Trà, district de Sơn Tịnh. Ce dernier ne s'est pas arrêté là dans sa réponse au risque d'inondation et a également mis en place un service de sauvetage en canoë, et projette de construire un centre communautaire où les habitants pourraient se mettre à l'abri.

Se dessinent ainsi certaines politiques pour répondre à la phase d'urgence par l'allocation d'aides financières mineures, et d'autres centrer sur l'anticipation de catastrophes à venir. Ces nouvelles politiques publiques, et en particulier le soutien à l'addition d'un étage aux maisons existantes, peuvent être interprétées comme le signe de l'émergence d'un nouveau risque d'inondation du fait de l'intensification des tempêtes et précipitations en saison des pluies croisée avec l'assèchement des sols en saison sèche. Cependant, cela peut aussi montrer qu'un risque déjà existant d'inondation est davantage pris en compte par les autorités locales, notamment au vu des projections climatiques qui anticipent une aggravation du phénomène. Cette attitude contraste particulièrement avec les pratiques dans le delta du Mékong, où les techniques de construction ont depuis longtemps été pensées pour répondre aux exigences de la saison des pluies (aussi qualifiée de saison des inondations dans le delta). Une vaste littérature a déjà fait état de la culture du risque propre aux habitants du delta du Mékong face à l'inondation. Désignée sous l'expression « vivre avec l'inondation » (*living with floods*) (Lawson *et al.*, 2022 ; Liao *et al.*, 2019), elle renvoie notamment aux pratiques de construction sur pilotis, de circulation en pirogues, de marchés flottants, autant de pratiques étrangères à la province de Quảng Ngãi, pour lesquelles les habitants se retrouvent peu outillés face à l'occurrence ou à la récurrence d'épisodes d'inondation.

Le cas de l'inondation, qui se manifeste différemment sur la Côte Centrale et dans le delta du Mékong, illustre bien à quel point les aléas environnementaux peuvent s'exprimer de manière localisée et spécifique. Pour reprendre l'exemple de la vallée de Hánh Tín, au creux de laquelle se nichent les villages de Hánh Tín Đông à l'est et Hánh Tín Tây à l'ouest : l'inondation se concentre essentiellement sur le versant est, plus plat que le versant ouest, qui est quant à lui davantage confronté aux problèmes de sécheresse et de variation annuelle et journalière de température. De tous les terrains observés, Hánh Tín Tây est le seul où il a été fait mention de gelées nocturnes comme pression environnementale sur les pratiques agricoles.



Figure n°58 : Une mezzanine de rangement ajoutée à une maison grâce au soutien financier des autorités locales, dans la commune de Tịnh Trà, district de Sơn Tịnh, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l’auteure, janvier 2022.



Figure n°59 : Maison située en fond de vallée dans la commune de Hành Tín Đông, district de Nghĩa Hành, province de Quảng Ngãi. La maison a été surélevée d’un étage avec l’aide d’allocations publiques suite à l’inondation de 2020. Source : photographie de l’auteure, janvier 2022.

VI.1.3. Les opérations de relogement

Mentionner les différentes infrastructures construites ne permet pas de rendre compte de la totalité des mesures par lesquelles l'interventionnisme du gouvernement vietnamien se manifeste en matière de gestion des risques environnementaux. En effet, les exemples évoqués précédemment soulignent les limites de l'approche purement infrastructurelle, que ce soit face à la montée du niveau de la mer ou aux glissements de terrain en altitude. La technique ne peut freiner l'aléa que jusqu'à un certain point. Au-delà, le territoire est considéré comme inadapté à l'habitation, le risque trop élevé, et la résidence sur site devient impossible. Tout l'enjeu tient à la détermination de ce seuil. Lorsque la terre côtière se dérobe littéralement pour s'effondrer dans la mer, la question reste relativement simple. Mais lorsqu'il s'agit d'évaluer un risque d'effondrement qui n'est pas encore effectif, la réponse est loin d'être évidente. C'est au cœur de cette question du seuil d'acceptabilité du risque que se niche la graine d'un conflit potentiel entre habitants et aménageurs.

Dans un schéma « Aléa x Vulnérabilité x Enjeu = Risque », l'alternative aux adaptations sur site, dont font partie les infrastructures de protection, est par définition le déplacement de l'enjeu afin de réduire son exposition, c'est-à-dire, dans le cas qui nous occupe, le déplacement des populations et de leurs moyens de subsistance. Ce dualisme entre adaptation sur site et déplacement, entre rester et partir, sous-tend l'entièreté de cette thèse. Mais il peut s'exprimer de manière plus nuancée selon un continuum. Certes, il y a une différence fondamentale entre bouger et ne pas bouger, mais les infinies modalités du déplacement composent une grande diversité de réponses possibles par le mouvement. Cette thèse prend pour objet principal la migration spontanée, qui elle-même peut se faire sur des échelles de temps et de distances variables. Pour autant, rendre compte de la migration dans sa dimension autonome, qu'elle soit pleinement choisie ou contrainte, requiert de se pencher un temps sur le déplacement quand il n'est pas autonome, quand l'idée même du déplacement, ainsi que la définition de tout ou partie de ses modalités émanent d'un acteur extérieur, autre que le déplacé lui-même. Alors seulement, en regardant l'autre migration, celle pour laquelle la question de la part de choix ou de contrainte ne se pose pas, peut-on prétendre saisir des éléments sur la migration dite spontanée.

Cela s'avère particulièrement crucial dans le cas du Vietnam, car les déplacements de populations imposés par les autorités publiques y sont une pratique courante. La langue, et en particulier le vocabulaire officiel, rendent compte de cette distinction à travers deux termes proches. Lorsque j'ai contacté les autorités provinciales de Quảng Ngãi pour organiser mon travail de terrain, j'ai dit vouloir travailler sur la migration de populations (« *di cư* »), en

particulier des zones rurales vers les villes. On m'a répondu par une demande de précision : souhaitez-vous travailler sur la « migration spontanée » (« *di cư tự phát* ») ou bien la « migration orientée » (« *di cư định hướng* ») ? Ce jeu de langage témoigne de la subtilité de la distinction en vietnamien. La migration orientée désigne ici les opérations de relogement décidées et orchestrées par la puissance publique. La *National Strategy for Natural Disaster Prevention, Response and Mitigation to 2020* du Vietnam énonce la mise en œuvre de procédures de relogement comme l'un des neuf objectifs principaux. Le relogement, pourtant synonyme de mobilité, est pensé comme vecteur de stabilité pour les personnes vivant en zones à risque : il s'agit de sortir les populations d'une situation d'exposition au risque. Au Vietnam, les opérations de relogement sont fréquentes et ne laissent pas l'opportunité aux personnes concernées de refuser simplement le déplacement. Au mieux, il est possible de le repousser dans le temps. Un appareil législatif dédié existe pour encadrer les conditions de ces déplacements orientés et notamment les conditions de dédommagement. Suivant les cas, les ménages se voient attribuer un nouveau terrain spécifique, ou bien une somme d'argent pour acquérir les droits d'usage d'un terrain de leur choix. Une somme d'argent est également allouée à la construction d'une nouvelle maison. Un mécanisme de recours est accessible aux ménages, pour discuter non pas de la décision du départ, mais du montant des allocations d'aide au relogement, qui font souvent débat car elles s'avèrent insuffisantes pour couvrir les dépenses. De façon générale, au Vietnam, c'est la question des indemnisations qui suscite le plus de débats : niveau (jugé trop faible et non négociable quand il s'agit de projets gouvernementaux), délais et modalités de distribution, conditions d'utilisation. En effet, le contexte autoritaire implique particulièrement des rapports de pouvoir déséquilibrés entre le gouvernement aux échelons locaux et national d'une part, et les populations d'autre part, bien que cela se retrouve également dans d'autres régimes politiques. Surtout, les opportunités de contestation restent limitées. Selon des entretiens menés auprès de l'Agence Française de Développement à Cần Thơ dans le delta du Mékong durant la phase préliminaire de cette enquête, les procédures mises en œuvre au Vietnam sont relativement satisfaisantes au regard des normes internationales, dans la mesure où des organes dédiés existent ou des procédures spécifiques sont détaillées et inscrites dans la loi, mais cela n'empêche pas les nombreux désaccords.

Cette pratique du relogement encadré est aujourd'hui régulièrement motivée par un enjeu de sécurité environnementale : il s'agit officiellement de mettre à l'abri des populations localisées en zone jugée à risque. Dans cette phrase réside l'enjeu de définition du risque et de son seuil d'acceptabilité, ainsi que celui de la justification apportée. Si le motif de mise en sécurité est aujourd'hui avancé, les opérations de relogement poursuivent dans les faits une

pratique antérieure de déplacement des populations. En effet, les déplacements orientés ont été nombreux à la fin des années 1970, après la fin de la guerre avec les États-Unis. À l'échelle internationale, le relogement face aux risques environnementaux est généralement considéré comme une solution extrême (Tadgell, 2017), intervenant lorsque l'adaptation sur site est techniquement impossible ou lorsque les coûts d'adaptation sur place sont jugés trop élevés. Au Vietnam pourtant, les autorités y voient aussi une opportunité de réorganisation d'un territoire et y ont largement recours. Depuis la réunification en 1975, le gouvernement a régulièrement mené des opérations de relogement, dans le but de résorber des déséquilibres démographiques à l'échelle du territoire national, et au moment de la redistribution des populations vers des zones économiques spéciales, au service du développement économique du pays. On estime qu'entre 1976 et 1995, 4,6 millions de personnes ont été relogées, principalement sur de courtes distances (Chun, 2015), suivis de 2 millions de relogés de 1994 à 1999. La pratique de « migration orientée » des populations s'inscrit de fait dans le régime politique du pays. Dans un cadre communiste, la distribution géographique des populations à l'échelle nationale est une prérogative du gouvernement central, qui gère cette distribution comme un outil au service du développement et de l'équilibre du territoire national. Cette gestion prend en compte une grande variété d'objectifs : la question de la mise en sécurité est aujourd'hui celle qui est mise le plus en avant, mais elle n'efface en rien les autres enjeux : le développement économique, l'intégration sociale des populations variées, la construction d'infrastructures, le regroupement des populations isolées, l'urbanisation croissante, entre autres choses. Au cours de mes différents terrains en zones rurales, j'ai eu l'occasion d'observer plusieurs opérations de relogement, principalement dans la province de Quảng Ngãi dans le Centre mais également deux cas dans le delta du Mékong, dans la province de Bến Tre et dans la ville de Cần Thơ. Cette section est dédiée à la présentation de ces opérations, des enjeux qu'elles posent et des croisements entre migrations orientées et migrations spontanées.

Dans la province de Quảng Ngãi, j'ai observé des opérations de relogement en lien avec des risques d'érosion côtière dans les communes de Nghĩa An et Tịnh Khê, au sein du périmètre de la municipalité de Quảng Ngãi, ainsi que dans la commune de Bình Hải, district de Bình Sơn. Par ailleurs, j'ai observé des opérations de relogement en réaction à des risques de glissements de terrain dans les montagnes, dans la commune de Long Mai, district de Minh Long, ainsi que dans les communes de Hành Tín Đông et Hành Tín Tây, district de Nghĩa Hành. Ces différents relogements suivent tous des procédures très similaires. Ils sont menés sous la responsabilité du Département d'Agriculture et de Développement Rural de la province, en coordination avec d'autres instances, notamment les comités populaires des districts concernés, et le Département

responsable des Affaires des Minorités Ethniques. Les opérations concernent l'ensemble des ménages d'un îlot, d'un quartier ou d'un hameau. Les autorités locales proposent aux ménages d'être relogés sur des terrains situés davantage dans les terres, loin du risque d'érosion, ou bien dans les plaines et vallées, loin du risque de glissement de terrain. Les terrains suggérés sont des parcelles de terre publiques de surface équivalentes entre tous les ménages de la communauté, allouées par tirage au sort. Par exemple, dans le cas de la commune côtière de Nghĩa An qui fait partie de la ville de Quảng Ngãi, les parcelles allouées mesuraient toutes 5x20m, et étaient toutes adjacentes sur un même vaste terrain situé à proximité mais davantage dans les terres, dans la même commune. Ce choix de localisation avait l'avantage de préserver les liens entre voisins car le déplacement était suggéré à l'intégralité de la communauté, bien qu'il se soit opéré à des vitesses variables suivant le degré de coopération des ménages. Des recherches précédentes sur les relogements, en particulier au Vietnam, ont montré que la rupture dans l'environnement social des relogés occasionnée par le déplacement peut avoir un impact négatif sur leur vulnérabilité globale (Miller, 2019), compte tenu des multiples dimensions de la vulnérabilité (Adger, 1999). Le choix de reloger tous les habitants d'une localité ensemble permet donc de minimiser ces perturbations. Les ménages concernés par le relogement ont tiré au sort leur parcelle, assurant ainsi une forme d'équité, mais non d'égalité, car, mécaniquement, bien que de même surface, certaines parcelles étaient plus avantageuses que d'autres en termes d'accès à la route ou encore de qualité du sol. Les ménages ont reçu une compensation de 20 millions de VND pour construire leur nouvelle maison sur la parcelle allouée, soit environ 770€ à l'époque. Ce montant ne permettait pas de couvrir les coûts de la construction, les ménages ont donc effectué des emprunts auprès de banques, de proches ou de créditeurs. Des plaintes étaient exprimées concernant le montant insuffisant des aides, expliquées notamment par les maigres finances de la province. Le déplacement en lui-même était peu discuté, et il était justifié par l'impératif de mise en sécurité face à l'érosion. La majorité des ménages ont accepté directement le relogement, à l'exception d'une poignée de ménages qui l'ont repoussée durant des années avant d'accepter. Les rares oppositions n'étaient pas des oppositions de principe mais émanaient de ménages plus aisés qui se voyaient perdre une partie de leurs sources de revenus tirés de leur activité prospère dans le secteur de la pêche. Hormis ceux-ci, les ménages rencontrés qui ont fait l'objet du relogement n'ont pas exprimé d'opposition. Cette attitude est à interpréter avec précaution, car, les entretiens s'étant faits en présence d'un policier local, il a pu être moins inconvenant pour des ménages aisés de ne pas partager leur désaccord étant donné que celui-ci avait fait l'objet de discussions notoires avec les autorités. Les ménages les plus modestes en revanche ont certainement eu moins de moyens de pression sur les autorités locales

pour repousser l'échéance du relogement s'ils le désapprouvaient, et étaient donc moins susceptibles de l'exprimer en entretien en présence d'un policier. Dans un cadre où les finances publiques sont relativement modestes, et où les liens d'interdépendance personnelle sont nombreux, y compris entre fonctionnaires et habitants, détenir une activité de pêche prospère ne peut que conférer un poids certain auprès des autorités locales. Par ailleurs, en ce qui concerne les oppositions au relogement à Nghĩa An, un autre facteur a été déterminant : le projet de relogement côtier a été couplé avec la construction d'une digue. Dès l'annonce de ce projet d'infrastructure, celui-ci a incité les ménages réfractaires au relogement à maintenir leur opposition dans le temps, en expliquant qu'ils seraient protégés par la digue.

Ceci étant dit, dans l'ensemble les différentes opérations de relogement observées n'ont pas semblé affecter négativement et de manière significative les moyens de subsistance des ménages relogés. En effet, les distances entre les sites d'origine et les sites de relogement étaient relativement courtes ce qui a permis aux ménages de conserver leurs terres agricoles pour ceux qui pratiquaient l'agriculture, leur accès à la forêt dans les montagnes pour ceux qui y étaient employés ou qui possédaient une parcelle sylvicole, ou bien leur accès à la mer pour ceux qui y amarraient leurs bateaux. Néanmoins, parmi les opérations observées, dans un cas tout de même les ménages ont été contraints de changer d'activités du fait du relogement. Il s'agit d'un relogement opéré sur la commune de Hành Tín Tây, dans le district de Nghĩa Hành. Les ménages relogés ont dû abandonner la culture de l'acacia dans les bois des montagnes pour se tourner vers la culture de céréales et de légumes dans les plaines. Ce cas est particulièrement éclairant. D'après les dires des personnes relogées, le relogement s'est fait dans les années 1990, avant que le commerce de l'acacia n'explose dans cette région. Par conséquent, la forêt qui était alors leur lieu de vie a depuis fortement gagné en valeur foncière et commerciale, alors que les terres qu'ils cultivent à présent dans les plaines se sont mises à souffrir de la sécheresse. La particularité de ce cas est que les ménages regrettent le relogement. Celui-ci était, comme d'autres, justifié par la nécessité de mettre à l'abri les habitants du risque de glissement de terrain en altitude. Il s'agissait aussi de minorités ethniques qui vivaient de manière relativement isolée et éloignée des centres urbains dans les montagnes (toute proportion gardée par rapport aux situations des minorités ethniques dans le nord du pays). Le relogement a ainsi pu avoir plusieurs objectifs et permettre leur relocalisation dans une zone plus accessible, et donc plus contrôlable. En outre, le développement du commerce sylvicole et la pression de la sécheresse sur les terres basses ayant contribué à l'augmentation de la valeur foncière des terres de montagne, un enjeu d'accaparement des terres a pu se poser entre des populations des plaines, principalement Kinh, et celles des montagnes, minorités ethniques.

Les procédures de relogement dans les montagnes sont plus difficiles à interpréter que les autres du fait de la multiplicité d'enjeux qui s'y posent. Un autre cas observé interroge : il s'agit d'une opération de relogement menée dans la commune de Long Mai, dans le district de Minh Long auprès de populations issues du groupe ethnique H're. Les habitants d'un village situé en montagne qui vivaient tous de la sylviculture ont été relogés sur une petite plaine d'altitude, toujours située en montagne, dans le but officiel de les protéger du risque de glissements de terrain qui pesait sur leur localisation d'origine. Mais le site retenu pour accueillir le relogement a été endommagé par un glissement de terrain en 2018, juste avant que ne commence le relogement. En janvier 2022, au moment de l'enquête, les ménages avaient été relogés depuis deux ans, mais n'avaient qu'un accès très précaire à l'eau courante et à l'électricité dans leurs maisons. Surtout, le site d'accueil était encore en cours d'aplanissement suite au glissement de terrain de la falaise, dont les restes menaçaient toujours de s'effondrer à la prochaine saison des pluies (voir figures n°60 et 61). Indépendamment des interrogations quant aux motifs sous-jacents du relogement, cette opération démontre que le relogement n'est pas une garantie d'échapper à la vulnérabilité environnementale.

D'une part, en zone de montagne, sous un climat de mousson, caractérisé par une intensification des pluies violentes, le risque de glissement de terrain ne peut être totalement éliminé. D'autre part, en fond de vallée, zone privilégiée pour accueillir les relogements, le risque de sécheresse menace le maintien des activités agricoles, et donc la faisabilité économique des relogements. Si les ménages relogés ne parviennent pas à s'assurer des revenus suffisants sur les sites de relogement, ils peuvent être amenés à choisir de partir, ou de revenir illégalement sur leur territoire d'origine.

Enfin, le long de la côte, même si l'érosion encore mineure peut être ralentie par des infrastructures, un relogement sur de courtes distances à l'intérieur des terres comme cela se faisait au moment de l'enquête (de manière à maintenir un accès à la mer) revient à gagner du temps plutôt qu'à résoudre le problème.

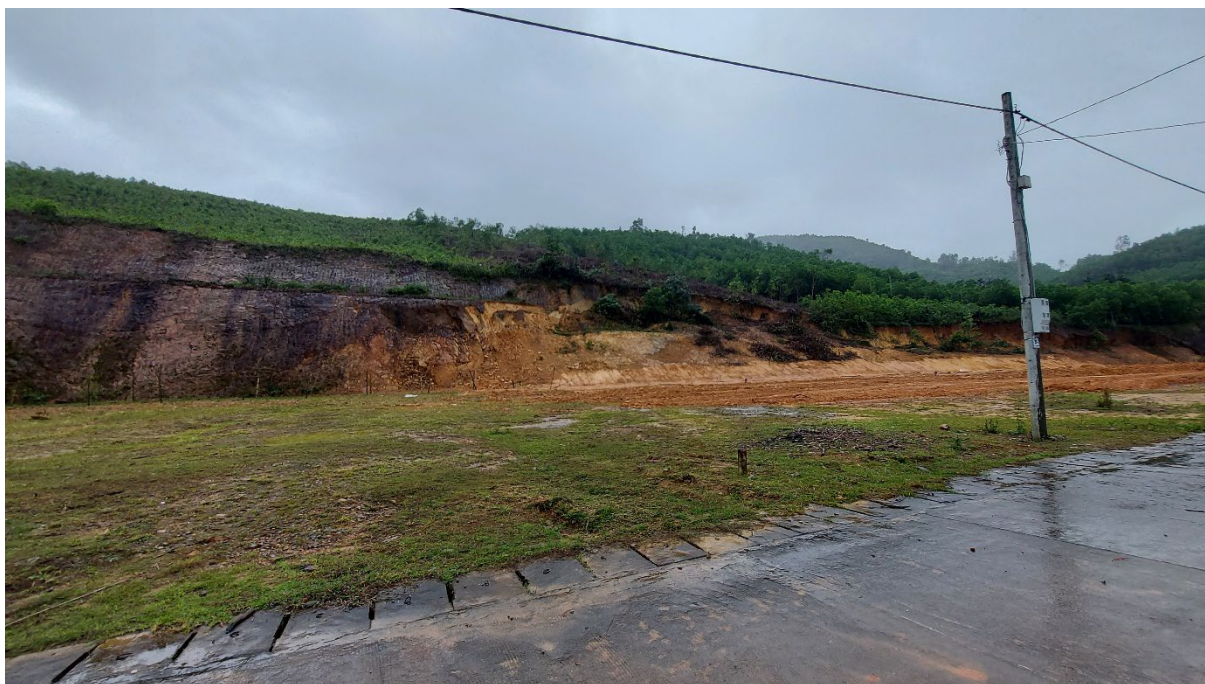


Figure n°60 : Falaise affectée par un glissement de terrain et aplanie sur un site d'accueil d'une opération de relogement dans la commune de Long Mai, district de Minh Long, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l'auteure, janvier 2022.



Figure n°61 : Maison d'un ménage après relogement pour éviter le risque de glissement de terrain dans la commune de Long Mai, district de Minh Long, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l'auteure, janvier 2022.

Les études de terrain menées dans le delta du Mékong n'avaient pas comme objectif affiché d'observer des opérations de relogement, à la différence du terrain dans le Centre pour lequel cet objectif a été clairement posé dès la conception du protocole d'enquête et de l'itinéraire, sur proposition des autorités locales. Néanmoins, bien que les opérations de relogement n'aient pas officiellement fait partie des objets d'étude lors de mes séjours dans le delta, à deux reprises j'ai été amenée à aborder ce sujet. Les relogements sont également très fréquents dans le delta, en particulier du fait de l'érosion côtière rapide. J'ai eu l'occasion d'écouter un témoignage d'une personne relogée qui donne à voir les enjeux techniques du relogement et la difficulté à penser la planification d'un territoire dans son ensemble de manière cohérente.

Dans la commune de Vang Quới Đông, dans le district de Bình Đại, province de Bến Tre, un informant a rapporté avoir été relogé deux fois : une première fois, environ 10 ans auparavant, depuis sa parcelle sur le trait de côte vers une parcelle à quelques centaines de mètres dans les terres, alors que l'érosion côtière menaçait dangereusement sa maison ; une seconde fois, trois ans avant notre entretien, car un projet de construction de digue traversait la parcelle sur laquelle il avait été précédemment relogé. Enfin, la parcelle sur laquelle il vivait lorsque je l'ai rencontré, après son second relogement, était à nouveau une parcelle côtière que l'érosion commençait déjà à grignoter. Il a donc été déplacé à deux reprises sur ordre des autorités locales. Cette situation témoigne de l'importance cruciale de coordonner la temporalité des relogements avec celle des projets d'aménagement. Ce n'est pas chose facile étant donné qu'une partie des aménagements, en particulier les ouvrages hydrauliques majeurs, est décidée à l'échelle du delta et non simplement de la province concernée. Dans ce cas précis, l'homme avait une cinquantaine d'années au moment de l'entretien, et prenait soin de sa mère âgée, tout en travaillant comme employé à la collecte de noix de coco. Sa femme et ses enfants travaillaient quant à eux à Ho Chi Minh Ville. Pourtant, cette configuration familiale n'était pas du tout ce qu'ils avaient prévu. Suite au premier relogement, il pensait acheter la parcelle qui lui avait été allouée pour 20 ans. Au lieu de quoi il a été relogé à nouveau sur la côte, exposée à l'érosion. L'incohérence entre la planification du relogement et celle de la construction de la digue a rendu impossible pour cette famille toute projection dans l'avenir. Comme ils ne possèdent que cette parcelle d'habitation et pas de terres agricoles, les revenus insuffisants du marché de l'emploi local ont poussé la majorité des membres de la famille à migrer à Ho Chi Minh Ville. De ce fait, le ménage a été contraint de se scinder en deux afin de combiner le soin apporté à l'ancienne génération et la recherche de revenus par les plus jeunes générations. Faire le bilan de l'impact d'une opération d'aménagement sur la vulnérabilité

d'une population requiert d'en considérer les multiples facettes. Celle-ci ne se limite pas à sa dimension environnementale mais inclut également des dimensions économiques et sociales. Réduire la vulnérabilité strictement environnementale d'une population en la déplaçant peut conduire à en aggraver la vulnérabilité économique si le marché de l'emploi du site de relogement n'est pas adéquat.

Cet aperçu de plusieurs opérations de relogement, sur la côte centrale, dans les montagnes du Centre et sur la côte du delta du Mékong, rend compte des enjeux autour de la gestion d'une vulnérabilité multidimensionnelle. De la même manière que la construction d'infrastructures, le déplacement de populations peut conduire à réduire leur exposition à un aléa environnemental à court et moyen terme. Cependant, les conditions de l'opération de relogement sont déterminantes pour assurer que d'autres formes de vulnérabilité ne s'expriment pas suite au déplacement. Comme l'ont montré des recherches précédentes sur les relogements au Vietnam, les conséquences sociales et économiques du relogement doivent être prises en compte pour estimer les résultats d'une opération de relogement (Miller, 2019 ; Nguyen *et al.*, 2017 ; Chun, 2015 ; Dun, 2011 ; Warner *et al.*, 2010). En ce sens, les enjeux de réduction de la vulnérabilité se posent en des termes comparables entre relogement encadré et migration spontanée. Ces exemples permettent d'inclure les « migrations orientées » dans le cadre plus large des déplacements de populations en lien avec des enjeux environnementaux.

VI.1.4. Enjeux publics croisés autour de l'environnement

Dans l'affirmation de sa posture interventionniste face au changement climatique, le gouvernement vietnamien choisit d'investir en priorité dans des infrastructures de protection permettant de maintenir les populations sur place, et de soutenir un rythme de croissance élevé. Certaines de ces infrastructures requièrent le déplacement de populations pour libérer du foncier. En parallèle, des opérations de relogement sont aussi menées pour mettre à l'abri les populations exposées à des risques, mais les impacts et les motifs de ces opérations peuvent se révéler ambivalents, tant en zones rurales qu'en zones urbaines.

J'ai eu l'occasion de mener plusieurs courtes visites de terrain exploratoires à Cần Thơ en 2019 dans le cadre du projet GEMMES Vietnam. Au cœur du delta du Mékong, la ville de

Cần Thơ a une altitude très faible (0,72 m en moyenne¹²⁷). Avec 1,2 million d'habitants en 2018, la ville est le pôle urbain principal du delta¹²⁸. L'ensemble de son territoire est maillé de cours d'eau et de canaux d'une longueur totale cumulée de 3 405 km (voir figure n°62). Sa faible altitude et l'omniprésence de l'eau expliquent les fréquentes inondations qui affectent la ville, particulièrement durant la saison des pluies, ainsi que l'érosion croissante le long des cours d'eau et des canaux. De surcroît, Cần Thơ connaît un phénomène de subsidence important, estimé à 17,1 mm par an de 1993 à 2013 (Takagi *et al.*, 2016), qui, cumulé avec la montée du niveau de la mer, contribue à une aggravation des inondations. Face au risque d'inondation, les autorités de la municipalité de Cần Thơ répondent par les infrastructures et le relogement. En 2015, la municipalité de Cần Thơ n'anticipait pas moins de 11 500 ménages relogés au cours de la période 2015-2020 (Entzinger & Scholten, 2015). La Comité Populaire de la ville a choisi d'endiguer le fleuve et de rehausser les berges. Sur les 15 dernières années, la ville a rénové les principaux canaux, le lac urbain Bún Xáng, le parc Lư Hữu Phước, le réseau de digues et le système d'évacuation des eaux (Comité Populaire de la ville de Cần Thơ, 2019). En 2019, des projets d'envergure d'endiguement des berges des cours d'eau dans le centre-ville et en périphérie étaient en cours.

Pourtant, d'après la *Resilience Strategy* de la municipalité de Cần Thơ parue en 2019, la réalisation des plans de développement urbain et d'usage des sols en vigueur pourrait causer une augmentation de l'intensité des inondations à Cần Thơ allant jusqu'à 18 % (Comité Populaire de la ville de Cần Thơ, 2019). En plus de l'imperméabilisation des sols, le poids des constructions contribue à accélérer la compaction naturelle et donc la subsidence des sols. L'extraction de sable dans les cours d'eau du delta pour l'élaboration de matériaux de construction a aussi un impact important sur l'érosion et la subsidence. Les politiques urbaines sont donc disparates : d'une part, une planification qui accroît le risque d'inondation, d'autre part une volonté de développement d'infrastructures en vue de le limiter. Ces dynamiques discordantes rendent compte des difficultés à faire valoir les politiques environnementales face à l'impératif d'urbanisation.

¹²⁷ Carte Topo DEM réalisée par P. Minderhoud à partir des données de la carte topographique nationale de 2014 (échelle 1 : 200 000) produite par le Département d'Enquête et de Cartographie du Vietnam dépendant du Ministère des Ressources Naturelles et de l'Environnement (Minderhoud, 2019).

¹²⁸ General Statistics of Vietnam, <https://www.gso.gov.vn/>.

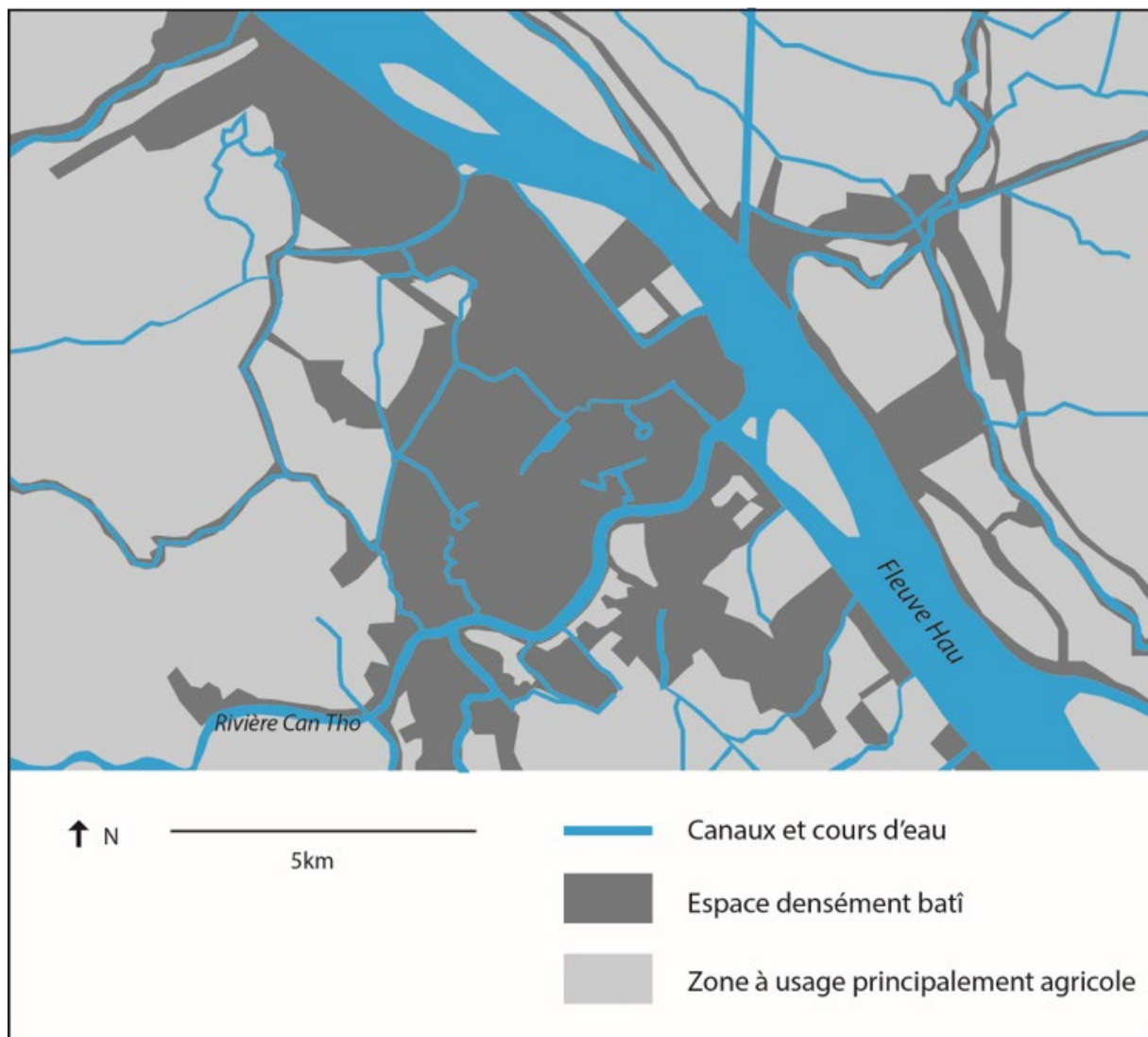


Figure n°62 : Tâche urbaine de l’agglomération de Càn Thơ et principaux canaux et cours d’eau de surface identifiés à partir d’une image satellitaire. Source : auteure, 2020, réalisation sous Adobe Illustrator.

De la même manière, les différents exemples de relogements dans le Centre et dans le delta révèlent la grande complexité des enjeux politiques que ces opérations portent. En particulier, les raisons derrière un relogement peuvent être multiples et répondre à des objectifs différents pour divers acteurs, entre les préoccupations des habitants, les défis et intérêts des autorités locales, les pressions exercées par d’autres groupes, et les orientations décidées par le gouvernement central. On peut lire les procédures de relogement au Vietnam à travers le cadre théorique des quatre « pouvoirs d’exclusion » exposé par D. Hall, P. Hirsch et T. Li Murray (2011), déjà référencé dans le chapitre V.1 pour analyser les réformes foncières au Vietnam (To

et al., 2019)¹²⁹. Le pouvoir de « régulation » (1) du gouvernement s'exerce à travers la cartographie des risques et celle de l'usage des sols, ainsi que l'attribution consécutive des permis de construire. L'usage de la « force » (2) se traduit dans les procédures d'éviction et de relogement sans possibilité de refus de la part des populations concernées. Le rôle du « marché » (3) est prépondérant dans la mesure où les montants des compensations financières sont fondés sur une estimation des prix du marché, bien qu'ils soient en-dessous en raison du double système de prix décrit dans le chapitre III.1¹³⁰ (Pham *et al.*, 2013). Enfin, cette grille de lecture se révèle particulièrement pertinente en ce qui concerne le pouvoir de « légitimation » (4). Dans le cas de la gestion des risques, la légitimation est rendue évidente par l'argument de la nécessaire mise en sécurité des populations. L'exercice d'un tel pouvoir de légitimation, précisément du fait du déséquilibre dans le jeu d'acteurs entre autorités publiques et société civile, offre la marge de manœuvre nécessaire aux autorités publiques à tous les échelons pour implanter des projets aux implications équivoques mais rendus légitimes par l'impératif de mise en sécurité face aux risques environnementaux. Ce procédé est d'autant plus justifiable que les projets visant à répondre à des enjeux environnementaux sont largement plébiscités, et souvent soutenu financièrement, par les acteurs internationaux du développement, tels que les agences de développement, les agences onusiennes et les ONGs.

De manière générale, la mise en avant de la portée environnementale des choix d'aménagement, à travers la construction d'infrastructures et les opérations de relogement, semble répondre aux attentes des bailleurs internationaux. À Càn Thơ, le réaménagement des berges du fleuve est financé pour partie par plusieurs de ces bailleurs, en particulier la Banque Mondiale et l'Agence Française de Développement. À l'heure de la mise à l'agenda politique mondial de l'adaptation au changement climatique, la mise en avant de l'impératif de sécurisation des territoires devient primordiale pour obtenir les financements internationaux escomptés. Le couplage des impératifs environnementaux et des projets d'aménagement urbain peut ainsi permettre de rendre ces derniers prioritaires. L'endiguement des berges du fleuve implique le déplacement de l'ensemble des marchands qui animent le marché flottant et le marché informel établi sur les berges du quartier Lê Bình (voir figure n°63). Les constructions concernées sont des structures relativement précaires en tôle, partiellement sur pilotis, comme le montre la photographie suivante (figure n°64). Le projet d'endiguement et le déplacement de populations associé sont justifiés par l'adaptation au changement climatique, mais permettent aussi une requalification urbaine des berges par la suppression de ce quartier indésirable pour

¹²⁹ J'ai déjà mentionné ce cadre théorique concernant les évolutions des politiques foncières dans le chapitre V.1.2.

¹³⁰ Prix du marché du foncier agricole bien inférieur au prix du marché des terres urbanisées.

les autorités publiques, car il ne concorde pas avec l'image de modernité que se construit la ville. Le choix du gouvernement vietnamien de protéger les territoires par des infrastructures lourdes qui requièrent souvent des relogements s'inscrit dans la continuité d'une stratégie volontariste d'urbanisation, laquelle renvoie à une vision de la modernité associée à l'urbain (voir chapitre V.3).



Figure n°63 : Endiguement des berges de la rivière Cần Thơ dans la périphérie sud-ouest de la municipalité de Cần Thơ, projet achevé financé par la Banque Mondiale. Quartier Lê Bình, district de Cái Răng, municipalité de Cần Thơ. Source : photographie de l'auteure, novembre 2019.



Figure n°64 : Les projets d'endiguement du fleuve Càn Thơ dans la périphérie sud-ouest de la municipalité de Càn Thơ.

A – Projet d'endiguement achevé financé par la Banque Mondiale.

B – Projet d'endiguement en cours financé par l'Agence Française de Développement

Source : auteure, 2020, réalisation sous Adobe Illustrator à partir d'une image Maxar Technologies 2019 extraite de Google Earth.

Dans son analyse des opérations de relogement menées dans la périphérie urbaine de Lào Cai dans le nord du pays, Gwenn Pulliat décrit des enjeux similaires : la saisie des terres accompagne l'idéologie pro-urbaine affichée, et permet d'accélérer la transition d'un espace périurbain encore largement rural et agricole vers un quartier urbain intégré (Pulliat, 2019). Les populations déplacées transforment leurs modes d'habiter, et délaissent l'agriculture pour se tourner vers d'autres formes d'activités urbaines. Les berges réhabilitées libèrent quant à elles une emprise foncière importante disponible pour des investissements. Dans les deux exemples, les choix techniques réalisés témoignent d'une primauté accordée au développement urbain, mais ils sont opportunément justifiés par la nécessaire adaptation au changement climatique.

Le gouvernement vietnamien a fait sien le discours sur l'impératif de réponse et d'adaptation face au changement climatique. Tant en territoires ruraux qu'urbains, les réponses des autorités publiques privilégient des méthodes fortes et très visibles : la construction d'infrastructures majeures, le relogement de quartiers entiers. Pourtant, l'analyse des politiques de gestion des risques environnementaux révèle les difficultés à intégrer ces enjeux climatiques de façon large et systémique dans les pratiques d'aménagement des territoires. Les choix réalisés se fondent sur une approche de relativement court-terme. Les ménages portent la majorité de la charge du relogement et payent leur relative sécurité environnementale au prix de leur sécurité économique et parfois de leur stabilité sur le long terme. Ces choix d'aménagement imposés dans une approche largement *top-down* au titre de la mise en sécurité face aux risques environnementaux croissants interrogent quant au respect du principe de justice spatiale.

Par ailleurs, l'instrumentalisation du thème de l'adaptation au changement climatique par le politique est loin d'être le propre du Vietnam. Au cœur delta du Bengale, Alice Baillat montre comment le Bangladesh utilise la visibilisation de la migration pour transformer sa vulnérabilité face au changement climatique en un « *weak power* » sur la scène internationale qui lui permet d'attirer des financements et de faire entendre ses revendications (Baillat, 2018). Une stratégie qu'adopte lui aussi le Vietnam autour du delta du Mékong, en tant que haut lieu de l'adaptation au changement climatique à l'échelle mondial.

VI.2. Agir sur la vulnérabilité : adapter l'agriculture et l'aquaculture, ou les quitter

La section précédente présentait les mesures directes prises par les autorités nationales et locales dans l'objectif officiel de diminuer le risque en limitant l'expression de l'aléa et l'exposition des habitants et des ressources. En parallèle, des actions plus indirectes sont mises en œuvre, tant par les acteurs publics de manière planifiée que par les populations locales de manière spontanée. Ces actions indirectes visent à réduire le risque en influant sur la composante de la vulnérabilité, en particulier la vulnérabilité économique des ménages. Les changements environnementaux interviennent ici comme facteurs indirects de vulnérabilité. En outre, comme pour l'adaptation par la migration, le risque en question peut s'entendre au sens strictement environnemental, mais également dans un sens plus large incluant les pressions économiques liées aux fluctuations du marché agricole et aux variations des directives publiques en matière d'agriculture, ou encore les risques de maladie. Les ajustements mis en œuvre répondent ainsi bien souvent à plusieurs pressions ou aspirations convergentes. Cette section est consacrée aux actions mises en œuvre sur site par les autorités locales comme par les habitants pour adapter les pratiques agricoles et aquacoles à un contexte en mutation. Ces adaptations concernent une grande variété de secteurs d'activité du secteur primaire, par souci de clarté je détaille les adaptations par secteur en m'appuyant sur les récits des habitants, des migrants et des fonctionnaires interrogés. Je me concentre sur les grands secteurs d'activité identifiés sur les terrains d'étude ruraux où je me suis rendue à savoir la riziculture, l'arboriculture, l'élevage de crevettes (et autres pratiques aquacoles dans une moindre mesure) et la sylviculture¹³¹.

Afin d'aborder l'adaptation des pratiques agricoles et aquacoles soumises à des pressions environnementales multiples, je choisis de mettre l'accent sur le cas de la sécheresse. En effet, dans des territoires ruraux du centre et du sud du pays, essentiellement agricoles, il s'agit de l'aléa qui pèse le plus lourdement sur les moyens de subsistance. Surtout c'est la sécheresse, bien plus que le risque de typhon ou encore celui de glissement de terrain, qui appelle une modification des pratiques agricoles et aquacoles. Son alternance avec des épisodes d'inondation en saison des pluies aggrave la situation, car les sols secs sont moins à même d'absorber l'eau. Dans le delta du Mékong en particulier, la sécheresse s'accompagne également de la salinisation des sols du fait de la remontée des eaux salines. Ainsi, tout en

¹³¹ Le cas particulier de la pêche observé dans des villages côtiers du Centre est détaillé dans le chapitre précédent (V.2.3).

gardant en tête la distribution géographique des aléas, il est possible de détailler les manières dont les territoires et leurs habitants répondent à cet enjeu commun de sécheresse.

Dans le delta du Mékong comme sur la côte centrale du Vietnam, le rythme des cultures, en particulier la riziculture mais aussi les cultures d'autres céréales comme le blé ou le maïs, et de légumes et légumineuses, est fondé sur l'alternance entre saison sèche (décembre à mai) et saison des pluies (juillet à décembre). Les périodes longues de sécheresses graves créent une tension dans les calendriers agricoles face à laquelle les localités ne sont pas toutes égales. Dans certaines communes le système d'infrastructures publiques d'irrigation permet de compenser le manque d'eau. C'est davantage le cas des communes étudiées dans les provinces de Bến Tre et Sóc Trăng (delta du Mékong) que dans la province de Quảng Ngãi (Centre). Durant la saison sèche, les autorités locales fournissent de l'eau aux ménages à partir de réservoirs remplis durant la saison des pluies, et l'eau est puisée et purifiée dans les canaux. La gouvernance de l'eau fait l'objet de tensions entre les différents acteurs impliqués tant la chaîne de commandement des infrastructures est complexe. Les ménages quant à eux mettent en œuvre des solutions individuelles pour faire face au manque d'eau. Des collecteurs d'eau de pluie sont installés pour la consommation personnelle. En cas de sécheresse extrême, comme cela s'est produit en 2020 et 2021 dans le delta du Mékong, les ménages manquent d'eau potable et sont amenés à acheter de l'eau minérale à des prix exorbitants. Face à l'intensification des épisodes de sécheresse-salinisation-inondation, malgré les soutiens techniques des autorités en matière d'irrigation, les ménages en viennent à modifier leurs pratiques agricoles. Je dis « en viennent à » plutôt que « sont contraints à » pour ne pas restreindre l'interprétation à un lien de causalité univoque car il existe de fait, dans certains cas, une ambiguïté quant à savoir qui, du changement environnemental (sécheresse – salinisation) ou du changement de pratiques, précède l'autre. Les cas de la province de Bến Tre et de la province de Sóc Trăng dans le delta du Mékong sont particulièrement parlants à ce propos.

Ainsi, les stratégies d'adaptation sur site des ménages, observées et discutées sur le terrain ont trait à leurs secteurs d'activité, en particulier agricoles. Il est possible de rendre compte de ces stratégies en les différenciant suivant plusieurs critères : par secteur d'activité, par aléa ou encore par site d'étude. Néanmoins, l'organisation la plus opérante dans une optique centrée sur les parcours individuels et familiaux consiste à distinguer ces ajustements suivant le degré de continuité ou de rupture qu'ils représentent par rapport à la situation antérieure. Tout en restituant cette situation antérieure, je présente donc d'abord les ajustements qui traduisent une forte continuité, puis progressivement ceux qui impliquent une rupture franche.

VI.2.1. Maintenir la riziculture, s'adapter sans changer de secteur d'activité

Dans le delta du Mékong, la sécheresse et la salinisation sont les menaces principales qui pèsent sur les rizières en saison sèche. Dans une moindre mesure, en saison des pluies, bien que l'inondation soit un phénomène régulier, les inondations incontrôlées, plus soudaines ou violentes que prévues, noient les champs. Sur la côte centrale, les tempêtes sont ponctuellement à l'origine d'inondations majeures du fait du débordement des cours d'eau, et durant la saison sèche, c'est encore la sécheresse qui menace le plus les rendements des cultures. Pour beaucoup de ménages la solution est d'abandonner le riz pour se tourner vers une autre culture. Ces transitions sont d'autant plus justifiées du point de vue des ménages d'agriculteurs que la riziculture s'avère moins lucrative que d'autres branches, sur le marché local et dans d'autant plus dans une agriculture marchande globalisée. Néanmoins, malgré la forte tendance à la transition vers d'autres secteurs agro-alimentaires, certaines adaptations sont réalisées au sein du secteur rizicole de manière à répondre aux changements de conditions environnementales tout en maintenant cette activité.

Pour comprendre les pratiques d'adaptation mises en œuvre aujourd'hui face aux enjeux environnementaux grandissants, et en particulier la sécheresse et la salinisation, il faut d'abord mentionner en quoi les pratiques agricoles, tant dans le delta du Mékong que dans le Centre, ont été ajustées à la fin du XX^{ème} siècle avec l'entrée du pays dans une économie de marché pour répondre à des exigences accrues de productivité, tout en composant avec les contraintes et ressources que représente la mousson. Dans le delta, l'intensification des cultures de riz a d'abord eu recours à l'infrastructure de protection pour réduire l'exposition. Certains travaux ont mis en avant le passage de deux à trois récoltes de riz dans le nord du delta du Mékong, soumis à de fortes inondations durant la saison des pluies, après la construction de digues de grande envergure (Chapman & Darby, 2016).

Plus largement, l'intensification de la riziculture, le changement de rythme des récoltes et de méthodes employées dans delta du Mékong, et la durabilité de ce choix ont été étudiés en détail par l'équipe dirigée par Thuy Le Toan au sein du projet GEMMES Vietnam (Focus 5 du rapport final du projet GEMMES-Vietnam, Mekong emergency, Espagne *et al.*, 2022). La surface de rizière du delta du Mékong a augmenté de 2 millions d'hectares au sortir de la guerre à 3,2 millions d'hectares en 1995 puis 4,3 millions d'hectares en 2015. Par la suite, cette surface a commencé à se réduire, atteignant 3,9 millions d'hectares en 2020, de même que la production

de riz qui est passée de 25,58 millions de tonnes en 2015 à 23,82 en 2020 (GSO, 2020 cité dans Thuy *et al.*, 2022). Selon Toan et son équipe cette évolution pourrait être liée à la mise en œuvre des recommandations du gouvernement vietnamien exprimées dans la Résolution 120 parue en 2017. D'une part, la production intensive de riz souvent de basse qualité ne fournit plus suffisamment de recettes aux ménages, à présent que la demande nationale et internationale se tourne davantage vers du riz de meilleure qualité et d'autres produits alimentaires. D'autre part, cette production nécessite un recours important aux engrais et pesticides qui contribuent à la pollution des sols et des eaux, et affectent la biodiversité. De plus, la sécheresse, l'inondation et la salinisation deviennent des obstacles majeurs à la culture du riz. Si le niveau de la mer montait de 25cm et l'extraction des eaux souterraines réduisait drastiquement (en date de la publication soit 2022), 22% des surfaces rizicoles seraient perdues d'ici 2050, dans les provinces côtières. Si l'extraction augmentait de 2% par an, cette part passerait à 34% (Thuy *et al.*, 2022, p.147). Enfin, la riziculture est pointée du doigt pour sa forte contribution aux émissions de gaz à effet de serre qui appelle à une meilleure gestion de l'eau et à la réduction du nombre de récoltes.

Face à ces enjeux le gouvernement préconise de :

- se concentrer sur des variétés de riz de qualité, résistantes aux aléas, et avec un cycle de croissance rapide ;
- ajuster le calendrier des plantations en particulier de manière à maximiser les précipitations durant la phase de maturation et à éviter les inondations en début de cycle ;
- alterner entre riz et élevage de crevettes dans les zones salinisées, ainsi que riz et plantes dans les zones sèches.

Des recherches sont menées afin de développer des variétés de riz plus résistantes au sel, qui concernent de fait davantage les provinces du sud du delta. Ces recherches sont notamment portées par l'Université de Cần Thơ, centre universitaire du delta, et le Dragon Institute for Climate Change en charge des divers projets et collaborations scientifiques relatifs à l'adaptation au changement climatique dans le delta. Comme dans le cas de la conception et de la construction d'infrastructures de protection, le développement de nouvelles pratiques agricoles ou de nouvelles variétés émane d'une coopération entre les universités vietnamiennes et des équipes de chercheurs étrangers, notamment hollandais, allemands, suédois, australiens, japonais et français (voir figure n°65)¹³², ainsi que du travail de l'International Rice Research Institute.

¹³² Je ne mentionne ici que les États dont j'ai croisé le travail sur le terrain, cette liste n'a pas prétention à être exhaustive de la présence de l'aide au développement internationale au Vietnam.



Figure n°65 : Champ de riz intégré à un programme public en coopération internationale avec l'aide au développement suédoise et l'ONG Oxfam qui vise à réduire l'usage des engrais chimiques. Source : photographie de l'auteure, juin 2025.

« Champ modèle

Réduction de 50% de l'usage des engrais chimiques

**Projet : égalité des sexes et investissements agricoles responsables en Asie du Sud-Est
Phase 2 (GRAISEA 2) dans la province de Sóc Trăng**

Période de mise en œuvre : culture d'été-automne 2022 et culture d'hiver-printemps 2022-2023 »

Les situations diffèrent suivant les zones du delta concernées. La partie nord du delta est sujette aux inondations les plus hautes, contrecarrées par des digues d'envergure qui permettent trois récoltes par an. Les provinces côtières luttent contre la salinisation, la sécheresse et la subsidence par des infrastructures pour maintenir une agriculture en saison sèche mais la pointe sud (Cà Mau) n'a plus que de la riziculture en saison des pluies. Sur ce point, la conversion de parcelles rizicoles en mangroves peut être un moyen de ralentir l'érosion et la submersion. La plaine alluviale du centre du delta quant à elle connaît un gradient d'un extrême à l'autre. Dans sa portion haute, les digues limitent l'inondation d'eau douce et permettent deux à trois récoltes de riz par an, alors que dans sa partie basse elles limitent la salinisation et maintiennent une récolte en saison sèche. Mais les différentes zones ne sont

évidemment pas indépendantes. Les digues hautes de l'amont du delta affectent l'hydrographie de l'aval, ce qui justifierait de réduire les récoltes en saison des inondations et de se limiter à deux récoltes de riz de haute qualité. De la même manière, supprimer une récolte au début de la saison sèche en zone salinisée, et une récolte au début de la saison des pluies en zone inondée permettrait aussi de réduire les émissions de gaz à effet de serre. De fait, Toan et son équipe observent par images satellitaires que la surface de riziculture à trois récoltes annuelles a diminué entre 2017 et 2020 dans les provinces côtières au profit de celle à une ou deux récoltes (Thuy *et al.*, 2022, p.151). Les auteurs soulignent qu'il n'est pas clair si cette réduction découle de l'application de la directive gouvernementale par les ménages ou bien si elle reflète la perte de la récolte de saison sèche liée à la grande sécheresse-salinisation de 2020. Les surfaces de triple récolte se maintiennent et augmentent légèrement en revanche dans la portion nord du delta, en adéquation avec les recommandations gouvernementales.

Je m'appuie essentiellement ici sur le travail mené par cette équipe du projet GEMMES Vietnam car, dans l'ensemble, je dois souligner que les terrains ruraux que j'ai étudiés durant mes enquêtes m'ont donné à voir peu d'adaptations par le maintien des pratiques rizicoles. Sur les terrains que j'ai observés dans le sud du delta, dans les provinces de Bến Tre et de Sóc Trăng, la tendance est à la transition vers d'autres cultures. Dans le district de Bình Đại, dans la commune de Bến Tre, la culture du riz a complètement disparu du fait de la salinisation, du moins dans les communes observées. Dans la province de Sóc Trăng les rizières perdurent dans la portion ouest de la province mais ont disparu dans la partie est salinisée (voir figure n°66).

Dans la province de Quảng Ngãi dans le Centre, la riziculture résiste difficilement dans les plaines et les fonds de vallée. À défaut de salinisation, c'est la sécheresse et l'attractivité de secteurs alternatifs qui la met en péril. D'après un chef de village dans la commune de Tịnh Trà dans le district de Sơn Tịnh, depuis la fin des années 1990, les agriculteurs ont déjà réduit le nombre annuel de récoltes de riz suivant une directive des autorités provinciales. Ils sont passés de trois récoltes par an à seulement deux en abandonnant la récolte durant la saison des pluies. En adoptant une perspective environnementale, cette adaptation peut être interprétée comme une réaction à l'intensification des tempêtes. Cependant, elle s'inscrit surtout dans une stratégie de territoire plus large qui met l'accent sur un modèle d'agriculture mécanisée aux rendements élevés, dans lequel la rentabilité des récoltes en saison des pluies a pu être jugée insuffisante, au regard du coût grandissant des intrants, et compte tenu des sources de revenus alternatives possibles à la même période, aussi bien du point des vues des autorités aménageuses que des ménages locaux dans leurs stratégies économiques. Réduire le nombre de récoltes annuelles pour concentrer les investissements sur la période sèche, en mobilisant des infrastructures

d'irrigation peut être compris comme un choix d'optimisation des ressources, rendu encore plus pertinent du fait de l'intensification des inondations et des tempêtes. Ce tournant témoigne d'une perspective, émanant du pouvoir central et qui a rapidement imprégné les ménages, selon laquelle le modèle de l'agriculture familiale vivrière est délaissé pour abonder dans le sens d'une agriculture marchande tournée vers le profit et l'excédent commercial. Ce commentaire vaut pour le cas de Quảng Ngãi, bien que la province soit loin d'être l'une des plus productives du pays. Cette logique d'intensification et d'optimisation des récoltes est encore plus visible dans le delta du Mékong. Par ailleurs, comme dans le delta, dans la province de Quảng Ngãi, des recherches pour le développement de variétés de riz résistantes au sel sont également menées, dans une moindre mesure compte tenu de la plus faible avancée de la salinisation. Le Comité Populaire de la commune de Phở Quang, district de Đức Phổ en particulier en a fait mention en entretien.



Figure n°66 : Rizière, commune de Lâm Kiết, district de Thạnh Trị, ouest de la province de Sóc Trăng, zone non exposée à la salinisation. Source : photographie de l'auteure, juin 2022.

VI.2.2. Adopter l’arboriculture spécialisée, changer de culture au sein du secteur agricole

Dans une grande partie des communes observées, en particulier dans le sud du delta du Mékong soumis à la salinisation, malgré les recherches en cours, le maintien de la riziculture est tout simplement techniquement impossible. Les sécheresses de 2016 et 2020 en particulier ont occasionné des conversions de rizières en d’autres cultures de légumes et de fruits (Thuy *et al.*, 2022). Pour beaucoup de ménages, une solution alternative consiste à se tourner vers la culture de fruits ou noix dont certains ont l’immense avantage de présenter une tolérance élevée au sel. L’intérêt est notamment que ces transitions peuvent se faire sans compromettre les activités des voisins, ce qui, on le verra dans d’autres cas, peut être problématique. Ces transitions peuvent être théoriquement des initiatives individuelles, mais dans le delta du Mékong, elles sont bien souvent insufflées par les comités populaires locaux. En effet, le delta du Mékong dans son ensemble est soumis à une planification minutieuse de l’usage des sols et de la distribution des cultures. Certains secteurs sont ainsi dédiés à certaines cultures et les ménages concernés sont contraints de suivre les directives, ce qui ne va pas toujours sans créer de tensions.

VI.2.2.1. OCOP, politique de spécialisation agricole et aquacole

Dans les communes observées du district de Bình Đại, province de Bến Tre, il n’y a plus trace de riz. De fait, la province de Bến Tre a fait de la noix de coco son produit phare et les coopératives publiques mettent tout en œuvre pour promouvoir cet aliment sous toutes ses formes. Fruits frais, fruits séchés, jus, lait, sucreries, pâtisseries, coques pour l’artisanat... Tous les usages sont mis en avant (figure n°67).



Figure n°67 : Exploitation de cocotiers, commune de Vang Quới Đông, district de Bình Đại, province de Bến Tre, soumise à une forte salinisation. Les noix de cocos sont entreposées pour être écosées à la machette sur place. Source : photographie de l’auteure, mars 2022.

C’est le rôle de la politique nationale OCOP (« *One commune one product* ») qui associe à chaque localité une spécialité agricole ou aquacole dans une optique de développement économique des zones rurales par la promotion de « terroirs ». La politique OCOP, lancée en 2018, est transversale et sa mise en œuvre est plus ou moins aboutie suivant les provinces. Ainsi la province de Bến Tre qui, de par sa proximité avec les territoires industriels de la périphérie de Ho Chi Minh Ville, et les ports fluviaux et côtiers de Cần Thơ et Vũng Tàu bénéficie d’une bonne connectivité, est très avancée sur le sujet, et fait figure d’exemple à l’échelle nationale. Sur le terrain, la politique OCOP se traduit pour les agriculteurs par une coopération avec les agences districtales OCOP. Ces agences proposent la vente d’intrants (graines, engrais, fertilisants...), et délivrent des formations avec les autorités du Comité Populaire du district sur la mise en œuvre de nouvelles pratiques agricoles ciblées sur ces produits phares (voir figure n°68). Pour les habitants, ces modes de production constituent une refonte profonde de leurs pratiques quotidiennes et de leur rapport au travail. En effet, il s’agit non pas de développer son activité à son rythme de manière indépendante, mais de suivre une dynamique générale en adoptant les pratiques préconisées par les autorités locales. Dans ce contexte, l’activité agricole ne peut pas uniquement être pensée comme un moyen de subsistance à l’échelle du ménage,

mais s'inscrit dans une stratégie de territoire qui mobilise l'ensemble des parcelles et à laquelle chacun est tenu de contribuer. Pour ceux qui ne possèdent pas leur propre parcelle agricole, cela se traduit aussi par un salariat à la tâche encadré par les coopératives locales qui combinent les intérêts des acteurs privés présents localement et les injonctions des pouvoirs publics. Les dynamiques en question résultent de la conjoncture environnementale et économique, c'est-à-dire tant des conditions de l'environnement local (en termes de salinisation et de sécheresse particulièrement), que des opportunités du marché et des fluctuations de la demande locale, mais surtout nationale et internationale. La transition vers l'arboriculture spécialisée constitue une adaptation qui inclue certes une forme de continuité par rapport au secteur rizicole puisque les ménages restent dans le domaine agricole, mais qui implique tout de même une rupture conséquente lorsqu'elle se traduit par des changements de cultures, de calendrier de récoltes et de méthodes. Comme pour la riziculture, cette transition s'insère dans une dynamique de territoire plus large, et des chaînes de production largement orchestrées par la puissance publique, notamment par des processus de labellisation qui entendent répondre aux attentes du marché international et aux changements des modes de consommation nationale.



Figure n°68 : Agence OCOP dans le district de Thanh Trị, province de Sóc Trăng, delta du Mékong. Source : photographie de l'auteure, juin 2022.

La province de Quảng Ngãi dans le Centre est beaucoup moins insérée que celles du delta du Mékong dans des synergies économiques de territoires locaux et dans les réseaux d'exportation nationaux et internationaux. Dans le cadre de la politique OCOP, elle peine encore à faire ressortir et identifier sur le marché national un produit qui lui serait unilatéralement associé. Cependant, la province de Quảng Ngãi emploie ce retard relatif à explorer des modes d'agriculture novateurs de manière ponctuelle. J'ai ainsi eu l'occasion d'observer une ferme pilote dans la commune de Hành Tinh Tây, district de Nghĩa Hành, où l'exploitant combinait et testait plusieurs espèces d'arbres fruitiers sur sa parcelle située en moyenne montagne, avec le soutien technique et financier de la province (voir figure n°69).



Figure n°69 : Ferme arboricole pilote, commune de Hành Tín Tây, district de Nghĩa Hành, province de Quảng Ngãi, janvier 2022. Plusieurs variétés d'arbres et d'arbustes sont plantées sur une même parcelle pour réaliser des tests. Source : photographie de l'auteure, janvier 2022.

OCOP est une politique incitative qui par le biais de coopératives locales soutient le développement d'une filière autour d'un produit, de sa production, à sa commercialisation en passant par toutes les étapes de sa transformation. Elle s'appuie notamment sur la vente de graines et d'intrants spécifiques, et sur la mise en relation des producteurs avec les industries et les revendeurs. Sans dénigrer le dynamisme économique que la politique OCOP génère et les

synergies d'acteurs qu'elle permet, il faut souligner que la spécialisation d'un territoire amène pour corollaire son interdépendance avec les autres territoires, et de fait réduit son autonomie, là où des modèles agricoles moins spécialisés permettent davantage une agriculture vivrière à l'échelle micro-locale. En outre, l'orientation intensive des monocultures soulève des enjeux en termes de qualité nutritive des produits, de leur toxicité, et de l'impact de l'emploi d'intrants chimiques sur les sols, la santé des agriculteurs, celle des habitants locaux et la biodiversité (voir figure n°70).



Figure n°70 : Épandage manuel d'intrants chimiques sur un champ d'arachide, commune Hành Tín Đông, district de Nghĩa Hành, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l'auteure, janvier 2022.

Toutes les spécialisations productives ne se valent pas et certains secteurs s'avèrent beaucoup plus attractifs que d'autres. Les cultures de fruits comme la noix de coco génèrent un profit relativement faible compte tenu des faibles superficies de plantations, à l'exception des variétés à hauts rendements. Le profit est en outre très variable au gré de l'évolution de la demande. L'intérêt cependant réside dans le très faible besoin de main d'œuvre qui rend ce secteur accessible aux personnes âgées. La collecte est organisée par les sociétés de transformation/commercialisation elles-mêmes, de sorte que les producteurs ont finalement bien peu à faire. Un point d'importance à l'heure où les schémas familiaux sont recomposés par

les migrations, et où les aînés se retrouvent de plus en plus isolés au village. La relation se fait dans les deux sens. Le développement de secteurs d'activité peu demandeurs en main d'œuvre est une réponse opportune aux recompositions familiales issues des migrations, mais aussi la migration découle de la baisse de demande en main d'œuvre dans l'agriculture de manière plus générale.

VI.2.2.2. Objectifs de la politique OCOP

Fer de lance du secteur agricole et aquacole vietnamien moderne, la politique OCOP peut se lire selon plusieurs grilles. Comme une politique économique locale tout d'abord, visant à soutenir l'économie et l'emploi de toutes les communes, des plus petites aux plus grandes, sur la base des ressources disponibles localement (types de sol, hydrographie, climat, main d'œuvre, infrastructures...), et en associant tous les maillons de la chaîne de production (secteurs primaire, secondaire et tertiaire). Dans la province de Bền Tre, la culture des noix de coco a mené au développement d'une industrie autour de leur transformation, qui constitue un nouveau secteur d'emploi pour la population locale. Dans ce cadre, la politique OCOP est un levier dans une stratégie plus large d'industrialisation et de développement du secteur agro-alimentaire tourné vers l'exportation vers les marchés national et international. À noter que l'acronyme officiel OCOP correspond au nom en anglais, alors même que la politique est par ailleurs désignée par son nom complet en vietnamien (« *Mỗi xã một sản phẩm* »). Cet usage de l'anglais peut être interprété comme un marqueur de l'internationalisation des pratiques commerciales et politiques au Vietnam.

Par ailleurs, la politique OCOP peut se lire comme une politique environnementale visant à assurer une cohérence entre la stratégie économique d'un territoire et ses conditions environnementales. Les nouvelles orientations et modalités du secteur agro-alimentaire vietnamien¹³³ auxquelles contribue la politique OCOP par le développement de filières spécialisées traduisent une capacité d'adaptation face aux changements environnementaux, démontrée par les autorités publiques locales et nationales dans leur planification, et par les habitants dans leur réalisation. La diversification des activités dans la chaîne de production à travers l'expansion du secteur industriel va dans le même sens. Néanmoins, la notion d'adaptation doit être mobilisée avec prudence car l'adaptation en question reste limitée et

¹³³ Je fais référence essentiellement au delta du Mékong car la province de Quảng Ngãi, bien qu'engagée dans le même processus, n'en est pour l'instant qu'à un stade embryonnaire.

sujette à caution. Les activités de transformation des produits agricoles et aquacoles demeurent dépendantes des conditions environnementales et de leur évolution. En outre, l'internationalisation de ces chaînes de production avec l'introduction d'intermédiaires supplémentaires, parfois étrangers ou venus d'autres régions du Vietnam, et l'utilisation d'intrants importés de l'étranger (de Chine notamment) augmentent la dépendance aux conditions environnementales sur une plus vaste zone géographique ainsi que la dépendance aux conditions politiques, économiques et sociales¹³⁴.

Enfin, la politique OCOP peut se lire comme l'un des multiples mécanismes que le gouvernement vietnamien emploie à la construction et au maintien d'une représentation de l'identité de la nation vietnamienne, de son peuple et de son territoire, dans son unité et dans ses spécificités locales. La représentation véhiculée conserve un substrat rural, elle prend racine dans les villages agricoles, et ce encore aujourd'hui après le tournant vers l'urbanisation et l'industrialisation de la fin des années 1980. Cette représentation se recompose et intègre à la fois les espaces agricoles, les espaces industriels et les pôles urbains, reliés par les déplacements internes et les complémentarités économiques entre les territoires. Entre imaginaire nostalgique des villages ruraux, et promotion de l'urbain vecteur de modernité, les politiques agricoles sont des leviers majeurs de construction des représentations, en influant à la fois sur les secteurs d'emploi, sur l'aménagement des territoires et sur les modes de consommation alimentaire. Dans ce contexte, l'enjeu environnemental, s'il est bien présent, ne peut être isolé des autres enjeux qui sous-tendent le secteur agricole, et qui combinés, justifient une politique comme OCOP. Cette politique a donc l'intérêt de mettre en lumière la manière dont les actions publiques qui ont trait à la question environnementale influent et dialoguent avec les questions économiques, sociales et éminemment politiques.

VI.2.3. L'élevage de crevettes : manne financière controversée

VI.2.3.1. Transitions lucratives

Sur le gradient de l'adaptation, faisons un pas de côté supplémentaire en s'éloignant de la riziculture. Au cours des vingt dernières années, les provinces côtières du delta du Mékong ont vu progressivement leurs rizières se transformer en bassins à crevettes. C'est le cas du

¹³⁴ Le récent épisode de pandémie Covid 19 a particulièrement mis en lumière cette interdépendance.

district de Bình Đại étudié dans la province de Bến Tre, et des districts de Trần Đề, Mỹ Xuyên et Thạnh Trị dans la province de Sóc Trăng. Les enquêtes de terrain menées dans ces districts, et en particulier les entretiens avec les habitants, ont confirmé que ce changement d'activité est motivé à la fois par une opportunité économique à saisir et par la salinisation des eaux et des sols, l'élevage de crevettes nécessitant une eau saumâtre. Les profits très élevés qui peuvent potentiellement être retirés de l'élevage de crevettes, bien plus élevés que la riziculture, incitent les ménages à transformer leurs champs en bassins, d'autant que les conditions environnementales (eau saumâtre, imprévisibilité du climat) sont de moins en moins propices à la culture du riz (voir figure n°71). L'élevage de crevettes apparaît particulièrement attractif compte tenu des superficies réduites des parcelles, davantage adaptées à la taille d'un bassin qu'aux surfaces de champs nécessaires à l'obtention d'une plus-value marchande significative (voire III.3.1.). Cependant, le coût d'entrée (l'investissement initial nécessaire au développement d'un bassin) reste prohibitif pour une partie de la population, particulièrement au vu des taux élevés de mortalité des crevettes qui font de l'aquaculture une activité beaucoup plus risquée que la riziculture. Un chef de hameau rencontré dans la commune de Thới Thuận, district de Bình Đại, province de Bến Tre m'expliquait qu'il avait essayé de développer de la crevetticulture, mais sans succès car les oiseaux mangeaient les crevettes et transmettaient les maladies d'un bassin à un autre. Il s'était détourné de ce secteur qu'il jugeait trop risqué. Il me rapportait également les différents freins au développement de la crevette dans le village selon lui : manque d'argent, manque de main d'œuvre qualifiée et, pour certains ménages, manque de terres.

Pour une analyse technique du secteur de la crevetticulture dans le delta du Mékong, je renvoie au travail doctoral de Yu-Kai Liao, de l'Université Nationale de Taiwan, achevé en 2022 (Liao, 2022).



Figure n°71 : Bassin d'élevage de crevettes, commune de Thanh Tri, district de Binh Dai, province de Bến Tre, zone soumise à une forte salinisation. Source : photographie de l'auteure, mars 2022.

Localement, il existe un effet d'entraînement : à partir de la transition d'un ménage, le développement de la crevetteculture suit une courbe exponentielle, jusqu'à couvrir toute la zone salinisée. Cet effet d'entraînement a trois mécanismes sous-jacents. D'une part, les agriculteurs d'une même localité ont tendance à copier les pratiques de leurs voisins par mimétisme et transfert de connaissance. Ce mimétisme est, de plus, alimenté par la possibilité de faire fortune dans le secteur de l'élevage de crevettes qui, de fait, attise les convoitises. D'autre part, techniquement il est difficile de maintenir une activité rizicole sur un champ entouré de bassins à crevettes¹³⁵. En effet, dans une zone où l'eau est omniprésente et les très nombreux canaux s'avèrent souvent rudimentaires, maintenir un réseau d'eau douce en parallèle d'un réseau d'eau salée pose un défi technique¹³⁶. Avec le développement de l'aquaculture, les canaux d'irrigation se retrouvent être des canaux d'eau salée ou saumâtre, de manière assumée et non subie. Il est

¹³⁵ Dans certaines zones du delta, les habitants pratiquent un modèle hybride dans lequel les parcelles accueillent simultanément de la riziculture et de la crevetteculture (Thuy *et al.*, 2022), mais ce modèle n'a pas été observé sur les terrains étudiés.

¹³⁶ Je parle ici uniquement de réseaux d'eau destinés à l'irrigation d'une part (douce de préférence pour l'agriculture, et salée pour l'aquaculture), et à l'usage domestique d'autre part (hygiène), non de réseau d'eau potable. Les problèmes occasionnés par la salinisation des eaux en termes d'accès à l'eau domestique et à l'eau potable sont abordés dans le chapitre précédent (V.2.2.).

alors structurellement difficile de maintenir une activité rizicole dans une zone majoritairement dédiée à la crevetteculture. De fait, pas un seul champ de riz n'a été observé dans les communes étudiées du district de Bình Đại (province de Bến Tre), largement salinisé.

Si elle n'est pas accessible à tous, la crevetteculture est pour certains synonyme de nuisances, à travers la salinisation, mais aussi à travers la pollution des eaux qu'elle occasionne par le rejet des eaux usées des bassins. Les canaux d'irrigation utilisés pour alimenter et vider les bassins sont des canaux partagés, creusés depuis les cours d'eau principaux, tels que le fleuve Ba Lai qui traverse le district de Bình Đại (Bến Tre). Cette pollution par les déchets des bassins à crevettes se cumule en outre à celle provenant des industries. Qu'elles soient locales ou situées en amont des fleuves, les industries déversent elles aussi leurs eaux usées dans les canaux, à l'origine de conflits d'usage et de conflits d'intérêt importants.¹³⁷

VI.2.3.2. Planification deltaïque et tensions

Pour comprendre les enjeux autour de la transition vers l'élevage de crevettes dans le delta du Mékong, il faut avant tout se placer à l'échelle du delta, et de chaque province qui le compose, afin de prendre en compte le cadre de la gouvernance qui régit l'usage des sols. De fait, cette question renvoie même à l'échelle nationale compte tenu du fait que le delta du Mékong est défini comme territoire stratégique par le gouvernement central de Hanoï, et que les orientations et modalités de son développement sont décidées et programmées par les ministères concernés. En pratique, l'agriculture et l'aquaculture dans le delta font l'objet d'une planification pluriannuelle. Un zonage strict est défini entre zone rizicole et zone aquacole. Les habitants ne sont donc pas libres de développer les activités qu'ils souhaitent sur leurs parcelles, mais sont tenus de suivre les directives imposées par les autorités nationales, et par extension, locales. Le cas du district de Bình Đại (Bến Tre), et de son barrage sur le fleuve Ba Lai mentionné dans la première partie de ce chapitre, est particulièrement illustratif des tensions qui peuvent émerger de cette dimension coercitive. Les remontées d'eau saline qui se font sur des cours d'eau parallèles et contournent le barrage posent un défi de taille aux autorités locales car les communes situées en amont du fleuve Ba Lai sont classées en zone d'eau douce, dédiée à la riziculture ou à des cultures de fruits, et les communes en aval sont ouvertes à l'aquaculture. En théorie donc, les ménages en amont ne sont donc pas supposés développer d'aquaculture. Dans les faits, la grande majorité des habitants du district s'est tournée vers l'élevage de

¹³⁷ Ce sujet a été mentionné, de manière parfois très virulente par certains participants de l'enquête.

crevettes, avec ou sans le consentement des autorités locales. Compte tenu de la manne financière que constitue l'élevage de crevettes, en comparaison surtout avec la riziculture, rien d'étonnant à ce que les bassins suscitent l'intérêt, et que les esprits entrepreneurs bravent les interdits imposés par la planification. Le caractère très lucratif de l'élevage de crevettes explique ces transitions, mais ne saurait faire oublier la très grande imprévisibilité inhérente à cette activité. Sur ce point, je renvoie à nouveau au travail d'Olivier Tessier précédemment mentionné (*ibid.*). L'élevage de crevettes requiert un investissement initial important, mais les probabilités de mener l'élevage à terme sont plutôt faibles, étant donnée sa très grande fragilité, en particulier face au risque de maladie. En outre, les bassins doivent être surveillés continuellement pour se prémunir des vols (par les humains comme par les oiseaux). Néanmoins, les tâches à accomplir à heures fixes pour l'entretenir sont plutôt légères et ne nécessitent qu'une personne. L'élevage de crevettes rejoint en ce sens la culture des noix de coco dans sa faible demande en main d'œuvre, mais s'en éloigne dans ses profits bien plus élevés. La crevetticulture et l'arboriculture offrent des débouchés pour les petites et grandes parcelles, requérant peu de main d'œuvre et peu de force physique, ce qui les rend accessibles à ceux pouvant assumer les investissements requis.

VI.2.3.3. Gouvernance des eaux

Dans certaines communes du district de Bình Đại, les éleveurs creusent des puits pour accéder à l'eau nécessaire à l'irrigation des bassins à crevettes. En effet, l'élevage de crevettes requiert un taux de sel précis, le forage de puits permet de doser l'équilibre entre eau douce et eau salée. Concrètement, l'interdiction d'élever des crevettes dans certaines zones se traduit donc par la destruction de puits par les fonctionnaires communaux. La contradiction entre la planification officielle et l'usage spontané des sols donne ainsi lieu à des confrontations directes entre les habitants et les représentants des autorités locales. Pour bien prendre la mesure de l'imbrication de ces conflits, il faut garder en tête que les fonctionnaires locaux vietnamiens en zone rurale sont bien souvent aussi agriculteurs ou aquaculteurs eux-mêmes, ou sont liés à des agriculteurs ou aquaculteurs par des liens familiaux. L'injonction à la destruction de puits revient donc pour certains d'entre eux à détruire les puits qu'eux-mêmes ou leurs proches avaient contribué à payer. Les cas des forages interdits dans la province de Bến Tre, visant à puiser de l'eau salée en zone d'eau douce pour alimenter des bassins à crevettes, sont d'autant plus symptomatiques qu'ils peuvent être mis en regard des situations rencontrées dans la

province centrale de Quảng Ngãi, située dans le Centre du Vietnam, confrontée à la sécheresse mais très peu de salinisation : les ménages y sont susceptibles de recevoir des subventions des autorités locales pour creuser des puits afin d'irriguer leurs champs, le plus souvent de céréales (figure n°72). Les deux territoires donnent ainsi à voir deux réalités distinctes de la sécheresse, en zone deltaïque pour l'une et en zone côtière pour l'autre, qui se traduisent par deux attitudes différentes vis-à-vis d'un même objet technique. En zone deltaïque en cours de salinisation et soumise à une planification stricte, le puit, moyen de contournement de la règle humaine, est banni. En zone côtière, en déficit d'eau et sans planification d'ensemble, le puits, moyen de contournement des conditions naturelles de surface, est promu.



Figure n°72 : Puit d'eau douce artisanal construit par un ménage sur sa parcelle en plaine, Tỉnh Trà, district de Sơn Tịnh, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l'auteure, janvier 2022.

Dans le delta, il existe ainsi des situations de ménages qui volontairement salinisent leurs parcelles pour pouvoir développer de l'élevage de crevettes. Ces pratiques témoignent bien de l'ambiguïté qui existe autour du lien de causalité entre salinisation et crevetticulture. Le développement de la crevetticulture peut être interprété comme une réaction à la salinisation, ce qui va dans le sens du propos de ce chapitre sur l'adaptation. Néanmoins, l'expérience de terrain révèle une situation plus nuancée. Dans ses dimensions économiques et sociales, le

bassin à crevettes ne peut pas être compris simplement comme la traduction spatiale d'une réponse contrainte dans un environnement changeant. Il contribue à l'ascension socio-économique de ménages qui bénéficient du capital économique et technique nécessaire à son installation et à sa pérennisation.

VI.2.3.4. Coopératives

De manière générale c'est l'aquaculture qui s'est largement développée dans le delta, et non uniquement la crevetticulture. Sur les terrains étudiés il a essentiellement été question de bassins à crevettes, mais un cas d'élevage de palourdes dans le district de Bình Đại (province de Bến Tre) a été observé. Bien que spécifique, ce cas est intéressant car il illustre un mode de fonctionnement particulier, le recours aux coopératives. Dans la commune côtière de Thới Thuận, au sud du district de Bình Đại, en zone salinisée, j'ai eu l'occasion de discuter avec plusieurs membres d'une coopérative de collecteurs de palourdes. Ceux-ci travaillent à la tâche et exclusivement par le biais de la coopérative locale Rạng Đông (« *Hợp tác xã Thủy sản Rạng Đông* » en vietnamien) qui fixe les prix de rémunération au poids et les quantités autorisées de collecte. Chaque village participe à la coopérative et à la fixation des prix et des modalités de redistribution du profit par le biais d'un représentant.

La coopérative contribue à une logique de spécialisation territoriale et de structuration des activités locales intégrées dans une chaîne plus vaste de production. Ainsi on retrouve cette logique qui sous-tend la politique OCOP précédemment mentionnée, qui ne se limite pas aux produits agricoles mais s'étend aux produits aquacoles. Du point de vue des ménages, ces manières de faire traduisent une approche de l'agriculture et de l'aquaculture intensives, déterminées par leur rentabilité, que ce soit le profit du ménage entrepreneur ou celui de la coopérative privée.

Le cas de cette coopérative est d'autant plus intéressant qu'il rappelle l'héritage historique de la collectivisation et complexifie l'échelle de compréhension du secteur aquacole. Le modèle mis en œuvre est fondé sur l'aquaculture familiale d'échelle réduite mais, par le biais de la coopérative, ces activités se structurent en un système agro-alimentaire intégré aux marchés mondiaux, sans pour autant avoir recours à de grandes entreprises centralisées, comme cela peut être le cas en Thaïlande par exemple.

VI.2.4. La sylviculture : solution privilégiée en situation de stress hydrique

VI.2.4.1. La culture de l'acacia, résistante à la sécheresse

Une autre stratégie face à la sécheresse a été observée sur le terrain, mais il faut se tourner vers les montagnes du Centre pour la trouver. Il est courant que les agriculteurs des plaines de la province de Quảng Ngãi travaillent en parallèle dans le secteur de la sylviculture. De fait, nombre d'entre eux combinent leur activité agricole principale avec la culture de l'acacia (*cây keo*) dans les zones montagneuses, qu'ils possèdent une plantation d'acacias ou qu'ils se trouvent embauchés de manière saisonnière sur des plantations (figure n°73). J'ai eu l'occasion d'observer et de discuter de la culture de l'acacia dans les communes de Long Mai (district de Minh Long), Hành Tín Đông et Hành Tín Tây (district de Nghĩa Hành), Tịnh Trà et Tịnh Hiệp (district de Sơn Tịnh). Plusieurs cultivateurs d'acacia ont expliqué la popularité de cet arbre par ses faibles besoins en eau, et sa grande rentabilité. L'un d'entre eux l'a résumé en une phrase : « Si l'acacia ne résiste pas, rien ne résiste ». Cette phrase souligne bien la dimension de dernier recours que revêt le tournant vers l'acacia. Pour autant, l'acacia bien que résistant n'est pas totalement immunisé face à la sécheresse, et les cultivateurs rencontrés ont mis en garde contre les effets inhibiteurs des sécheresses extrêmes des dernières années (2019-2020 en particulier) sur l'ensemble des cultures, y compris l'acacia.



Figure n°73 : Plantations d’acacias en montagne, et champs de riz dans la plaine, commune de Hành Tín Đông, district de Nghĩa Hành, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l’auteure, janvier 2022.

Les plantations d’acacias qui couvrent les montagnes de la province de Quảng Ngãi sont le résultat de la nouvelle répartition foncière qui a découlé de la campagne de régularisation des titres de propriété dans les années 1980. Durant cette procédure, une partie des ménages incapable de fournir une preuve écrite de la propriété des terrains s’est vue dépossédée de ses terres. Il semblerait que cela ait particulièrement affecté les ménages issus de minorités ethniques, d’après les dires de participants interrogés, habitants Kinh (ethnie majoritaire au Vietnam, essentiellement concentrée dans les plaines et les grandes villes) comme issus des minorités ethniques (localisées dans les montagnes du Centre et du Nord du pays). Une grande partie des plantations d’acacias dans les montagnes, territoires historiquement et encore aujourd’hui largement habités par des minorités ethniques, sont en fait aujourd’hui possédés par des Kinh des plaines. La titrisation des terrains et ses conséquences contrastées expliquent cette propriété actuelle des terrains. Elle ne suffit pas à expliquer leur usage, car les parcelles montagneuses étaient, au moment de la réforme foncière majoritairement, couvertes de forêts naturelles, et c’est à partir des années 1990 que celles-ci ont rapidement été remplacées par des plantations artificielles d’acacia, comme d’autres régions ont pu être transformées en plantations d’hévéa, processus étudié en détail notamment par Pamela McElwee (2016). Les

plantations actuelles d'acacias résultent de la course effrénée pour s'approprier les terres montagneuses, avant de les transformer en plantations lucratives dans une logique d'exploitation des ressources, bien différente des modes de fonctionnement des sociétés villageoises des minorités ethniques des montagnes. L'exploitation des forêts dans le Centre comme dans le nord du pays s'est vue érigée en enjeu national sous Ho Chi Minh qui en 1959 déclarait « La forêt est de l'or, la mer de l'argent » (« *Rừng vàng biển bạc* »). L'exploitation circulaire des forêts selon les principes de la culture sur brûlis pratiquée par les minorités ethniques des montagnes s'est vue décriée, reléguée au rang de pratique caduque et nocive pour l'environnement (McElwee, 2016). L'acacia se serait ensuite développé opportunément pour tirer un profit maximal de terres montagneuses tout en répondant à une contrainte hydrique forte. La protection des forêts s'impose comme un enjeu majeur des politiques environnementales, de même que la réduction et la gestion des déchets comme le montrent les figures suivantes (figures n°74 et 75).



Figure n°74 : Panneaux d’affichage publics dans le village de Long Hiệp, district de Minh Long, province de Quảng Ngãi. Source : photographies de l’auteure, janvier 2022.

Grand panneau bleu : recto « La protection des forêts est la responsabilité des agences, des organisations, des ménages et des individus ! » verso « La forêt est de l’or si nous savons la protéger et la développer, alors la forêt est très précieuse ! (Citation de Ho Chi Minh).

Petit panneau vert : « Les déchets sont une source de pollution. Nettoyez les déchets partout ! »

Le petit panneau bleu indique simplement la direction d’un lycée.



Figure n°75 : Panneau d’affichage public dans le village de Gò Cỏ, commune de Phổ Thạnh, district de Đức Phổ, province de Quảng Ngãi. Source : photographies de l’auteure, janvier 2022.

Recto : « L’action pour la nature – notre responsabilité »

Verso : « Les déchets sont une source de pollution. Nettoyez les déchets partout ! »

Le commerce de l'acacia est d'autant plus intéressant pour discuter des interactions entre pratiques agricoles et sylvicoles et pressions environnementales qu'il soulève des enjeux environnementaux complexes. Je m'appuie ici sur les explications des personnes rencontrées sur le terrain, représentants des autorités locales comme cultivateurs. D'après le Comité Populaire de la commune de Tịnh Trà, district de Sơn Tịnh, l'acacia a la propriété de drainer l'eau des sols, ce qui accélère la sécheresse. Un cercle vicieux se dessine donc entre l'agriculture des plaines, et la culture de l'acacia des montagnes : du fait de sécheresses répétées les agriculteurs cherchent à investir le secteur de l'acacia connu pour sa résistance au stress hydrique, mais qui à son tour aggrave la sécheresse des sols.

En outre, au risque de m'éloigner quelque peu de la question centrale de ce travail, il me paraît nécessaire de mentionner rapidement un autre enjeu environnemental majeur que pose le développement de la monoculture de l'acacia, comme bien d'autres plantations sylvicoles : l'appauvrissement de la biodiversité et des sols. S'il est souvent question dans ce propos de l'environnement à travers son rôle dans un système de production agro-alimentaire, local comme global, il ne faut pas oublier son rôle dans un autre système, l'écosystème (lui aussi local comme global), défini simplement comme l'unité écologique composée par le milieu et les organismes qui y vivent. Les choix d'usage des sols, en particulier la monoculture, ont des conséquences néfastes sur la richesse du vivant.

VI.2.4.2. La culture de l'acacia, vulnérable face aux tempêtes

L'exemple des enjeux environnementaux complexes autour de la culture de l'acacia amène une seconde famille de risques qui ont cours durant la saison des pluies, communément de septembre à décembre, et qui touchent le territoire vietnamien de manière plus variable que ne le fait la sécheresse : les tempêtes et les inondations. De fait, dans la province de Quảng Ngãi, les plantations d'acacia offriraient peu de protection pour les vallées et les plaines contre l'inondation en cas de forte pluie. Elles ne joueraient pas le rôle de barrière naturelle que le couvert forestier naturel antérieur prodiguait durant la saison des pluies et des typhons, en retenant les eaux et les glissements de terrain en amont des plaines. Si le risque de tempête est loin d'être nouveau, l'augmentation de la fréquence des événements les plus violents fait peser une menace grandissante sur le peuplement et les activités de la région. Les tempêtes constituent un risque majeur pour les plantations d'acacia. La vulnérabilité de l'acacia aux tempêtes se révèle dans la confrontation des temporalités. D'un côté, toujours d'après les dires des

exploitants locaux, l'acacia croît sur une durée de cinq ans. De l'autre, dans la province de Quảng Ngãi, des tempêtes majeures se produisent de manière occasionnelle, les deux dernières en date au moment du terrain en janvier 2022 remontaient à 2020 puis 2009, et des tempêtes mineures et fortes précipitations arrivent chaque année durant la saison des pluies. Des cultures qui génèrent plusieurs récoltes par an peuvent s'accommoder d'une saison des pluies dévastatrice. En revanche, pour des cultures pluriannuelles comme l'acacia, cela constitue une menace importante. Pour limiter le risque, les cultivateurs peuvent récolter le bois à partir de trois ans, mais ils sont tout de même contraints de subir trois années d'incertitude susceptibles de mener à la perte complète de l'investissement initial, si une forte tempête venait à abattre les jeunes arbres. La réalisation effective des projections qui anticipent une augmentation de l'intensité et de la fréquence des typhons les plus violents dans le Centre du Vietnam augmenterait cette incertitude. Il s'agit d'un risque non spécifique puisqu'en détruisant les cultures, les tempêtes affectent tant les ménages riches propriétaires terriens que les ménages plus pauvres dont les membres travaillent comme salariés à la journée pour entretenir les arbres et collecter le bois. Cependant, les travailleurs salariés, souvent privés d'économies conséquentes ou de sources de revenus alternatives stables pour pallier une période difficile, sont soumis à une vulnérabilité double, issue de la dépendance à la fois aux aléas environnementaux, et à la demande en main d'œuvre dans le secteur de l'acacia.

VI.2.5. « Quitter l’agriculture sans quitter la province »

VI.2.5.5. Reconversions professionnelles sur site

Outre les adaptations mises en œuvre dans le secteur primaire, que ce soit à travers les ajustements de la riziculture, le développement d’autres cultures de fruits, légumes et noix, celle de l’aquaculture ou encore de la sylviculture pour leur résistance à la sécheresse ou à la salinisation, s’ajoutent des stratégies de diversification des sources de revenus qui s’orientent vers les secteurs secondaire et tertiaire, en croissance localement dans les zones rurales. En effet, face à des conditions environnementales et économiques changeantes, une dernière option s’offre à certains ménages pour maintenir un revenu : celle de tourner le dos radicalement aux secteurs directement dépendants des ressources naturelles locales que sont le secteur agro-alimentaire (production, transformation et commercialisation confondues) et la sylviculture. Cette reconversion peut se faire en restant sur place, ou bien en se déplaçant sur une courte distance, ou de manière circulaire. Ces reconversions professionnelles sont soutenues par des politiques publiques intitulées « Quitter l’agriculture sans quitter la province » dont il a particulièrement été question dans la province de Quảng Ngãi dont le secteur agricole-aquacole est moins dynamique que celui du delta du Mékong. L’idée sous-jacente de cette politique est d’encourager le développement d’un emploi non agricole localement pour garder la main d’œuvre jeune locale, voire la faire revenir. Cette approche vise ainsi à limiter l’émigration hors des provinces rurales et donc le dépeuplement et le déclin économique (voire chapitre V.4).

La reconversion professionnelle relève de l’adaptation face à un contexte économique et environnemental changeant. Le secteur de la construction en particulier se développe dans les petits pôles urbains et les villages au rythme de l’avancée de l’urbanisation, et de la modernisation des logements. Le petit entrepreneuriat à travers l’ouverture de petits commerces locaux est également une option qui a été mentionnée ponctuellement, en particulier pour les personnes âgées qui souhaitent investir un petit capital et s’épargner les travaux agricoles.

Le secteur du tourisme est également un débouché possible pour les reconversions, ou tout du moins un levier de diversification des activités qui prend un pas de côté par rapport à la production agro-alimentaire. On observe le développement d’un secteur du tourisme qui se veut respectueux des territoires et des communautés locales, et qui met en scène l’activité agricole et la vie villageoise, tout en capitalisant sur la beauté des paysages. Le village côtier pilote de Gò Cỏ dans la province de Quảng Ngãi (commune de Phở Thạnh, district de Đức Phổ) en est

un parfait exemple. Il s'agit d'un village mis en avant comme fer de lance d'une économie encore embryonnaire dans une province qui n'attire pour l'instant ni les touristes étrangers ni les touristes nationaux (hormis sur ses îles). Les autorités locales développent une économie touristique à la fois culturelle et balnéaire basée sur des infrastructures et des visites guidées.

De manière similaire mais bien plus avancée, les provinces du delta du Mékong ont su développer une industrie touristique qui met à profit la nature domestiquée, le substrat agricole, et son produit culinaire, pour alimenter un tourisme domestique et international, populaire comme de luxe, de « terroir » plus ou moins fantasmé. Ainsi, les politiques de spécialisation des communes sur certains produits agricoles ou aquacoles concourent à une orientation du secteur agricole plus largement inséré dans une agroéconomie locale qui inclue les activités de production, de transformation et de valorisation annexes.

Ces transformations de fond répondent structurellement à la mécanisation du secteur dont la demande en main d'œuvre diminue. Elles répondent également aux changements de nature de l'offre de main d'œuvre quand les jeunes générations accèdent à des degrés d'instruction, de diplôme et de qualification plus avancés. Développer les secteurs de l'industrie et des services divers, et les opportunités d'entrepreneuriat en zone rurale en dehors du secteur primaire, devient ainsi une stratégie primordiale pour retenir ou faire revenir sur les territoires ruraux d'origine, les jeunes partis travailler, se former ou étudier en ville. Pour autant, les changements environnementaux, et surtout leur accélération, l'anticipation de l'aggravation des phénomènes climatiques et de leur irréversibilité, ne font qu'abonder en ce sens. De fait, ils contribuent à accélérer ces dynamiques économiques et sociales, et jouent comme incitations à la restructuration des marchés locaux de l'emploi.

VI.2.5.6. Industrie locale et migration rural-rural

Par ailleurs, le développement d'une industrie locale en zone rurale offre un débouché professionnel nouveau à la jeunesse des villages, soutenue par des politiques publiques d'industrialisation qui s'inscrivent elles aussi dans l'optique de « Quitter l'agriculture sans quitter la province ».

Dans le delta du Mékong, la principale alternative à l'agriculture ou à l'aquaculture consiste à devenir ouvrier dans une usine locale. Dans le cas du district de Bình Đại, dans la province de Bến Tre, devenir ouvrier d'usine signifie migrer sur une courte distance vers l'immense parc industriel de Giao Long (« Khu Công Nghiệp Giao Long »), dans le district

Châu Thành, voisin de celui de Bình Đại (figure n°76). Ce parc fait partie d'un plan de développement de la province de Bến Tre vers l'est, axé sur le développement des industries – notamment celles liées aux infrastructures maritimes et énergétiques. Les centres de recrutement locaux, sous la supervision du Département du Travail, des Invalides et des Affaires Sociales de la province de Bến Tre, aident à mettre en relation les employeurs et les jeunes. En outre, au moment de l'enquête, une zone industrielle était prévue dans la commune de Phú Thuận, dans le district de Bình Đại, sur la base d'un projet initié en 2017, de manière à créer un nouveau pôle d'emploi au sein même du district. Depuis lors, le chantier a démarré en 2023 pour une mise en service prévue en 2025¹³⁸. Néanmoins, l'offre d'emploi par le secteur industriel a ses limites car les usines embauchent rarement des travailleurs de plus de 40 ans.

La politique d'industrialisation actuellement mise en œuvre dans le delta du Mékong génère déjà des alternatives à l'agriculture, entraînant une migration locale intra-district ou intra-province qui absorbe une partie de la migration laquelle serait autrement dirigée vers d'autres provinces et grands centres urbains et industriels, tels que Ho Chi Minh-Ville ou sa périphérie Bình Dương. Cette migration peut être temporaire ou circulaire, avec un retour au village d'origine une ou deux fois par semaine, ou – si la distance le permet – un trajet quotidien. Les travailleurs qui ne peuvent pas rentrer chez eux le soir louent des chambres similaires à celles trouvées à Ho Chi Minh Ville.

Ainsi, le développement des parcs industriels et la croissance du secteur des services locaux générée par l'urbanisation ont tous deux pour effet de contrebalancer les migrations à longue distance. L'émigration du delta du Mékong vers d'autres régions du Vietnam, en particulier le sud-est, doit être replacée dans le contexte plus large de la migration, qui comprend la migration intra-district, inter-district et inter-province au sein du delta du Mékong, ainsi que la migration internationale (voir chapitre IV.1.2).

¹³⁸<https://baodongkhoi.vn/huy-dong-nguon-luc-dau-tu-ha-tang-khu-cong-nghiep-phu-thuan-27062025-a148785.html> ; <https://kland.vn/IndustrialPark/khu-cong-nghiep-giao-long-2-ben-tre.html>



Figure n°76 : Les travailleurs migrants quittent le parc industriel de Giao Long, dans le district de Châu Thành, à la fin de la journée et rentrent chez eux dans le district de Bình Đại, sur la route principale reliant les deux districts via le pont An Hòa. Source : photographie de l’auteure, avril 2022.

De plus, même si les parcs industriels et les centres urbains locaux peuvent sembler déconnectés de leur environnement naturel et à l'abri des changements environnementaux par rapport à l'agriculture, ils restent situés dans une zone touchée par l'affaissement du sol et l'élévation du niveau de la mer, et donc potentiellement exposés à une submersion à long terme. Par exemple, le parc industriel de Giao Long, dans le district de Châu Thành, à côté du district de Bình Đại, a subi de graves inondations à la fin du mois de mai 2022. Cette vulnérabilité interroge la durabilité à long terme de cette transition.

L'industrialisation dans la province de Quảng Ngãi est moins avancée que dans le delta du Mékong. Néanmoins, le développement récent de la zone industrielle près de la ville de Quảng Ngãi, dans le nord de la province, en particulier le complexe chinois V-SIP, a redessiné la carte des migrations dans la province. Avant les années 2000, les générations précédentes n'avaient guère d'autre choix que de déménager à Ho Chi Minh Ville pour trouver un emploi dans une usine, mais aujourd'hui, les jeunes peuvent louer une chambre dans la ville de Quảng Ngãi ou dans sa périphérie pour être embauchés dans les usines locales. Cependant, plusieurs personnes interrogées ont souligné que les usines de la province de Quảng Ngãi

offraient des conditions de travail moins favorables et des salaires moins élevés que celles de Ho Chi Minh Ville et des provinces voisines. Pour les employés de ces usines de Quảng Ngãi originaires de communes proches, le salaire moins élevé pouvait être compensé par le fait de rester dans leur foyer familial et de faire la navette quotidiennement.

Le terrain a eu l'intérêt de révéler une diversité de corridors migratoires, depuis la province de Quảng Ngãi vers Ho Chi Minh Ville, mais également vers d'autres provinces (voir chapitre IV.1.2.). Des migrations internes à la province ont émergé, depuis les montagnes vers les plaines et depuis les villages côtiers vers ces mêmes plaines. Il ressort que les populations qui migrent vers Ho Chi Minh Ville sont précisément plutôt celles des plaines rurales qui préfèrent le parc industriel (ou bien le secteur des services) de Ho Chi Minh Ville et de ses environs aux salaires plus élevés que ceux proposés par le petit parc local. Dans l'ensemble, la province de Quảng Ngãi se caractérise à la fois par une migration interne et une émigration externe, avec une immigration faible, voire inexistante, pour compenser ces départs.

Enfin, un récit recueilli à Ho Chi Minh Ville illustre aussi le changement d'offres d'emploi dans certaines zones rurales du pays, cette fois dans la région nord. Hoàng, un chef de chantier de 40 ans originaire de la province de Bắc Giang dans le nord (informant n°94), m'expliquait son départ :

« Aussi, parce qu'il est difficile de trouver un emploi. À cette époque, les zones industrielles du Nord étaient rares, voire inexistantes. Il n'y avait qu'une ou deux zones clés éloignées, comme Hải Phòng, Hanoï ou d'autres provinces lointaines. Mais aujourd'hui, le travail est abondant, les zones industrielles sont trop nombreuses. À Bắc Giang, il y en a des dizaines. Pour travailler comme ouvrier, il y en a beaucoup. À notre époque, il n'y en avait aucune. Pour travailler, il fallait aller à Hanoï, Hải Phòng, Nghệ An ou ailleurs, très loin. Ou alors, il fallait aller dans le Sud, car les zones industrielles étaient très limitées là-bas à l'époque, alors qu'elles sont désormais très nombreuses. »¹³⁹

¹³⁹ « Cũng chung luôn, tại vì kiếm việc nó khó. Lúc đấy, cái năm đó là cái khu công nghiệp ở ngoài Bắc nó ít lắm, hầu như không có nhiều, nó chỉ có 1, 2 khu trọng điểm ở xa xa, nó ví dụ như Hải Phòng hay Hà Nội hay là mấy tỉnh xa xa á. Còn bây giờ thì nhiều việc, bây giờ thì khu công nghiệp nó mọc quá nhiều luôn, ở Bắc Giang anh, khu công nghiệp giờ tính phải mấy chục cái khu công nghiệp, giờ nếu mà đi làm công nhân thì rất nhiều, còn cái thời bọn anh thì không có, muốn làm thì xuống Hà Nội, hoặc đi Hải Phòng, hoặc là vào Nghệ An hoặc vào đâu xa xa á, đi xa lắm. Hoặc là vào miền Nam này, tại vì khu công nghiệp ở ngoài đó lúc đó nó hạn chế lắm, bây giờ thì nó mở nhiều. »

VI.2.6. Cultiver l'adaptabilité face à l'incertitude

Il s'agit à présent de synthétiser les grandes tendances qui ressortent de ces multiples pratiques d'adaptation mises en œuvre à travers les différents sites d'étude. Car malgré les contextes différents et la diversité des pratiques propres à chaque secteur d'activité, il apparaît des recherches menées en zones rurales une attitude commune empreinte de flexibilité, que l'on peut résumer par le fait que ces territoires agricoles sont confrontés isolément à un moment commun d'incertitude multiple. La notion d'incertitude est notamment mobilisée dans le cas des adaptations dans le Vietnam rural par l'anthropologue Emmanuel Pannier qui parle d'« adaptation contingente » face à une « incertitude du quotidien » pour analyser les réponses en termes de pratiques agricoles face à une inondation historique dans un village des montagnes du nord du Vietnam (Pannier *et al.*, 2025).

L'observation des secteurs agricole, aquacole et sylvicole montre les mutations de fond que leurs acteurs sont en train d'opérer, en ajustant leurs pratiques, en abandonnant certaines productions (comme le riz dans la province de Bến Tre) au profit d'autres (telles que la crevetticulture sur les côtes, ou encore déjà plus anciennement la culture de l'acacia dans les montagnes du Centre). On voit aussi émerger plusieurs tentatives d'expérimentation, que ce soit par la diversification des cultures de fruits à Quảng Ngãi, se rapprochant de la permaculture, ou par la combinaison de riziculture et de crevetticulture dans certaines provinces du delta du Mékong. L'expérimentation ne tient pas uniquement aux pratiques agricoles en elles-mêmes mais également au développement de secteurs alternatifs d'emploi, dont certains se développent en complémentarité avec le secteur agricole.

L'échelle du ménage doit être soulignée car, c'est bien souvent celle de la prise de décision tant pour les adaptations des pratiques agricoles, que pour les reconversions, sur site ou par la migration. Aussi, c'est elle qui autorise la combinaison des pratiques. Il est possible dans une certaine mesure d'opérer des combinaisons à l'échelle individuelle, en cumulant les emplois, ou en migrant de manière circulaire. Des études ont notamment fait état des emplois multiples des habitants dans les villages du nord du Vietnam et des flux circulaires reliant le delta à Hanoi (Agergaard & Vu, 2011 ; Tessier, 2003).

Sur les courtes enquêtes de terrain que j'ai pu mener dans le delta du Mékong, les situations d'activités professionnelles plurielles ont été relativement peu observées par comparaison avec les résultats de cette littérature. On peut relier cela notamment aux plus grandes superficies des parcelles et à la taille des exploitations qui brassent par unité de

production des volumes de produits agricoles plus importants. Si la demande en main d'œuvre diminue du fait de la mécanisation, l'agriculture marchande reste tout de même bien souvent l'activité principale des ménages qui pratiquent l'agriculture. Celle-ci devient agriculture de subsistance dans le cas des ménages dont les parcelles ont atteint des surfaces très petites. Dans ce cas, il n'est pas rare que l'agriculture de subsistance ou très faiblement rémunératrice soit combinée à l'échelle du ménage avec un emploi à la tâche sur d'autres exploitations, un emploi dans le secteur de la construction, un poste dans la zone industrielle voisine ou encore un petit commerce. Il faut distinguer la situation des fonctionnaires qui bien souvent maintiennent une activité agricole, plus ou moins rentable, en parallèle de leur occupation dans les bureaux et les services publics locaux. Néanmoins, la structure parcellaire du delta du Mékong, bien qu'en cours de recomposition, est encore loin de mener à des pratiques courantes d'emplois multiples comme dans le delta du Fleuve Rouge. Sur ce point, je reprends l'exemple du vendeur de rue Vinh originaire de la province de Hung Yên dans le delta du Fleuve Rouge, mentionné dans le chapitre IV.1.4. et dans le chapitre V.1.2 (informant n°106). Il me décrivait la situation dans sa région d'origine :

« Par exemple, une personne possédant deux *sào* de rizières et une autre possédant quatre *sào* doivent également travailler comme ouvrier d'usine, effectuer des travaux supplémentaires ou travailler comme ouvrier du bâtiment, car ne compter que sur quelques *sào* de rizières ne suffira pas à nourrir, faute de champs. » ¹⁴⁰

La situation est plus contrastée à travers l'étude de cas dans la province de Quảng Ngãi que dans le delta du Mékong, notamment par la combinaison de la sylviculture et de l'agriculture qui peut représenter une forme de cumulation d'activités à l'échelle individuelle, d'autant plus quand la main d'œuvre est embauchée pour cultiver le champ ou la plantation. Mais les ressources financières plus restreintes des autorités locales, et les distances plus longues à des centres urbains d'envergure limitent, malgré tout, les opportunités de diversification des sources de revenus.

De fait, sur les terrains observés, les cumulations de multiples sources de revenus à l'échelle individuelle demeurent bien moins visibles que les cumuls à l'échelle du ménage, qui s'avèrent extrêmement courantes. La stratégie consiste alors à combiner les activités sur site et ailleurs en redistribuant les revenus des membres de la famille. Les pratiques d'adaptation sur

¹⁴⁰ « Ví dụ một người có 2 sào ruộng và một người có 4 sào ruộng thì cũng phải đi làm công nhân với đi làm thêm hoặc là đi làm phụ hồ, chứ chỉ trông chờ vào mấy sào ruộng thì nó không có đủ ăn vì nó quá ít ruộng. »

site identifiées dans cette section permettent ainsi de maintenir une activité sur les terrains familiaux, tout en les associant bien souvent avec le départ d'un ou plusieurs membres par la migration, qu'elle soit de courte ou de longue distance. On ne pouvait que remarquer l'absence de personnes jeunes adultes et d'âge moyen, tandis que les personnes âgées s'occupaient des enfants. Les jeunes adultes que j'ai rencontrés étaient principalement en visite pour quelques jours ou semaines pendant les vacances du Nouvel An vietnamien, le Têt. Les combinaisons de pratiques sur site et de pratiques migratoires se traduisent souvent par des transferts entre le village et la zone d'arrivée qui se font habituellement dans le sens de transferts financiers des migrants vers le village et de transferts de produits agricoles du village vers les migrants (voir chapitre IV.2.1.3.). Le travail de terrain mené en zones rurales vietnamiennes a porté sur l'observation de l'absence, corollaire de la migration. On peut ainsi difficilement dissocier les pratiques migratoires, des pratiques des proches au village tant les deux se répondent et se complètent. La migration peut être considérée comme une alternative aux stratégies d'adaptation sur place, et elle peut se faire sur différentes échelles spatiales (au sein d'une commune, d'un district, d'une province, entre provinces et à l'international), différentes échelles temporelles (à court terme, à long terme, de manière pendulaire, saisonnière) et avec différents degrés de spontanéité (migration spontanée et soudaine, migration mûrement réfléchie ou migration planifiée dans le cadre d'un programme public).

Individus et ménages composent des modes de vie complexes et flexibles dans « l'espace d'adaptation » auquel ils ont accès (Adger & Vincent, 2005), ils exercent ainsi leur capacité d'adaptation. Cet espace se déploie dans le cadre contraignant et incertain d'une société en mutation. De fait, les résultats de ce travail s'inscrivent dans la continuité des travaux de Frédéric Landy qui a révélé l'expression de l'agentivité et la rationalité des paysans du Karnataka en Inde face aux pressions externes dans deux villages agricoles caractérisés par des modes d'irrigation distincts (Landy, 1994). Il a identifié les différentes stratégies mises en œuvre par les paysans locaux, parmi lesquelles notamment la migration temporaire, le choix des cultures, des techniques et des équipements, et les logiques de diversification des activités vers le non agricole, ainsi que les freins qu'elles rencontrent. Ce faisant, il a mis au jour l'articulation entre « le choix et la contrainte » en combinant les échelles d'analyse, du régional à l'exploitation familiale en passant par la communauté villageoise (Pouchepa).

Le cas vietnamien 30 ans plus tard fait échos au cas indien en déclinant les visages de l'incertitude, à l'aune du changement climatique, de la crise sanitaire, des conséquences de la réforme foncière et de l'économie mondialisée. La pression que les changements environnementaux peuvent exercer sur les moyens de subsistance qui dépendent de

l'agriculture, de l'aquaculture, de la pêche et de la sylviculture dans les zones rurales, joue un rôle dans la précarité économique des ménages, extrême ou relative, contribuant ainsi à la décision de s'adapter sur place, de migrer ou de combiner les deux pratiques. Néanmoins, les adaptations sur site, y compris par la migration de courte distance intra-district ou intra-province, ne permettent pas d'échapper pleinement aux risques environnementaux lorsque ceux-ci menacent non seulement les moyens de subsistance dépendants des ressources naturelles mais aussi l'habitabilité des territoires. Dans le cas d'une partie conséquente du delta du Mékong en particulier, le développement de l'industrie locale, des pôles urbains locaux, de l'aquaculture et des cultures de fruits et légumes, et les adaptations de riziculture, ne prémunissent pas les populations locales du risque de submersion. Il s'agit donc d'adaptations inscrites dans le court-terme qui ne font pas l'économie d'une réflexion plus systémique sur le devenir de ce territoire et de ses populations à long terme.

Discussion conclusive

Conclu.1	Matérialité multisituée.....	392
Conclu.2	Précarité ordinaire	393
Conclu.3	Le temporaire de longue-durée	395
Conclu.4	L'impératif d'adaptabilité	398
Conclu.5	Perspectives et prolongements	405
Conclu.5.1.	Décloisonner les études migratoires.....	406
Conclu.5.2.	Croiser les terrains d'étude.....	407
Conclu.5.3.	Croiser les méthodes et les disciplines	409
Conclu.5.4.	Décloisonner sciences sociales et sciences du vivant	410

A travers cette thèse, j'ai restitué l'avancement d'une réflexion en cours sur la base des apports d'un travail de terrain long mené entre 2019 et 2022 au Vietnam, qui fait suite à un cheminement démarré quatre ans auparavant au Japon, puis au Népal et en Colombie, sur le thème de la gestion des risques et plus largement de l'interaction entre société humaine et environnement. En m'intéressant au sujet des migrations en contexte de changements environnementaux, je savais me pencher sur un objet d'actualité, au croisement de plusieurs enjeux qui attiraient tant l'attention des médias que des politiques. Je ne savais pas encore néanmoins les défis méthodologiques et épistémologiques auxquels je m'apprêtais à me confronter. Pour parvenir à dire quelque chose d'un objet mouvant, qui bien que déjà étudié depuis plusieurs années, en particulier dans les sphères de recherche anglosaxonnes, restait tout de même relativement peu exploré et de façon notoire difficile à saisir, j'ai eu la chance d'être entourée de chercheurs et chercheuses qui ont éclairé nos échanges de différentes lumières disciplinaires : de la géographie, à l'anthropologie, en passant par l'urbanisme, l'histoire, l'économie, le droit, la climatologie. A l'avenir, ce travail invite à une mise en regard avec d'autres études de cas et à une poursuite sous de nouveaux angles. J'en résume dans ce chapitre conclusif les principaux apports et je sou mets au lecteur des pistes de développement et d'approfondissement possibles.

Conclu.1 Matérialité multisituée

Tout d'abord, l'approche multisituée mise en pratique à rebours de la migration confirme l'intérêt d'une lecture des migrations sur un continuum de l'immobilité à la mobilité, de plus en plus nécessaire pour rendre compte de processus et de pratiques qui répondent à une logique d'action réactive, par l'adaptation. La non-migration s'intègre dans l'étude, non pas comme un phénomène distinct mais complémentaire, l'autre face d'un processus transversal qui a trait à l'ensemble des pans d'une société. En ce sens, ce travail s'inscrit dans la continuité de travaux récents qui déplacent la focale de la mobilité, jusqu'alors souvent considérée comme l'écart à une norme sédentaire largement prise comme référentiel, vers une étude des pratiques résidentielles plus complexes, aux ancrages multiples, qui composent entre deux objectifs en apparence contradictoires : garantir une flexibilité tout en maintenant une continuité.

Par ailleurs, si cette flexibilité est rendue nécessaire c'est en raison des nombreuses manifestations du risque qui traversent aujourd'hui les territoires et la société du Vietnam. Au-delà de la crise du climat, le terrain vietnamien m'a donné à voir un climat de crise. Le changement climatique, les mutations du régime politique, les transitions économiques ne suffisant pas, la pandémie de Covid 19 est venue surajouter une couche d'incertitude sanitaire, comme pour souligner un point. En imposant une pause à la frénésie de la métropole saïgonnaise, comme à tous les lieux de l'économie mondialisée, la pandémie a mis en exergue l'interdépendance de sphères d'action que l'on aurait pu penser séparées. Elle a révélé les fragilités des territoires à différentes échelles, et l'agentivité de ceux qui les habitent et les fabriquent. Le cas vietnamien, confronté à une autre de ces menaces globales dont Ulrich Beck faisait la prémonition, a montré l'un des multiples visages de la migration, non pas sous sa forme spectaculaire des migrations internationales, mais sous sa forme plus ordinaire des migrations internes. La migration se révèle traduction spatiale de l'incertitude.

L'entrée par la matérialité bétonnée des chambres locatives a permis de contrecarrer cette incertitude. Pour parler de ce qui nous échappe, mieux valait partir de ce qui ne pouvait pas bouger. Alors, en remontant le fil de la migration depuis le territoire d'arrivée, dans une compréhension globale des risques multiples, l'incertitude se révèle seule certitude. Sur le terrain d'étude vietnamien, le risque, qui conditionne ou contribue à la décision migratoire dans les villages, puis se retrouve métamorphosé en ville, transparaît dans ses expressions physiques, économiques, sociales et juridiques. Il se traduit dans l'espace par la précarité ordinaire et dans le temps par le temporaire de longue-durée. Sous la contrainte de l'incertitude, l'adaptabilité devient impérative.

Conclu.2 Précarité ordinaire

L'adjectif d'ordinaire s'est imposé comme central pour interpréter les récits qui m'ont été partagés depuis les banlieues saïgonnaises. Ce que les parcours migratoires étudiés donnent à voir, ce n'est pas nécessairement une misère exacerbée que les discours médiatiques autour des « migrants climatiques » laissent supposer, et que les approches développementalistes teintées de néo-colonialisme ont parfois tendance à surreprésenter. Au contraire, les trajectoires migratoires qui relient les territoires ruraux des deltas et des côtes vietnamiennes aux chambres

à louer saïgonnaises dessinent le panorama d'une précarité ordinaire, discrète, souvent trop rapidement acceptée, et donc trop rapidement reléguée au rang des sujets non urgents qui relèvent des « externalités négatives » nécessaires et tolérables de la mondialisation. Les migrants ruraux arrivés à Ho Chi Minh Ville, pour beaucoup confrontés à une violence infrastructurelle qui leur ferme l'accès à des trajectoires urbaines ascendantes, y trouvent certes des opportunités économiques attractives au regard du marché de l'emploi en zones rurales, mais aussi des horizons bouchés par les nuages de pollution de la métropole, et les bâches en plastique qui retiennent l'inondation hors des chambres. Vivre à Ho Chi Minh Ville, des revenus tirés du secteur industriel, des services ou de l'informel, c'est composer avec les maigres ressources qui ruissèlent de l'économie globalisée jusqu'à ceux qui la sous-tendent, dans un contexte où rien ou presque ne peut être pris pour acquis.

La pandémie de Covid 19 a été le révélateur non sollicité de cette précarité. Elle a montré la fragilité de l'équilibre que les migrants ruraux peu qualifiés construisent en ville. La fermeture de nombreuses usines, les licenciements massifs, la réduction des horaires de travail ont privé une grande partie des travailleurs du secteur industriel de leurs revenus. Les restrictions d'accès à l'espace public ont rendu caduques les activités de vente de rue. Les restrictions des mobilités intra-urbaines qui ont d'abord dynamisé le secteur des mototaxis l'ont ensuite interdit au moment du confinement. La crise sanitaire a ainsi recomposé le paysage professionnel des travailleurs peu ou pas qualifiés de la métropole. Suite aux premiers chocs occasionnés par la pandémie, on a assisté à de nombreuses reconversions professionnelles vers le métier de chauffeur de mototaxi avant que celui-ci ne fasse l'objet de limitations. Outre les reconversions professionnelles, et pour beaucoup la précarisation financière que la pandémie a occasionné, elle a aussi reconfiguré le quotidien. Les flux de renvoi d'argent ont été ajustés, parfois inversés, pour soutenir les migrants bloqués sans revenus en ville par le confinement. Des pratiques de solidarité, en particulier alimentaires, se sont mises en place localement par des distributions de repas ou des arrangements à l'amiable relatifs aux loyers. Dans le même temps, des situations de dépendance et de vulnérabilité ont été mises au jour lorsque les employeurs d'une part, et les propriétaires-bailleurs des chambres locatives d'autre part, n'ont pas su faire preuve de compréhension ou de décence. Les conséquences de la pandémie sur le secteur industriel et celui des services, ainsi que celles des mesures de distanciation sociale sur l'ensemble de l'économie urbaine, ont privé pour un temps les travailleurs modestes urbains de moyens de subsistance. L'apogée de cette période de précarisation a été atteinte en septembre 2021 à la fin du confinement strict de trois mois, imposé sans préavis par les autorités locales. A la réouverture de la ville, les médias locaux ont fait état de flux massifs de migrants ruraux

retournant dans leurs villes natales, après avoir dépensé tout ou partie de leurs économies pour subvenir à leurs besoins durant cette période. Ils laissaient derrière eux les *nhà trọ* vides : même si la migration peut être temporaire, le béton reste. Mais ces départs n'ont été que de courte durée. Sur la base des entretiens menés après que la ville fut ressortie de sa torpeur, certains ne sont restés que quelques semaines dans leur village natal avant de s'en retourner vers la métropole, et d'autres ont saisi l'opportunité d'une pause rendue nécessaire par des années de travail ininterrompues et par un confinement éreintant, pour ne reprendre le chemin de Ho Chi Minh Ville qu'après le *Tết* de 2022, c'est-à-dire le Nouvel An vietnamien qui se tient aux alentours du mois de février. Dans les deux cas, le retour au village n'aura été que de courte durée.

La précarité ordinaire que j'ai tâché d'explicitier à travers les chapitres 3 et 4 de cette thèse n'est pas le fruit d'un moment de crise circonstancié, comme la pandémie de Covid 19 pourrait le laisser supposer, ni même de la survenue de plusieurs crises concomitantes. Elle est le produit d'un contexte d'incertitude généralisée dans lequel les stratégies et les tactiques mises en œuvre par les agents, individuellement ou collectivement, répondent à une logique de réduction du risque, souvent pensée sur un temps relativement court, dans l'urgence de la nécessité. La crise sanitaire, comme la crise climatique, est venue se superposer à des logiques systémiques de précarisation qui ont trait à un moment historique de transition économique et politique dans lequel une partie de la population vietnamienne se retrouve engoncée. Cet entre-deux de la transition non achevée se traduit par une temporalité spécifique dans laquelle s'insèrent ces migrations, celle du temporaire de longue-durée.

Conclu.3 Le temporaire de longue-durée

Pour décrire le pas de temps et les projections futures qui caractérisent les récits migratoires au cœur de cette enquête, j'ai eu besoin de recourir à un oxymore, celui du « temporaire de longue-durée ». Mais d'oxymore cette expression n'en a que l'apparence car elle tient en elle, non pas la contradiction, mais bien la tension entre le temps effectif de la migration, et le temps projeté. Entre la réalité et le projet qui, bien qu'éloignés, n'en demeurent pas moins convergents. Simplement restituer les temps de présence en ville n'aurait pas eu de sens tant cette donnée est conjoncturelle et ne dit rien de plus que ce que les contraintes et

opportunités ont permis jusqu'à présent, que la migration soit encore en cours ou qu'elle ait touché à sa fin. Ce qui importait davantage c'était l'intention derrière le déplacement, l'ambition sous-jacente. Il s'agissait donc de comprendre par les récits de vie les projets personnels et collectifs que portaient ces migrations, initialement puis au fil des années. De là, par l'explicitation du « comment », étais-je susceptible d'atteindre le « pourquoi ». Or dans ce travail d'explicitation, la temporalité s'est imposée comme une clef de lecture transversale : du temps historique national, lui-même inscrit dans un moment global, au temps de l'instant présent de l'individu, en passant par le temps biographique à la fois individuel et familial – car les décisions sont souvent collectives et intergénérationnelles nourries par des principes de devoir, d'entraide et de mutualité. L'emboîtement de ces catégories de temps a fait de l'échelle temporelle une donnée au moins aussi importante, si ce n'est plus, que l'échelle spatiale, à l'heure où les modes de déplacement et de communication tendent à brouiller les distances et les frontières, sans les faire disparaître pour autant.

Le temps long des migrations, qui pour certaines s'étirent sur trois décennies avant d'aboutir à un retour au village, doit être compris à l'aune de cet horizon du retour. Le projet, s'il a pu, pour une partie des migrants rencontrés, être au départ celui d'une installation pérenne en ville, s'est mû en un déplacement à durée finie, à défaut de durée connue. Si l'on ne sait pas avec certitude quand on repartira, on sait néanmoins que ce sera le cas, du moins on s'en convainc. Ce constat est valable pour les migrants eux-mêmes, mais aussi et peut-être plus clairement encore, pour leurs proches restés au village, et dans une moindre mesure pour certains des représentants des autorités locales interrogés dans les zones de départ. Cet ancrage dans le temporaire a trois ressorts principaux.

Premièrement, pour les migrants eux-mêmes, il est *a minima* un recours nécessaire pour justifier d'une trajectoire migratoire qui se heurte à un tissu urbain social, économique et bâti dans lequel l'insertion pérenne s'avère difficile voire impossible. L'occupation prolongée de logements supposés non-permanents, le statut résidentiel temporaire associé à la présence en ville, la relative précarité de l'emploi sans perspective de progression, et pour certains l'isolement social en ville alimentent une perception de la présence en ville vécue comme temporaire. Cette lecture de la migration comme temporaire peut avoir correspondu au projet initial ou bien s'être imposée par la suite dans un récit réflexif revu et corrigé à l'aune de la réalité de la vie à Ho Chi Minh Ville.

Deuxièmement, pour les proches et les autorités locales aux villages, le temporaire de la migration est nécessaire de la même manière que le sont les renvois d'argent : les réinvestissements par les transferts de fond et par le retour garantissent le maintien de

l'économie locale et l'entretien des territoires menacés de dépeuplement et de déclin. Tant à l'échelle personnelle des ménages ruraux qu'à celle stratégique des planificateurs, le retour des migrants est la caution contre l'abandon de ces espaces sur le banc de l'économie mondialisée. Ce point est à lire avec nuance suivant les localités, car la situation des agribusinesses ou des bassins à crevettes lucratifs du delta du Mékong est bien différente de celle des terres arables desséchées des côtes du Centre du pays, ou de certaines zones du delta qui, dans le bouleversement complexe des conditions environnementales et climatiques de ce territoire, n'ont pas (encore) eu la chance d'opérer une conversion rentable. Sur le plan économique, les réinvestissements ne sont pas essentiels à l'ensemble des territoires ruraux de départ des migrations. Néanmoins, de manière plus transversale, les retours restent importants sur le plan social pour assurer le maintien des terres familiales, les devoirs aux ancêtres et le soin aux aînés.

Troisièmement, pour le gouvernement vietnamien la nature temporaire de ces migrations est nécessaire car elle est le fondement d'une logique de développement du territoire national qui pense les territoires urbains et ruraux en vases communicants, reliés par des migrations, désapprouvées jusqu'à récemment, et de plus en plus tolérées depuis la fin des années 1980. Mais le modèle ne fonctionne que tant que ces flux restent temporaires. D'une part car les espaces urbains, à travers leurs infrastructures mais aussi leurs services sociaux, ne sont pas encore en mesure de recevoir un afflux massif de populations permanentes. D'autre part car ces migrations, en faisant la liaison entre les métropoles et leur arrière-pays rural maintiennent l'ancrage du régime dans les zones rurales où s'enracine encore en grande partie la construction du récit national. La réaffirmation de cet ancrage rural semble d'autant plus importante à présent que le volet urbain de la société vietnamienne se renforce, nourri effectivement par une urbanisation rapide, mais aussi symboliquement par un changement de discours officiel sur l'urbain aujourd'hui vu positivement. Enfin, et c'est peut-être l'enjeu le plus crucial à l'échelle nationale, car des migrations temporaires, à la différence de migrations permanentes, sont un rempart face à l'installation d'un déséquilibre démographique trop fort entre les territoires. De ces enjeux multiples, découlent des politiques en apparence contradictoires par lesquelles les migrations internes vers la ville sont tolérées sans pour autant que la sécurité et la reconnaissance des migrants en ville soient assurées. Par conséquent, ces flux se traduisent dans l'espace par des situations de précarité ordinaire.

On voit à travers ces analyses qu'un double jeu de tolérance s'établit : la tolérance du gouvernement central vis-à-vis des individus en migration et de leurs pratiques migratoires d'un côté, et de l'autre la tolérance des migrants eux-mêmes vis-à-vis des conditions de vie précaires en ville qui découlent d'une absence de prise en charge et de reconnaissance par les services

publics. Ni le gouvernement central ni les migrants n'acceptent pleinement la situation, mais tous la tolèrent car ils y trouvent un intérêt. De cette convergence émerge la parenthèse urbaine, qui englobe à la fois le temporaire prolongé dans la trajectoire de vie des migrants, et le transitoire dans la phase de développement du pays. A l'intersection entre ces deux logiques d'action, se trouvent les fonctionnaires locaux, qui bien que déclinaisons locales de l'Etat central, n'en demeurent pas moins leurs propres agents, en charge d'assurer la mise en pratique d'un oxymore.

Conclu.4 L'impératif d'adaptabilité

Sur la base des récits de vie recueillis, cette parenthèse urbaine s'ouvre et se ferme pour servir une stratégie d'adaptation individuelle et familiale face à un contexte d'incertitude globale. Elle est élaborée le plus souvent de manière concertée avec l'ensemble des membres du ménage, et se déploie de manière translocale et transgénérationnelle. Le temporaire de longue-durée se construit au jour le jour dans un équilibre dynamique susceptible d'être rompu à tout moment. Dans cette pratique migratoire fluide, la translocalité sert de constante au service de la négociation et du compromis. A mon sens, le mot clef d'interprétation de ces parcours migratoires est celui d'adaptabilité, qui traduit un potentiel d'adaptation, davantage qu'une adaptation effective. Il renvoie à l'« *adaptive capacity* » définie comme « l'espace d'adaptation dans lequel les décisions relatives à l'adaptation peuvent être prises » (Adger & Vincent, 2005, p.402). Si l'adaptation est la réponse au risque, l'adaptabilité est la réponse à l'incertitude. La migration, entre autres pratiques adaptatives, est une réponse à cet impératif d'adaptabilité. Elle répond d'une part à l'incapacité à prévoir, et d'autre part aux opportunités qu'est susceptible d'offrir un moment charnière à l'échelle nationale. Ses modalités, le temporaire de longue-durée, garantissent la flexibilité et donc l'adaptabilité, dans un contexte qui requiert de prendre en compte des contraintes multiples.

Si l'adaptabilité est de rigueur, c'est parce qu'un climat d'incertitude plane, composé de risques multiples. Le temps biographique de l'individu en migration, qui porte en lui la trajectoire de l'individu mais aussi celle pluri-générationnelle de la famille, est tenu de s'inscrire dans un contexte social, économique, politique et environnemental en mutation, tant dans les villages ruraux qu'en zone urbaine. Au fil des récits migratoires, puis au fil des échanges sur

les conditions de vie dans les villages ruraux, cette enquête sur la migration m'a amenée à revenir sur des transformations de fond qui expliquent que le Vietnam des années 2020, dans lequel je rencontrais des migrants ruraux aux marges de Ho Chi Minh Ville semblait bien différent de celui des années 1990, dans lequel les plus longs des récits migratoires que j'ai recueillis avaient démarré. Le pays en était alors aux prémices de la réforme foncière, démarrait les réformes en passe de l'imposer sur la scène économique internationale, desserrait tout juste les brides de la migration, et s'alertait encore peu des changements environnementaux. Les réformes politiques et économiques initiées dès la fin des années 1980 pour assurer la transition du Vietnam vers une économie de marché à orientation socialiste sont intimement liées aux flux migratoires internes. La complémentarité entre les aires métropolitaines en expansion, à l'avant-garde de l'économie mondialisée, et leur arrière-pays rural, lieu d'ancrage historique de la légitimité du régime et vivier de main d'œuvre indispensable à l'industrialisation, se matérialise par les migrations temporaires de longue durée entre le rural et l'urbain. Ainsi, on retrouve dans les récits migratoires les conséquences de la transition agraire à travers les reconfigurations des exploitations agricoles familiales que j'ai tâché d'expliquer en détail : la mécanisation, l'ouverture au marché agricole mondial et à ses fluctuations, l'émergence progressive du marché foncier des terres agricoles et son orientation vers une intensification de l'agriculture destinée à l'exportation. A cette transition économique et foncière s'ajoute un changement des représentations sociales de la migration d'une part, et de l'urbanité d'autre part, qui rend possibles les migrations vers la ville et alimente l'urbanisation. S'y ajoute également un tournant générationnel dans le rapport à l'activité agricole dont se détournent les plus jeunes. Sur la toile de fond de ces transformations, les aspirations individuelles et familiales se recomposent et placent dans la migration des espoirs renouvelés. Les pratiques migratoires, et en particulier les pratiques translocales, répondent à des ambitions d'ascension sociale et de distinction dans la communauté d'origine. Ces ambitions deviennent tangibles au cours du temps biographique de l'individu dans la mesure du possible, mais bien souvent elles sont projetées sur la génération à venir, au prix d'une abnégation personnelle. Le sacrifice semble dans bien des cas se reproduire au fil des générations, de façon cyclique, de la même manière que se déplace le risque d'un espace à l'autre dans un contexte d'incertitude. Les personnes migrantes rencontrées racontent un quotidien pris entre la cyclicité du sacrifice et celle du risque, chacune alimentant une précarité inextricable. La projection à travers le temps et l'espace, vers les enfants et le village, permet de supporter les conséquences matérielles d'une « transition agraire tronquée », ramassée sur le temps de deux ou trois générations à peine.

Dans ce contexte, les perturbations environnementales ajoutent une dimension d'incertitude à un cadre déjà largement mouvant. De fait, il est possible de revenir en conclusion sur la question de la jonction entre incertitude et migration dans le contexte vietnamien sans aborder l'enjeu environnemental. Cela montre bien qu'une partie de ces migrations aurait lieu indépendamment de l'enjeu environnemental. Mais si l'environnement ne s'impose pas en premier lieu dans l'exposé, il n'en joue pas moins un rôle crucial. Les perturbations environnementales, d'origine climatique et anthropique, pèsent sur les ressources économiques et foncières disponibles en zones rurales et donc sur les moyens de subsistance des populations locales. Elles se retrouvent en filigrane dans les récits migratoires à travers les difficultés rencontrées par les activités agricoles, aquacoles ou sylvicoles des ménages, dont les revenus s'avèrent insuffisants au regard des attentes. La carte des pressions et des risques environnementaux transparait en arrière-plan des récits : la sécheresse transversale à l'ensemble des territoires, alternée dans les plaines avec des inondations soudaines et importantes, la survenue de tempêtes intenses et les glissements de terrain occasionnés par les fortes pluies dans le Centre, la montée des eaux accompagnées de la salinisation et de l'érosion dans les provinces côtières du delta du Mékong. J'ai rappelé également qu'une partie de ces aléas n'épargne pas Ho Chi Minh Ville et participe donc d'une vulnérabilité physique au lieu d'arrivée.

Or certaines de ces évolutions en viennent à menacer l'habitabilité des territoires. L'enquête de terrain a montré que les flux migratoires internes observés vers Ho Chi Minh Ville ne relèvent pas d'un exode rural, mais s'appuie sur une projection de retour au village. Néanmoins, le travail de terrain a révélé également des mécanismes qui pourraient remettre en question la faisabilité de ces retours, et mettre en péril cet équilibre fragile établi entre foyers ruraux et pôles urbains et qui sous-tend pourtant la croissance rapide de l'économie de marché vietnamienne. Parmi ces mécanismes, les recompositions foncières sont centrales, mais aussi les évolutions environnementales, au premier rang desquelles la submersion annoncée d'une portion conséquente du delta du Mékong. Mais actuellement, ces préoccupations ne sont pas encore celles qui alimentent les migrations, en témoignent la persistance de la perception de la migration comme temporaire, mais également les adaptations mises en œuvre sur site.

En effet, un des intérêts de la méthode d'enquête mise en œuvre a été d'intégrer dans l'analyse les alternatives d'adaptation, c'est-à-dire les autres vecteurs d'adaptabilité face à l'incertitude, non par la migration mais par des pratiques sur site visant à maintenir une présence ou une activité dans les villages ruraux en mutation. La migration, prise comme une forme d'adaptation par la mobilité, s'insère dans un panel plus vaste de tactiques et de stratégies mises

en œuvre par les ménages, mais aussi par les autorités publiques, pour répondre aux enjeux posés par la cumulation de différentes facettes de l'incertitude. Ces adaptations répondent à la nécessité d'une part de maintenir l'habitabilité des territoires et d'autre part à celle des ménages de diversifier leurs moyens de subsistance quand ceux-ci s'avèrent affectés par les transformations économiques et environnementales précédemment citées. La combinaison de pratiques sur site et de pratiques migratoires entre différents membres d'un ménage répond à l'impératif d'adaptabilité qu'impose l'incertitude, et à l'incapacité qui en découle à s'engager trop radicalement d'un côté ou de l'autre entre l'urbain et le rural. Pratiques d'adaptation mobiles et immobiles se déclinent selon un continuum, sur lequel se placent les ménages et les individus en fonction des ressources qui leur sont disponibles. L'échelle du ménage est une clef de compréhension importante car c'est elle qui autorise bien souvent la combinaison des pratiques, bien qu'il soit possible dans une certaine mesure d'opérer des combinaisons à l'échelle individuelle, en cumulant les emplois, ou en migrant de manière circulaire.

Le gouvernement central vietnamien et les autorités locales adoptent une approche résolument infrastructurelle de la gestion des risques qui entend limiter l'expression de l'aléa et réduire la vulnérabilité en réduisant l'exposition des populations. La construction d'infrastructures de protection et les opérations de relogement forcées sont les deux leviers principaux de cette approche. Elles témoignent d'une attitude très interventionniste du gouvernement dans la réponse aux enjeux environnementaux qui tend à mettre l'accent sur les impacts du changement climatique, au détriment des conséquences des choix d'aménagement locaux d'une part, occultant de fait la part de responsabilité qui lui incombe dans l'évolution des aléas qui pèsent sur les territoires. Cette dimension systémique du risque, à la fois naturel et anthropique, est particulièrement visible dans le delta du Mékong. Or, mettre la focale sur les défis posés par les traductions locales du changement climatique global revêt un aspect très stratégique dans l'attractivité de financements internationaux qui peuvent effectivement servir à l'amélioration de la sécurité du territoire, mais qui peuvent aussi, parfois opportunément, répondre à des objectifs autres de développement du territoire comme le développement urbain, l'industrialisation ou encore le développement d'infrastructures touristiques. Les projets d'infrastructures de protection comme des digues ou des barrages, la planification de l'usage des sols (surtout dans le delta du Mékong) et les opérations de relogement constituent des pratiques d'adaptation conçue et mise en œuvre par le haut, qui façonnent les territoires et avec lesquels les habitants locaux sont tenus de composer. Les pratiques d'adaptation sur site par les ménages se déploient donc en complémentarité, ou parfois plus rarement en opposition, avec ces orientations d'aménagement décidées par les autorités publiques. Là encore les

fonctionnaires locaux, à la jonction entre mise en pratique des directives nationales et interaction avec la société civile, se retrouvent dans la position d'intermédiaires, acteurs de la négociation ou de l'imposition dans un rapport de force complexe.

L'ensemble des communes rurales observées dans les trois provinces étudiées que sont Bén Tre et Sóc Trăng dans le delta du Mékong et Quảng Ngãi sur la côte centrale témoignent d'un moment commun d'incertitude multiple. Face aux pressions économiques, foncières et environnementales, les ménages locaux cherchent à conserver ou renouveler leur place dans une économie en mutation, sur des parcelles de terre dont la nature évolue (par leur composition physique, leur surface, le climat, ou leur exposition aux risques). Il s'agit alors de modifier, pour certains marginalement, pour beaucoup fondamentalement, leurs activités économiques ou du moins leurs pratiques agricoles et aquacoles, afin de maintenir une présence sur le territoire, à défaut de pouvoir garder leurs modes de vie intacts. Certaines pratiques sont ajustées, certaines abandonnées comme la culture du riz en zone salinisée, d'autres se développent comme l'élevage de crevettes sur les côtes du delta. Des expérimentations qui combinent plusieurs cultures sur une même parcelle, ou encore qui cherchent à développer de nouvelles semences émergent. Une partie de ces transformations sont soutenues par les puissances publiques par le biais d'aides financières, matérielles ou de formation.

De plus, de nouveaux secteurs d'emploi se développent en zone rurale, en complémentarité avec ou en alternative au secteur primaire, comme la construction, le petit entrepreneuriat ou le tourisme. Les politiques agricoles et aquacoles cherchent à développer les activités annexes de service et de commercialisation autour de l'activité de production. Ces secteurs d'emploi locaux, moins dépendants des ressources naturelles, n'en sont pas pour autant exempts d'une exposition aux risques tels que la submersion. Le développement d'une industrie locale en zone rurale en particulier redistribue considérablement les cartes du marché de l'emploi. Parmi ces différents secteurs d'emploi, on observe des polarisations par tranche d'âge et types de compétence requises en fonction des territoires concernés.

Dans ce contexte, la question migratoire ne disparaît pas, au contraire elle se dessine en toile de fond, comme alternative possible, accessible à certains mais pas à tous. On peut difficilement dissocier les pratiques migratoires des pratiques des proches au village tant les deux se répondent et se complètent. Les pratiques translocales de renvois de fonds, d'envois de produits agricoles et de retours ponctuels puis permanents au village matérialisent cette complémentarité et donnent corps à ces stratégies d'adaptation empreintes de flexibilité. Surtout, l'industrialisation et l'émergence de pôles d'emploi en zone rurale génèrent de nouveaux flux migratoires rural-rural, qui viennent s'ajouter à d'autres flux préexistants inter-

provinces vers des zones agricoles spécifiques. En outre, bien que ce ne soit pas l'objet de ce travail, les migrations de main d'œuvre rurale peu qualifiée vers l'étranger, notamment par le biais de programme dédiés soutenus par les acteurs publics, se développent et offrent une autre voie vers l'adaptabilité. Ces dynamiques complexifient la carte des flux migratoires et mettent en perspective les flux rural-urbain étudiés dans cette thèse avec des corridors migratoires différents et à d'autres échelles spatiales.

En me focalisant sur le delta du Mékong, j'ai tâché de synthétiser dans le schéma suivant (figure n°77) nécessairement simplificateur, les chaînes d'action qui relient des facteurs perturbateurs multiples à l'origine d'une recomposition des villages ruraux comme des villes, et donc d'une incertitude globale, à des éléments constitutifs de stratégies d'adaptation.

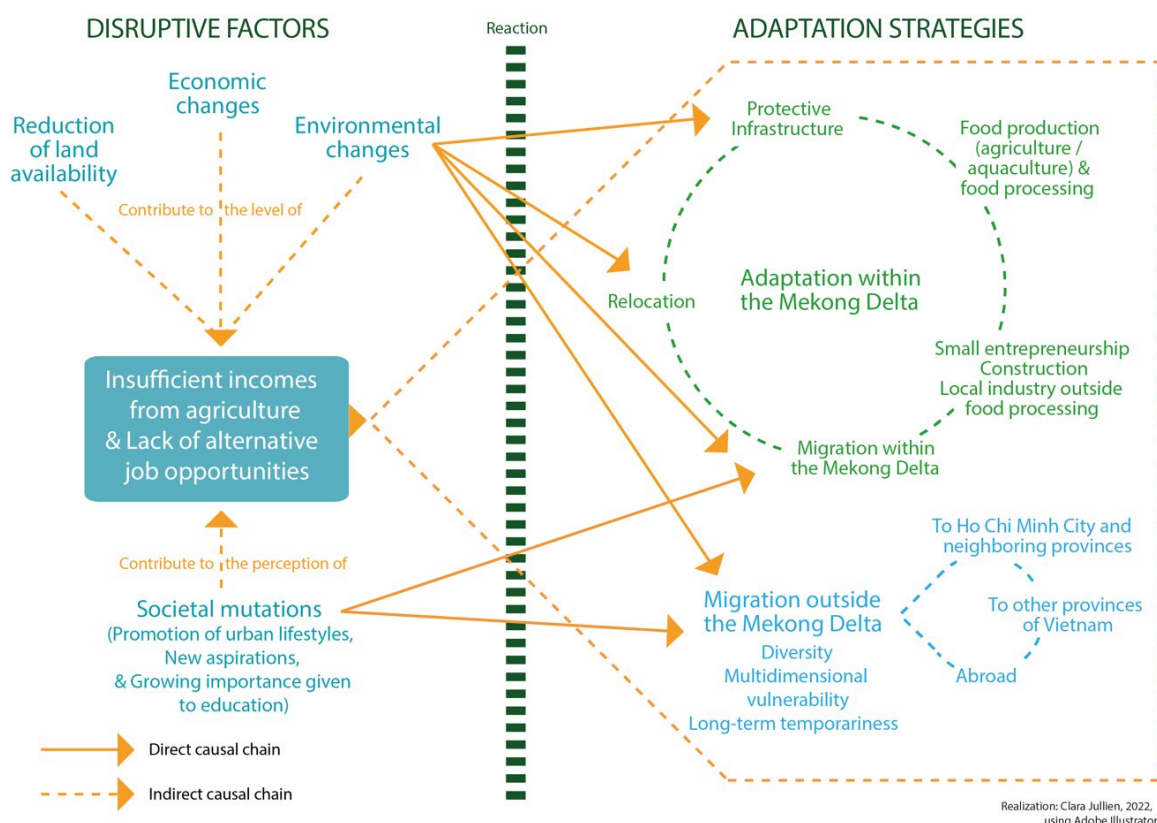


Figure n°77 : Stratégies d'adaptabilité par la mobilité et l'immobilité des ménages ruraux face à une incertitude globale dans le delta du Mékong. Source : auteure, schéma traduit de l'anglais, première parution dans Espagne *et al.*, 2022.

Pour synthétiser ce propos, je mobilise l'apport heuristique de Laurent Dousset qui affirme :

« Si les certitudes ne sont rien d'autre que des *faits sociaux*, c'est-à-dire des manières conventionnelles de faire et de penser, alors les situations d'incertitude sont des *faits sociaux inattendus*. Inattendus, car ils produisent le décentrement et la rupture dans le quotidien et qu'ils ne satisfont pas l'horizon des attentes. Sociaux, car, les certitudes absolues n'existant pas et toute certitude étant socialement construite, les états d'incertitude qui découlent d'une incomplétude ne peuvent à leur tour qu'être des produits sociaux (ou culturels). » (Dousset, 2019, p.28)

En appliquant cette logique, le cas vietnamien étudié dans cette thèse donne à voir plusieurs « faits sociaux inattendus » concomitants : le changement environnemental et climatique, une transition économique et politique, et la crise sanitaire à travers la pandémie de Covid 19, qui tous concourent à une incertitude décuplée. Or Dousset fait l'hypothèse que les individus « ne peuvent penser une existence dans laquelle ils demeurent dans une situation d'incertitude durable » car « il leur est nécessaire de rétablir la capacité à vivre avec un horizon des attentes qui a toutes les chances d'être satisfait » (Dousset, 2019, p.29). Ce rétablissement se fait, d'une part, en ajustant les ressources disponibles par la migration et l'adaptation sur site, et, d'autre part, en ajustant les attentes. Les ménages vietnamiens confrontés à une incertitude aux multiples facettes combinent ces différentes stratégies.

Par ailleurs, Dousset associe à l'incertitude l'idée de « carence (ou d'une modification temporaire) du système de représentation partagé » (*ibid.*, p.28). Or la notion de carence fait écho à celle de manque dans la pensée d'Ulrich Beck, pour qui « la société du risque se caractérise avant tout par un *manque* : l'impossibilité d'imputer les situations de menaces à des causes *externes* ». Quand Dousset décrit le temps de l'incertitude comme un moment de disparition des conventions sociales qui dictent habituellement les actes et les pensées, Beck décrit dans la société du risque l'évaporation d'une altérité responsable qui permettrait justement l'établissement de telles conventions d'action face aux menaces. Beck affirme que « contrairement à toutes les cultures et à toutes les phases d'évolution antérieures, la société est aujourd'hui *confrontée à elle-même* » (Beck, 2008, p.8-9), tenue ainsi de repenser ses propres valeurs pour établir de nouvelles conventions d'action et de pensée. Ainsi, au prisme de ces pensées à la portée englobante, on peut lire la migration interne au Vietnam et ses contractions (de longue-durée mais temporaire, tolérée mais pas pleinement acceptée, stratégique

individuellement mais aussi collectivement, d'un risque à un autre) comme un vecteur d'adaptabilité en réponse à une incertitude généralisée, non pas simplement caractéristique d'un territoire, mais symptomatique d'une époque.

Conclu.5 Perspectives et prolongements

Pour aborder l'échelle du global, ce travail doit être mis en regard avec d'autres études de cas qui éclairent d'une lumière proche ou lointaine mais toujours différente le sujet des migrations en contexte de changements environnementaux, pour selon les mots de Bernard Lahire, en « [dégager et en stabiliser] les enseignements généraux que l'on peut en tirer hors d'un petit objet aux contours limités ou du périmètre très étroit d'une sous-spécialité », identifier les « invariants » (Lahire, 2025, p.55-59). Le cas vietnamien est un cas d'étude parmi d'autres, qui invite à penser la perception et la gestion du risque, la généralisation d'un climat d'incertitude, les rapports entre société civile et Etat dans la société du risque, le rapport des humains à « la nature » qui se construit et se diffuse à travers les ancrages locaux, les circulations et les discours¹⁴¹.

J'ai démarré ce manuscrit de thèse par un retour historiographique sur l'émergence du champ de recherche sur les migrations liées aux enjeux environnementaux et son dialogue avec la *political ecology*. Ce positionnement revenait sur les grands acquis de ce champ d'étude encore jeune : les difficultés méthodologiques à saisir ces flux migratoires, le risque de l'essentialisation, les enjeux d'attribution des responsabilités à l'échelle internationale, le caractère multifactoriel de la décision migratoire, le rôle des pratiques translocales. En complémentarité de ce corpus, l'étude du cas vietnamien observé entre 2019 et 2022 montre une situation dans laquelle les transitions et les crises se cumulent pour composer une incertitude multiple qui infuse le quotidien. La migration, dans ce contexte, n'est pas à prendre

¹⁴¹ La mise en discussion de cette étude avec d'autres travaux a fait partie des activités de cette thèse, en particulier après mon retour en France en 2022, à travers des séminaires interdisciplinaires, des communications en conférences et l'exposition collective de productions photographiques. Le projet CLIMIG, au sein de l'Institut Convergences Migrations, le réseau de réflexion sur les migrations environnementales dans la CoSav Migration de l'Institut de Recherche pour le Développement, et le séminaire EcoMig au laboratoire ART-Dev ont été des espaces privilégiés de dialogue, auxquels s'ajoutent des discussions en études vietnamiennes au sein du cycle de conférences de l'Ecole Française d'Extrême-Orient de Ho Chi Minh Ville et du réseau interdisciplinaire de jeunes chercheurs *Saigon Social Sciences Hub* que j'ai contribué à fonder, ainsi que des échanges autour de travaux en géographie et aménagement dans les locaux de Géographie-cités, en particulier le séminaire de l'équipe CRIA.

comme un phénomène extraordinaire, mais comme une pratique ordinaire, au même titre que la précarité qui dans bien des cas l'accompagne. Elle n'est pas non plus à prendre de manière isolée, comme un écart exceptionnel à la norme sédentaire, mais plutôt dans une compréhension inclusive de stratégies qui se déploient à travers les espaces et les générations en combinant des ressources variées, entre mobilité et immobilité. Dans cette lecture de la migration, l'environnement n'est pas l'instigateur mais le cadre. Les perturbations qui l'affectent ne sont pas en elles-mêmes les déclencheurs de la migration, mais elles y contribuent en même temps qu'elles les conditionnent. On les retrouve dans les territoires de départ comme dans les territoires d'arrivée, dans la description du temps présent comme dans la projection vers l'avenir. Il s'agit donc de sortir d'une interprétation linéaire par la causalité pour penser des effets de boucle de rétroaction et d'interdépendance.

Conclu.5.1. Décloisonner les études migratoires

L'étude de la migration rural-urbain au Vietnam a confirmé une hypothèse, née en début de thèse, du croisement de la question migratoire avec l'enjeu environnemental qui, par le changement climatique en particulier, est un enjeu global, transversal à l'ensemble des territoires : l'idée selon laquelle la distinction entre migrations internes et internationales ne serait pas indépassable, et les migrations pourraient se penser sur un continuum, qu'elles traversent une frontière internationale ou non. L'étude des parcours migratoires vers Ho Chi Minh Ville abonde dans ce sens car elle montre leur matérialité dans la ville et de leur temporalité, a montré des barrières à la mobilité et surtout à l'installation pérenne. La politique du carnet de résidence en est un exemple, les mesures sanitaires face à la pandémie de Covid 19 en sont un autre. La période du confinement de Ho Chi Minh Ville en 2021, puis la réouverture des mobilités interprovinces, ont matérialisé ces frontières au point d'occasionner des flux massifs de retour des migrants ruraux vers les villages à l'ouverture des routes que les autorités locales ont dû temporairement jalonner de points étapes logistiques pour réguler le trafic routier et assurer la sécurité des usagers, notamment alimentaire par des maraudes. Dans le cas vietnamien, les frontières internes peuvent être activées et s'apparenter à des frontières internationales en ce qu'elles fragmentent les trajectoires géographiques et biographiques (Collyer, 2010 ; Faret, 2018). Ces frontières internes, pareilles aux frontières internationales

prises en réseau (Clochard, 2010), participent à un contrôle qui comprend des phases d'attente, de blocage et d'(im)mobilité (dans la trajectoire migratoire et non par opposition à la migration).

De plus, on peut voir un parallèle entre d'un côté le maintien d'une situation de flottement résidentiel et l'impossibilité de s'établir à long terme dans la métropole vietnamienne (du fait des politiques de peuplement, des politiques relatives au logement et au foncier et des dynamiques de marché en ville), et de l'autre les migrations internationales les plus précarisées vers l'Europe qui maintiennent les personnes dans des trajectoires d'errance et d'instabilité résidentielle (Piva, 2025). Dans ces deux situations, l'impossibilité / l'empêchement à s'installer est au cœur des dynamiques observées. La parenthèse de l'errance rappelle la parenthèse urbaine ancrée dans le temporaire, notion largement mobilisée dans les études sur les migrations internationales (Collins, 2017 ; Carling & Collins, 2017 ; Shubin, 2015).

Sur un autre plan, ce travail de thèse est aussi une invitation à relier les recherches sur les migrations en contexte de changements environnementaux et le relogement de populations en zones à risque, ce que le gouvernement vietnamien qualifie de « migration spontanée » et « migration orientée ». Les déplacements et réinstallations composent pour l'instant un champ de recherche indépendant de celui des migrations, ancré dans l'aménagement et la gestion des risques majeurs comme la submersion et les cyclones (Philippenko, 2023 ; Mandamule, 2023), lié à celui des reconstructions post-catastrophe (Moatty, 2015). Il me semble qu'une passerelle scientifique entre l'étude des déplacements spontanés et celle des déplacements orchestrés par la puissance publique permettrait de nourrir la réflexion autour de la part de contrainte ou de choix dans le déplacement.

Conclu.5.2. Croiser les terrains d'étude

Un prolongement possible de ce travail serait la comparaison avec d'autres unités géographiques comparables, en particulier les territoires deltaïques. Je pense notamment au travail de Sylvie Fanchette, spécialiste des territoires deltaïques, en particulier les deltas vietnamiens, égyptien et bangladais. Sa recherche renseigne la compréhension des migrations en contexte de changements environnementaux dans ces espaces systémiques, à la fois sur le terrain en mettant en avant particulièrement les rapports de pouvoir à l'œuvre (Fanchette, 2024), et sur le plan épistémologique par l'étude des méthodes et des approches. Dans la continuité de

ses travaux qui soulignent la portée heuristique de la comparaison, il est nécessaire d'ouvrir d'autres études de cas sur le sujet migrations et environnement.

A travers l'unité géographique, le parallèle entre le cas du delta du Nil et celui du delta du Mékong révèle les logiques d'action distinctes et la place prépondérante du politique. Dans sa thèse en géographie soutenue en 2024 à l'Université de Poitiers, Florian Bonnefoi analyse les pratiques d'adaptation des habitants du delta du Nil face aux changements environnementaux, notamment les migrations internes et internationales des pêcheurs. Concernant les deltas du Nil et du Mékong, il souligne : « On a ici affaire à deux territoires deltaïques vulnérables aux changements climatiques, à deux zones potentielles d'émigration et à deux régimes autoritaires qui traitent très différemment les risques environnementaux et leurs conséquences sur les populations, rappelant une fois encore l'importance de la géographie et des contextes locaux dans la prise en compte et l'adaptation aux dégradations de l'environnement et du climat » (Bonnefoi, 2024, p.420). Il décrit le déni du gouvernement égyptien qui refuse de voir la migration comme l'une des réponses de la population locale face aux « dégradations environnementales et climatiques ». Cette attitude contraste avec le positionnement très interventionniste du gouvernement vietnamien et l'hyperbole placée sur la nécessité de l'adaptation au changement climatique (au prix d'une dissimulation des facteurs anthropiques locaux), notamment par la planification et le déplacement de populations.

Par ailleurs, il semblerait tout indiqué d'opérer une comparaison entre le cas vietnamien et le cas chinois sur la question des migrations internes, que la dimension environnementale soit prise en compte ou non. Le cadre politique et légal des « migrants de l'intérieur » en Chine fait écho à celui du Vietnam, sans pour autant s'y superposer (régulation de la mobilité interne par le système du *hukou* / *hộ khẩu*). Une comparaison avec le travail de Cinzia Losavio, dont la thèse soutenue en 2022 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne porte sur l'étude des migrations internes en Chine vers la ville de Zhuhai, sous l'angle de l'intégration urbaine par le logement, serait l'opportunité de mettre en perspective des trajectoires nationales distinctes sous un régime politique comparable (Losavio, 2022 ; Losavio, 2023).

Conclu.5.3. Croiser les méthodes et les disciplines

Je complète cette section en partageant quelques prolongements possibles de la recherche sur les migrations en contexte de changements environnementaux par le biais d'autres approches méthodologiques et disciplinaires.

Tout d'abord, bien que cela n'ait pas été la focale retenue dans ce travail, l'approche par le genre aurait pu être pertinente. Une étude sous l'angle du genre apporterait une nouvelle dimension à la compréhension de ces expériences migratoires entre le rural et l'urbain au Vietnam en contextes de changements environnementaux. Ainsi, dans une perspective intersectionnelle, certains travaux récents se penchent sur la question du croisement entre migration, environnement et genre. C'est le cas notamment du projet en cours *Gendered Climate Mig* dirigé par Nina Sahraoui et financé par le programme Horizon du Conseil Européen de la Recherche pour cinq ans (2023-2028) qui porte sur des études de cas en Malaisie, au Mexique et au Maroc¹⁴².

Par ailleurs, face à la difficulté à quantifier les migrations liées aux changements environnementaux, des méthodologies quantitatives innovantes ayant recours aux *big data*, comme l'usage de données cellulaires (Blanchard & Rubrichi, 2025), permettent de retracer les migrations et de les croiser avec des données climatiques. La combinaison de ce type de méthodologies quantitatives avec des enquêtes qualitatives pourrait s'avérer particulièrement opérante.

Enfin, la photographie peut se faire outil de la recherche pour donner à voir des terrains d'étude variés où se croisent trajectoires migratoires et changements environnementaux. C'est dans cette optique que j'ai organisé une exposition photographique dans le cadre de la journée d'étude internationale de clôture du projet CLIMIG. L'exposition a réuni des travaux sur quatre terrains d'étude différents qui se rejoignent dans les thématiques qu'ils interrogent, mais donnent à voir la grande diversité géographique par laquelle s'expriment les interactions entre migrations et environnements¹⁴³. La photographie se révèle non seulement un outil pertinent dans la restitution des résultats des enquêtes de terrain, mais offre aussi un apport heuristique

¹⁴² <https://genderedclimatemig.cnrs.fr/>

¹⁴³ Le delta du Nil dans le travail géographique de Florian Bonnefoi, le Ghana et le Burkina Faso dans l'étude de Cécile Damas Artigaud (doctorante en sociologie à Université Sorbonne Paris Nord et chargée de recherche à l'IFSRA), le désert du Sonora à la frontière entre les Etats-Unis et le Mexique dans le projet de Lio Ando-Bourguet (doctorante en études migratoires à l'Université Paris-Cité), et le delta du Mékong ainsi que la côte vietnamienne à travers mon travail en géographie.

dans la mise en dialogue de différents cas d'étude par-delà les continents et les disciplines, qui gagnerait à être davantage exploré.

Conclu.5.4. Décloisonner sciences sociales et sciences du vivant

Pour finir, je souhaite aborder en quelques lignes une dernière piste de prolongement. Ce travail de thèse sur le sujet des migrations humaines en contexte de changements environnementaux, se place au croisement entre géographie humaine et géographie physique, entre aménagement, environnement et migration. Ce positionnement de l'objet des migrations vues sous l'angle environnemental joint les deux versants de la géographie, comme le fait en grande partie la géographie des risques. Ce positionnement amorce un rapprochement entre différentes sphères du vivant, et donc entre humain et non-humain, selon la terminologie de Bruno Latour. Je puise également dans l'approche de Philippe Descola qui propose de penser les collectifs humains par leurs rapports à la Terre, non pas selon « un mouvement d'appropriation progressif des communs par des humains, des individus ou des collectifs », mais comme « des formes beaucoup plus différenciées dans lesquelles les humains sont plutôt des prolongements d'un environnement, d'un milieu de vie, ou comme des membres d'un collectif plus large englobant des non-humains, plutôt que comme des forces qui s'approprient des territoires » (Descola, 2019, p.52-53). Cette entreprise rappelle les racines de la perspective vidalienne de la géographie française du début du XX^{ème} siècle qui promouvait l'apport de l'écologie en citant le biologiste Ernst Haeckel qui la définissait comme l'étude des « mutuelles relations de tous les organismes vivants en un seul et même lieu, leur adaptation au milieu qui les environne », incluant humains, animaux et végétaux (Vidal, 1912, p.515, cité dans Feuerhahn, 2017, p.31).

Appliquées à la question de la migration comme vectrice d'adaptabilité, ces approches m'amènent à proposer une exploration pluridisciplinaire des porosités entre les adaptations des humains et celles des animaux face aux changements environnementaux, et notamment la migration, dans un contexte où la carte des territoires habitables se redessine. Selon Bernard Lahire, « opérer ce « raccordement » ou cette « articulation » des sciences du vivant et des sciences humaines et sociales [est] un moyen pour voir les choses qui sont là sans être vues » (Lahire, 2025, p.67). Ce pont entre migration et migration animale est notamment franchi dans le cadre de l'exposition artistique et scientifique « Migrations et climat » qui se tient cette année

au Musée de la Porte Dorée, incluant le Musée de l'Histoire de l'Immigration et l'Aquarium Tropical, dans laquelle je présente ce travail sur les migrations au Vietnam en contexte de changements environnementaux à travers quatre photographies. L'exposition intègre la migration des poissons vers les pôles, occasionnée par l'augmentation de la température des océans ainsi que l'immobilité des espèces marines incapables de se déplacer.

Je termine ce propos sur la jonction entre sciences humaines et sociales et sciences du vivant par un détour en forêt. Dans *La Vie Secrète des Arbres*, Peter Wohlleben (2017), écrit « Comment se déplace-t-on quand on ne peut pas marcher ? En jouant sur le renouvellement des générations ». Cette remarque sur la vie des arbres révèle un parallèle surprenant avec la migration humaine étudiée dans cette thèse, et invite à dépasser la distinction entre humain et non-humain. Elle porte en elle le spectre mobilité / immobilité, l'idée que la mobilité n'est pas accessible à tous, la question de l'adaptabilité sous contrainte, et la notion du temps long intergénérationnel comme réponse.

Bibliographie

Littérature scientifique

- Adger, W.N. (2006). « Vulnerability ». *Global Environmental Change*. Vol. 16, No. 3, p.268-281. DOI URL
- Adger, W. N., & Vincent, K. (2005). « Uncertainty in adaptive capacity ». *Comptes rendus geoscience*, Vol. 337, Iss.4, p.399-410. DOI URL
- Adger, W. N. (1999). « Social vulnerability to climate change and extremes in coastal Vietnam ». *World development*. Vol. 27, Iss.2, p.249-269. DOI URL
- Agergaard, J., & Thao, V. T. (2011). « Mobile, flexible, and adaptable: Female migrants in Hanoi's informal sector ». *Population, Space and Place*, Vol.17, Iss.5, p.407-420. DOI URL
- Agier, M. (2013a). *Campement urbain : du refuge naît le ghetto*. Éditions Payot & Rivages. ISBN : 978-2-228-90861-0
- Agier, M. (2013b). « Le campement urbain comme hétérotopie et comme refuge. Vers un paysage mondial des espaces précaires ». *Brésil (s). Sciences humaines et sociales*, Vol. 3, p.11-28. DOI URL
- Baby-Collin, V., Cortes, G., & Bourdin, A. (Eds.). (2019). *Approches multi-situées*. Espaces & Sociétés. Vol.3. Éditions Érès. URL
- Bailey, A.J., Wright, R. A., Mountz A. & Miyares I. M. (2002). « (Re)producing Salvadoran Transnational Geographies ». *Annals of the association of American geographers*, Vol. 92, Iss. 1. p.125–144. DOI URL
- Baillat, A. (2018). « De la vulnérabilité au weak power: le Bangladesh face au changement climatique ». *Revue internationale et stratégique*. No.109, 2018/1, p.171-180. DOI URL
- Barrett, M. (1992). « Words and Things: Materialism and Method », in Barrett M. and Phillips, A. (eds) *Contemporary Feminist Analysis*. In *Destabilizing Theory: Contemporary Feminist Debates*. Cambridge: Polity Press. p. 201–19. URL
- Basok T., George G. (2020). « “We are part of this place, but I do not think I belong.” Temporariness, Social Inclusion and Belonging among Migrant Farmworkers in Southwestern Ontario ». *International Migration*. Vol. 59, No.5, p.1-14. DOI URL
- Beck, U. (2008). *La société du risque : Sur la voie d’une autre modernité*, traduction de *Risikogesellschaft* (1^{ère} édition 1986). Flammarion. ISBN : 978-2-0812-1888-8
- Berrang-Ford, L., Ford, J. D., & Paterson, J. (2011). « Are we adapting to climate change? ». *Global environmental change*, Vol.21, Iss.1, p.25-33. DOI URL
- Bertaux, D. (2016). *Le récit de vie*. Armand Colin. (1^{ère} édition 1997). ISBN : 97822006016114
- Bettini, G. (2013). « Climate barbarians at the gate? A critique of apocalyptic narratives on “climate refugees” ». *Geoforum*, Vol. 45, p.63-72. DOI URL

- Bettini, G., & Gioli, G. (2016). « Waltz with development: insights on the developmentalization of climate-induced migration. *Migration and Development* », Vol. 5, Iss.2, p.171-189. DOI URL
- Biermann, F. & Boas, I. (2010). « Preparing for a warmer world: Towards a global governance system to protect climate refugees », *Global environmental politics*, Vol. 10, No. 1, p.60-88. DOI URL
- Biggs, D. (2010). *Quagmire: Nation-building and nature in the Mekong Delta*. University of Washington Press. ISBN : 9780295991993
- Black, R., & Collyer, M. (2014). « “Trapped” populations: Limits on mobility at times of crisis ». In *Humanitarian crises and migration*. Routledge. p. 287-305. URL ISBN : 9780203797860
- Black, R., Adger, W. N., Arnell, N. W., Dercon, S., Geddes, A., & Thomas, D. (2011). « The effect of environmental change on human migration ». *Global environmental change*, Vol. 21, supp.1, p.S3-S11. DOI URL
- Blaikie, P. M., & Muldavin, J. S. (2004). « Upstream, downstream, China, India: the politics of environment in the Himalayan region ». *Annals of the Association of American Geographers*, Vol. 94, Iss. 3, p.520-548. DOI URL
- Blanchard, P., & Rubrichi, S. (2025). « A highly granular temporary migration dataset derived from mobile phone data in Senegal ». *Scientific Data*. Vol. 12., 1051. DOI URL
- Boas, I., Farbotko, C., Adams, H., Sterly, H., Bush, S., van der Geest, K., *et al.* (2019). « Climate migration myths ». *Nature Climate Change*. Vol.9, p.901-903. DOI URL
- Boas, I. (2015). *Climate migration and security: Securitisation as a strategy in climate change politics*. New York: Routledge. ISBN : 9781138066687
- Bonnefoi, F. (2024). « Quitter le Nil ? Vulnérabilités socio-environnementales et migrations dans la région du Delta (Égypte) ». Thèse de doctorat en géographie. Université de Poitiers.
- Bontemps, V., Makaremi, C., Mazouz, S. *et al.* (2018). *Entre accueil et rejet : ce que les villes font aux migrants*. Le passager clandestin. Bibliothèques des frontières. ISBN : 978-2-36935-089-7
- Bouapao L., 2013, « Livelihoods and migration », in *The Water-food-energy nexus in the Mekong region*, Springer, New York, NY, p.143-178. DOI URL
- Brooks, N. (2003). « Vulnerability, risk and adaptation: A conceptual framework ». Tyndall Centre for climate change research working paper, University of East Anglia, Vol. 38, No. 38, p.1-16. URL
- Bùi Q. D. & Đặng T. V. P. (2011) « Một số vấn đề về ruộng đất quá cuộc điều tra nông dân 2009-2010 » [Quelques problématiques foncières issues de l'enquête auprès des agriculteurs de 2009-2010]. *Tạp chí khoa xã hội (TP. Hồ Chí Minh)* [Revue de Sciences Sociales, Ho Chi Minh Ville]. Vol.9, n°157. p.12-23.
- Bui, L. T., Nguyen, P. H., & Nguyen, D. C. M. (2023). « Spatio-temporal modelling and related factors analysis of PM_{2.5} pollution: A case study of Ho Chi Minh city, Vietnam ». *Physics and Chemistry of the Earth, Parts A/B/C*. Vol.131, 103417. DOI URL
- Büscher, B., Dressler, W., & Fletcher R. (eds.) (2014). *Nature™ Inc. Environmental Conservation in the Neoliberal Age*. The University of Arizona Press. ISBN : 9780816530953

- Çağlar A. (2016). « Still ‘Migrants’ after All Those Years: Foundational Mobilities, Temporal Frames and Emplacement of Migrants. » *Journal of Ethnic and Migration Studies*. Vol.42, Iss.6, p.952-969. DOI URL
- Calvez, M. (2007). « Le seuil façonnable d'acceptabilité culturelle du risque ». In *Journées annuelles du comité consultatif national d'éthique pour les sciences de la vie et de la santé*. Novembre 2007, Paris, France. p. 350-362.
- Cardona, O-D. (2004). « The Need for Rethinking the Concepts of Vulnerability and Risk from a Holistic Perspective: A Necessary Review and Criticism for Effective Risk Management ». In Bankoff G., Frerks G. et Hilhorst D. (eds.). (2004). *Mapping Vulnerability: Disasters, Development and People*, London: Earthscan Publications. p.37–51. DOI URL
- Carling, J. (2002). « Migration in the age of involuntary immobility: theoretical reflections and Cape Verdean experiences ». *Journal of Ethnic and Migration Studies*. Vol.28, p.5-42. DOI URL
- Carling, J., & Collins, F. (2017). « Aspiration, desire and drivers of migration ». *Journal of Ethnic and Migration Studies*. Vol. 44, Iss. 6. DOI URL
- Castellanet, C. & Mellac, M. (2018). « Des réformes foncières régressives en Asie du Sud-Est, à l’opposé des réformes agraires des années 1960-1970 (Ed. # 43) ». Éditorial de la lettre d’information du réseau AGTER. Octobre 2018. Bulletin d’information. URL
- Castellanet, C. & Diepart, J. C. (2015). « The neoliberal agricultural modernization model: A fundamental cause for large-scale land acquisition and counter land reform policies in the Mekong region ». Conference Paper No.55. An international academic conference. *Land grabbing, conflict and agrarian-environmental transformations: perspectives from East and Southeast Asia*. 5-6 Juin 2015, Chiang Mai University. URL
- Cattaneo, C., Beine, M., Fröhlich, C. J., Kniveton, D., Martinez-Zarzoso, I., Mastroiello, M., Millock, K., Piguet, E., & Schraven, B. (2019). « Human migration in the era of climate change ». *Review of Environmental Economics and Policy*. Vol. 13, No. 2, p.1-19. DOI URL
- Chapin III, F. S., & Knapp, C. N. (2015). « Sense of place: A process for identifying and negotiating potentially contested visions of sustainability ». *Environmental Science & Policy*, Vol.53, p.38-46. DOI URL
- Chapman, A., & Darby, S. (2016). « Evaluating Sustainable Adaptation Strategies for Vulnerable Mega-Deltas Using System Dynamics Modelling: Rice Agriculture in the Mekong Delta's An Giang Province, Vietnam ». *Science of the Total Environment*. Vol.559, p.326-338. DOI URL
- Clochard, O. (2010). « Le contrôle des flux migratoires aux frontières de l’Union européenne s’oriente vers une disposition de plus en plus réticulaire ». *Carnets de géographes*, 1. DOI URL
- Collet, B., & Veith, B. (2013). « Les faits migratoires au prisme de l’approche biographique ». *Migrations Société*, No.145, p.37-48. DOI URL
- Collins, F. L. (2020). « Desire as a theory for migration studies: Temporality, assemblage and becoming in the narratives of migrants ». In *Aspiration, desire and the drivers of migration*. Routledge. p. 56-72. DOI URL ISBN 9780429281181

- Collins, N., Jones, S., Nguyen, T. H., & Stanton, P. (2017). « The contribution of human capital to a holistic response to climate change: learning from and for the Mekong Delta ». Vietnam. *Asia Pacific Business Review*, Vol.23, No.2, p.230-242. DOI URL
- Collyer, M. (2010). « Stranded migrants and the fragmented journey ». *Journal of refugee studies*, Vol. 23, Iss. 3, p.273-293. DOI URL
- Colombier, N., Denant-Boèmont, L., Lohéac, Y., & Masclet, D. (2008). « Une étude expérimentale du degré individuel et collectif d'aversion au risque ». *Economie & prévision*, Vol. 185, No. 4, p.89-101. DOI URL
- Cortes, G. (2000). *Partir pour rester: survie et mutations de sociétés paysannes andines (Bolivie)*. Paris: IRD. ISBN : 2-7099-1459-X
- Coxhead, I., Nguyen, V. C., & Vu, H. L. (2019). « Internal migration in Vietnam, 2002–2012 ». In *Rural-urban migration in Vietnam*. Springer. p.67-96. DOI URL ISBN : 978-3-319-94573-6
- Cundill, G., Singh, C., Adger, W. N., De Campos, R. S., Vincent, K., Tebboth, M., *et al.* (2021). « Toward a climate mobilities research agenda: intersectionality, immobility, and policy responses ». *Global Environmental Change*. Vol. 69.102315. DOI URL
- Danh, V. T., & Mushtaq, S. (2011). « Living with floods: an evaluation of the resettlement program of the Mekong Delta of Vietnam ». In *Environmental change and agricultural sustainability in the Mekong Delta*. p.181-204. Dordrecht: Springer Netherlands. DOI URL
- De Haas, H. (2010). « Migration and development: a theoretical perspective ». *International Migration Review*. Vol.44, p.227-264. DOI URL
- De Haas, H. (2011). « Mediterranean migration futures: Patterns, drivers and scenarios ». *Global Environmental Change*, Vol. 21, S59-S69. DOI URL
- De Haas, H. (2021). « A theory of migration: the aspirations-capabilities framework ». *Comparative Migration Studies*. Vol.9, p.1-35. DOI URL
- Deininger, K., & Jin, S. (2008). « Land sales and rental markets in transition: Evidence from rural Vietnam ». *Oxford bulletin of Economics and Statistics*. Vol.70, Iss.1, p.67-101. DOI URL
- DeLongueville, F., Hountondji, Y.-C., Assogba, L., Henry, S., & Ozer, P. (2020). « Perceptions of and responses to coastal erosion risks: The case of Cotonou in Benin ». *International Journal of Disaster Risk Reduction*, Vol.51, 101882. DOI URL
- Descola, P. (2019). *Une écologie des relations*. CNRS Editions / De Vive Voix. ISBN : 978-2-271-12757-0
- De Sherbinin, A., Grace, K., McDermid, S., Van der Geest, K., Puma, M. J., & Bell, A. (2022). « Migration theory in climate mobility research ». *Frontiers in Climate*, Vol.4, 882343. DOI URL
- De Sherbinin, A., Bukvic, A., Rohat, G., Gall, M., McCusker, B., Preston, B., Apotsos, A., Fish, C., Kienberger, S., Muhonda, P., Wilhelmi, O., Macharia, D., Shubert, W., Sliuzas, R., Tomaszewski, B., & Zhang, S. (2019). « Climate vulnerability mapping: A systematic review and future prospects ». *WIREs Climate Change*, Vol.10, Iss.5, e600. DOI URL

- De Sherbinin, A., VanWey, L. K., McSweeney, K., Aggarwal, R., Barbieri, A., Henry, S., et al. (2008). « Rural household demographics, livelihoods and the environment ». *Global Environmental Change*. Vol.18, p.38-53. DOI URL
- Dinh, Q., Balica, S., Popescu, I. & Jonoski, A. (2012). « Climate Change Impact on Flood Hazard, Vulnerability and Risk of the Long Xuyen Quadrangle in the Mekong Delta. » *International Journal of River Basin Management*. Vol.10 (1): p.103-120. DOI URL
- Dousset, L. (2019). « De l'incertitude au risque : un outil heuristique ». *Moussons. Recherche en sciences humaines sur l'Asie du Sud-Est*, Vol. 34, p.21-48. DOI URL
- Dowling, R. (2005). « Power, subjectivity and ethics in qualitative research ». In *Qualitative research methods in human geography*. Oxford University Press. p.19-29. URL ISBN : 019555079X
- Drogoul, A., Huynh, N. Q., & Truong, Q. C. (2016). « Coupling environmental, social and economic models to understand land-use change dynamics in the Mekong Delta ». *Frontiers in environmental science*, Vol.4, p.19. DOI URL
- Drury, R. C. (2009). *Identifying and Understanding Consumers of Wild Animal Products in Hanoi, Vietnam: Implications for Conservation Management*. PhD thesis, University College London. URL
- Dun, O. (2011). « Migration and displacement triggered by floods in the Mekong Delta ». *International Migration*, Vol. 49, S1, p.e200-e223. DOI URL
- Durand, S. (2014). « Vivre avec la possibilité d'une inondation ? Ethnographie de l'habiter en milieu exposé.. et prisé ». Thèse de doctorat en sociologie, Aix Marseille Université.
- Edwards, R. (2013). « Power and trust: An academic researcher's perspective on working with interpreters as gatekeepers ». *International Journal of Social Research Methodology*, Vol. 16, Iss. 6, p.503-514. DOI URL
- Edwards, R. (1998). « A critical examination of the use of interpreters in the qualitative research process ». *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Vol.24, p.197–208. DOI URL
- Ehlert, J. (2012). *Beautiful floods: Environmental knowledge and agrarian change in the Mekong Delta, Vietnam*. (Vol. 19). LIT Verlag Münster. ISBN : 978-3643901958
- England, K. V. (1994). « Getting personal: Reflexivity, positionality, and feminist research ». *The professional geographer*, Vol.46, p.80-89. DOI URL
- Entwisle, B., Verdery, A., & Williams, N. (2020). « Climate change and migration: New insights from a dynamic model of out-migration and return migration ». *American Journal of Sociology*. Vol.125, Iss.6, p.1469-1512 DOI URL
- Entzinger H. & Scholten P., (2015). « Relocation as an adaptation strategy to environmental stress. Lessons from the Mekong River Delta in Viet Nam ». The Migration, Environment and Climate Change: Policy Brief Series. OIM. Vol. 1, No6. URL
- Erdal, M. B., & Oeppen, C. (2020). « Forced to leave? The discursive and analytical significance of describing migration as forced and voluntary ». In *Aspiration, desire and the drivers of migration*. Routledge. p. 73-90.
- Eslami, S., Hoekstra, P., Nguyen, T. N., Ahmed Kantoush, S., Van, B. D., Duc, D. D., Tho, T. Q., & van der Vegt, M. (2019). « Tidal amplification and salt intrusion in the Mekong Delta driven by anthropogenic sediment starvation ». *Scientific reports*, Vol.9, 18746. DOI URL

- Fairhead, J., & Leach, M. (1996). *Misreading the African landscape: society and ecology in a forest-savanna mosaic*. African Series, No. 90. Cambridge University Press. ISBN : 978-0521564991
- Fanchette, S. (2024). « Les enjeux géopolitiques du changement climatique dans les grands deltas d'Asie ». *Hérodote*, Vol. 195/4, p.45-68. DOI URL
- Fanchette, S. (2019). « Le foncier comme révélateur de l'inégalité croissante de la distribution des facteurs de production au Vietnam ». *Inégalités en perspectives*. p.107-123. DOI URL ISBN : 9782813002310
- Fanchette, S. (2004). « Dynamiques du peuplement, libéralisation économique et décentralisation dans les deltas de l'Asie des moussons ». *Revue tiers monde*, No 177(1), p.179-205. DOI URL
- Farbotko, C., & Lazrus, H. (2012). « The first climate refugees? Contesting global narratives of climate change in Tuvalu ». *Global Environmental Change*, Vol. 22, p.382-390. DOI URL
- Faret, L. (2018). « Enjeux migratoires et nouvelle géopolitique à l'interface Amérique latine-États-Unis ». *Hérodote*, Vol. 171, No. 4, p.89-105. DOI URL
- Feuerhahn, W. (2017). « Les sciences humaines et sociales aux prises avec l'environnement ». In Blanc G., Demeulenaere E. & Feuerhahn W. (2017). *Humanités environnementales. Enquêtes et contre-enquêtes*. Publications de la Sorbonne. p.19-41. ISBN : 978-2-85944-988-9
- Filep, B. (2009). « Interview and translation strategies: coping with multilingual settings and data ». *Social geography*, Vol. 4, p.59-70. URL
- Findley, S. E. (1994). « Does drought increase migration? A study of migration from rural Mali during the 1983–1985 drought ». *International migration review*, Vol. 28, Iss.3, p.539-553. DOI URL
- Gallopín, G. C. (2006). « Linkages between vulnerability, resilience, and adaptive capacity ». *Global environmental change*, Vol. 16, Iss. 3, p.293-303. DOI URL
- Garschagen, M., Diez, J. R., Nhan, D. K., & Kraas, F. (2012). « Socio-economic development in the Mekong Delta: between the prospects for progress and the realms of reality ». In *The Mekong Delta system: Interdisciplinary analyses of a river delta*. Dordrecht: Springer Netherlands. p. 83-132. DOI URL ISBN : 978-94-007-3961-1
- Garschagen, M., Renaud, F. G., & Birkmann, J. (2011). « Dynamic resilience of peri-urban agriculturalists in the Mekong Delta under pressures of socio-economic transformation and climate change. » In *Environmental change and agricultural sustainability in the Mekong Delta*. Dordrecht: Springer Netherlands. p.141-163. DOI URL
- Gemenne, F. (2011). « Why the numbers don't add up: A review of estimates and predictions of people displaced by environmental changes ». *Global Environmental Change*. Vol. 21. DOI URL
- Gemenne, F., & Cavicchioli, A. (2010). « Migrations et environnement : prévisions, enjeux, gouvernance ». *Regards croisés sur l'économie*, Vol. 8, No. 2, p.84-91. DOI URL
- Gibert-Flutre, M. (2020). *L'Asie du Sud-Est*. La Documentation Photographique. CNRS Editions. No.8134. ISBN : 978-2271131232
- Gibert, M. (2019). *Les envers de la métropolisation. Les ruelles de Hồ Chí Minh Ville (Vietnam)*. CNRS Editions. ISBN : 9782271121530

- Gibert, M. (2018). « La transition urbaine », in de Tréglodé B. (dir.), *Histoire du Viêt Nam de la colonisation à nos jours*. Éditions de la Sorbonne. 2018. p.161-179. ISBN : 979-1035100537
- Gibert, M. (2014). « Le carnet résidentiel au Vietnam : un instrument de peuplement entre contrainte et contournement ». In Sala-Pala, V. Morel-Journel, C. et Desage, F. (dir). *Le peuplement comme politique(s)*. Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 221-238. DOI URL
- Gibert-Flutre, M., & Musil, C. (2020). « Ho Chi Minh Ville, terrain de jeu (x) métropolitain (s). Introduction ». *EchoGéo*, (52). DOI URL
- Giddens, A. (1984). *The Constitution of Society*. Cambridge: Polity Press.
- Goffman, E. (1989). On fieldwork. *Journal of contemporary ethnography*, Vol.18, Iss.2, p.123-132. DOI URL
- Goldring L. (2014). « Resituating Temporariness as the Precarity and Conditionality of Non-Citizenship ». In Vosko, L.F., Preston, V., Latham R. (eds.). *Liberating Temporariness? Migration, Work and Citizenship in an Age of Insecurity*. McGill-Queen's Press-MQUP. p.218–254. ISBN : 9780773543829
- Gray, C. L. (2010). « Gender, natural capital, and migration in the southern Ecuadorian Andes ». *Environment and Planning A*. Vol.42, Iss.3, p.678-696. DOI URL
- Gray, C. L. (2009). « Environment, land, and rural out-migration in the southern Ecuadorian Andes ». *World Development*, Vol. 37, Iss.2, p.457-468. DOI URL
- Greiner, C., & Sakdapolrak, P. (2013). « Translocality: Concepts, applications and emerging research perspectives ». *Geography compass*, Vol.7, Iss. 5, p.373-384. DOI URL
- Gubry, P., & Thiêng, N. T. (2011). « L'urbanisation au Viêt Nam : que sait-on de la "population flottante" ? » Séminaire « Population, santé publique et développement au Viêt-nam après 25 ans de Renouveau » IPSS, ARCUS, Hanoi, 10 octobre 2011. URL
- Ha, H., & Wong, T. C. (1999). « Economic reforms and the new master plan of Ho Chi Minh City, Vietnam: Implementation issues and policy recommendations ». *GeoJournal*, Vol. 49, Iss.3, p.301-309. DOI URL
- Haemmerli, G., Bélanger, D., Fleury, C., & Bich Ngoc, L. (2017). « Perturbations environnementales et migrations au Vietnam ». *The Canadian Geographer / Le Géographe canadien*, Vol.61, Iss.2, p.279-291. DOI URL
- Hak, D., Nadaoka, K., Bernado, L. P., Le, P. V., Hong, Q. N., Toan, T. Q., Hieu, T. N., Van N. D. & Tri, V. P. D. (2016). « Spatio-temporal variations of sea level around the Mekong Delta: their causes and consequences on the coastal environment. Hydrological Research Letters », Vol. 10, Iss.2, p.60-66. DOI URL
- Hall, D., Hirsch, P., & Li, T. M. (2011). *Powers of exclusion: Land dilemmas in Southeast Asia*. NUS Press. National University of Singapore. ISBN : 978-9971-69541-5
- Han, S. S., & Vu, K. T. (2008). « Land acquisition in transitional Hanoi, Vietnam ». *Urban Studies*, Vol.45, Iss.5-6, 1097-1117. DOI URL
- Henry, S., Piche, V., Ouedraogo, D., & Lambin, E. F. (2004a). « Descriptive analysis of the individual migratory pathways according to environmental typologies ». *Population and Environment*. Vol.25, Iss.5, p.397-422. DOI URL

- Henry, S., Schoumaker, B., & Beauchemin, C. (2004b). « The impact of rainfall on the first out-migration: A multi-level event-history analysis in Burkina Faso ». *Population and Environment*. Vol.25, Iss.5, p.423-460. DOI URL
- Ho, E. L. E. (2021). « Social Geography I: Time and Temporality ». *Progress in Human Geography*. Vol.45, Iss.6, p.1–10. DOI URL
- Ho, H. A. (2021). « Land tenure and economic development: Evidence from Vietnam ». *World Development*. Vol. 140, 105275. DOI URL
- Ho, L. P. (2008). « Impacts of climate changes and urbanisation on urban inundation in Ho Chi Minh City ». In *11th international conference on urban drainage, Edinburgh, Scotland, UK*. Août 2008. URL
- Hung, N. N., Delgado, J. M., Güntner, A., Merz, B., Bárdossy, A., & Apel, H. (2014). « Sedimentation in the floodplains of the Mekong Delta, Vietnam Part II: deposition and erosion ». *Hydrological Processes*, Vol. 28, Iss.7, p.3145-3160. DOI URL
- Hunter, L. M. (2005). « Migration and environmental hazards ». *Population and environment*, Vol. 26, p.273-302. DOI URL
- Hunter, L. M., & Nawrotzki, R. (2016). « Migration and the Environment 21 ». *International handbook of migration and population distribution*, Springer Dordrecht. DOI URL
- Hunter, L. M., Luna, J. K., & Norton, R. M. (2015). « Environmental dimensions of migration ». *Annual review of sociology*, Vol.41(1), p.377-397. DOI URL
- Hunter, L. (2005). « Migration and environmental hazards ». *Population and Environment*, Vol. 26, Iss.4, p.273-302. DOI URL
- Jones, B., & O'Neill, B. (2016). « Spatially explicit global population scenarios consistent with the shared socioeconomic pathways ». *Environmental Research Letters*, 11(8), 084003. DOI URL
- Jullien, C. « Focus 7 Migration as adaptation ». In Woillez, M.-N. & Espagne, E. (eds.). *The Mekong Delta Emergency, Climate and Environmental Adaptation Strategies to 2050. Final Report GEMMES Viet Nam project*, Agence Française de Développement. p.181-205. URL
- Jullien, C., Ngo, T. T. T., & Pulliat, G. (2022). « Rural-urban migration and environmental change: vulnerability nexus from the Vietnamese Mekong Delta to Ho Chi Minh City ». *Inequalities and Environmental Changes in the Mekong Region*. p.201-236. URL ISBN : 978-2-37902-015-5
- Jullien, C., & Pulliat, G. (2020). « La gestion des risques dans les villes vietnamiennes : une lecture critique des politiques environnementales ». *Urbanités*. Dossier / Urbanités sud-est asiatiques. Septembre 2020. URL
- Kaufmann, F. (2007). « Emigrant or sojourner? Migration intensity and its determinants ». *Political Economy Research Institute, Working Paper Series* (University of Massachusetts Amherst). No.154. URL
- Kerkvliet, B. J. T. (2014). « Protests over land in Vietnam: Rightful resistance and more. ». *Journal of Vietnamese Studies*. Vol.9, Iss.3, p.19-54. DOI URL
- Kim, A. M. (2004). « A market without the 'right' property rights ». *Economics of Transition*, Vol.12, Iss.2, p.275-305. DOI URL

- King, R. (2012). « Theories and typologies of migration: an overview and a primer » in *Willy Brandt Series of Working Papers in International Migration and Ethnic Relations*. Vol.3/12, p.1-41. URL
- King R. (2002). « Towards a new map of European migration. *International Journal of Population Geography* ». Vol. 8, Iss. 2. p.89-106. DOI URL
- Koh, D. (2004) « Illegal construction in Hanoi and Hanoi's wards ». *European Journal of East Asian Studies*, Vol. 3, Iss.2, p.337-369. DOI URL
- Kniveton, D., Smith, C., & Wood, S. (2011). « Agent-based model simulations of future changes in migration flows for Burkina Faso ». *Global Environmental Change*, Vol. 21, Suppl.1, s34–s40. DOI URL
- Koubi, V., Spilker, G., Schaffer, L., & Böhmelt, T. (2016). « The role of environmental perceptions in migration decision-making: evidence from both migrants and non-migrants in five developing countries ». *Population and environment*, 38(2), p.134-163. DOI URL
- Koudogbo, F.N., Arnaud, A., Bauwens, I., Tambuyzer, H., February (2012). « EO Information services in support of multi-hazard vulnerability assessment in Ho Chi Minh City ». Earth Observation for Development. World Bank-European Space Agency Report.
- Kull, C.A. & Batterbury S.P.J. (2017). « L'environnement dans les géographies anglophone et française : émergence, transformations et circulations de la *political ecology* ». In Blanc G., Demeulenaere, E. & Feuerhahn, W. (2017). *Humanités environnementales. Enquêtes et contre-enquêtes*. Publications de la Sorbonne. p.117-138. ISBN : 978-2-85944-988-9
- La, H. A., Tran, T. B., Nguyen, U. (2019). « Housing Gaps Between Rural-Urban Migrants and Local Urban Residents: The Case of Vietnam ». In Liu A.Y.C. & Meng X. (eds.). *Rural-Urban Migration in Vietnam*. Springer. p.211-243. DOI URL ISBN : 978-3-319-94573-6
- Lahire, B., (2025). *Vers une science sociale du vivant*. Editions La Découverte. ISBN : 978-2-348-08648-9
- Lainez, N. (2018). « Treading Water: Street Sex Workers Negotiating Frantic Presents and Speculative Futures in the Mekong Delta, Vietnam ». *Time & Society*. Vol. 28, Iss. 2. p.804-827. DOI URL
- Landy, F. (1994). *Paysans de l'Inde du Sud : le choix et la contrainte*. Karthala Editions. DOI ISBN : 978-2-86537-528-8
- Lasage, R., Veldkamp, T. I., De Moel, H., Van, T. C., Phi, H. L., Vellinga, P., & Aerts, J. C. J. H. (2014). « Assessment of the effectiveness of flood adaptation strategies for HCMC ». *Natural Hazards and Earth System Sciences*, Vol.14, Iss.6, p.1441-1457. DOI URL
- Lawson, G., Guaralda, M., & Nguyen, P. N. (2022). « Water urbanism and “living with flooding”: a case study in the Mekong Delta, Vietnam ». *Housing and Society*, Vol. 49, Iss. 2, p.150-186. DOI URL
- Le, B.D., Tran, G.L. & Nguyen, T.P.T. (2011). *Social Protection for Rural-Urban Migrants in Vietnam: Current Situation, Challenges and Opportunities*. CSP Research Report 08. Janvier 2011. Brighton: Institute of Development Studies. URL
- Le, L. T., Dao, T. V. H., Tran, G. H. N., Nguyen, T. M. T., Lam, M. Q., Vo, T. B. T., Nguyen, P. T., Tran, Y. N., Nguyen, N. T., Lens, P.N.L. & Bui, X. T. (2024). « Investigation of

- canal water quality, sanitation, and hygiene amongst residents living along the side of the canals-A cross-sectional epidemiological survey at Ho Chi Minh city, Vietnam ». *Case Studies in Chemical and Environmental Engineering*, Vol. 9, 100700. DOI URL
- Leaf, Michael (2011). « Periurban Asia: A Commentary on ‘Becoming Urban’ ». *Pacific Affairs* 84 (3). p.525–534. URL
- Leach, M., Mearns, R., (1996). *The Lie of the Land: Challenging Received Wisdom on the African Environment*. African Issues, James Currey. ISBN : 978-0852554098
- Lévy, J. & Lussault, M. (2003). *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Editions Belin. ISBN : 2-7011-2645-2
- Lewis, W. A. (1954). « Economic development with unlimited supplies of labour ». *Manch. School Econ. Soc. Stud.* Vol.22, p.400–449. DOI URL
- Li, T. (1996). *Peasants on the move: rural-urban migration in the Hanoi region*. No. 91. Institute of Southeast Asian. DOI URL
- Liao, K. H., Le, T. A., & Van Nguyen, K. (2016). « Urban design principles for flood resilience: Learning from the ecological wisdom of living with floods in the Vietnamese Mekong Delta ». *Landscape and Urban Planning*, 155, p.69-78. DOI URL
- Liao, Y. K. (2022). « Making Shrimp Economies and Hydro-Social Lives: The Hatchery, the Shrimp Farm, and the Laboratory in the Mekong Delta ». Thèse de doctorat en géographie. Durham University. URL
- Liu A.Y.C, Dang D.D. (2019). « Rural-Urban Migration in Vietnam: Trend and Institutions ». In Liu, A.Y.C. & Meng X. (eds.). *Rural-Urban Migration in Vietnam*. Springer. p.1-30. DOI URL ISBN : 978-3-319-94573-6
- Losavio, C. (2023). « The urban residential anchoring of Chinese internal migrants: evidence from Zhuhai ». *Belgeo*. Vol. 4. DOI URL
- Losavio, C. (2022). « La stratification des migrants chinois de l'intérieur au service de la croissance urbaine et économique : les processus différenciés d'ancrage résidentiel à Zhuhai au prisme de l'informalité. ». Thèse de doctorat en géographie et aménagement. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. URL
- Lovelock, C. E., Cahoon, D. R., Friess, D. A., Guntenspergen, G. R., Krauss, K. W., Reef, R., Rogers, K., Saunders, M. L., Sidik, F., Swales, A., Saintilan, N., Le, X. T., & Triet, T. (2015). The vulnerability of Indo-Pacific mangrove forests to sea-level rise. *Nature*, Vol. 526, 7574, p.559-563. DOI URL
- Madge, C. (1993). « Boundary disputes: comments on Sidaway ». *Area*, Vol.25, No.3, p.294-99. URL
- Magnan, A. K., & Duvat, V. (2015). « La fabrique des catastrophes « naturelles » ». *Natures Sciences Sociétés*, Vol. 23, Iss.2, p.97-108. DOI URL
- Mahajan, P., & Yang, D. (2020). « Taken by storm: Hurricanes, migrant networks, and US immigration ». *American Economic Journal*, Vol.12, no.2, p.250-277. DOI URL
- Mallick, B. (2025). « Environmental Non-Migration: Rethinking Sustainable Solutions for Climate-Induced Challenges ». Taylor & Francis. DOI URL
- Mallick, B., & Schanze, J. (2020). « Trapped or voluntary? Non-migration despite climate risks ». *Sustainability*, Vol.12, 11, 4718. DOI URL

- Mandamule, U. (2023). « Quand les éléments se déchaînent : Déplacement et réinstallation des populations affectées par le cyclone Idai et les inondations à Búzi (Mozambique) ». Thèse de doctorat en sociologie. Université Aix-Marseille.
- Manyena, S.B. (2006). « The concept of resilience revisited », *Disasters*, No. 30, S.4, p.433-450. DOI URL
- Marcus, G. E. (1995). « Ethnography in/of the world system: The emergence of multi-sited ethnography ». *Annual review of anthropology*, Vol. 24, p.95-117. DOI URL
- Marx, V. & Fleischer, K. (2010). « Internal Migration: Opportunities and Challenges for Socioeconomic Development in Viet Nam ». Hanoi: United Nations Viet Nam. URL
- Massey, D. S., Axinn, W. G., & Ghimire, D. J. (2010). « Environmental change and out-migration: Evidence from Nepal ». *Population and Environment*, Vol. 32, p.109-136. DOI URL
- Massey, D. S., Arango, J., Hugo, G., Kouaouci, A., Pellegrino, A., and Taylor, J. E. (1993). « Theories of international migration: a review and appraisal ». *Population and Development Review*. p.431-466. DOI URL
- Masterson, V. A., Stedman, R. C., Enqvist, J., Tengö, M., Giusti, M., Wahl, D., *et al.* (2017). « The contribution of sense of place to social-ecological systems research: a review and research agenda ». *Ecology and Society*. Vol.22, No1-49. DOI URL
- McElwee, P. D. (2016). *Forests are gold: Trees, people, and environmental rule in Vietnam*. University of Washington Press. ISBN : 978-0295995489
- McElwee, P. D. (2009). « Reforesting 'Bare Hills' in Vietnam: Social and Environmental Consequences of the 5 Million Hectare Reforestation Program ». *Ambio*. Vol.38, No.6, p.325-333. DOI URL
- McGarrigle, J., & Ascensão, E. (2017). « Temporalities of onward migration: long-term temporariness, cyclical labour arrangements and lived time in the city ». In Mavroudi, E., Page, B. Christou, A. (2017). *Timespace and international migration*. Edward Elgar Publishing. p. 77-90. DOI URL
- McLeman, R., Wrathall, D., Gilmore, E., Thornton, P., Adams, H., & Gemenne, F. (2021). « Conceptual framing to link climate risk assessments and climate-migration scholarship ». *Climatic Change*, Vol. 165, Iss.1, p.24. DOI URL
- McLeman, R., & Gemenne, F. (Eds.). (2018). *Routledge handbook of environmental displacement and migration* (Vol. 1). London: Routledge. DOI URL
- McLeman, R., & Smit, B. (2006). « Migration as an adaptation to climate change ». *Climatic Change*, Vol.76, p.31-53. DOI URL
- McNamara, K. E. (2007). « Conceptualizing discourses on environmental refugees at the United Nations ». *Population and Environment*, Vol. 29, p.12-24. DOI URL
- McNamara, K. E., & Gibson, C. (2009). « We do not want to leave our land': Pacific ambassadors at the United Nations resist the category of 'climate refugees ». *Geoforum*, Vol. 40(3), p.475-483. DOI URL
- Marcus, G. E. (1995). « Ethnography in/of the world system: The emergence of multi-sited ethnography ». *Annual review of anthropology*, Vol. 24, p.95-117. DOI URL
- Mehta, S., Sbihi, H., Dinh, T. N., Xuan, D. V., Thanh, L. L. T., Thanh, C. T., Truong, G.L., Cohen, A. & Brauer, M. (2014). Effect of poverty on the relationship between personal

- exposures and ambient concentrations of air pollutants in Ho Chi Minh City. *Atmospheric environment*, Vol. 95, p.571-580. DOI URL
- Mellac, M. (2018). « La mondialisation foncière au Vietnam et au Cambodge. Une entrée par le droit dans la production de l'espace mondialisé ». *Revue Géographique de l'Est*, Vol.58, 1-2. DOI URL
- Mellac, M., & Castellanet, C. (2015). « Histoires divergentes d'une convergence sous tension. Les réformes foncières vers la propriété privée dans quatre pays du Mekong (Birmanie, Cambodge, Laos, Viêt-Nam) ». *Regards sur le foncier n°1*. Comité technique « Foncier et développement ». AFD, MAEDI, Paris. URL
- Mellac, M., Fortunel, F. & Dan T. D. (2010). « La réforme foncière au Vietnam. Analyse des jeux d'acteurs et du processus de transformation des institutions aux échelons central et provincial ». Thèse de doctorat. Comité Technique « Foncier et développement ». Paris: AFD/ MAEE. URL
- Miller, F. (2019). « Exploring the consequences of climate-related displacement for just resilience in Vietnam ». *Urban Studies*, p.1-18. DOI URL
- Minderhoud, P. S. J. (2019). « The sinking mega-delta: Present and future subsidence of the Vietnamese Mekong delta ». Thèse de doctorat en sciences de la terre, Utrecht University. DOI
- Minh, D. H. T., Van Trung, L., & Le Toan, T. (2015). « Mapping ground subsidence phenomena in Ho Chi Minh City through the radar interferometry technique using ALOS PALSAR data ». *Remote sensing*, Vol. 7, Iss. 7, p.8543-8562. DOI URL
- Minot, N., Baulch, B., & Epprecht, M. (2006). « Poverty and inequality in Vietnam: Spatial patterns and geographic determinants ». Research report. International Food Policy Research Institute Washington, D.C. DOI URL
- Moatty, A. (2015) « Pour une Géographie des reconstructions post-catastrophe : risques, sociétés et territoires ». Thèse de doctorat en géographie et aménagement de l'espace. Université de Montpellier Paul-Valéry URL
- Morawska, E. (2007). *International Migration: Its Various Mechanisms and Different Theories That Try to Explain It*. IMER/MIM, Malmö University. URL
- Mulligan, M., Burke, S. M., & Douglas, C. (2014). « Environmental change and migration between Europe and its neighbours ». In Piguet, E. & Laczko, F. (Eds.), *People on the move in a changing climate: The regional impact of environmental change on migration*. Springer Netherlands. p.49-79. DOI URL
- Musil, C., Labbé, D., & Jacques, O. (2019). « Les zones urbaines 'fantômes' de Hanoi (Vietnam). Éclairage sur le (dys) fonctionnement d'un marché immobilier émergent ». *Cybergeog: European Journal of Geography*. DOI URL
- Myers, N. (2002). « Environmental refugees: a growing phenomenon of the 21st century ». *Philosophical Transactions of the Royal Society of London. Series B: Biological Sciences*, Vol. 357, p.609-613. DOI URL
- Myers, N. (1997). « Environmental refugees ». *Population and environment*, Vol. 19, No.2, p.167-182. DOI URL
- Myers, N., & Kent, J. (1995). *Environmental exodus: an emergent crisis in the global arena*. Climate Institute. pp. viii+-214. ISBN : 0-9623610-2-X

- Myers, N. (1993). « Environmental refugees in a globally warmed world ». *Bioscience*, Vol. 43, No. 11, p.752-761. DOI URL
- Nawrotzki, R. J., & DeWaard, J. (2016). « Climate shocks and the timing of migration from Mexico ». *Population and Environment*, Vol.38, Iss.1, p.72-100. DOI URL
- Nawrotzki, R. J., Riosmena, F., & Hunter, L. M. (2013). « Do rainfall deficits predict U.S.-bound migration from rural Mexico? Evidence from the Mexican census ». *Populations Research and Policy Review*, Vol. 32, p.129-158. DOI URL
- Ngo Thi Thu Trang. (2014). « Périurbanisation et Modernité à Hô Chi Minh-Ville. Étude du cas de l'arrondissement Binh Tân ». Thèse en géographie. Université de Pau et des Pays de l'Adour. URL
- Nguyen, V. M. (2020). « The transformation of mobility in post-đổi mới Vietnam. Civilisations, Vo. 69/1, p.129-148. DOI URL
- Nguyen, N. D. (2006). « Nature juridique du droit d'usage du sol en droit vietnamien à la lumière du droit des biens français ». *Revue internationale de droit comparé*, Vol. 58-4, p.1203-1229. URL
- Nguyen, L. D., Grote, U., & Sharma, R. (2017). « Staying in the cities or returning home? An analysis of the rural-urban migration behavior in Vietnam ». *IZA Journal of Development and Migration*, Vol.7, No 3. DOI URL
- Nguyen, K. A., Liou, Y. A., & Terry, J. P. (2019a). Vulnerability of Vietnam to typhoons: A spatial assessment based on hazards, exposure and adaptive capacity. *Science of the Total Environment*, Vol. 682, p.31-46. DOI URL
- Nguyen T. T. & Luu B. N. (2016). « Migrations Internes au Viêt Nam: Tendances et Caractéristiques », in: Zavala de Cosio, M.E., de Loenzien, M., Ngoc, L.B. (eds.) *Mutations démographiques et sociales du Viet Nam contemporain*. Presses Universitaires de Paris Ouest. p.155-168. DOI URL
- Nguyen, L. D., Raabe, K., & Grote, U. (2015). « Rural–urban migration, household vulnerability, and welfare in Vietnam ». *World Development*, Vol.71, p.79-93. DOI URL
- Nguyen, H. Q., Radhakrishnan, M., Bui, T. K. N., Tran, D. D., Ho, L. P., Tong, V. T., ... & Ho, H. L. (2019b). « Evaluation of retrofitting responses to urban flood risk in Ho Chi Minh City using the Motivation and Ability (MOTA) framework ». *Sustainable cities and Society*, Vol. 47, 101465. DOI URL
- Nguyen T.A., Rigg, J., Luong T. T. H., & Dinh T. D. (2012). « Becoming and being urban in Hanoi: Rural-urban migration and relations in Viet Nam ». *The Journal of Peasant Studies*, Vol.39, Iss.5, p.1103-1131. DOI URL
- Nguyen, T. D., Uvo, C., & Rosbjerg, D. (2007). « Relationship between the tropical Pacific and Indian Ocean sea-surface temperature and monthly precipitation over the central highlands, Vietnam ». *International Journal of Climatology: A Journal of the Royal Meteorological Society*. Vol. 27, No.11, p.1439-1454. URL
- Nguyen, B. N., & Turner, S. (2023). « Turf wars: The livelihood and mobility frictions of motorbike taxi drivers on Hanoi's streets ». *Asia Pacific Viewpoint*, Vol. 64, Iss.2, p.171-187. DOI URL

- Obokata, R., Veronis, L., & McLeman, R. (2014). « Empirical research on international environmental migration: a systematic review ». *Population and environment*, Vol.36, 111-135. DOI URL
- O'Brien, K. L., & Leichenko, R. M. (2000). « Double exposure: assessing the impacts of climate change within the context of economic globalization ». *Global environmental change*, Vol. 10, Iss. 3, p.221-232. DOI URL
- O'Keefe, P., Westgate, K., & Wisner, B. (1976). « Taking the naturalness out of natural disasters. » *Nature*, Vol. 260, p.566-567. DOI URL
- Ortmann, S. (2017). *Environmental governance in Vietnam: Institutional reforms and failures*. Springer. DOI URL
- Pascucci, E. (2016). « The humanitarian infrastructure and the question of over-research: reflections on fieldwork in the refugee crises in the Middle East and North Africa. » *Area*. Vol. 49, Iss.2., p.249-255. DOI URL
- Pannier, E. (2015). *Seule la réciprocité : Circulation non marchande et relations sociales dans un village du nord du Vietnam*. Connaissances et savoirs. ISBN : 978-2-7539-0256-5
- Pannier, E., & Pulliat, G. (2016). « Échanges, dons et dettes. Réseaux sociaux et résilience dans le Vietnam d'aujourd'hui ». *Revue Tiers Monde*, Vol. 226-227/2, p.95-121. DOI URL
- Pannier, E., Tam, P. T. K., & Phan, P. A. (2025). « “Contingent adaptation”: Crafting new agricultural practices to respond to a historic flood in northern uplands of Vietnam ». *International Journal of Disaster Risk Reduction*. Vol.121, 105388. DOI URL
- Philippenko, X. (2023). « L'adaptation au changement climatique dans un territoire côtier : l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon. » Thèse de doctorat en géographie. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. URL
- Pham, T. H. T. (2011). « “Doi Moi” (Renovation) and higher education reform in Vietnam ». *International Journal of Educational Reform*, Vol. 20, Iss. 3, p.210-225. DOI URL
- Pham, L.H., & Fry, G. W. (2004). « Education and economic, political, and social change in Vietnam ». *Educational Research for Policy and Practice*, Vol.3, p.199-222. DOI URL
- Pham Huu, T., Van Westen, A. C. M., & Zoomers, A. (2013). « Compensation and resettlement policies after compulsory land acquisition for hydropower development in Vietnam: policy and practice ». *Land*, Vol. 2, Iss. 4, p.678-704. DOI URL
- Phuong, D. T. K., Nhut, M. C., & Tri, N. D. (2021). « Air Pollution Assessment Using RS and Gis in Ho Chi Minh City, Viet Nam: A Case Study of Period 2015-2019 for SO₂ and NO₂ ». In *IOP Conference Series: Earth and Environmental Science*. Vol. 652, No. 1, Février 2021. p. 012004. IOP Publishing. DOI URL
- Piguet, E. (2021). « Linking climate change, environmental degradation, and migration: An update after 10 years ». *Wiley Interdisciplinary Reviews: Climate Change*. Vol.13, Iss.1, e746. DOI URL
- Piguet, E., Kaenzig, R., & Guélat, J. (2018). « The uneven geography of research on “environmental migration” ». *Population and environment*. Vol. 39, No. 4, p.357-383. DOI URL
- Piva, A., (2025). « L’“entre-deux” de l'errance, une réalité socio-spatiale : le cas des migrants dans les espaces urbains parisiens ». Thèse de doctorat en géographie. Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et Université Laval. URL

- Pouchepadass, J., (1996). Frédéric Landy, *Paysans de l'Inde du Sud. Le choix et la contrainte*. Editions Karthala. 1994. 492p. In Formoso B. (dir.). « Dieux du sol en Asie ». *Etudes rurales*. 143-144. p.159-163. URL
- Pulliat, G. (2019). « The Implementation Gap: Environmental Rhetoric Versus Reality in Lao Cai, Vietnam ». In Daniere, A. G. & Garschagen, M. (eds.). *Urban Climate Resilience in Southeast Asia*. Springer International Publishing, p. 201–222. DOI URL
- Pulliat, G. (2013). « Les migrants à Hanoï : Construction politique d'un groupe social dominé ». *Espaces et sociétés*, 154(3), p.87-102. DOI URL
- Quenault, B. (2013). « Retour critique sur la mobilisation du concept de résilience en lien avec l'adaptation des systèmes urbains au changement climatique ». *EchoGéo*, Vol. 24. DOI URL
- Radel, C., Schmook, B., & McCandless, S. (2010). « Environment, transnational labor migration, and gender: Case studies from southern Yucatan, Mexico and Vermont, USA ». *Population and Environment*, Vol.32, p.177-197. DOI URL
- De Radkowski, G.H. (2002). *Anthropologie de l'habiter : Vers le nomadisme*, Presses Universitaires de France – PUF. ISBN : 978-2130523956
- Reghezza-Zitt M., D. Provitolo et S. Lhomme, 2015, « Définir la résilience : quand le concept résiste ». In M. Reghezza-Zitt et S. Rufat (dir.), *Résilience. Sociétés et territoires face à l'incertitude, aux risques et aux catastrophes*. ISTE Editions, p.21-42. ISBN : 9781784050719
- Riessman, C. (2000) « “Even If We Don’t Have Children [We] Can Live”: Stigma and Infertility in South India ». In Mattingly C. & Garro L.C. (eds) *Narrative and the Cultural Construction of Illness and Healing*. Berkeley, CA and London: University of California Press. ISBN : 9780520218253
- Rigg, J., Salamanca, A., Phongsiri, M., & Sripun, M. (2018). « More farmers, less farming? Understanding the truncated agrarian transition in Thailand ». *World Development*, Vol. 107, p.327-337. DOI URL
- Rivière, G. (2006). *Geneviève Cortes Partir pour rester. Survie et mutation de sociétés paysannes andines (Bolivie)* Paris, IRD Éditions, 2000, 413 p. In *Annales. Histoire, Sciences Sociales*. Vol. 61, No. 1. Cambridge University Press. p. 221-224. URL
- Robertson S. (2015). « The Temporalities of International Migration: Implications for Ethnographic Research ». In Castles, S., Ozkul, D., Cubas, M.A., (eds.). *Social Transformation and Migration: National and local experiences in South Korea, Turkey, Mexico and Australia*. London: Palgrave Macmillan. p.45–60. DOI URL
- Rocheleau, D. E. (2008). Political ecology in the key of policy: From chains of explanation to webs of relation. *Geoforum*. Vol. 39, Iss.2, p.716-727. DOI URL
- Ronde, P., & Hussler, C. (2012). De l'impact de la localisation résidentielle sur la perception et l'acceptation du risque nucléaire : une analyse sur données françaises (avant Fukushima). *Cybergeog: European Journal of Geography*. Espace, Société, Territoire, document 624. DOI URL
- Rose, G. (1997). « Situating knowledges: positionality, reflexivities and other tactics ». *Progress in human geography*, Vol.21, Iss.3, p.305-320. DOI URL
- Sakdapolrak, P., Naruchaikusol, S., Ober, K., Peth, S., Porst, L., Rockenbauch, T., & Tolo, V. (2016). Migration in a changing climate. Towards a translocal social resilience

- approach. *DIE ERDE*—Journal of the Geographical Society of Berlin, Vol. 147, No. 2, p.81-94. DOI URL
- Samson, J., Berteaux, D., McGill, B. J., and Humphries, M. M. (2011). « Geographic disparities and moral hazards in the predicted impacts of climate change on human populations ». *Global Ecology and Biogeography*. V.20, p.532-544. DOI URL
- Schewel, K. (2020). « Understanding immobility: moving beyond the mobility bias in migration studies ». *International Migration Review*, Vol.54, Iss.2, p.328-355. DOI URL
- Sen, A. (2004). « Elements of a Theory of Human Rights », *Philosophy and Public Affairs*, Vol. 32, Iss.4, p. 315-356. DOI URL
- Seo, D., & Kwon, Y. (2017). « In-migration and housing choice in Ho Chi Minh City: Toward sustainable housing development in Vietnam ». *Sustainability*, Vol. 9, Iss.10, 1738. URL
- Sheller, M., & Urry, J. (2006). « The new mobilities paradigm ». *Environment and planning A*. Vol.38, Iss.2, p.207-226.
- De Sherbinin, A., Grace, K., McDermid, S., Van der Geest, K., Puma, M. J., & Bell, A. (2022). « Migration theory in climate mobility research ». *Frontiers in Climate*, Vol.4, 882343. DOI URL
- Shrestha, S. S., & Bhandari, P. (2007). « Environmental security and labor migration in Nepal ». *Population and Environment*, Vol.29, p.25-38. DOI URL
- Shubin, S. (2015). « Migration timespaces: a Heideggerian approach to understanding the mobile being of Eastern Europeans in Scotland ». *Transactions*. Vol. 40, Iss. 3. p.350-361. DOI
- Smajgl, A., Toan, T. Q., Nhan, D. K., Ward, J., Trung, N. H., Tri, L. Q., Tri, V.P.D. & Vu, P. T. (2015). « Responding to rising sea levels in the Mekong Delta. Nature Climate Change ». *Nature Climate Change*. Vol.5, p.167-174. DOI URL
- Smith, C. (2017). *Final Report Summary - TRAPPED (Identifying the Location and Extent of Populations Trapped by Environmental Change in the Mekong Delta: An Agent-Based Modelling Approach)*. Sussex University.
- Smith, N. & Katz, C. (1993). « Grounding metaphor: towards a spatialized politics ». In Keith, M. and Pile, S., editors, *Place and the politics of identity*, London: Routledge, p.67-83. URL
- Son, N.T., Chen, C-F., Chen, C-R., Thanh, B.X., & Vuong, T.H., « Assessment of urbanization and urban heat islands in Ho Chi Minh City, Vietnam using Landsat data ». *Sustainable Cities and Society*. Vol. 30, p.150-161. DOI URL
- Stacey, J. (1988). « Can there be a feminist ethnography? ». In *Women's studies international forum*. Vol. 11, No. 1. Pergamon. p. 21-27. DOI URL
- Sterly, H., et al. (2025). « Habitability for a connected, unequal and changing world ». *Global Environmental Change*, Vol. 90, 102953. DOI URL
- Stojanov, R., Rosengaertner, S., de Sherbinin, A., and Nawrotzki, R. (2021). « Climate mobility and development cooperation ». *Population and Environment*. Vol.43, p.209-231. DOI URL
- Storch, H., & Downes, N.K. (2011). « A Scenario-Based Approach to Assess Ho Chi Minh City's Urban Development Strategies Against the Impact of Climate Change ». *Cities*. Vol. 28, Iss. 6. p.517–526. DOI URL

- Syvitski, J. P., Kettner, A. J., Overeem, I., Hutton, E. W., Hannon, M. T., Brakenridge, G. R., Day, D., Vörösmarty, C., Saito, Y, Giosan, L. & Nicholls, R. J. (2009). « Sinking deltas due to human activities ». *Nature Geoscience*, Vol. 2, p.681-686. DOI URL
- Tacoli, C. (2009). « Crisis or adaptation? Migration and climate change in a context of high mobility ». *Environment and urbanization*, Vol. 21, Iss. 2, p.513-525. DOI URL
- Tadgell, A., Doberstein, B., & Mortsch, L. (2018). « Principles for climate-related resettlement of informal settlements in less developed nations: A review of resettlement literature and institutional guidelines ». *Climate and Development*, Vol. 10, Iss. 2, p.102-115. DOI URL
- Takagi, H., Thao, N. D., & Anh, L. T. (2016). « Sea-level rise and land subsidence: impacts on flood projections for the Mekong Delta's largest city ». *Sustainability*. Vol. 8, Iss. 9, 959. DOI URL
- Temple, B., & Young, A. (2004). « Qualitative research and translation dilemmas ». *Qualitative research*, Vol. 4, Iss. 2, 161-178. DOI URL
- Tessier, O. (2003). « « Le pays natal est un carambole sucré » [Quê hương là chùm khế ngọt] Ancrage social et mobilité spatiale: essai de définition d'un espace social local au nord du Vietnam ». Thèse de doctorat en anthropologie, Université Aix-Marseille I. URL
- Thanh T.T. et V. Nitivattananon, 2011, « Adaptation to flood risks in Ho Chi Minh City, Vietnam », *International Journal of Climate Change Strategies and Management*, Vol.3, n°1, p.61-73. DOI URL
- Thu, T. T., & Perera, R. (2011a). « Consequences of the two-price system for land in the land and housing market in Ho Chi Minh City, Vietnam ». *Habitat International*, Vol. 35, p.30-39. DOI URL
- Thu, T. T., & Perera, R. (2011b). « Intermediate levels of property rights and the emerging housing market in Ho Chi Minh City, Vietnam ». *Land use policy*, Vol. 28, p.124-138. DOI URL
- To, P., Mahanty, S., & Wells-Dang, A. (2019). « From “land to the tiller” to the “new landlords”? The debate over Vietnam's latest land reforms ». *Land*, Vol.8, Iss.8, p.120. DOI URL
- Trần, H. Q. (2018). « Land accumulation in the Mekong Delta of Vietnam: a question revisited ». *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement*, Vol. 39, Iss. 2, p.199-214. DOI URL
- Tran, T. N., Nguyen, D. K., Tran, T. T., Hauglustaine, J. M., Michel, O., & Bouland, C. (2024). « Indoor air pollution is related to the house typology, in the South of Vietnam. » DOI URL
- Trinh, D.L., Nguyen, Q.V., Wiesman, B. & Leaf, M. (2000) « Urban housing », in Boothroyd P. and Pham X. N. (Eds) *Socioeconomic Renovation in Vietnam: The Origin, Evolution, and Impact of Doi Moi*, Singapore: Institute of Southeast Asian Studies. p. 53-100. URL
- Tuan, V. V. (2010) « Vulnerability of different socio-economic groups to flooding and climate change in rural Dong Thap ». WISDOM Mid-Term Report to the BMBF, UNU-EHS, Bonn.
- Turner, S., & Schoenberger, L. (2012). « Street vendor livelihoods and everyday politics in Hanoi, Vietnam: The seeds of a diverse economy? ». *Urban Studies*, Vol. 49, Iss. 5, p. 1027-1044. DOI URL

- Twine, F. (2000). « Racial Ideologies and Racial Methodologies », in Twine, F. & Warren, J. (eds) *Racing Research Researching Race: Methodological Dilemmas In Critical Race Studies*. New York and London: New York University Press. URL ISBN : 9780814782415
- Vachaud, G., Quertamp, F., Phan, T. S. H., Ngoc, T. D. T., Nguyen, T., Luu, X. L., ... & Gratiot, N. (2019). « Flood-related risks in Ho Chi Minh City and ways of mitigation ». *Journal of Hydrology*, Vol.573, p.1021-1027. DOI URL
- Van Maanen J., 2011, *Tales of the Field: On Writing Ethnography*, The University of Chicago Press, Second Edition, 232p. ISBN : 9780226849645
- Van Der Geest K., K.V. Nguyen et T.C. Nguyen, 2012, « Internal migration in the upper mekong delta, Viet Nam : what is the role of climate related stressors ? », *Asia-Pacific Population Journal*, Vol. 29, No.2, p.25-41. URL
- Van Hear, N., Brubaker, R., & Bessa, T. (2009). « Managing mobility for human development: the growing salience of mixed migration ». Working Paper for UNDP Human Development Report. New York, NY: UN Development Program. URL
- Veyret, Y., & Reghezza, M. (2005). « Aléas et risques dans l'analyse géographique ». In *Annales des mines*. Vol. 40, Octobre 2005, p. 61-69. URL
- Vidal de la Blache, P. (1995). *Principes de géographie humaine*. Paris. Utz (1^{ère} édition 1921). ISBN : 978-2909365091
- Vidal de la Blache, P. (1912). « Sur le sens et l'objet de la géographie humaine ». *Revue politique et littéraire. Revue bleue*. Vol. 17, p.513-515.
- Vu, M. T., Raghavan, S. V., Pham, D. M., & Liong, S. Y. (2014). « Investigating drought over the Central Highland, Vietnam, using regional climate models ». *Journal of Hydrology*, Vol. 526, p.265-273. DOI URL
- Waibel M. et al. (2007). « Housing for Low Income Groups in Ho Chi Minh City, Between Re Integration and Fragmentation ». *Asien*, 103: p.59-78. URL
- Wallman S. (2017). « Reflections on Temporariness ». *Anthropology of this Century*, Iss. 20. URL
- Wallerstein, I. (1976). *The Modern World-System: Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-Economy in the Sixteenth Century*. New York, NY: Academic Press, p.229-233. ISBN : 978-0520267572
- Walsh D., 1998, « Doing ethnography ». In *Researching Society and Culture*, ed. C. Seale, London: Sage Publications, p.217-232. URL
- Warner, K., Hamza, M., Oliver-Smith, A., Renaud, F., & Julca, A. (2010). Climate change, environmental degradation and migration. *Natural Hazards*, 55(3), 689-715. DOI URL
- Watts, M. (2000). « Political Ecology », In Johnston, R., Gregory, D., Pratt, G. & Watts, M. (dir.). *Dictionary of Human Geography*. Malden, Blackwell, p.590-593. ISBN : 9781444359954
- Wertheim-Heck, S. C., Vellema, S., & Spaargaren, G. (2015). « Food safety and urban food markets in Vietnam: The need for flexible and customized retail modernization policies ». *Food Policy*. Vol. 54, p.95-106. DOI URL
- Wisner, B., Blaikie, P., Cannon T. & Davis I., (2004). *At Risk. Natural hazards, people's vulnerability and disasters*. Routledge (1^{ère} édition 1994). ISBN : 9780415084765

- Wisner, B., O'Keefe, P., & Westgate, K. (1977). « Global systems and local disasters: the untapped power of peoples' science ». *Disasters*. Vol. 1, No. 1, p.47-57. DOI URL
- Wihitol de Wenden, C. (2013). *Les nouvelles migrations : lieux, hommes, politiques*. Ellipses. ISBN : 978-2729877118. URL
- Wrathall, D. J. (2012). « Migration amidst social-ecological regime shift: The search for stability in Garifuna villages of northern Honduras ». *Human Ecology*. Vol. 40, p.583-596. DOI URL
- Young, K. B., Wailes, E. J., Cramer, G. L., & Nguyen T. K. (2002). « Vietnam's Rice Economy: Developments and Prospects ». Arkansas Agricultural Experiment Station Research Reports and Research Bulletins No. 968. Fayetteville, AR: University of Arkansas. URL
- Zelinsky, W. (1971). « The hypothesis of the mobility transition ». *Geographical Review*. p.219–249. DOI URL
- Zickgraf, C. (2021). « Theorizing (im) mobility in the face of environmental change ». *Regional Environmental Change*. Vol.21, No.4, p.1-11. DOI URL
- Zickgraf, C. (2019). « Keeping people in place: political factors of (im) mobility and climate change ». *Social Sciences*. Vol.8, No.8, p.228. DOI URL
- Zickgraf, C. (2018). « Immobility ». In *Routledge handbook of environmental displacement and migration*. Routledge. p.71-84. URL

Publications institutionnelles

- ADB, JICA & HCMV. (2010). *Ho Chi Minh City adaptation to climate change. Summary Report*. Mandaluyong City, Philippines: Asian Development Bank. URL
- Afifi, T. (2011). « Economic or environmental migration? The push factors in Niger ». *International Migration*, Vol. 49, e95-e124. DOI URL
- Alscher, S. (2011). « Environmental degradation and migration on Hispaniola Island ». *International Migration*. Vol. 49, e164-e188. DOI URL
- An N. D., Leonardelli I., & Dipierri A.A. (2017). *Assessing the Evidence: Migration, Environment and Climate Change*, Geneva: International Organization for Migration, 88p. URL
- Brhane, M., Bui, Khiem Van, Dang, Vo Hung *et al.* (2015). *Vietnam - Affordable housing: a way forward (English)*. Washington, D.C. : World Bank Group. URL
- Chun, J. M. (2014). « Livelihoods under stress: critical assets and mobility outcomes in the Mekong Delta, Viet Nam ». *The Migration, Environment and Climate Change: Policy Brief Series*. Vol. 1, Iss. 1. OIM. URL
- Comité Populaire de la Ville de Cần Thơ. (2019). *Can Tho Resilience Strategy until 2030*. Cần Thơ Vietnam. URL
- Cushman & Wakefield, 2023, *Vietnam Social Housing report*. URL
- Demombynes, G., Vu, L. H. (2016) *Vietnam's household registration system (English)*. Washington, D.C. : World Bank Group. URL

- Digregorio, M., Phong, T.V.G., Garschagen, M., & Tyler, S. (2016). *A political economy of urbanisation and climate risk in Vietnam*. International Institute for Environment and Development (IIED), London. URL
- Entzinger, H., & Scholten, P. (2016). Adapting to climate change through migration. a case study of the Vietnamese Mekong River Delta. Erasmus University Rotterdam. OIM. URL
- Espagne, E. (ed.), Ngo-Duc, T., Nguyen, M-H., Pannier, E., Woillez, M-N., Drogoul, A., Huynh, T. P. L., Le, T. T., Nguyen, T. T. H., Nguyen, T. T., Nguyen, T. A., Thomas, F., Truong, C. Q., Vo, Q. T., Vu, C. T. (2021). *Climate change in Viet Nam; Impacts and adaptation. A COP26 assessment report of the GEMMES Viet Nam project*. Paris. Agence Française de Développement. URL
- Foresight. (2011). *Migration and Global Environmental Change*. London: UK Government Foresight. URL
- Hochleithner, S., and Exner, A. (2018). « Theories of migration in and from Rural sub-Saharan Africa: review and critique of current literature ». In *Swedish International Centre for Local Democracy (ICLD) Working Paper*, 14. URL
- IDMC. (2024). *Global Report on Internal Displacement*. IDMC. Norwegian Refugee Council. URL
- IPCC. (2023). *Climate Change 2023. Synthesis Report Summary for Policymakers*. WMO. UNEP. URL
- IPCC (2022). Annex I: Glossary. In *Global Warming of 1.5°C: IPCC Special Report on Impacts of Global Warming of 1.5°C above Pre-Industrial Levels in Context of Strengthening Response to Climate Change, Sustainable Development, and Efforts to Eradicate Poverty*. Cambridge University Press. p.541-562. URL
- JICA & République Socialiste du Vietnam. (2018). *Data Collection Survey on Strategy Development of Disaster Risk Reduction and Management in the Socialist Republic of Vietnam. Final Report*. Socialist Republic of Vietnam, 176p. URL
- Mekong Migration Network (MMN) and Asian Migrant Centre (AMC) (2013). « Climate Change and Migration. Exploring the Impacts of Climate Change on People's Livelihoods and Migration in the Greater Mekong Sub-region (GMS) », June 5 2013, Hong Kong: Mekong Migration Network, 128p. URL
- Mooney, E. (2009). « When “temporary” lasts too long ». *Forced Migration Review*, V.33, p.64-66. URL
- Nations Unies. (2022). *World Population Prospects 2022*. p.15-24. DOI URL
- Nations Unies. (2019). *Pacte mondial sur les migrations sûres, ordonnées et régulières. A/RES/73/195*. URL
- OIM. (2007). « Council 94th Session. Discussion Note: Migration and the Environment ». MC/INF/288. URL
- Quertamp F. et al. (2014). *Faire la ville. Lecture croisée des méthodes et outils de l'urbanisme en France et au Viêt-Nam. Capitalisation des expériences de la coopération décentralisée Région Île-de-France / Hanoi. Région Rhône-Alpes / Grand Lyon / Hồ Chí Minh-Ville* [Making the city. Cross-reading of urban planning methods and tools in France and Vietnam. Capitalization of the experiences of decentralized cooperation

- Region Île-de-France / Hanoi. Region Rhône-Alpes / Grand Lyon / Ho Chi Minh City]. PADDI, IMV, AFD, 120 p. ISBN : 978-604-65-1615-7
- République Socialiste du Vietnam. (2007). *National Strategy for Natural Disaster Prevention, Response and Mitigation to 2020*. Hanoi. URL
- Tessier, O. & Lê, H. H. A. (2022). « Focus 6. Impacts of the Ba-Lai dam on production system and ecosystem Bình-Đại district, Bến-Tre province ». In Woillez, M.-N. & Espagne, E. (ed.), 2022. *The Mekong Delta Emergency, Climate and Environmental Adaptation Strategies to 2050. Final Report GEMMES Viet Nam project*. Paris. Agence Française de Développement. URL
- The Nansen Initiative. (2015). « Agenda for the Protection of Cross-border Displaced Persons in the context of Disasters and Climate Change. Volume I ». URL
- Thuy, L. T., Bouvet, A., Hoa, P., Mermoz, S., Le, T. T., Arai, H., Nguyen, L. D., Nguyen, H. Q., Woillez, M.-N., & Espagne, E. « A resilient and low-carbon rice farming strategy ». In Woillez, M.-N. & Espagne, E. (ed.), 2022. *The Mekong Delta Emergency, Climate and Environmental Adaptation Strategies to 2050. Final Report GEMMES Viet Nam project*. Paris. Agence Française de Développement. URL
- Tran, T., Nguyen, V. T., Huynh, T. L. H., Mai, V. K., Nguyen, X. H., Doan, H. P. (2016). *Climate Change and Sea Level Rise Scenarios for Viet Nam - Summary for Policymakers*. MONRE. URL
- ULI Asia Pacific. 2023 ULI Asia Pacific Home Attainability Index. Hong Kong: ULI Asia Pacific, 2023. URL
- UNDP. (2014). *Migration, Resettlement and Climate Change in Viet Nam: Reducing Exposure and Vulnerabilities to Climate Extremes and Stresses through Spontaneous and Guided Migration*. Hanoi: United Nations Viet Nam. URL
- UN-Habitat. (2014). Viet Nam Housing Sector Profile. URL
- UNHCR. (2017). *Global Trends, Forced Displacement in 2016*. UNHCR. URL
- UNISDR. (2015). *Sendai Framework for Disaster Risk Reduction 2015 – 2030*. UNISDR. URL
- Warner, K., Afifi, T., Henry, K., Rawe, T., Smith, C., & De Sherbinin, A. (2012). *Where the rain falls: Climate change, food and livelihood security, and migration*. Global Policy Report of the Where the Rain Falls Project. Bonn: CARE France and UNU-EHS. URL
- World Bank (2017). *Forcibly Displaced: Toward a Development Approach Supporting Refugees, the Internally Displaced, and Their Hosts*. Washington, DC: World Bank. URL

Rapports statistiques

- GSO. (2021b). *Báo cáo Điều tra lao động việc làm năm 2020. [Rapport d'enquête sur le travail et l'emploi 2020]*. Nhà Xuất bản Thống kê. URL
- GSO. (2020). *Kết quả toàn bộ Tổng điều tra dân số và nhà ở năm 2019. Completed Results of the 2019 Viet Nam Population and Housing Census*. Statistical Publishing House. URL
- GSO. (2019). *Kết quả khảo sát Mức sống dân cư Việt Nam năm 2018. Results of the Viet Nam Household Living Standards Survey 2018*. Hanoi: General Statistical Publishing House. URL
- GSO. (2018). *Kết quả tổng điều tra nông thôn, nông nghiệp và thủy sản năm 2016. Results of the rural, agricultural and fishery census 2016*. Statistical Publishing House. URL
- GSO. (2018b). *Tổng điều tra kinh tế năm 2017. Kết quả hoạt động của doanh nghiệp có vốn đầu tư nước ngoài giai đoạn 2011-2016. The 2017 Economic Census. Results of foreign invested enterprises in the period 2011-2016*. URL
- GSO & UNFPA. (2016). *The 2014 Viet Nam Intercensal Population and Housing Survey. Migration and Urbanization in Viet Nam*, Hanoi: Vietnam News Agency Publishing House, p.89. URL
- GSO & UNFPA. (2010). *The 2009 Vietnam Population and Housing Census: Major findings*. Central Population and Housing Census Steering Committee (CCSC), Hanoi. URL

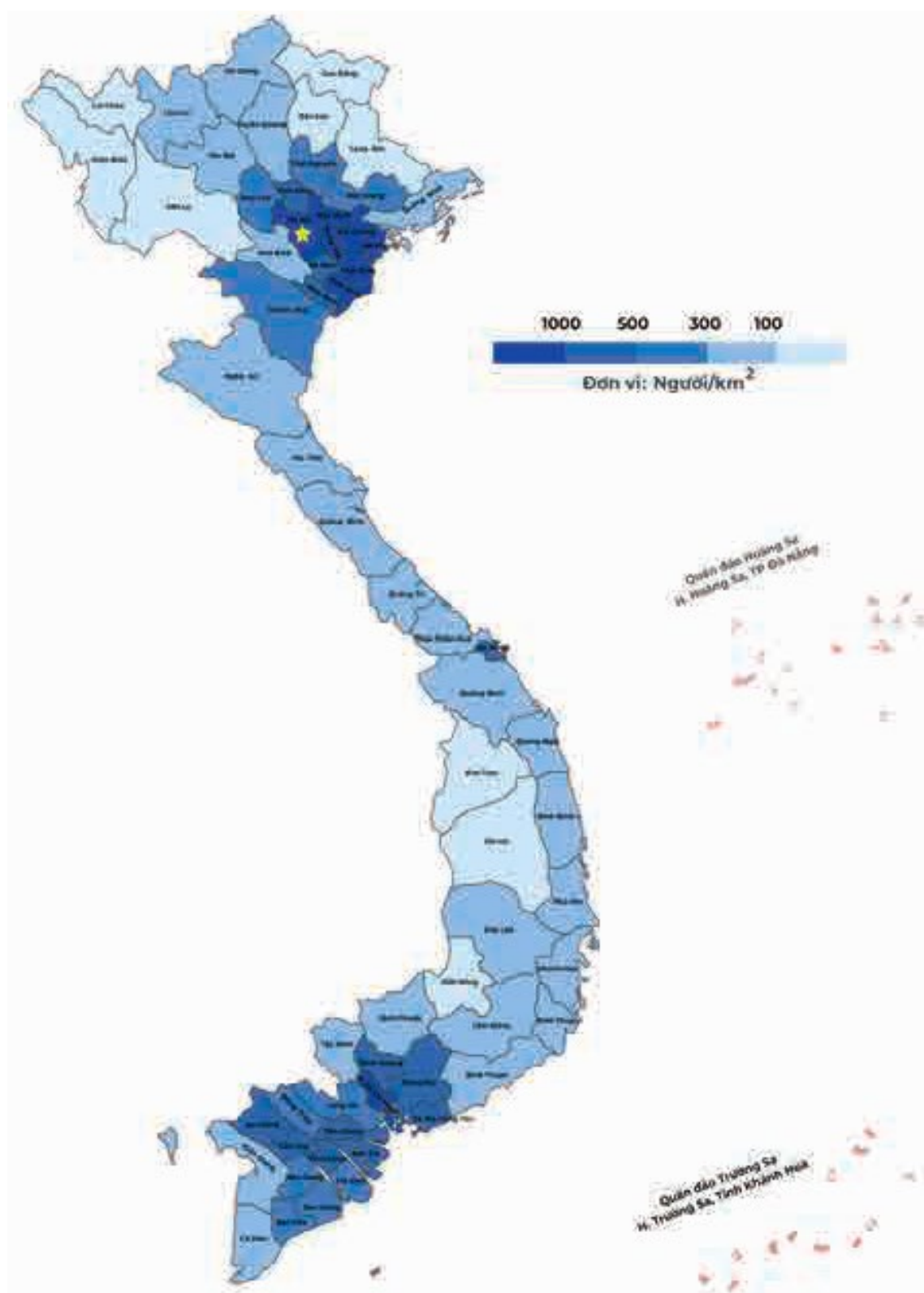
Littérature grise

- Seyvos, F. & Ponti, C. (2025). *La tempête*. (1^{ère} édition 1993). L'Ecole des loisirs. ISBN : 978-2211065962
- Wohlleben, P. (2017). *La vie secrète des arbres*, traduction de *Das geheime Leben der Bäume* (1^{ère} édition 2015). Éditions des Arènes. ISBN : 978-2352045939

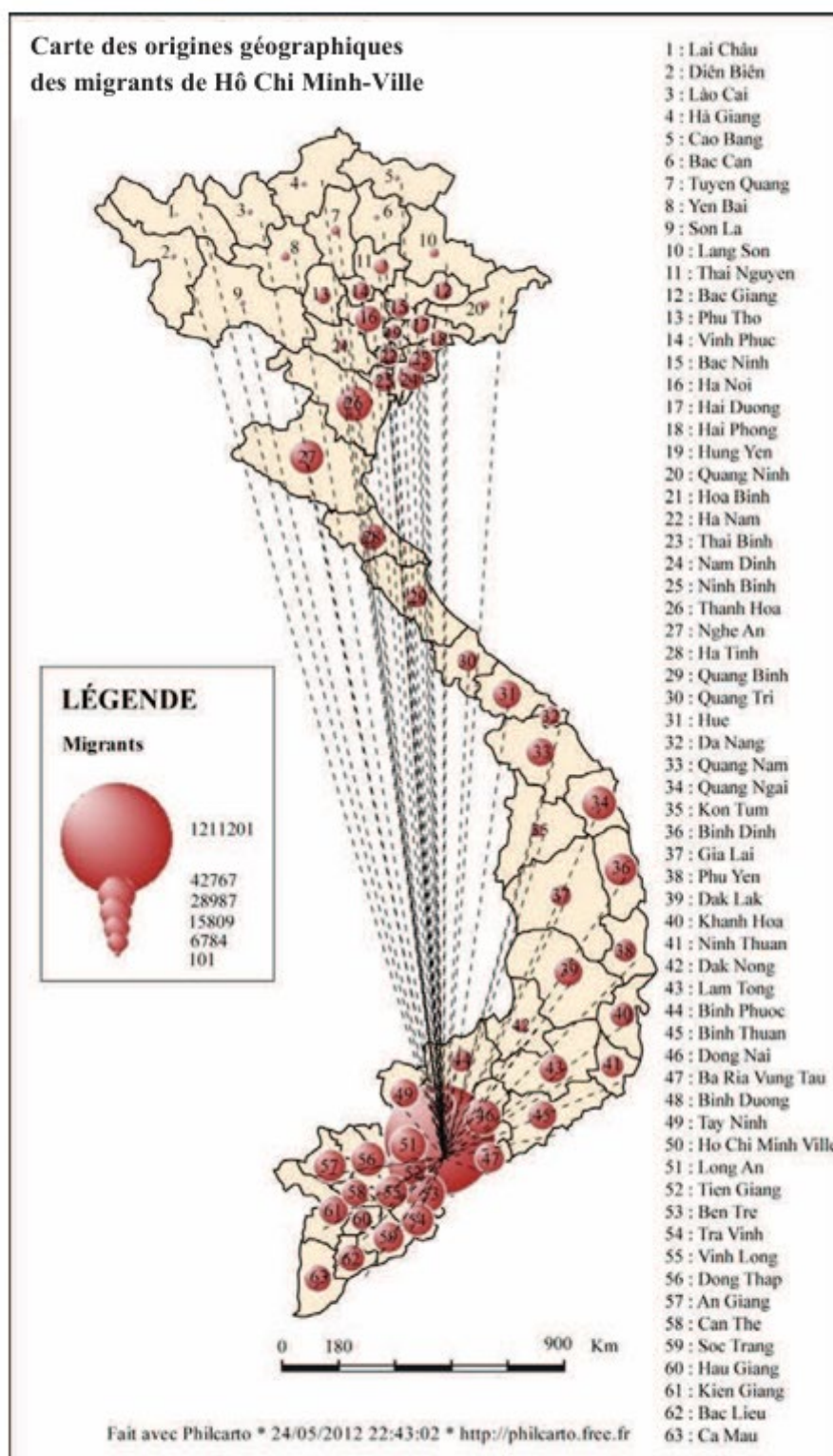
Annexes

Annexe n°1 : Densité de population par province au Vietnam sur la base du recensement national de 2019 (en habitant / km ²). Source : GSO, 2020.	438
Annexe n°2 : Origine géographique des migrants présents à Ho Chi Minh Ville sur la base des données du bureau statistiques de Ho Chi Minh Ville de 2010. Source : Ngo Thi Thu Trang, 2014.....	439
Annexe n°3 : Guide d’entretien avec les migrants à Ho Chi Minh Ville.....	440
Annexe n°4 : Guide d’entretien de suivi avec les migrants à Ho Chi Minh Ville	445
Annexe n°5 : Guide d’entretien avec les propriétaires-bailleurs à Ho Chi Minh Ville.....	450
Annexe n°6 : Guide d’entretien avec les autorités locales à Ho Chi Minh Ville.....	456
Annexe n°7 : Guide d’entretien avec les habitants dans les provinces de Quảng Ngãi, Bến Tre et Sóc Trăng.	458
Annexe n°8 : Guide d’entretien avec les personnes relogées par une procédure de relogement public dans les provinces de Quảng Ngãi, Bến Tre et Sóc Trăng.	462
Annexe n°9 : Guide d’entretien avec le Département d’Agriculture et de Développement Durable de la province de Quảng Ngãi.	467
Annexe n°10 : Guide d’entretien avec le Département des Ressources Naturelles et de l’Environnement de la province de Quảng Ngãi.	470
Annexe n°11 : Guide d’entretien avec les Comités Populaires dans la province de Quảng Ngãi.....	473
Annexe n°12 : Guide d’entretien avec des représentants des autorités locales dans le district de Bình Đại, dans la province de Bến Tre.....	476
Annexe n°13 : Guide d’entretien avec des représentants des autorités locales dans la province de Sóc Trăng.....	480
Annexe n°14 : Tableau des informants migrants à Ho Chi Minh Ville	483
Annexe n°15 : Tableau des informants propriétaires-bailleurs à Ho Chi Minh Ville.....	490

Annexe n°1 : Densité de population par province au Vietnam sur la base du recensement national de 2019 (en habitant / km²). Source : GSO, 2020.



Annexe n°2 : Origine géographique des migrants présents à Ho Chi Minh Ville sur la base des données du bureau statistiques de Ho Chi Minh Ville de 2010. Source : Ngo Thi Thu Trang, 2014.



Carte 7 : origine des migrants par rapport la population à HCM-Ville

Source : Bureau statistique de HCM-Ville 2010. Réalisation : Ngo Thi Thu Trang

Annexe n°3 : Guide d’entretien avec les migrants à Ho Chi Minh Ville.

Cette version de guide est la version finale du guide après additions et modifications (notamment sur le thème de la pandémie de Covid-19), telle qu’enregistrée en octobre 2021 sur la base du guide initial produit en mars 2020.

Cette grille mentionne uniquement des trajectoires depuis le delta du Mékong vers Ho Chi Minh Ville et Cần Thơ, ce qui était initialement la focale de l’enquête. Mais les entretiens ont finalement intégré des personnes originaires d’autres régions du Vietnam, et l’enquête à Cần Thơ a été annulée.

Ce guide a été utilisé comme support de préparation des entretiens et comme aide-mémoire durant l’entretien, non comme questionnaire. Les questions n’ont pas été posées exactement suivant cette formulation.

Les thèmes n’ont pas été abordés dans l’ordre indiqués dans le guide.

Grille d’entretien

Clara Jullien
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
mars 2020

Population enquêtée : migrants originaires du delta du Mékong présent à Ho Chi Minh Ville (Binh Tan, Go Vap) / Can Tho depuis moins de deux ans

Si possible : entretien enregistré, photographies du logement / du lieu de travail / d’autres lieux fréquentés en ville, cartographie participative

Les thèmes sont à aborder en entretien approfondi sur une ou plusieurs séances de discussion.

Introduction : présentation du projet

Recherche en géographie sur les migrations depuis le delta du Mékong vers Ho Chi Minh Ville / Can Tho

Protocole d'éthique = demande d'acceptation de l'entretien

1/ Projet de recherche de doctorat de Clara Jullien (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne) en collaboration avec l'Université de Sciences Sociales et Humaines de HCMV. L'objectif est de mieux comprendre les migrations vers Ho Chi Minh Ville / Can Tho. Acceptez-vous de participer à cette enquête ?

2/ L'entretien devrait prendre environ 1h, et contient des questions sur votre migration, votre ancienne situation et votre situation actuelle à Ho Chi Minh Ville / Can Tho. Vous pouvez poser toutes les questions que vous souhaitez, et arrêter l'entretien à tout moment si vous le souhaitez. Les résultats publiés seront anonymes.

3/ Vous pouvez me contacter par la suite = donner ma carte de visite

Informations générales

- Nom
- Age
- Genre
- Durée de présence en ville
- Lieu d'origine
- Lieu de résidence en ville
- Lieu d'emploi en ville
- Contact

1. Condition d'origine dans le delta du Mékong

OBJECTIF : connaître et comprendre la situation avant migration et en particulier les éventuelles pressions génératrices de vulnérabilité

- Situation familiale dans le lieu de départ
- Situation économique dans le lieu de départ : emploi, revenu, activité, emploi occupé depuis combien de temps, revenu suffisant ou non...
- Logement dans le lieu de départ : localisation, type de logement, surface, statut (propriété/location/sous-location/squat...), droit d'usage de terres agricoles, auto-construction du logement ou non...
- Situation face à l'environnement dans le lieu de départ : exposition à des aléas environnementaux, inondations / sécheresses / salinisation / érosion, variation saison sèche / saison des pluies
- Actions publiques dans les domaines de l'environnement, de l'agriculture, de l'emploi, de la migration dans le lieu de départ ?

2. Facteurs de la migration

OBJECTIF : identifier les raisons (push and pull factors) de la décision migratoire et en particulier le poids des changements environnementaux

- Pourquoi avez-vous décidé de migrer ?
- Est-ce qu'un événement précis vous a décidé à migrer ?
- Avez-vous connu des changements récents dans votre situation familiale ?
naissance, décès, mariage, séparation, départ d'un enfant, scolarisation d'un enfant...
- Avez-vous connu des changements récents dans votre situation économique ?
changement d'emploi, si activité agricole : qualité des récoltes, changement de type de récoltes...
- Avez-vous remarqué des changements récents concernant l'environnement ?
intensification ou augmentation de la fréquence des inondations, des sécheresses, du taux de sel dans l'eau/le sol...
Si oui, qu'avez-vous fait face à ces changements environnementaux ?
- Pourquoi avez-vous décidé de venir à HCMV / à Can Tho en particulier ?

3. Modalités de la décision migratoire

OBJECTIF : comprendre comment s'est fait le processus de prise de décision et en particulier identifier le groupe pertinent au niveau duquel la décision migratoire est prise

- Combien de temps avez-vous réfléchi à migrer avant de le faire ?
- Avez-vous eu besoin d'un temps de préparation avant de migrer ?
Si oui, combien de temps ?
- Avez-vous pris cette décision en concertation avec votre famille ?
- Vous a-t-on demandé de migrer ?

4. Modalités de la migration

OBJECTIF : comprendre comment s'est faite la migration et en particulier quelles ressources relationnelles, matérielles, légales ont été mobilisées

- Avez-vous migré seul ou en groupe ?
- Avez-vous eu reçu l'aide d'une personne en particulier pour trouver un emploi ?
- Avez-vous eu reçu l'aide d'une personne en particulier pour trouver un logement ?
- Connaissiez-vous d'autres migrants à HCMV avant de migrer ?

- Vos parents, vos grands-parents ou vos ancêtres ont-ils migré auparavant ?
- Avez-vous perçu une aide publique dans la migration ?
- Avez-vous eu recours à une agence de recrutement ?
- Vous a-t-on proposé un logement dans l'entreprise ?
Si oui, comment était ce logement ?
- Avez-vous habité ce logement dans l'entreprise ?
Si non, pourquoi ?
Si oui, pourquoi avez-vous changé de logement ?

5. Condition urbaine du migrant

OBJECTIF : comprendre la situation après migration et en particulier les éventuelles pressions génératrices de vulnérabilité

- Quel type de permis de résidence (hộ khẩu) avez-vous ?
- Comment est votre logement ?
localisation, type de logement, surface, statut (propriété / location / sous-location / squat...), auto-construction ou non, changements de logement ?...
- Quel est votre situation économique, votre emploi actuel ou récent à HCMV ?
emploi, revenu, emploi occupé depuis combien de temps, revenu suffisant ou non, changements d'emploi ?...
- Renvoyez-vous de l'argent à votre famille ?
Si oui, combien ? A quelle fréquence ?
- Avez-vous de la famille, des amis, un conjoint à HCMV ?
relations familiales, amicales, amoureuses, connaissances de personnes venant du même lieu de départ
- Avez-vous une moto (achetée ou louée) ? Avez-vous un vélo ?
- Rencontrez-vous des problèmes juridiques en ville ?
- Avez-vous accès à l'eau et à l'électricité ? Comment ?
- Avez-vous accès aux services de santé publics ? à la sécurité sociale ?
- Si pertinent : Avez-vous accès à l'école pour vos enfants ?
- Comment sont les conditions d'hygiène dans votre logement ?
- Avec combien de personnes partagez-vous votre logement ?
- Etes-vous exposé à des risques naturels, en particulier d'inondation ?
- Etes-vous exposé à des risques au travail ?
- Votre revenu vous semble-t-il suffisant ?
- Votre emploi vous semble-t-il stable ou précaire ?
- Estimez-vous avoir suffisamment de temps libre ?
- Vous sentez-vous plutôt entouré/accompagné ou isolé ?
- *Cartographie participative : dessinez votre espace de vie à HCMV / Can Tho*

6. Aspirations futures

OBJECTIF : comprendre les perspectives futures de l'enquêté, en particulier en ce qui concerne le lien au territoire d'origine

- Etes-vous satisfait de votre situation actuelle ? Pourquoi ?
- Considérez-vous que la décision de migrer était bonne ? Pourquoi ?
- Combien de temps souhaitez-vous rester en ville ?
- Combien de temps souhaitez-vous conserver cet emploi ?
- Quel type d'emploi recherchez-vous à l'avenir ?
- Souhaitez-vous retourner vivre dans le lieu de départ ?
- Souhaitez-vous que vos proches vous rejoignent en ville ?
- Si ce n'est pas encore fait, souhaitez-vous modifier votre enregistrement résidentiel ?
- Vous sentez-vous Saïgonais-e ?
- Si vous deviez donner 3 mots pour décrire votre vie à HCMV ?
- Et 3 mots pour décrire votre vie dans votre lieu d'origine ?

7. Impacts du COVID-19

OBJECTIF : connaître l'impact de la pandémie sur les conditions de vie de l'enquêté

- Comment avez-vous perçu la pandémie ?
- Avez-vous été informé des mesures de prévention et de l'évolution de la situation ? Si oui, par quels moyens ?
- Votre situation a-t-elle changé depuis le début de la pandémie ? Si oui, comment ?
- Comment les mesures de prévention face au COVID-19 ont-elles impacté votre quotidien ?
- Avez-vous modifié vos habitudes ?
- Êtes-vous retourné dans votre village d'origine ? Avez-vous pensé à y retourner ?
- Votre situation est-elle revenue à la normale après la fin du confinement ?
- Comment percevez-vous votre situation future dans le contexte de la pandémie ?

Remerciements

Merci d'avoir pris le temps de répondre à nos questions et de partager votre expérience avec nous. Merci de votre confiance.

Si vous avez des questions, n'hésitez pas à nous contacter par la suite.

- Connaissez-vous d'autres travailleurs migrants qui accepteraient de participer à l'enquête ?
- Connaissez-vous quelqu'un des ressources humaines dans l'entreprise que nous pourrions rencontrer ?

Annexe n°4 : Guide d'entretien de suivi avec les migrants à Ho Chi Minh Ville

Ce guide a été utilisé comme support de préparation des entretiens et comme aide-mémoire durant l'entretien, non comme questionnaire. Les questions n'ont pas été posées exactement suivant cette formulation.

Les thèmes n'ont pas été abordés dans l'ordre indiqués dans le guide.

Follow up interview guidelines

Hi, I am glad to see you again. Thank you very much for accepting to discuss with us. It's been almost/more than one year since we met. I wonder how you have been.

I wish we could meet in person, but given the current situation I think it is still more cautious to discuss by phone. This is Yen, she is working with me now as an interpreter. She will be translating for us so that we can talk fluently.

I have some questions for you. Do you have some time to discuss now?

1. General

Objective: start conversation, get a first idea of the situation and the mood of the interviewee

- How have you been? Are you alright?
- Can you tell me what happened during this last year please?
- Where are you right now? Are you in HCMC or did you come back to your hometown?

2. Health

Objective: understand the interviewee health state and level of sensitivity of the Covid19 topic

- Did you get the Covid19 virus?
- If yes, did you get medical support?
- Do you have health insurance coverage?
- Did you self-isolate at your place in HCMC or in a medical facility?
- Did any of your relatives or neighbors get the Covid19 virus?
- Are you vaccinated? One or two shots?
- If yes, which vaccine did you get?

3. Staying or returning

Objective: understand the choices of the interviewee regarding the possibility to return to the hometown or not, the factors in this decision, as well as the timeframe of this decision

If returned to the hometown

Return journey

- When did you return home?
- Did you have to wait for the opportunity to return to your hometown?
- Did you return home by yourself or with other people from your hometown/relatives?
- What mean of transportation did you use to return home?
- How was the journey to your hometown?
- How long did it take?
- Did you have to cross many checkpoints?
- Did you get the Covid19 test? How many times?
- What did you bring with you?
- What made you decide to come back to your hometown?
- Did something special happen at the moment you decided to come back? (job situation, family issues, change in regulation...)

Stay in the hometown

- What is your situation now in your hometown?
- Where are you staying?
- Is your hometown affected by the Covid19?
- What is the Covid19 policy in your hometown?
- Are you farming there?
- Did you have any difficulties with flood/drought/salinization/storm?

- Do you intend to go back to HCMC in the future?
If so, when?
Would you go back to the same place as before?
What job would you do?

If stayed in HCMC

- Are you still staying at the same accommodation?
- If no, why? And where did you move? How is your new place? How much is your rent?
- Did you consider going back to your hometown?
- What made you decide to stay in the city?
- Are you waiting for the opportunity to go back to your hometown?
- Do you intend to go back to your hometown in the future?

4. Work

Objective: Understand the economic situation of the interviewee, the impact of the pandemic and the social distancing measures

- Are you working right now? Are you unemployed? Have you resumed work after the 1st of October?

If relevant

- Is your wife/husband working right now? Is he/she unemployed? Has he/she resumed work after the 1st of October?

If working

- Have you changed job?

If not changed job

- Have your working conditions changed?
- Has your income changed?
- Has your schedule changed?

If changed job

- Did you have several jobs over the past year? If yes, which ones?
- How did you get this/these job(s)?

In both cases

- Do you/did you stay at your place of work? If yes, how is/was it? (*for factory workers mostly*)
- How is the Covid19 policy at your workplace?
- How much do you earn now? Is it more or less than before the pandemic?
- Is it enough to cover your expenses?
- Do you still manage to save some money?

If unemployed

- How long have you been unemployed for?
- Why did you get unemployed? Because of dismissals in your factory, because of the ban on street vendor/Grab driver activities, because of the interruption of construction work?
- Did you get any compensation from your employer when you stopped working?

In both cases

- Are you using or have you used your savings during the pandemic time?
- Do you have any savings left?
- Do you send back money to your family in your hometown? Or do they send you money?

5. Cohabitation in HCMC during the lockdown (If stayed in the city)

Objective: Understand the conditions of lockdown in the rented rooms

- With how many people have you been lockdowned in your room?
- How did you manage daily life together with your family/roommate.s in the rented room during lockdown?

- Were you allowed to go out in the alley?
- Did you meet with your neighbors in the alley?
- Did you meet with your landlord?
- Since the rainy season started, during lockdown, did you have flood problems or water linkage problems in the rented room? If yes, how did you deal with it?

6. Local Covid19 policy

Objective: understand the local application of the lockdown regulations in the area of the interviewee in HCMC

- Before lockdown, how were the social distancing measures implemented in your area?
- During the past few months, was your area blocked with tape?
- How did you manage grocery shopping?
- Were you authorized to go out for grocery shopping?
- Did you receive emergency package from the local authorities? What did it include?
- Did you receive support from the army to get groceries?
- Did you use any delivery service?
- Did you get support from your landlord?
- Did you get support from your neighbors?
- Did you get support from your family? Are those relatives based in HCMC or in your hometown?
- Did you get support from your employer?
- What kind of support did you get?
 - ⇒ Rent reduction, electricity and water bills reduction, food distribution, money loan, money gift...
- Did you get a loan? If so, from whom?
- Did your area implement regular testing?

7. School (If relevant)

Objective: Understand the situation of the interviewee's household regarding the schooling of the children, and the impact of the pandemic on it

- Are you children currently attending school? Have they attended school over the past few months?
- If so, when? Online or at school?
- If at school, what were the rules due to Covid19?
- If online, which device did they get? Did you get enough wifi connection? How did you manage online schooling in the rental room?

8. Registration status

Objective: Understand the evolution of the legal situation of the interviewee since last year, and its implications during the social distancing and lockdown

- Which registration status do you have in the city right now? Temporary, permanent?
- Is your hộ khẩu in your hometown?
- Did your registration status change over the past year?

- Did your registration status change anything in the way the authorities acted with you during the social distancing and the lockdown?
- Do you feel like your situation during the pandemic has been the same or different from the situation of Saigonese residents?

9. Perception

Objective: Understand the mindset of the interviewee, his/her perception on the current situation, his/her projection for the future

- How do you feel about the pandemic?
- Are you scared? For your health, for your economic situation, for your family?
- How do you feel about the lockdown?
- Has this lockdown been different from the first one in April-May 2020? If yes, in which way?
- Do you think your situation will be back to normal soon?
- What do you think your situation will be in the future with the pandemic?

Thank you very much for accepting to discuss with us again and to share your experience with us. Do you have any question for me?

I am still available by phone, you can text me if you have any question, or if you want to share something, or simply chat.

Annexe n°5 : Guide d'entretien avec les propriétaires-bailleurs à Ho Chi Minh Ville.

Ce guide a été utilisé comme support de préparation des entretiens et comme aide-mémoire durant l'entretien, non comme questionnaire. Les questions n'ont pas été posées exactement suivant cette formulation.

Les thèmes n'ont pas été abordés dans l'ordre indiqués dans le guide.

Guidelines for interviews with landlords

Clara Jullien
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Population: Landlords providing rental housing for low-income households in Binh Tan and Go Vap

If possible: recording, taking pictures of housing

The topics are to be discussed during in-depth interview on one or several meetings.

Introduction: presentation of the project

Research on geography about migration from rural areas to HCMC

Ethic = asking for the interview agreement

1/ PhD research project of Clara Jullien (Université Paris 1 Panthéon Sorbonne), in collaboration with USSH. The objective is to better understand the situation of migrants in HCMC. I am particularly interesting in knowing more about the rental rooms. Do you agree to spend some time with us to share your experience with us?

2/ The interview is around 1h30, I would like to ask you some questions about the rental rooms, how does the renting work. You can ask me anything you want, if you don't want to answer to something you don't have to. The interview is anonymous. I would like to record the discussion it is just for me to remember what we say, is it okay with you?

3/ You can contact me anytime => visiting card

General informations

- Name
- Age
- Gender
- Location of residence
- Professional activity
- Hometown
 - If not HCMC, duration of stay in HCMC
- Contact

1. Start of the renting activity

OBJECTIVE: to understand how the renting business/service started

- 1.1. For how long, have you been managing rental rooms?
- 1.2. Do you have another activity/job? If yes, what is it? If retired, what were you doing before?
- 1.3. Where are you from? Where is your hộ khẩu?
- 1.4. How did you decide to start to rent housing ?
- 1.5. Did you build the rooms? Hire someone to build them? Buy them?
 - If yes, how much did it cost to build or buy?
- 1.6. Did you convert an existing building in rental rooms?
 - If yes, what was this building before?
 - How much did the renovation cost?
- 1.7. How did you get that land (inheritance, buying...)?
- 1.8. What is the current status of your land (urban/rural)?
- 1.9. Did the status of your land change?
 - If yes, did you have to pay for it?
 - Was this change required to open the rental rooms?
- 1.10. Did you need a permit from the local authorities to build? To rent?
- 1.11. Did you receive any support from the local authorities to open these rooms?
- 1.12. Did you get a loan in order to open these rooms?
- 1.13. Did you have to follow any specific regulations? In terms of architecture in particular? Surface? Materials? Safety?
- 1.14. Did the regulation for starting and managing rental rooms have changed since you started?
 - If yes, does the new regulation apply to you?

2. Housing conditions of migrants

OBJECTIVE: to get to know and describe the housing stock offered by the landlord

- 2.1. How many rooms do you have?
- 2.2. How many people/households live on your land?
- 2.3. In average, how many people live in each room?
- 2.4. If relevant, where are the rooms located?
- 2.5. How many different types of rooms do you have?
- 2.6. In average, how big are the rooms?
- 2.7. Do the rooms include a 2nd floor (a mezzanine)?
- 2.8. If relevant, do the rooms have electricity? tap water?
- 2.9. Do the rooms include a private bathroom?
- 2.10. Do the rooms initially include cooking equipment (stove, fridge...)?
- 2.11. Do the rooms include AC?
- 2.12. Are the rooms furnished ?
- 2.13. Is there any shared communal space for tenants?

3. Management of the housing

OBJECTIVE: to get to know and describe the management

Organization

- 3.1. In your family, who is in charge of the management of the housing?
- 3.2. Who accepts or refuses tenants?
- 3.3. Who collects the rent ?
- 3.4. Who is in charge of the maintenance of the rooms? Of the alley?

Rules

- 3.5. Do you have any criteria to choose the tenants?
- 3.6. How do you find tenants? By what means?
- 3.7. Do you have any rules for the life in the nha tro?

Paperwork

- 3.8. How do you deal with the paperwork for the tenants, in particular the temporary registration tạm trú?
- 3.9. How often do you renew it?
- 3.10. Are they short-term or long-term temporary registrations (KT3)?
- 3.11. What papers do you need to make the registration? Do you need the documents every time you renew the registration?
- 3.12. Do you inform the tenants when you renew the registration?
- 3.13. Do you have to notify the local authorities (ward) when a tenant leaves in order to undo the registration?

4. Offer and demand for housing

OBJECTIVE: to get to know and describe the nature and the amount of financial transactions involved in the renting

- 4.1. Who is renting your rooms?
- 4.2. Are your tenants only migrants?
- 4.3. Which regions are your tenants from?
- 4.4. In average, for how long do they stay?
- 4.5. How much is the rent?
- 4.6. Does it include the fees for electricity and water?
If yes, how much are the fees for one room in average?
- 4.7. Did you change those prices over the years?
- 4.8. Do you have any regulations to follow regarding the rent price and the fees?
- 4.9. Do you have to pay taxes on those rooms? on the land? If yes, what type of taxes are they? How much are those taxes?
- 4.10. Did the amount of taxes change overtime?
- 4.11. Do you know how the market value of the land has changed since you got that land? Increased? Decreased?
- 4.12. Are the rooms always all occupied? Or do you often have empty rooms?

5. Interactions between the landlord and the tenants

OBJECTIVE: understand the nature and intensity of social relations between the landlord and the tenants. This topic is to be discussed indirectly, adapting to each person

- 5.1. Do you know your tenants personally? How often do you discuss with them?
Never/ sometimes/often
- 5.2. Do you sometimes help them in finding a job?
- 5.3. Do you sometime lend money to your tenants?
If yes, how often? On which occasions? How much? (with interests?)
- 5.4. Did you ever experience trouble with some tenants?
If yes, what did you do?

6. Perception of the neighborhood by the landlord

OBJECTIVE: to understand the perception of the landlord about the evolution of the neighborhood and the presence of migrants. I would not ask questions on that topic so directly.

- 6.1. How would you say the area has changed over the years?
New infrastructure? New businesses? New people? New landscape?
- 6.2. How do think the number of migrants in this area has changed over the years?

7. COVID-19

OBJECTIVE: To understand the impact of the pandemic on the renting activity and the life of the landlord

Local COVID-19 policies

- 7.1. During the month before lockdown, how were the social distancing measures implemented in your area?
- 7.2. During the past few months, was your area blocked with tape?
- 7.3. Were you authorized to go out for grocery shopping? Support by the local authority/the army for delivery?
- 7.4. Did you receive emergency package from the local authorities? What did it include? Did your tenants receive it?
- 7.5. Did you get easily access to the information on prevention measures and the evolution of the situation? How?

Impact of the pandemic and the policies

- 7.6. How do you feel about the pandemic?
- 7.7. How did the prevention measures and the lockdown impact your work? Your daily activities? Your renting activity?
- 7.8. Did you leave HCMC for a while? If so, where did you go?
- 7.9. Did any of your tenants go back to their hometown?
 - How many of them leave?
 - When did they leave?
 - Do you know if they are going to come back?
 - Did they keep their room?
 - Do you keep in touch with them when they are in their hometowns?
- 7.10. How did you manage the rooms during the lockdown?
 - Any specific adaptations?
 - Reduced rent?
 - Accepting delays in payment?
 - Lending money?
- 7.11. Has your situation come back to normal since the end of the lockdown?

8. Aspirations for the future

OBJECTIVE: Understand the projections for the future regarding the renting activity

- 8.1. Are you satisfied with the current renting activity? Why?
- 8.2. Do you think it was a good decision to invest in this housing offer? Why?
- 8.3. For how long do you want to keep running this rental rooms?
- 8.4. Is the pandemic affecting your plans about the renting activity?

Thanks

Thank you for taking the time to share your experience with us and trusting us.

If you have any questions, you can contact me anytime.

- Do you know any other landlord who would agree to meet with us?
- Would it be possible to meet some of the migrants who leave in your nhà trọ?

Annexe n°6 : Guide d'entretien avec les autorités locales à Ho Chi Minh Ville.

Ce guide a été utilisé comme support de préparation des entretiens et comme aide-mémoire durant l'entretien, non comme questionnaire. Les questions n'ont pas été posées exactement suivant cette formulation.

Les thèmes n'ont pas été abordés dans l'ordre indiqués dans le guide.

Interview with local authorities

I.Migrants population

1. Which department is in charge of the migration topic?
2. How many migrants is there in the area?
3. What kind of registrations do you count as migrants?
(KT3, KT4, temporary permits)
4. Do you know approximately the number of unregistered migrants?
5. How is the procedure to obtain the temporary permit? The KT4? The KT3?

II.Situation of the migrants

1. How is the situation of the migrants in the area?
 - Housing
 - Job
 - Social integration
 - Exposition to floods
2. Do you notice an evolution in the situation over time?
3. Since when has there been a significant number of migrants in the area?
4. Do you know which regions or provinces the migrants come from?

III.Public policies

1. Do local authorities often meet with migrants?
2. Is there a local policy regarding migrants?
 - Housing
 - Job
 - Social help

- Health service
 - Special help
3. Is there a city or a national policy regarding migrants?
 4. Is there a special policy regarding migrants due to the pandemic?

Annexe n°7 : Guide d'entretien avec les habitants dans les provinces de Quảng Ngãi, Bến Tre et Sóc Trăng.

Ce guide a été utilisé comme support de préparation des entretiens et comme aide-mémoire durant l'entretien, non comme questionnaire. Les questions n'ont pas été posées exactement suivant cette formulation.

Les thèmes n'ont pas été abordés dans l'ordre indiqués dans le guide.

Interviews with local inhabitants in Quang Ngai province
in Binh Dai district, Ben Tre province
in Soc Trang province
MIGRATION

Clara Jullien

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Interviewees: local farmers and fishermen, whose relatives or themselves might have migrated.

If possible, recording of the interview, photography of the place.

In total, between 51 and 69 questions depending on cases.

Objectives:

- I. *To understand the on-site adaptation strategies facing environmental and economic pressure*
- II. *To understand how on-site strategies interplay with migration*
 - *The interviewees personal experience of migration (previous migration, attempt to migration, rejection of migration, plan to migrate in the future)*
 - *The interviewees interactions with relatives who migrated*

General information

- Gender
- Age
- Profession
- Marital status

- Profession of the spouse
- Number of children
- Total composition of the household
- Place of residence
- Place of origin

0. Overall condition and difficulties (24 questions)

- 0.1.1. Could you explain to me exactly what is your current activity?
- 0.1.2. Would you say this activity is going well (besides the pandemic) or that you are facing difficulties?
- 0.1.3. If relevant, what kind of difficulties are you facing?

Environment

- 0.2.1. Are you affected by any environmental disaster?
- 0.2.2. What kinds of environmental disasters affect you? (storms, floods, drought, erosion/landslides, salt intrusion?)
- 0.2.3. How often do those events happen?
- 0.2.4. How intense are those events?
- 0.2.5. Are these events more frequent or less frequent than before (in your lifetime)?
- 0.2.6. Are these events more intense or less intense than before (in your lifetime)?
- 0.2.7. If relevant, do you have any idea of the reasons that might explain these changes?
- 0.2.8. Could you explain to me precisely how those events impact your current life? (your safety, your house, your economic activity...)
- 0.2.9. How do those events impact your plans for the future? Or for your children?

Economy

- 0.3.1. Have the prices of inputs (seeds, fertilizers, pesticides, materials, labor) changed (in your lifetime)? Beside pandemic and since pandemic.
- 0.3.2. Have the selling prices changed (in your lifetime)? Beside pandemic and since pandemic.
- 0.3.3. Have the demand increased? Decreased? Fluctuated a lot?
- 0.3.4. Have the competition (offer) increased, decreased, remained stable?
- 0.3.5. Do you have the status of poor people or closed to poor people?

Land

- 0.4.1. Do you own your farming land or do you rent it?
- 0.4.2. What is the surface of the land?
- 0.4.3. If owning, did you purchase it or did you inherit it?
- 0.4.4. If not owning, did you use to own a land in the past? What happened? (sale, resettlement for public project, erosion, flood...)
- 0.4.5. If renting, how much do you rent the land and under which conditions?
- 0.4.6. Do you own your housing or do you rent it? If rent, how much is the rent?

I. On-site adaptation strategies (10 questions)

Physical adaptations

- 1.1.1. Has any infrastructure of protection been built to cope with environmental events? If yes, by who? And when?
- 1.1.2. Did you/Do you have to repair or rebuild your housing?

Professional adaptations

- 1.2.1. Have you changed profession?
- 1.2.2. Have you modified the way you practice your profession? (rhythm of harvest, types of crops, rhythm of fishing, types of fishing, material used, pesticides)
- 1.2.3. Have you added another profession?

Financial and material resources

- 1.3.1. Have you benefitted from any financial help from the local authorities?
- 1.3.2. Have you contracted a loan at the bank?
- 1.3.3. Have you borrowed money from relatives?
- 1.3.4. Have you received any other type of support from relatives or neighbors? (money gift, food, farming or fishing material, seeds, pesticides, access to land...)
- 1.3.5. Have you provided any support to relatives or neighbors?

II. Migration

Relatives' migration (15 or 4 question)

- 2.1. Is any of your relatives currently migrating?

If yes, one or more relative.s is.are migrating

- 2.1.1. Where? Since when?
- 2.1.2. What happened that made that person decide to move?
- 2.1.3. How often do you have contact with them?
- 2.1.4. How often do you see them?
- 2.1.5. Do they come back here? How often?
- 2.1.6. Do you visit them there? How often?
- 2.1.7. Do you receive any money support from them?
If yes, how often? How much? Through which way? For what purpose?
- 2.1.8. Do you send them any money support?
- 2.1.9. Do you receive any package from them?

2.1.10. Do you send them any package?

2.1.11. Have these sending of money or packages changed since pandemic?

2.1.11. Are you expecting their return?

For everyone (yes or no to question 2.1.)

2.1.12. In general, not just in your family, did many people migrate in your area?

2.1.13. When and to where?

2.1.14. What were/are the motivations to move?

Personal migration and return migration (11 or 4 questions)

2.2. Have you migrated in the past?

If yes, the interviewee has migrated and came back

2.2.1.1. Where? When? And for how long?

2.2.1.2. Would you say it was rather easy or difficult to go? Why?

2.2.1.3. Have you benefitted from any help to migrate? From relatives or from public programs? To move, to find a housing there, to find a job?

2.2.1.4. Did you find what you were looking for during your time away?

2.2.1.5. What brought you back to your hometown?

2.2.1.6. Would you say it was rather easy or difficult to come back? Why?

2.2.1.7. Do you think your hometown has changed or hasn't while you were away?

2.2.1.8. Do you think you have changed or haven't while you were away?

2.2.1.9. Do you keep any contact with the place where you had moved after returning to your hometown?

2.2.1.10. Did you help anybody else moving while you were away or since you came back? If yes, how?

If no, the interviewee hasn't migrated

2.2.2.1. Have you considered migrating and decided not to? If yes, why?

2.2.2.2. Have you tried migrating and it didn't work out? If yes, what happened?

2.2.2.3. Are you considering migrating in the future?

Annexe n°8 : Guide d'entretien avec les personnes relogées par une procédure de relogement public dans les provinces de Quảng Ngãi, Bến Tre et Sóc Trăng.

Ce guide a été utilisé comme support de préparation des entretiens et comme aide-mémoire durant l'entretien, non comme questionnaire. Les questions n'ont pas été posées exactement suivant cette formulation.

Les thèmes n'ont pas été abordés dans l'ordre indiqués dans le guide.

Interviews with local inhabitants in Quang Ngai province
in Binh Dai district, Ben Tre province
in Soc Trang province
RELOCATION

Clara Jullien

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Interviewees: people relocated within a resettlement program.

If possible, recording of the interview, photography of the place.

In total, 69 questions.

Objectives:

- III. To understand the technical process of the relocation*
- IV. To understand the adaptations implied by the relocation for the relocated people*
- V. To understand the impact of the relocation on the livelihoods*

General information

- Gender
- Age
- Profession
- Marital status

- Profession of the spouse
- Number of children
- Total composition of the household
- Place of residence
- Place of origin

0. Overall condition and difficulties before relocation (22 questions)

- 0.1.1. Could you explain to me exactly what was your activity?
- 0.1.2. Would you say this activity was going well or that you were facing difficulties?
- 0.1.3. If relevant, what kind of difficulties were you facing?

Environment

- 0.2.1. Were you affected by any environmental disaster?
- 0.2.2. What kinds of environmental disasters affected you? (storms, floods, drought, erosion/landslides, salt intrusion?)
- 0.2.3. How often did those events happen?
- 0.2.4. How intense were those events?
- 0.2.5. Were these events more frequent or less frequent than before (in your lifetime)?
- 0.2.6. Were these events more intense or less intense than before (in your lifetime)?
- 0.2.7. If relevant, do you have any idea of the reasons that might explain these changes?
- 0.2.8. Could you explain to me precisely how those events were impacting your current life? (your safety, your house, your economic activity...)

Economy

- 0.3.1. Have the prices of inputs (seeds, fertilizers, pesticides, materials, labor) changed (in your lifetime)? Beside pandemic and since pandemic.
- 0.3.2. Have the selling prices changed (in your lifetime)? Beside pandemic and since pandemic.
- 0.3.3. Have the demand increased? Decreased? Fluctuated a lot?
- 0.3.4. Have the competition (offer) increased, decreased, remained stable?
- 0.3.5. Do you have the status of poor people or closed to poor people?

Land

- 0.4.1. Did you own your farming land or did you rent it?
- 0.4.2. What was the surface of the land?
- 0.4.3. If you were owning, did you purchase it or did you inherit it?
- 0.4.4. If not owning, did you use to own a land previously? What happened? (sale, erosion, flood...)
- 0.4.5. If renting, how much were you renting the land and under which conditions?

0.4.6. Did you own your housing or did you rent it? If rent, how much was the rent?

I. Relocation (14 questions)

Overview of the relocation

- 1.1.1. When were you relocated?
- 1.1.2. Who was relocated (individual, household, group, village)?
- 1.1.3. How far is your original hometown from the relocation site?
- 1.1.4. Do your original hometown and the relocation site share similar situation (seaside, plain, riverside, mountain)?
- 1.1.5. Do your original hometown and the relocation site share similar conditions for work (access to the sea for fishermen, quality of soil for farmers, irrigation, presence of market, access to road)?

Technical conditions of the relocation

- 1.2.1. How much did you get as a compensation?
- 1.2.2. Do you use this money to build the new housing?
- 1.2.3. Do you receive the money at once, or in several parts?
- 1.2.4. Did you choose your new plot of land?
- 1.2.5. What size is your current plot of land?
- 1.2.6. Do you have housing land and farming land or only housing land?
- 1.2.7. Do you have access to another land to farm? To your previous land?
- 1.2.8. Do you have access to electricity and water in your new housing?
- 1.2.9. Did the relocation include any other support (cheap loan, vocational training...)?

II. Adaptations in the relocation process (10 questions)

Physical adaptations

- 1.1.1. Did you build your housing yourself?
- 1.1.2. Is the relocation site protected by any infrastructure to cope with environmental events? If yes, who built it? And when?

Professional adaptations

- 1.2.1. Have you changed profession?

- 1.2.2. Have you modified the way you practice your profession? (rhythm of harvest, types of crops, rhythm of fishing, types of fishing, material used, pesticides)
- 1.2.3. Have you added another profession?

Financial and material resources

- 1.3.1. Have you benefitted from any financial help from the local authorities?
- 1.3.2. Have you contracted a loan at the bank?
- 1.3.3. Have you borrowed money from relatives?
- 1.3.4. Have you received any other type of support from relatives or neighbors? (money gift, food, farming or fishing material, seeds, pesticides, access to land...)
- 1.3.5. Have you provided any support to relatives or neighbors?

III. Overall condition after relocation (23 questions)

Environment

- 3.1.1. Are you affected by any environmental disaster?
- 3.1.2. What kinds of environmental disasters affect you? (storms, floods, drought, erosion/landslides, salt intrusion?)
- 3.1.3. How often do those events happen?
- 3.1.4. How intense are those events?
- 3.1.5. Are these events more frequent or less frequent than before (since you were relocated)?
- 3.1.6. Are these events more intense or less intense than before (since you were relocated)?
- 3.1.7. If relevant, do you have any idea of the reasons that might explain these changes?
- 3.1.8. Could you explain to me precisely how those events are impacting your current life? (your safety, your house, your economic activity...)

Economy

- 3.2.1. Could you explain to me exactly what is your activity?
- 3.2.2. Would you say this activity is going well (besides the pandemic) or that you were facing difficulties?
- 3.2.3. If relevant, what kind of difficulties are you facing and what are the reasons for those difficulties?
- 3.2.4. Do you have the status of poor people or closed to poor people?

Social

- 3.3.1. Do you stay close from your relatives?
- 3.3.2. Were they relocated close to you?
- 3.3.3. Did you lose contact with some people after the relocation?
- 3.3.4. Did you lose contact with clients or business partners after the relocation?

Opinion and future projection

- 4.1. Are you satisfied with your current situation?
- 4.2. Would you say the relocation had a positive or negative impact on your life?
- 4.3. Would you say the relocation had a positive or negative impact on your safety in terms of natural disasters?
- 4.4. Would you say the relocation had a positive or negative impact on your job and economic condition?
- 4.5. Would you say the relocation had a positive or negative impact on your relations with friends and family?
- 4.6. What do you think of the way the relocation was conducted? (the location, the surface of your land, the compensation...)
- 4.7. Do you plan on staying on the land or moving in the future? Why?
If moving, when?

Annexe n°9 : Guide d'entretien avec le Département d'Agriculture et de Développement Durable de la province de Quảng Ngãi.

Ce guide a été utilisé comme support de préparation des entretiens et comme aide-mémoire durant l'entretien, non comme questionnaire. Les questions n'ont pas été posées exactement suivant cette formulation.

Les thèmes n'ont pas été abordés dans l'ordre indiqués dans le guide.

Guidelines for interview with Chi Cục Nông nghiệp và Phát triển Nông thôn tỉnh Quảng Ngãi

15/01/2022

Topic: spontaneous migration and oriented migration

I. General situation of out-migration

Definition of out-migration

- 1.1. Do you keep track of the number of out-migrants who leave the province and of their destination?
- 1.2. This high rate of out-migration does it include inter-districts migration within the province?
- 1.3. Do you include people who are in a resettlement program in number of migrations?

Definition of oriented migration

- 1.4. What do you call oriented migration?
 - Resettlement program for people living in areas at risk, for poor people?
 - Incentives to move to some specific area of the province (for example: special economic zone)?
 - Incentives to move to another province and send back funds?
- 1.5. How many people/households are involved in those oriented migration programs?

Out-migration trend

- 1.6. Quang Ngai currently has a high rate of out-migration, since when has this trend appeared?
- 1.7. What are the main destinations of the out-migration? Is there any other important destination apart from HCMC?
- 1.8. What is the profile of people who out-migrate?
- 1.9. What do you identify as the main reasons to explain this out-migration?

- 1.10. Could you tell me from your expertise what are the reasons of the difficulties faced in the farming sector? In the fishing sector?
- 1.11. Do you witness a link between the number or the intensity of storms, floods, landslides and the number of out-migration?
- 1.12. From your perspective is this out-migration temporary or permanent?
- 1.13. What impact do you see so far on migration for the Covid-19 pandemic?

II. Public policies

Spontaneous migration

- 2.1. Do you have policies to support out-migrants who leave the province spontaneously?
 - Subsidies
 - Support for transportation
 - A network of migrants from Quang Ngai to connect with once arrived in HCMC
 - Any ways to facilitate the transfer of money?

- 2.2. On the contrary, do you have policies aiming at limiting the out-migration?

Support to farming and fishing

- 2.3. What kind of policies do you implement to support farming households facing hardship?
 - Program of the cooperatives to allow buying fertilizers at an advantageous price and with deferred payment (Binh Duong, Binh Son)
 - Partnerships between the Bank for Agriculture and Rural Development with local banks to provide loans to farmers
 - Agriculture models to adapt to climate change: which aspect of climate change (increase in temperature, drought, overflow, salinization)?
 - Specific variety of rice with high yield, planting of peanuts on rice fields lacking irrigation (peanut, cycad or maize have high drought tolerance), large-field model in rice production applying the 3-down 3 increase technique
 - mô hình khuyến nông = agriculture extension model
 - Đề án Chương trình mỗi xã một sản phẩm (OCOP) = program one commune one product 2021-2025 Orientation 2030
 - Vocational training
- 2.4. What kind of policies do you implement to support fishing households facing hardship?
 - Development of large-capacity boats
- 2.5. What is your policy regarding the development of shrimp farming?
 - What is the model of polyculture of shrimps (multi-culture of black tiger shrimp with mullet = Mô hình nuôi ghép tôm với cá thương phẩm trong ao (nuôi ghép tôm sú với cá diêu, cá đối)?
- 2.6. Do you have any specific policies for people affected by erosion who lose part or all of their land?
 - Like this is happening in Thanh Huy village, Binh Hai commune, Binh Son districts = red booklet without land
 - Pho Truong village, commune of Nghia An, Quang Ngai district suffered from landslides

- Commune of Tinh Khe (estuary) used to be 300m away from the sea (coco forest + fialos + shrimp farm) but in 2013 a landslide took away more than 100m.
- NB: the term landslide is used to designate the impact of coastal and fluvial erosion, right?

2.7. Do you have any specific policies during the storms season?

- In November 2021, heavy rained damaged the vegetables stock, more than 300 hectares damaged across the province, rise of the prices of vegetables
- Floods also damaged the flower fields
- Last September, you reported that 1197 hectares of ricefields couldn't be harvested due to floods (districts Tu Nghia, Mo Duc, Son Tinh, Nghia Hanh)
- Mid-december 2021 storm RAI, waves up to 5-7m => housing damaged
- Typhoon Doksuri in 2017, Typhoon Molave in 2020

2.8. Do you have any specific policies to tackle the issue of salinization?

- One dike suffered some cracks along Duc Pho district (Bau Nu lagoon, Chau Me village, Pho Chau commune) in November 2021 because of the storms, causing salt intrusion to threaten 1/3 of the commune.
- 2020 saline intrusion in rivers due to low rain fall and high temperature, and decrease in upstream flow
- Tinh Long commune, Son Tinh province = 1/4 of the irrigated area is salty. Only one crop planted instead of three per year, abandoned land, only growing vegetable during rainy season. Lack of drinkable water.
- Binh Dong commune, Binh Son district

2.9. How do you coordinate with other departments to build protective infrastructures such as dikes and breakwaters?

2.10. Do you have to implement mining management regulation in order to preserve sufficient irrigation, and prevent drought and salinization?

2.11. Is there any groundwater extraction?

Resettlement

2.12. Could you explain to me the process of the resettlement programs within the province?

- What are the criteria to decide which households have to be resettled?
- How do you choose the location of the resettlement?
- Do people access land and then build their own house, or do they access house directly?
- Are they given a land based on the surface of their previous land?
- Do they have any special loans to build their house?
- What kind of policy is implemented to support resettled people to resume their activity or to turn to a new profession?

Annexe n°10 : Guide d'entretien avec le Département des Ressources Naturelles et de l'Environnement de la province de Quảng Ngãi.

Ce guide a été utilisé comme support de préparation des entretiens et comme aide-mémoire durant l'entretien, non comme questionnaire. Les questions n'ont pas été posées exactement suivant cette formulation.

Les thèmes n'ont pas été abordés dans l'ordre indiqués dans le guide.

Guidelines for interview with Sở Tài nguyên và Môi trường tỉnh Quảng Ngãi

17/01/2022

Topic: environmental hazard, adaptation of farming practices

I. General situation of hazards

Floods

- 1.1. Which areas of Quang Ngai province are mostly affected by floods?
- 1.2. Are they flash-floods (rapid onset) or gradual floods (slow onset)?
- 1.3. What are the factors of flooding (storms, sea level rise, land subsidence, heavy rainfall, sand extraction, river discharge...)?
- 1.4. What is the evolution of floods in terms of height, speed of occurrence, duration?

Drought

- 1.1. Which areas of Quang Ngai province are mostly affected by drought?
- 1.2. What are the factors of drought (increase in temperature, lack of rainfall, pumping of groundwater...)?
- 1.3. What is the evolution of drought in terms of temperature, humidity level and duration?

Storms

- 1.1. Which areas of Quang Ngai province are mostly affected by storms?
- 1.2. What is the evolution of storms in terms of intensity and frequency?

- *In November 2021, heavy rained damaged the vegetables stock, more than 300 hectares damaged across the province, rise of the prices of vegetables*
- *Floods also damaged the flower fields*

- *Last September, the Department of Agriculture and Rural Development reported that 1197 hectares of ricefields couldn't be harvested due to floods (districts Tu Nghia, Mo Duc, Son Tinh, Nghia Hanh)*
- *Mid-december 2021 storm RAI, waves up to 5-7m => housing damaged*
- *Typhoon Doksuri in 2017, Typhoon Molave in 2020*

Salinization

- 1.1. Which areas of Quang Ngai province are mostly affected by salinization?
 - 1.2. What are the factors of salinization (sea level rise, sea storms residue...)?
 - 1.3. Since when has Quang Ngai been experiencing salinization?
 - 1.4. What is the evolution of salinization in terms of intensity and speed?
- *One dike suffered some cracks along Duc Pho district (Bau Nu lagoon, Chau Me village, Pho Chau commune) in November 2021 because of the storms, causing salt intrusion to threaten 1/3 of the commune.*
 - *2020 saline intrusion in rivers due to low rain fall and high temperature, and decrease in upstream flow*
 - *Tinh Long commune, Son Tinh province = 1/4 of the irrigated area is salty. Only one crop planted instead of three per year, abandoned land, only growing vegetable during rainy season. Lack of drinkable water.*
 - *Binh Dong commune, Binh Son district*

II. Public policies

Infrastructures and adaptation measures

- 2.1. How do you coordinate with other departments to build protective infrastructures such as dikes and breakwaters?
 - 2.2. What type of protective infrastructures are implemented against floods and storms (dikes, breakwaters, littoral forest...)?
 - 2.3. Who is in charge of the planning and the construction of the infrastructures?
 - 2.4. What adaptation measures to drought and salinization are implemented in terms of irrigation system, types of crops, varieties of crops?
 - 2.5. What is your policy regarding aquaculture and the development of shrimp farming, in particular in terms of coordination with farming?
 - 2.6. What is your policy regarding the development of industrial zones? Ex: Dung Quat Economic Zone
- *Agriculture models to adapt to climate change: which aspect of climate change (increase in temperature, drought, overflood, salinization)?*
 - *Specific variety of rice with high yield, planting of peanuts on rice fields lacking irrigation (peanut, cycad or maize have high drought tolerance), large-field model in rice production applying the 3-down 3 increase technique*
 - *mô hình khuyến nông = agriculture extension model*
 - *Đề án Chương trình mỗi xã một sản phẩm (OCOP) = program one commune one product 2021-2025 Orientation 2030*
 - *Vocational training*

- *Development of large-capacity boats*
- *Polyculture of shrimps: multi-culture of black tiger shrimp with mullet = Mô hình nuôi ghép tôm với cá thương phẩm trong ao (nuôi ghép tôm sú với cá dìa, cá đối)?*

Regulations

- 2.1. What type of conflicts happen between farmers regarding irrigation?
- 2.2. What type of conflicts happen between farmers regarding pollution?
- 2.3. What type of conflicts happen between farmers and industries regarding pollution?
Erosion?
- 2.4. Do you have to implement mining management regulation in order to preserve sufficient irrigation, and prevent drought and salinization?
- 2.5. Do you have to implement groundwater extraction regulation?

Migration

- 3.1. What is the strategy in terms of land use to address out-migration (people leaving the province)?
- 3.2. What is the strategy in terms of land use to address inter-districts migration?

Annexe n°11 : Guide d'entretien avec les Comités Populaires dans la province de Quảng Ngãi.

Ce guide a été utilisé comme support de préparation des entretiens et comme aide-mémoire durant l'entretien, non comme questionnaire. Les questions n'ont pas été posées exactement suivant cette formulation.

Les thèmes n'ont pas été abordés dans l'ordre indiqués dans le guide.

Guidelines for meeting with UBND

Topic: spontaneous migration and oriented migration, natural disasters

III. General situation of out-migration

Definition of out-migration

- 3.1. Do you keep track of the number of out-migrants who leave the district and of their destination?
- 3.2. Does it include inter-districts migration within the province?
- 3.3. Do you include people who are in a resettlement program in number of migrations?

Definition of oriented migration

- 3.4. How many people/households are involved in those oriented migration programs?

Out-migration trend

- 3.5. Quang Ngai currently has a high rate of out-migration, since when has this trend appeared in the district?
- 3.6. What are the main destinations of the out-migration? Is there any other important destination apart from HCMC?
- 3.7. What is the profile of people who out-migrate?
- 3.8. What do you identify as the main reasons to explain this out-migration?
- 3.9. Could you tell me from your expertise what are the reasons of the difficulties faced in the farming sector? In the fishing sector?
- 3.10. Do you witness a link between the number or the intensity of storms, floods, landslides and the number of out-migration?
- 3.11. From your perspective is this out-migration temporary or permanent?
- 3.12. What impact do you see so far on migration for the Covid-19 pandemic?

IV. Public policies

Spontaneous migration

4.1. Do you have policies to support out-migrants who leave the province spontaneously?

- Subsidies
- Support for transportation
- A network of migrants from Quang Ngai to connect with once arrived in HCMC
- Any ways to facilitate the transfer of money?

4.2. On the contrary, do you have policies aiming at limiting the out-migration?

Support to farming and fishing

4.3. What kind of policies do you implement to support farming households facing hardship?

- Program of the cooperatives to allow buying fertilizers at an advantageous price and with deferred payment (Binh Duong, Binh Son)
- Partnerships between the Bank for Agriculture and Rural Development with local banks to provide loans to farmers
- Agriculture models to adapt to climate change: which aspect of climate change (increase in temperature, drought, overflow, salinization)?
- Specific variety of rice with high yield, planting of peanuts on rice fields lacking irrigation (peanut, cycad or maize have high drought tolerance), large-field model in rice production applying the 3-down 3 increase technique
- mô hình khuyến nông = agriculture extension model
- Đề án Chương trình mỗi xã một sản phẩm (OCOP) = program one commune one product 2021-2025 Orientation 2030
- Vocational training

4.4. What kind of policies do you implement to support fishing households facing hardship?

- Development of large-capacity boats

4.5. What is your policy regarding the development of shrimp farming?

- What is the model of polyculture of shrimps (multi-culture of black tiger shrimp with mullet = Mô hình nuôi ghép tôm với cá thương phẩm trong ao (nuôi ghép tôm sú với cá diêu, cá đối)?

4.6. Do you have any specific policies for people affected by erosion who lose part or all of their land?

- Like this is happening in Thanh Huy village, Binh Hai commune, Binh Son districts = red booklet without land
- Pho Truong village, commune of Nghia An, Quang Ngai district suffered from landslides
- Commune of Tinh Khe (estuary) used to be 300m away from the sea (coco forest + fialos + shrimp farm) but in 2013 a landslide took away more than 100m.
- NB: the term landslide is used to designate the impact of coastal and fluvial erosion, right?

4.7. Do you have any specific policies during the storms season?

- In November 2021, heavy rain damaged the vegetables stock, more than 300 hectares damaged across the province, rise of the prices of vegetables
- Floods also damaged the flower fields

- Last September, you reported that 1197 hectares of ricefields couldn't be harvested due to floods (districts Tu Nghia, Mo Duc, Son Tinh, Nghia Hanh)
 - Mid-december 2021 storm RAI, waves up to 5-7m => housing damaged
 - Typhoon Doksuri in 2017, Typhoon Molave in 2020
- 4.8. Do you have any specific policies to tackle the issue of salinization?
- One dike suffered some cracks along Duc Pho district (Bau Nu lagoon, Chau Me village, Pho Chau commune) in November 2021 because of the storms, causing salt intrusion to threaten 1/3 of the commune.
 - 2020 saline intrusion in rivers due to low rain fall and high temperature, and decrease in upstream flow
 - Tinh Long commune, Son Tinh province = 1/4 of the irrigated area is salty. Only one crop planted instead of three per year, abandoned land, only growing vegetable during rainy season. Lack of drinkable water.
 - Binh Dong commune, Binh Son district
- 4.9. How do you coordinate with other departments and localities to build protective infrastructures such as dikes and breakwaters?
- 4.10. Do you have to implement mining management regulation in order to preserve sufficient irrigation, and prevent drought and salinization?
- 4.11. Do you have to implement any groundwater extraction regulation

Resettlement

- 4.12. Could you explain to me the process of the resettlement programs?
- What are the criteria to decide which households have to be resettled?
 - How do you choose the location of the resettlement?
 - Do people access land and then build their own house, or do they access house directly?
 - Are they given a land based on the surface of their previous land?
 - Do they have any special loans to build their house?
 - What kind of policy is implemented to support resettled people to resume their activity or to turn to a new profession?

Annexe n°12 : Guide d'entretien avec des représentants des autorités locales dans le district de Bình Đại, dans la province de Bến Tre.

Ce guide a été utilisé comme support de préparation des entretiens et comme aide-mémoire durant l'entretien, non comme questionnaire. Les questions n'ont pas été posées exactement suivant cette formulation.

Les thèmes n'ont pas été abordés dans l'ordre indiqués dans le guide.

Guidelines for meeting with authorities

In Bình Đại district, Bến Tre province

in Soc Trang province

Topic: migration and environmental risks

V. General situation of out-migration

Definition of out-migration

- 5.1. Do you keep track of the number of out-migrants who leave the district and of their destination?
- 5.2. Does it include inter-districts migration within the province?
- 5.3. Do you include people who are in a resettlement program in number of migrations?

Definition of oriented migration

- 5.4. How many people/households are involved in those oriented migration programs?

Out-migration trend

- 5.5. Ben Tre currently has a high rate of out-migration, since when has this trend appeared in the district?
- 5.6. What are the main destinations of the out-migration? Is there any other important destination apart from HCMC? (Ho Chi Minh Ville, district de Châu Thành, TP Cần Thơ, TP Bến Tre, autres provinces du delta du Mékong)
- 5.7. What is the profile of people who out-migrate?
- 5.8. What do you identify as the main reasons to explain this out-migration?
- 5.9. Could you tell me from your expertise what are the reasons of the difficulties faced in the farming sector? In the aquaculture?
- 5.10. Do you witness a link between the number or the intensity of floods, saline intrusion, erosion/landslides, storms and the number of out-migration? In particular

the recent salinization waves of 2016 and 2020 and the salinization-drought of 2021-2022

- 5.11. From your perspective is this out-migration temporary or permanent?
- 5.12. What impact do you see so far on migration for the Covid-19 pandemic?
- 5.13. Have you witnessed return migration flows?
- 5.14. If yes, how do you manage them?
- 5.15. From your perspective are they temporary or permanent returns?

VI. Public policies

Spontaneous migration

6.1. Do you have policies to support out-migrants who leave the province spontaneously?

- Subsidies
- Support for transportation
- A network of migrants from Binh Dai district to connect with once arrived in HCMC
- Any ways to facilitate the transfer of money?

6.2. On the contrary, do you have policies aiming at limiting the out-migration?

Support to agriculture and aquaculture

6.3. What kind of policies do you implement to support farming and aquaculture households facing hardship?

- Support from cooperatives. Ex: Rang Dong Fisheries Cooperative for clams, club of 2-stages shrimp farmers, 3 cooperatives for organic coconut Loc Thuan agriculture cooperative, Thoi Lai cooperative and Dong Quoi Vang cooperative (to combine coconut with other activities like herbal plants, prawns raising or tourism) + 8 cooperatives to promote coconut cultivation in the district in general (February 2021)
- Distribution of inputs
- Loans for poor and almost poor households
- Action of the Bank for Agriculture and Rural Development to provide loans to farmers
- Technical and vocational training
- Support to develop irrigation system
- Agriculture models to adapt to climate change: which aspect of climate change (increase in temperature, drought, overflow, salinization)?
- Specific variety of rice with high yield
- Support to shrimp farming and in particular hi-tech shrimp farming, club of 2-stages shrimp farmers established in 2018 (« mô hình nuôi tôm công nghệ cao 2 giai đoạn »)
- Policy of development of Ben Tre province towards the East (Binh Dai, Ba Tri, Thanh Phú districts): industry, urbanization, technical trainings to jobs in the economy of the sea
- Policy of diversification of employment sectors « ly nông không ly hương » (ly nông bất ly hương)?
- Policy of specialization of each locality on one product « mỗi xã một sản phẩm » (program OCOP) implemented since 2018, impact on migration

Aim at encouraging the farmers and cooperatives, creating new products, developing tourism, through trainings, events, e-commerce.

In January 2022, 131 products rated OCOP at provincial level with 54 participants.

- Targeted policies for landless farmers and agriculture hired labour force
- Plantation of mangroves: January 2021 celebrating the plantation of 10 million trees in Ben Tre = 1 billion trees are expected to be planted in the upcoming 5 years
- Support for the transition after the building of the Ba Lai dam and planification upstream and downstream from the dam
- Impact of the pandemic on the exportations in 2020 and 2021? Support to local producers during the pandemic
- Price fluctuation: prices of clams particularly low this year 2022

6.4. Do you have any specific policies for people affected by erosion who loose part or all of their land?

- Ex: xã Tam Hiệp, the west island on the Mekong River (August 2021) and xã Bình Thắng on the Bình Châu River (July 2021)

6.5. Do you have any specific policies in prevision of storms?

6.6. What are the various leverages you implement to tackle the issue of salinization?

6.7. How do you coordinate with other departments and localities to build protective infrastructures such as dikes and breakwaters?

- March 2022: Bình Đại is currently investing to build a sea dike system
- High tide on the October 19th and 20th 2020, overflow, landslide and dyke break (districts Chợ Lách, Bình Đại, Châu Thành) + in 36 houses and 37 ha of fruit trees affected in xã Tam Hiệp

6.8. Do you have to implement any groundwater extraction regulation?

- Program “Clean water for school” (« Nước sạch học đường »), funding of 5 billion VND from businesses, in particular Novaland: 77 clean drinking water filtration systems, 234 rainwater tanks for 64 main schools and secondary schools in the district to provide water to nearly 30 000 students and teachers (it is a program across all Vietnam)

Resettlement

6.9. Could you explain to me the process of the resettlement programs?

- What are the criteria to decide which households have to be resettled?
- How do you choose the location of the resettlement?
- Do people access land and then build their own house, or do they access house directly?
- Are they given a land based on the surface of their previous land?
- Do they have any special loans to build their house?
- What kind of policy is implemented to support resettled people to resume their activity or to turn to a new profession?

Land policies

6.10. Do you implement land merging/consolidation (« dồn điền đổi thửa »)?

6.11. Do you have to implement some land expropriation for development projects?

Development of industrial sector

UBND xã Thới Thuận

- 6.12. Commute migration (industrial zones of Giao Long and An Hiệp in Châu Thành district)
- 6.13. Development of the urban center of Thới Thuận (objective Level 5 for 2025)
- 6.14. Expected impact of the planification of the southern clusters in Ba Tri district (Thị trấn Ba Tri – An Đức; An Hòa Tây and in particular Tân Xuân located right after the bridge/Ba Lai dam).

UBND xã Thạnh Trị

- 6.15. Commute migration (industrial zones of Giao Long and An Hiệp in Châu Thành district)
- 6.16. Expected impact of the planification of the cluster of Bình Thới (Bình Thới commune neighboring Thạnh Trị)

UBND xã Vang Quới Đông

- 6.17. Commute migration (industrial zones of Giao Long and An Hiệp in Châu Thành district)
- 6.18. Expected impact of the planification of the industrial zone of Phú Thuận (nearby Phú Thuận commune, expected to be completed by 2024), and the implementation of the relocation plan and the construction of housings related to this industrial zone
- 6.19. Development of the urban center of the nearby commune Châu Hưng (objective Level 5 for 2025)

UBND xã Long Định

- 6.20. Commute migration (industrial zones of Giao Long and An Hiệp in Châu Thành district)
- 6.21. Expected impact of the planification of the industrial zone of Phú Thuận (nearby commune, expected to be completed by 2024), and the implementation of the relocation plan and the construction of housings related to this industrial zone; as well as the development of the industrial zone of Giao Hòa (project) in Châu Thành, of the port of Giao Long, et potentially several clusters nearby (xã Phú Hưng, Bến Tre; xã Phong Năm, Giồng Trôm district; and Long Phước, xã Giao Long and An Phước, Châu Thành district)
- 6.22. Development of the urban center of the nearby commune Châu Hưng (objective Level 5 for 2025)

Annexe n°13 : Guide d'entretien avec des représentants des autorités locales dans la province de Sóc Trăng.

Guidelines for meeting with authorities in Soc Trang province

Topic: migration and environmental risks

VII. General situation of out-migration

Definition of out-migration

- 7.1. Do you keep track of the number of out-migrants who leave the district and of their destination?
- 7.2. Does it include inter-districts migration within the province?
- 7.3. Do you include people who are in a resettlement program in number of migrations?

Definition of oriented migration

- 7.4. How many people/households are involved in those oriented migration programs?

Out-migration trend

- 7.5. Ben Tre currently has a high rate of out-migration, since when has this trend appeared in the district?
- 7.6. What are the main destinations of the out-migration? Is there any other important destination apart from HCMC? (TP Can Tho, TP Soc Trang, other districts, industrial zones, other provinces of the Mekong Delta)
- 7.7. What is the profile of people who out-migrate?
- 7.8. What do you identify as the main reasons to explain this out-migration?
- 7.9. Could you tell me from your expertise what are the reasons of the difficulties faced in the farming sector? In the aquaculture?
- 7.10. Do you witness a link between the number or the intensity of floods, saline intrusion, erosion/landslides, storms and the number of out-migration? In particular the recent salinization waves of 2016 and 2020 and the salinization-drought of 2021-2022
- 7.11. From your perspective is this out-migration temporary or permanent?
- 7.12. What impact do you see so far on migration for the Covid-19 pandemic?
- 7.13. Have you witnessed return migration flows?
- 7.14. If yes, how do you manage them?
- 7.15. From your perspective are they temporary or permanent returns?

VIII. Public policies

Spontaneous migration

- 8.1. Do you have policies to support out-migrants who leave the province spontaneously?
- Subsidies
 - Support for transportation
 - A network of migrants from Soc Trang province to connect with once arrived in HCMC
 - Any ways to facilitate the transfer of money?

- 8.2. On the contrary, do you have policies aiming at limiting the out-migration?

Support to agriculture and aquaculture

- 8.3. What kind of policies do you implement to support farming and aquaculture households facing hardship?
- Support from cooperatives.
 - Distribution of inputs
 - Loans for poor and almost poor households
 - Action of the Bank for Agriculture and Rural Development to provide loans to farmers
 - Technical and vocational training
 - Support to develop irrigation system
 - Agriculture models to adapt to climate change: which aspect of climate change (increase in temperature, drought, overflow, salinization)?
 - Specific variety of rice with high yield or high tolerance to salt
 - Support to shrimp farming
 - Development of industry, urbanization, technical trainings
 - Policy of diversification of employment sectors « ly nông không ly hương » (ly nông bất ly hương)?
 - Policy of specialization of each locality on one product « mỗi xã một sản phẩm » (program OCOP), impact on migration
Aim at encouraging the farmers and cooperatives, creating new products, developing tourism, through trainings, events, e-commerce.
<https://ocopsoctrang.com/>
 - Targeted policies for landless farmers and agriculture hired labour force
 - Plantation of mangroves
 - Building of dikes, sluiceways...
 - Impact of the pandemic on the exportations in 2020 and 2021? Support to local producers during the pandemic
- 8.4. Do you have any specific policies for people affected by erosion who lose part or all of their land?
- 8.5. Do you have any specific policies in prevision of storms?
- 8.6. What are the various tools you implement to tackle the issue of salinization?
- 8.7. How do you coordinate with other departments and localities to build protective infrastructures such as dikes, sluiceways and breakwaters?
- 8.8. Do you have to implement any groundwater extraction regulation?
- 8.9. Do you implement any program to access clean and fresh water?

Resettlement

- 8.10. Could you explain to me the process of the resettlement programs?
- What are the criteria to decide which households have to be resettled?

- How do you choose the location of the resettlement?
- Do people access land and then build their own house, or do they access house directly?
- Are they given a land based on the surface of their previous land?
- Do they have any special loans to build their house?
- What kind of policy is implemented to support resettled people to resume their activity or to turn to a new profession?

Land policies

- 8.11. Do you implement land merging/consolidation (« dồn điền đổi thửa »)?
- 8.12. Do you have to implement some land expropriation for development projects?

Development of industrial sector

- 8.13. Commute migration?
- 8.14. Development of the urban centers?
- 8.15. Planification of industrial zones?

Annexe n°14 : Tableau des informants migrants à Ho Chi Minh Ville

Page	Numéro d'informant	Date (année-moi-jour)	Heure	Type d'entretien	Groupe d'entretien	District de l'entretien	Lieu de l'entretien	Genre	Age	Province d'origine	Région d'origine	Lieu de vie à HCMV	Emploi	Lieu d'emploi	Mode de ciblage
p.307	1	20-06-07	9h30	Individuel		Go Vap	Logement	F	env 26	Hue	Côte centrale nord	Go Vap	ouvrier	Go Vap	Logement
p.226	2	20-06-07	10h30	Individuel		Go Vap	Logement	F	env 25	Quang Nam	Côte centrale sud	Go Vap	ouvrier	Go Vap	Logement
	3	20-06-07	16h	Individuel		D1	Café	M	44	Hue	Côte centrale nord	D12	Grab	NA	Emploi
p.201 et 215	4	20-06-21	9h	Individuel		Go Vap	Logement	F	22	Dak Lak	Hauts Plateaux	Go Vap	employé de bureau	Go Vap	Logement
	5	20-06-21	11h	Binôme	5-6	Go Vap	Logement	M		Hau Giang	Delta du Mékong	Go Vap	ouvrier	Go Vap	Logement
p.258	6	20-06-21	11h	Binôme	5-6	Go Vap	Logement	F		Quang Nam	Côte centrale sud	Go Vap	ouvrier	Go Vap	Logement
p.215	7	20-06-21	15h30	Individuel		Go Vap	Logement	F	env 48	Binh Duong	Sud Est	Go Vap	ouvrier	Go Vap	Logement
	8	20-06-28	14h	Binôme	8-9	Go Vap	Logement	F	34	An Giang	Delta du Mékong	Go Vap	ouvrier	D12	Logement
	9	20-06-28	14h	Binôme	8-9	Go Vap	Logement	M	39	Quang Nam	Côte centrale sud	Go Vap	ouvrier	Go Vap	Logement
	10	20-06-28	15h30	Binôme	10-11	Go Vap	Logement	F	33	Nha Trang	Côte centrale sud	Go Vap	ouvrier	Go Vap	Logement
p.307	11	20-06-28	15h30	Binôme	10-11	Go Vap	Logement	F	31	Khanh Hoa	Côte centrale sud	Go Vap	ouvrier	Go Vap	Logement
p.222	12	20-07-05	15h	Individuel		Go Vap	Logement d'un proche	M	25	Khanh Hoa	Côte centrale sud	D1	employé de bureau	D3	Logement
p.228	13	20-07-07	19h30	Individuel		Go Vap	Logement	M	32	Hue	Côte centrale nord	Go Vap	ingénieur		Logement
p.249	14	20-07-07	20h30	Individuel		Go Vap	Logement	M	env 38	Vinh Long	Delta du Mékong	Go Vap	Grab	NA	Emploi
p.212	15	20-07-19	15h	Individuel		D8	Café	M	env 43	Dong Thap	Delta du Mékong	D8	Grab (ex capitaine de bateau)	NA	Emploi
p.222	16	20-07-19	19h	Individuel		Go Vap	Café	M	env 25	Nha Trang	Côte centrale sud	Thu Duc	Grab	NA	Emploi
	17	20-07-19	21h	Individuel		Go Vap	Café	M	25	Dak Lak	Hauts Plateaux	Go Vap	Grab	NA	Emploi
	18	20-07-27	8h30	Individuel		Go Vap	Rue	M		Dong Nai	Sud Est	Go Vap	Grab	NA	Emploi
	19	20-07-27	12h30	Individuel		Go Vap	Rue	M	21	Binh Thuan (?)	Côte centrale sud	Binh Duong	Grab	NA	Emploi
p.249	20	20-07-27	15h30	Individuel		Go Vap	Rue	M	53	Tien Giang	Delta du Mékong	Go Vap	Grab	NA	Emploi
p.307	21	20-08-03	9h	Individuel		Go Vap	Rue	M	37	Ben Tre	Delta du Mékong	Go Vap	Grab	NA	Emploi
	22	20-08-03	12h	Individuel		Go Vap	Rue	M		Soc Trang	Delta du Mékong	Go Vap	Grab	NA	Emploi

	23	20-08-06	7h45	Individuel		Go Vap	Rue	M	env 30 ou moins	Binh Thuan	Côte centrale sud	Go Vap	Grab	NA	Emploi
	24	20-08-08	8h15	Individuel		Go Vap	Rue	M	30	Ben Tre	Delta du Mékong	Go Vap	Grab	NA	Emploi
	25	20-08-09	8h	Individuel		Go Vap	Rue	M	37	Soc Trang	Delta du Mékong	Go Vap	Grab	NA	Emploi
p.224	26	20-08-10	10h	Individuel		Go Vap	Logement	F		Nord	Nord	Go Vap	chômage	NA	Emploi
p.249	27	20-08-26	11h	Individuel		Go Vap	Café	F	58	Vinh Phuc	Nord	Go Vap	ve chai	Go Vap	Emploi
	28	20-08-26	14h30	Individuel		Go Vap	Rue	M	24	Ha Tinh	Côte centrale nord	Thu Duc	Grab	NA	Emploi
	29	20-08-27	10h	Individuel		Go Vap	Rue	M	54	Quang Ngai	Côte centrale sud	D12	Livreur	NA	Emploi
	30	20-08-30	15h30	Individuel	mari de 27	Go Vap	Logement	M	57	Delta du Fleuve Rouge	Nord	Go Vap	ouvrier du bâtiment	Go Vap et districts voisins	Emploi
	31	20-09-03	12h	Binôme	frère de 32	Go Vap	Café	M	30	Nghe An	Côte centrale nord	D12	ouvrier du bâtiment	Go Vap	Emploi
	32	20-09-03	12h	Binôme	sœur de 31	Go Vap	Café	F	43	Nghe An	Côte centrale nord	D12	ouvrier du bâtiment	Go Vap	Emploi
	33	20-09-04	8h10	Individuel		Go Vap		M	47	Ben Tre	Delta du Mékong	Go Vap	Grab	Go Vap	Emploi
	34	20-09-06	8h45 + 15h20	Individuel		Go Vap	Restaurant	F	47	Ha Tinh	Côte centrale nord	Go Vap	restauration	Go Vap	Logement
	35	20-09-16	7h45	Individuel		Go Vap	Café	F	40	Vinh Phuc	Nord	Go Vap	ve chai	Go Vap	Emploi
	36	20-09-16	17h	Individuel		Go Vap	Café	F	enviro n 46	Vinh Phuc	Nord	Go Vap	ve chai	Go Vap p9	Emploi
	37	20-09-19	8h	Individuel	mari de 35	Go Vap	Café	M	48	Vinh Phuc	Nord	Go Vap	ve chai	Go Vap p9	Emploi
	38	20-09-20	9h	Individuel		D12		M	34	Tien Giang	Delta du Mékong	D12	manager de café/livre ur d'eau/gov ieck	D12	Emploi
	39	20-11-22	8h45	Individuel		Go Vap	Commerce	F	34	Ca Mau	Delta du Mékong	Go Vap	manucure	Go Vap	Emploi
	40	20-11-22	9h25	Individuel		Go Vap	Café	M	50	Vinh Phuc	Nord		ve chai	Go Vap	Emploi
	41	20-11-22	10h10	Individuel		Go Vap	Rue	M		Tuyen Quang	Nord	D12	vendeur de rue	Go Vap	Emploi
	42	20-12-16	14h	Individuel		Go Vap	Logement	F	enviro n 40	Hue	Côte centrale nord	Go Vap	couturière	Go Vap	Logement
	43	20-12-21	8h	Binôme	43-44	Go Vap	Logement	F	49	An Giang	Delta du Mékong	Go Vap	chômage	Go Vap	Logement
	44	20-12-21	9h50	Binôme	43-44	Go Vap	Logement	F		Hau Minh (?)	Delta du Mékong	Go Vap	ouvrier du bâtiment	Go Vap	Logement

	45	21-01-06	13h45	Individuel		Go Vap	Café	F	64	Vinh Phuc	Nord	Go Vap	ve chai	Go Vap	Emploi
	46	21-01-18	7h50	Individuel		Go Vap	Rue	F		Tien Giang	Delta du Mékong	D8	ouvrier du bâtiment (surveillance de chantier)	Go Vap	Emploi
	47	21-01-18	10h	Individuel		Go Vap	Café	F	60	Hà Nam (Phủ Lý outskirt)	Nord	Go Vap	ve chai	Go Vap	Emploi
	48	21-01-18	13h25	Individuel		Go Vap	Commerce	F		Nam Dinh	Nord	D12	Commerce de vêtements dans un marché	Go Vap	Emploi
	49	21-01-22	10h45	Individuel		Go Vap	Commerce	F	25	Vinh Long	Delta du Mékong	Go Vap	service de charme	Go Vap	Emploi
	50	21-01-22	13h30	Individuel		Go Vap	Commerce	F	30	Tien Giang	Delta du Mékong	Go Vap	service de charme	Go Vap	Emploi
	51	21-03-02	8h45	Individuel		Go Vap	Rue	F	35	Ha Nam	Nord	Go Vap	vendeur de rue	Go Vap	Emploi
	52	21-03-02	13h15	Individuel		Go Vap	Commerce	F	26	Bien Hoa	Sud Est	Thu Duc	service de charme	Go Vap	Emploi
	53	21-03-05	8h20	Individuel		Go Vap	Logement	F	?	Hue	Côte centrale nord	Go Vap	retraité	X	Logement
	54	21-03-05	9h45	Individuel		Go Vap	Commerce	M		Vinh Long	Delta du Mékong	Go Vap	commerce aveugle (propriétaire d'un salon de massage qui emploie des personnes aveugles, précédemment lui-même masseur)	Go Vap	Emploi
	55	21-03-05	11h	Individuel		Go Vap	Chantier	M		Tien Giang	Delta du Mékong	Go Vap	ouvrier du bâtiment	Go Vap	Emploi
	56	21-03-22	13h	Individuel		Binh Tân	Rue	M		An Giang	Delta du Mékong	Binh Tân	vendeur de rue	Binh Tân	Emploi
	57	21-03-25	9h	Individuel		Binh Tân	Logement	M	65	Ben Trê	Delta du Mékong	Binh Tân	security guard (à	Binh Tân	Logement

													confirmer)		
	58	21-03-25	12h25	Individuel		Binh Tân	Logement	M	18	Soc Trang	Delta du Mékong	Binh Tân	ouvrier	Binh Tân	Logement
	59	21-04-04	8h15	Collectif	59-60-61...	Binh Tân	Logement	M	40	Tien Giang	Delta du Mékong	Binh Tân	commerçant (vend du poisson au marché près de l'aéroport de Tan So Nhat)	Tân Binh (à confirmer)	Logement
	60	21-04-04	8h15	Collectif	59-60-61...	Binh Tân	Logement	M	39	Nha Trang	Côte centrale sud	Binh Tân	autoentrepreneur en décoration d'intérieur	Binh Tân	Logement
	61	21-04-04	14h45 + 16h18	Individuel puis binôme	1-2	Binh Tân	Logement	F	52	Soc Trang	Delta du Mékong	Binh Tân	chômage	X	Logement
	62	21-04-11	13h35	Individuel		Binh Tân	Logement	F	dans la trentaine	Tien Giang	Delta du Mékong	Binh Tân	maternelle	Binh Tân	Logement
	63	21-04-11	15h05	Binome	4-5	Binh Tân	Logement	F	38	Nghe An	Côte centrale nord	Binh Tân	ouvrier	Binh Tân	Logement
	64	21-04-11	15h05	Binome	4-5	Binh Tân	Logement	F	34	Thanh Hoa	Côte centrale nord	Binh Tân	ouvrier	Binh Tân	Logement
p.199, 217 et 258	65	21-04-11	15h05 à partir de minute 30			Binh Tân	Logement	F	environ 37	Phú Yên	Côte centrale sud	Binh Tân	manager à l'usine	Binh Tân	Logement
	66	21-04-16	8h39 + 8h42	Binome	7-8	Binh Tân	Rue	M	58	Tien Giang	Delta du Mékong	Binh Chanh	security guard	Binh Tân	Emploi
	67	21-04-16	8h39 + 8h42	Binome	7-8	Binh Tân	Rue	F	55	Tra Vinh	Delta du Mékong	Binh Chanh	vendeur de rue	Binh Tân	Emploi
	68	21-04-16	16h25 + 17h39	Individuel		Binh Tân	Logement	F	dans la vingtaine	Dak Nong	Hauts Plateaux	Binh Tân	femme au foyer	X	Logement
	69	21-04-18	8h30	Individuel		Binh Tân	Café	M	29	Soc Trang	Delta du Mékong	Binh Tân	Grab	X	Café
	70	21-04-18	12h50	Binome	11-12 sœurs	Binh Tân	Marché	F	la cinquantaine	Ben Trê	Delta du Mékong	Binh Tân	vendeur de rue (légumes au marché)	Binh Tân	Emploi

	71	21-04-18	12h50	Binome	11-12 seurs	Binh Tân	Marché	F	la cinqua ntaine	Ben Trê	Delta du Mékong	Binh Tân	vendeur de rue (légumes au marché)	Binh Tân	Emploi
	72	21-04-21	8h45	Individuel		Binh Tân	Café	M	25	Nghe An	Côte centrale nord	Binh Tân	Réparateu r de moto	Binh Tân	Café
	73	21-04-21	9h30	Individuel		Binh Tân	Café	M		Can Tho	Delta du Mékong	Binh Tân (?)	ouvrier du bâtiment (manager)	X	Café
	74	21-04-25	8h45	Individuel		Binh Tân	Logement d'un proche	M	55	Binh Thuan	Côte centrale sud	Binh Tân	X	X	Logement
	75	21-04-25	9h35	Individuel		Binh Tân	Rue	M		Ben Trê	Delta du Mékong	Binh Tân	Réparateu r de moto	Binh Tân	Emploi
	76	21-04-25	12h05	Individuel	femme de 19	Binh Tân	Marché	F	la cinqua ntaine	Dong Thap	Delta du Mékong	Binh Tân	vendeur de rue (légumes au marché)	Binh Tân	Emploi
	77	21-04-25	14h08 + 15h32	Individuel	mari de 18	Binh Tân	Marché	M	la cinqua ntaine	Dong Thap	Delta du Mékong	Binh Tân	vendeur de rue (légumes au marché)	Binh Tân	Emploi
	78	21-05-09	7h53 + 10h03	Individuel		Binh Tân		M	la cinqua ntaine	Ben Trê	Delta du Mékong	Binh Tân	ouvrier	Binh Tân	Café
	79	21-05-09	12h13	Individuel		Binh Tân	Marché	F	32	Binh Duong (à vérifier)	Sud Est	Binh Tân	vendeur de rue (légumes au marché)	Binh Tân	Emploi
	80	21-05-09	14h19 + 17h07 +	Individuel		Binh Tân	Logement	M	37 enviro n	Tra Vinh	Delta du Mékong	Binh Tân	industrie du cinéma puis chauffeur de camion après pandémie	Binh Tân	Logement
	81	21-05-15	08h57	Individuel		Binh Tân	Café	F	54	Long An	Delta du Mékong	Binh Tân	vendeuse de tickets de lotterie	Binh Tân	Emploi

	82	21-05-15	12h45	Individuel		Binh Tân	Restaurant	F	la quarantaine	Nha Trang (à confirmer)	Côte centrale sud	Binh Tân	restauration	Binh Tân	Restaurant
	83	21-10-31	08h53	Individuel		Binh Tân	Café	M	27	Quang Binh	Côte centrale nord	Binh Tân	réparateur de clim	Binh Tân	Café
	84	21-10-31	15h41	Individuel		Binh Tân		F	43	Bac Lieu	Delta du Mékong	Binh Tân	ouvrier	Binh Tân	Logement
	85	21-11-03	9h	Individuel		Binh Tân		F	50	Soc Trang	Delta du Mékong	Binh Tân	vendeuse de tickets de lotterie	Binh Tân	Café
	86	21-11-03	16h07	Binome		Binh Tân		F	40	Ha Nam	Nord	Binh Tân	manucure	Binh Tân	Logement
	87	21-11-03	16h07	Binome		Binh Tân		M		Soc Trang	Delta du Mékong	Binh Tân	ouvrier	Binh Tân	Logement
	88	21-11-03	17h21	Individuel		Binh Tân		M	?	Binh Phuoc	Sud Est	Binh Tân	ouvrier	Vinh Loc	Café
	89	21-11-03	18h	Binome		Binh Tân		M	32	Bac Lieu	Delta du Mékong	Binh Tân	ouvrier	Binh Tân	Café
	90	21-11-03	18h	Binome		Binh Tân		M	23	Nghe An	Côte centrale nord	Binh Tân	ouvrier	Binh Tân	Café
	91	21-11-07	17h39	Individuel		Binh Tân		M	48? (à vérifier)	Dong Thap	Delta du Mékong	Binh Tân	manager à l'usine	Binh Tân	Logement
	92	21-11-09	14h25	Individuel		Binh Tân		M	64	Chau Doc	Delta du Mékong	Binh Tân	ve chai	Binh Tân	Café
	93	21-11-09	17h36 et 20h07	Individuel		Binh Tân		M	34	Quang Ngai	Côte centrale sud	Binh Tân	ouvrier	Long An	Café
p.385	94	21-11-15	15h57	Individuel		Binh Tân		M	40	Bac Giang	Nord	Binh Tân	manager de chantier	X	Café
	95	21-11-15	17h08	Individuel		Binh Tân		F	39	Can Tho	Delta du Mékong		vendeuse de rue (papier de riz)		Café
	96	21-11-17	9h44	Individuel		Binh Tân		F	67	Long An	Delta du Mékong	Binh Tân	ve chai	Binh Tân	Café
	97	21-11-18	9h49	Individuel		Binh Tân		M	la cinquantaine	Long An	Delta du Mékong	Binh Tân	agriculteur	Binh Tân	Logement
	98	21-11-18	14h20	Individuel		Binh Tân		F	42	An Giang	Delta du Mékong	Binh Tân	vendeuse de rue	Binh Tân	Emploi
	99	21-11-18	17h19	Individuel		Binh Tân		F	la cinquantaine	Soc Trang	Delta du Mékong	Binh Tân	vendeuse de tickets de lotterie	Binh Tân	Café
	100	21-11-18	18h02	Individuel		Binh Tân		F	65	Dong Thap	Delta du Mékong	Binh Tân	vendeuse de tickets de lotterie	Binh Tân	Café

	101	21-11-21	13h17	Individuel		Binh Chanh		M	35	Binh Thuan	Côte centrale sud	Binh Chanh	entrepren eur (publicité)	Binh Chanh	Café
	102	21-11-21	17h25	Individuel		Binh Tan		M	21	Thanh Hoa	Côte centrale nord	Binh Tan	ouvrier	Thanh Hoa	Café
	103	21-11-25	12h55	Individuel		Binh Tan		M		Tien Giang	Delta du Mékong				
	104	21-11-25	17h48	Individuel		Binh Tan		M		Long An	Delta du Mékong				
p.212 et 334	105	21-11-30	12h25	Individuel		Binh Tan		F	55	Ninh Binh	Nord		vendeuse de ticket de loterie	Binh Tân	Café
p.209, 272 et 387	106	21-12-01	16h05	Individuel		Binh Tan		M		Hung Yen	Nord		vendeur de rue	Binh Tân	
	107	21-12-07	13h34	Individuel		Binh Tan		F		Quang Ngai	Côte centrale sud		vendeuse de tickets de lotterie		
	108	21-12-17	15h34	Individuel		Binh Tan		F	52	An Giang	Delta du Mékong		vendeuse de tickets de lotterie et sticky rice		

Annexe n°15 : Tableau des informants propriétaires-bailleurs à Ho Chi Minh Ville

	Numéro d'informant	Date (année/mois/jour)	Heure	Type d'entretien	District de l'entretien	Genre	Age
	1	20-06-07	9h20 + 12h	Individuel	Go Vap	F	
p.218 et 221	2	21-03-22	8h15	Individuel	Binh Tân	F	
p.162	3	21-05-15	16h20	Individuel	Binh Tân	F	la cinquantaine
	4	21-10-31	11h55 et 13h59	Collectif	Binh Tân	M&F	la cinquantaine
	5	21-11-03	15h10	Individuel	Binh Tân	F	la trentaine
p.233	6	21-11-06	8h44	Collectif	Binh Tân	M&F	la cinquantaine
	7	21-12-10	17h06	Individuel	Binh Tân	H	
	8	22-01-02	16h43	Individuel	Binh Tân	H	
	Collecteur de loyer de nha tro	21-04-21	14h15	Individuel	Phu Nhuan	M	

Table des matières

Remerciements	1
Sommaire	5
Table des acronymes	7
Avant-propos	9
Accueil institutionnel	9
Projet de recherche	9
Financements.....	9
Publications	10
Remarques formelles.....	11
Introduction	13
Int.1. Migrations et changements environnementaux : objet géographique.....	19
Int.2. Jalons terminologiques.....	23
Int.2.1. Environnement et migration.....	23
Int.2.2. Risque, vulnérabilité et adaptation	28
Int.2.3. Habitabilité	30
Int.2.4. Incertitude.....	32
Int.2.5. Empreinte spatiale de la migration.....	33
Int.3. Problématisation.....	36
Int.4. Pourquoi étudier ce sujet au Vietnam ?.....	37
Chapitre I. Cadre théorique	41
I.1. Une lecture des migrations en <i>political ecology</i>	42
I.2. Migrations et environnement : un champ de recherche en plein essor	47
I.2.1. Constitution d'un champ	47
I.2.2. Mobilisation des théories de la migration dans le champ des migrations au prisme de l'environnement.....	49
I.2.3. Diversité méthodologique	55
I.2.4. Une distribution géographique mondiale contrastée.....	57
I.3. Positionnement.....	60

I.3.1.	Combinaison des approches par la multifactorialité et les parcours de vie	60
I.3.2.	Approche du pont d'arrivée vers le point de départ, entre mobilité et immobilité 61	
I.3.3.	Continuum migration interne-migration internationale et translocalité	62
I.4.	Prise de conscience environnementale et question migratoire dans le sud du Vietnam 63	
I.4.1.	Emergence de la gouvernance environnementale au Vietnam.....	63
I.4.2.	Les migrations en contexte de changements environnementaux, nouvel enjeu au Vietnam ?	66
I.4.3.	Le delta du Mékong, terre de migrations et grenier à riz du Vietnam	68
I.4.4.	Le delta du Mékong, laboratoire du changement climatique	71
I.4.5.	Le delta du Mékong, « <i>hotspots</i> » des migrations en contexte de changements environnementaux ?	73
I.4.6.	La côte centrale du Vietnam, l'autre terrain des migrations en contexte de changements environnementaux	76
I.4.7.	Défis méthodologiques.....	77
Chapitre II. Méthode		81
II.1.	La méthode qualitative multisituée	82
II.1.1.	La migration interne au Vietnam : un objet qui échappe aux statistiques.....	82
II.1.2.	Cadrage temporel des enquêtes	87
II.1.3.	Choix des périmètres d'étude de l'enquête principale	91
II.1.4.	Choix des périmètres d'étude des enquêtes secondaires	103
II.2.	Techniques d'enquête.....	113
II.2.1.	Aperçu général des enquêtes	113
II.2.2.	Entrées sur le terrain.....	114
II.2.3.	Les temps et les lieux de l'enquête.....	120
II.2.4.	La technique de l'entretien par récit de vie	122
II.2.5.	La conduite des entretiens	127
II.3.	Positionnalité	135
II.3.1.	Qui suis-je à travers les yeux de l'autre ?.....	135
II.3.2.	Travailler en duo avec un interprète : la double positionnalité	139
II.3.3.	Entretiens en période de pandémie.....	147
Chapitre III. Les « <i>nhà trọ</i> », parc de logements accessibles aux migrants ruraux.....		151

III.1.Caractéristiques des chambres à louer.....	154
III.1.1. Caractéristiques techniques	154
III.1.2. Normes de construction.....	157
III.1.3. Alternatives aux <i>nhà trọ</i>	159
III.1.4. Des logements « non-permanents »	161
III.2.Difficultés d'accès au marché foncier	165
III.2.1. Evolution de la production de logements depuis les années 1980	165
III.2.2. Le logement locatif encore résiduel et l'absence de logements publics.....	166
III.2.3. La propriété foncière et immobilière en ville inaccessible aux ménages modestes	169
III.2.4. Fonctionnement du marché foncier et immobilier	171
III.2.5. Pratiques spéculatives sur le marché foncier et immobilier	173
III.3.Exposition aux risques environnementaux à Ho Chi Minh Ville.....	176
III.3.3. Exposition des <i>nhà trọ</i> au risque d'inondation.....	176
III.3.4. Le risque d'inondation à Ho Chi Minh Ville	178
III.3.5. Adaptation au changement climatique à Ho Chi Minh Ville	186
III.3.6. Exposition aux risques sanitaires	188
Chapitre IV. Le temporaire de longue durée, degrés d'urbanité différenciés entre migrants ruraux et résidents urbains.....	195
IV.1. Précarité ordinaire	197
IV.1.1. Partent ceux qui le peuvent	197
IV.1.2. « Connaître le chemin »	199
IV.1.3. Secteurs d'emploi accessibles aux migrants ruraux à Ho Chi Minh Ville.....	203
IV.1.4. Niveaux de revenus	207
IV.1.5. Conditions de travail	211
IV.1.6. Renvois d'argent	213
IV.2. Degrés d'urbanités différenciés.....	215
IV.2.1. La condition de locataire	215
IV.2.2. Le statut d'enregistrement temporaire.....	228
IV.3. La parenthèse urbaine.....	239
IV.3.1. Politiques publiques ambiguës	239
IV.3.2. Projections de retour.....	247

Chapitre V. Décision migratoire et perspectives de retour : entre choix contraint et aspiration	255
V.1. Mutations sur le marché agricole/aquacole et sur le marché foncier	260
V.1.1. Transition économique	260
V.1.2. Transition foncière	264
V.2. Les changements environnementaux, facteurs indirects de migration.....	276
V.2.1. Évolution des variables climatiques au Vietnam	279
V.2.2. Le cycle sécheresse-inondation et salinisation.....	281
V.2.3. Le delta du Mékong menacé de submersion	285
V.3. Aspirations individuelles et collectives.....	295
V.3.1. Ascension sociale et distinction	295
V.3.2. Générations de sacrifiés	302
V.3.3. Agentivité et récit de soi.....	304
V.4. Déséquilibres territoriaux	306
V.4.1. L'impossibilité du retour.....	306
V.4.2. « Transition agraire tronquée »	308
V.4.3. Un équilibre fragile	312
Chapitre VI. L'adaptation sur site, stratégie alternative à la migration	319
VI.1. Agir sur l'aléa et l'exposition : interventionnisme étatique	324
VI.1.1. Bloquer la mer	325
VI.1.2. Prendre de la hauteur.....	335
VI.1.3. Les opérations de relogement.....	339
VI.1.4. Enjeux publics croisés autour de l'environnement.....	347
VI.2. Agir sur la vulnérabilité : adapter l'agriculture et l'aquaculture, ou les quitter	354
VI.2.1. Maintenir la riziculture, s'adapter sans changer de secteur d'activité	356
VI.2.2. Adopter l'arboriculture spécialisée, changer de culture au sein du secteur agricole	361
VI.2.3. L'élevage de crevettes : manne financière controversée.....	367
VI.2.4. La sylviculture : solution privilégiée en situation de stress hydrique	374
VI.2.5. « Quitter l'agriculture sans quitter la province ».....	381
VI.2.6. Cultiver l'adaptabilité face à l'incertitude.....	386
Discussion conclusive	391
Conclu.1 Matérialité multisituée.....	392

Conclu.2	Précarité ordinaire	393
Conclu.3	Le temporaire de longue-durée	395
Conclu.4	L'impératif d'adaptabilité	398
Conclu.5	Perspectives et prolongements	405
Conclu.5.1.	Décloisonner les études migratoires.....	406
Conclu.5.2.	Croiser les terrains d'étude.....	407
Conclu.5.3.	Croiser les méthodes et les disciplines.....	409
Conclu.5.4.	Décloisonner sciences sociales et sciences du vivant	410
Bibliographie		413
Littérature scientifique		413
Publications institutionnelles.....		431
Rapports statistiques.....		434
Littérature grise		434
Annexes		437
Annexe n°1 : Densité de population par province au Vietnam sur la base du recensement national de 2019 (en habitant / km ²). Source : GSO, 2020.		438
Annexe n°2 : Origine géographique des migrants présents à Ho Chi Minh Ville sur la base des données du bureau statistiques de Ho Chi Minh Ville de 2010. Source : Ngo Thi Thu Trang, 2014.....		439
Annexe n°3 : Guide d'entretien avec les migrants à Ho Chi Minh Ville.....		440
Annexe n°4 : Guide d'entretien de suivi avec les migrants à Ho Chi Minh Ville		445
Annexe n°5 : Guide d'entretien avec les propriétaires-bailleurs à Ho Chi Minh Ville.....		450
Annexe n°6 : Guide d'entretien avec les autorités locales à Ho Chi Minh Ville.....		456
Annexe n°7 : Guide d'entretien avec les habitants dans les provinces de Quảng Ngãi, Bến Tre et Sóc Trăng.		458
Annexe n°8 : Guide d'entretien avec les personnes relogées par une procédure de relogement publique dans les provinces de Quảng Ngãi, Bến Tre et Sóc Trăng		462
Annexe n°9 : Guide d'entretien avec le Département d'Agriculture et de Développement Durable de la province de Quảng Ngãi.		467
Annexe n°10 : Guide d'entretien avec le Département des Ressources Naturelles et de l'Environnement de la province de Quảng Ngãi.		470
Annexe n°11 : Guide d'entretien avec les Comités Populaires dans la province de Quảng Ngãi.....		473

Annexe n°12 : Guide d’entretien avec des représentants des autorités locales dans le district de Bình Đại, dans la province de Bến Tre.....	476
Annexe n°13 : Guide d’entretien avec des représentants des autorités locales dans la province de Sóc Trăng.....	480
Annexe n°14 : Tableau des informants migrants à Ho Chi Minh Ville	483
Annexe n°15 : Tableau des informants propriétaires-bailleurs à Ho Chi Minh Ville.....	490
Table des matières	493
Liste des figures	501
Résumé.....	509
Abstract	511

Liste des figures

Figure n°1 : Déplacements internes dus à des catastrophes naturelles exprimés en millions de déplacements. Source : IDMC, 2024.	16
Figure n°2 : Direction Générale des flux migratoires étudiés dans cette recherche des zones deltaïques et côtières du Vietnam vers Ho Chi Minh Ville. Source : auteure, 2021, réalisation sous Adobe Illustrator.	18
Figure n°3 : Les migrations rural-urbain en contexte de changements environnementaux au croisement des recherches sur l'aménagement, l'environnement et les migrations. Source : auteure, 2025.	21
Figure n°4 : Périmètres d'étude des principaux projets de recherche sur l'adaptation au changement climatique et la migration conduits dans le delta du Mékong jusqu'à 2018. Source : auteure, juin 2019, réalisation sous Adobe Illustrator.	79
Figure n°5 : Carte des provinces du delta du Mékong avec également la province voisine de Ho Chi Minh Ville selon ses limites antérieures au redécoupage territorial de 2025. Source : https://bandotreotuongkhon.com/wp-content/uploads/2019/07/ban-do-dong-bang-song-cuu-long.jpg	88
Figure n°6 : Image aérienne de la côte sud du delta du Mékong, octobre 2019. Source : photographie de l'auteure, octobre 2019.	89
Figure n°7 : Localisation des sites d'étude dans les districts de Gò Vấp et de Bình Tân, Ho Chi Minh Ville. Source : auteure, 2021, réalisation sous Adobe Illustrator, sur la base d'une image satellitaire de Google Earth du 13 mars 2021.	92
Figure n°8 : Image satellitaire du secteur nord-ouest du district de Gò Vấp, novembre 2020. Source : Google Earth.	93
Figure n°9 : Localisation des phường de Gò Vấp, extraite d'un post en ligne du 5 avril 2024. Source : https://diaochongthai.com/ban-do-quan-go-vap/	95
Figure n°10 : Localisation des phường de Bình Tân, extraite d'un post en ligne du 3 avril 2024. Source : https://diaochongthai.com/ban-do-quan-binh-tan/	98
Figure n°11 : Image satellitaire du secteur sud-ouest du district de Bình Tân, novembre 2020. Source : Google Earth.	101
Figure n°12 : Localisation de la province de Quảng Ngãi au Vietnam, et des districts étudiés au sein de la province de Quảng Ngãi. Source : auteure, 2023, réalisation sous Adobe Illustrator.	108
Figure n°13 : Localisation des communes et districts étudiés dans les provinces de Bến Tre et Sóc Trăng dans le delta du Mékong, ainsi que des districts étudiés à Ho Chi Minh Ville. Source : auteure, 2022, réalisation sous Adobe Illustrator.	112

Figure n°14 : Pancarte indiquant « chambre à louer », « phòng cho thuê » dans le district de Gò Vấp. Source : photographie de l’auteure, septembre 2020.	152
Figure n°15 : (photographie de gauche) Rangée de chambres à louer dans le district de Bình Tân, Ho Chi Minh Ville. Source : photographie de l'auteure, novembre 2021. (deux photographies de droite) Rangée de chambres à louer dans le district de Bình Tân, Ho Chi Minh Ville. Source : photographies de l'auteure, mars 2021.....	155
Figure n°16 : Série de maisons tubes à Ho Chi Minh Ville. Source : photographie de l’auteure, décembre 2018.	156
Figure n°17 : Une chambre à louer vide dans le district de Bình Tân, Ho Chi Minh Ville. Source : photographies de l’auteure, novembre 2021.	157
Figure n°18 : Campement sur un chantier de construction, dans le district de Gò Vấp, Ho Chi Minh Ville. Source : photographie de l’auteure, mars 2021.	160
Figure n°19 : Campement de migrants dans un immeuble désaffecté, dans le district de Gò Vấp, Ho Chi Minh Ville. Source : photographies de l’auteure, décembre 2020.	161
Figure n°20 : Une chambre locative occupée depuis 12 ans par un couple marié et leur fille de 11 ans, dans le quartier de Gò Vấp, à Ho Chi Minh Ville. Source : photographies de l'auteure, juin 2020.....	163
Figure n°21 : Une chambre locative occupée depuis moins de deux ans par une jeune femme de 22 ans dans le quartier de Gò Vấp, à Ho Chi Minh Ville. Source : photographies de l'auteure, juin 2020.....	163
Figure n°22 : Une chambre locative occupée depuis 10 ans par un couple de personnes âgées dans le district de Gò Vấp, Ho Chi Minh Ville. Source : photographies de l'auteure, août 2020.	164
Figure n°23 : Rangée de chambres à louer, district de Gò Vấp, Ho Chi Minh Ville. Source : photographie de l’auteure, juin 2020.....	177
Figure n°24 : Carte de l’élévation de Ho Chi Minh Ville et de ses environs. Source : Vachaud <i>et al.</i> , 2019, carte reproduite de Nguyen, 2013, avec l’autorisation des auteurs. La couleur verte représente une élévation inférieure à 1,5m.....	180
Figure n°25 : Carte du taux annuel de variation de l’élévation à Ho Chi Minh Ville sur la base d’observations satellites par interférométrie de 2006 à 2010. Source : Minh <i>et al.</i> , 2015. Le rouge représente un taux de subsidence supérieur à 20 mm / an.	180
Figure n°26 : Imperméabilisation des sols à Ho Chi Minh Ville en 2016. Source : Nguyen <i>et al.</i> , 2017.....	182
Figure n°27 : Carte des zones d’inondation par la marée ou les précipitations dans le centre de Ho Chi Minh Ville. Source : Vachaud <i>et al.</i> , 2019, carte originellement publiée dans Koudogbo <i>et al.</i> , 2012.....	182
Figure n°28 : Carte des zones d’inondation par la marée ou les précipitations dans l’agglomération de Ho Chi Minh Ville. Source : ADB, JICA-HCMV, 2010.....	183

Figure n°29 : Variation des précipitations à Ho Chi Minh Ville de 1950 à 2010. Source : Vachaud <i>et al.</i> , 2019, graphique originellement publiée dans Ho <i>et al.</i> , 2014.	184
Figure n°30 : Carte de projection des zones inondées dans l'agglomération de Ho Chi Minh Ville à l'horizon 2050 si aucune mesure d'endiguement des inondations n'est mise en œuvre. Source : ADB, JICA-HCMV, 2010.	185
Figure n°31 : Evolution de la température annuelle et en saison sèche (janvier à avril) à Ho Chi Minh Ville (station Tân Sơn Hoà), d'après les données du Département de Météorologie de Ho Chi Minh Ville. Source : Nguyen <i>et al.</i> , 2017.	191
Figure n°32 : Distribution spatiale des températures au sol en 2016 à partir de données Landsat. Source : Nguyen <i>et al.</i> , 2017.	191
Figure n°33 : Lieux d'emploi des migrants rencontrés : entrepôt industriel, chantier de construction, marché, bar à hôtesse, salon de massage, vente de rue, mototaxi, collecte de déchets recyclable agence de vente de tickets de loterie où viennent s'achalander les vendeurs et vendeuses itinérants de tickets. Source : photographies de l'auteure, Districts de Gò Vấp et Bình Tân, Ho Chi Minh Ville, entre septembre 2020 et novembre 2021.	205
Figure 34 : Carte mentale de Linh réalisée en juin 2020 dans le district de Gò Vấp à Ho Chi Minh Ville.	216
Figure n°35 : (photographie de gauche) Centre de tri de déchets recyclables dans le district de Gò Vấp, Ho Chi Minh Ville. Source : photographie de l'auteure, janvier 2022. (photographie de droite) Centre de tri de déchets recyclables dans le district de Bình Tân, Ho Chi Minh Ville. Source : photographies de l'auteure, janvier 2022.	217
Figure n°36 : (photographie de gauche) Interstice urbain jonché de détritiques le long d'une ruelle dans le district de Bình Tân, Ho Chi Minh Ville. (photographie centrale) Ruelle présentant des tables et des bancs installés par une propriétaire-bailleuse pour les locataires de ses chambres à louer dans le district de Bình Tân, Ho Chi Minh Ville. (photographie de droite) Sous-ruelle desservant des chambres à louer et donnant sur la ruelle de la photographie précédente. Source : photographies de l'auteure, mars 2021.	220
Figure n°37 : Carte mentale de Phát réalisée en juillet 2020 dans le district de Gò Vấp à Ho Chi Minh Ville.	223
Figure n°38 : Carte mentale de Nam réalisée en juillet 2020 dans le district de Gò Vấp à Ho Chi Minh Ville.	223
Figure n°39 : Carte mentale de Như réalisée en juin 2020 dans le district de Gò Vấp à Ho Chi Minh Ville.	227
Figure n°40 : <i>Tạm trú</i> des locataires d'un <i>nhà trọ</i> dans le district de Bình Tân, conservés par la propriétaire-bailleuse. Source : photographie de l'auteure, novembre 2021.	234
Figure n°41 : Bâtiments sur pilotis dans la province de Cà Mau, à la pointe sud du delta du Mékong. Source : photographies de l'auteurs, octobre 2019.	262

Figure n° 42 : Augmentation de la température au Vietnam en une moyenne mobile sur 5 ans sur la base des températures recensées entre 1986 et 2005 avec une projection à 2100. Source : GEMMES Vietnam, Espagne <i>et al.</i> , 2021.	279
Figure n°43 : Évolution des précipitations annuelles au Viet Nam pour la période 1981–2018. Les cercles indiquent l’emplacement de 150 stations météorologiques. Les stations avec des contours noirs indiquent les endroits où la tendance est statistiquement significative à 95%. Unité : %/décennie. Source : GEMMES Vietnam, Espagne <i>et al.</i> , 2021.....	280
Figure n°44 : Un panneau de prévention concernant le risque de glissement de terrain près d’une route qui a été déplacée en raison de l’érosion fluviale dans la province de Hậu Giang, dans le delta du Mékong. Source : photographies de l’auteure, septembre 2019.....	282
Figure n°45 : Citernes d’eau potable mises en place par les autorités locales dans une commune du district de Bình Đại, province de Bến Tre. Source : photographie de l’auteure, mars 2022.	283
Figure n°46 : Risque de submersion au Vietnam en cas de montée du niveau des eaux de 1m. Source : Tran <i>et al.</i> , 2016	287
Figure n°47 : Projections de l’élévation future du delta du Mékong sans prendre en compte la sédimentation. L’altitude est en mètres au-dessus du niveau de la mer moyen et tient compte de la compaction naturelle, de la montée absolue du niveau de la mer (médiane sur la base du RCP 4.5) et de l’extraction d’eau des nappes souterraines suivant différents scénarii d’extraction. Les zones en bleu sont en dessous du niveau de la mer moyen projeté. Source : Minderhoud, 2019.	289
Figure n°48 : Carte d’élévation, hausses de salinité observées et volumes de sables extraits. Lignes de contour : maximum d’extension des intrusions salines actuelles et projetées pour des scénarios modérés à extrêmes de changement climatique, de subsidence liée à l’extraction des eaux souterraines et d’incision des lits de rivière liée à l’appauvrissement en sédiments. Source : GEMMES Vietnam, Espagne <i>et al.</i> 2021.	290
Figure n°49 : Changements (italique) et conséquences (gras) dans les deltas modernes en cours d’urbanisation. Source : Minderhoud, 2019.....	291
Figure n°50 : Port de pêche dans la commune de Bình Hải, district de Bình Sơn, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l’auteure, janvier 2022.	294
Figure n°51 : Deux maisons dans le district de Thạnh Trị, province de Sóc Trăng, construites par des migrants avec les économies de leur emploi en ville. Source : photographie de l’auteure, juin 2022.....	299
Figure n°52 : Panneau d’affichage public dans le village de Long Hiệp, district de Minh Long, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l’auteure, janvier 2022.	325
Figure n°53 : Ecluse publique dysfonctionnelle dans la commune de Long Định, district de Bình Đại, province de Bến Tre. Source : photographie de l’auteure, avril 2022.....	327

Figure n°54 : Barrage-écluse de Ba Lai, dans le district de Bình Đại, province de Bến Tre. Source : photographie de l’auteure, mars 2022.....	329
Figure n°55 : Digue temporaire sur la côte de la commune de Nghĩa An, dans la municipalité de Quảng Ngãi, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l’auteure, janvier 2022.	332
Figure n°56 : Brise-lames et digue sur la côte de la commune de Bình Hải, district de Bình Sơn, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l’auteure, janvier 2022.	332
Figure n°57 : Bâtiments sur pilotis dans la province de Cà Mau, à la pointe sud du delta du Mékong. Source : photographies de l’auteure, octobre 2019.....	336
Figure n°58 : Une mezzanine de rangement ajoutée à une maison grâce au soutien financier des autorités locales, dans la commune de Tịnh Trà, district de Sơn Tịnh, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l’auteure, janvier 2022.	338
Figure n°59 : Maison située en fond de vallée dans la commune de Hánh Tín Đông, district de Nghĩa Hành, province de Quảng Ngãi. La maison a été surélevée d’un étage avec l’aide d’allocations publiques suite à l’inondation de 2020. Source : photographie de l’auteure, janvier 2022.....	338
Figure n°60 : Falaise affectée par un glissement de terrain et aplanie sur un site d’accueil d’une opération de relogement dans la commune de Long Mai, district de Minh Long, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l’auteure, janvier 2022.	345
Figure n°61 : Maison d’un ménage après relogement pour éviter le risque de glissement de terrain dans la commune de Long Mai, district de Minh Long, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l’auteure, janvier 2022.....	345
Figure n°62 : Tâche urbaine de l’agglomération de Cần Thơ et principaux canaux et cours d’eau de surface identifiés à partir d’une image satellitaire. Source : auteure, 2020, réalisation sous Adobe Illustrator.	349
Figure n°63 : Endiguement des berges de la rivière Cần Thơ dans la périphérie sud-ouest de la municipalité de Cần Thơ, projet achevé financé par la Banque Mondiale. Quartier Lê Bình, district de Cái Răng, municipalité de Cần Thơ. Source : photographie de l’auteure, novembre 2019.....	351
Figure n°64 : Les projets d’endiguement du fleuve Cần Thơ dans la périphérie sud-ouest de la municipalité de Cần Thơ. A – Projet d’endiguement achevé financé par la Banque Mondiale. B – Projet d’endiguement en cours financé par l’Agence Française de Développement Source : auteure, 2020, réalisation sous Adobe Illustrator à partir d’une image Maxar Technologies 2019 extraite de Google Earth.....	352
Figure n°65 : Champ de riz intégré à un programme public en coopération internationale avec l’aide au développement suédoise et l’ONG Oxfam qui vise à réduire l’usage des engrais chimiques. Source : photographie de l’auteure, juin 2025.....	358

Figure n°66 : Rizières, commune de Lâm Kiết, district de Thanh Trị, ouest de la province de Sóc Trăng, zone non exposée à la salinisation. Source : photographie de l’auteure, juin 2022.	360
Figure n°67 : Exploitation de cocotiers, commune de Vang Quới Đông, district de Bình Đại, province de Bến Tre, soumise à une forte salinisation. Les noix de cocos sont entreposées pour être écosées à la machette sur place. Source : photographie de l’auteure, mars 2022.	362
Figure n°68 : Agence OCOP dans le district de Thanh Trị, province de Sóc Trăng, delta du Mékong. Source : photographie de l’auteure, juin 2022.	363
Figure n°69 : Ferme arboricole pilote, commune de Hành Tín Tây, district de Nghĩa Hành, province de Quảng Ngãi, janvier 2022. Plusieurs variétés d’arbres et d’arbustes sont plantées sur une même parcelle pour réaliser des tests. Source : photographie de l’auteure, janvier 2022.	364
Figure n°70 : Épandage manuel d’intrants chimiques sur un champ d’arachide, commune Hành Tín Đông, district de Nghĩa Hành, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l’auteure, janvier 2022.	365
Figure n°71 : Bassin d’élevage de crevettes, commune de Thanh Trị, district de Bình Đại, province de Bến Tre, zone soumise à une forte salinisation. Source : photographie de l’auteure, mars 2022.	369
Figure n°72 : Puit d’eau douce artisanal construit par un ménage sur sa parcelle en plaine, Tịnh Trà, district de Sơn Tịnh, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l’auteure, janvier 2022.	372
Figure n°73 : Plantations d’acacias en montagne, et champs de riz dans la plaine, commune de Hành Tín Đông, district de Nghĩa Hành, province de Quảng Ngãi. Source : photographie de l’auteure, janvier 2022.	375
Figure n°74 : Panneaux d’affichage publics dans le village de Long Hiệp, district de Minh Long, province de Quảng Ngãi. Source : photographies de l’auteure, janvier 2022.	377
Figure n°75 : Panneau d’affichage public dans le village de Gò Cỏ, commune de Phổ Thạnh, district de Đức Phổ, province de Quảng Ngãi. Source : photographies de l’auteure, janvier 2022.	
Figure n°76 : Les travailleurs migrants quittent le parc industriel de Giao Long, dans le district de Châu Thành, à la fin de la journée et rentrent chez eux dans le district de Bình Đại, sur la route principale reliant les deux districts via le pont An Hòa. Source : photographie de l’auteure, avril 2022.	384
Figure n°77 : Stratégies d’adaptabilité par la mobilité et l’immobilité des ménages ruraux face à une incertitude globale dans le delta du Mékong. Source : auteure, schéma traduit de l’anglais, première parution dans Espagne <i>et al.</i> , 2022.	403

Résumé

Au croisement des champs de recherche sur les migrations, l'aménagement et l'environnement, cette thèse porte sur les migrations rural-urbain en contexte de changements environnementaux, à travers une étude de cas au Vietnam. Fondée sur une enquête qualitative multisituée menée entre 2019 et 2022 à Ho Chi Minh Ville et dans trois provinces rurales du delta du Mékong et de la Côte Centrale du Vietnam, elle analyse la migration en tant que stratégie d'adaptation aux risques et à l'incertitude globale. La migration vers Ho Chi Minh Ville constitue une réponse à un impératif d'adaptabilité, non seulement face à des transformations environnementales qui affectent les activités agricoles et aquacoles, mais aussi face à des mutations sociales, économiques et foncières. Souvent pensée à l'échelle du ménage, de manière transgénérationnelle, et selon un continuum entre mobilité et immobilité, la migration est complémentaire de pratiques d'adaptation sur site (parmi lesquelles la construction d'infrastructures de protection, le relogement, l'adaptation des cultures et la diversification des sources de revenus). Cependant, la migration rural-urbain mène à une vulnérabilité renouvelée en ville, mise en lumière durant la pandémie de Covid-19. Cette vulnérabilité résulte à la fois de dynamiques économiques et foncières, et de l'absence de politique publique adaptée.

Le concept de « temporaire de longue durée » rend compte de la tension entre la présence en ville et l'horizon du retour au village, parfois après plusieurs décennies. La logique de vases communicants qui relie les territoires ruraux et urbains se traduit dans la translocalité des pratiques migratoires. Ces migrations sont rendues possibles par une double tolérance : celle du gouvernement central qui tolère les migrations temporaires de longue durée au service du développement des territoires, et celles des migrants qui tolèrent la précarité ordinaire. De cette convergence émerge la parenthèse urbaine, qui englobe à la fois le temporaire prolongé dans la trajectoire de vie des migrants, et le transitoire dans la phase de développement du pays. Mais les pressions foncières et environnementales sur les terres rurales pourraient remettre en cause les perspectives de retour, ainsi que l'équilibre fragile que sous-tendent ces trajectoires migratoires pour les individus, les familles et les territoires.

Mots-clefs

Migration rural-urbain ; risque ; incertitude ; changements environnementaux ; stratégie d'adaptation ; adaptabilité ; temporaire de longue durée ; précarité ordinaire ; parenthèse urbaine

Abstract

At the intersection of migration, urban planning, and environmental research, this thesis focuses on rural-urban migration in the context of environmental change, through a case study in Vietnam. Based on a multi-sited qualitative survey conducted between 2019 and 2022 in Ho Chi Minh City and three rural provinces in the Mekong Delta and Central Coast of Vietnam, it analyzes migration as an adaptation strategy to risks and global uncertainty. Migration to Ho Chi Minh City is a response to the need for adaptability, not only in the face of environmental changes affecting agricultural and aquacultural activities, but also in the face of social, economic, and land use changes. Often considered at the household level, across generations, and along a continuum between mobility and immobility, migration complements on-site adaptation practices (including the construction of protective infrastructure, relocation, changes in farming practices, and diversification of income sources). However, rural-urban migration leads to renewed vulnerability in the city, as highlighted during the Covid-19 pandemic. This vulnerability results from both economic and land dynamics, and the absence of appropriate public policy.

The concept of “long-term temporary” reflects the tension between living in the city and the prospect of returning to the village, sometimes after several decades. The codependency that connects rural and urban areas is reflected in the translocality of migratory practices. These migrations are made possible by a double tolerance: that of the central government, which tolerates long-term temporary migration in the service of regional development, and that of migrants, who tolerate ordinary precariousness. This convergence gives rise to the urban parenthesis, which encompasses both the prolonged temporary nature of migrants' life trajectories and the transitory nature of the country's development phase. However, land and environmental pressures on rural areas could jeopardize the prospects for return, as well as the fragile balance that underpins these migratory trajectories for individuals, families, and territories.

Keywords

Rural-urban migration; risk; uncertainty; environmental changes; adaptation strategy; adaptability; long-term temporary; ordinary precariousness; urban parenthesis

Au croisement des champs de recherche sur les migrations, l'aménagement et l'environnement, cette thèse porte sur les migrations rural-urbain en contexte de changements environnementaux, à travers une étude de cas au Vietnam. Fondée sur une enquête qualitative multisituée menée entre 2019 et 2022 à Ho Chi Minh Ville et dans trois provinces rurales du delta du Mékong et de la Côte Centrale du Vietnam, elle analyse la migration en tant que stratégie d'adaptation aux risques et à l'incertitude globale. La migration vers Ho Chi Minh Ville constitue une réponse à un impératif d'adaptabilité, non seulement face à des transformations environnementales qui affectent les activités agricoles et aquacoles, mais aussi face à des mutations sociales, économiques et foncières. Souvent pensée à l'échelle du ménage, de manière transgénérationnelle, et selon un continuum entre mobilité et immobilité, la migration est complémentaire de pratiques d'adaptation sur site (parmi lesquelles la construction d'infrastructures de protection, le relogement, l'adaptation des cultures et la diversification des sources de revenus). Cependant, la migration rural-urbain mène à une vulnérabilité renouvelée en ville, mise en lumière durant la pandémie de Covid-19. Cette vulnérabilité résulte à la fois de dynamiques économiques et foncières, et de l'absence de politique publique adaptée.

Le concept de « temporaire de longue durée » rend compte de la tension entre la présence en ville et l'horizon du retour au village, parfois après plusieurs décennies. La logique de vases communicants qui relie les territoires ruraux et urbains se traduit dans la translocalité des pratiques migratoires. Ces migrations sont rendues possibles par une double tolérance : celle du gouvernement central qui tolère les migrations temporaires de longue durée au service du développement des territoires, et celles des migrants qui tolèrent la précarité ordinaire. De cette convergence émerge la parenthèse urbaine, qui englobe à la fois le temporaire prolongé dans la trajectoire de vie des migrants, et le transitoire dans la phase de développement du pays. Mais les pressions foncières et environnementales sur les terres rurales pourraient remettre en cause les perspectives de retour, ainsi que l'équilibre fragile que sous-tendent ces trajectoires migratoires pour les individus, les familles et les territoires.